CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEUIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLE-MAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES; les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout des Actes de* RYMER; *& enfin des* AUTEURS *les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME IV. PARTIE III.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSONS - WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

TABLE CHRONOLOGIQUE
DES PIECES
CONTENUES
Dans la III. Partie du IV. Tome.

ANNO 1549. 1550. — *Traité entre* HENRI II. *Roi de France & &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre, pour la reſtitution de* Boulogne *à la France, fait entre Boulogne & la Riviere de Lyene, le 24. Mars* 1549. Pag. 1

26. Avril. — *Réglement touchant le Commerce entre la* FRANCE, *&* les PAYS-BAS, *avec les Ordres qui s'en ſont enſuivis. A Bruxelles le 26. Avril* 1550. 3

12. Mai. — *Hæreditaria Unio* Rhenanæ *Patriæ Archi-diœceſis Colonienſis, quæ Anno Chriſti* 1463. *erecta, & poſtmodum Anno* 1550. *ab Archi-Epiſcopo & Electore* ADOLPHO, *cum Capitulo Metropolitano, & reliquis Statibus Comitum, Nobilium, & Civitatum ad publicam ultitatem ſtabiliter renovata & à Succeſſoribus Archiepiſcopis confirmata fuit. Accedit Declaratio Electoris* JOSEPHI CLEMENTIS, *quod Pecuniæ ſubſidiariæ præſenti Beſſæ ab Ordinibus pro communi Bono ſibi ſuppeditatæ nullatenus in conſequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Dat. Bonnæ Anno* 1694. 4

15. Dec. — *Traité de Paix conclu entre l'Empereur* CHARLES V. *&* MARIE STUARD *Reine d'Ecoſſe. A Binch en Hainaut le* 15. *Decembre* 1550. 10

15. Dec. — *Traité de Paix perpetuelle, d'Amitié & de bonne Intelligence, entre* CHARLES V. *Empereur des Romains & Roi d'Eſpagne d'une part, &* MARIE *Reine d'Ecoſſe authoriſée de* JACOB *Duc de Caſtelherald ſon Tuteur & Gouverneur d'autre part. Toutes les hoſtilités, & tous les Dommages faits de part & d'autre pendant la Guerre ſont mis en oubli; on y renouvelle le Traité de Commerce. & d'Amitié, fait à Binch avec le Roi* JAQUES *en* 1541. *comme auſſi les anciens Privileges accordés de part & d'autre au ſujet du Commerce & de la Pêche dont la liberté eſt expreſſément ſtipulée, avec promeſſe & obligation reciproque de chaſſer tous les Ennemens de Mer, Pirates, Corſaires, & ſemblables Gens qui troublent la Navigation, le Commerce & la Pêche. Fait à Binch le* 15. *Decembre* 1550. *Avec les Plein-pouvoirs & la Ratification de l'Empereur donnée à Augsbourg le* 1. *d'Avril* 1551. *Comme auſſi le Renouvellement du même Traité entre* JAQUES *Roi d'Ecoſſe, & les Seigneurs* ETATS GENERAUX *des Provinces Unies, conſiſtant en deux Actes, dont l'un eſt une Déclaration des Etats, dans laquelle le ſuſdit Traité eſt inſeré tout entier, donnée à la Haye le* 26. *Juillet* 1594. *& l'autre, une ſemblable Déclaration du Roi d'Ecoſſe, donnée à Edimbourg le* 14. *Septembre* 1594. 14

1551. 12. Fevrier. — *Decret de l'Empereur* CHARLES V. *entre* GEORGE *Evêque de Ratisbonne Demandeur d'une part & le Magiſtrat de* RATISBONNE *Défendeur d'autre part: Il y eſt ordonné à ceux-ci d'obſerver ponctuellement la Déclaration de ſa Majeſté Imperiale dans les affaires de Religion, & de reſtituer à l'Evêque le Monaſtere des Dechauſſés; comme auſſi à l'Evêque de contenir ſes Eccleſiaſtiques dans un genre de vie conforme à leur état & de payer à la Ville ſa Rente annuelle de* 200. *Florins. Il y eſt auſſi declaré en quels cas le Magiſtrat de Ratisbonne pourra exercer ſa Juriſdiction ſur les Eccleſiaſtiques. A Augsbourg le* 12. *Fevrier* 1551. 23

8 Mars. — *Privileges octroiez aux Marchands* SUISSES, *par* HENRI II. *Roi de France. Du huitiéme Mars* 1551. 24

18. Mars. — *Traité entre* FREDERIC *Electeur Palatin, & les autres Palatins du Rhin, pour le renouvellement de l'Union conclue entr'eux le* 11. *Fevrier* 1545. *& par laquelle il avoit été pourvu au maintien de la Succeſſion à l'Electorat, dans la Maiſon Electorale Palatine. A Heidelberg le Mercredi après le Dimanche* Judica 18. *Mars* 1551. 24

27. Mai. — *Traité entre* HENRI II. *Roi de France, &* OCTAVE FARNESE *Duc de Parme, par lequel* OCTAVE *s'engage au ſervice de* HENRI *avec ſon Fils, ſes Freres, ſes Places & ſes Biens. Fait & paſſé par devant Notaires à Amboiſe le* 27. *Mai* 1551. 26

10. Juin. — *Conventiones inter* EDUARDUM VI. *Angliæ Regem, &* MARIAM *Regimam Scotorum, ſuper definitione limitum & mutuo Commercio concluſæ. Datæ apud Eccleſiam de Norhame die* 10. *Junii Anno* 1551. 103

19. Juill. — *Traité de Confederation entre* HENRI II. *Roi de France &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre pour le Mariage dudit Roi* EDOUARD *avec Madame* ELISABET *de France. A Angers le* 19. *Juillet* 1551. 27

21. Juill. — *Proteſtation faite par les Officiers du Prince d'*ORANGE, *contre l'inexecution des Traitez faits entre l'*EMPEREUR *&* la FRANCE, *& ce de la part de la* FRANCE *en ce qui concerne ledit Prince d'*ORANGE. *Fait le* 21. *Juillet* 1551. 30

5. Oct. — *Traité de Confederation & Alliance entre* HENRI II. *Roi de France d'une part, &* MAURICE *Electeur de Saxe, & autres Princes & Etats Alliez, d'autre; contre l'Empereur* CHARLES QUINT, *pour la conſervation des Franchiſes & Libertez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire. Fait l'an* 1551. *le* 5. *Octobre & ratifié par le Roi à Chambord le* 15. *Janvier* 1551-1552. 31

1552. 21. Avril. — *Serment prêté par ceux de la Ville de* METZ, *à très-haut, très-excellent, & très-puiſſant Prince* HENRI II. *par la grace de Dieu Roi de France, Protecteur & Défenſeur de la Liberté Germanique.* 33

1. Mai. — *Recès conclu entre* CHARLES V. *Empereur &* MAURICE *Electeur de Saxe, touchant la fixation du terme de la* Pacification *de Paſſau, & la prochaine liberté du* LANDGRAVE DE HESSE. *A Lintz le* 1. *Mai* 1552. 34

19. Mai. — *Lettres d'Accord & de Renonciation, par leſquelles* WIGAND, *Evêque de Bamberg, cede & transporte dix-neuf Bailliages au Marcgrave de Brandebourg* ALBERT *le jeune & y renonce entierement, pour le détourner de la Guerre qu'il avoit entre-priſe*

ANNO 1552. 21. Mai. *priſe contre lui. A Bamberg le 19. Mai 1552.* 35

Traité d'Accommodement entre MELCHIOR *Evêque de Wurtzbourg, &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, ſur les Differends ſurvenus entr'eux; par lequel l'Evêque & ſon Chapitre s'obligent de payer au Marcgrave 220. mille Florins, & de ſe charger de 350000. Florins de ſes dettes, moyennant quoi il promet de ſe deſiſter de la Guerre qu'il avoit entrepriſe contr'eux. Fait le 21. Mai 1552.* 37

19. Juin. *Traité d'Accord entre* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG *ſur les hoſtilités commencées entr'eux, & par lequel ladite Ville s'oblige de payer à ce Prince la ſomme de 200. mille Ecus pour les dépenſes du Siege. Du 19. Juin 1552.* 37

2. Août. *Tranſaction concluë & ratifiée à Paſſau le 2. d'Août 1552. ſous l'autorité de* CHARLES QUINT *Empereur entre* FERDINAND *ſon Frere Roi des Romains, & quelques* ETATS *d'*ALLEMAGNE, *dite la Paix publique.* 42

6. Mai. 28. Juill. & 2. Août. *Capitolo dell'Amicitia, & buona Vicinità tra la* CÆSAREA MAESTA, *& Eccellentiſſimo Signor* FERDINANDO GONZAGA, *per il State di* Milano, *& li Signori di XIII.* CANTONI SUIXARI *per loro, & ſuoi Sudditi di quà, & di là da Monti.* 47

6. Août. *Accord de Paſſau entre* FERDINAND I. *Roi des Romains comme Archiduc d'Autriche &* CHRISTOPHLE *Duc de Wiesemberg, moyenné par* ALBERT *Duc de Baviere, au ſujet de la Sous-Infeudation du Duché de* Wittemberg; *par lequel tous les déferents ſurvenus entre ſa Majeſté & le Duc* ULRIC, *Pere du moderne, étant mis en oubli & accommodez; ladite Majeſté promet au Duc, pour lui & ſes Descendans mâles, la Sous-Infeudation du Duché; en échange dequoi le Duc s'engage à payer, dans trois mois, à ſa Majeſté la ſomme de 250. mille Florins, & de lui être fidelle à lui & à ſes Succeſſeurs Archi-Ducs d'Autriche comme à ſes Seigneurs. Fait le 6. d'Août 1552.* 50

25. Août. *Decret Imperial, portant Caſſation du Traité d'Accord paſſé le 19. Juin 1552. entre* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG. *Donné à Augsbourg le 25. d'Août 1552. Avec la Confirmation Imperiale ſur le précedent Decret de Caſſation. A Bruxelles le 20. Mars 1553.* 39

26. Août. *Lettres Imperiales de Caſſation, par leſquelles l'Accord paſſé entre* WIGAND *Evêque de Bamberg, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg eſt mis à néant. A Augsbourg le 26. d'Août 1552.* 36

24. Oct. *Articles de l'Accord conclu entre* CHARLES V. *Empereur, &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, par lequel Sa Majeſté Imperiale le reçoit en ſa grace, & confirme ſes Accords avec* Bamberg *& avec* Wurtzbourg, ALBERT *promettant de ſon côté qu'il ſe rendra au Camp de l'Empereur pour le ſervir avec ſes Troupes. Avec la Confirmation & Ratification de l'Empereur. A Dietenhoven le 24. Octobre 1552.* 51

10. Nov. *Traité de Metz entre* CHARLES V. *Empereur &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, par lequel l'Accord du 24. Octobre eſt de nouveau confirmé, &* ALBERT *reçu dans la grace de l'Empereur. Fait au Camp devant Metz le 10. Novembre 1552.* 52

1552. 1553. 20. Janvier. *Privilege accordé par* HENRI II. *Roi de France aux* VILLES ANSEATIQUES *le 20. Janvier 1552.* 53

1553. 21. Sept. *Traité d'Accommodement entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, par lequel ils ſe promettent reciproquement de faire ceſſer entr'eux les Hoſtilités & de vivre deſormais en bonne intelligence. A Brunswick le Lundi après la Nativité de la Vierge 1553.* 54

ANNO 1553. 11. Sept. *Accommodement final entre* PHILIPPE I. *Landgrave de Heſſe, &* HENRI le jeune *Duc de Brunswick, par l'entremiſe de* MAURICE *& d'Auguſte, ſucceſſivement Electeurs de Saxe le 11. Sept. 1553.* 55

16. Octob. *Recès conclu, par l'interpoſition de* PHILIPPE *Landgrave de Heſſe-Caſſel, entre* ADOLPHE *Electeur de Cologne, &* le Comte de WALDECK, *au ſujet de quelques Pâturages ſitués dans les Bois, qui étoient disputés entr'eux. Ils y conviennent de remettre leſdits Pâturages en ſequeſtre juſqu'à la deciſion finale de leur différent; & cependant de vivre en bonne intelligence. Le 16. Octobre 1553.* 56

20. Oct. *Accord fait & conclu, par l'interpoſition des Commiſſaires de l'Empereur, entre* HENRI le jeune *Duc de Brunswich d'une part, & les Magiſtrats & Bourgeois de la Ville de* BRUNSWICH *d'autre part, ſur les Hoſtilités commiſes à l'occaſion de la* LIGUE *de* SMALCALDE. *On y convient que ceux de la Ville ſe ſoumettront au Duc, lui demanderont pardon, & lui ſeront fidelles à l'avenir; que les deux Partis, ſavoir les Catholiques & les Proteſtans, vivront en Paix ſans ſe faire tort l'un à l'autre; & que la Ville payera au Duc pour réparation des Dommages à lui cauſez, la ſomme de quatre-vingt mille Ecus en cinq termes; On y convient auſſi de ce qui regarde la ſureté des Chemins publics, la liberté des Priſonniers, la Collecte des Cens & Rentes, & la ceſſation de toutes ſortes d'Hoſtilité. A Wolfenbutel le 20. Octobre 1553.* 57

2. Nov. *Tranſaction & Accommodement amiable, final & perpetuel, entre* JEAN FREDERIC *Electeur de Saxe, &* HENRI le jeune *Duc de Brunswich, ſur toutes leurs précedentes Inimitié, Guerres, Demandes, Prétentions, & Cauſes pendantes en litige devant la Chambre Imperiale de Juſtice. Fait à Weimar le Jeudi après la Fête de tous les Saints 1553.* 60

2. Nov. *Pacte de Succeſſion établi & conclu dans la Sereniſſime Maiſon* PALATINE, *portant que ſi la Ligne Electorale maſculine vient à manquer, les Biens qui lui appartiennent ne ſeront point dévolus, mais que tous enſemble paſſeront à la Ligne des Princes Palatins de* SIMMEREN, *reſervé pourtant le Comté de* Lutzelſtein, *& les autres Biens adventices qui paſſeront à la Ligne des* DEUX-PONTS; *& à condition que par deſſus cela, les Princes de* SIMMEREN *ſeront obligés de lui donner de leur propre Patrimoine, pour ſatisfaction, le Comté poſterieur de* Sponheim. *A Heidelberg le Jeudi après la Fête de tous les Saints 2. Novembre 1553.* 61

1. Dec. *Ban de Proſcription publié au nom de l'Empereur* CHARLES V. *contre* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, aux inſtances de* WIGAND *Evêque de Bamberg. A Spire le 1. Decembre 1553.* 64

1554. 12. Janvier. *Proteſtation d'*ALBERT le Jeune *Marcgrave de Brandebourg contre le Ban de Proſcription publié contre lui. A Swinfort le 12. Janvier 1554.*

24. Fevrier. *Accord Hereditaire de* Naumbourg *paſſé entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe d'une part; &* JEAN FREDERIC *né Electeur de Saxe d'autre part, ſur les différens ſurvenus entr'eux au ſujet des Droits & Prétentions dudit* JEAN FREDERIC *comme Duc de Saxe. A Naumbourg le 24. Fevrier 1554.* 70

Trac-

DE LA III. PART. DU TOME IV.

ANNO 1553. — *Tractatus Matrimonialis inter* PHILIPPUM *Principem Hispaniarum*, CAROLI V. *Imperatoris Filium, &* MARIAM *Reginam Angliæ conclusus. Dat. apud Weſtmonaſterium menſe Martio Anno* 1553. 106

1554. Mars. — *Union Hereditaire entre* JEAN FREDERIC *le mitoyen*, JEAN GUILLAUME, & JEAN FREDERIC le jeune, *Ducs de Saxe d'une part; &* GUILLAUME, JEAN ERNEST & BOPPO, *Pere & Fils, Comtes de Henneberg, d'autre part; portant que ſi leſdits Comtes venoient à mourir ſans Hoirs mâles, les Ducs ſus-nommés leur ſuccederont dans le Comté de* Henneberg, *& qu'en échange de cette Expectative, ils ſe chargent, pour leſdits Comtes, de leurs dettes montant à la ſomme de* 130470. *Florins, & d'en payer les Intérêts pendant vingt ans. A Kahla le* 1. *Sept.* 1554. Avec *le Conſentement d'*AUGUSTE *Electeur de Saxe & de* PHILIPPE *Landgrave de Heſſe du* 1. *Sept.* 1554. 74

1. Sept.

1555. 22. Janvier. — *Conſentement & Confirmation de* CHARLES V. *Empereur des Romains ſur l'Union-Hereditaire contractée entre* JEAN FREDERIC le mitoyen, JEAN GUILLAUME, & JEAN FREDERIC le jeune *Ducs de Saxe d'une part; & les Comtes de Henneberg* GUILLAUME, JEAN ERNEST, & BOPPO. *A Bruxelles en Brabant le* 22. *Janv.* 1555. 77

Memoire des différends entre l'Empereur CHARLES V. *& le Roi de France* HENRI II. *touchant pluſieurs Royaumes & Seigneuries, & l'iniquité des Traités de* Madrid, Cambrai, *&* Crespi, *années* 1516. 1519. 1544. *mis par écrit l'an* 1555. *par le Chancelier* Olivier, *pour la Conference de Mar près Andres.* 78

5. Fevrier. — *Traité de Trêve pour cinq ans, entre* HENRI II. *Roi de France d'une part; &* CHARLES V. *Empereur &* PHILIPPE *ſon Fils, Roi d'Angleterre, & depuis Roi d'Eſpagne, d'autre. En l'Abbaie de Vaucelles près Cambrai le* 5. *Fevrier.* 82

Addition de quelques Articles au Traité de Vaucelles, *touchant le* Duc de Savoye, *le trafic des François aux Indes, & la delivrance des Priſonniers de Guerre & les Alliez des Rois de France & d'Eſpagne, outre ceux qui ſont nommez audit Traité.* 84

Acte par lequel le Roi PHILIPPE II. *declare & nomme ceux qu'il entend & veut être compris au Traité de Vaucelles. Fait à Bruxelles le* 19. *Avril* 1555. 85

Acte par lequel le Roi HENRI II. *nomme auſſi ceux qu'il veut & entend être compris au Traité de Vaucelles. Fait à Chambord le troiſieme Mai* 1555. 85

ANNO 1555.

Recès conclu entre AUGUSTE *Electeur & Duc de Saxe;* JOACHIM *Electeur & Marcgrave de Brandebourg;* JEAN FREDERIC, JEAN GUILLAUME, & JEAN FREDERIC *le jeune Ducs de Saxe,* JEAN, & GEORGE FREDERIC *Marcgraves de Brandebourg &* PHILIPPE *Landgrave de Heſſe, contenant un Pacte d'Union, avec promeſſe reciproque de perſiſter dans la* Confeſſion d'Augsbourg *publiée en* 1530. *de n'accepter rien qui y ſoit contraire, & de n'admettre aucunes nouvelles Sectes. A Naumbourg le* 12. *Mars* 1555. 85

12. Mars.

Pacte de Confraternité Hereditaire de la Maiſon Electorale & Ducale de SAXE, *avec celle de* HESSE, *conclu entre* AUGUSTE *Electeur &* JEAN FRIDERIC *le mitoyen,* GUILLAUME & JEAN FRIDERIC le Jeune, *Ducs de Saxe d'une part; &* PHILIPPE GUILLAUME, & LOUIS *Landgraves de Heſſe d'autre part; portant que leſdites Maiſons ſe devront ſucceder l'une à l'autre, en cas d'extinction ſainte d'Hoirs procrées de leurs Corps. A Naumbourg le* 12. *Mars* 1555. 86

12. Mars.

Declaratio FERDINANDI I. *Cæſaris Auguſti, de Libertate Religionis conceſſa Nobilibus & Communitatibus* Augustanæ Confeſſioni *addictis, & ſub Epiſcoporum vel Advocatum ditione conſiſtentibus. Datum in Civitate Auguſtæ die* 14. *Septembris* 1555. 88

14. Sept.

Recès & Conſtitution Imperiale ſur les affaires de Religion conclue & arrêtée entre CHARLES V. *Empereur très-Auguſte, &* FERDINAND *ſon frere Roi des Romains, avec les* PRINCES & ETATS DE L'EMPIRE, *tant ceux de la Religion Catholique Romaine, que ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, par laquelle la liberté de Religion eſt laiſſée à un chacun, y compris la Nobleſſe libre de l'Empire, & les Villes Imperiales, ſans que perſonne puiſſe être, à ce ſujet troublé ou inquieté. A Augsbourg le* 28. *Septembre* 1555. 88

25. Sept.

Ceſſion & tranſport des PAIS-BAS, & *de la* BOURGOGNE, *par* CHARLES-QUINT *Empereur à* PHILIPPE *ſon Fils Roi d'Angleterre & depuis Roi d'Eſpagne. A Bruxelles le* 25. *Octobre* 1555. 93

25. Oct.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1549. 1550. 24. Mars. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité entre HENRI II. *Roi de France &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre, pour la reſtitution de* Boulogne *à la France, fait entre Boulogne & la Riviere de Lyene, le* 24. *Mars* 1549. (1). [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 472.]

UNIVERSIS & ſingulis, ad quorum notitias præſentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cum multa ſint in bonis Principibus & Magnis Viris laude digniſſima, nihil tamen præclarius majorique commendatione, ac teſtorum omnium memoria celebrandum magis unquam extitit, quàm cum ita ſe natos meminerint, ut ad ſuorum omnium ſalutem, ſtudia, ſuaque omnia, ſuasque cogitationes omnes conferendas putent, atque ſic ita ſuos ab omni injuria teneant ac defendant, ut tamen paci, & publicæ quieti, quoad ejus fieri poſſit, ſemper conſultum velint. Quo fit, ut cùm meritò nobis gratulari debeamus, tum præcipuè Deo optimo maximo gratias agere, qui talem mentem dedit potentiſſimis & invictiſſimis Henrico, Francorum Regi Chriſtianiſſimo, hujus nominis ſecundo; & Eduardo VI. Angliæ, &c. Regi, ut provis animis in Fœdera coirent, & inter ſe eam Pacem ſtabilirent, quæ in infinitas ætates ad poſteros eſſet tranſitura; idque eo majori ſuorum Civium & commodo, & deſiderio, quo poſt tot malorum, & calamitatum injurias, quas innocua plebs ad hanc usque diem maximas pertulit, majus periculum erat ne calamitatis quotidie injuriis gravius multo tantorum Regum exulceraretur animi, odiaque prima adhuc & vita, & imperii ætate concepta, cum animis veteraſcerent, ac proinde maximo utriusque Regni malo altiùs radices agerent, ut difficillimum eſſet ea ex animis avelli, niſi diffidiorum, ſimultatum, bellorum, diffidentiæ materiam primis incunabilis Imperii ſui deponerent, atque abjicerent, proque his mutuam benevolentiam, ſinceramque Amicitiam inirent, quo optimis Principiis facta officiorum viciſſitudine, & temporum ſucceſſione propagaretur, arctiorique tandem vinculo ſanciretur.

Itaque optimi illi Principes, & duo totius Orbis Chriſtiani Lumina, tametſi nullas privatas ſimultates inter ſe gerebant, reliquias tamen Bellorum à majoribus traditas, quaſi per manus eum accepiſſent, eas ut tollere & penitus extirpare, concordiaque, ac mutua benevolentia conſopire poſſent, diligenter elaboraverunt, ne malum

(1) *Varillas*, dans ſon Hiſt. de *Henri* II. Tom. I. pag. 142. range ce Traité ſous la même année 1549; au lieu que *Mezerai*, dans ſon Hiſt. de France Tom. II. Regne de *Henri* II. pag. 1060. le place ſous l'année 1550. Mais cela revient à la même choſe; puis que l'année 1549. ſe doit entendre du Stile Falchal de France, & l'année 1550. du Stile Romain. [DUM.]

ANNO 1549. 1550.

ANNO 1549. 1550.

lum hoc latiùs ſerperet, & majoris diſſidii, velut ex fomite incendium, ſeminarium quoddam ſuſcitaret. Quod eo magis Divini Numinis providentia, incredibilique quadam bonitate naturæ, in ipſis factum videri debet, quòd cùm utrumque, & ætas, quæ Bellorum avidior eſſe ſoler, & vitæ disciplinæ ratio ad arma ſtimularet, memores tum quantum Bello Pacem prætulerit Servator noſter Chriſtus, qui ad Patrem rediturus, ſuæ erga nos benevolentiæ perpetui pignoris ſalutarem Pacem nobis eſt elargitus, judicio quodam animi, & certo conſilio ad Pacem & Concordiam Regnorum & Imperiorum conſervatricem, tam promptè inclinarunt, ut non ſit ulla futura tam ingrata poſteritas, quæ non eos dignos immortalitate ſit judicatura, quibus tantopere publica quies, & communis omnium ſalus, curæ fuerit, ac magis etiam quàm propriæ laudis & gloriæ amplificandæ ſtudium. Ac quo magis Pax inter eos ſtabiliretur, ſunt ab ipſis hæ Leges, ea Pacta, ea Conventa poſita, quibus obfirmata nulla unquam hominum pervetſitas tanta eſſet futura, ut eam tollere, ſed ne labefactare quidem poſſet; quin poſteris, & Regibus, & Subditis, à Bellis quietem, & cum felicitate tranquillum otium tantorum non ſine ſumma laude & benevolentia Regum, qui autores extiterunt, eſſet allatura. Nos igitur Franciſcus de Montmorency, Dominus de la Rochepot, Inſulæ Franciæ Prorex atque Gubernator, nec non ejusdem Chriſtianiſſimi Regis in Picardia Legatus, ſeu Locumtenens Generalis, & Gaſpar de Coligny, Dominus de Châtillon, ejusdem Regis in abſentia dicti Domini de la Rochepot, etiam Legatus, ſeu Locumtenens Generalis in Comitatu Bolonienſi Gallorumque Peditum Præfectus, ac inſignis Ordinis Divi Michaelis Eques auratus; Andreas Guillard, Dominus du Mortier, etiam Eques auratus, & ejusdem Chriſtianiſſimi Regis in Conſilio ſuo ſanctiore, & privato Conſiliarius; & Guillelmus Bochetel, Dominus de Saſſy, ejusdem Chriſtianiſſimi Regis Conſiliarius, & Status Regni à Secretis, ac etiam Ordinis Sancti Michaelis ab Actis, ſeu Grapharius; Oratores, Commiſſarii, Procuratores, & Ambaſſiatores ad infra ſcripta autoritatem habentes, cum Egregiis, Magnificis, & Nobilibus Viris Dominis, Joanne de Bedford, privati Sigilli ejusdem Sereniſſimi Regis Angliæ, Cuſtode, Guillelmo Paget, Domino de Beaudeſert, Ordinis Jarterii Equitibus auratis; Guillelmo Peter, Secretario primario; & Joanne Maſoue, in Lingua Gallicana etiam ejusdem Regis Angliæ Secretario, Equitibus auratis, præfati Regis Conſiliariis, Oratoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, Ambaſſiatoribus ad infra ſcripta ſufficienter autoriſatis, quod fœlix fauſtumque ſit, convenimus, concordavimus, & concluſimus, atque autoritate Commiſſionum noſtrarum pro præſente, convenimus, concordamus & concludimus articulatim prout ſequitur.

Imprimis, conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd inter prædictos Illuſtriſſimos & Potentiſſimos Reges, eorumque Hæredes & Succeſſores, qui in Regnis Francorum & Anglorum, futuris temporibus, Regiam Majeſtatem fuerint adepti, Regna, Terras, Dominia, Civitates, Caſtra, Oppida, Villas, Vicos, ab utrovis nunc poſſeſſa, aut impoſterum poſſidenda, nec non Subditos, Clientes, Vaſſallos, ſit vera, ſtabilis, firma, immobilis, ſincera, perpetua, & certa Pax, Amicitia, Conſederatio, Unio, Liga, & ſumma Concordia, non ſolùm quoad ipſi Reges vitam egerint, quam Deus ſua clementia & bonitate quàm longiſſimam eſſe velit; ſed in omne ævum duraturam.

Item. Convenium, concordatum, atque concluſum eſt, quòd quandiu hæc Pax & Amicitia integrà inviolataque permanebit, omnes & ſinguli præſentis utriusque præfati Regni, omniumque Terrarum, & Dominiorum, quæ nunc ab utrolibet prædictorum Regum poſſidentur, ac impoſterum poſſidebuntur, Incolæ, quacumque dignitate, quocumque ſtatu & conditione extiterint, poterunt ſeſe mutuis officiis Amicitiæ proſequi, & excipere, liberè, turò, ſecurè, ultro citroque, Terra Marique, ac Fluminibus, commeare, navigare, inter ſe contrahere, emere, vendere, illic quamdiu velint morari, vel hinc inde, quando quæ vi ſua, induſtria, labore, aut quocumque alio juſto modo, arte operaque comparaverint, & emerint, viſum erit recedere, & abire quæſierint ad ſuos, vel extetos, quocumque locorum libuerit, ſine ullo impedimento, offenſione, arreſtatione, ſeu cohibitione, ſalvo conductu, licentia, & ſpeciali permiſſione luvehere, & transportare, ſalvis ſemper & integris Regnorum & Civitatum Legibus, Statutis, & Conſuetudinibus, prout per antiquos Pacis Tractatus, Ligas, & Confederationes facere licuit.

Item. Conventum etiam eſt pro libero intercurſu Mercium, & Mercatorum utriusque Principis, quòd, duranie Pace prædicta, nulla Navis armata, & ad Bellum ſeu Guerram parata & inſtructa egredietur, ſeu egredi permittetur Portus marinimos Regnorum Franciæ & Angliæ, niſi prius ſatisdederit, ac bonam & ſufficientem cautionem præſtiterit in manibus Admiraldi Franciæ, ſeu ejus Locumtenentis vel alterius Judicis ordinarii illius Loci, & hoc quoad Naves Flandriæ; & Admiraldi Angliæ, ſeu ejus Locumtenentis, aut Cuſtumariorum prædictorum Portuum quoad Naves Angliæ, de non invadendo, moleſtando, depræadando, vel offendendo Subditos utriusque Principis, aut eorum alterius, nec eorum Adligatos, nec eis aliquam injuriam inferendo, &c. ſub pœna publicationis Navium, & punitionis corporis cum reſtitutione omnium bonorum, & damnorum quibuscumque illatorum.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd Urbs Bolonia, Portus ejusdem, cum aliis Propugnaculis & Fortalitiis, captis, expugnatis, extructis, & fortificatis in Patria & Comitatu Bolonienſi, à tempore Bellorum noviſſimè ſuſceptorum inter defunctos bonæ memoriæ Principes Franciſcum, & Henricum, Franciæ & Angliæ Reges, quæ nunc à dicto Sereniſſimo Rege Angliæ in dicta Patria & Comitatu Bolonienſi poſſidentur & detinentur, ante ſex ſeptimanas à die præſentis Tractatus reſtituentur in manus & poteſtatem Domini Chriſtianiſſimi Regis, aut ab eo ad id committendorum & deputandorum, ea integritate, fortificatione & melioratione, in qua nunc ſunt; idque bona fide, & ſine dolo malo; ſimul etiam omnia Tormenta, & omnes Machinæ bellicæ cum omni suo apparatu, ſcilicet pulverum, boulerorum, morterorum, atque omnia alia cum munitione bellica, quæ tum erant, tam in ipſa Urbe Bolonienſi, quàm in Præſidiis & Propugnaculis circumjacentibus, per dictum Regem Angliæ nunc poſſeſſis, antequam in poteſtatem ejusdem Sereniſſimi Regis Angliæ venerint, quorum ſi quæ pars petierit, aut ad ſuum uſum inutilia facta fuerit, idem Sereniſſimus Rex Angliæ damnum factum tenebitur reſarcire in lisdem ſpecibus Machinarum, formis, vitibus, materia, & numero, cumque omni re frumentorum, annona, & reliquo commeatu alendi exercitûs cauſa comparato, quo tum inſtructa ea Loca fuerint cum in poteſtatem Domini Chriſtianiſſimi Regis reſtituentur.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd dictam reſtitutionem prædictorum Locorum, ſicut ſupra dictum eſt, faciendo in intuitu & conſideratione dictarum fortificationum, ac meliorationum, & ſumptuum, per dictum Regem Angliæ in dictis Locis impenſorum, ac tatione etiam Tormentorum, ſeu Machinarum, commeatusque, tam tei bellicæ, quam annonæ, dictus Chriſtianiſſimus Rex tenebitur ſolvere & tradere dicto Regi Angliæ, ſeu ab eo deputandis, ſummam quadringentorum millium Coronarum auri de Sole, in Coronis auri de Sole valoris, ponderis, pretii, puritatis, & æſtimationis, quibus nunc ſunt, & communiter exponuntur in dicto Regno Franciæ. Quæ quidem ſumma, ut ſequitur, eidem Regi, ab eove deputandis, in Oppido Caleſiæ ſolvetur, videlicet ſumma ducentorum millium Coronarum auri de Sole, valoris prædicti, tum cum realiter, & cum effectu in manus & poteſtatem dicti Regis Chriſtianiſſimi, aut ab eo poteſtatem habentis dicta Urbs Bolonienſis, aliaque omnia Propugnacula, ſeu Fortalitia, ut dictum eſt, inſtructa & munita, reſtituta fuerint, aut ſaltem intrà tres dies proximè ſequentes; & altera pars prædictæ ſummæ, ſummam ducentorum millium Coronarum auri de Sole conficient, intra & ante diem Divæ Matiæ Virgini ſacrum, videlicet decimum-quintum menſis Auguſti proximè ſequentis, eidem Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, in eodem Oppido Caleſiæ, ejusdem ponderis, & valoris, ſicut dictum eſt, etiam abſolvetur.

Item. Conventum, concordatum, & concluſum eſt, quòd ut melius utrisque Regibus cautum ſit & proviſum, Chriſtianiſſimo videlicet Regi & Urbe Boloniæ, & dictis Propugnaculis adjacentibus; Angliæ Regi, de ſumma quadringentorum millium Coronarum auri de Sole; Obſides utrinque ſex numero, intra Feſtum Paſchæ proximum dabuntur, quorum nomina ſequuntur, videlicet pro parte Chriſtianiſſimi Regis, Dominus d'Anguien, *le Marquis de Maine*, Filius Domini Ducis de Guiſe; Dominus de Montmorency, primogenitus Domini

ANNO 1549. 1550.

ANNO 1549. 1550.

mini Conſtabilis; Dominus de la Trimoüille; Dominus Vidamus de Chartres; Dominus de la Hunaudaie, Filius Domini Admiralli; pro parte verò Sereniſſimi Regis Angliæ, Dominus Dux de Suffolk; Dominus Comes de Herford, primogenitus Ducis de Somerſet; Dominus Monttavers, primogenitus Comitis Arundelli; Dominus de Talbot, primogenitus Comitis Shrewsbury; Dominus Strange, primogenitus Comitis de Derby; Dominus Fitzwaring, primogenitus Comitis Bathonienſis.

Item Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd intra dictum diem Paſchæ utrique Obſides dandi iiſtent ſeſe, & comparebunt, videlicet ex parte Chriſtianiſſimi Regis, in Oppido *d'Ardres*; & ex parte Sereniſſimi Regis Angliæ, in Caſtro *de Guisnes*; & die proximo ſequenti dictum diem Paſchæ utrique concomitati ad ſummum oumero ducentorum hominum conveniant in confiniis dictorum Locorum, unde dicti Obſides utrobique recipiantur, ſcilicet Galli, à Deputatis Sereniſſimi Regis Angliæ; Angli verò à Deputatis Chriſtianiſſimi Regis.

Item. Conventum, concordatum, & concluſum eſt, quòd ubi primum dictus Sereniſſimus Rex tradiderit & reſtituerit dictam Urbem Bononiæ cum prædictis Propugnaculis, ſicut dictum eſt, inſtructis & munitis, Domino Chriſtianiſſimo Regi, aut ab eo deputandis, dictus Sereniſſimus Angliæ Rex tenebitur liberos dimittere tres ex prædictis ſex Obſidibus Gallis, quos Chriſtianiſſimus Rex, ex dictis ſex Obſidibus, liberandos duxerit.

Item. Conventum, concordatum, & concluſum eſt, quòd dictus Sereniſſimus Rex Angliæ tenebitur etiam libertate donare reliquos tres Obſides Gallos, ſolvendo illi, aut ab eo deputandis, alteram & poſteriorem partem prædictæ ſummæ quadringentorum millium Coronarum auri de Sole ſummam conficientem, ejusdem ponderis, valoris, puritatis, & æſtimationis, prout dictum eſt, quibus Obſidibus Gallis, dicta poſteriore ſumma perſoluta, licebit in Galliam proficiſci, & ad ſuos redire,

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd Arces ſeu Caſtra vulgò nuncupata *de Dunglas* & *Lardre*, in recognoscentia conſtructa per dictum Sereniſſimum Regem Angliæ, reſtituentur Reginæ Scotiæ, aut ab ea deputandis, cum ſuis Fortaliciis, & Munitionibus, Tormentis, & Machinis bellicis in dictis Caſtris ad tuitionem & defenſionem eorumdem exiſtentibus, exceptis tamen illis Machinis, quæ à loco nominato *Gaddingteyn* illuc fuerunt adductæ, idque quam citiſſimè commodè fieri poterit, & antequam dicto Sereniſſimo Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, poſtetior dictæ ſummæ quadringentorum millium Coronarum auri de Sole pars perſolvatur. Quibus Caſtris & Locis de *Dunglas* & *Lardre* reſtitutis, licebit Anglis in dictis Locis tunc exiſtentibus, illinc liberè, tutè, ſecurè cum ſuis ſarcinis abire, & quo voluerint recedere, eumque omnibus Machinis bellicis à dicto Loco de *Gaddingteyn* in præfatas Arces de *Dunglas* & *Lardre* invectis.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd ſi dictæ Arces ſeu Caſtra de *Dunglas* & *Lardre* deberent eſſe in manu & poteſtate dicti Sereniſſimi Regis Angliæ, nihilominus tamen liber erit ab ea obligatione, qua illa, ut ſuprà dictum eſt, reſtituere ſponderat, & ſe adſtrinxerat, pro quibus & veluti recompenſæ loco.

Item. Sereniſſimus Rex Angliæ tenebitur Oppida & Caſtra de *Roxboyangh* & *Aymouth*, diruere & ſolo æquare intra 40. dies, à die datæ præſentis Tractatus; nec licebit dictis Sereniſſimo Angliæ Regi, Chriſtianiſſimo Regi, Reginæque Scotiæ, dicta Loca de *Roxboyangh* & *Aymouth*, reſtaurare, aut reædificare. Et ulteriùs, ſi prædictus Sereniſſimus Rex Angliæ reddat atque reſtituat prædictas Arces de *Dunglas* & *Lardre*, ut ſupra conventum eſt, tum Oppida & Caſtra de *Roxboyangh* & *Aymouth*, diruere & ſolo æquare tenebitur, ſi modo dicta Regina Scotiæ quidem voluerit, & fecerit in dictis Arcibus, & Caſtris de *Dunglas* & *Lardre*: quod ſi acciderit, non licebit dictis Sereniſſimo Angliæ Regi, Chriſtianiſſimo Regi, Reginæque Scotiæ, eorumve Hæredibus & Succeſſoribus, poſtmodum reſtaurare, & reædificare dicta Oppida & Caſtra de *Roxboyangh* & *Aymouth*. ANNO 1549. 1550.

Item. Concordatum, atque concluſum eſt, quòd, cum dicta Regina Regnumque Scotiæ in hoc Tractatu Pacis veluti Confederati dicti Chriſtianiſſimi Regis comprehendantur, quos dictus Rex Angliæ invadere, aut bello lacceſſere, non poterit, niſi nova & juſta occaſione ab ipſis Scotis orta, dicta Regina Scotiæ certiorem facere tenebitur dictum Sereniſſimum Regem Angliæ infrà 40. dies à data præſentis Tractatus, ſub magno Sigillo Scotiæ, & præſentem comprehenſionem, omniaque in hoc Tractatu conventa, quæ ad ſe ſuoque Regnum pertinent, rata firmaque habebit. Quæ omnia & ſingula in præſenti Tractatu conventa & concluſa ſunt, reſervatis ipſis Sereniſſimo Regi Angliæ, & Succeſſoribus ſuis, omnibusque aliis, Juribus, Actionibus, Petitionibus, & Prætentionibus per eum, tam contra dictum Chriſtianiſſimum Regem, ejusque Succeſſores, quam contra dictam Reginam Sereniſſimam Scotiæ prætentis; necnon ipſis Chriſtianiſſimo Regi, Reginæ, Regnoque Scotiæ, ſuisque Succeſſoribus eorum in contrarium Jutibus, Actionibus, Prætentionibus, Defenſionibus, & Exceptionibus etiam reſervatis. 1550.

Comprehenduntur etiam pro parte dicti Chriſtianiſſimi Regis, Carolus quintus, Romanorum Imperator, &c. & in hoc Pacis Tractatu pro ipſius Confœderato perpetuo; ac etiam pro parte Sereniſſimi dicti Regis Angliæ, comprehenditur idem Imperator, ſecundum vim perpetuæ Confœderationis, quam idem Rex & Imperator, eorum Regna, Patriæ ac Subditi, invicem habent.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd ſi quid contrà vires & effectus prætati Tractatus Pacis & Amicitiæ, Terra Marive, aut in Aquis dulcibus, per Vaſſallum aliquem, Subditum, aut Adhærentem alterius prædictorum Principum, attentatum, actum, aut geſtum fuerit, nihilominus hæc Pax & Amicitia in ſuis viribus permanebit, & pro ipſis attentatis ſolummodo punietur qui damnum attuleriot, & non alii.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd hunc præſentem Tractatum Pacis & Amicitiæ Domini Illuſtriſſimi & Potentiſſimi Principes, ſcilicet Dominus Chriſtianiſſimus Rex & Sereniſſimus Rex Angliæ, de aſſenſu Conſilii ſui, infra 40. dies à Data hujus præſentis Tractatus, confirmabunt & ratum habebunt, ac quod in Literas Patentes ſuis ipſorum magnis Sigillis muniendas, ac propriis manibus eorumdem Principum & Conſiliatiorum dicti Angliæ Regis ſubſcribendas dicta Confirmatio & Ratificatio redigetur, ipſasque Literas Confirmationis, ut dictum eſt, Signis & Sigillis munitas, uterque Princeps alterius Principis Oratori ſive Commiſſario, Oratoribus ſive Commiſſariis, autoritatem habenti, ſeu habentibus, mutuò & reciprocè tradet realiter & cum effectu. Jurabunt præterea dictus Chriſtianiſſimus Rex, & dictus Sereniſſimus Rex Angliæ, in præſentia & cum aſſenſu dictorum ſuorum Conſiliariorum, & uterque Princeps in præſentia ejusdem, ſive eorumdem Oratorum alterius Principis, ſe omnia & ſingula prædicta, quatenus eum concernunt, inviolabiliter obſervaturum & perimpleturum, ac tactis Sacroſanctis Evangeliis.

II.

Réglement touchant le Commerce entre la FRANCE *& les* PAYS-BAS, *avec les Ordres qui s'en ſont enſuivis. A Bruxelles, le 26. Avril,* 1550. [Manuscrit.] 1550. 26. Avril. LA FRANCE ET LES PAYS-BAS.

MARIE par la grace de Dieu Royne Douagiere de Honguerie, de Boheme &c. Regente.

Tres-chiers & bien amez,

L'On a cy devant publié en France certaine Ordonnance par vertu de laquelle, quant on quelque Chariot, Batteau, ou Voiture, ſortant dudit Royaulme, eſtoient sucunes Denreez, ou Marchandiſes prohibées, l'on confiſquoit non ſeullement icelles, mais auſſy tous les autres biens ou Marchandiſes lieites, & non deffendues eſtans es meſmes Chariotz, ou Navires, au moyen

ANNO 1550. moyen de quoy les Subgetz de pardeca, & noltres, ont eſté grandement endommaigez, & auleuns d'iceulx totalement deſtruictz, ſans qu'on ayt ſceu obtenir aucune revocation de ladicte Ordoonance par trop inique & exhorbitante, quelque remonſtrance, debvoir & ſollicitude qu'on ait pour ce fait jusques a oagueres qoe aiant fait obſerver la mesme Loy es Pays de pardeca envers les Subgetz de France des Biens & Marchandiſes qu'ilz menoient hors Iceulz, ou ſe retrouvoit aucune choſe deffendue, les Miniſtres du Roy de France ſont entrez en communication avecq les Miniſtres de l'Empereur Monſeigneur, pour moderer la rigeur de ladicte Ordonnance, à quoy Sa Majeſté Imperiale s'eſt voluntiers condescendue en la forme & maniere que verrez par ſes Lettres Patentes d'agreation de l'accord qui s'en eſt fait, dont vous envoyons Copie autentiequc, vous requerant, & par charge expreſſe de Sa Majeſté ordonnant faire enregiſtrer & interiner lesdictes Lettres d'agreation & conforme à icelles vous reigler & conduire es cauſes & proces meuz, & à mouvoir à cauſe des priniſes ou arreſtz desdits Biens ou Marchandiſes, & eſt l'intention de Sa Majeſté Imperiale, ſi l'on obſerve preſentement autres ſemblables Ordonnances en France, ou que par cy apres l'on en fiſt autres ſi inques, & exhorbitantes que celle cy deſſus, que l'on debvra obſerver le techiproque pardeca envers les Subgetz de France; puis qu'il ny a autre moyen de les faire renger à la raiſon, ſi ne faicles en ce faulte, tres-chiers & bien amez: notre Seigneur ſoit garde de vous. Escript à Bruxelles le XXV. jour de May 1550. *Soubz eſcripe* MARCK, *& plus bas ſigné* DESPLEGLEM, *& au dos eſtoit eſcript*, à noz treschiers, & bien amez les Preſident & Gens de la Chambre de Conſeil en Flandres.

COPIE.

CHARLES &c. A tous qui ces preſentes verront ſalut: comme pour faire ceſſer les plaintes, & doleances (puis aucun temps euca) faictes par aucuns noz Subgetz & ceulx de notre tres-chier, & tres-amé bon Frere, ſ ouſin & Allié, le Roy tres-Chriſtien de France, de la rigeur de certaine Ordonnance obſervée reſpectivement en noz Pays de pardeca, & au Royaume de France, par laqoel e le b eo desdits Subgetz prins, ſaiſy, ou arreſté d'une part, & d'autre, tant par Mer, que par Terre, demeure entierement confiſquié, quant il ſe treuve avec icelluy aucune Marchandiſe prohibée ou bieus apperrenans aux Ennemis, & quant auſſy il ſe treuve du bieu aux Navires des Ennemis esquelles il y ait Perſoones, Marchaodiſes ou autres Biens des Subgetz, Alliez, Contederez, & Amys, ou esquelz lesd. Subgietz, Contederez & Alliez fuſſent portionalres, ledit Sieur Roy & nous cuſſions par aucuns noz Miniſtres ſur le tour fait renir diverſes communications affin d'y meĉtre ordre par quelques bons & convenables moyens, au bien & avancement de l'entrecours de la Marchandiſe, & à l'indempnité des Subjectz d'un coſté & d'autre, au moyens de quoy lesditz Miniſtres apres avoir le tout meurement digeré, & examiné, & des difficultez y trouvez fait rapport, ſe ſont finablement accordez ſoubz notre bon plaiſir en la forme & maniere qu'il s'enſuit, à ſcavoir que doresuavant toutes, & quantes fois qu'on aora faiĉt d'ung coſté ou d'aultre aucune priniſe, ou arreſt, ſoit en Mer, ou par Terre, de quelques Marchandiſes ou autres Biens, de quelque qualité qu'ilz ſoyent, eſtans lesdits Marchandiſes ou Biens trouvez en Navires ou Chariotz & autres Voitures des Subgetz tant dudit Sr. Roy que de Nous ou en Navires d'Ennemis, que du bien ainſi prins & arreſté tant par Mer que par Terre ſera ſeulement declaré confiſquié, ce qui ſe trouvera appartenir aux Ennemis, ou ſeulement la Marchandiſe prohibée, & deffendue, & non autre, ſans ce que pour l'advenir ladite Ordonnance (qui des maintenant demeure du tout nulle, & revocquée) puiſſe eſtre alleguée ny miſe en avant poor le regard desd. priniſes, & quant aux biens qui ont eſté prins par Mer ou par Terre à l'occaſion de ladite Ordonoance depuis le premier jour de Juiog dernier paſſé qui fut le temps au quel l'on commenca à parler de la revocation d'icelle, ilz ſeront plainement renduz, & reſtituez encoires que Sentence diffinitive ait eſté rendue dedens ledit temps, lequel Jugement ſera, & demeurera nul, & quant au bien qui auroit eſté prins ong an, ou deux ans auparavant ledit premier jour de Juing, dont toutes fois le Jugement ſernit indecis, & n'en auroit eſté pronunchié Sentence diffinitive avant ledit premier jour de Juing, il ſera entierement rendu, & reaulment reſtitué d'une part & d'autre, promptement & de bonne foy, ſans aucun empeſchement ou rergiverſation, en retenant ſeullement le bieu qui ſera prohibé ou appertenu aux Ennemis, ſans que, en l'un ou l'autre desdits cas, à raiſon de ce, l'Officier qui pourroit pretendre droit ou autre qui qua ce ſoit y puiſſe queteler aucune choſe ſur lesd. Marchans ou Biens non deffenduz, ains pour la pacification d'iceulx ou autres qui pretendront aucun droit y ſera pourveu par notre dit bon Frere & nous d'ung coſté, & d'autre à l'endroiĉt de noz Subgetz & les ſiens ſelon que trouverons convenir en raiſon, & équité, & ſeroot toutes Parties reſpectivement deschargées des cautions par elles données en quelque lieu que ce ſoit pour le regard des biens qui leur peuvent avoir eſté renduz depuis ledit temps d'ung an ou daux, moyennant lesd. cautions lesquelles des maintenant demeurent oulles, & au regard de ce qu'auroit eſté prins auparavaot lesdits deux ans, le tout eſt remis au bon vouloir de noſtre dit bon Frere, & de nous, pour en eſtre faiĉt ſelnn noſtre bon plaiſir, & vouloir, & au ſurplus ſe ſont nosdits Miniſtres accordez que des poinĉtz, & articles deſſus ſpecifiez, & entre eulx accordez oous baillerons reſpectivement noz Lettres de Ratification, & ſerions icelles enregiſtrer & interiner en noz Cours Souveraines & Conſaulz Provinclaulx es Sieges de l'Admiraulté, & autres qu'il appertiendra, & les ſerions preciſement & Inviolablement obſerver par tous nos Royaulmes & Pays pourvoiant que ce qui doibt eſtre rendu en vertu d'icelles ſoit promptement effeĉtué, & s'execure par main Souveraine, de ſorte que les Parties n'en tumbent en aucun Proces.

Scavoir ſaiſons, que nous ayant l'Accord cy deſſus inſeré agreable & en revocquant & annullant entierement la ſusd. Ordonnance, & l'obſervance d'icelle, pour l'entretenement de bonne Amitié & vniſioance, nous, pour ces cauſes & autres raiſonnables conſiderations, avons icelles Accord, en tous & chacuns ſes poinĉtz & articles, accepté, ratifié, & approuvé, acceptons, ratifions, & approuvons par cesdites preſentes, promectant en bonne foy & parole d'Empereur & Roy de l'entretenir, & obſerver, & faire entretenir, & obſerver en tous poinĉtz en & par tous noz Royaulmes & Pays, ſans y contrevenir ne ſouffrir eſtre contrevenu en maniere quelconcque, le rour ſans fraulde no abuz, en teſmoing de ce nous avons fait mettre noſtre Sécl à ces preſeures. Donné en noſtre Ville de Bruxelles le XXVI. d'Aprril l'an mil cincq cens & cincquante, de noſtre Empire le XXXI. & noz Regnes de Caſtille & autres le XXXV. *Sur le ply eſtoit escript* par l'Empereur *& Signé* VERREYKEN, *& ſcellé en double queue de cyre vermeil.*

III.

Hereditaria Unio Rhenanæ Patriæ *Archi-Diœceſis Colonienſis, quæ Anno Chriſti* 1463 *erecta, & poſtmodum anno* 1550. *ab Archi-Epiſcopo & Elector* ADOLPHO, *cum Capitulo Metropolitano, & reliquis Statibus Comitum, Nobilium, & Civitatum ad publicam utilitatem ſtabiliter renovata, & à Succeſſoribus Archi-Epiſcopis confirmata fuit.* Accedit DECLARATIO *Electoris* JOSEPHI CLEMENTIS, *quòd pecuniæ ſubſidiariæ præſenti Bello ab Ordinibus pro communi Bono ſibi ſuppeditatæ nullatenus in conſequentiam contrà Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Datum Bonnæ anno* 1694. [Gravatorialſchreiben an Ihro Käyſerl. Majeſt. von dem Cölniſchen Dom-Capitul / de data Cölln. d. 12. Decembr. 1701. wider die von Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Cölln beſchehene groſſe Beeinträchtigung &c. apud THOCELIUM in Actis Publicis S. R. Imp. Part. II. pag. 548. FABRI Europ. Staats Cantzley Tom. VI. pag. 471. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz III. pag. 435. en Allemand.] 12. Mai.

Nos

ANNO 1550. NOs Adolphus Dei gratia Archiepiscopus Coloniensis Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Westphaliæ & Angriæ Dux, &c. Itemque nos Decanus & Capitulum Metropolit. Ecclesiæ Colon. &c. Wilhelmus Comes in Newenahr & Moers, Dominus in Bedtbuhr, Hæreditarius Aulæ Præfectus &c. Joannes Comes in Salm, Dominus in Rufferscheidt, Dick & Altfter, Marescallus Hæreditarius &c. Gumbertus Comes in Newenahr & Limburg, Dominus in Alpen, Lennep & Helffenstein &c. Jhannes de Ligne, Comes in Arburg, Baro in Barbason, Sacræ Cæsareæ Majestatis Locumtenens, Generalis Frisiæ Trans Isulanæ, Groningæ & finitimorum Locorum, Archi-Pincerna &c. Theodorus Comes in Manderscheid & Blanckenheim, Dominus in Schleiden, Kerpen, Cronenburg & Newerburg, &c. Joannes Comes de Weda, Dominus in Runchel & Isenburg, &c. Arnoldus Comes in Bentheim & Steinfurt, Dominus in Wevelinghoven, Joannes Comes in Sain, Dominus in Homburg, Monkler, &c. Wilhelmus de Rennrnberg, Dominus in Suelen, Palferkamp, Wilhelmus de Bongardt in Bergerhausen, Antonius Hausman de Nainedi Equites, Wilhelmus Baro de Schwartzenburg, Satrapa in Newerburg, Adolphus Dominus in Gymnich & Vyschel, Lotharius & Hermannus Quade, Fratres, Domini in Tomberg & Myle, Gothardus Burggravius in Drachenfeltz, Dominus in Meilendunck & Ruland, Wilhelmus de Flodorff, Burggravius in Odenkirchen, Wilhelmus Hase in Couratzheim, Mareschallus, Degenhardus Haase, Jurium Doctor & Satrapa in Lynn, Gothardus Haase in Hülse, Fratres, Adamus Spies de Bullesheim in Vrechen, Satrapa in Lechenig, Fridericus Stepiath in Hoeningen, Joannes Quade in Feldbrüggen, Satrapa in Erbrath, Wilhelmus de Breitbach, Dominus in Burresheim, Henricus Rolmannus a Dadenberg, in Cleberg, Satrapa in Siegburg, Joannes & Otto Walpotten, Domini in Olbrück & Königstelt, Philippus Diethardus a Braunsberg, Dominus in Broel, Satrapa in Nurburg, Georgius de Leyen in Adendorff, Dominus in Saffig, Satrapa in Andernach, Gothardus a Densberg, Satrapa in Hardt, Hermannus Hase Archi-Portenarius, Dominus in Turnich, Joannes a Vitmund, Præfectus Hæreditarius in Anrode & Urdingen, Joannes a Metternich, Dominus in Vettelhoven, Satrapa in Syntzig, Wilhelmus Ketzgen in Gereshaven Portenarius Hæreditarius, Theodorus & Arnoldus ab Hemmerich, Fratres, Bernardus a Velbruggen, Possessor Domus de Newerburg, Satrapa in Vianden, Joannes a Wachtendonck, Satrapa in Kempen, Joannes a Brembt, Satrapa in Oede, Joannes a Paland in Horst, Dominus in Keppel & Vorst, Walramus Scheiffart de Merode in Weilerswist, Wilhelmus Scheiffarth de Merode, Dominus in Bornheim & Helmersbach, Fridericus a Metternich in Broel, Theodorus & Wilhelmus a Mertersich in Sommersberg, Conradus Blanckart in Saar, Joannes ab Ahr, Præfectus in Anrweiler, Joannes Schall de Morenhoven, Dominus in Lufftelberg, Remboldus Scharpman de Lechnich in Rammelshoven, Henricus & Wilhelmus Schall de Bell in Schwadorff & Mochlern, Hæreditarii Aulæ Præfecti Deo dicatæ Domus in Dietkirchen, Arnoldus & Gerhardus a Veilbrüggen in Bachem, Camerarius Hæreditarius, Adolphus Quade de Buschfelt, Adamus Galen in Muchausen, Wilhelmus a Goir in Soppenbtnich, Conradus Patfzfeld, Bertramus de Lippe, Conflictus Hoen de Dreuel, Satrapa in Moers, Joannes de Wevert, Præfectus in Offenberg, Wilhelmus de Budderich in Gtipswaldt, Georgius Quade in Collenberg, Emmericus Hurdt in Pesch, Rupertus de Cappellen in Broichausen, Gnswinus a Raitzfeldt in Eille, Goswinus a Huntzlaer in Hulsdunck, Joannes Rnist in Aldendorff, Everhardus a Dript, Wilhelmus Schramme in Bürgen, Wilhelmus ab Horsell in Vochen, Hieronymus Wulff de Metternich in Gracht, Gerardus de Reeke Possessor Domus de Nette, Gerhardus Schilling in Lanstein, Emundus a Wilberg, Dominus in Arendall, Emmericus Kolve, Dominus in Schwwenberg, Petrus de Kaldenborn, Wilhelmus Horst in Heimertzheim, Wilhelmus Kessel de Bruck, Gerhardus de Meckeuheim, Wilhelmus Hürd in Ringsheim, Wernerus Crummel in Weyer, Theodorus a Buchel in Weyer, Gualterus Bulich in Cocheim, Wilhelmus ab Hove dictus Bell, Satrapa in Rolandseck, Theodorus Burrscheit in Bullesheim, Adamus ab Ilem, in Metekoulu, Theodorus a Zwivel in Dronsdorff, Wernerus Grutzgen in Kleinen Vernich, Wilhelmus a Kintzweiler, Dominus in Madersheim, Henricus Beissel de Gymnich in Friessem, Erasmus Schall de Bell in Bell, & Gerardus ejus Frater in Glewel, Joannes a Trentz in Selenderen, Gerardus de Arfft, Gothardus Dutsch de Kulen, Chrisiophorus Duttich de Kulen, Contadus Berenkot, Philippus de Königsdorff in Kreutzberg, Bertramus de Mirbach in Arloff, Forst in Forst, Adamus de Halle in Busch, Wilhelmus a Reifschenberg in Selcyum, Winandus ab Anxtel in Anxtel, Joannes de Randerath in Kleinen Broich, Henricus de Schlickum, Wilhelmus ab Hatfdene, Godefcalcus de Hulse in Rode, Everhardus de Brügen, Christophorus ab Hunmeler, in Schakeu, Henricus ab Offenbroich in Bockum, Engelbertus ab Affelte in Dunck, Godfcalcus a Weyenhorst, Gothardus ab Eill in Gasdunk, Jnannes & Adamus ab Hambro'ch Fratres, Jacobus Ingenhove in Glinde, Jnannes a Parle, &c. Ordo Equestris;

Et nos Consules, Scabini, Senatus & Communitates universæ Civitatum Bonnæ, Andernacæ, Novesii, Arwelleræ, Lintzii, Berckæ, Cæsaris Insulæ, Zonsini, Urdingæ, Kempenæ, Rhelnobacl, Tolpisci, Bruelæ, Sintziaci, Remagii, Linnæ & Lechuiaci Archi-Diœcesis Colonienfis, hisce pro nobis, nostra Archi-Diœcesi, Successoribus & Hæredibus notum testatumque facimus Universis. Posteaquam olim Venerabile Capitulum nostrum Metropolitanum, itemque Metropoli nostri Decani & Capituli, nec non Comitum, Ordinis Equestris & Civiratum laudabilis Archi-Diœcesis Colonienfis, Prædecessores & Majores piæ memoriæ, post obitum quondam laudabilis recordationis Archi-Episcopi Theodorici se congregaverunt, ac in dictæ Archi-Diœcesis Colonienfis ejusdemque universæ Patriæ Subditorum Gratiam, Bonum, Prosperitatem & Incrementum Conservatinnemque Pacis publicæ, laudabilem Patriæ Unionem, pro se, Successoribus suis, & Hæredibus sub appenlis Sigillis suis erexerunt, eamque se firmam, inviolatamque observaturus mutua ac reciproca fide spoponderunt, ac promiserunt, cujus Unionis Patriæ initium est tale:

Nos Decanus & Capitulum Metropolitanæ Ecclesiæ Colonienfis, atque Gerardus Comes in Seyn &c. terminaturque in hunc modum: Datum Anno Domini nostri millesimo, quadringentesimo sesagetimo & tertio, die 26. mensis Martii &c. Cum plura vero stemmata ac nomina Comitum, Dominorum & de Nobilitate in prædicta Patriæ Unione mentionatorum moderno tempore non amplius in vivis existunt, aliqui etiam eorumdem per occasionem & rerum exigentiam aliorsum extra Archi-Diœcesin domicilium suum transtulerunt, interimque etiam alia stemmata & nomina denuo subintrarunt, Idcirco & pluribus aliis moventibus ex causis Nos Adolphus Archiepiscopus & Princeps Elector, &c. Nosque Decanus & Capitulum, Itemque nos Comites, universus Ordo Equestris, & Civirates Archi-Diœcesis Colonienfis prætactæ in novissimis generalibus Comitiis Bonnæ habitis, curtente hoc anno quinquagesimo, Deputatos quosdam selegimus, iisdemque committimus, ac mandavimus prætactam Patriæ Unionem ad manus sumere, examinare & qualiter ea melinri modo iis in locis, in quibus paulo obscurior & minus intelligibilis esse posset, elucidanda sit declarare. Qui ad Committinnem hujusmodi Deputati prælibatam Patriæ Unionem, pro ea, qua potuerunt diligentia, examinarunt, & deinde nobis suam desuper mentem indicarunt, adeoque, quod ipsis committramus, sedulo adimpleverunt.

Hisce proinde prævils nos Adolphus Archi-Episcopus, Decanus & Capitulum, Item Comites, Ordo Equestris ac universa Patria, tanquam caput & membra, exhibitum hujusmodi Sentimentum studiose perpendimus & ponderavimus, illudque raliter ad laudem & honorem Omnipotentis Dei, Mariæ dilectissimæ ejusdem Matris, bonique Sancti Petri Patroni nostri (hac ramen ratione, ut per id prætactæ antiquæ Patriæ Unioni nihil derogatum, sed eadem per hanc & hæc vicissim per illam potius corroborata, confirmata, elucidata & correcta esse & manere debeat) unanimiter consentiendo, acceptavimus, atque pro nobis, omnibus nostris Successoribus & Hæredibus, in perpetua tempora firmiter, stabiliter & inviolabiliter observare & adimplere mutuo invicem promisimus & addiximus, prout tenore ac vigore harum Literarum consentimus, acceptamus, promittimus atque addicimus.

1. Et ita videlicet pro primo, quod nos Decanus & Capitulum, nec non Comites, Domini, Ordo Equestris, Civitates ac universa Patria, neque conjunctim,

ANNO 1550. neque ſingillatim futurum quempiam Archi-Diœceſis Colon. Dominum venturis temporibus admittere, recipere, neque eidem Juramentum, Homagium, vel Votum præſtare debeamus, niſi ipſe prius eosdem Articulos, & Puncta conſenſu ſuo ratificaverit, & admiſerit, & in quantum iidem Articuli & Puncta ipſum concernunt, appromiſerit, & ad ſanctas juraverit Scripturas, deſuperque nuicuique ſtatui Sigillum ſuum ac Literas impertierit, eadem ſe facturum, obſervaturum, & omnimode adimpleturum juxta Patriæ Uuiouis renorem, prout expreſſum ſequitur.

2. Item Judicium Eccleſiaſticum in Curia taliter ordinabitur, ut hujusmodi Judicium ſecundum Dei voluntatem ac probitatis Juſtitiæque normam ſervetur, ut eidem Judicio honeſti Officialis, Sigilliſer, Advocati, Notarii & Procuratores præficiantur, ut omnibus pauperibus & divitibus indilata Juſtitia adminiſtretur, utque cauſæ per Dominum minime avocentur, neque proſcelentur, deſuperque fiat Reformatio, quemadmodum Jus ſcripſum & Statuta clare continent, & caſu quo aliquis ex ſupra memoratis adverſus eandem quidquam cummirſceret, id Dominus punire debet.

3. Item, ut omnia ſæcularia Judicia ſic formentur & ordinentur, ut pauperibus & divitibus ſingulis ſine Impedimento indilata Juſtitia adminiſtrari valeat, pro conſuetudine ac curſu eorundem Judicorum, utque Judicia a Domino ſive Officientibus in futurum minime protrahantur.

4. Item, liberum Judicium in Weſtphalia taliter ordinandum, ut ex Subditis alter alterum ad id non citet, qui ſeſe honeſte ac legitime Domino ac Judicio illi ſiſtere offerret, ſub cujus Jurisdictione poſſeſſionatus exiſteret, niſi forte ei, qui id acturus eſſet, Jus ac Juſtitiæ adminiſtratio a Domino ſive Judiciis, ſub quibus ipſe poſſeſſionatus exiſteret, protraheretur vel denegareiur.

5. Item, omnes Comites, Barones, Ordo Equeſtris, Civitates ac univerſa Patria Archi-Diœceſis Colonienſis penes ſuas Immunitates, Privilegia ac antiquas Conſuetudines conſervabuntur, & inturbate relinquentur.

6. *Item, ut ſucceſſurus Dominus abſque ſcitu & conſenſu Capituli ac communis Patriæ Bellum non ſuſcipiat.*

7. *Item, ut ſucceſſurus Dominus Subditorum Archi-Diœceſis Colonienſis Corpora, Bona ac Prædia non oppignoret, ſiquidem per hujusmodi oppignorationes Archi-Diœceſis Subditos expilari, incendi, devaſtari, magnoque detrimento affici contigit.*

8. Item, Illuſtres Viri & Ordo Equeſtris *in antiqua ſua exemtione a Vectigalibus* reliuquentur, eorumque Bonis Terra & Aqua vehendis, erga eorum ſcripturas & ſigilla ſiue Vectigalis exactione liber tranſitus concedetur.

9. *Item, Cæſaris Inſula, Caſtra Fridburg & Bilſtein penes Archi-Diœceſin Colonienſem conſervabuntur, eisdemque Caſtris non alio, quam bono Colonenſi Præſidio provedebitur.*

10. *Item, ut in futurum ſuccedens Dominus ſpecialiter ſpondeat, ac juret, Sigilla ac Reverſalia extradat, ſe Concordata Patriæ Montenſi, partesque Sigilla & Litteras Domini Noſtri piæ mem. quæ deſuper data fuerunt, ſervaturum, iisque in rebus nihil addat aut detrahat, abſque ſcitu & voluntate Capituli, Illuſtrium Virorum, Ordinis Equeſtris, Civitatum & conjunctim univerſæ Patriæ Montenſis, partesque Sigilla & Literas Domini Noſtri piæ mem: quæ deſuper data fuerunt, ſervaturum, iisque in rebus nihil addat aut detrahat, abſque ſcitu & voluntate Capituli, Illuſtrium Virorum, Ordinis Equeſtris, Civitatum & conjunctim univerſæ Patriæ.*

11. Item, ubi Archi-Diœceſis Colonienſis novi operis extructione tam in fluminibus, quam in fundo, aut foveorum ductibus fuerit occupata, aliasque diviſa vel diſſipata, id ipſum Dominus avertet & recuperabit omnibus ſuis viribus.

12. Item, ut Dominus futurus nullam obligationem obſtagii contrahat, præter ſcirum & voluntatem Capituli.

13. Item, ſi Capitulum unanimiter, ſeu major pars Capituli Domiuum elegerit, caſu quo tunc quiſquam eſſet ſive in ſive extra Capitulum conſtitutus, qui ratione ejusmodi Electionis diſſenſiones & diſcordias in Diœceſi facere vellet; Ex tunc Viri Illuſtres, Ordo Equeſtris, Civitates & communis Patria taliter electo Domino obedientiam præſtabunt, ſinguli pro ſua obligatione, electum Dominum ſumtibus ipſius penes Archi-Diœceſin ſervare juvabunt, eaque in cauſa Dominus eorundem aget Capur. ANNO 1550.

14. Item, ſi Capitulum unanimiter, ſeu posior para Capituli Dominum elegerit, ex tunc ipſe immediate poſt confirmationem acceptam Presbyteratus ordine ſeſe ſuitiari conjecrari faciet. 1550.

15. *Item, quando Capitulum expediens ac neceſſarium eſſe judicaverit, ſive in rebus Eccleſiaſticis, ſive in ſæcularibus, Viros Illuſtres, Ordinem Equeſtrem & Civitates ad ſe convocare, id ipſum ei facere licebit, nec Dominus impediet, & ex tunc eadem Patria Capitulum ſequetur, ſuper quibus Ordo Equeſtris, Civitates & communis Patria Domino Juramentum exſolvet, & non aliter.*

16. *Item, ſimiliter ſi evenirent, quod Viri Illuſtres, Ordo Equeſtris vel Civitates collectim ſive ſigillatim a Capitulo rationabilibus ex cauſis peterent, etiam modo præmiſſo congregari, id ipſum ei Capitulum non denegabit, & caſu quo id denegari contingeret (quod tamen fieri non debet) ex tunc Mariſchallus Hereditarius Archi-Diœceſis Colonienſis facultatem habebit ſimilem in modum faciendi, quod Mariſchallus non recuſabit, neque protrahet.*

17. Item, ut in futurum ſucceden Dominus ſtabile Conſilium erigat ex Eccleſiaſticis & Sæcularibus Perſonis, taliter tamen, ut Eccleſiaſticarum Perſonarum nulla in Eccleſia quadam Decanus ſit, excepto Decano & Capitulo Metropolitano, ſiquidem il omnes tanquam Membrum ad Domini Conſilium pertinent. Inſuperque Perſonæ ſæculares Archi-Diœceſis ab antiquo Vaſalli & in Archi-Diœceſi poſſeſſionati ſint, præter hos etiam Dominus in ſuo Conſilio ſemper penes ſe habebit duos Domiuos de gremio Capituli.

18. Item, ut nemo Nobilium vel Subditus Archi-Diœceſis Colonienſis in hac Unione alium inimicitiis, rapiuia, incendiis, aut violentia laceſſat, qui legitimo Juris eventui acquieſcit absque dolo.

19. Item, ut in futurum ſuccedens Dominus, ſeu ejusdem Officiantes & Miniſtri nemini, quiscunque etiam fuerit, qui Archi-Diœceſi, ſeu cuidam Archi-Diœceſis indigenæ pignorationibus, expilationibus, incendiis, emunctionibus, ſive violentiis damnum intuliſſet, ſive id ipſum ex ædibus ſuis fieri permiſiſſet, ratione cujus eum illo ſive illis nondum reconciliatus exiſteret, Domiuus ſive Officiaures in Archi-Diœceſi commeatum liberum non concedant: & caſu quo Dominus ſive Officiantes quibuspiam taliter commeatum præſtarent, aut præſtitiſſent, absque notitia, iideinque deſuper requirerentur, ex tunc Dominus & Officiantes illi vel illis datum commeatum ſtatim caſſabunt.

20. Item, ut ſucceſſurus Domiuus omnes Literas ſigillatas ſervet, quas Anteceſſores ipſius & Capitulum conjunctim dederum, & ſigillarunt, atque etiam Succeſſor Domiuus ejusque Capitulum deinceps dant, aut Dominus uotter p. mem. Capitulo dederat, & ſucceſſurus Dominus in futurum Capitulo ſoli daturus eſt. Et caſu quo quispiam de Archi-Diœceſi pro Domino noſtro p. m. fideju ſiſſet, ſive Dominum ipſummet ſibi Debitorem, deſuperque Litteras obligatoriales & indemniſatorias haberet, debiumque in Archi-Diœceſis emolumentum converſum ſuiſſet, ut Dominus hujusmodi debita ac damna benigne agnoſcat, ac Fideju ſſores relievet, ita tamen, ut id ipſum ſine præſcitu & voluntate Capituli ulterius uon fiat.

21. *Item, quod ſi futuris temporibus ſucceſſurus Dominus noſter, ſive Miniſtri ejusdem contra hac præſcripta Puncta, aut Juramenta ſua, & Literas obligatoriales Capitulo præſtanda, quidquam committeret, ita ut ille ſive illi eadem in parte vel in toto non ſervarent, ſive quidquam innovationis in rebus Sacroſanctæ Religionis noſtræ contra Chriſtianæ ac Catholicæ Eccleſiæ Oecumenicas Ordinationes, vel alias in Eccleſiaſticis & Sæcularibus rebus vel per ſe vel per ſuos mobri præſumerent (quod Deus avertat) ejusdemque Capitulum, illum, ejusdemve Miniſtros ob id requiriſſet, iique illud non caſſarent, ex tunc Capitulum poterit Viros Illuſtres, Ordinem Equeſtrem, Civitates, & communem Patriam conjunctim vel ſigillatim convocare, qui etiam Capitulo, absque quo Dominus id impediat, parebunt, iisque illud exponere.*

22. *Et caſu quo id ipſum Dominus inſontinenti non caſſaret, & adimpleret id, quod promiſit, juravit, & ſcripſit, ex tunc Viri Illuſtres, Ordo Equeſtris, Civitates, Officiantes & communis Patria a parte Capituli præſtabunt, eidemque obedientiam præſtabunt, non autem Domino, nec ejus Miniſtris, donec & quousque Dominus adimpleverit id quod promiſit, juravit & ſcripſit, deſuperque*

ANNO 1550. *ſuperque etiam Officiantes & Patria Domino homagium præſtabunt, & non aliter, Taliter tamen, ut Comites, Ordo Equeſtris, Officiantes & Civitates Juramentis ſuis & Votis, quibus ſeſe Domino obſtrinxerunt ad interim minime contravenire, aut contravenisſe cenſeantur, & ab obligationibus ac Juramentis ſint ſoluti, donec talia u præfato Domino caſſata fuerunt & obſervata, & quando illa u Domino caſſatu & obſervatu fuerint, ſinguli eidem denuo Obligationibus & Juramentis, quibus ante, ſubjacebunt, idque toties quoties neceſſitas poſtulaverit.*

23. Quod ſi quoque contingeret, quod quisquam de Archi-Diœceſi, quiscunque ille vel illi etiam eſſent, in hac Unione nobiscum conſiſtere, ac in omnes Clauſulas & Puncta præfata, non ſecus ac nos, jurare vellent, ii ſubintrare poterunt mediantibus ſuis Litteris hisce transſigendis, Sigillis ſuis ſigillatis. Quæ transfixæ Litteræ ad inſtar harum Litterarum principalium robur obtinebunt, eosdemque principales Litteras minime vitiabunt.

24. Similiter ſi forte noſtrum quispiam in hisce Litteris nominatus, easdem Litteras ſigillare, aut nobiscum conſentire detrectaret, id ipſum pariter hasce Litteras non deteriorabit, nec vitiabit, ſed eadem in pleno ſuo robore a Nobis, qui easdem ſigillavimus, ſeu ſigillari petivimus & conſenſimus, & a Succeſſoribus noſtris & Hæredibus habebuntur, & manebunt, quacunque turbatione excluſa.

25. Quod ſi etiam eveniret præſentes Litteras madefieri, perforari, maculari, aut in Sigillis quibusdam læsi, alioque vitio affici; nihilo tamen minus ſucceſſurus Dominus, & nos univerſim, & quisque noſtrum in ſolidum, Succeſſores & Hæredes noſtri, tenebuntur omnia & ſingula Pacta, & Articulos harum Literarum obſervare, adimplere, & exequi, prout præſcriptum eſtat.

26 Omnia & ſingula præmiſſa Puncta & Articulos in quantum nos concernunt, nos Adolphus Archiepiſcopus &c. Decanus & Capitulum, Comites, Viri Illuſtres, Equites, Conſules, Scabini, Senatores & Communitates Civitatum prædictarum, pro Nobis, Succeſſoribus & Hæredibus noſtris, collectim & ſingulatim, vera & ſincera fide, ac loco veri Juramenti ſub noſtra Principis Dignitate & Hooore, Juramentis, Homagiis ac Votis quibus Eccleſiæ & Archi-Diœceſ. Coloniensi, alte fato Domino noſtro Clementiſſimo, aliisque Dominis noſtris obſtricti ſumus, quæque præſtitimus, ſingula ſingulis addiximus, & ſpopondimus, addicimus & ſpondemus, nos firmiter, ſtabiliter ac inviolabiliter obſervaturos & executuros, adverſus ea nihil facturos, ſeu curaturos, neque per nos ipſos, neque per alium noſtro nomine, ſed invicem unusquisque alteri, ad hoc ut iidem Articuli & Puncta, ut præfertur, adimpleantur & obſerventur, atque à nemine impediantur ſeu infringantur, opem, conſilium & aſſiſtentiam cum proſecutione corporis & bonorum, pro omnibus noſtris viribus & facultatibus præſtituros, ubi & quando id res vel neceſſitas poſtulaverit, absque dolo, nosque in eo ab invicem nequaquam ſeparandos, neque dividendos eſſe, ex quibusvis cauſis præteritis vel futuris, quocunque modo, omnibus concuſſionibus, divexationibus, & minis, impeditionibus & contradictionibus excluſis. ANNO 1550.

In quorum fidem Nos Alphonſus Archiepiſcopus & Princeps Elector &c. nosque Decanus & Capitulum præfatum, Pontificale noſtrum & Sigillum ad cauſas in veritatis teſtimonium omnium præmiſſorum pro Nobis Succeſſoribusque noſtris his Litteris appendi fecimus. Et nos Wilhelmus Comes in Newenahr & Moers &c. Archi-Præfectus Aulæ, Joannes Comes in Salm &c. Archi-Mareſchallus, & Gumbertus Comes in Newenahr & Limburg &c. Archi-Præfectus Colonienſis, Sigilla noſtra pro Nobis prædictisque Viris Illuſtribus, ac noſtris eorumque Hæredibus ad petitionem eorundem hisce Litteris appendimus. Id quod nos Viri Illuſtres prædicti ita faremur ſub Sigillis præfatorum trium Comitum ac Dominorum, quibus ad hoc ſimul utimur.

Et nos Ordo Equeſtris præfati fatemur, nos ſingulos Sigilla noſtra pro nobis noſtrisque Hæreditatibus, hisce Litteris ad convincendum nos de præmiſſis omnibus rebus appendiſſe.

Et nos Conſules, Scabini, Senatus & univerſæ Communitates Civitarum Boonæ, Andernaci, Noveſii, Arweileræ & Lintzil pro nobis, nec non pro præfatis Civitatibus, noſtris eorumque Succeſſoribus & Hæredibus, Sigilla noſtra hisce Litteris appendimus. Id quod nos aliæ præſcriptæ Civitates ita fatemur ſub Civitatum præfatarum Sigillis ad hoc a Nobis ſimul adhibitis. Datum Anno Domini noſtri Milleſimo quingenteſimo quinquageſimo Lunæ 12. menſis Mail.

ADOLPHUS m. p. (L. S. Archi-Epiſcopi Adolphi.)

ADOLPHUS m. p. (L. S. Metrop. Eccleſ. Colon. ad cauſas.)

Sequuntur loca Sigillorum præfatorum trium Comitum.

Comes Wilhelmus de Newenahr &c.	Joannes Comes in Salm &c.	Comes Gumbertus in Newenahr &c.

Loca Sigillorum Ordinis Equeſtris.

Georgius Quade.	Emmericus Hurdt.	Rupertus de Capellen.	Goswious de Ratzfelt.	Goswinus de Hunsler.
Joannes Roiſt.	Everardus de Dript.	Wilhelmus Schramme.	Wilhelmus Herfel.	Wilhelmus de Bongard.
Antonius Hausman.	Wilhelmus de Schwartzenberg.	Hieronymus Wulff de Mertenich.	Gerardus de Recke.	Gerlacus Schilling.
Adolphus de Gymnich	Lotharius Quade.	Hermannus Quade.	Emundus de Wilburg.	Emmericus Kolve.
Petrus de Kaldenborn.	Theodorus Burggravius in Drachenfeld.	Wilhelm de Flodorff Burgr. in Odenkirch.	Wilhelmus Haaſe Marſchallius.	Wilhelmus Horſt.
Wilhelmus Keſſel.	Gerardus de Meckenheim.	L. S. ſine nomine.	L. S. ſine nomine.	L. S. ſine nomine.
Wilhelm Hurdt.	Werner Crümel.	Theodorus de Büchel.	Fridericus Steprath.	Joannes Quade.
Wilhelmus de Streitbach.	Wolterus Boulich.	Wilhelmus de Hove dictus Bell.	Theodorus Bourtſcheid.	Henricus Rollman.
Joannes de Walpott.	Otto Walpott.	Adamus de Ilem.	Theodorus de Zwivel.	Wernerus Gurtzgen.

Henricus

ANNO 1550.

Philippus Dithardus a Braunsberg.	Georgius de Leyen.	Guthardus de Duisberg.	Wilhelmus Kintzweiler.	Henricus Beiffel.
Joannes a Virmond.	Erasmus Schall.	Hermannus Haaſe.	Joannes de Metternich.	Gerardus Schall.
Joannes a Frentz.	Gerardus de Arffi.	Wilhelmus de Kerzgen.	Theodorus ab Hemmerich.	Arnoldus ab Hemmerich.
Gothardus Deutſch.	Conradus Berenkot.	Philippus a Konigsdorff.	Bernardus a Vellbruggen.	Joannes a Wachtendonck.
Joannes a Brembr.	Bertramus a Mirbach.	N. Forſt. &c.	Adamus de Halle.	Joannes a Paland.
Waltramus Scheiffart.	Wilhelmus Scheiffart.	Wilhelmus de Reuſcheuberg.	Winandus de Anſtel.	Joannes de Randerach.
Fridericus de Metternich.	Theodorus de Metternich.	Wilhelmus de Metternich.	Heinricus a Schlickm.	Wilhelmus ab Hoffden.
Godſcalcus ab Huls.	Conradus a Blanckart.	Joannes ab Ahr.	Joannes Schall.	Everardus de Brüggen.
Chriſtophorus de Henslar.	Henricus ab Oſſenbruch.	Remboldus Scharpman.	Henricus Schal.	Wilhelmus Schall.
Engelbertus ab Aspelt.	Godolſcalcus a Weyenhorſt.	Gotthardus ab Eill.	Arnoldus a Velbruck.	Wilhelmus ab Efferen.
Joannes ab Stambroch.	Adamus ab Stambroch.	Jacobus Inginhove.	Joannes Schilling.	Leopoldus a Velbruck.
Adolphus Quadt in Buſchfeldt.	Adamus de Gahlen.	Wilhelm de Goer.	Conradus Putzfelt.	Bertramus de Lippe.

Joannes de Wever.	Wilhelmus de Buderich.

Loca Sigillorum ſupra memorat. Civitatum.

Civitas Bonnenſis.	Civitas Andernacenſis.	Civitas Noveſienſis.
Civitas Arweilerana.	Civitas Lintzenſis.	

Sequitur nunc CONFIRMATIO *Archi-Epiſcopi* JOANNIS GEBHARDI.

NOs Joannes Gebhardus Dei gratia electus in Archi-Epiſcopum Colonienſem, Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Weſtphaliæ & Angariæ Dux &c. Hisce nimirum omnibusqae fidem facimus: quandoquidem dilectus quondam Dominus noſter & Prædeceſſor Archi-Epiſcopus Adolphus piæ recordationis Unionem Patriæ hujus noſtræ Archi-Diœceſis cum præſcitu & conſenſu Venerabilis Capituli noſtri Metropolitani, Comitum, Ordinis Equeſtris, Civitamm & totius Patriæ prætactæ noſtræ Archi-Diœceſis renovari & erigi fecit ſub Dato anno Domini noſtri 1550. Lunæ 12. mentis Maii. Sua Dilectio autem deinde in Domino obdormivit, adeo ut mentionati Archi-Diœceſis noſtræ Status apud noſtrum dilectum Dominum & proximum Prædeceſſorem Dominum Antonium electum & confirmatum &c. Juxta antiquam conſuetudinem pro hujusmodi Patriæ Unionis confirmatione enixe humiliterque inſtiterint: Vesuntamen fata noviſſimi Prædeceſſoris noſtri Dilectio deinde ex hac miſeriarum valle in Domino deceſſit, absque qua ejusmodi Confirmatio Litteræque Confirmatoriales datæ & expeditæ fuerint.

Poſtaquam vero nos uti Succeſſor utriusque ſuæ Dilectionis a prædictis noſtris Statibus pro hujusmodi confirmatione & corroboratione Litteris Noſtris transfixis facienda enixe & devote interpellati fuimus: Nosque proinde non minus hanc rem & dictæ Archi-Diœceſis noſtræ bonum, utilitatem, & incrementum promovere ſummo ſtudio inclinati ſumus. Idcirco nos præmiſſis iisdem, nec non prætactis humilibus precibus attentis, eisdem Statibus noſtris elementer addiximus & appromiſimus, Nos præfatam Patriæ Unionem in ſingulis ejusdem Punctis & Articulis elementiſſime confirmaturos, corroboraturos & ſtabilituros: Prout nos ejurmodi Patriæ Unionem taliter hisce & vigore harum transfixarum confirmamus & corroboramus, ac parati ſimus, in quantum Nos concernit, eandem obſervate, & realiter adimplere. Et pro majori ejusdem firmitate hujusmodi tranſfixas Litteras propria manu ſubſcripſimus, ſigillari, dictæque Patriæ Unioni ſcienter appendi fecimus. Datum in Civitate noſtra

Bonnæ, 25. die Octobr.
Anno 1558.

JOHANNES GEBHARDUS mann mea.

L. S.
JOHANNIS GEBHARDI
Archi-Epiſcopi Colon.

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Epiſcopi* ERNESTI.

NOs Dei gratia Erneſtus electus & confirmatus in Archi-Epiſcopum Colonienſem, Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius ac Princeps Elector, Epiſcopus Leodienſis, Adminiſtrator Diœceſium Monaſterienſis, Hildeſienſis & Friſingenſis, Princeps Stabulenſis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Weſtphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Marchio Franchimontenſis, &c. Hisce notum facimus omnibus & ſingulis; Quandoquidem quondam noſter dilectus Dominus & Prædeceſſor Archi-Epiſcopus Adolphus, piæ recordationis, Patriæ Unionem hujus noſtri Venerabilis Capituli Metropolitani, Comitum, Ordinis Equeſtris, Civitatis, & communis Patriæ

prætactæ

ANNO 1550. prætactæ noſtræ Archi-Diœceſis renovari & erigi fecit, cujus Data eſt, Anno Domini noſtri milleſimo quingenteſimo & quinquageſimo, Lunæ duodecimo die menſis Maji.

Jam verò nos uti Succeſſor a mentionatis noſtris Statibus pro confirmatione & corroboratione prælibatæ Unionis Patriæ faciendæ enixe, devoteque interpellati fuimus. Nosque proinde hanc rem, & fatæ noſtræ Archi-Diœceſis bonum, utilitatem & incrementum promovere ſummo ſtudio inclinati ſumus;

Eapropter nos iisdem noſtris Statibus clementer adhæſimus & promtiſſimus, præmentionatam Patriæ Unionem in omnibus & ſingulis ejusdem Punctis & Articulis nos clementiſſime confirmaturos, corroboraturos & ſtabiliturosque: prout hujusmodi Unionem Patriæ taliter hisce & vigore harum confirmamus & corroboramus; promittimus etiam ſub noſtro Electorali Honore & veris verbis, nos eandem Patriæ Unionem, in quantum nos concernit, firmiter & inviolabiliter adimpleturos: ſummoque etiam ſtudio omnique efficacia curaturos, ut quicquid contra eandem factum aut præſumtum fuerit, caſſetur. Proque hujus vera corroboratione & veritatis teſtimonio has Litteras propria manu ſubſcripſimus, nec non Sigillo noſtro clementiſſime ſigillari fecimus. Datas in Civitate noſtra Bonnæ vigeſima tertia menſis Maii Anno quingenteſimo nonageſimo tertio.

ERNESTUS Princeps Elector. m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Epiſcopi* FERDINANDI.

NOs Dei gratia Ferdinandus Archiepiſcopus Colon. Sacri Romani Imperii Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Epiſcopus Leodienſis & Monaſterienſis, Coadjutor & Adminiſtrator Diœceſium Paderbornenſis, Hildeſienſis & Bergtesgadenſis, Princeps Stabulenſis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Weſtphaliæ, Angariæ, & Bullionii Dux, Marchio Franchimontenſis &c. Hisce univerſis notum facimus; Cum Reverendiſſimus Sereniſſimus in Deo dilectus noſter Conſanguineus, & Pater Dominus Ernestus Archi-Epiſcopus & Princeps Elector Colonien. p. mem. juxta immutabilem Dei Omnipotentis voluntatem ex hac miſeriarum valle pie deceſſerit;

Ideoque laudabiles in hisce Comitiis præſentes univerſi Status pro Confirmatione hujus Archi-Diœceſis noſtræ Unionis Patriæ, quam quondam noſter Prædeceſſor Archi-Epiſcopus Adolphus piæ recordationis eam præſcitu & conſenſu Venerabilis noſtri Capituli Metropolitani, Comitum, Ordinis Equeſtris, Civitatum & Communis Patriæ prætactæ noſtræ Archi-Diœceſis Anno quingenteſimo, quinquageſimo, duodecima die menſis Maji, renovari & erigi fecit, diligenter humiliterque inſtiterunt, nosque proinde hoc negotium, & dictæ noſtræ Archi-Diœceſis, bonum, utilitatem & incrementum promoveri ſummo ſtudio inclinamur.

Hinc nos iisdem Statibus noſtris clementer addiximus & promiſimus, nos prætactam Patriæ Unionem in omnibus & ſingulis ejusdem Punctis & Articulis clementiſſime confirmaturos, corroboratutos & ſtabilituros: prout hujusmodi Unionem Patriæ hisce & harum Litterarum vigore confirmamus & corroboramus, ſpondemus etiam ſub noſtro Electorali Honore & veris verbis, eandem Patriæ Unionem, in quantum Nos concernit, Nos firmiter & inviolabiliter obſervaturos, manuteneturos, & realiter adimpleturos, ſummoque etiam ſtudio, omnique efficacia clementiſſime curaturos, ut quidquid adverſus eam factum vel præſumptum fuerit, caſſetur. Proque hujus vera corroboratione & veritatis teſtimonio hasce Literas propria manu ſubſcripſimus, nec non Sigillo noſtro clementiſſime ſigillari fecimus. Datas in Civitate noſtra Bonnæ decima quarta menſis Februarii, hujus Anni milleſimi ſexcenteſimi & decimi quarti.

FERDINANDUS m. p.

L. S. Archi-Epiſcopi FERDINANDI.

PETROS HULSMAN m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Epiſcopi* MAXIMILIANI HENRICI. ANNO 1550.

NOs Dei gratia Maximilianus Henricus Archi-Epiſcopus Colonienſis, & Princeps Elector, Epiſcopus Hildeſienſis & Leodienſis, Adminiſtrator Bergtesgadenſis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Weſtphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Marchio Franchimontenſis &c. Hisce notum facimus ac fatemur palam pro nobis, noſtrisque in Archi-Diœceſi Succeſſoribus: Cum in factæ Introniſationis noſtræ Actu apud nos, una cum Venerabili Capitulo noſtro Metropolitano ſeſe tres Sæculares hujus noſtræ Archi-Diœceſis laudabiles Status pro confirmatione Unionis Patriæ humiliter inſinuaverint, nosque præterea requiſiverint & petiverint, deſuper, & quod eadem impoſterum, uti ab antiquo, in omnibus ſuis Punctis & Clauſulis ſit obſervanda, clementiſſimum in ſcriptis Reverſale communicari; Nosque proinde id iis taliter præſtituros jam tum clementiſſime firmiter addixerimus & promiſerimus; Quod nos idcirco hisce & vigore harum dictam Patriæ Unionem clementiſſime confirmemus & ſtabiliamus; Prout etiam iterato firmiter promittimus; Nos eandem in omnibus ſuis Punctis & Clauſulis firmiter, ſtabiliter, & inviolabiliter obſervaturos, fatos noſtros laudabiles Patriæ Status conjunctim vel ſingulatim adverſus eandem nullo modo nec via gravaturos, vel gravari permiſſuros. In quorum fidem hasce Literas ipſimet ſubſcripſimus, eisque Electoralē Sigillum noſtrum ſcienter appendi fecimus. Datum in Civitate noſtra Coloniæ 26. menſis Octobris Anno a Nativitate Chriſti Domini Redemtoris noſtri milleſimo ſexcenteſimo & quinquageſimo.

MAXIMILIANUS HENRICUS.

L. S. MAXIMILIANI HENRICI Archi-Epiſcopi.

PET. BURMAN. m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *moderni Sereniſſimi Archi-Epiſcopi & Principis Electoris Colonienſis* JOSEPHI CLEMENTIS &c. *juratæ Capitulationi inſerta.*

In nomine Domini Amen.

NOs Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colonienſis, Sac. Rom. Imperii Princeps Elector, per Italiam Archi-Cancellarius, ſanctæ Sedis Apoſtolicæ Legatus natus, Epiſcopus & Princeps Friſingenſis & Ratisbonenſis, Adminiſtrator Berchtesgadenſis, utriusque Bavariæ, ſuperioris Palatinatus, Weſtphaliæ & Angariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Lychtenbergenſis &c. Notum facimus univerſis & ſingulis publice, quod cum tam in anno milleſimo ſexcenteſimo octuageſimo octavo, decima nona menſis Julii, in Actu de nobis factæ Electionis ad Archi-Epiſcopatum Colonienſem, per Sereniſſimum Principem D. Ludovicum Antonium Montium ac Julias Ducem, Principem Neoburgenſem, ac ſupremi Ordinis Teutonici Magnum Magiſtrum &c. Dominum Cognatum noſtrum, quam inſuper etiam in deſuper ſub 12. Octobr. anni præmiſſi, per nomine noſtro conſtitutum Procuratorem Celſiſſimum Dominum Philippum Henricum Ducem de Croy &c. Eccleſiæ Metropolitanæ Colonienſis Canonicum Capitularem adeptæ poſſeſſionis præfati Archi-Epiſcopatus & Electoratus tempore per utrumque promitti & reſpective adjurari fecimus, &c.

Clauſula concernens.

Decimo quarto pro majore præmiſſorum corroboratione omnia & ſingula Statuta, Jura & Privilegia, bonos Mores & Conſuetudines dictæ Eccleſiæ noſtræ, Unionem etiam Patriæ noſtræ Colonienſis, Anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo tertio, vigeſima ſexta die Martii factam, & anno milleſimo quingenteſimo quinquageſimo duodecimo Maii renovatam in omnibus

ANNO 1550. eorum Clauſulis, præſentium tenore lunovamus, approbamus, & autoritate noſtra ordinaria confirmamus, & de novo concedimus, neque per Nos, vel alios noſtro nomine contrarium attentari vel fieri permittemus:

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium has noſtras Literas propria manu ſubſcripſimus, & Sigilli noſtri juſſimus & fecimus appenſione communiri.

JOSEPHUS CLEMENS Elector m. p.

{ L. S. Archi-Epiſcopi JOSEPHI CLEMENTIS. }

DECLARATIO *Electoris* JOSEPHI CLEMENTIS, *quòd pecuniæ ſubſidiariæ, ſibi ab Ordinibus præſenti Bello in commune bonum ſuppeditatæ in conſequentiam nullatenus contra Libertates, Privilegiaque eorum trahi debeant. Data Bonnæ anno* 1694.

NOs Dei gratia Joſephus Clemens Archi-Epiſcopus Colon., Sac. Rom. Imperii per Italiam Archi-Cancellarius, & Princeps Elector, Apoſtolicæ Sedis Legatus natus, Epiſcopus Leodienſis, Præpoſitus Bergtesgadenſis, Coadjutor Hildeſienſis, utriusque Bavariæ, nec non ſuperioris Palatinatus, Weſtphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergenſis, Marchio Frauchimontenſis, Comes Loſſenſis & Hornenſis &c. Univerſis notum fideimque facimus per patentes hasce Literas pro Nobis noſtrisque Succeſſoribus Archi-Epiſcopis & Diœceſi. Cum Venerabiles & Nobiles Decanus ac Capitulum, itemque Comites & Viri Illuſtres, Ordo Equeſtris & Civitates Diœceſis noſtræ Colonienſis, devoti nobis dilecti Conſiliarii & fideles, jam aliquo abhinc tempore, ſub ſuitium & continuationem Belli motuum ac turbarum, inſontem hanc Archi-Diœceſin involventium, pro avertendis hoſtilibus malis, pacificoque ſtatu reſtabiliendo, ſucceſſivis aliquot annis ad clementiſſimas ac benigniter factas inſtantias pluribus variisque vicibus, in occurentibus noſtris unàque Archi-Diœceſis untabilibus neceſſitatibus, non mediocres pecuniarum ſummas ex bona libera voluntate, & non aliter; (dum ad id faciendum de Jure & a Juſtitiâ exigenti minime obligati fuerunt) duntaxat iugentem neceſſitatem, & pericula, ac formidabile ob oculos verſans dilectæ Patriæ exitium cum commiſeratione, conſiderantes, ſuppeditaverint, contribuerint ac dederint: Ad hoc etiam & iterato ex bona ac libera voluntate pro meliori ſæpinsque exoptata omnimoda Paritate utrorumque Eccleſiaſticorum, & Sæculatium hojus noſtræ laodabilis Archi-Diœceſis Subditorum, in deſcriptionem bonorum, (ut ita uuitim ingruenti hujusmodi malo unteverti poſſet, ita tamen, ut dictis Statibus hujusmodi deſcriptionem & Collectationem caſſare quovis tempore integrum ac liberum remaneat) haut gravatim eondeſcenderint: Pro quo nos ipſis omnibus & eorum cuilibet in ſolidum merito clementiſſimas gratias rependimus, id ipſum erga eosdem Gratiis remereri non immemores futuri, ſed clementiſſime agnituri, eosque eo diligentius & fidellus adverſus quascunque injurias & violentias, in quantum ullatenus poſſibile, protecturi & defenſuri. Ut autem præfatis noſtris Patriæ Statibus hujusmodi voluntariæ ſuppeditatæ Contributiones & ſubſidiales pecuniæ, nec non extraditæ deſcriptiones, deſuperque in estremis hisce neceſſitatis caſibus factæ Repartitiones & Collectæ ad nocivam conſequentiam & præjudicium non cedant, vel etiam ipſis ſen poſteritati ſuæ in aliam quamcunque finiſtram partem explicentur, ſtque penes avita ſua Jura, Privilegia & Esemtiones, absque moleſtationibus reliquantur, & vigore Unlouis Patriæ in iis minime turbentur, ſed undiquaque omni meliori modo manuteneantur & defendantur.

Ea propter promittimus ac pollicemur, Nos pro nobis noſtrisque in Archi-Diœceſi Succeſſoribus, mediantibus hisce Litteris in bona fide ſub noſtris Electoralibus Honoribus & veris verbis nos prætactas pecunias ſubſidiarias non aliter quam vnlontaria & charitativa ſubſidia, uti & memoratas ac initas deſcriptiones deſuperque factas exactiones non pro debito, neque conſuetudine & obligatione, ſed duntaxat pro voluntaria præſtatione & fideli devotione acceptaſſe. ANNO 1550.

Nos etiam neque debemus neque volumus hujusmodi pecunias ſubſidiarias, exactionem & deſcriptionem unquam de Jure vel ex debito uliegare, aut eorundem Jus uliquod ſen poſſeſſionem vel quaſi &c. Nobis arrogare, jactitare aut prætendere, neque Succeſſores noſtri id ipſum prætendere habere debebunt, vel volent, nulla ratione: multo potius iidem omnes vel ſinguli impoſterum hujusmodi Oneribus, Contributionibus & Subſidiis exemti, liberati, minimeque coacti, ad Deſcriptiones pariter uullatenus obligati exiſtent, prout ſupra iatius mentionatum.

Enmque in finem, ſi Deſcriptiones & Collectationes per Status fuerint caſſatæ, ex tunc cuivis ſtatui ſua Deſcriptio ex Cancellaria fideliter reſtirui, eaque penitus mortificata eſſe debebit.

Nos etiam id ipſum & ſimilia in poſterum nunquam, (niſi fiat cum ulteriori eorundem bona voluntate) ab ipſis requiremus, ſed eos penes bene acquiſita continuanda Privilegia & Esemptiones tnebimor, manutenebimus & conſervabimns, absque tamen Archi-Diœceſis noſtræ Dominii & Jurium renunciatione, ſecluſis dolo & fraude.

In quorum fidem & veritatis Teſtimouium Nos præſentes Litteras manu propriu ſubſcripſimus, Sigilloque noſtro munitas communicavimus. Et quia hæc eum ſcitu & voluntate Venerabilium & Nobilium devotorum nobis dilectorum Decani & Capituli noſtri Metropolitani ſunt acta; idcirco eosdem benigne & clementer requiſivimus, ut, in Teſtimoninm veritatis & perpetuæ firmitatis robur, Sigillum ſuum hisce ſimul appendere vellent. Id quod nos Decanus & Capitulum Metropolitanum ad Clementiſſimi Domini noſtri Archi-Epiſcopi & Principis Electoris inſtantiam & petitionem taliter verum eſſe fatemur, & id ipſum pro ſtabili firmitate lubenter fecimus atque etiam Capituli noſtri Sigillum hisce appendimus. Datum in Reſidentia noſtra Civitatis Bonnenſis 19. menſis Novembr. 1694.

JOSEPH CLEMENS Elector.

{ L. S. Archi-Epiſcopi JOSEPHI CLEMENTIS. } { L. S. Metropolitanæ Eccleſiæ Colon. }

CASPAR BUCK, m. p.

IV.

Traité de Paix conclu entre l'Empereur CHARLES V. *& Marie Stuard Reine d'Ecoſſe. A Binch en Hainaut le 15. de Décembre 1550.* [Manuſcrit.] 15. Dec. L'EMPEREUR ET L'ECOSSE.

CAROLUS QUINTUS, Divinâ favente clementiâ, Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, & utriusque Siciliæ Rex; Archidux Auſtriæ, Dux Burgondiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ & Geldriæ; Comes Habsburgi, Flandriæ, Artheſiæ & Burguudiæ, Palatinus Hannoniæ, Hollandiæ, Zeiandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Princeps Sueviæ, & Sacri Imperii Marchio; Dominus Friſiæ, Salinarum, Mechliniæ, Civitatis, Urblum & Provinciæ Trajectenſis, eis & ultra Iſalam, & Groeningæ, Dominator in Aſia & in Africa, ad perpetuam rei memoriam, Recognoscimus, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris & notum facimus tenore præſentium Univerſis; Quod cùm nuper videlicet 15. menſis Decembris annn milleſimo quingenteſimo quinquageſimo Bluebil in Hannonia inter noſtros Commiſſarios & Procuratores, & Sereniſſimæ Principis Dominæ Mariæ Scotorum Reginæ Legatum, de conſenſu Tutoris ipſius & Regni Scotiæ Dominatoris, Dominorumque magni Conſilii, ad hoc ſpecialiter deputatum, perpetuum Pack Fœdus percuſſum fuerit, ac inter cætera conventum ſit quòd dictum Fœdus in forma congrua à nobis & prædicta Regina Scotorum, ejusque Tutore & Gubernatore, Dominisque magni Conſilii, nec non Proceribus & Statibus Regni Scotiæ tàm ſuo ſuorumque Hæredum & Succeſſorum Regum & Reginarum Scotiæ, quàm ipſius Regni & Subditorum ejus nomine ratificari, & cum Juramento confirmari ejusmodi Ratificationis & Confirmatiouis Documentum ſub Sigillis debitis expeditum prima die menſis Maji

ANNO 1550. Maji anni 1551. in Oppido noſtro Antuerpienſi Commiſſariis ad hoc ab utraque parte reſpective deputandis tradi atque exhiberi debeat, quemadmodum ex Articulis præfati Fœderis latiùs patet, quorum tenor de verbo ad verbum ſequitur & eſt talis.

Nos Ludovicus de Flandria, Dominus de Praet, Eques Ordinis aurei Velleris, & ſecundus Cubicularius Invictiſſimi, Potentiſſimique Principis ac Domini noſtri Caroli V. Romanorum Imperatoris ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ &c. Regis, Archiducis Auſtriæ, Ducis Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Geldriæ, & Comitis Habsburgi, Flandriæ, Artheſiæ, Burgundiæ, Palatini Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Principis Sueviæ, & Sacri Imperii Marchionis, Domini Friſiæ, Salinarum, Mechliniæ, Civitatis Urbium & Provinciæ Trajectenſis, cis & ultra Iſalam, & Groeningæ; Joannes de Sancto Mauritio, Dominus de Montbarrey, Præſes rerum Status, & Vigilius de Zuickem Præſes ſecreti Conſilii prædictæ Cæſareæ Majeſtatis, Equites & Juris utriusque Doctores, ſupradictæ Cæſareæ Majeſtatis Commiſſarii ad infraſcripta ab eadem deputati: & Thomas Erskin, Eques, Conſiliarius & Commiſſarius itidem à Sereniſſima Regina Domina Maria Regina Scotorum, de conſenſu & authoritate Illuſtris Domini Jacobi Ducis Caſtelli-Heraldi Comitis Aranie, Domini de Hunneton, Tutoris & Gubernatoris, Dominorumque Magni Conſilii Regni Scotiæ, ad hoc ſpecialiter deputatus, juxta Mandata quorum tenores præſentibus inſeruntur; Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quòd cum aliquandiu gravis diſcordiæ hoſtilitas ac Bellum, inter Potentiſſimum Romanorum Imperatorem, ejusdemque Regna, Terras, ac Dominia Hæreditaria de una, dictamque Reginam Scotiæ, præfatumque Tutorem & Gubernatorem, nec non Proceres, Status & Subditos ejusdem Regni ex altera parte extitiſſent, Subditique utriusque Partis gravia inde damna perpeſſi fuiſſent, ac tandem ſuper eorum compoſitione, inſtaurandaque Pace, Concordia & tranquillitate publica, interceſſione Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Francorum Regis, communicandi, tractandi, & conveniendi poteſtas à ſupradicta Cæſarea Majeſtate, Sereniſſimaque Scotiæ Regina ejusque Tutore ac Regni Gubernatore nobis facta, conceſſaque eſſet; nos habitâ deſuper matura communicatione, & relectis veterum Fœderum & Pactorum Litteris, quæ inter Majores & Prædeceſſores utriusque Partis, eorundemque Regna, Provincias, Populos ac Terras, nominatim verò inter Sereniſſimum quondam Jacobum Scotorum Regem, ac Illuſtriſſimum Potentiſſimumque Principem Philippum Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, anno 1448. in Urbe Bruxellenſi interceſſerunt, ac per Sacram Cæſaream Majeſtatem, ipſiusque Sereniſſimæ Dominæ Genitorem renovatæ fuerunt; Nos eadem Inſtaurando, confirmando, atque amplificando in infrà ſcriptos Articulos nomine dictorum Principum convenimus ac conſenſimus & ſecundum præſentem tenorem convenimus & conſentimus; inprimis quod omnes Inimicitiæ, Diſcordiæ, Hoſtilitas & Bellum, quæ inter præfatam Cæſaream Majeſtatem ejusque Regna, Terras & Dominia ſuprà in ipſius titulo ad longum enumerata, ac alia per eundem in præſentiarum conceſſa, ipſorumque Regentes, Gubernatores & Subditos ex una; & prædictam Sereniſſimam Reginam Scotiæ, ejusque Tutorem & Gubernatorem, Proceres ac Subditos prædicti Regni Scotiæ, Terrasque & Dominia ex altera parte hactenus exiterunt, remiſſa atque extincta erunt, & cum præteritarum rerum ac præteritarum quarumcumque injuriarum perpetua oblivione in poſterum penitùs abolita cenſebuntur; ità quod occaſione eorum ſeu ob violationem præcedentium Fœderum, nihil poſthàc ab alterutro eorum, quod ſinceritatem Amicitiæ præſenti Tractatu inſtauratæ lædere aut impedire poſſit, alteri objici aut allegari queat & debeatur, neque deinceps ipſi Hæredes ac Succeſſores eorum committent nr alter alteri aut Subditis, Regnis, Terrisque ei ſubjectis aut ſub ejus protectione, & obedientia hoc tempore conſtitutis, Bellum inferat, hoſtiliterve per ſe aut per alios eos impediat, offendat, aut invadat, ac non modo ipſi ab omni hoſtilitate abſtinebunt, verum etiam Subditos ſuos & eos qui ſub poteſtate & obedientia eorum ſunt, ab omni vi temperare & abſtinere cogent & curabunt, revocando quascumque Commiſſiones ac Litteras Patentes tam repreſſaliarum, quàm alias quascumque ſuper facultate belligerandi & Subditis alterius Principis nocendi, ſive ſocolis ſive Extraneis datas & conceſſas declarandoque easdem nullas & caſſas penitusque abolitas, ita quod ſi aliquis deinceps quicumque in eorum prætextu attentare aut Subditis alterius nocere contigerit, ii pro Hoſtibus, Prædonibus, ac Pyratis ab utraque parte habeantur, & pro talibus hactenus tractentur ac puniantur, & præter criminalem pœnam Subditis id requirentibus damna illata ante omnia reſarcire compellantur, eritque deinceps inter præfatam Cæſaream Majeſtatem, Sereniſſimamque Reginam ac utriusque Hæredes & Succeſſores, nec non Regna, Gubernatores & Subditos bona & ſincera vicinitas, firmaque Pax per Terram, Mare & Aquas dulces futuris temporibus perpetuò duratura & inviolabiliter ſervanda, ita quod Subditi prædictorum Regnorum & Terrarum hinc inde, tam per Tetram quàm Mare & Flumina publica, ſine aliquo Salvo conductu aut Licentia generali vel ſpeciali, ad dicta Regna, Dominia, vel Terras, Civitates, Oppida, Littora, Portus & Sinus quoscumque totò, liberè, ſecurè accedere, intrare, navigare & in iisdem, quandiù voluerint, agere, morari, & converſari, ibidemque Merces, Commeatus, & Victualia & alia eis congrua & neceſſaria ſine quacunque contradictione emere & vendere valeant, nec non ab iisdem Regnis, Dominiis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Littoribus, Sinubus, Portubus & Diſtrictibus & eorum quolibet, totiès quotiès iis placuerit, ad Regiones, Provincias, Terrasque proprias vel alienas cum propriis conductis aut commodatis Navigiis & Vehiculis, nec non Mercimoniis, bonis & rebus quibuscumque, liberè & ſecurè ire, redire & diſcedere, & juxta Statuta Regnorum, Terrarum & Locorum, ſolutisque Teloniis & Vectigalibus eorumdem, ſine omni impedimento negotiationes ſuas liberè exercere poſſint, ità quod nec Perſonæ, neque Naves, res vel Merces earundem debeant per Principes utrarumlibet Ditionum, earumve Præfectos, Locumtenentes aut Subditos, quovis colore, prætextu vel occaſione, detineri, arreſtari, aut quovis modo damnificari.

ANNO 1550.

Item ad pleniorem veteris Amicitiæ confirmationem, Majorum veſtigiis inſiſtendo, dicta Cæſarea Majeſtas, Sereniſſimaque Scotiæ Regina, ſicut in Litteris Fœderis inter quondam Sereniſſimum Jacobum Scotiæ Regem ac Philippum Burgundiæ Ducem initi pienius continetur, vera & ſincera dilectione & benevolentia deinceps ſeſe mutuò complectentur, ac alter alterius commodum, utilitatem & honorem procurabit, incommodum aut damnum & detrimentum avertere, & impedire pro virili ſtudebit, & ſi quando per Inimicos, Hoſtes & Adverſarios Partis unius, qui tamen non ſins vel fœdere vel ſanguinis aut affinitatis, aut arcto vinculo Parti alteri conjunctî, Bellum moveri aut inferri contigerit, & Pars ea cui Bellum erit illatum, Partem alteram pro ſubſidio, ſubventione & aſſiſtentia ſibi contra Adverſarios, Hoſtes & Inimicos ſuos præſtanda requiſierit, aut requiri debitè fecerit, eo caſu Pars ſic requiſita tenebitur & debebit alteri Parti requirenti auxilium, ſubſidium & aſſiſtentiam cum effectu præſtare & ſuccurſum tàm Hominum armatorum, quàm Victualium, Navium, Machinarum, Artilleriarum, & aliarum rerum ad Bellum pertinentium in ampliori copia, & cum meliori diligentia, qua ſecundum caſus exigentiam & ſecundum ſtarum & diſpoſitionem agendorum dictæ Partis requiſitæ commodè pro tunc fieri poterit, mittere.

Item ſi quando alteri Partium, Bellum quodcumque inciderit, eademque poſteà pro bono & commodo ſuarum Patriarum, Pacem & Inducias cum ſuo Adverſario & Inimico inire voluerit, ideò citra aliquod alterius impedimentum, dum & prout ſibi expedire videbitur; ita tamen ut alteram Partem inter ſuos Amicos & Confœderatos, juxta prædicti antiqui Fœderis inter dictum Jacobum Scotiæ Regem, & Philippum Burgundiæ Ducem initi tenorem comprehendat.

Item ſi per Homines ſtipendiarios, Vaſallos aut Subditos Partis unius, alteri Parti vel Patriæ, Dominiis, Vaſallis, Stipendiariis aut Subditis ipſius damnum aut detrimentum fieret aut inferretur, in eorum Perſonis, aut Bonis, in Terra vel Mari, in eum evenrum Pars illa de qua damnum proceſſerit, tenebitur compellere culpabiles ad reparandum & reſtituendum cum effecta, Parti lætæ damnum aut gravamen ſibi irrogatum, idque juxta modum & formam certæ Conventionis & Contractus inter Sereniſſimam Dominam Mariam Hungariæ, Bohemiæ, &c. Reginam, & Inferioris Germaniæ pro Cæſarea Majeſtate Rectricem & Joannem Campbellum Sereniſſimi quondam Regis Jacobi noviſſimè defuncti

ANNO 1550. Ambaſſatorem, anno 1541. apud Binchium initi, & poſtea per eundem Regem confirmati. Ad hæc quælibet Partium prædictarum ſincerè & bona fide operam dabit, ut Pyratæ cujuscumque Nationis fuerint omninò à Mari ac Littoribus Regnorum, & Dominiorum utriusque Partis exterminentur, nec in Portis aut Forsubur alterius quovis modo recepteantur, tenebiturque Inſular & Diſtrictus ſuæ Jurisdictionis, Regnorum & Dominiorum tueri & defendere adverſus incurſiones quorumcumque Latronum & Pyratarum per quos Subditi Partis utriusque in ſuis Negotiationibus, Navigationibus, & Piscationibus quomodolibet damnificari poſſent, & ſi qui Pyraticam exercere præſumpſerint, nulla certa habitatione cogniti, ſed vel in deſertas Inſulas, vel alia ignota loca ſe recipientes, per quos alterutrius Principis Subditos, damna recipere conninget, eor una Pars ad alterius requiſitionem communibus armis proſequi tenebitur, nec ab incæpto deſiſtet, donec capti meritas pœnas lueriut, aut Mari deturbentur, eodemque modo procederur adverſus eorum ſuſtentatores & fautores, ſi quos ſortè in Ditionibur alterutrius Principis inveniri contigerit. De numero autem & quantitate Navium, quibus proſequendi erunt, inter Ipſos Principes, ipſorumve ad hoc deputator Conſiliarios, cùm neceſſitas aut rei occaſio ita fieri poſtulaverit, tractabitur, atque concordabitur.

Circa Piscationem verò ac liberum uſum Maris, ea quæ per ſupradictum Tractatum anno 1541. 19. Februarii, Binchii inter Sereniſſimam Reginam Mariam & ſuprà nominatum Oratorem Regis Scotiæ iuita, concluſa ac conventa fuerunt debitè ac ſincerè obſervari debebuot.

Porro ut injuriam quoque paſſorum querimoniis ſatisfiat, ſalvum & liberum erit utriusque Partis Subditis capta & ablata ante Belli declarationem, menſe Majo, anno 1544 factam, juxta Receſſum 28. Aprilis anno 1545. cum Oratore Regni Scotiæ Davide pariſer Antuerpiæ ioitam & concluſum, mediante Juſtitia proſequi, quemadmodam etiam de his, quæ poſt dictum Receſſum usque ad 1. Maji anni 1547. circa quod tempus ad priorem hoſtilitatem denuò reditum fuit, contra Salvos conductus & Atteſtationes illata comperientur, damnumve paſſis contra prædictos deprædatores, ac Litterarum Salvi conductus & Atteſtationum violatores duntaxat eorumve Succeſſores quatenus ad eos pervenit aut locupletiores inde facti ſunt, prompta admiuiſtrabitur Juſtitia; quod ſi autem ipſi deprædatores eorumve ſucceſſores, ut ſuprà, condemnati & diſcuſſi reperti fuerint non eſſe ſolvendo, propterea tamen dicti Principes Litteras repreſſaliarum concedere aut Bellum renovare non poterunt. Subditi autem alterutrius Partis quos in promptu aut ſaltem intra trimeſtre tempus conſtiterit, vigore repreſſaliarum prius conceſſarum vel quovis alio modo damna ſibi illata recuperaſſe, nuſſam pro iisdem amplius perſecutionem aut actionem habebunt. Similiter ſi quæ poſt id tempus quo Belli abſtinentia juxta relationem Sebaſtiani de Lanbeſpine Abbatis à Baſſuutanis Oratoris Chriſtianiſſimi Regis Francorum, ab eodem Rege nomine Sereniſſimæ Reginæ Scotorum promiſſa, & per Sereniſſimam Reginam Hungariæ die 14. menſis Auguſti proximè præteriti, nomine Cæſareæ Majeſtatis, acceptata fuit à Subditis alterutriur Partis, contra eandem abſtinentiam, damna illata comperiantur, ea quoque planè, & integrè utrinque reparabuntur, bonaque ablata reſtituentur, trangreſſores dictæ abſtinentiæ congruis pœnis afficientur.

Item ſi contingat (quod tamen Deus avertat) per inadvertentiam aut aliàs per dictas Partes, aut alteram earundem, aut per eorum ſeu Hæredum aut Succeſſorum ſuorum Vaſallos, Subditos ſeu Stipendiarios quidquam in poſterùm ullo unquam tempore, Terra vel Mari, contra præſentis Contractus & Fœderis tenorem fieri, innovari aut attentari, per hoc tamen præſens Pax & Confœderatio rupta non erit, neque ullo modo annullata aut rupta cenſebitur; ſed ea in ſuis viribus permanebit, nec Bellum ob hujusmodi attentata indici aut moveri debebit, ſed ea ipſa attentata & innovata in contrarium facta Parti læſæ benè, debitè & promptè reparabuntur & reſtituentur, & nihilominus præſcus Contractus & Fœdus in ſuo vigore & virtute, quemadmodum ante hujusmodi factam & habitam novitatem fuerat, in perpetuum manebit, & pro ipſis attentaris ſojummodò punientur ipſi attentantes & damnificantes & non alii, idque tàm in bonis quàm in corpore, nec debebunt propterea Litteræ repreſſaliarum, aut alia Mandata quæcumque, debitis admonitionibus & requiſitionibus non præcedentibus, decerni, aut ii qui damna non intulerunt aliquo pacto moleſtari; admoniiones autem & requiſitiones fiant per expreſſum Nuncium vel Legatum quem Princeps Partis quæ de Jure ſibi denegato contendet, mittet hac de cauſa ad alterum Principem, poſt cujus Legati vel Nuncii reditum, ſi conſtat clarè & apertè Jus denegari aut ſudebitè retardari, aut plus juſto differri, repreſſalia concedi poterunt, & non aliàs. ANNO 1550.

Præterea Privilegia Subditis Regoi Scotiæ per piæ recordationis Ludovicum Flandriæ Comitem anno 1359. conceſſa, & per Philippum Burgundiæ Ducem anuo 1394, nec non Converſiones inter Deputatos Regis Scotiæ & Philippi Ducis Burgundiæ anno 1427. initæ, & per Carolum Ducem Burgundiæ & præfati Ducis Filium 1469. menſe Martio confirmata, nec non Contractus anno 1529. & anno 1531. die 24. Julii per prædictam Cæſaream Majeſtatem confirmatur, juxta ipſorum formam ac tenorem in ſuo robore & vigore permanebunt, firmique & rati erunt, quatenus tamen alicui Articulo præſentis Contractus non adverſabuntur; vice quoque verſa Mercatoribus & Subditis Regnorum & Dominiorom Cæſareæ Majeſtatis omnia & ſingula Privilegia in prædictis Litteris, Convenrionibus & Contractibus contenta in Regno Scotiæ permiſſa erunt, iisque liberè & reciprocè uti & frui poterunt, prout juxta prædicta Privilegia, Conventiones & Contractus Subditi Regni Scotiæ uti & frui debebunt.

Item pro parte Cæſareæ Majeſtatis prædicti ſui Commiſſarii reſervaverunt, incluſerunt, & comprehenderunt in hoc Fœdere & Tractatu Sereniſſimum Regem Romanorum, Hungariæ & Bohemiæ, item Chriſtianiſſimum Regem Francorum, nec non Sereniſſimum Regem Angliæ, item Sereniſſimum Electum Regem Daniæ & Norvegiæ, ac Status Sacri Romani Imperii ſecundum vim perpetuæ Confœderationis, quam illi, eorum Regna, Patriæ & Subditi invicem habebout: item pro parte Sereniſſimæ Reginæ Scotiæ præfatus ſuus Legatus reſervavit, incluſit, & comprehendi in hoc Fœdere & Tractatu Chriſtianiſſimum Regem Francorum, Sereniſſimum Regem Romanorum, nec non Sereniſſimum Regem Angliæ, & Sereniſſimum Regem Bohemiæ, item Sereniſſimum Regem Daniæ & Norvegiæ ac Status Sacri Romani Imperii, ſecundum vim perpetuæ Confœderationis quam illi, eorum Regna, Patriæ & Subditi invicem habebuut.

Item ad plenius præmiſſorum robur, præſens Tractatus à Cæſarea Majeſtate pro ſe ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus ex una, nec non, ob Sereniſſimæ Reginæ Scotiæ pupillarem ætatem, à Tutore eodemque Gubernatore, Dominisque magni Conſilj, nec non Procetibus & Statibus Regni Scotiæ tam prædictæ Reginæ ſuorumque Hæredum & Succeſſorum Regum & Reginarum Scotiæ, quàm ipſius Regni & Subditorum ejus nomine ex altera parte, in forma congrua & cum Juramento ratificabitur & confirmabitur, Ratificationumque Documenta ſub Sigillis debitis expedita, primo die Maji, anni ſequenris 1551. in Oppido Antuerpienſi, Commiſſariis ad hoc ab utraque parte reſpectivè deputandis, hinc inde tradentur atque exhibebuntur, & nihilominus à die Datæ præſentium Pax certa & firma erit, licebitque Subdiris utriurque Partis agere & negotiare, quemadmodum ſi dictæ Ratificationes in præſentiarum ab utraque parte exhiberentur, debebit quoque prius Pax & Concordia ab utraque parte in omnibus principalibus Civitatibur & Locis prædictorum Regnorum & Terrarum, ubi hoc fieri conſuetum eſt, cum primùm poſſibile erit, abrque ulla fraudulenta dilatione, publicari ac promulgari, dnlo & fraude in omnibus præmiſſis penitus quoque ſeclusis atque ſemotis. In quorum omnium & ſingulorum fidem, nos prædictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Commiſſarii, nec non Sereniſſimæ Reginæ Scotiæ Legatus, nominibus quibus ſuprà, præſentes Litteras Sigillis noſtris ſigillavimus & manibus noſtris ſubſcripſimus. Datum Binchii in Hannonia anno Domini 1550. die 15. menſis Decembris.

Tenores autem Commiſſionum ſequuntur & ſunt tales.

CAROLUS Quintus, divinâ favente gratiâ, Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, & Geldriæ &c. Comes Habspurgi, Flandriæ, Artheſiæ & Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Princeps Sueviæ & Sacri Imperii Romani Marchio, Dominus Friſiæ, Salinarum, Mechliniæ,

ANNO 1550. finiæ, Civitatis Urbinm & Provincie Trajecti, eis & ultra Italam, & Groeningæ; Dominator in Asia & Africa, universis & singulis ad quos præsentes Litteræ pervenerint salutem. Notum facimus quod nos de summa prudentia & dexteritate Sereniſſimæ Dominæ Mariæ Reginæ Hungariæ, Bohemiæ &c. pro nobis in inferiore Germania Rectricis & Gubernatricis generalis, Sororis noſtræ chariſſimæ, nec non de fide, integritate & induſtria dilectorum & fidelium Conſiliariorum noſtrorum Domini Ludovici de Flandria Dominl de Praet, Equitis Ordinis aurei Velleris, & ſecundi Cubicularii noſtri &c. nec non Joannis de Sancto Mauritio Domini de Montbarrey, Præſidis rerum Status & Vigilii de Zwichem, Prætidis ſecreti Conſilii noſtri, Equitum & utrinsque Juris Doctorum plurimum confidentes; eandem abſentem tanquam præſentem ſolam, vel ſi eidem vacare non licuerit, ſuprà nominatos Conſiliarios noſtros veros, certos & indubitatos Commiſſarios & Procuratores ordinavimus, deputavimus & conſtituimus; ordinamus, deputamus & conſtituimus per præſentes: Dantes eidem Regi næ in ſolidum, ſeu aliis præ dominatis conjunctim & duobus eorum diviſim authoritatem, facultatem, poteſtatem generalem, & mandatum ſpeciale pro nobis & nomine noſtro cum Oratore, Ambaſſatore, Commiſſario ſive Procuratore Sereniſſimæ Dominæ Mariæ Reginæ Scotorum de conſenſu & authoritate Tutoris ejusdem & Gubernatoris Dominorumque Magni Conſilii Scotiæ ad hoc deputato & ſufficienrem authoritatem habenre de & ſuper vera, ſincera, firma ac perpetua Pace & Fœdere Amicitiæ & Concordiæ, perpetuis temporibus, ſeu ad vitam utriusque noſtrum ſeu minora rempora duraruris, inrer nos, Hæredes Succeſſoresque necnon Subditos, Regna & Dominia noſtra, ac dictam Reginam, ejusque Hæredes, Succeſſoresque Reges ac Reginas Scotiæ ejusdemque Subditos, Regnum, & Dominia ineundis, & celebrandis, ant ſuper renovatione, confirmatione & amplificatione Conrractus & Fœderis Pacis inter nos & Sereniſſimum quondam Jacobum Scotorum Regem, præfatæ Reginæ Genirorem, initi & confecti, tractandi & communicandi, paciscendi, conveniendi & firmiter concordandi & coneludendi, ac de & ſuper omnibus & ſingulis hujusmodi tractatis, pactis & conventis & concluſis, Litteras, Inſtrumenta & alia Documenta conficiendi & dandi, & ab altera parte petendi & recipiendi, & generaliter omnia alia & ſingula faciendi quæ ad perpetuam ſeu temporalem Pacem bonamve publicum utriusque Regnorum, Provinciarum, Patriarum & Dominiorum opportuna fuerint in prædictis circa ea neceſſaria, & quæ nobis facere liceret, ſi præmiſſis intereſſemus, etiamſi ad ea perficienda de ſui natura mandarum exigeretur magis ſpeciale; promittentes bona fide & in verbo Imperiali ac Regio id totum & quidquid dicta Sereniſſima Regina prædictive Commiſſarii noſtri in præmiſſis & circa ea duxerint faciendum ratum, gratum & firmum nos habituros, atque illa ratificaturos, nec eontta ea nllo unquam tempore facturos, vel quovis pacto venturos, ſed inviolabiliter ea obſervaturos. In cujus rei teſtimonium & fidem præſentes Litteras expediri, Sigillique noſtri appenſione juſſimus communiri. Datum Bruxellæ calendis Novembris anno 1550. Imperii noſtri Romani 31. & Regnorum noſtrorum Caſtiliæ, Legionis, utrinsque Siciliæ & cæterorum 35. *Supra plicam* per Imperatorem, VERREICREM, *& erant dictæ Litteræ ſigillatæ cum magno Sigillo Imperatoris & cera rubra.*

MARIA, Dei gratia, Regina Scotorum Univerſis & ſingulis ad quorum notitiam præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Noveritis quod nos de fide, induſtria, legalitate & prolndè circumſpectione dilecti noſtri Conſanguinei & fidelis Conſiliarii Thomæ Erskin Equitis, primogeniti Domini & familiæ ab Erskin plurimùm confidentes, ipſum noſtrum verum & indubitatum Commiſſarium & Procuratorem, Legatum & Nuntium ſpecialem, cum conſenſu & aſſenſu ac authoritate clariſſimi Conſanguinei noſtri Jacobi Comitis Aranię, Domini de Hannetoun, noſtri Tutoris & Regni Gubernatoris, ac etiam Dominorum magni noſtri Conſilii, facimus, conſtituimus & ordinamus per præſentes, danres & concedentes, cum aſſenſu & authoritate prædictis, eidem noſtram plenariam & omnimodam poteſtatem, authoritatem & mandatum ſpeciale & generale, quibuscumque diebus & locis, pro nobis & nomine noſtro, omnium ſupradictorum, cum inviciſſimo Carolo Romanorum Imperatore ſemper Auguſto, Rege Caſtiliæ, & Domino Burgundiæ &c. aut cum Excellentiſſima & Sereniſſima Principe Maria Hungariæ Regina ipſius Sorore, Flandriæ & aliarum Provinciarum & Dominiorum inferioris Germaniæ Regente & Gubernatrice, vel cum aliis quibuscumque à prædicto Cæſare ejusve Sofore Regente & Gubernatrice prædictam poteſtatem habentibus, conveniendi, & de & ſuper firma & perpetua Pace & Concordia perpetuis temporibus ſeu ad vitam utriusque noſtrum, ſeu minora rempora duraruris inter dictam Cæſaream Majeſtatem, ſuosque Succeſſores, Subditos, Regna, Provincias & Dominia; & nos ac Succeſſores noſtros, Subditos, Regna, Provincias & Dominia Scotiæ tutoris temporibus ineundis, celebrandis & capiendis aut ſuper renovatinne Contractus & Fœderis Pacis inter ſuam ipſius Cæſaream Majeſtatem & olim chariſſimum Patrem noſtrum Jacobum Scotorum Regem initi & confecti communicandi & tractandi, concordandi, paciscendi, confirmandi, ratificandi, approbandi & firmiter finiendi & coneludendi, ac de & ſuper omnibus & ſingulis conventis, tractatis, pactis & conclusis Litteras, Inſtrumenta, & alia Documenta conficiendi, dandi & recipiendi, & pro obſervatione & conſervatione omninm & ſingulorum conventorum, ſi neceſſe viſum fuerit, Juramentum in animam noſtram dictique noſtri Tutoris præſtandi, & è diverſo ut præſtetur petendi & illud recipiendi, ac omnia alia & ſingula quæ ad perpetuam ſeu temporaneam Pacem aut quæ bono publico utriusque Regni, Patriarum, Provinciarum & Dominiorum opportuna fuerint, faciendi, gerendi, exercendi & ſtatuendi; promittentes verbo Regio id rotum & quicquid dictus noſter Commiſſarius in præmiſſis dixerit faciendum, ratum, firmum & ſtabile nos habituras, inviolabiliterque obſervaturas, eriamſi ea ſint quæ mandatum exigant magis ſpeciale; in quorum omnium & ſingulorum robor & teſtimoninm magnum Sigillum noſtrum, cum conſenſu, aſſenſu & autoritate dicti noſtri Tutoris & Regni Gubernatoris præſentibus mann ſua ſubſcriptis apponi fecimus apud Edimburgum octavo die menſis Septembris, anno Domini 1550. & Regni noſtri octavo. *Subſignatum* JAMES; *& erant prædictæ Litteræ ſigillatæ Sigillo Reginæ in cera virginea.* Præſentl noſtro Tractatui ſubſcripeum fuit LOYS DE PRABT, JOAN. DE St. MAURICE, T. ERSKIN, VIGILIUS ZWICKEM, ac eorundem Dominorum Commiſſariorum Sigillis impreſſis munitum.

ANNO 1550.

Nos igitur prædictus Carolus Imperator de præmiſſis omnibus & ſingulis tractatis & concluſis plenè informati & de iisdem ſufficienter notitiam habentes, deſiderantesque ſummo animi fervore cum prædicta Sereniſſima Regina Scotorum ejusdemque Regno, Terris, Dominis & Subditis veterem renovare Amicitiam, veramque, ſinceram & perpetuam Pacem & Concordiam redintegrare, prædictum Fœdus cum omnibus Capitulis, Punctis, Clauſulis & Articulis ſuis, juxta ipſorum ſeriem & tenorem, ex certa noſtra ſcienria & libera volnntate omnibus melioribus via, modo, forma & ordine, quibus melius & validius de Jure poſſumus & debemus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata & firma præſentium tenore habemus, & perpetuam roboris firmitatem obtinere volumus, & inſuper promittimus expreſſè per præſentes ſub vinenlo & religione Juramenri per nos ſupra Sanctis Dei Evangeliis, manibus noſtris corporaliter tactis præſtiti, bona fide & in verbo Imperiali pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris omnia & ſingula in præinſertis Capitulis inſerta adimplere & inviolabiliter obſervare, & contra ipſa quovismodo, directè vel indirectè, aut quovis quæſito colore, non facere vel venire. In quorum omninm & ſingulorum prædictorum fidem & teſtimonium, præſentes noſtras Ratificationis & Confirmationis Litteras manibus noſtris propriis ſignatas & ſubſcriptas, Sigilli noſtri appenſione muniri & roborari juſſimus. Datum in Civitate noſtra Imperiali Auguſta Vindelicorum die prima menſis Aprilis, anno Domini 1551. poſt Paſcha, Imperii noſtri 32. & Regnorum noſtrorum pnta Hispaniarum & aliorum 37.

Suſcriptum erat.

Tenet præſens Copia in omnibus cum Originali remanente apud Regiſtrum ſupremi noſtri Domini Regis, copiata & collationata per me Magiſtrum Jacobum Mackall de Rankelden Nether, *Clericum Rotulorum S. D. N. Regis antedicti, ſub meis Signo & ſubſcriptione manualibus; ſignatum* JACOBUS MACKALL.

ANNO 1550.

15. Dec. L'Ecosse et les Provinces Unies.

V.

Tractaet van Vrede. eeuwige Vriendſchap tuſſchen KAREL *de* V. *Rooms Keiſer en Koning van Spagnien ter eenre, en* MARIA *Koninginne van Schotland gevolmagtigt door* JACOB *Hertogh van Caſtelberald hare Voogt en Goeverneur ter andere zyde; geſloten tot Bings* 15. *December* 1550. *en vernieuwt tuſſchen* JACOBUS *de* VI. *Koning van Schotland en de Heeren* STATEN GENERAEL *der Vereenigde Provintien; beſtaande in twee Actens; waar van d'eene Declaratie van de* STATEN *is, in welk het boven gemelde Tractaet ingeſloten is, en getekent in den Hage in Holland den* 26. *July* 1594; *Het andere een diergelyke Declaratie van den Koning van Schotland geſloten tot Edimburg den* 14. *September* 1594. [PIETER BOR, Oorſpronck, Begin, en Vervolg des Nederlandſche Oorlog. Tom. III. pag. 838.]

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlandſe Provintien, allen den genen, die deſen tegenwoordige zulle ſien, of horen lezen, Saluyt. Nadien het den Doorluchtigſten Koning Jacobus, de Seſte van dien naem, Koning van Schotland, believt heeft ons te doen aenſoeken door de Heeren William Keith, Ridder van ſijne Ordre, Raed Edelman van ſijn Kamer, en den Kapiteyn Guilliam Murray, Provoost van ſijne Stad van St. Andries, ſijne Ambaſſadeurs, om te vernieuwen alle de oude Vrundſchappen, Tractaten, Alliantien en Verbonden, hier te voren gemaekt tuſſchen de Predeceſſeurs ſijne Voorzaten, Koningen en Koninginnen van Schotland, en de Princen dezer Landen, en van wegen dezelve, en namentlijk het Tractaet van eeuwige Pays en Verbond, gemaeckt en geaccordeert in de Stad van Bings in Henegouwen, in 't jaer 1550. den 15 dagh van December, tuſſchen de Commiſſairiſen van Keyſer Karel de Vijfde, en den Ambaſſadeur van Me-Vrouwe Marie, Koninginne van Schotland, met den wille en toeſtaen van den Momboir van hare Majeſt. Gouverneur van 't Koninkrijk, en de Heeren van het Parlement, daer toe gecommitteert en geauthoriſeert; van weder-zijden beveſtigt en be-eedigt den eerſten Mey Anno 1551. Verklarende de voorſchreven Heeren Ambaſſadeurs, dat ſijn Majeſteyt te vreden was, voor hem en de Onderzaten van ſijn Koningrijk de voorſchreven Tractaten te vernieuwen, beveſtigen en onderhouden; zoo iſt, dat hy den voorſchreven Heere Koning zeer ootmoedigljik bedankende van ſijne aenbiedinge, en deſelve aenveerdende: Wy voor ons en den Inwoonderen der voorſchreven Vereenigde Provintien, hebben geapprobeert, geratificeert, beveſtigt en vernieuwt, approberen, ratificeren, beveſtigen en vernieuwen by deſen, alle de voorſchreven oude Vrundſchappen, Tractaten en Accoorden van Pays, Alliantie en Verbond, hier bevorens gemaekt tuſſchen de Predeceſſeurs en Voorſaten van ſijne voorſt. Majeſteyts Koningen en Koninginnen van Schotland, en de Princen van deze Landen, en van wegen dezelve, en namentlijk het voorſchreven Tractaet van eeuwige Pays en Verbond, gemaekt en geaccordeert in de Stad van Bings in Henegouwen, in 't jaer 1550 den 15 December, tuſſchen de Commiſſariſſen van Keyſer Karel de Vijfde en den Ambaſſadeur van

ANNO 1550.

15. Dec. L'Ecosse et les Provinces-Unies.

V.

Traité de Paix perpetuelle, d'Amitié & de bonne Intelligence, entre CHARLES V. Empereur des Romains & Roi d'Eſpagne d'une part, & MARIE Reine d'Ecoſſe authoriſée de JACOB Duc de Caſtelberald ſon Tuteur & Gouverneur d'autre part. Toutes les hoſtilités, & tous les Domages faits de part & d'autre pendant la Guerre ſont mis en oubli; On y renouvelle le Traité de Commerce & d'Amitié fait à Binch avec le Roi JAQUES en 1541. comme auſſi les anciens Privileges accordés de part & d'autre au ſujet du Commerce & de la Pêche, dont la liberté eſt expreſſément ſtipulée, avec promeſſe & obligation reciproque de chaſſer tous les Ecumeurs de Mer, Pirates, Capres, & ſemblables Gens qui troublent la Navigation, le Commerce & la Pêche. Fait à Binch le 15. Decembre 1550. *Avec* les PLEINPOUVOIRS, & la RATIFICATION de l'Empereur donnée à Augsbourg le 1. d'Avril 1551. *Comme auſſi* le RENOUVELLEMENT du même Traité entre JAQUES Roi d'Ecoſſe, & les Seigneurs ETATS GENERAUX des Provinces Unies, conſiſtant en deux Actes, dont l'un eſt une Déclaration des ETATS, dans laquelle le ſusdit Traité eſt inſeré tout entier, donnée à la Haye le 26. Juillet 1594. Et l'autre, une ſemblable Déclaration du Roi d'Ecoſſe, donnée à Edimbourg le 14. Septembre 1594. [PIERRE BOR, *Hiſtoire des Guerres des Païs-Bas. Tom. III. pag.* 838.]

LEs Etats Generaux des Provinces Unies, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verrons ou orront, Salut. Comme le Sereniſſime Roi Jaques, ſixiéme da nom, Roi d'Ecoſſe, a bien voulu nous requerir par les Sieurs Guillaume Keith Chevalier de ſon Ordre, Conſeiller & Gentilhomme de ſa Chambre, & le Capitaine Guillaume Murray, Prevôt de la Ville de S. André, ſes Ambaſſadeurs, pour renouveller les anciennes Amitié, Traitez & Alliances, ci-devant faites entre ſes Predeceſſeurs Rois & Reines d'Ecoſſe, & les Princes de ces Pays & de la part d'iceux, & principalement le Traité de Pain & Alliance perpetuelle, fait & accordé en la Ville de Binche en Hainaut en l'année 1550. *le* 15. *jour de Decembre entre les Commiſſaires de l'Empereur Charles-Quint, & l'Ambaſſadeur de Dame Marie, Reine d'Ecoſſe, avec le conſentement & volonté du Tuteur de Sa Majeſté, Gouverneur du Royaume, & les Seigneurs du Parlement à ce deputez & authoriſez, confirmé & juré de part & d'autre le premier Mai* 1551. *Declarant leſdits Sieurs Ambaſſadeurs que Sa Majeſté étoit contente de renouveller pour lui & ſes deſcendans les ſusdits Traitez & de les confirmer & obſerver; c'eſt pourquoi remerciant très-humblement le ſusdit Seigneur Roi de ſes offres & y obtemperant, nous pour nous & les Habitans des ſusdites Provinces Unies avons approuvé, ratifié, confirmé & renouvellé; approuvons, ratifions, confirmons & renouvellons par ces préſentes, toutes les ſusdites anciennes Amitié, Traité & Conventions de Paix & Alliances, faites ci-devant entre les Predeceſſeurs de ſa ſusdite Majeſté Rois & Reines d'Ecoſſe & les Princes de ces Pays, & de leur part; & particulierement le ſusdit Traité de Pain & Alliance perpetuelle fait & accordé en la Ville de Binche en Hainaut, le* 15. *Decembre de l'an* 1550. *entre les Commiſſaires de l'Empereur Charles-Quint & l'Ambaſſadeur de Dame Marie*

ANNO 1550.

van Me-Vrouwe Marie, Koninginne van Schotland, met wille en toeſtaan van den Momboir van hare Majeſteyt, Gouverneur van het Koningrijk van Schotland, en Heeren van 't Parlement, daer toe ſpecialijk gecommitteert en gesuthoriſeert van wederzijden beveſtigt en be-eedigt op den 1. May Anno 1551. Waer van den teneur van woorde tot woorde hier volgt, en is zodanig:

KAROLUS Quintus, by der gratie Godes Rooms Keyzer, altijd vermeerder des Rijks, Koning van Duytsland, Spangien, beyde Sicilien, &c. Ertz-Hertog van Ooſtenrijk, Hertog van Burgondien, Lotteringen, Braband, Luxemburg, Gelderland, &c. Grave van Habspurg, Vlaenderen, Arthoys en Burgundien, Palsgrave van Henegouwen, Holland, Zeland, Ferret, Namen en Zutphen, Prince van Swaben, Markgrave des Heyligen Roomſen Rijks, Heere van Vriesland, Salines, Mechelen, der Stad Steden en Provintie van Uytrecht, Over-Yſſel en Groeningen; Dominareut in Aſia en Africa, tot eeuwige gedachtenisſe der zake, erkennen voor ons, onſen Erfgenamen en naſaten, en doen kond eenen ygelijken by deſe tegenwoordige, dat alſo onlangs, te weten, den vijftienden dag der Maend December in 't jaer 1550. te Bins in Henegouwen tuſſchen onze Commiſſariſſen en Volmagtigen, en den Ambaſſadeur van den Doorluchtigen Princeſſe Maria, Koninginne van Schotland, met toeſtaen van den Momboir van hare Majeſteyt, Gouverneur van 't Rijk van Schotland, en van de Heeren van 't Parlament, daer toe ſpecialijk gedeputeert, een eeuwig Vrede-verbond gemaekt, en onder anderen overkomen is, dat het voorſt. Verbond in behoorlijker forme van ons, en de voorſt. Koninginne van Schotland en haren Momboir en Gouverneur, en Heeren van 't Parlament, als ook de Ridderſchap en Staten van 't Koninkrijk van Schotland, zo in haren en harer Erfgenamen, Koningen en Koninginnen van Schotland, als des Koningrijks en deſſelfs Onderdanen name, beveſtight en be-eedight, en Acte van ſulke beveſtiginge en be eedginge, onder behoorlijke zegelen ge-expedieert, den eerſten dag van Maye des jaers 1551. in onſe Stad van Antwerpen, den Commiſſariſſen daer toe van weder zijden reſpectivelijk te deputeren, gelevert en behandigt werden moet, gelijk breeder blijkt uyt de Articlen, van het voorſz. Verbond, welker Teneur van woorde tot woorde volgt, en is ſodanig:

WY LODEWYK van Vlaenderen, Heere van Praet, Ridder van d'Ordre van den Gulden Vlies, en tweede Kamerling van den onverwinnelijkſten en Machtigſten Prince en Heere, Heere Karel de Vijfde, Rooms Keyſer, Koning van Duytsland, Spangien, beyde Sicilien, Erts-Hertog van Ooſtenrijk, Hertog van Burgondien, Lotteringen, Braband, Limburg, Luitſentburg, Gelderland, &c. Grave van Habspurg, Vlaenderen, Arthoys en Burgondien; Paltsgrave van Henegouwen, Holland, Zeland, Namen en Zutphen; Prince van Swaben, en Markgraef des H. Roomſen Rijks, Heere van Vriesland, Salines, Mechelen, der Stad Steden en Provintie van Utrecht, Over-Yſſel en Groeningen; Johan van S. Maurits Heere van Montbarrey, Preſident in den Rade van Staten, en Viglius Zwichem, Preſident van den Secreten Rade van ſijne voorſt. Keyſerl. Majeſt. Ridders en Doctеurs in beyde Rechten, Commiſſariſen van ſijne voorſz. Keyſerl. Majeſt. Gedeputeerde tot 't gene beneden verhaelt ſtaet, en Thomas Erskin, Ridder, Raed en Commiſſaris, insgelijke van de Doorl. Vrouwe Maria, Koninginne van Schotland, met toeſtemminge en bewilliginge van den Doorl. Heere Jacob, Hertog van Caſtelherald, Grave van Arranсy, Heere van Hammilton, haer Momboir en Gouverneur, en van de Heeren van den Parlement van 't Koningrijk van Schotland, ſpecialijk daer toe gedeputeert, volgens de Procuratien, welkers teneuren beneden geinſereert worden. Doen kond allen en ygelijken, tegenwoordige en toekomende, dat een tijd lang ſwaren tweedracht, vyandlijkheyt en Oorloge tuſſchen den voorſt. Roomſen Keyſer, ſijne Rijken, Landen en erffelijke Heerſchappijen, ter eenre, en de voorſt. Koninginne van Schotland en den voorſt. Momboir en Gouverneur,

Marie Reine d'Ecoſſe, avec la volonté & conſentement du Tuteur de Sa Majeſté, Gouverneur du Royaume d'Ecoſſe & les Seigneurs du Parlement, à ce ſpecialement deputez & authoriſez, & confirmé & juré de part & d'autre le premier du mois de Mai 1551. dont la teneur s'enſuit de mot à mot.

CHARLES *Quint, par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguſte, Roi d'Allemagne, Eſpagne, des deux Siciles, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, Luxembourg, Gueldres, &c. Comte de Habſpurg, Flandres, Artois, & Bourgogne, Comte Palatin de Hainaut, Hollande, Zélande, Ferrette, Namur & Zutphen, Prince de Suabe, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe, Salins, Malines, des Ville & Province d'Utrecht, Overyſſel, & Groningue, Dominateur en Aſie & Afrique, à la memoire éternelle des choſes, reconnoiſſons pour nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, & faiſons ſçavoir à un chacun par ces preſentes, que nagueres, ſçavoir le quinziéme jour du mois de Decembre de l'an 1550. à Binche en Hainaut, entre nos Commiſſaires & Plenipotentiaires, & l'Ambaſſadeur de Sereniſſime Princeſſe Marie, Reine d'Ecoſſe, avec l'aprobation du Tuteur de Sa Majeſté Gouverneur du Royaume d'Ecoſſe, & les Seigneurs du Parlemens à ce ſpecialement deputez, Alliance & Traité de Paix perpetuelle a été fait; & a été convenu, entre autres choſes, que ladite Alliance par nous, & ladite Reine d'Ecoſſe & ſon Tuteur & Gouverneur, enſemble les Seigneurs du Parlement & auſſi des Nobles & Etats dudit Royaume d'Ecoſſe, tant pour elle que pour ſes Heritiers Rois & Reines d'Ecoſſe & ſes Sujets, confirmée & jurée, & l'Acte de confirmation & de Serment prêté, expedié ſous les Sceaux convenables le premier de Mai de l'an 1551. en nôtre Ville d'Anvers, dont étre mis és mains des Commiſſaires qui feront de part & d'autre deputez à cet effet, comme il paroit plus amplement par les Articles de ladite Alliance, dont la teneur s'enſuit de mot à mot, & eſt telle.*

NOUS LOUÏS *de Flandres, Seigneur de Praet, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'or, & ſecond Chambellan de très invincible & très puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles Cinquiéme, Empereur des Romains, Roi d'Allemagne, d'Eſpagne, des deux Siciles, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, Limbourg, Luxembourg, Gueldres, &c. Comte de Habſpurg, Flandres, Artois & Bourgogne, Comte Palatin de Hainaut, de Hollande, Zélande, Namur, & Zutphen, Prince de Suabe, & Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe, Salins, Malines, des Ville & Provinces d'Utrecht, Overyſſel, & Groningue, Jean de S. Maurice Seigneur de Montbarrey, Preſident au Conſeil d'Etat, & Viglius Zwichem, Préſident du Conſeil Privé de ſadite Majeſté Imperiale, Chevaliers & Docteurs en l'un & l'autre Droit, Commiſſaires de ſadite Majeſté Imperiale, & Deputez pour ce qui eſt mentionné ci-deſſous; & Thomas Erskin, Chevalier, Conſeiller & Commiſſaire ſemblablement de Sereniſſime Dame Marie, Reine d'Ecoſſe, avec aprobation & conſentement d'Illuſtre Seigneur Jacob Duc de Caſtelherald, Comte d'Arran, Seigneur d'Hamilton, ſon Tuteur & Gouverneur, & des Seigneurs du Parlement du Royaume d'Ecoſſe, ſpecialement à ce deputez, ſuivant la Procuration, dont la teneur eſt inſerée ci-après. A tous preſens & avenir ſçavoir faiſons, que pendant un long-tems y ayant eu diſſention, inimitié, & Guerre entre le ſuſdit Empereur des Romains, ſes Royaumes, Provinces & Pays Hereditaires d'une part, & la ſuſdite Reine d'Ecoſſe & le ſuſdit Tuteur & Gouver-*

ANNO 1550. neur, mitsgaders de Ridderſchap, Staten en Onderdanen van het voorſz. Koningrijk, ter andere zijde, geweeſt zijnde, en de Onderſaten van beyde zijden ſwaere ſchaden daer door geleden hebbende, en ons eyndlijk van de voorſz. Keyſerl. Majeſt. en de Doorl Koninginne van Schotland, hare Momboir en Gouverneur van 't Rijk, door interceſſie van de Doorl. en Alderchriſtel. Koning van Vrankrijk, volmagt gegeven, om te communiceren, handelen en in conferentie te treden om te accorderen, en den Vrede, eendragt en gemeene ruſte weder op te richten; wy na rijpe deliberatie, daer op gehouden, en gelet hebbende op de Brieven van de oude Verbonden en Contracten, de welke tuſſchen beyderzijds Predeceſſeurs en Voorſaten, en hare Rijken, Provintien, Volkeren en Landen, en namentlijk tuſſchen wijlen den Doorl. Jacobus, Koning van Schotland, en den Hoog-geboren en Machtigſten Prince Philippus, Hertog van Borgondien, Lotteringen, Braband, &c. in 't jaer 1448. in de Stad van Bruſſel geaccordeert, en by ſijne Heylige Keyſerl. Majeſt. en der ſelver Doorl. Vrouwe Koninginnen Vader, vernieut zijn, hebben om 't ſelve weder op te richten, beveſtigen en vermeerderen, in den naem der voorſz. Princen in de navolgende Articulen geaccordeert en bewilligt, accorderen en bewilligen by deſen.

Eerſtelijk, dat alle vyandſchappen, onceenigheden, hoſtiliteyt en Oorloge, dewelke tuſſchen de voorſz. Keyſerl. Majeſt. en ſijne Rijken, Landen en Heerſchappijen, boven in ſijne tijtel in 't lange verhaelt, en andere jegenwoordelije by hem beſeren, en der ſelver Stadhouders, Gouverneurs en Onderdanen, ter eenre, en de voornoemde Doorl. Koninginne van Schotland, haren Momboir en Gouverneur, Staten en Onderdanen van het voorſz. Koningrijke van Schotland, Landen en Heerſchappijen, ter andere zijde, tot noch toe geweeſt zijn, afgeleyd en te niet gedaen ſullen weſen, en met aller voorgaender dingen en yegelijker gepretendeerder ongelijken eeuwige vergetelheyt, voortaen t'eenemael uytgewiſcht ſullen geacht worden, ſo dat ter occaſie van dien, of om de infractie der voorgaende Verbonden, ſo dat van nu af van geen van beyden yetwes, 't welk de ſinceerheyd der vrundſchap, door het tegenwoordige Tractaet weder opgerecht, ſoude mogen queſtſen of beletten, den anderen kan of mach voorgeworpen en geallegeert worden; nochte ſullen voortaen ſy, hare Erfgenamen of Naſaten, malkanderen, of malkanderens Rijken, Landen en Onderdanen, of den genen die te deſer tijd onder hare protectie of gehoorſaemheyd ſtaen, d'Oorloge aendoen, of vyandlijk, ſelfs of door anderen, afbreuk doen, offenderen of aenvallen, en ſy ſullen ſich niet alleen ſelfs van alle vyandlijkheyd onthonden, maer ſullen ook hare magt en gehoorſaemheyd ſtaen, hun van alle geweld dwingen en doen onthouden; revocerende alle en yegelijke Commiſſien en opene Brieven, ſo van repreſalien, als alle andere, dewelke of den Ingeſetenen of Vreemdelingen gegeven en verleent zijn, om den Krijg te mogen voeren, en den Onderſaten van den anderen Prince te beſchadigen, en deſelve ganſchelijeke te nier doen; ſo dat, indien voortaen yemand onder 't pretext van dien yetwes quam te attenteren, of des anderen Ondetſaten te beſchadigen, deſelve voor Vyanden, Vrybuyters en Zee-Roovers, van beyde zijden gehouden, en als ſndanige getracteert en geſtraft ſullen worden, en behalven de criminele ſtraffen, voor al gedwongen den Onderſaten en Eyſchers de gedane ſchaden te vergoeden; en daer ſal voortaen tuſſchen de voorſz. Keyſerl. Majeſt. en Doorl. Koninginne, en beyder Erfgenamen en Naſaten, mitsgaders hare Rijken, Gouverneurs en Onderſaten, eene goede en oprechte Nabuyrſchap, en vaſte Vrede, te Lande, ter Zee en op de ſocte Wateren weſen, dewelke in de toekomende tijden eeuwiglijk duren, en onverbrekelijk onderhouden ſal worden, ſo dat de Onderſaten der voorſz. Rijken en Landen van nu af ſo te Land, als ter Zee, en op te publijke Rivieren, ſonder eenig vrygeleyde of Paspoort, generael of ſpecial, in alle de voorſz. Koninkrijken, Heerſchappyen of Lande, Steden, Kuſten, Havenen, en Reeden, geene uytgenomen, vry, vrank en ſekerlijk komen, arriveren, varen, en in deſelve, ſo lang als ſy begeeren ſullen, ſich onthouden, verblyven en converſeren, en aldaer Proviſien en leeftocht, en wat ſy meer van noden hebben en hun dienlijk is, ſonder eenig tegenſpreeken kopen en verkopen mogen; en ook uyt de voorſchreven Koningrijke, Heerſchappyen, Landen, Steden, Kuſten, Reeden, Havenen en Geweſten, en yegelijke der ſelven, ſo dikwils alſt hun goeddunken ſal, na haer eygen of andere

Gouverneur, enſemble les Nobles, Etats & Sujets de part & d'autre, ayant par là ſouffert de grands dommages, & aoas ayant enfin été donné plein-pouvoir par la ſusdite Majeſté Imperiale, & par ladite Sereniſſime Reine d'Ecoſſe, ſon Tuteur & Gouverneur du Royaume, par l'interceſſion du Sereniſſime & Trés-Chrétien Roi de France, pour communiquer, negocier & entrer en conference, afin de retablir la Paix & le repos du public; Nous après meure deliberation ſur ce tenue, & avoir conſideré les Lettres d'aaciennes Alliances & Accords faits entre les Predeceſſeurs, Royaumes, Proviaces, Peuples & Pays de part & d'unstre, & aommement entre feu Sereniſſime Jaques Roi d'Ecoſſe & le trés-Paiſſaat Prince Philippes, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, &c. en l'année 1448. en la Ville de Bruxelles, & renouvellez par ſa Sacrée Majeſté Imperiale, & par le Pere de ladite Sereniſſime Reine, aveas pour iceux retablir, confirmer & augmenter, au nom des ſusdits Princes accordé & eoaſenti les Articles ſuivans, conſenteas & accordons par ees preſentes.

Premierement, que toute inimitié, desunioa, hoſtilité qai jasques à preſeas ont été entre ſa ſusdite Majeſté Imperiale & ſes Royaumes, Pays & Seigneuries, au loag mentionnez dans ſes titres & autres par lui preſentement poſſedez, & ſes Stadtholders, Geuverneurs, & Sujets d'ane part, & la ſusdite Sereniſſime Reine d'Ecoſſe, ſon Tateur & Gouverneur, Etats & Sujets du ſusdit Royaume d'Ecoſſe, Pays & Seigneuries, d'autre; ſeront aſſoupies & miſes au néant, & que toutes les autres choſes & terts preteadus de part & d'autre ſeront mis en oubli perpetuel, de ſorte qu'à l'occaſion de ce oa à eaaſe de l'infraction des precedentes Alliances il ne pourra rien être reproché ou allégué d'une part ni d'autre qui puiſſe être contraire, & faire sort à la ſincere Amitié retablie par le preſent Traité, & ne pourront ciaprés l'un à l'autre ſe faire la Guerre, aſſaillir, ni endomager hoſtilement les Heritiers, Pays, & Sujets l'an de l'autre, & non ſeulement s'abſtiendront de toute Inimitié, mais employeront tout leur pouvoir à reprimer & s'abſtenir de toute violence; revocant toutes & chacune Commiſſioa & Lettres Patentes, tant de repreſailles qu'aasres, qui auroient été données & accordées ou aaa Sajess oa ana étrangers pour faire la Guerre, & nuire à l'ua oa l'autre Prince, & le detruire entierement, ou ſorte qu'à l'avenir ſi quelqu'an, ſens prétexte de ce, venoit à attenter quelque choſe ou faire tert aaa Sujets de l'an ou l'autre, ſeru de part & d'aatre reputé pour Ennemi, Voleur & Pirate, & puni & traité en cette qualité, & outre la peine du crime, reparera au demandeur le dommage: & ſera à l'avenir entre ſa ſusdite Majeſté Imperiale & la Sereniſſime Reine, leurs Heritiers, Deseendans, Royaumes, Gouverneurs, & Sujets une bonne & ſincere voiſinance, & Paix ferme, par Terre, par Mer & Eaux douces, qui ſeru obſervée à l'avenir invielablement à toûjours, en ſorte que les Sujets des ſusdits Royaumes & Pays pourront dès à preſent, tant par Terre que par Mer & ſur les Rivieres publiques, ſans Sauf-conduit ou Paſſeport général on ſpecial, aller & venir dans les ſusdiss Reyaumes, Seigneuries, Puys, Villes, Côtes, Havres & Rades libremeas & franchement, s'y tenir, demearer & frequenter auſſi long-tems qu'ils le deſireront, & y acheter & veadre les Proviſions, Vivres, & autres choſes dont ils aurent beſoia ſaas aucuae contradiction; comme auſſi desdits Royaumes, Seigneuries, Pays, Villes, Côtes, Rades, Havres & Comtées, retourner libremeat, toutefois & quant ils voudroas, dans

ANNO 1550.

dere Quartieren, Provintien en Landen, met hare eygene gehuyrde of geleende Schepen of Wagens, midsgaders alle en yegelijke hare Koopmanſchappen, Waren en goederen, vry en verſekert gaen, komen en wechtrecken, en na de Ordonnantien der Rijken, Landen en Plaetſen, de Tollen en Impoſten der ſelve betaelt hebbende, ſonder eenige verhinderinge haren Koophandel vryelijk drijven mogen; ſo dat geene Perſonen, Schepen, Waren, nochte goederen van dien, by de Princen van eenige van beyde zijden, haer Gouverneurs, Luytenanten, of Onderdanen, onder geenigerhande coleur, pretext, of occaſie, aengehouden, gearreſteert, of in eenigerhande wijſe beſchadigt mogen werden.

Item, tot volkomender beveſtiginge van de oude Vrundſchap, navolgende de voetſtappen der Voorvaderen, ſullen de voorſz. Keyſerl. Majeſt. en Doorl. Koninginne (gelijk in de Brieven van 't Verbond, ruſſchen wijlen den Doorl. Jacobus, Konink van Schotland, en Philippus, Hertog van Burgondien, gemaekt, breeder begrepen ſtaet) voortaen met waerachtige en oprechte lieſde en goetwilligheyt malkanderen omhelſen, en malkanderens dienſt, oirbaer en eere beneerſtigen, ondienſt, ſchade en nadeel na al haer vermogen trachten af te keeren en te beletten. En ſo wanneer het ſal komen te geſchieden, dat by de Vyanden en Wederpartyen van het een Deel, dewelke nochtans niet door Verbond of door eenen naeuwen band van Maegſchap, of verwantſchap met het andere Deel niet verbonden en zijn, den Oorloge aengevangen en aengedaen wiert, en dat Deel, het welke d'Oorloge aengedaen ſal worden, het andere Deel ſal aenſoeke, of behoorlijken doen aenſoeken, om ſich hulpe, ſecours en aſſiſtentie tegens ſijne Wederpartyen en Vyanden te doen; in dien gevalle ſal het Deel, 't welke ſo aengeſogt ſal zijn, gehouden en ſchuldig weſen het andere aenſoekende Deel, metter daet hulpe, aſſiſtentie en byſtand te doen, en ſecours, ſo van Krijgsvolk, als van Leeftocht, Schepen, Inſtrumenten, Artillery, en andere dingen tot den Oorloge behorende, in de meeſte quantiteyt, en met den beſten ſpoer, als na eyſch der ſake, en na den ſtaet en diſpoſitie der affairen van het voorſchreven aengeſochte Deel alsdan bequamelijk ſal konnen geſchieden, te ſenden.

Item, ſo een van beyde Deelen in eenige Oorloge komt te vallen, en 't ſelve daer na tot dienſt en welſtand van ſijne Landen, Heerſchappyen en Onderſaten, Pays of Beſtant met ſijne Wederpartye en Vyand ſoude willen maken, ſal den ſelven dat vry ſtaen, ſonder eenige verhinderinge van den anderen, wanneer en in ſulker voegen, alſt hem goet dunken ſal; ſo nochtans, dat hy het andere Deel onder ſijne Vrunden en Bondgenoten, volgende het voorſz. Verbond, tuſſchen den voorſz. Jacob, Koning van Schotland, en Philips, Hertog van Burgondien, gemaekt, begrijpen.

Item, ſo by de Beſoldigde, Vaſallen, of Onderdanen van het eene Deel, den anderen Deele, of ſijne Landen, Heerſchappyen, Vaſallen, Beſoldigden of Onderdanen, ſchade of afbreuk gedaen of toegevoegt wierd, in haer Perſonen of goederen, te Lande of ter Zee, in dien gevalle ſal dat Deel, waer van de ſchade gekomen ſal zijn, gehouden weſen den ſchuldigen te dwingen, dat ſy de gequetſte Partye met der daed de ſchade of overlaſt den ſelven aengedaen, repareren en reſtitueren, en dat op den voet en forme van ſeker Verdrag en Contract ruſſchen de Doorl. Vrouwe Maria, Koninginne van Hungarien, Bohemen, &c. en Gouvernante van Nederland voor ſijne Keyſerl. Majeſt. en Johan Campbel, Ambaſſadeur van wijlen den Doorl. Koning Jacobus, in 't jaer 1541. te Bins gemaekt, en daer na by den voorſz. Koning bevelligt.

Hier-en-boven ſal yegelijk der voorſz. beyde Deelen, oprechtelijk en ter goeder trouwe ſijn beſte doen, dat de Zee-Rovers, van wat Natie of geſlachte ſy ook zijn, t'eenemael uyt de Zee en Kuſten van de Rijken en Heerſchappijen beyder Deelen, uytgeroeyt, en in de Landen of Quartieren van eene van beyde de Deelen, in eeniger wijſe of maniere aengehouden werden; en ſal gehouden zijn d'Eylanden en Quartieren van ſijne Jurisdictie, Rijken en Heerſchappijen, te veyligen en beſchermen tegens de Roverſjen van alle en yegelijke Schuymers en Zee-Rovers, door dewelke de Onderdanen reſpectivelijk in hare Trafijken, Vaerten, of Viſſcherijen eenigſins ſouden mogen beſchadigt worden. En ſo eenige ſich ver-

daus leurs Quartiers ou autres Lieux, Provinces & Pays, avec leurs propres Vaiſſeaux ou Chariots, ou ceux qu'ils auroient louez ou empruntez, avec touses leurs Marchandiſes, Danrées & Effets, ayant payé, ſuivant les Ordonnances des Royaumes, Pays & Lieux, les Peages & Impôts, & pourront librement faire leur Negoce ſans aucun empêchement, en ſorte qu'aucune de leurs Perſonnes, Vaiſſeaux, Marchandiſes, ni Effets d'iceux ne pourront être retenus & arrêtez par les Princes de part ou d'autre, ou leurs Gouverneurs, Lieutenants & Sujets, ſous aucune couleur, pretexte ou occaſion que ce ſoit, ni leur être fait tort en nulle maniere. ANNO 1550.

Item, pour plus entiere confirmation de l'ancienne Amitié, ſuivant les traces de leurs Ancêtres, leſdites Majeſtez Imperiale, & Sereniſſime Reine, (comme il eſt plus amplement porté dans les Lettres d'Alliance faite entre les Sereniſſimes Roi Jaques d'Ecoſſe & Philippes Duc de Bourgogne) s'embraſſeront ci-après l'un l'autre en veritable & ſincere Amitié & bienveillance, & detourneront & empêcheront tout deſervice, tort & dommage l'un de l'autre de tout leur pouvoir. Et s'il arrivoit que l'une des Parties fût attaquée hoſtilement par un autre qui ne fut point Allié de l'autre Partie par Traité ou Parentage, & que la Partie, à qui la Guerre ſeroit faite, requît, ou fit convenablement requerir l'autre de lui donner aide, ſecours, & aſſiſtance contre ſes Adverſaires & Ennemis, en ce cas la Partie qui ſera de ce requiſe ſera obligée d'aſſiſter & deffendre la Partie requerante, tant de Gens de Guerre, que de Vivres, Vaiſſeaux, Inſtruments, Artillerie & autres choſes qui regardent la Guerre, & ce au plus grand nombre & le plus diligemment que le cas l'exigera, & ſelon l'état & diſpoſition des affaires de la ſusdite Partie requiſe, leſquels ſeront envoyés le plus convenablement que faire ſe pourra.

Item, ſi l'une des Parties vient à entrer en Guerre, & que pour le ſervice de ſes Pays, Seigneuries & Sujets elle voulut faire Paix ou Treve avec ſon adverſe Partie & Ennemi, il lui ſera libre, ſans aucun empêchement de la part de l'autre, quand & en la maniere qu'elle le voudra; de telle ſorte neanmoins, que l'autre Partie y ſera compriſe, ſuivant le ſusdit Traité, fait entre le ſusdit Jaques Roi d'Ecoſſe & Philippes Duc de Bourgogne.

Item, ſi par les Soldats, Vaſſaux ou Sujets de l'une des Parties, tort ou dommage étoit fait à l'autre ou à ſes Pays, Seigneuries, Vaſſaux, Soldats ou Sujets, ſoit en leurs Perſonnes, ſoit en leurs biens, par Mer ou par Terre, en ce cas, la Partie de qui procedera le dommage ſera tenuë de contraindre le delinquant ou coupable de reparer & reſtituer le dommage fait à la Partie leſée, & ce ſur le pié & forme de certain Contract & Accord fait à Binch entre Sereniſſime Dame Marie Reine de Hongrie, Boheme, &c. & Gouvernante des Pays-Bas pour Sa Majeſté Imperiale & Jean Campbel, Ambaſſadeur de feu le Sereniſſime Roi Jaques en l'année 1541, & enſuite confirmé par le ſusdit Roi.

Outre ce chacune des Parties ſera ſincerement & de bonne foi de ſon mieux, afin que les Capres, de quelque Nation qu'ils ſoient, ſoient entierement chaſſez des Mers & Côtes des Royaumes & Seigneuries des deux Parties, ſans être retenus aux Pays & Quartiers de l'une ou l'autre des Parties en aucune maniere, & ſeront tenuës les Iles & les Quartiers de leurs Juriſdictions de deffendre les Royaumes & Seigneuries contre tous Ecumeurs de Mer & Pirates, par leſquels les Sujets reſpectifs ſont endommagez en quelque maniere que ce ſoit, en leur Trafic, Navigation, ou Pêche. Et ſi quelqu'un eſt aſſez hardi de

ANNO 1550. verſtouten de Zee te ſchuymen, de welke niet bekent zijn eenige ſekere woon-plaetſe te hebben, maer die ſich of na onbewoonde Eylanden of na andere onbekende plaetſen retireren, waer door d'Onderſaten van een van beyde de Princen ſouden mogen komen ſchade te lijden, die ſal het eene Deel, ten verſoeke van het andere, gehouden zijn met gemeene Wapenen te vervolgen; en ſullen niet aflaten, ror dat die gevangen tijnde de verdiende ſtraffen ontfangen, of uyt der Zee gejaegt werden. En in der ſelver voegen ſal men procederen tegens de gene, die hun de hand bieden en gunſtig zijn, ſo dra eenige in de Landen van 't gebied van eene van beyde de Princen mochten gevonden worden. En aengaende het getal en qualiteyt der Schepen, waer mede die ſullen vervolcht worden, daer van ſal tuſſchen de ſelve Princen, en hare Raden daer toe gedeputeert, als den nood of occaſie der ſake ſulx vereyſchen ſal, gehandelt en geaccordeert worden. En aengaende de Viſſcherije en vrye gebruyk der Zee, ſal behoorlijk moeten onderhouden worden, 't gene by het voorſz. Tractaet Anno 1541. den 19. February te Bins tuſſchen de Doorl. Koninginne Maria en den voorſz. Ambaſſadeur van den Koning van Schotland gemaekt, beſloten en geaccordeert is.

Voorts op dat ook de klachten over de voorleeden ongelijken genoeg gedaen werde, ſal het den Onderſaten van beyde zijden vry ſtaen, en geoorloft zijn 't gene genomen is voor de verklaringe der Oorloge, in de Maend van May Anno 1545. te Antwerpen met den Ambaſſadeur van het Coningrijk van Schotland, David Paynter, geaccordeert en beſloten, by wege van Juſtitie te vervolgen; gelijk ook van 't gene 't welke na de voorſz. reſolutie tot den eerſten May Anno 1547. toe (ontrent welke tijd men weder tot de vorige vyandlijkheyd gekeert is) tegens de vrygeleyden en Atteſtatien bevonden ſal worden ontnomen te weſen. Den beſchadigde ſal tegens de voorſz. Rovers en hare nakomelingen, voor ſo vele als ſy daer genot van gehad, en te zijker door geworden zijn, voerdige Juſtitie bedient worden. Doch by aldien de voorſz. Rovers, of hare Naſaten, als boven, gecondemneert en onderſocht, bevonden worden niet machtig te zijn om te betalen, daerom ſullen nochtans de voorſz. Princen geen Brieven van Repreſailien verleenen, noch den Oorloge bevatten mogen: Maer d'Onderſaten van eenige van beyde de zijden, dewelke het kennelijk ſal weſen dat datelijk, of altoos binnen drie Maenden tijds, in kracht der Repreſailien te voren verleent, of op eenigerhande andere maniere, de ſchade, hun aengedaen, weder ingehaelt hebben, die ſullen voor deſelve geen vervolg of actie meer hebben. Inſgelijken indien bevonden word, dat na dien tijd, dat den ſtilſtant der Wapenen, volgende het rapport van Sebaſtiaen de Laubeſpine, Abt van Bas-Fontayne, Ambaſſadeur van den Alderchriſtelijkſten Koning van Vrankrijk, van den voorſz. Koning, in den name van de Doorl. Koninginne van Schotland beloft, en by de Doorl. Koninginne van Hongarcijen op den 15. Auguſti leſtleden in den name van ſijne Keyſerl. Maj. geaccepteert is, yemand van der Onderſaten des anderen Deels bevonden word beſchadigt te zijn, te ens den ſelven ſtilſtand, dat ſal ook volkomelijk van weder zijden gereparteert, en d'afgenomen goederen gereſtituert worden, en d'overtreders van de voorſz. ſtilſtant geſtraft na behoren. Item, in 't geviel ('t welke nochtans God verhoede) dat door inadvertentie, of anderlins, by de voorſz. Deelen, of by eene derſ ſve, of donr hare of harer Erfgenaemen en Naſaten, Vaſallen, Onderdanen, of Beſoldigde, yetwes hier namaels tot eenigen tijde, te Land of ter Zee, tegens den inhout van het tegenwoordige Tractaet en Verbond, aengevangen en geattenteert wiert, daer door ſal nochtans de tegenwoordige Vrede en Verbond niet gebroken weſen, nochte eenigſins te niet gedaen of gebroken te zijn geacht werden; maer zy ſal in haer kracht blijven, en men ſal om dusdanige attentaten den Oorloge niet moeten aenſeggen of aenvangen: maer deſelve attentaten en nieuwigheden, ter contrarie gedaen, ſullen de gequeſte Partye, wel, behoorlijk en veerdiglijk gereparteert en gereſtitueert worden, en niettemin het tegenwoordige Tractaet en Verbond in ſijne volle vigeur en kracht, gelijk het was eer ſodanige nieuwigheyd gedaen en gepleeght wiert, eenwiglijk blijven, en om deſelve attentaten ſullen alleenlijk geſtraft worden de Attentateurs en beſchadigers, en geene andere, ſo aen haer goederen, als aen haer lijf. Ook ſullen daerom geene Brieven van Repreſailien, nochte eenigerhande andere Mandaten, ſonder

de croiſer les Mers, ſans être connu avoir quelque ANNO
domicile certain, mais ſe retirent à quelque Iſle ou 1550.
lieux inhabitez par où les Sujets de l'un ou l'autre des Princes vinſſent à ſouffrir quelque tort, l'un, à la requiſition de l'autre, ſera obligé de le pourſuivre à armes communes, & ne ceſſeront point jusques à ce qu'étant pris il reçoive la punition qu'il aura meritée, ou jusques à ce qu'il ſoit chaſſé de la Mer. Et en la même maniere l'on procedera contre ceux qui lui prêteront la main ou l'aſſiſteront, s'il s'en trouve en l'un ou l'autre des Pays de l'obéiſſance des deux Princes. Et quant au nombre & quantité des Vaiſſeaux avec leſquels ils ſeront pourſuivis, ou en traitera & conviendra entre leſdits Princes & leurs Conſeillers à ce deputez, lors que le cas & la neceſſité le requerront. Et pour ce qui regarde la Pêche & le libre uſage de la Mer, ſera convenablement & ſincerement obſervé, ce qui eſt fait, conclu & accordé par le ſusdit Traité fait à Binch le 19. Fevrier 1541. entre la Sereniſſime Reine Marie & le ſuſdit Ambaſſadeur du Roi d'Ecoſſe.

De plus, afin que chacun ſoit ſatisfait ſur les dommages paſſez, il ſera libre aux Sujets de part & d'autre que ce qui a été pris avant la Declaration de la Guerre, accordée & conclue à Anvers avec David Painter Ambaſſadeur du Royaume d'Ecoſſe au mois de Mai de l'an 1545. ſera pourſuivi par la voye de la Juſtice. Comme auſſi ce qui ſe trouvera avoir été pris contre les Sauf-conduits & Paſſeports depuis la ſusdite reſolution jusques au premier Mai 1547 environ lequel tems on a recommencé les actes d'hoſtilité. On ſera prompte Juſtice à celui à qui il aura été fait tort, contre le Raviſſeur & ſes Succeſſeurs, pour autant qu'ils en auront profité & ſeront devenus plus riches; mais au cas que les ſusdits Raviſſeurs ou leurs Succeſſeurs ſe trouvent hors d'état de payer, les ſusdits Princes n'accorderont pourtant point pour cela des Lettres de Repreſailles, ni recommenceront la Guerre; mais les Sujets de quelqu'une des deux parts qui auront connu auſſi tôt, ou du moins dans l'eſpace de trois mois, qu'en vertu des Repreſailles auparavant accordées, ou de quelque autre maniere, le dommage à eux fait a été reparé, n'auront plus aucune action ou pourſuite. Semblablement, s'il eſt trouvé, qu'après le tems de la ſuſpenſion d'armes promiſe, ſuivant le raport de Sebaſtien de l'Aubepine, Abbé de Bus-Fontaine, Ambaſſadeur de Sa Majeſté Très-Chrêtienne de France, au nom de Sa Majeſté la Reine d'Ecoſſe, & acceptée par la Reine de Hongrie au nom de Sa Majeſté Imperiale le 15. Août dernier, quelqu'un de l'autre part a ſouffert quelque dommage contre ladite ſuſpenſion, cela ſera entierement reparé de part & d'autre, & les biens pris reſtituez, & les infracteurs de ladite ſuſpenſion punis. Item s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que par inadvertence, ou autrement, il fût attenté ou entrepris quelque choſe contraire au contenu du preſent Traité & Alliance, par les ſusdites Parties, ou par l'une d'icelles, ou par leurs Heritiers, Succeſſeurs, Vaſſaux, Sujets ou Soldats, par Mer ou par Terre, le ſusdit Traité ne ſera pas pour cela aneanti, ni tenu pour enfreint en nulle maniere, mais demeurera en ſa force, & pour tels attentats on ne declarera ni commencera la Guerre; mais ſeront leſdits attentats & nouveautez bien & convenablement reparez, & reſtituez à la Partie offencée, & neantmoins leſdits Traité & Alliance demeureront en leur force & vigueur, comme ils étoient avant telles nouveautez, & ſeront punis ceux ſeulement qui auront commis leſdits attentats en leurs biens ou Perſonnes, & non autres. On ne demandera ni decernera non plus pour ce aucune Lettre de Repreſailles ou aucun Mandement ſans

aver-

ANNO 1550. der voorgaende behoorlijke vermaninghen en verſoeken, gedeerneert, of de gene, die de ſchade niet gedaen hebben, eenighins gemoeſteert worden. En aengaende de vermaninghen en verſoecken, die ſullen geſchieden door eenen expreſſen Bode of Geſante, den welken de Prince van het Deel, 't welke pretenderen ſal verongelijkt te weſen, te dien eynde aen den anderen Prince ſenden ſal. Na de wederkomſte van welken Geſant of Bode, indien 't klaerlijk blijkt, dat 'er recht geweygert, of onbehoorlijk verachtert, of langer dan na behooren uytgeſtelt wort, Repreſalien verleent zullen mogen worden, en anders niet. Ook zo zullen de Privilegien, den Onderzaten van het Koningrijk van Schotland, by Eodowijk Hooghoffelijker Memorie Grave van Vlaenderen Anno 1359. verleent, en by Philips Hertog van Burgondien, &c. Anno 1394. beveſtigt, als ook het Accoort, tuſſchen de Gedeputeerde van den Koning van Schotland, en van Philips Hertoge van Burgondien Anno 1427 gemaekt, en by Karel Hertoge van Burgondien, des voorſz. Hertoge Philips Sone, Anno 1469 in de maend van Maert beveſtigt, mitsgaders het Contract Anno 1529 gemaekt, en Anno 1531, den 24. July by de voorſz. Keyſerlijke Majeſteyt beveſtigt, na haer forme en inhouden, in haer kracht en vigueur blijven, en valt en bundig weſen, voor zo vele nochtans, als zy eenig Articul van dit tegenwoordige Tractaet niet contrarieren. Aen d'andere zijde ook zullen den Koopluden en Onderzaten van zijne Keyſerlijk Majeſteyts Rijken, alle en yegelijke Privilegien, in de voorſz. Brieven, Accorden en Tractaten begrepen, in 't Koningrijk van Schotland gepermitteert zijn, en zullen de zelve vryelijk weder mogen genieten, gelijk d'Onderzaten van 't Koningrijk van Schotland, volgende de voorſz. Privilegien, Accorden en Contracten, in de Landen van ſijne Keyſerlijke Majeſteyt zullen moeten genieten.

Voorts van wegen ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt hebben ſijne voorſz. Commiſſariſen in dit tegenwoordige Verbond en Tractaet gereſerveert, begrepen, en ingeſloten den Doorluchtigen Koning van Romen, Hongaryen, Bohemen; Item den Alderchriſtelijkſten Koning van Vrankrijk, en den Doorluchtigen Koning van Engeland; Item den Doorluchtigen Koning van Denemarken en Noorwegen, en de Stenden van het Heylige Roomſche Rijk, in kracht van het eeuwig Verbond, 't welk zy haer Rijken, Landen en Onderdanen onder malkanderen hebben. Item, van wegen de Doorlugtige Koninginne van Schotland heeft haren voorſz. Ambaſſadeur in dit Verbond en Tractaet gereſerveert, begrepen en ingeſloten den Alderchriſtelijkſten Koning van Vrankrijk, den Doorluchtigen Roomſen Koning, mitsgaders den Doorluchtigen Koning van Engeland; Item, den Doorluchtigen Koning van Denemarken en Noorwegen, en de Stenden van het Heylige Roomſe Rijk; in kracht van het eeuwig Verbond, welk zy, haer Koningrijken, Landen en Onderzaten onderlinge hebben. Item tot volkomender bundigheyd van het voorſz. zal het tegenwoordige Tractaet by ſijn Keyſerlijke Majeſteyt voor hem en ſijne Erfgenamen en Nazaten, ter eenre, en om de minderjarigheyd van de Doorluchtige Koninginne van Schotland by haren Momboir en Gouverneur, en de Heeren van den Parlament, als ook de Kidderſchap en Staten van het Koningrijk van Schotland, zo in den name van de voorſz. Koninginne, en hare Erfgenamen en Nazaten, Koningen en Koninginne van Schotland, als van het ſelve Rijk en de Onderdanen van dien, ter andere zyde, in behoorlijker forme en met Eede geratificeert en beveſtigt worden; en de Acten van Ratificatie, onder behoorlijke zegelen geexpedieert, zullen den eerſten May van het volgende jaer 1551. in de Stad van Antwerpen de Commiſſariſen, van beyde de Deelen reſpectivelijk daer toe te deputeren, wederzijds gelevert en behandigt worden; en niet te min zal van date dezer tegenwoordige aen, den Pays vaſt en bundig weſen, en het zal den Onderzaten van beyde zijden vry ſtaen te handelen en te traficeren, als of de voorſz. Ratificatien nu datelijk van wederzijden gelevert waren. Ook zal de tegenwoordige Pays en Vrede aen beyde zijden in alle de principale Steden en plaetſen der voorſz. Koningrijken en Landen, daer zulks gewoonlijk is te geſchieden, zo haeſt als 't mogelijk zal zijn, zonder eenig argliſtig uytſtel, gepubliceert en afgekondigt worden, alle bedrog en lijtigheyd in alle het voorſz. t'eenemael verbannen en uytgeſloten zijnde. In oirconde van alle 't welke, en yegelijk van dien, wy voornoemde Keyſerlijke Majeſteyts Commiſſariſen, als ook Ambaſſadeur van den Doorluchtige Koninginne van Schotland, in de voorſz. namen deze tegenwoordige met onze

avertiſſement ou demande prealable, & ceux qui n'auront pas commis le dommage ne ſeront moleſtez en aucune maniere; Et à l'égard de l'avertiſſement, ou ſommation & demande, il ſe fera par un Sergent ou Député exprés que le Prince de la Partie qui pretendra avoir ſouffers envoyera à l'autre Prince. Après le retour duquel Meſſager ou Député, s'il paroît clairement que Droit ſoit refuſé ou injuſtement differé, & plus qu'il ne ſeroit de raiſon, on pourra accorder la Repreſaille, & non autrement. Seront auſſi confirmez les Privileges accordez aux Sujets du Royaume d'Ecoſſe par Louis Comte de Flandres de loüable memoire l'an 1359, & confirmez par Philippes Duc de Bourgogne, l'an 1394, comme auſſi l'Accord fait entre les Deputez du Roi d'Ecoſſe & de Philippes, Duc de Bourgogne, l'an 1427, & confirmé par Charles Duc de Bourgogne Fils dudit Duc Philippes l'an 1469. au mois de Mars, enſemble le Contract fait l'an 1529. & confirmé par Sa Majeſté Imperiale le vingt-quatriéme Juillet 1531, leſquels demeureront en leur force & vigueur, & ſeront fermes & ſtables, pour autant qu'ils ne ſeront point contraires à aucuns Articles du preſent Traité. D'autre côté auſſi les Marchands & Sujets des Royaumes de Sa Majeſté Imperiale jouiront derechef en Ecoſſe des Privileges coûtumes dans les ſusdites Lettres, Accords & Traités, comme les Sujets dudit Roi d'Ecoſſe en devront jouïr en vertu des mêmes Accords, & Contracts dans les Pass de Sa Majeſté Imperiale.

En outre, les Commiſſaires de Sa Majeſté Imperiale ont eu ſoin nom compris au preſent Traité & Alliance le Sereniſſime Roi des Romains, de Hongrie, Boheme; Item le Roi Trés-Chrétien de France & le Sereniſſime Roi d'Angleterre; Item le Sereniſſime Roi de Dannemarc & de Norwegue & les Cercles du Ss. Empire Romain, en vertu de l'Alliance perpetuelle qui eſt entre leurs Royaumes, Païs, & Sujets; Item le ſuſdit Ambaſſadeur de la Sereniſſime Reine d'Ecoſſe a en ſon nom compris en ce Traité le Roi Trés-Chrétien de France, le Sereniſſime Roi des Romains, enſemble le Sereniſſime Roi d'Angleterre; Item le Sereniſſime Roi de Danemarc & de Norwegue & les Cercles du Ss. Empire Romain, en vertu de l'Alliance perpetuelle, & particuliere qu'ont Elle, ſes Royaumes, Pass, & Sujets; Item pour entiere fermeté de ce que deſſus, ſera le preſent Traité ratifié & confirmé en bonne forme & par Serment, par Sa Majeſté Imperiale d'une part, pour elle & ſes Heritiers & Succeſſeurs; & à cauſe de la minorité de la Sereniſſime Reine d'Ecoſſe par ſon Tuteur & Gouverneur, & par les Seigneurs du Parlement, comme auſſi par les Nobles & les Etats du Royaume d'Ecoſſe, tant au nom de ladite Reine, & ſes Heritiers & Succeſſeurs Rois & Reines d'Ecoſſe, qu'au nom de ſes Royaume & Sujets d'autre part. Et ſeront les Actes de Ratification expediez ſous le Sceau convenable, & échangez dans la Ville d'Anvers le premier Mai de l'année ſuivante 1551. par les Commiſſaires de part & d'autre qui ſeront deputez à ces effets, & neantmoins ſera du jour & date des preſentes la Paix ferme & ſtable, & ſera permis & libre aux Sujets de part & d'autre de negocier & trafiquer comme ſi les Ratifications avoient été preſentement échangées. Et ſera le preſent Traité de Paix des deux côtés publié ſans fraude & delai és Villes & Lieux des Royaumes & Pais où on a coûtume de le faire, & ce le plûtôt qu'il ſera poſſible. En témoin de toutes leſquelles choſes & de chacune en particulier; Nous Commiſſaires de ſa ſusdite Majeſté Imperiale, & Ambaſſadeur de la Sereniſſime Reine d'Ecoſſe, au nom ſusdit avons ces

ANNO 1550.

preſentes

ANNO 1550. onze Zegelen gezegelt, en met onze handen ondertekent hebben. Gedaen te Bins in Henegouwen, in 't Jaer onſes Heeren 1550. den 15. December.

Het inhouden van de Commiſſien volgt, en is zodanig.

CARREL de Vijfde, by der Gratie Godes Rooms Keyſer, altijd Vermeerder des Rijks, &c. Allen en yegelijken die deze tegenwoordige ter handen komen zullen, Saluyt. Doen te weten, dat wy op de zeer groote voorſichtigheyd en geſchiktheyd van de Doorluchtige Princeſſe Maria, Koninginne van Hougaryen en Bohemen, voor ons Gouvernante in Nederlande, onſe ſeer lieve Suſter, als ook op de getrouwigheyd, oprechtigheyd en kloekheyd van onſe lieve bezondere Luyden van onzen Rade, Heere Lodewijk van Vlaenderen, Heer van Pract, Ridder van de Ordre van den Gulden Vlieze, en onzen tweeden Kamerling, en Johan van St. Mauritz, Heere van Montbarrey, Preſident van de zaken van Staet, en Viglius Zwichem, Preſident van den Secreten Rade, Ridders en Doctors in beyde Rechten, ten vollen vertrouwende, haer abzent als jegenwoordig alleen, of zo 't haer niet gelegen komt, de voornoemde Raden tot onze waerachtige zekere en ongetwyffelde Commiſſariſſen en Volmachtigen hebben geordonneert, gedeputeert en geſtelt, ordonneren, deputeren en ſtellen by dezen, gevende dezelve Koninginne in ſolidum, of den anderen voornoemden t'zamentlijk en twee van hun byzonderlijk generale authoriteyt, macht en vermogen, en ſpeciael bevel, voor ons en in onzen name, met den Gezant, Ambaſſadeur, Commiſſaris, of Volmachtige van de Doorluchtige Vrouwe Maria, Koninginne van Schotland, met bewilliginge en toeſtaen van haren Momboir en Gouverneur, en van de Heeren van 't Parlement van 't Koninkrijk van Schotland, daer toe gedeputeert en genoegzame volmacht hebbende, van en op eene waerachtige en oprechte vaſte en eeuwige Vrede en Verbond van vriendſchap en eenigheyd, dewelke eeuwiglijk, of ons beyder leven lang, of minderen tijd zal duuren, tuſſchen ons, onze Erfgenamen en Nazaten, mitsgaders onze Onderdanen, Rijken en Heerſchappyen, en de voorſchreven Koninginne van Schotland, en hare Erfgenamen en Nazaten, Koningen en Koninginnen van Schotland, en hare Onderzaten, Rijken en Heerſchappyen in te gaen en te celebreren, of op de vernieuwinge, beveſtiginge en vermeerderinge van het Contract en Vrede-verbond, tuſſchen ons en wylen *Jacobus* Koning van Schoeland, der voorſchreven Koninginne Vader, ingegaen en gemaekt, te handelen en communiceren, pacificeren en vergelijken, en vaſtelijk te accorderen en beſluyten, en van en op alle en yegelijke zodanige Tractaten, Verdragen en Accoorden, Brieven, Inſtrumenten en andere Acten te maken en geven, en van d'andere zyde te eyſchen en ontfangen, en generalijk alle en yegelijke andere dingen te doen, dewelke tot eene eeuwige of tijdelijke Vrede, en tot het gemeene beſte van beyde de Rijken, Provintien, Landen en Heerſchappyen dienſtig, en in het voorſchreven met den aenkleven van dien, nodig zullen zijn, en die wy zouden mogen doen, zo wy by het voorſchreven tegenwoordig waren, alwaert ſchoon dat om 't zelve te verrichten ſpeciaelder bevel vereyſcht wierd. Belovende ter goeder trouwe, en op Keyſerlijken en Koninglijken woorde, dat wy dat alles, en zo wat de voorſchreven Doorluchtige Koninginne en de voornoemde onze Commiſſariſſen in het voorſchreven met den aenkleven van dien goed vinden ſullen te doen, voor vaſt, aengenaem en bondig houden, en 't zelve ratificeren ſullen, en tegen 't zelve tot geenigen tijde doen, noch re eenigſins breken, maer onverbrekelijk 't ſelve onderhouden. In oirconde van 't welke wy deſe jegenwoordige hebben doen expedieren, en met het aenhangen van ons Zegel bekrachtigen. Gegeven tot Bruſſel den eerſten November in den jare 1550. van ons Rooms Rijk het een-en-dertigſte, en van onze Koningrijken van Caſtilien, Leons, beyde Sicilien en d'andere het vijf-en-dertigſte. *Op de plijke ſtond*, by den Keyſer. *Getekent* VENREYCHEN. *En de voorſz. Brieven waren gezegelt met het groote Zegel van den Keyſer in roden waſſe.*

MARIA by der gratie Godes Koninginne van Schotland, allen en yegelijken, tot welker kenniſſe deze tegenwoordige komen ſullen, Salut. Knnd zy dat wy op de getrouwigheyd, kloekheyd, wetenſchap in den Rechten, en voorſichtige discretie van onſen lieven Neve en Getrouwen Raed Thomas Erskin, Ridder, Oudſte geboren

preſentes ſcellé de nos Sceaux, & ſigné de nos mains, ANNO *fait a Binsh en Hainaut l'an de nôtre Seigneur* 1550. *le 15. Decembre.*

La teneur des Commiſſions s'enſuit & eſt telle.

CHARLES V. *par la grace de Dieu Roi, Empereur des Romains, toûjours Auguſte, &c. & à tous ceux entre les mains de qui ces preſentes parviendront Salut. Sçavoir faiſons que pour la très grande prudence & capacité de la Sereniſſime Princeſſe Marie, Reine de Hongrie & de Boheme nôtre Sœur, Gouvernante pour nous dans les Pais-Bas, comme auſſi pour la fidelité, ſincerité & diligence de nos amés particuliers les Gens de nôtre Conſeil le Sieur Louïs de Flandres, Sieur du Prut, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or & nôtre ſecond Chambellan, & Jean de St. Maurice Seigneur de Montbarrey, Preſident des affaires d'Etat, & Viglius Zwichem Preſident du Conſeil Privé, Chevaliers & Docteurs en l'un & l'autre Droit, à plein à eux nous confians tant en preſence qu'abſence, avons icenx Conſeillers ſuſdits ordonnés, deputés & établis nos Commiſſaires & Plenipotentiaires, les ordonnons, deputons & établiſſons par ces préſentes, donnant à ladite Reine elle ſeule, ou aux autres conjointement & deux d'iceux en particulier, autorité generale, pouvoir, puiſſance, & Mandement ſpecial de, pour nous & en nôtre nom, traitter & celebrer une Paix & Alliance d'Amitié & Union ſincere & perpetuelle, avec les Envoyé, Ambaſſadeur, Commiſſaire, & Plenipotentiaire de Sereniſſime Dame Marie Reine d'Ecoſſe, avec l'aveu & conſentement de ſon Tuteur & Gouverneur, & des Seigneurs du Parlement du Royaume d'Ecoſſe à ce Deputé & ſuffiſamment autoriſé, laquelle Paix & Alliance durera toûjours ou pendant toute notre vie ou un moindre tems entre nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, enſemble nos Sujets, Royaumes & Seigneuries, ou de renouveller, confirmer & augmenter le Contract & Alliance fait entre nous & ſon le Roi Jaques d'Ecoſſe Pere de la ſuſdite Reine, de negocier, communiquer, pacifier, accorder & fermement conclure, faire & donner d'un côté, demander & recevoir de l'autre, de tous & d'un chacun, tel Traité, Contracts, Accords, Lettres, Inſtrument, & nutres Actes, & generalement faire toutes les autres choſes qui ſeront utiles & néceſſaires pour une Paix perpetuelle ou à temps, & un plus grand avantage des Roiaumes, Provinces, Pais & Seigneuries de part & d'autre, & faire toutes les choſes qui en dependent, & comme nous les pourrions faire ſi nous y étions preſens, quand même il ſeroit pour ce beſoin d'un Mandement plus ſpecial. Promettons en bonne foi, & en parole d'Empereur & de Reine que tout ce que par leſdits Commiſſaires de nous & de ladite Sereniſſime Reine trouverons avoir été fait nous le tiendrons pour agreable, le ratifierons, & ne ferons jamais rien allencontre ni l'enfraindrons, mais au contraire l'obſerverons inviolablement. En témoin dequoi nous avons fait expedier ces preſentes & confirmer de l'apoſition de notre Sceau. Donné à Bruxelles le premier de Novembre de l'an* 1550. *de notre Regne Romain le* 31. *& de nos Royaumes de Caſtille, Leon, les deux Siciles & autres le trente-cinquiéme.* Etoit ſur le repli *par l'Empereur*, Signé VERREYKEN. Et leſdites Lettres étoient ſcellées du grand Sceau Imperial en cire rouge.

MARIE *par la grace de Dieu Reine d'Ecoſſe, à tous & un chacun à la connoiſſance de qui ces preſentes viendrons Salut. Soit notoire que nous confiant à plein en la fidelité, diligence, ſcience és Droits, & prudense discretion de nôtre cher Couſin & fidele Conſeiller Thomas Erskin, Chevalier &*

ANNO 1550. boden van de Heerlijckheyd en geslechte van Erskin, ten vollen vertrouwende, hem tot onzen gewillen ongetwijfelden Commissaris, Volmachtigen, Ambassadeur en speciallen Gezant, met believen, toestaen en bewilliginge van onzen zeer lieven Neve Jacob, Grave van Arraney, Heere van Hammilton, en Gouverneur van 't Rijck, als ook van de Heeren van onsen Parlamente, maken, stellen en ordineren by dese tegenwoordige, gevende en verleenende den selven, met believen, toestaen en bewilliginge voorschreven, volkomene en alderhande macht, authoriteyt, generael en speciael bevel, tot allen dagen en plaetsen, voor ons en in de name van ons, en alle de voorschreven, met den Onverwinnelijksten Karolus, Rooms Keyser, altijd Vermeerder des Rijks, Koning van Castilien, &c. Hertog van Burgundien, &c. ot met de Excellentste en Doorluchtigste Princesse Maria, Koninginne van Hongaryen, sijn Suster, Regente en Gouvernante van Vlaenderen, en andere Provintien en Heerschappyen van Nederland, de voorschreven volmacht hebbende in conferentie te treden, en van en op het maken, aenveerden en houden van eene vaste eeuwige Pays en eenigheyd; dewelke eeuwigh jk of onzer beyder leven lang, of minder tijds duuren zal, tusschen de voorschreven Keyserlijke Majesteyt en sijne Nasaten, Onderdanen, Provintien en Heerschappyen, en ons, en onzen Nasaten, Koningen van Schotland; en onsen Onderdanen, Koninghrijk en Heerschappyen, in toekomende tijden, en op het vernieuwen van het Contract en Vrede-Verbont, tusschen desselve sijne Keyserlijke Majesteyt en wijlen onzen zeer lieven Vader Jacobus, Koning van Schotland, ingegaen en gemackt, te commonieeren, handelen, accorderen, verdragen, beveslligen, ratificeren, approberen, en bondigtijk t'eyndigen en besluyten; en van en op alle en yegelijke Accoorden, Tractaten, Verdragen en Beloften, Brieven, Instrumenten en andere Acten te maken, passeren, geven en ontfangen, en voor d'onderhoudinge en voltreckinge van alle en yegelijke Poincten van den Accoorden, so 't hem nodig dunkt, eenen Eed van onsent wegen, en van wegen den voorschreven onzen Mombour en Gouverneur te doen, te vorderen en t'ontfangen en alle en yegelijke andere dingen, die tot den gemeenen oirbaer van beyde de Rijken, Provintien, Landen en Heerschappyen, dienstig sullen zijn, te doen, verrichten, beschicken en resolveren; belovende op Koninglijken Woorde, dat wy dat alles, en so wat onzen voornoemden Commissaris in het voor verhaelde goed vinden sal te doen, voor vast, bundig en bestendig houden, en onverbrekelijk nakomen zullen, al was het zulks, dat het speciselder bevel vereyschte. Tot bekrachtiginge en genuygenisse van alle 't welk, en elex van dien, wy ons groot Zegel, met believen, toestaen en bewilligen van den voorsz. onsen Momboir en Gouverneur van 't Rijck, op dese tegenwoordige, met sijn eygen hand ondertekent, doen stellen hebben. By Edimbourg den 8. September, in 't Jaer 1550. en van ons Rijk het achtste. *Ondersekent* JOHAN. *En waren de voorsz. Brieven gezegelt met het Zegel des Rijks in Maegden Wasse. En het tegenwoordige Tractaet was ondersekent* LOUYS DE PRAET, J. DE S. MAURITS, T. ERSKIN, VIGLIUS DE ZWICHEM. *En met der selver Heeren opgedrukte Zegelen bekrachtigt.*

Wy dan voornoemde Carolus Keyser van alle en yegelijke van het voorsz. gehandelde en beslotene ten vollen geinformeert zijnde, en van 't selve sufficiante kenisse hebbende, en begeerende met de hoogste vuyrigheyt des gemoedo, met de voorsz. Doorluchtigste Koninginne van Schotland en haer Rijk, Heerschappyen, Landen en Onderdanen, d'oude Vrandschap te vernieuwen, en eene oprechte, sincere en eeuwige Vrede en eenigheyd op te rigten, hebben het voorschreven Verbond, met alle en yegelijke Hoofd-stucken, Poincten, Clausulen en Articulen van dien, na der selver gevolg en inhouden, uyt oose sekere wetenschap, en vrye wille, in alle beste wijse, voege, forme en ordre, so wy hebben krachtigst na rechten konnen en schuldig zijn, geapprobeert, geratificeert en bevestigt, en honden het by den inhouden van desen, voor bundig, aengenaem, en van weerde, en begeeren dat het eeuwigduurige kracht en vigeur hebben.

En beloven daer-en-boven uytdrockelijk by desen, onder Verband van Eede, by ons op de Heylige Evangelien Godes, met onse Handen lichamelijken aengedaen, gedaen ter goeder Trouwen, op Keyserlijken, Woorde, voor ons, onse Erfgenamen en Nasaten, alles

& Fils aîné de l'Illustre famille d'Erskin, Pavons ANNO *créé & ordonné nôtre Commissaire indubitable, Plenipotentiaire, Ambassadeur & Député special, sous* 1550. *le bon plaisir, approbation, & consentement de nôtre très amé Cousin Jacob Comte d'Arran, Seigneur d'Hamilton & Gouverneur du Roiaume, comme aussi des Seigneurs de nôtre Parlement; lui donnant & accordant par ces presentes, sous le bon plaisir, approbation, & consentement susdits, pleia & toute sorte de pouvoir, auterité, & Mandement general & special en tous lieux & pour tous les jours, d'entrer en conference pour nous & en nôtre nom, & au nom des susnommez, avec le très-invincible Charles, Empereur des Romains toûjours Auguste, Roi de Castille &c., Duc de Bourgogne &c., & avec très excellente & Serenissime Princesse Marie Reine de Hongrie sa Sœur, Regente & Gouvernante de Flandres & autres Provinces & Seigneuries des Puis-Bas, & de faire une bonne & ferme Paix perpetuelle, qui durera perpetuellement, & pendant nôtre vie, ou moins, entre sadite Majesté Imperiale & ses Successeurs, Sujets, Provinces & Seigneuries, & nous & nos Successeurs Rois d'Ecosse, & nos Sujets, Roiaume & Seigneuries; & pour le renouvellement du Contract de Paix & Alliance d'entre sadite Majesté Imperiale & feu le Roi Jaques nôtre cher Pere, Roi d'Ecosse, de communiquer, traiter, accorder, confirmer, ratifier, aprouver & fermement finir & conclure, tous & un chacun tels Traitez, Accords, Promesses, Lettres, Instruments, les faire, passer, donner & recevoir; & pour l'entretenement de tous les Points des Accords, demander, recevoir, si bon lui semble, en nôtre nom & au nom du susdit Tuteur & Gouverneur, le Serment requis, & faire & resoudre toutes les autres choses qui seront trouvées convenir pour l'avantage commun des Roiaumes, Pays, Terres & Seigneuries des deux Parties. Promettant en parole de Reine d'avoir & tenir inviolablement pour ferme & agreable à toûjours tout ce que par nôtre dit Commissaire aura été trouvé bon de faire, quand même la chose demanderoit un pouvoir plus special. En témoin & fermeté duquel, nous, sous le bon plaisir, approbation, & consentement de nôtre susdit Tuteur & Gouverneur du Royaume, signé ces presentes de nôtre propre main & y fait apoſer nôtre grand Sceau, à Edimbourg le 8. Septembre l'an 1550, & de nôtre Regne le 8. Signé* JEAN; Et étoient lesdites Lettres scellées du Sceau du Royaume en Cire vierge; Et ce present Traité étoit signé LOUIS DE PRAET, J. DE ST. MAURICE, T. ERSKIN, VIGLIUS DE ZWICHEM, & confirmé des Sceaux desdits Sieurs.

Nous donc susdit Charles Empereur étant informé de tout ce qui est contenu & renfermé dans le present Traité, en ayant une connoissance suffisante, & desirant du plus profond de nôtre cœur de renouveller l'ancienne Amitié avec la susdite Serenissime Reine d'Ecosse, & ses Roiaume, Seigneuries, Pays & Sujets, & de faire une sincere Paix & union perpetuelle, avons icelle Alliance, avec tous & un chacun les Chefs, Points, Clauses & Articles d'icelle, selon leur faite & teneur, de nôtre certaine science & entiere volonté, en la meilleure maniere, forme & ordre que nous puissions & soyons obligé de faire, aprouvé, ratifié & confirmé, & la tenons, par ces presentes, pour ferme, agreable & de valeur, & desirons qu'elle ait une force & vertu perpetuelle.

Et promettons outre ce expressément par ces presentes, sous l'obligation du Serment fait par nous de bonne foi, par l'imposition de nos mains sur les Saints Evangiles & en Parole d'Empereur, pour nous, nos Heritiers & Successeurs, d'observer entierement &

ANNO 1550. les in dit tegenwoordige Accoord begrepen, en yeder Poinct in 't byſonder, te ſullen voltrecken en onverbrekelijk nakomen, en tegens het ſelve in geenderhande wijſe, directelijk noch indirectelijk, noch onder geenderhande geſocht pretext te ſullen doen nf komen. Tot oirkonde en getuygeniſſen van alle 't welke, en yegelijk van dien, hier voren verhaelt, wy deſen tegenwoordige onſe Brieven van Ratificatie en beveſtinga, met onſe eygen handen getekent en onderſchreven, met het aenhangen van ons Zegel doen verſterken en bekrachtigen hebben. Gegeven in onſe Keyſerlijke Stadt van Ausburg, den eerſten dag van April in 't Jaer 1551. na Paeſchen, van onſe Rijken, te weten van Spanjen en andere het ſeven-en-dertigſte. *Was alſoo onderſchreven*, CAROLUS V. ASSERZENOT. By den Keyſer en Koning, BRINE.

Belovende ter goeder trouwe die te onderhouden en na te komen, te doen onderhouden en na komen, onverbrekelijk en eeuwiglijk, na haren teneur en inhouden, ſonder daer tegens te doen in eenigerhande maniere, directelijk of indirectelijk, onder wat pretext of dek-mantel het ook zy. In oirkonde van 't welke wy de tegenwoordige hebben doen zegelen, en onderteekenen by onſen Griffier. Gegeven in den Hage in Holland in onſe Vergaderinge den 26 dag Julij in 't Jaer der gratie 1594. Geparagrapheert, HOTTINGA. *Op de plijke ſtond geſchreven*. ter ordonnantie der voorſz. Heeren Staten. *Ondertekent* C. AERSSEN. *En gezegelt met het Zegel der ſelver Staten in roden waſſe, hangende aen een ſteert van een goude ſnoer, vermengt met ſilver en roodverwige zijde.*

WY JACOB by der gratie Godes, Koning van Schotland, hebbende geſien, geleſen, en gelet op het Traetaet van eeuwige Vrede, Vrundſchap en Verbond, gemaekt, opgerecht en beſloten by de Ambaſſadeurs van de Alderhoogſte, Alder-excellenſte en Aldermachtigſte Prince van ſeer geluckiger memorie, Karel de Vijfde, by der Goddelijker gratie Rooms Keyſer, altijd Vermeerder des Rijks, &c. in qualiteyt van Heere van de Nederlanden, en Maria by der gratie Godes Koninginne van Schotland, onſe alderge-eertſte Vrouwe en Moeder, voor alsdoen geauthoriſeert met het conſent van den Hertoge van Chaſtelherault, haren Momboir, ende van den groten Rade van dit Koningrijk, voor han, hare Heeren en Naſaten, dragende date te Bins in Henegouwen den 15. dagh Decembris in 't Jaer (*a*) 1550. En vindende dat ſeer aengenaem, heylſaem en oirbaerlijk voor ons en onſen Staet, meriterende te dien aenſien oprechtelijk en onverbrekelijk van onſent wegen onderhouden en nagekomen te werden, ſonderling aen de Vereenigde Provintien der voorſt. Landen, ſo om den gemeenſamer en vryer Koophandel en Trafijke tuſſchen onſe Onderſaten, en d'Inwoonders der Steden, begrepen onder de vnorſz. Unie, als om onſe oprechte en gemeene belijdeniſſe van de waerachtige Religie, hebben ſinceerlijk en ſolemnelijk belooft, gelijk wy by deſen op Koninglijke trouwe en woord ſincerelijk en ſolemnelijk beloven, voor ons, en onſe Heeren en Naſaten, onverbrekelijk te onderhonden en nakomen, aen de voorſt. Vereenigde Provintien en andere, die ſig hier namaels met deſelve ſouden mogen vereenigen, haer Landen, Steden en Inwoonders, alle en yegelijke de Poinctẽ, Clauſulen en Artijeulen, begrepen in het voorſz. Tractaet, of in eenig ander Verdrag of Accoord, hier bevorens gemaekt en beſloten by de Ambaſſadeurs en Commiſſariſen der Princen der voorſz. Landen, tot haer vaſter Verbonteniſſe en Vrundſchap, alles met alſulker trouwe en oprechtigheyd, als of de voorſt. Verdragen en Tractaten waren opgerecht en beſloten geweeſt tuſſchen ons en de voorſz. Geunieerde Provintien in 't particulier. In oirconde deſes hebben wy de tegenwoordige onderteken met onſe eygen hand, en ons Zegel daer aen doen hangen. In onſe Stad van Edimburg den 14. dag Septembris in 't Jaer 1594. en vant ons Rijk her acht-en-twintigſte. *Onderteken* JACOB. *En gezegelt met het grote Zegel van ſijn Majeſteyt hangende aen een ſteerte van rode zyde, vermengt met gout en ſilver, in roodverwigen waſſe.*

(*a*) Lifez 1551. comme dans le Traité même. [DUM.]

inviolablement tout ce qui eſt contenu dans le preſent ANNO *Accord & un chacun des Points d'icelui, & de ne faire, ni contrevenir à icelui en quelque maniere, & ſous quelque pretexte que ce ſoit. En temoin de toutes leſquelles choſes ci-deſſus mentionnées avons ces preſentes Lettres de Confirmation & Ratification ſigné de notre propre main, & l'avons corroboré de l'appoſition de notre Scel. Donné en nôtre Ville Imperiale d'Ausbourg le premier jour d'Avril de l'an 1551. aprés Paſques, de nos Royaumes ſçavoir d'Eſpagne & autres le trente ſeptiéme.* Et étoit ſigné CHARLES V. ASSERZENOT; *Par l'Empereur & le Roi*, BRINE. 1550.

Promettant en bonne foy de l'entretenir & obſerver, faire entretenir & obſerver inviolablement & perpetuellement, ſelon ſa forme & teneur, ſans rien faire au contraire en aucune maniere, directement ou indirectement, ſous quelque pretexte & couverture que ce ſoit. En témoin dequoi nous avons ces preſentes fait ſigner & ſceller par nôtre Greffier, donné à la Haye en Hollande en nôtre Aſſemblée le 26. Juillet de l'an de grace 1594. Paraphé HOTTINGA, ſur le repli étoit écrit, *par ordonnance des ſusdits Seigneurs Etats.* Signé C. AERSSEN. Et ſcellé du Sceau desdits Etats en cire rouge, pendant en ſimple queuë d'un cordon d'or, mêlé d'argent & de ſoye teinte en rouge.

NOUS JAQUES *par la grace de Dieu Roi d'Ecoſſe ayant vû, lû & examiné le Traité de Paix perpetuelle, d'Amitié & d'Alliance, fait, conclu & arrêté par les Ambaſſadeurs des trés-Hauts, trés-Excellent & trés-Puiſſans Princes & Princeſſe d'heureuſe memoire Charles-Quint par la grace de Dieu, Empereur des Romains toûjours Auguſte &c. en qualité de Souverain des Païs-Bas, & Marie par la grace de Dieu Reine d'Ecoſſe notre trés-honorée Dame & Mere, pour alors autoriſée du conſentement du Duc de Chaſtelherault ſon Tuteur, & du grand Conſeil du Royaume, pour eux, leurs Seigneurs & Succeſſeurs, daté de Binch en Hainaut le 15. Decembre de l'an 1550, & le trouvant fort agreable, ſalutaire & profitable pour nous & notre Etat, & meritant pour cette conſideration d'être obſervé & gardé ſincerement & inviolablement de notre part ſur tout dans les Provinces Unies des ſusdits Païs, tant à cauſe du Negoce & Trafic commun entre nos Sujets, & les Habitans & Villes compris dans la ſusdite Union que pour la confeſſion commune de la veritable Religion, avons ſincerement & ſolemnellement promis, comme par ces preſentes nous promettons ſincerement & ſolemnellement en foy & parole de Reine, pour nous & nos Seigneurs & Succeſſeurs, de garder & d'obſerver inviolablement aux ſusdites Provinces-Unies & autres qui ci-aprés ſe pourroient réunir à eux, leurs Villes, Païs & Habitans, tous & un chacun les Points, Clauſes & Articles compris dans le ſusdit Traité, ou en quelque autre Accord & Convention ci-devant faits & conclus par les Ambaſſadeurs & Commiſſaires des Princes des ſusdits Païs pour leur plus ferme Alliance & Amitié, le tout avec telle fidelité & ſincerité que ſi les ſusdits Accords & Traitez avoient été faits & conclus entre nous & les ſusdites Provinces-Unies en particulier. En témoin dequoi avons ſigné ces preſentes de notre propre main, & y avons fait appoſer notre Scel. En notre Ville d'Edimbourg le 14. jour de Septembre 1594. & de notre Regne le vingt-huit. Signé* JAQUES. Et ſcellé du grand Sceau de Sa Majeſté, pendant en ſimple queuë de ſoye rouge, mêlée d'or & d'argent, en cire teinte en rouge.

VI.

ANNO 1551.

VI.

12. Febr. Kayſers CAROLI V. Beſcheid in Sachen Biſchof Georgens zu Regenſpurg wider den Cämmerer und Rath alda/ wodurch Er dieſen beſichtet mit der Lehr- und Kirchen-Ordnung nach ihrer Kayſerl. Majeſtät gegebenen Declaration ſich auf zuführen/ das Barfüſſer Cloſter dem Beſchloſſen ein zuantworten: hingegen ſolle der Biſchof einen Chriſtl. Lebens-wandel unter ſeinen Geiſtl. unterhalten und die 200. Gulden jährl. Zinß denen von Regenſpurg bezahlen. Endlichen definirt Er auch/ in welchen Fällen die von Regenſpurg ſich einiger Obrigkeit gegen die Geiſtl. zu bedienen macht haben ſollen. Geben Augſpurg den 12. Febr. 1551. [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz IV. pag. 490.]

C'eſt-à-dire,

Decret de l'Empereur CHARLES V. *entre* GEORGE *Evêque de Ratisbonne Demandeur d'une part, & le* MAGISTRAT *de* RATISBONNE. *Défendeur d'autre part: Il y eſt ordonné à ceux-ci d'obſerver ponctuellement la Déclaration de Sa Majeſté Imperiale, touchant les affaires de Religion, & de reſtituer à l'Evêque le Monaſtere des Déchauſſés; comme auſſi à l'Evêque de contenir ſes Eccleſiaſtiques dans un genre de vie conforme à leur état; & de payer à la Ville ſa Rente annuelle de* 200. *Florins. Il y eſt auſſi declaré en quels cas le Magiſtrat de Ratisbonne pourra exercer ſa Juriſdiction ſur les Eccleſiaſtiques. A Augsbourg le* 12. *Fevrier* 1551.

WIr Carl der fünffte/ von GOttes Gnaden Römiſcher Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ ꝛc. Bekennen öffentlich mit dieſem Brieff/ und thun kund allermänniglich. Als ſich zwiſchen dem Ehrwürdigen Georgen/ Biſchoffen zu Regenſpurg/ unſerm Fürſten und lieben Andächtigen/ an einem: und den Ehrſamen/ und des Reichs lieben Getreuen N. Cämmerer und Rath der Stadt Regenſpurg/ anders Theils/ von wegen Anrichtung unſerer jüngſt aufgerichteten Ordnung des Interims, der Biſchöfflichen Jurisdiction, und etlicher Geiſtlichen/ auch des Thumb-Pfarrers Zinſen und Renten/ und Reſtitution des Barfüſſer-Cloſters daſelbſt/ und anderer Beſchwerung halben/ ſo beyde Theil gegen einander zu haben vermeynen/ Spoen und Irrung erhalten/ alſo/ daß gedachter unſer Fürſt/ der Biſchoff zu Regenſpurg/ ſeine Beſchwerung und Klag in Schrifften übergeben/ welche wir demſelben zu Regenſpurg ihr Antwort darauff zu geben/ zuſtellen laſſen/ die ihren Gegenbericht und Beſchwerung in Schrifften auch fürbracht/ darauff des Biſchoffs Replica, und folgends ihr der Stadt Duplica, und ſonſt anher mehr Schrifften beyderſeits hin und wieder ankommen/ und endlich letſtlich darauff mündlich und in Schrifften beſchloſſen/ und zu Recht und Erkäntnüß geſetzt werden. Daß wir demnach auff ſolche eingebrachte Klag/ Antwort/ Replic, Duplic, und all ander mündlich und ſchrifftlich fürbringen/ nach empfangenem Bericht und ſtattlicher Erwegung der Handlung der obberührten Partheyen/ in unſerm Käyſerlichen Hof-Rath/ auff heut dato dieſen endlichen Beſcheid geben und eröffnen laſſen. Nemlich en Sachen Herrn Georgen/ Biſchoffen zu Regenſpurg/ gegen und wieder Cämmerer und Rath daſelbſt. Anfänglich/ ſo viel den Punct der Religion betrifft/ iſt der Römiſchen Käyſerl. Majeſt. unſers Allergnädigſten Herrn/ ernſtlicher Befelch und Meynung/ daß gedachte von Regenſpurg ſich nur der Lehr- und Kirchen-Ordnung/ ihrer Majeſt. hiervor gegebener/ und von ihnen angenommener Declaration ungemäß aufzurichten ſich gänzlich enthalten/ ſondern der Biſchoff als ihren Ordinarium, in Verwaltung ſeines Biſchöfflichen Amptz/ auch bey den Verträgen/ ſo hiervor zwiſchen den Theilen deßhalben aufgerichtet/ unverhindert bleiben laſſen/ und dieſelben ihres Theils feſtiglich halten und vollziehen. Ob auch jemands dem obgeſetzten allem zuwider handelt/ der ſoll keines wegs geduldet/ ſondern der Gebühr nach/ und nur Ernſt geſtraft werden. Es ſollen auch gedachte von Regenſpurg/ für gewendter Einred unverhindert/ das Barfüſſer-Cloſter daſelbſt/ ſambt allen und jeden deſſelben Ornaten/ Kleinodien/ brieflichen Urkunden Hausrath/ und ander Zugehörungen innerhalb 6. Wochen/ den nechſten nach dieſem Anſpruch/ dem Biſchoff einantworten/ der ſich der Adminiſtration und Verwaltung deſſelben/ vermög der Fundation, und Päbſtl. Hail. Conceſſion, hab zu gebrauchen. Doch ob die von Regenſpurg insgemein/ oder ſonderbahre Perſonen/ einig jus Patronatus des Orts hetten/ demſelben/ und was ihme von Rechts/ und alter gewöhnlicher Gewohnheits wegen/ anhängig/ in allweg unvergriffen. Desgleichen ſollen ſie/ für gewendter Einred unverhindert/ dem Thumb-Pfarrer und ſeinem Knaben den gewohnlichen jährlichen Zinß/ zu Belegung des Hochwürdigen Sacraments/ den Begehrenden zu reichen/ fürohm ungeweigert entrichten und bezahlen/ ſich auch des verfallenen halben ferther des jüngſten Abſchieds mit ihme vertragen/ und faſt allen und jeglichen Geiſtlichen ihr Zinß/ Zehend/ Rent und Gülten/ ſo viel deren kündlich dargethan werden mogen/ vermög deſſelben Abſchieds/ inmaßen ſich

ANNO 1551.

VII.

8. Mars. FRANCE ET SUISSE. *Privileges octroiez aux Marchands* SUISSES, *par* HENRI II. *Roi de France. Du huitiéme Mars* 1551. [FREDER. LEONARD, Tom. IV.]

HENRI par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces preſemes Lettres verront, Salut. Nos tres-chers & grands Amis, Alliez, Confederez & bons Comperes, les Seigneurs des Ligues Suiſſes, nous ont par leur Ambaſſadeur envoié devers Nous, fait remontrer, que combien qu'ils ſoieut joints & uuis avec Nous de perpetuelle Paix, Amitié & Alliance, pour le reſpect de laquelle ils ont touſjours fait demonſtration par les effets mesmes, qu'ils ne deſirent rien plus que le bien, proſperité & grandeur de noſtre Roiaume, & en cela emploier tout devoir de bons & parfaits Amis, choſe qui requiert & merite, que les aions en ſinguliere recommandation, & qu'ils ne ſoient traitez & favoriſez en noſtredit Roiaume de muindre faveur & gratuité que aucuns autres de nos Amis. Neanmoins ainſi que leurs Marchands & Sujets frequentans les Foires de Lyon, leur ont fait entendre que les Marchands de l'Empire frequentans auſſi leſdiſes Foires, ont aprés chacune Foire quluze jours francs pour tirer & enlever leur ſeule Marchandiſe, & eux n'en ont que dix; deſurte qu'en cet endroit ils ſont diverſement traitez, dont ils leur ont fait pluſieurs remontrances, & requis qu'ils voulusſent faire inſtance envers Nous, qu'en faveur & conſideration de l'entiere & parfaite Amitié qui eſt entre Nous, qu'il nous plaiſe eſtendre en leur endroit ſemblable grace, pour lequel effet ont iceux Seigneurs des Ligues envoié devers Nous, noſtre cher & bien aimé Allié, Antoine Tillier, Banderet de Berne, qui nous a dit & expoſé ce que deſſus, avec tres-humble Requeſte de la part desdits Seigneurs des Ligues, noſtre plaiſir ſoit les gratifier en cet endroit. Sçavoir faiſons, que Nous aians mis en conſideration oombien eſt grande & meritoite la bonne & ſingullere volonté que nous portent leſdits Seigneurs des Ligues, deſirant pour leur complaire en ladite Requeſte, & leur faire par eette noſtre liberalité connoître & ſentir ce que nous deſirous faire pour eux en leur faveur. Pour ces cauſes & bnnnes conſiderations à ce Nous moovans, avons de noſtre grace ſpeciale dit, declaré & ordonné, diſons, declarons & ordouuons, voulons & nous plaiſt, que les Marchands frequentans leſdites Foires de Lyon, Sujets desdits Seigneurt des Ligues, puiſſent & leur loiſene, outre lesdits dix joura dont ils jouiſſent & uſent, franchement, aprés chacuue des Foires, tirer & delivrer hors de noſtredite Ville de Lyon, durant & pendant le temps de ciuq autres joars davantage, faiſant en tout le nombre de quinze jours, toutes & chacunes les Marchandiſes, franchement & quittement, & ainſi que ſont lesdits Marchands de l'Empire, & eux ont fait par ci-devant durant lesdits dix jours, ſans pour ce paier aueunes choſes des Droits & Peages pour ce dens, dout & de tout ce qui nous pourroit écheoir, oous les avons affranchis, quittez & exemptez, affranchiſſons, quittons & exemptons d'iceux, à qnelques ſommes qu'ils ſe puiſſent monter, fait & faiſans don par ces Preſentes ſignées de noſtre main; par lesquels Annons en mandement à nos amez & feaux les Treſoriers Generaux de uos Fiuances, ſur le fait de la Juſtice de nos Aydes à Paris; Senéchal de Lyou, Conſervateur des Foires dudit Lieu, ou leurs Lieutenans, & à tous autres Juſticiers & Officiers qu'il appartiendra, que de noſtre preſente permiſſion, affranchiſſement, don & quittance, tout le contenu el-deſſus vous faſſiez, ſouffriez & laiſſez lesdits Marchands, Sujets desdits Seigneurs des Ligues, jouir & uſer plaiuement & paiſiblement, laiſſant & faiſant laiſſer tous troubles & empeſchemens au contraire, lesquels ſi faits, mis ou dounez, leur avoient eſté ou eſtoient, vous ferez reparer & remettre au premier eſtat & den: Car tel eſt noſtre plaiſir, nonobſtant que la valeur desdits Droits ne ſoient ici ſpecifiez declarez, les Ordonnances par Nous faites, & l'apport de nos deniers au Louvre, quelconques & autres Ordonnances & Reſtrictions, Mandemens & Deffenſes à ce contraires. Nous avons de noſtre grace, pleine puiſſance & autorité Roiale, dérogé & derogeons par ces preſentes & à icelles fait mettre & appoſer noſtre Scel. Donné & remis le huitiéme Mars 1551. & de noſtre Regne le cinquiéme. *Signé*, HENRI, Par le Roi, DE L'AUBESPINE.

ANNO 1551.

Les ſuſdits Privileges ont eſté confirmez par le Roi CHARLES IX. *à Fontainebleau le premier jour d'Aouſt* 1571. *par le Roi* HENRI III. *à Paris le cinquiéme Decembre* 1582. *& par le Roi* HENRI IV. *à Paris au mois de Mai* 1594.

VIII.

18. Mars. Churfürſt Friedrichs von Pfaltz und derer übrigen Herren Pfaltzgrafen bey Rhein weltlichen Standes Erneurung der zwiſchen Ihnen den 11. February 1545. aufgerichteten Union beſchehen/ zu Erhaltung ordentlicher Succeſſion der Chur- und löblichen Pfaltz-Churfürſtlichen Hauſſes. Dat. Heydelberg auf Mittwochs nach dem Sonntag Judica den 18. Martii 1551. [Electa Juris Publici Curioſa Continuat. pag 353. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz I pag. 658. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre FREDERIC *Electeur Palatin, & les autres Palatins du Rhyn, pour le renouvellement de l'*Union *conclue entr'eux le* 11. *Fevrier* 1545. *& par laquelle il avoit été pourvû au maintien de la Succeſſion à l'Electorat, dans la Maiſon Electorale Palatine. A Heidelberg le Mecredi après le Dimanche* Judica, 18. *Mars* 1551.

VOn GOttes Gnaden Wir Friederich Pfaltzgraffe bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ des H. Röm. Reichs Ertztruchſäß und Churfürſt; Otto Heinrich/ Pfaltzgraff in Ober- und Nieder-Bayern; Johanns Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog zu Bayern/ und Graff zu Spanheim; Wolffgang/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayern und Graff zu Spanheim/ Bolldentz/ von unſer ſelbſt und des Hochgebohrnen Fürſten/ unſers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns/ Herrn Georg Hannſen/ Pfaltzgraffens/ bey Rhein und Hertzogs in Bayern wegen/ Friederich/ Pfaltz-Graff bey Rhein/ und Hertzog in Bayern/ und Georgr Pfaltz-Graff bey Rhein und Hertzog in Bayern/ Gebrüder und Vetter/ als dieſer Zeit im leben weſende weltliche vom Hauß der Pfaltzgrafſchafft am Rhein gebohrne Fürſten/ bekennen und thun kund offenbar mit dieſer Schrifft/ für uns und unſer aller Erben/ als uns verſchienen 1545ſten Jahr aus mercklichen Bewegnüſſen und dapffern erheblichen Urſachen verſehen unſer Pfaltzgraff Friedrichen/ Churfürſten/ Hertzog Ottheinrichen von unſer ſelbſt/ und weiland des Hochgebohrnen Fürſten/ unſers geliebten Bruders Hertzog Philipſen ſeliger Gedächtnüß wegen/ Hertzog Wolffgangen/ Hertzog Johannſen und Hertzog Wolffgangs/ von unſer ſelbs und unſers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns Hertzog Georg Hanſen wegen/ für uns und unſer aller Erben ein freundliche Vereinigung und Verſtändnüß aufgericht worden/ inmaſſen: von Gottes Gnaden/ Wir Friederich/ Pfaltz-Graff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Truchſäß und Churfürſt/ ꝛc. und endes ſich: Geben auf Mittwoch nach Apollonie, den 11. Februar. Anno 1545. dahin ſtreckende/ wie daß löblich Chur-Hauß der Pfaltzgrf/ ſo unverdächtlicher Jahren von weiland unſern Vor-Eltern Pfaltz-Graffen an dem Rhein/ je von einem auf den andern ordentlicher weis bis auf uns Pfaltz-Graff Friedrich Churfürſten continuirt/ geerbt und gekommen/ als denen es Rechtes/ der Billigkeit/ Natur/ auch vermög guldener Bull/ und anderer Käyſerl. Satzungen wegen gebühret hatzu friedlichem Aufnehmen erhalten und regiert worden iſt/ alſo fürbaßhin nicht weniger gehandhabt/ in alten löblichen herbringen bey dieſem unſern Stammen und linie der Pfaltz-Graffen am Rhein veſtiglich unverrucket behalten/ fürnehmlich auch weiland des allerdurchläuchtigſten Fürſten/ Käyſer Sigmunds milder Gedächtnüß/ löblichen Erkäntnüß/ Satzungen und Decreten/ ſo Ihr. Majeſtät ſampt den Heiligen Reichs Churfürſten darüber gethan/ unter andern vermögende/ wie die Chur/ Stimm/ Würdigkeit und Macht einen Römiſchen König zu künfftigen Käyſer zu erwehlen/ und das Ertztruchſäſſen-Ampt mit allen ihren Herrſchafften/ Landen/ Leuthen/ Freyheiten/ und Zugehörungen in ewig Zeit bey dieſer unſer Linie der Pfaltz-Graffen an dem Rhein/ und unſern nächſten Erben nach Väterlicher Linie von erblicher und Väterlicher Nachfolg/ aus Ordnung der Geburt bleiben und behalten werden/ daß auch die Chur/

ANNO 1551.

Chur / das Ertz-truchſäſſen-Ampt und das Fürſtenthumb der Pfaltz-Grafſchafft an dem Rhein und zu Bayern / ſo bisher durch die Pfaltz-Graven / Churfürſten / innghabt und beſeſſen / nunmehro von einander geſchieden werden / noch eines ohne das ander ſeyn ſoll / noch mag / ꝛc. ꝛc. in Ewigkeit von uns und unſern Erben beſtändlich nachgeſetzt / ohne allen Mangel und Verruckung vollzogen werden ſolle: Wie wir uns dann deſſelben nach vermöge ehe im 45. Jahr aufgerichter Vergleichung und Verſtändnüß erblich / würcklich zuſammen verbunden / und des mehr vereint haben / daß wir bey dem Allerdurchlauchtigſten / Großmächtigſten Fürſten / Herrn Carl den Fünfften / Römiſchen Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / Unſerm allergnädigſten Herrn / ꝛc. um Confirmation ſolcher alten Decret, Satz- und Ordnungen der Chur / des Ertz-Truchſeſſen Ambts / und der Pfalzgrafſchafft halb bey Rhein / ꝛc. ꝛc. anſuchen / auch deſſelben bey des Heil. Reichs Churfürſten mit Bewilligung auswürcken / darzu wir Hertzog Johanns / Graff zu Spanheim und Hertzog Wolffgang / Graff zu Veldentz / auf den Fall / daß der Allmächtig gnädiglich verhüten wolle / wo unſere freundliche liebe Vettern / Pfaltzgraff Friderich Churfürſt / Hertzog Otthenrich / Hertzog Philipps / und Hertzog Wolffgang / mit Tod / ohne eheliche mannliche Leibs-Erben verführen / wir alsdann / denen es unter uns gebühret / aus natürlicher Blut-Sipſchafft / als nechſte / rechte / wahre Ihrer Liebden Erben zu unſerer Erb-gerechtigkeit / der Chur / des Ertz-Truchſeſſen-Ambts / und der Pfaltz-Graffſchafft am Rhein und zu Bayern / unverſchrieblich / und unverhindenlich kommen möchten / alsbald bey hochermelter Käyſerlicher Majeſtät und Belehnung der Chur zu unſern Rechten anlangen ſolten und möchten / wie unſere freundliche liebe Vettern / der Pfaltzgraff Churfürſt / Hertzog Otthenrich und Hertzog Wolffgang uns daſſelbige freundlich bewilliget / doch ihrer aller Liebd. und deren ehelichen mannlichen Leibs-Erben an ihren Erbſchafften / Succeſſion / Herbringen / Rechten und Gerechtigkeiten in alle Weg unvergreiflich und unnachtheilig: daß auch ietzgemeldten unſern lieben Vettern / den Hertzogen gleiche Empfangnüß zu Ihrer Liebd. Gelegenheit vorſtehen ſolte. Wie dann ſolches alles in obberührter unſerer freundlichen Vereinigung weiter und klärlich ausgetruckt iſt: So nun aber ſeither der Hochgebohrne Fürſt / unſer freundlicher lieber Vetter und Bruder / Herr Philips Pfaltzgraffe bey Rhein / Hertzog in Nieder- und Ober-Bayern / ohne eheliche Leibs-Manns-Erben aus dieſem Jammerthal verſcheiden / des Ihd. Seele der Allmächtige mit Gnaden pflegen wolle: Welches Liebd. in vermeldter unſerer Vergleichung mit eingezogen und verbunden geweſt / dann / obwohl etlicher maſſen / in dieſen Sachen Handlungen fürgenommen und gepflogen / dieſelben doch zu ſolchem End noch nicht vollführt / daß der Kayſerl. Majeſtät Confirmation über die Chur / das Chur-Fürſtenthumb der Pfaltz-grafſchafft / und derſelben anhangenden Dignitäten / Freyheiten / Rechte und Gerechtigkeit / noch angeregte Belehnung / ſamt der Churfürſten Conſens erlangt worden; Sa haben demnach wir alle uns freundlich von Nothwendigkeit dieſer Sachen ferner unterredt / erinnert / und darauf aus trefflichem Bedencken / auch vernünfftigen guten Urſachen nut zeitigem Fürtrath bewogen / zu unſer / aller unſer Fürſtenthumb / Land und Leuth / Ehr und Aufnehmen / fürnehmlich zu Erhaltung ordentl. Succeſſion der Chur / und Löblichs des Pfaltz Churfürſtliches Hauß / daß wir auch bey Kayſerlichen / und des Heiligen Reichs Land-Frieden deſto ſicherer bleiben mögen / für uns und unſer aller Erben / die vorgemelte unſere im 45. Jahr aufgerichte Vergleichung und Vereinigung / die der gulden Bull / Kayſerlichen Decret und Satzungen / dieſer der Pfaltz Chur und Succeſſion halb gemäß geſtellt / ietzo unter und zwiſchen uns allen wiederumb zu verneuern / dieſelbig zu erklären / zu erneuern / und darauf uns für uns und unſer aller Erben ferner erblich / ewiglich und unverſchendlich zuſammen zu verbinden und zu vereinen / wir verneuen und declariren auch demnach vorhabende freundliche Verſtändnüß / verbinden / vereinen und verpflichten uns darauf zuſammen / für uns und unſer aller Erben / wolerblich / erblich / unverſchendlich / und unwiderruflich / in- und mit Crafft dieſer Schrifft / nachfolgender maſſen und geſtalt / nehmlich und dieweil nicht allein die guldin Bulla / ſo von weiland hochlöblichſter Gedächtnüß Kayſer Carl dem vierdten / als eine ewige Conſtitution in dem Heiligen Römiſchen Reich mit trefflichem Fürtrath aller Churfürſten / auch anderer des H. Reichs-Fürſten und Ständ / aufgerichtet und geordnet worden / Mährer in ſich begreifft / wie die Erbſchafft und Succeſſion der Weltlichen Churfürſten aus Bäyeriſcher Linie und Nachfolg erblich und ewiglich nachemander erfolge / gehalten und gehandhabt werden ſolle / fürnemblich auch einen Pfaltzgrafen bey Rhein / der zur Recht / und von Erb-Gerechtigkeit wegen das Churfürſtenthumb der Pfaltz-Grafſchafft bey Rhein / deſſelben Zugehörungen / Land / Mannſchafften / und das Truchſeſſen-Ambt beſitzt und innen hat / einen wahren rechten Churfürſten und Vicarien des Heiligen Reichs declarirt, ſondern durch hochbemeldten Kayſer Carl den vierdten / als ein König zu Böheim / des Heil. Römiſchen Reichs Erbſchenckern und Mit-Churfürſten / ſambt allen andern Geiſt- und Weltlichen des Heiligen Reichs-Churfürſten zu Nürnberg / einmütiglich ein rechtlich Decret über der Pfaltzen Stimm / Macht und Würdigkeit der Chur / dero Landſchafft / Grafſchafft / und das Ertz-Truchſeſſen Ambt / wem dieſelben von Recht gebühren / und daß ſie zu ewigen Zeiten unverſcheidenlich bey einander ſtehen und bleiben / nimmermehr von einander geſondert werden ſollen noch mögen / daß auch keiner

zu einigem derſelben einige Anſprach gewinnen noch haben / er ſpreche dann die andere auch an / und erwinde ſie / wie recht ſeye: und dann folgend durch weyland hochlöblicher milder Gedächtnüß Kayſer Sigismunden über ſolch der Pfaltz-Graffſchafft bey Rhein erblich und ewig habende Chur / das Ertz-Truchſeſſen-Ampt / dero Landſchafften / Mannſchafften / Vicariat und andere zugeeignete anhangende Würdigkeit / Recht und Gerechtigkeit / unter beſonderlicher Ihrer Majeſtät gulden Bulla / Kayſerl. Decret, Conſtitution, Satzung und Ordnung / wie obermelt / noch weitere Fürſehung beſchehen iſt / wie es in ewige Zeit mit Erbſchafft und Succeſſion derſelben / ſo bey dieſem unſerm Stammen und Linie der Pfaltzgraffen an dem Rhein weiland Pfaltzgraff Rudolphen Churfürſten / des Kayſer Ludwigs Bruder / und der Aelteſte geweſt) und folgends König Ruprechten / ꝛc. löblicher ſeeliger Gedächtnüß herkommen als lang aus Gnaden des Allmächtigen derſelbig Stamm weſende iſt / bleiben / ꝛc. ohne alle Zerrüttung oder Widerſprechen gehalten werden ſolle.

ANNO 1554.

Dieweil auch ſonderlich jetzo regierende Kayſerliche Majeſtät Carolus der Fünffte unſer allergnädigſter Herr / zu Einreitung Ihrer Majeſtät löblichen Regierung im Heiligen Reich / alle Churfürſten / alten Herkommen gemäß / löblich / mildiglich verſehen / vertröſtet / ihnen zugeſagt / verſprochen / und des beſondere Ihrer Majeſtät hochbewehrte Verſchreibung gegeben hat / ſie ſammt und beſonder auch ihre Nachkommen und Erben / als Churfürſten und Fürnembſte des Heil. Reichs Glieder bey ihr jedes habenden und hergebrachten Ehren / Würden / Landen / Leuten / Rechten / Freyheiten und Gerechtigkeiten zu behalten / zu handhaben / und zu ſchirmen / welche zeitgemeine Fürſehung alle von hochermelten Kayſern hochbedächtlich verordnet / und treflich verpönt ſeynd worden / demnach demſelben gebührlichs Benügen und Vollzuhung zuthun: Auf daß auch unſerthald noch von unſern Erben nimmermehr davon abgewichen / oder einige ungebührliche Neuerung eingeführt möge werden / ſo haben wir obgemeler Chur- und Fürſten die Pfaltzgraffen / Gebrüder und Vettern / ſammtlich und ſonderlich / für uns und unſer aller Erben / auch von unſers Hertzog Wolffgangs Geaſens zu Veldens jungen Vetteen und Pfleg-Sohns ehbemelts wegen / einander bey unſern Chur- und Fürſtlichen Würden / Ehren / guten Treuen und dem Wort der Wahrheit gerebt / zugeſagt / und mit Handgebenden Treuen an eines rechten leiblichen geſchwornen Eydsſtatt je einer dem andern wohlbedächtlich angelobt und verſprochen / thun das auch mit Krafft dieſer Schrifft / daß wir für uns ſelbſten / alle unſere Erben und Nachkommen dieſer unſer ſammtlichen Linie der Pfaltzgraffen am Rhein / ſo von ſeeliger und hochlöblicher Gedächtnüß / Pfaltzgraff Rudolfen / folgends König Ruprechten ꝛc. Unſeren Vorelteren Herkommen / als lang die durch Verſehung des Allmächtigen in dieſer Welt lebend und weſend bleiben / ſolche Chur / ſampt dem Churfürſtenthumb der Pfaltzgrafſchafft bey Rhein und zu Bayern / deſſelben zugehörige anhangende Land- und Mannſchafften / dem Ertz-Truchſäſſen-Ant / Vicariat, und andern ihren zugehörigen Rechten / Dignitaten / Freyheiten und Gerechtigkeiten / wie das alles von weil. Pfaltzgraff Friderichen Churfürſten continuirt und gerbt iſt / alſo ſammtlich unverſchieden / unzertheilt bey einander auf dieſer unſer Linie / nach vermög vielangezogener gulden Bullen / Kayſer- und Fürſtlichen / Decreten / Satzungen / und Ordnungen ordentl. Succeſſion nach / allweg uf unſere nechſt gebürtere Eben / wie ſichs nacheinander gebühren wird / zu fallen / zu erben / poſſidiren und zu regieren / ohnzertrennet / in ewige Zeit bey uns haben und behalten ſollen und wollen / auch dieſelben noch etwas daraus auf niemand anders / dann dem und deſſelben Eben es unter uns nach Schickung des Allmächtigen von Erbs-Gerechtigkeit wegen / vermög obberührter guldener Bull / Satzung und Ordnungen / eignet / kommen / wenden / fallen / oder anerwachſen laſſen / in keinen wegen nach weiß / wie das immer Schein oder Urſach haben könt / ſolt / oder möcht / alſo lang und viel ein einiger Pfaltzgraff aus dieſer unſerer Linie lebend und weſend vorhanden ſeyn würdet / alles bey ausgetruckten nahnhafften Pönen und Straffen / ſo die Kayſ. Bullen bey Privirung und Verwürckung aller Regalien und Lehen / und ſonſt ernſtlich darauf ſetzen / wo einiger oder mehr aus uns oder unſer aller Erben / über kurtz oder lang hierwider thaten / handelten / fürnehmen oder bewilligten / in was Schein und Geſtalt das beſtehen / ſo dieſem zugegen Abbruch gereichen möchte / daß der oder dieſelbe in ſolche der Privation und andere einverleibte Pön / wie an ihne billich / würcklich gefallen ſeyn / die ihnen erfolgen / auch zur Erbſchafft und Gerechtigkeiten an der Chur dem Churfürſtenthumb und andern anhangenden Dignitäten / deren ſie ſich dadurch geunwürdiget und entgliedet / nicht mehr fähig ſeyn / noch zugelaſſen werden / ſondern uf uns andere / denen ſie vermög obgemelter Käyſerlicher gegebener Satzung und Ordnung gebühren mögen / unwiderſprechlich wachſen und fallen / und ſollen nicht deſtoweniger dieſelben ihre ungebührliche Handlungen / Bewilligung und Contract / jetzo alsdann / und alsdenn als jetzo / gänzlichen von unwürden / krafftlaß / unabündig / auch uns andern an unſerer Succeſſion, Rechten und Gerechtigkeiten in allweg unnachtheilig ſeyn / wie ſie dann in Krafft gulditer Bullen / und Käyſerlicher Conſtitution, was derſelben zugegen fürgenommen und gehandelt wird / an ihme ſelbſt nichtig und caſſirt ſeyn ſollen und müſſen.

ANNO 1551. Wir ſollen und wollen auch ſampt unſer aller Erben zu ewiger Handhab und ewiger Beſtandigkeit des alles / ſo vorgemeldet iſt / ſonderlichen damit wir von andern / wer die ſeyen / deſtoweniger zu Verachtung der guldenen Bull und Käyſerlicher Satzungen / daran verhindert / oder darwider bedrangt werden mögen alles unſer Vermögen / Guets und Bluts / Brüderlich / Vetterlich / freundlich und getreulich zuſammen ſetzen / und einander nicht verlaſſen / darzu nachmahls guten Fleiß fürwenden / was darüber Confirmation und Inveſtitura / Kraft hochgedachter unſerer 45ſten Jahrs gethaner Vergleichung weiter vonnöthen ſeyn ſollen und mögen / dieſelben zu unſer jedes Rechten und Gebühr auch zu erlangen / derſelben einander berichtlich und fürderſam erſtehen. Gelübdes alles und jedes / wie obbeſchrieben / von uns und unſer aller Erben / zu ewige Zeit angenehm / ſtet / veſt und unverbrüchlich zu halten / veſtiglich und treulich zu vollziehen / darwider nimmermehr zu handeln / zu thun / oder furzunehmen / noch zu beſchehen verhengen / geſtatten oder verſchaffen / gerechten und verſprechen wir bey obberührten unſern an waares Eydsſtatt / fürſtlich und aufrecht gethanen Handgelübden: Wir verzeihen und begeben uns auch alles und jedes / daß hierwieder von jemand / wer der ſey / jemahls gehandelt / tractirt und fürgenommen wäre / oder noch fürgenommen werden möchte / darzu aller Einreden und Auszug Geiſt- und Weltlicher / gegenwärtiger und künfftiger / mit- und auſſerhalb Rechtens / Behelff / Ausflig oder Einred / auch aller Abſolution, Dispenſation, in integrum Reſtitution, und dergleichen Mittel / wie die immer Schein und Namen haben / oder von wem die hergelangen und erdacht / ſo den Käyſerlichen guldenen Bullen / Conſtitution, Decreten / Ordnungen und dieſer unſer Vereinigung zum Abbruch oder zu wider ſeyn / und verſtanden werden möchten / uns derſelben ſelbſt / noch unſer Erben mit nichten anzunehmen / zu erlangen / fürzuwenden / noch zu gebrauchen / in keinen Weg / alles getreulich ſonder Gefährd und Argliſt.

Es ſollen auch unſer Hertzog Wolffgangs junger Vetter und Pfleg-Sohn / Hertzog Georg Hanß / und künfftige unſer aller Erben dieſer unſer ſammtlichen Einte / ſo ſie ihre vollkommene Jahr erreichen / und Weltliche Fürſten bleiben / verbunden ſeyn / auff der andern Zeit im Leben weſenden Pfaltz-Grafen an dem Rhein / freundliches Erſuchen / dieſe Unſer Fürſtl. Vergleichung mit gleichmäſſigem Hand-Gelübd und briefflichen Urkunden unter ihren Inſiglen zu bethätigen / zu ratificiren und zu bekräfftigen / ob ſie derſelben auch theilhafftig und mitgenuſſig ſeyn wollen. Des zu beſſen wahren Urkund ſo haben wir Pfaltz-Graf Friederich / Churfürſt Hertzog Otheinrich / Hertzog Wolffgang / Hertzog Johanns / Hertzog Wolffgang von unſers und beſonders unſers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns Hertzog Georgen Hanſſen wegen / Hertzog Friedrich und Hertzog Georg / unſer jeder dieſe Einigung / Vertrags-Schrifft / deren fünff gleich lauts verfertigt ſeyn / mit unſern eignen Händen unterſchrieben / darzu mit unſern Inſiglen bekräfftiget; und wir Pfaltz-Graff Friedrich / Churfürſt / den einen / Wir Hertzog Ott Heinrich den ander / Wir Hertzog Wolffgang den dritten / Wir Hertzog Johanns von Unſer und unſerer Söhn wegen / den vierten / und Wir Hertzog Wolffgang von unſer und unſers jungen Vetern und Pfleg-Sohns wegen / den fünfften zu Handen und Verwahrung empfangen. Datum Heydelberg auff Mittwochs nach dem Sonntag Judica den 28. Tag Martii, Anno 1551.

Friedrich / Pfaltz-Graf / Churfürſt / mpp.
Ott Heinrich / Pfaltz-Graff / mpp.
Wolffgang Pfaltz-Graff / mpp.
Johanns / Pfaltz-Graff / mpp.
Wolffgang / Pfaltz-Graff / und Graff zu Veldentz / mpp.
Friedrich Pfaltz-Graff / mpp.
Hertzog Georg / Pfaltz-Graff / mpp.

IX.

27. Mai. *Traité entre* HENRI II *Roi de France, &* OCTAVE FARNESE *Duc de Parme, par lequel* OCTAVE *s'engage au ſervice de* HENRI *avec ſon Fils, ſes Freres, ſes Places, & ſes Biens. Fait & paſſé par devant Notaires à Amboiſe le 27. Mai 1551.* [Pièce tirée du Vol. XCVII. des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 157.]

FUrent préſent & perſonnellement eſtablis Meſſeigneurs Charles Cardinal de Lorraine Duc de Gulſe Pair de France, Anne Seigneur & Baron de Moutmoreney Conneſtable & Grand Maiſtre, & Jacques Dalbon Sieur de St. André Marchal de France, au nom & comme Procureurs generaux & ſpeciaux du Roy ttes-Chreſtieu, Henry ſecoud noſtre ſouverain Seigneur, ſuffiſammenr fondés de Lettres de Procuration & Pouvoir de Sa Majeſté qui ſeront cy-apres inſerées, d'une part. Et le Seigneut Horatio Farneze Chevalier de l'Ordre de ſaditte Majeſté au nom & comme Procureur auſſi ſuffiſamment & ſpecialement fondé, quand au cas qui s'offre de preſeut, du Seigneur Octave Farneze Duc de Parme & de Plaiſance ſon Frere, ainſi qu'il appert par des Lettres de Procuratiou pareillement interées de mot a mot à la fin des preſentes, leſquels Seigneurs Procureurs ſusnommés d'une part & d'autre ont, par devant Nous Notaires & Secretaires du Roy & de la Maiſon & Couronne de France ſoubſignez, reſpectivement conſeſſé avoir fait, paſſé, tranſigé convenu & accordé le Traitré, Accord, Capitulations & Conventions qui s'enſuivent ſelon les offres qui par cy-devant ont eſté faites au Roy de la part duditt Octave liberalement & de ſou bon gré.

ANNO 1551.

1. C'eſt a ſcavoir de ſervir Sa Majeſté, perpetuellement avec ſa perſonne, biens & Eſtat, Fils & Freres, les Reverendiſſimes Cardinaux Farneze & St. Ange, & ledit Duc Horatio, desquels il ſe fait & porte fort & ce contre quelque perſonne que ce ſoit, excepté le St Siege & en ſigne de ce arborer la Banniere de France eu ſes Villes & Places, Lieux, endroits de ſa Dominatiou, & s'il ſe preſente occaſion que le Roy vouluſt que luy ou l'un ou l'autre de ſesdits Freres vint de part deça devers Sa Majeſté, ils y vienderont a ſon ſimple mandement.

2. Que venant a mourir leditt Duc Octavio avant que ſon Fils qui eſt en vie ſoit en age, les Ville & Chaſteaux de Parme, & autres Places & Forteresſes du ſusdit Eſtat ſeront contignées par ceux qui en auront & ont à preſeut la garde premierement es mains du Cardinal Farneze, apres du Cardinal Sr. Ange, & pour le dernier du Duc Horatio, afin qu'elles ne ſoint ſoubz la Juriſtiction de la Mere eſtant Fille de l'Empereur & qu'il n'en puiſſe diſpoſer a ſou plaiſir; & ſera envoyé au Roy le double duement collationé, ratifié dans deux mois prochins venans de la promeſſe ou Acte de Serment qua ſur ce ont & ſeront avec cet Accord & Capitulation.

3. Les Cappitaines & autres Gens de la garde desditres Villes, Chaſteaux & Forteresſes, & encores leditt cas advenaut du treſpas duditt Due Octave, celuy es mains duquel ſe fera la conſignatiou des ſusdittes Places ſera & baillera incontinent apres icelle faiſtte ſemblable promeſſe & obligatiou a Sa Majeſté que preſeutement leditt Duc luy faitt quant a ce poinct.

4. Qu'iceluy Duc n'acceptera jamais Traité ny Accord de l'Empereur, encor qu'il luy vouluſt reſtituer Plaiſance, ſans premierement le faire entendre au Roy & avoir ſur ce ſon conſentement, auquel Empereur il renvoiera le Collier de ſon Ordre qu'il luy avoit cy devant baillié.

5. Que voulant par cy-apres Sa Majeſté faire & dreſſer quelque levée ou aſſemblée de ſes forces en Italie pour quelque occaſion ou entrepriſe qui le pourroit a ce mouvoir, & que pour cet effect il vueillie s'aider & accommoder de laditte Ville de Parme & desdittes Places & Forteresſes qui en dépendent, ſes Gens pourront y entrer fortz & ſoibles comme es autres Places de ſon obeiſſance pour eſtre aydez & ſecouruz de ce qu'ils auront affaire.

6. Les quelles offres & promeſſes telles que deſſus leditt Sr. Horatio, pour & au nom de ſon Frere le Duc Octavio, a dereches faittes, promiſes & accordées, faitt & accorde au Roy devant nous, es Perſonnes desditz Seigneurs Cardinal de Lorraine & Due de Guiſe, de Monrmoreucy, & de St. André, Conneſtable & Marchal de France, Procureurs de ladite Majeſté, qui au dit nom les ont acceptées & reeues, acceptent & receivent, & en ce faiſant ont pour ledit Seigneur retenu & retiennent ledit Due Octave au ſervice de Sa Majeſté, & ſous les conditions deſſus declarées promis & accordé, promettent & accordent, au nom que dit eſt, qu'iceluy Duc Octave, avee la Ville & ſon Eſtat de Parme, & ſes legitimes ſucceſſeurs ſeront & demeurent doresnavant en la protection & garde duditt Seigneur Roy, pour par luy les deffendre, garder & mainrenir envers & contre tous, ſans aucun excepter, & que pour ladite garde & conſervation desdittes Ville & Eſtat de Parme avec les Places fortes qui en dependent, Sadita Majeſté entretiendra & ſoldoyera le nombre de 1500. Hommes de pied, & 200. Chevaux legers qu'il fera paier par chacun mois de leur ſolde. Et advenent l'occaſion d'un ſiege en laditte Ville de Parme par une armée en force notable, laditte garde s'accroiſtra & augmentera de quelque nouvelles Bandes qui ſeront miſes ſus, pour faire une force ſuffiſante pour ladite conſervation & deffence dudit Parme & des Places dudit Eſtat qui ſe pourront garder, & ſeront

las

ANNO 1551. les Cappitaines de telles Bandes nouvelles nommés, & mis par le Roy telz qui les voudra choisir, voullant & accordant Sa Majesté que Paul Vitel Lieuteneut dudit Duc Octave soit Sur-Intendent General, & commande ausdittes Bandes, tant de Gens de pied que de Cheval durant le temps qu'ils seront a Parme & au Parmesan, & aura du Roy, par chacun mois, 100. écus d'Etat, tous les quels Gens de pieds & Chevaux-legers avec leurs Cappitaines feront le Serment, & jureront selon la forme qui en a esté pour ce baillée audit Duc Horace au nom que dessus, de bien & legitimement servir le Roy envers & contre tous, sans aucune exception, sous ledit Duc & soubz la charge de leurs Cappitaines particuliers, & dudit Paul Vitel Sur-Intendant General sur lesdittes Bandes pour la protection d'iceluy Duc Octave Farneze, & les legitimes Successeurs, seureté, deffence & conservation de ses Villes, Chasteaus, & Estat de Parme ou de la Place en laquelle les Bandes qui seront ledit Serment seront establies pour y tenir Garnison, le tout & ainsy qu'il leur aura esté commandé de par Sadite Majesté sans prejudice de la fidelité qu'iceluy Duc doibt au St. Pere, & au St. Siege comme son Fondateur.

7. Et pour ayder audit Sr. Duc Octave a supporter, & entretenir la despence qu'il est, & sera contraint de faire, il aura par maniere de Pension la Somme de.... escus par an qui luy seront payés sur ses simples quitances. Et la où le Cardinal Farneze son Frere vlendroit a perdre aucun de ses Benefices sus pretexte & a l'occasion d'estre intervenu en ce present Traité & Accord, le Roy sera tenu l'en recompenser. Aussi ne sera par Sadite Majesté fait aucun Accord n'y Appointement de nouveau avec l'Empereur, que ledit Duc Octave avec son dit Estat n'y soit pareillement compris.

8. Et d'autant que lesdits Bandes de Gens de pied & de Chevaux-legers, selon & ainsi que dit est cy dessus, doivent estre payés & soldoyés par le Roy, Sa Majesté deputera un Gentilhomme des siens pour Commissaire avec un Controolleur de ses Guerres pour assister & estre présent à faire les montres en la maniere accoustumée tant desdits Gens de pied que de Cheval, afin de voir si le nombre desdittes Bandes sera complet sous leurs Enseignes, en quel estat ils se trouveront, expedier leurs Rolles & acquiter lesdittes montres, & faire observer les Ordonnances de Saditte Majesté.

Toutes lesquelles choses cy-dessus declarées avec ce qui en depend lesdits Seigneurs Procureurs ont pour & au nom de leursdits Constituans & en vertu de leursdits Pouvoirs & Procurations, promis & accordé respectivement l'un a l'autre, avec les obligations, & submissions en tel cas requises, entretenir, garder & observer inviolablement & le tout faire ratifier & agréer par lesdits Seigneurs Constituans, & chacun d'eux endroits soy sous leurs Seings & Seelz, en la meilleure & plus vallable forme que faire se pourra dedans le terme susdit de deus mois prochainement venans, & en tesmoing de ce tel ont signé de leurs mains ces presentes lesquelles par nous reçeues nous avons a leur requeste pareillement signées & approuvées avec les susdites promesses & obligations & submissions que de droict & raison, ils ont respectivement peu & deub faire l'un a l'autre es noms & qualités que dessus. Fait a Amboise le 27. May 1551.

Teneur de la Commission donnée par le Roy Tres-Chrestien.

HENRI, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceux, qui ces presentes Lettres verront Salut; Comme nostre cher & aimé Cousin le Duc de Parme, le Sr. Octave Farneze, nous eust cy-devant prié, & bien humblement requis, & eossent de sa part ci-devant esté faites aucunes offres, pour entrer en nostre service avec sa personne, & Estat, Fils & Freres, en le retenans & prenans en nostre protection, & garde aux qualités & conditions a plain contenues és Articles, qui nous auroient esté sur ce presentés de la part dudict Duc Octave, Farnese par nostre amé, & feal Cousin le Duc de Castre, les Sr. Horace Farneze, Chevalier de nostre Ordre, son Frere, & le Sr. Houvinio son Deputé, lesquels Articles, apres quelques differens & difficultés sur ce faittes d'une part & d'autre, Nous aurons acceptés & eus pour agreables, par quoy est b soin commettre de nostre part aucuns de nos speciaus Ministres, pour avec ledit Sr. Horace, Procureur special suffisamment fondé en cette part da nostredit Cousin le Duc Octave son Frere, ainsy qu'il nous a fait apparoir, convenir, traicter & accorder ce qui est a faire, negocier & passer entre nous, Scavoir faisons que pour la parfaite & entiere confiance, que nous avons des Personnes de nos chers & amés Cousins Charles Cardinal de Lorraine, François de Lorraine Duc de Guise, Anne Seigneur & Baron de Montmorency, Connestable & Grand Maistre, & Jacques d'Albon Seigneur de St. André, Marechal de France, ausquels Nous nous remettons de la principale administration de nos plus grands & importants Affaires, iceux avons par ces presentes faitz, nommés, ordonnés, constitués, & establis, faisons, nommons, ordonnons, constituons, & establissons, nos Procureurs generaux & certains Messagers speciaus, pour & en nôtre Nom accorder, traicter & passer, avec ledit Sr. Duc Horace, au nom & comme Procureur de sondit Frere le Duc Octave, le contenu dessusdits Articles, portant les Convantions & Capitulations d'entre nous, & sur ce faite les promesses, submissions & renonciations en tel cas requises & pertinentes pour l'observation, & entretenement de nostre part des choses, qui seront accordées, traictées & passées entre eux, selon lesdits Articles, Promettons en bonne foy & Parole de Roy, & soubz l'obligation & hypotecque de tous & chacuns nos biens, presens, & a venir, ensemble de nos Successeurs, & ayans cause, avoir agreable, ferme & stable & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, tout ce que par nos Procureurs ci-dessus aura esté fait, accordé, traicté & passé en ce Negoce, les circonstances & dependences comme si present en personne y estions, ... que le cas requist mandement plus special qu'il n'est exprimé par les presentes, car tel est nostre plaisir; en tesmoing de ce avons signé ces presentes de nostre main, & a icelles fait mettre nostre Seel. Donné a Amboise, le 28. jour d'Avril, l'an de grace mil cinq cent cinquante un, & de nostre Regne le cinquieme. *Ainsi signé* HENRY *& sur le Repli*, Par le Roy DUTHIER *Scellé cire jaulne a double queue; & audessus desdites Lettres*, lesdits Srs. susnommés ont escrit leurs noms, CHARLES Cardinal de Lorraine, FRANÇOIS DE LORRAINE, ANNE DE MONTMORENCY, JACQUES DALBON, *& encor au dessous desdits Seings est escript, ce qui s'ensuit.* Et nous Notaires & Secretaires du Roy de la Maison & Couronne de France, qui es choses susdittes sommes intervenus, avons, a la requeste desdits Seigneurs, Procureurs, stipulans comme dessus, signé ces presentes de nos Seings manuels, le 27. jour d'Avril, l'an 1551. le Roy estant en son Chateau d'Amboise. *Ainsi signé* DUTHIER, & CLAUSSES *& scelé de cire rouge aux Armoiries du Sr.* HORATIO FARNESE.

ANNO 1551.

X.

Traité de Confédération entre HENRI II. *Roi de France &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre, pour le Mariage dudit Roi Edouard avec Madame* ELISABET *de France. A Angers le 19. Juillet* 1551. [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 477.]

19. Juill. FRANCE ET ANGLETERRE.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentes Literæ pervenerint. Nos Guillelmus Marchio de Northampton, Comes Essexiæ, Dominus de Par, Illustrissimi Ordinis Jarterii Miles, Magnus Camerarius Angliæ, & Nobilium Pensionariorum Capitaneus Generalis; Thomas, Episcopus Lienfis; Joannes Masonus, Miles, Serenissimi Angliæ Regis in Lingua Gallicana Secretarius, & ad Christianissimum Regem Orator sive Ambassiator; Philippus Hobby, Miles, præfati Serenissimi Regis à cubiculis & Munitionum bellicarum Præfectus generalis; Guillelmus Pietering, Miles, præfati Regis item à cubiculis; Thomas Smith, Miles præpositus; & Joannes Olivier, Legum Doctor, præfato Serenissimo Regi in Cancellaria sua & Libellis supplicatoriis Consiliarius; Oratores motui & Commissarii ejusdem Serenissimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis, & ad infra scripta sufficienter & legitimè deputati & autorisati, Salutem. Postquam depositis armis, & hostilitate remota, per Dei optimi maximi favorem & gratiam, inter dictum Serenissimum Angliæ, & Christianissimum Franciæ Reges, reconciliatis animis, vetus Ille, & à parentibus suis Regibus felicissimæ memoriæ

ANNO 1551. moriæ dictiſſimè conſervatus, & ab illis ad ſe transmiſſus amor, & amicitia mutua redintegrata fuit, de nulla alia re priùs ac putius deliberandum Princeps uterque ceuſuit, quàm quibus modis hic amor & amicitia mutua, ſive affectus fraternus, non ſolùm in perpetuam ſtabilitatem conſervari, verùm quo modo augeri etiam, atque adeò in dies magis ac magis adolescere in perfectiſſimum, quantum humanarum rerum natura patitur, neceſſitudinis ſtatum queat. In qua deliberatione dum verſantur, non ſuis vehementibus affectibus ſatis indulſiſſe ſibi ſunt viſi, quantumcumque magnis alioqui ſe proſecuti fuerint officiis amicitiæ, niſi & eo fuerint inſuper vinculo copulati, quod à Deo ſummo parente in Paradiſo inſtitutum, omnium humanorum vinculorum fortiſſimum firmiſſimumque habetur, quod non animos tantùm amore, verum etiam corpora conſanguinitate conjungit, ſanguinem ſanguini copulat, & cognationis propagine neceſſitudinem contractam per multas ætates & ſecula firmiſſimè transmittit. Hæc eſt enim natura ſacroſanctî & divinitus inſtituti Matrimonii, quod ſi mox locum habere potuiſſet, & affinitas optata, ſine ulla dilatione, iniri conſeiique quiviſſet, nihil utrique Principi fuiſſet antiquius, nihil opratius, ut ſtatim univerſo Orbi ſuret teſtatum, quam inſuscaré ac verè Rea uterque alterius amicitiam complectatur, quàmque cupiant ardenter ambo eamdem eſſe æteruam, & per vincula nuptiarum Indiſſolubiliter copulatam. Sed quoniam iſtud nunc ætatis ratiu fieri non patitur, quod unum eſt proximumque, quod hoc tempore fieri poteſt, de Matrimoniu contrahendo, cum primùm tempus ætasque permittet, inter præfatum Sereniſſimum Angliæ Regem, & Illuſtriſſimam Dominam Eliſabetam, prædicti Chriſtianiſſimi Regis Filiam natu majorem, communicandum duxerunt. Nos igitur præfati Sereniſſimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis Conſiliarii, Oratores, Procuratores, & Commiſſarii ſufficienter autoriſati, & Matrimoniu prædicto contrahendo cum Illuſtribus, præclaris, ac Nobilibus Viris, Carolo, miſeratione divinâ titulî S. Eccleſiæ Romanæ Presbytero Cardinali de Lotaringia, Archiepiscopo, & Duce Rhemenſi, primo Pari Franciæ; Odeto, Sancti Adriani Diacono Cardinale de Chaſtillion, Epiſcopo & Comite Bellovacenſi, Pari Franciæ; Anna Duce Montmorenci, Pari, Coneſtabulario, & Magno Magiſtro Franciæ, inſignis Ordinis Sancti Michaelis Equite; Joanne de la Chesnaie, Milite, Domino d'Evry, Generali Financiarum; in ſanctiori & ſacratiori Conſilio Chriſtianiſſimi Francorum Regis Conſiliariis, Oratoribus, Procuratoribus, & Commiſſariis ejusdem Chriſtianiſſimi Regis ad infra ſcripta ſufficienter & legitimè deputatis & autoriſatis, convenimus, concordavimus, & concluſimus, atque autoritate Commiſſionum noſtrarum, quarum tenores inferiùs inſeruntur, convenimus, concordamus, & cuneludimus articulatim, prout ſequitur.

Imprimis convecotum, concordatum, atque concluſum eſt, inter Oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus ſupra, & præfati Oratores, Commiſſarii, & Procuratores dicti Sereniſſimi Regis Angliæ, nomine, autoritate, conſenſu, & aſſenſu prædicto, promiſerunt, & per præſentes promittuut, quòd Sereuiſſimus Rex per Oratorem, vel Oratores, Commiſſarium vel Commiſſarios, Procuratorem vel Procuratores, ſuum vel ſuos, ad hoc ſufficienter autoriſatum vel autoriſatos, conſtituturn vel conſtitutos, infra unum menſem, poſtquam illuſtriſſima Domina Eliſabera ætatem duodecim annorum compleverit, proximè ſequentem, ad præfatam Principem Dominam Eliſabetam in Regnum Franciæ miſſum, vel miſſos, coram duobus Notariis, vel Teſtibus ad hoc ſpecialiter vocatis & rogatis, cum eadem Domina Eliſabeta Matrimonium, per verba de præſenti ad hoc apta, realiter contrahet & cum effectu.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, inter Oratores prædictos nominibus & autoritatibus quibus ſupra, & præfati Oratores dicti Francorum Regis promiſerunt, & per præſentes promittunt, quòd præfatus Chriſtianiſſimus Rex faciet, & curabit quòd præfata Sereuiſſima Princeps Domina Eliſabeta, ſimili modo tunc & ibidem, coram Notariis & Teſtibus prædictis, cum præfato Sereniſſimo Rege Angliæ, ejusve Oratore vel Oratoribus, Commiſſario vel Commiſſariis, ſen Procuratore vel Procuratoribus, ad hoc ſufficienter, ut præfertur, autoriſato vel autoriſatis, & conſtituto vel conſtitutis ad eam ſimiliter, ut ſupra dictum eſt, miſſo vel miſſis, Matrimonium, per verba de præſenti ad hoc apta, realiter contrahet, & cum effectu.

Item. Conventum, concordatum, & concluſum eſt inter Oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus ſupra, & præfati Oratores Regis Angliæ per præſentes promittunt, quòd ſi præfato Francorum Regi placuerit aliquo tempore, poſtquam præfata Domina Eliſabeta duodecimum ætatis ſuæ annum impleverit, & poſt tranſitum unum menſem, ſupra dicto duodecimo anno explero, immediatè ſequentem, ad eumdem Regem Angliæ mittere Oratorem ſeu Oratores, Commiſſarium ſeu Commiſſarios, Procuratorem vel Procuratores, per præfatam Dominam Eliſabetam ad Matrimonium, ut præfertur, inter eosdem Regem Angliæ & Dominam Eliſabetam contrahendum, ſufficienter autoriſatum vel autoriſatos, tunc præfatus Rex Angliæ, curam Notariis & Teſtibus ad hoc vocatis & rogatis, cum eodem Commiſſario vel Commiſſariis, Oratore vel Oratoribus, Procuratore vel Procuratoribus, ad eum, ſicut præfertur, miſſo vel miſſis, ſufficienter ad hue, ut præfertur, autoriſato vel autoriſatis, Matrimonium per verba ad hoc apta realiter contrahet, & cum effectu.

ANNO 1551.

Item. Conventum etiam & cuncordatum eſt inter Oratores prædictus, nominibus & autoritatibus quibus ſupra, & prædicti Oratores Francorum Regis promiſerunt, & per præſentes promiteunt, quòd idem Rex, Hæredesve & Succeſſores ſui, ſuis ſumptibus & expenſis transmittet & traducet, transmitti & transduci faciet, transmittent & traducent, transmitti & transduci facient, præfatam Duminam Eliſabetam Filiam ſuam Chriſtianiſſimam, taliter tamque honorificè, ut decet talem tantamque Priucipem transmitti ſive traduci, infra duos aut tres ad ſummum menſes, ad prædictum Contractum Matrimonialem, poſt præfatæ Principis Dominæ Eliſabetæ duodecimum ætatis ſuæ annum expletum, per verba de præſenti, ut præfertur, contractum, proxime & immediate ſequentes, usque ad & in Oppidum de Grenewich, vel aliquod Oppidum in Anglia magis commodum, intra decem milliaria à prædicto Oppido, prout dicto Regi Angliæ, intra quinque vel ſex dies, aut quàm citiùs fieri poterit, poſt dictam traductionem in prædictum Oppidum factam, proximè & immediatè ſequentes, cum præfata Domina Eliſabeta palam, publicè, & ſolemniter in facie Eccleſiæ, Matrimonium contrahet & ſolemniſabit. Volunt tamen, conculudunt, & conceduut Oratores Partium prædictarum, quod præfata Dumina Eliſabeta, poſt prædictam traductionem, continuò erit & manebit in cuilodia Commiſſariorum præfati Francorum Regis, donec & quousque ſupradictum Matrimonium inter dictum Angliæ Regem, & ipſam Duminam Eliſabetam, fuerit in facie Eccleſiæ debitè celebratum & ſolemniſatum.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd dictus Franciæ Rex, Hæredes & Succeſſores ſui, prædicto Matrimonio Illuſtriſſimæ Eliſabetæ ante dictæ cum dicto Sereniſſimo Angliæ Rege, ut præfertur, habito & contracto, nomine Dotis, & pro Dote dictæ Illuſtriſſimæ Dominæ Eliſabetæ, dabit & ſolvet, darive & ſolvi faciet dicto Regi Angliæ, ejusdemve Deputato ſive Deputaris, ſummam duceuturum millium Coronarum boni auri, juſti ponderis, moderni valoris, terminis, modis, & formis ſequentibus, videlicet primam medietatem, in die ſolemniſationis Matrimonii, & ante dictam ſolemniſationem; & aliam medietatem, infra annum ex tunc proximè ſequentem, pro cujus partis ſolutione certiore, prædictus Chriſtianiſſimus Rex, eodem tempore, & ante prædictam ſolemniſationem, Literas ſuas obligatorias in ea forma, qua Obligationes de pœna quinquaginta millium Coronarum auri in hoc præſenti Tractatu comprehenſa fieri debent, factas, præfato Regi Angliæ, vel ejus Deputato, tradet aut tradi faciet & curabit.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd præfatus Angliæ Rex, per Literas Patentes manu ſua ſubſcriptas, & magno Sigillo ſuo ſigillaras, ac in debita Juris forma conceptas, dabit, concedet, conſtituet, & aſſignabit præfatæ Dominæ Eliſabetæ talem & tantum Douarium ſeu Donationem propter Nuptias, qualem & quantum aliqua Regina Angliæ ſolebat habere, & præſertim talem & tantum qualem præclariſſima Domina celebris memoriæ Catharina, Filia Fernandi Regis Caſtellæ, aut aliqua Regina Angliæ, nuper Uxor feliciſſimæ memoriæ Regis Henrici octavi, tempore vitæ ſuæ habuit, tenuit & poſſedit, videlicet annuatim decem millia Marcarum, ſive viginti millia Nobilium Angliæ Monetæ, uno quoque Nobili viginti groſſos Monetæ Angliæ valente, in Terris, Territoriis, & Dominiis, & de eodem Douario ſive Donatione

ANNO 1551. ne propter Nuptias ipſius, ſecundùm Leges, Statuta, & Conſuetudines Regni Angliæ, adeò ſecuram reddet & aſſecurabit, ſicut præfata Domina Catharina, ſeu aliqua Regina Angliæ, de Douario ſive Donatione propter Nuptias aſſecurata fuerit, aut aſſecurari debuerit. Quod quidem Douarium, ſive Donationem, præfata Illuſtriſſima Principeſs Domina Eliſabeta tenebit & poſſidebit, eisdemque & eorum ſingulis gaudebit & utetur ad utiliratem ſuam propriam, in modum Douarii ſive Donationis propter Nuptias, quamdiu vixerit in humanis, ſam liberè, ampliè, & ſecurè, quàm dicta Domina Catharina, aut dicta alia nuper Regina Angliæ, unquam tenuit, habuit & poſſedit; licebitque præfatæ Dominæ Eliſabetæ, caſu quo ſupra dictum Angliæ Regem ſupervixerit, liberè, tutè & ſecurè iutra Regnum Angliæ manere, ac inde in Regnum Franciæ, aut alium locum quemcumque, cum jocalibus, auro, & argento, & omni ſupellectili ſua, & Servitorum, Familiarium & Officiariorum, & aliis ſuis rebus quibuscumque, ſecurè, tutè & liberè venire, & ibi, quamdiu voluerit, moram trahere, & illine in Regnum Angliæ trahere & redire quoties & quando eidem Dominæ Eliſabetæ placuerit, abſque tunc Regis Angliæ, aut alterius, cujuscumque ſtatus, gradus, aut conditionis exiſtat, contradictione, moleſtatione, vel impedimento quocumque. Quas quidem Patentes & aſſecurationem in debita & ſufficienti Juris forma factas & expeditas præfatus Angliæ Rex, die & loco ſolemniſationis Matrimonii prædicti, ante tamen eamdem ſolemniſationem, Commiſſario dicti Francorum Regis tunc præſenti, eidem Regi Francorum, ejusve Hæredibus & Succeſſoribus tradendas, ad uſum & utiliratem dictæ Dominæ Eliſabetæ, tradet & liberabit, tradive ſeu liberari faciet. Proviſo ſemper quidem quòd Minutæ & verum Exemplum dictarum Literarum Patentium per 16. dies ante traductionem dictæ Dominæ Eliſabetæ proximè procedentes mittantur ad præfatum Francorum Regem, & ejus Conſilium, ad effectum quòd matura deliberatione videantur, luſpiciantur, & examinentur, an bene & ſufficienter concipiantur in commodum & utilitatem dictæ Dominæ Eliſabetæ.

Item. Conventum eſt, quòd præfata Domina Eliſabeta non ſolùm Dotem, Douarium, ſive Donationem propter Nuptias eidem Dominæ Eliſabetæ per dictum Sereniſſimum Regem, ut præfertur, aſſignatum, datum, conceſſum, & aſſecuratum tenebit, luetabitur, & poſſidebit tanquam bona ſua propria, caſu quo præfatum Angliæ Regem ſupervixerit, durante vita ſua naturali, verum etiam habebit, lucrabitur, & poſſidebit omnia & ſingula alia jocalia, ſupellectilem omnem, res, & bona alia quæcumque, quæ Reginæ Angliæ poſt obitum Regum Maritorum ſuorum habere, lucrari, & poſſidere conſueverunt & debuerunt, & eisdem omnibus & ſingulis quietè & liberè utetur & gaudebit, ſive ex illo Matrimonio proles fuerit ſuscitata, ſive non, ubicumque locorum, ut præfertur, moram traxerit, ſive habuaverit.

Item. Caſu quòd dictus Sereniſſimus Rex Angliæ ſupervixerit eamdem Illuſtriſſimam Dominam Eliſabetam, ſuſceptis ex ea Liberis, vel non ſuſceptis, tunc & in eo caſu dictus Sereniſſimus Rex, Dotem, Douarium, ſeu Donationem propter Nuptias unà cum omnibus Bonis mobilibus ejusdem Dominæ Eliſabetæ conſequetur, habebit, & lucrabitur, in quantum & eo modo quo ſullium eſt fieri ſecundum Conſuetudinem Regni, & maximè inter Reges & Reginas Angliæ.

Item. Ut prædictum Matrimonium inter præfatum Sereniſſimum Regem, & Illuſtriſſimam Dominam Eliſabetam, locis, terminis, modisque & formis ſupraictis, cum effectu contrahatur, & ſolemniſetur, contractum atque concluſum eſt inter Oratores prædictos, & autoritate qua ſupra, quòd præfatus Sereniſſimus Angliæ Rex per Literas ſuas Patentes, magno Sigillo ſuo pendentibus, & manu ſua ſubſcriptas, præfato Chriſtianiſſimo Regi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, obligabit ſe, Hæredes & Succeſſores ſuos, Regna, Terras, Patrias, Dominia, Villas, & Oppida ſua quæcumque, & bona ſua omnia & ſingula, mobilia & immobilia, præſentia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon perſonas, ac bona omnium & ſingulorum Subditorum ſuorum, cujuscumque gradus, ſtatus, aut conditionis exiſtant, ſub pœna quinquaginta millium Coronarum auri, prædictum Matrimonium inter ſe & præfatam Illuſtriſſimam Dominam Eliſabetam, ſi ad legitimam nubendi ætatem pervenerit, ac omnia & ſinguta in hoc Tractatu comprehenſa debitum juxta formam præſentis Tractatus ſortientur effectum. Et ſi forte ſteterit aut ſtabit per præfatum Angliæ Regem, aut per quemcumque modum ſive eventum, præterquam per præfatam Illuſtriſſimam Eliſabetam, aut ejus Parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum Matrimonium per verba de præſenti, poſt completum duodecimum ætatis Dominæ Eliſabetæ annum, ut præmittitur, contrahatur, & modis, terminis, locis, & formis ſupra dictis, in facie Eccleſiæ debitè ſolemniſetur, & omnia & ſingula in hoc Tractatu circa prædictum Matrimonium firmandum & ſolemniſandum compreheoſa impleantur, tunc & in eo caſu dictus Angliæ Rex, Hæredes & Succeſſores ſui, dictam ſummam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujusmodi repudiationis, præfato Francorum Regi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, ſine dilatione, contradictione, reſiſtentia, vel excuſatione quacumque, in Civitate Pariſienſi ſolvere teneatur; licebitque præfato Francorum Regi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, ſi prædicta ſumma quinquaginta millium Coronarum auri, vel quælibet ejus pars, per dictum Angliæ Regem, ut præfertur, ſolvenda non ſolvatur, eamdem ſummam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, à præfato Angliæ Rege, ejus Regnis, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis mobilibus & immobilibus, præſentibus & futuris, ubicumque repertis, tam per Terram, quàm per Mare, ſine contradictione & reſiſtentia quibuscumque, liberè exigere, levare, capere, poſſidere & detinere.

ANNO 1551. Et pari modo conventum & concordatum eſt, quòd præfatus quidem Chriſtianiſſimus Francorum Rex, ex parte ſua, per Literas ſuas Patentes Sigillo ſuo magno ligillatas & manu ſua ſubſcriptas, præfato Sereniſſimo Regi Angliæ, Hæredibusque & Succeſſoribus ſuis, obligabit ſe, Hæredes & Succeſſores ſuos Regna, Terras, Patrias & Dominia, Villas & Oppida ſua quæcumque, & bona omnia ſua mobilia & immobilia, præſemia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon perſonas omnium & ſingulorum Subditorum ſuorum, cujuscumque ſtatus, gradus, aut conditionis exiſtant, ſub pœna quinquaginta millium Coronarum auri, quòd facier & curabit quòd prædictum Matrimonium inter prædictum Regem Angliæ, & Illuſtriſſimam Dominam Elitabetam, ſi ad legitimam nubendi ætatem pervenerit, & omnia & ſingula in hoc Tractato comprehenſa deb tum juxta formam præſentis Tractatus ſortientur effectum; & quòd neque per ſe, neque per alium quemcumque, clam vel apertè, directè vel indirectè, procurabit aut procurari faciet, ſeu procuranti aſſenſum præſtabit, quòd durante minore ætate Principum prædictorum, vel alterius eorumdem, vel etiam poſt lapſum ejusdem, Illuſtriſſima Domina Eliſabeta Sponſalia per verba de futuro, ſeu etiam Matrimonium per verba de præſenti, cum alio contrahat, imò pro viribus ſuis volenti, ſeu contradicenti reſiſtet & impediet, providebitque, ne id per præfatam Dominam Eliſaberam fiat, committatur, aut quovis modo attentetur. Et ſi forte ſteterit aut ſtabit per præfatam Illuſtriſſimam Dominam Eliſabetam, vel Parentes ſuos, aut eorum alliquem, vel alium quemcumque, aut per quemcumque modum ſive eventum præterquàm per præfatam Sereniſſimam Regem Angliæ, aut ejus parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum Matrimonium per verba de præſenti, poſt completum duodecimum ætatis annum dictæ Illuſtriſſimæ Dominæ Eliſabetæ, ut præmittitur, contrahatur, & modis, locis, terminis, & formis ſupra dictis, in facie Eccleſiæ debite ſolemniſetur, & omnia & ſingula in hoc Tractatu circa prædictum Matrimonium firmandum & ſolemniſandum comprehenſa impleantur; tunc & in eo caſu, dictus Sereniſſimus Rex dictam ſummam quinquagima millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujuamodi repudiationis, præfatu Angliæ Regi, ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus ſine dilatione, contradict one, reſiſtentia, vel excuſatione quacumque, in Civitate Londineuſi ſolvere tenebitur; licebitque præfato Angliæ Regi, ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus, ſi prædicta ſumma quinquaginta millium Coronarum auri, aut quælibet ejus pars, per dictum Francorum Regem, ut præfertur, ſolvenda non ſolvatur, eamdem ſummam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, à præfato Francorum Rege, ejusque Regnis, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis mobilibus & immobilibus, præſentibus & futuris, ubicumque, tam per Terram, quam per Mare repertis, ſine contradictione

ANNO 1551. tione aut reſiſtentia quibuscumque, exigere, levare, capere, poſſidere & detinere.

Qua quidem pœna & ſumma quinquagiuta millium Coronarum auri, ut præmittitur, exacta & perſoluta per eam Partem, per quam ſteterit quominus hoc præſatum Matrimonium, ſicut præfertur, contrahatur, & modis, terminis, locis & formis ſupra dictis, in facie Eccleſiæ debitè ſolemniſetur, neuter prædictorum Principum, qui hoc tempore impuberes ſunt, Rex nimirum Angliæ, & Illuſtriſſima Domina Eliſabeta; neque Chriſtianiſſimus Francorum Rex, neque honor, aut conſcientia eorum ulterius, aut alicujus eorum, ratione ullius rei in hoc Tractatu geſtæ, ſactæ, aut comprehenſæ, ulla ex parte onerabuntur, aut illaqueabuntur; ſed per commiſſionem pœnæ & ſolutionem eo modo, ut prædicitur, præfatæ ſummæ quinquagiuta millium Coronarum auri, ab omni alia impetitione honoris aut conſcientiæ, liberi, exonerati, & immunes erunt, omnes & ſinguli eorum, aliqua re quacumque in hoc præſenti Tractatu acta, geſta, dicta, aut facta, in contrarium non obſtante.

Item. Conventum, &c. inter Oratores prædictos, quòd omnes & ſingulæ Literæ obligatoriæ utriusque Partis Partium prædictarum, de quibus ſuperiùs fit mentio, in debita & ſufficienti forma, ut prædicitur, expeditæ, Commiſſariis utriusque Partis ad hoc debitè autoriſatis hinc inde in Civitate Londinenſi, Commiſſariis Regis Angliæ infra duodecim menſes proximè ſequentes poſt datam præſentis Tractatus effectualiter tradentur.

Item. Conventum, &c. autorizate, conſenſu & aſſenſu prædicto, quòd præfatus Chriſtiniſſimus Francorum Rex nomine ſuo, & nomine Illuſtriſſimæ Dominæ Eliſabetæ Filiæ ſuæ; ac etiam præfatus Rex Angliæ ſpeciali beneficio cujuscumque reſtitutionis in integrum, de Jure conſuetudiuis, aut Statuto Minoribus conceſſo, exceptioni pœnæ non ſolvendæ, per principales Contrahentes, vel eorum Parentes, in Sponſalibus & Matrimoniis appoſitæ, & generaliter omnibus Legum & Canonum appellationibus, querelis, procurationibus, exceptionibus, & defenſionibus, ac aliis Juris & facti beneficiis quibuscumque huic Tractatui contrariis, pura ſponte & abſolutè, in ſcripto & in vim pacti, in ſuis Literis confirmatoriis expreſſè renuncisbit.

Et nos dicti Oratores utriusque Partis beneficio, cujuscumque reſtitutionis in integrum, de Jure conſuetudiuis, aut Statuto Minoribus conceſſo, exceptioni pœnæ non ſolvendæ per principales Contrahentes, vel eorum Parentes in Sponſalibus & Matrimoniis appoſitæ, & generaliter omnibus Legum & Canonum appellationibus, querelis, procurationibus, exceptionibus, defenſionibus, & aliis Juris & facti beneficiis quibuscumque, prædictis Conventionibus in hoc Tractatu factis aliquo modo contrariis, pura ſponte, & abſolutè, in his ſcriptis & in vim pacti renuntiamus.

Item. Conventum, concordatum, atque concluſum eſt, quòd uterque Regum prædictorum, per Litteras ſuas Patentes magno ſuo Sigillo ſigillatas, & manibus ſuis ſubſcriptas, præſentem Tractatum, ac omnia & ſingula in eodem contenta, acceptabit, ratificabit, & infra ſex menſes poſt datam præſentium proximè ſequentes confirmabit, easdemque Litteras, ſicut præfertur, ſignatas & ſigillatas, intra dictos menſes viciſſim & mutuò tradet, tradive faciet cum effectu.

Sequuntur tenores Commiſſionum.

EDUARDUS VI. &c. HENRI par la grace de Dieu Roi de France, &c.

IN quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, nos Oratores, Commiſſarii, & Procuratores prædicti Regis Angliæ, has Litteras, manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillorum noſtrorum appoſitione munire fecimus & roborari. Acta ſunt hæc apud Andegavum, decimo nono die menſis Julii, anno Domini 1551. *Sic ſignatum*, NORTHAMPTON. *P. Elienſ. Epiſcopus.* J. MASONNE. PHILIP. HOBBY. W. PSEYERING. T. SMYTH. JO. OLIVIER.

XI.

21. Juill. ORANGE ET FRANCE. *Proteſtation faite par les Officiers du Prince* D'ORANGE, *contre l'inexécution des Traitez faits entre l'Empereur & la France, & ce de la part de la* FRANCE, *en ce qui concerne ledit Prince d'Orange. Faite le* 21. *Juillet* 1551. [Extrait ſur l'Original Manuscrit.] ANNO 1551.

EN la Chambre du Conſeil de la Cour Souveraine du Parlement de Dole Meſſieurs les Preſidens, Chevallers & Conſeillers d'icelle Cour y eſtans aſſemblés le Mardi 21. jour de Juillet 1551. à l'heure dud. Conſeil du matin, s'eſt preſenté & comparu aprés avoir humblement ſuplié audiance, Anthoine Poly dud. Dole Procureur aux Cauſes & affaires de Haut trés Noble & puiſſant Prince Guillaume Prince d'Orange, Comte de Naſſau, de Buren, de Catzenelenboghem &c. aſſiſté de Meſſire Louis de Boiſſet Docteur ez Droicts ſon Advocat, lequel par la voix dud. de Boiſſet, a dit & propoſé que sprés la derniere Guerre aiant eſté entre la Majeſté de l'Empereur Roy des Espagnes Duc & Comte de Bourgogne noſtre Souverain Seigneur, & le Roy T. C. de France François Premier de ce nom, & aprés le trepas de feu de bonne memoire Meſſire René de Chalon dernier Prince d'Orange qui fuſt occis au Camp de ſadite Imperialle Majeſté tenant ſon parti eſtant en France devant la Ville St. Deſit au mois de Juillet l'an 1544. le Traitté de Paix fuſt fait & accordé à Crepy, entre ſad. M. I. & ledit Seigneur Roy, par lequel entre autres choſes fuſt capitulé que l'Heritier dudit Prince René ſeroit reintegré en la Principauté d'Orange & Souveraineté d'icelui pour en jouïr & uſer, enſemble des Prééminences, Superiorités, Souveraineté & dernier Reſſort, ainſi que le Prince Philibert de Chalon, duquel ledit Prince René avoit eſté Heritier immediat, en jouïſſoit auparavant certaines mains miſes faites de l'authorité dudit Seigneur Roy, reduction à ſa Couronne & autres empeſchemens, & non-obſtant iceux & quelconques Sentences & autres Exceptions & Actes de Juſtice faits à ce contraires, qui furent declarés nuls & de nulle valleur, ſuivant lequel Traitté de Paix & aprés les publications d'icelui, led. Seigneur Roy, aprés avoir fait voir le Teſtament dudit Prince René, ſceu & entendu que ledit jeune Comte de Naſſau eſtoit inſtitué par luy ſon coheritier univerſel ſeul & pour le tout, lui octroya & fit dépescher ſes Lettres Pateutes de reintegrande, ausquelles ſon Procureur Général en Dauphiné & autres ſe rendirent contradictoires allegeans pluſieurs friveles cauſes de leurs contradictions, leſquelles entendues par ledit Sieur Roy avec les Droicts dudit Prince moderne, il despecha derechef ſes Lettres Patentes en trés ample forme, confermant & ampliant les precedentes, & ordonnant l'execution en eſtre faite nonobſtant toutes choſes allegués au contraire, & toutes oppoſitions & appellations que l'on voudroit faire ou ometre, & pour ce qu'il alla de vie à trespas avant l'executer, le Roy HENRI ſon Fils & Succeſſeur, en confirmant ce qu'avoit eſté fait par ledit ſeu Roy ſon Pere, ordonna par ſes Lettres Patentes données à St. Germain en Laye le 8. jour de Juin l'an 1547, ladite execution eſtre faite par les mesmes Comis & Deputés, & un chascun d'eux, ſuivant leſquelles Lettres Patentes de Reintegrande & Traitté de Paix, ladite execution & reintegration a eſté rant reellement que verbalement faite, & ledit Prince moderne a deue connoiſſance de Cauſe reintegré audit Principauté & Souveraineté d'icelle, & remis en la jouïſſance reelle d'icelle par le Juge Royal de la Ville du St. Eſprit un des Commis à ce, tellement qu'il en a joui par quelque temps & jusques à ce que quelques nouvesux empeſchemens ont eſté donnés audit Prince moderne par divers moiens de l'authorité dudit Sieur Roy à qui pluſieurs remonſtrances en ont eſté faites tam de la part de ſadite Imperiale Majeſté, que de la part dudit Prince aiant envoié pluſieurs Meſſagers, Ambaſſadeurs & Sollicitents à cet effect, avec juſtification de ſes Droicts, ſans vouloir ſubit Juriſdiction audit Sieur Roi ni à ſes Juges & Juſtices, quoi nonobſtant les principaux Officiers dudit Prince en ſondit Principauté ont eſté appellés criminelement & detenus preſentement priſonniers au Parlement de Grenoble pour avoir exercé Acte de Souveraineté, refuſé & rebouté les Appeaux & les Mandemens du Roy que l'on a voulu executer ou faire executer par eux audit Principauté. Ils ſont eſté tellement terrez & ménaſſés qu'il ny a plus un ſeul d'eux qu'il ſe vueille ou oſe empeſcher de ladite Souveraineté & dernier Reſſort, voire non pas de la Juſtice & premier degré ni des affaires dudit Prince ſinon moienant qu'ils reſſortiſſent & reſpon-

ANNO 1551. reſpondent à l'obeiſſance dudit Sieur Roy & à ſadite Cour de Parlement à Grenoble & ailleurs ou il plaiſt audit Sieur Roy. D'avantage pluſieurs Mandemens & Adjournemens ont eſté faits par l'authorité dudit Sieur Roy & de ſon grand Conſeil contre ledit Sieur Prince eu ſa Cité & autres Lieux de ſondit Principauté, & avec ce led. Sieur Roy & ſond. grand Conſeil preignent connoiſſance de certaines Cauſes nouvellement ſuſcitées & reſſuſſitées par pluſieurs particuliers, mesmes ou nom du jeune Duc de Longueville, du Comte de la Chambre & de la Veuve de l'Admiral Chabot & autres contre ledit Prince touchant ſondit Principauté & autres Biens, nonobſtant toutes les remonſtrances des Traittés de Paix & reintegrandes avant dites, & pour ce que le Procureur eſleu pour ledit Prince devers led. grand Conſeil, a expreſſement declairé ſelon qu'il avoit eu inſtruction qu'il n'entendoit deffendre ni proroguer Juriſdiction quand audit Principauté comme examt entierement de la Juriſdiction dudit Sieur Roy; led. grand Conſeil a deputé Curateur aud. Prince pour led. Principauté, lui ordonnant bien expreſſement de proceder & deffendre contre icelui, ſurquoi les remonſtrances & reſcriptions de ſadite Majeſté Imperiale & l'obſervance du Traitté de Paix n'ont valu & ne peuvent avoir effect pour le preſant. A cette Cauſe les principaux Conſeillers & Officiers dudit Prince tant en ſondit Principauté que en ſes Terres eſtant en le Pays & Comté de Bourgogne craignans que ſi aprés l'on veille dire que ce qu'eſt fait, ou ſe faira cy-aprés en choſes avant dites ſoit fait par train ordinaire de Juſtice, & ne puiſſe eſtre cy-aprés caſſé ou revoqué, combien ce ſoit evidemment contre ledit derrier & autres precedans Traittés de Paix, & en les enffraignant, advertir auſſi que combien la Cour du Parlement de Grenoble, & le Procureur General audit Pays du Dauphiné ayent conſenti audit derriere & autres precedans Traittés de Paix & aux Mandemens de reintegration & execution d'iceux, toutesfois elle admit & receu ledit Procureur General aiant ledit conſentement a faire proteſtation que l'on dit avoir eſté enregiſtrée au livre ſecret de ladite Cour de Grenoble contraire au conſantement que ſe devoit faire, declarant qu'il n'entendoit pas, que par ce fuſt prejudicié aux preteudus Droits dudit Sieur Roy, mais étoient ſeulement pour entretenir la Paix entre les Princes, ont ordonné iceux Officiers principaux audit Poly Procureur que deſſus de faire proteſtation convenable en lieu infigne, comme eſt ladite Cour pour la tuition & conſervation des Droicts dudit Sieur Prince contre lesdittes nouveller entrepriſes de fair & attentaux audit Traitté de Paix, & pour icelny Poly en la qualité que deſſus & aſſiſté du ſusnommé a proteſté & proteite de la nulité de tous lesdits Actes & attentaux avant & tant en figure de Juſtice que autrement & de tout ce qui s'en enſuivra comme de choſes attantées outre Traitté de Paix, reintegrandes en dependant & execution d'icelles par force & violence; en contre de laquelle ledit Prince ne peut preſentement reſiſter, & que le tout eſt fait contre l'intention & volouté dudit Prince, qui n'a point entendu & n'entend ſubir Juriſdiction, de choſe quelconque concernant ſondit Principauté, & les Membres d'icelui pardevant ledit Sieur Roy, ſon grand Conſeil, ou privé Conſeil, ni à ſon Conſeil d'Eſtat, & ſemblablement à aucune de ſes Cours de Parlement & autres Juſtices d'icelui Sieur Roi, n'y que aucun ſes Advocats, Procureurs, Curateurs ou autres Officiers, ou Conſeilleurs ayent peu ou puiſſe faire cy-aprés choſe quelconque au prejudice de ſesdits Droicts de Souveraineté & autres oudit Principauté, & que ores cy-aprés aucunes Procurations ſeroient on auroient cy-devant eſté paſſées par lui ou pourroient eſtre paſſées à l'avenir, en vertu desquelles l'on auroit on vondroit ſubir Juriſdiction ou faire autre Acte quelconque ſentant prorogation des authorités ou Juriſdictions dudit Sieur Roy audit Principauté, le tout demeurer nul & de nulle valleur, comme fait contre ſon intention & contre lesdits Traittés de Paix par force & violence, & pour eſviter autres plus grands dangers & attentanx, & que toutes & quantesfois ladite force ceſſera & que Juſtice aura lieu, mesmes advenant le ponvoir à ſadite Majeſté Imperiale, à laquelle ledit Prince comme ſon trés-humble Vaſſal entend perpetuellement adherer & faire obſerver & entretenir lesdittes Capitulations de Paix, ledit Prince doit eſtre remis & reintegré en ſesdits Droicts, Prééminences & Authorités & reſſarcir de tous ſes intereſts, Proteſtant en outre que la preſente Declaration & Proteſtation doit valoir & ſervir audit Prince avec autres ja par lui faites, ou qu'il pourra faire cy aprés, combien elles ne ſoient faites ni publées riere les Pays dudit Sieur Roy, pour ce que ſi preſentement elles venoient à ſa notice ou de ſes Officiers & Juſticiers, elles pourroient porter encores dommage notable audit Sieur Prince, non-ſeulement ez choſes avant dites, mais en autres ſes biens & affaires, & que toutesfois icelles Declarations & Proteſtations ſeront manifeſtéer en tems & lieu d'huy, Suppliant ladite Cour luy decerner Acte de ce que deſſus qui ſoit tenu ſecret, desquels ſusdit propoſé, Declarations, Proteſtations & autres choſes cy-devant narrées, ladite Cour ayant ouï & entendu icelles, a octroyé & octtoye Acte audit Poly Procureur que deſſus pour audit Sieur Prince valoir & ſervir partant que de raiſon. Fait en ladite Chambre les an & jour que deſſus, & Juſtice donée comme deſſus; Moy Greffier en ladite Cour preſant ſigné, E. BERNARD. ANNO 1551.

XII.

Traité de Confédération & Alliance entre HENRI II. *Roi de France d'une part, &* MAURICE, *Electeur de Saxe, & autres* PRINCES & ETATS *ſes Alliez, d'autre; contre l'Empereur* CHARLES-QUINT, *pour la conſervation des Franchiſes & Libertez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire. Fait l'an* 1551. *le* 5. *Octobre, & ratifié par le Roi à Chambord le* 15. *Janvier* 1551--1552. [FRED. LEONARD, Tom. II. pag. 484.] FRANCE, SAXE ET LES PRINCES ET ETATS D'ALLEMAGNE, CONTRE L'EMPEREUR CHARLES-QUINT.

NOUS Maurice, par la grace de Dieu, Duc de Saxe, Premier Maréchal, Electeur du Saint Empire Romain, Landgrave de Turinge, & Marquis de Misnie, tant en nôtre nom, que de nôtre Couſin, jeune & pupille, le Seigneur George-Frederic, Marquis de Brandebourg; & Jean Albert, Duc de Mechlebourg; & Guillaume Landgrave de Heſſe, Comte de Catzenelenbogen. Savoir faiſons, pour nous, nos Heritiers, & Succeſſeurs, encore que nous voions clairement les ruſes, ſubtiles pratiques, & effets, par leſquels nôtre Ennemi ſe promet de plus en plus gagner ſur nôtre Religion, pour icelle à la fin extirper, & que nous la tenons pour juſte, veritable, chretienne, & indubitable; enſorte qu'il ne pourroit être trouvé déraiſonnable ni étrange, ſi pour reſiſter à une telle contrainte, nous mettions en hazard tout ce que nous avons de puiſſance en ce monde: toutefois nous avons aviſé, que puiſque cette affaire touche principalement l'honneur de Dieu, il y pourvoira plus avant, comme il a fait jusques ici par ſa divine bonté, & ſoumettons le tout à ſa volonté, & à ce qu'il lui plaira en ordonner, qui eſt le premier point.

Mais pour le ſecond, qui eſt de plus grande conſequence que nul autre és choſes du monde. Nous desſusdits Electeur & Princes, avons tous enſemblement, & chacun particulierement, conſideré par combien de pratiques l'Empereur tâche, partie ſecretement, partie ouvertement, & tend de plus en plus à trouver le moien comme il pourra contraindre, non ſeulement les Electeurs & Princes, mais auſſi les Comtes, les Seigneurs, la Nobleſſe, les Villes, & autres Sujets de nôtre chere Patrie la Germanie, de tomber de leur ancienne Franchiſe & Liberté, en une beſtiale, inſupportable, & perpetuelle ſervitude, comme il a été fait en Espagne, & ailleurs, & ce en telle ſorte que déja il eſt venu à bout d'une partie de ſes deſſeins: & où il n'y ſeroit obvié, pourroit aiſément parachever le ſurplus. En aprés, nous avons auſſi mis en bonne conſideration, que nôtre Couſin, Beaupere, & Ami, le (1) Landgrave de Heſſe, ſans qu'on ait eû égard à la Capitulation, que ledit Empereur avoit faite avec lui, l'aſſeûrance & foi par lui donnée, ſomme, contre les Accords faits entr'eux, eſt detenu injuſtement priſonnier par l'eſpace de cinq ans, qui nous tourne à un grand deshonneur & moquerie; & qu'il a été contraint à ſe défendre, & répondre étant priſonnier, és Procés intentez pour raiſon de ſes Fiefs, Seigneuries, & Peuples à lui ſujets. De ſorte que par icelle patience, ou tolerance, nous autres Alemans avons aquis par tout le monde une mauvaiſe

(1) *Philippe le Magnanime, dont Maurice avoit épouſé la Fille.*

ANNO 1551. vaiſe reputation; & ſans doute que ſi nous venions à mourir ſans que premier nous euſſions fait à l'encontre quelque choſe notable, la poſterité chargeroit encore plus nôtre honneur qu'on ne fait à cette heure: Nous avons peſé, penſé, & à la fin reſolu, que plûtôt nous voulons attendre & endurer tout danger & neceſſité, voire la mort, que cette infamie demeure plus longtems ſur nous, & par ce pour d'autant mieux pouvoir venir à bout de nôtre deſſein, ſommes entrez de bonne foi en l'intelligence qui s'enſuit avec HENRI II. Tres-Chretien Roi de France, nôtre ſingulierement aimé Seigneur & Ami, comme celui duquel les Predeceſſeurs ont fait beaucoup de bien & d'avantage à la Nation Germanique.

Ainſi nous voulons par effet, s'il plaît à Dieu, avec force d'armes ôter de deſſus nos têtes ce joug de beſtiale ſervitude, telle qu'il eſt dit ci-deſſus, &, ſans rien épargner, remettre ſus l'ancienne Liberté & Franchiſe de nôtre tres-chere Patrie, & Nation Germanique. Pareillement de chercher le moien de délivrer le Sieur Landgrave, ci-deſſus nommé, lequel, contre le Droit des Gens, toute foi & fiance, a été deçû & detenu priſonnier. Et faire tant, aidant la grace de Dieu, que nous en viendrons à bout; à quoi le Dieu du Ciel, par ſon Fils Jeſus-Chriſt, & le vrai Conſolateur, le S. Eſprit, nous veuille donner ſa grace, heur & proſperité.

Les Etats du Saint Empire, qui en cette entrepriſe ſe voudront joindre à nous faire ſecours, & nous en aſſeûrer, nous les recevrons amiablement, favorablement, & benignement, & emploierons nos forces avec eux. Mais ceux, qui ſe mettront contre nous, ou ne ſe declareront, comme il eſt dit, ouvers nous, ou pour l'empêchement de nôtre loüable entrepriſe, porteront, favoriſeront, & ſecoureront, ſecretement ou publiquement, l'Empereur, ou ſes Adherans, de conſeil, de fait, d'Argent, d'Artillerie, Gens, paſſage, ou autre choſe, ſoit Eccleſiaſtiques, ou Seculiers, nous les irons chercher, & pourſuivrons avec l'épée, le ſang, le feu, & les armes; tellement que, pour avoir commis une telle infidelité contre la commune Patrie de la Nation Germanique, ils recevront, Dieu aidant, la punition qu'ils auront meritée, ainſi que nous nous ſommes accordez de le publier par un commun Ecrit, comme nous nous aviſerons qu'il ſera à faire.

Sans le ſçû & conſentement du Roi de France, nous ne ſerons aucune Paix, ou Tréve, avec l'Ennemi. Semblablement ledit Sieur ne ſera, & ne veut faire aucune Paix ou Tréve avec ledit Empereur, ſes Heritiers ou Adherans, ſans le ſeû & conſentement de tous nous autres.

Auſſi nul de nous, ſans le conſentement des autres, ne pourra particulierement faire Paix, Traité, ou Apointement, ains nous tous ne voulons enſemble être ni repreſenter qu'un homme, tant & ſi longuement que nous aions obtenu ce pourquoi la preſente Guerre eſt commencée. Et s'il advient que l'une des Parties, avec le ſeû toutefois & conſentement de l'autre, nui n'y contrediſant, faſſe Paix ou Tréve avec les Ennemis, elle ne le pourra faire autrement, que tous les Gens de Guerre, ſoit Comtes, Chevaliers, Gentilshommes, Serviteurs, ou Gens de Cheval, n'y ſoient compris, mentionnez & garantis.

S'il eſt neceſſaire, nous joindrons nôtre Armée avec celle du Roi, comme amiablement nous eſperons que ledit Seigneur Roi fera, s'il eſt beſoin de joindre avec la nôtre.

En premier lieu, nous tâcherons avec les forces que nous avons de nous aſſûrer de ceux, ſoit voiſins, ou autres, qui plus nous pourroient empêcher en cette entrepriſe, & donnerons ordre d'en être maîtres.

En aprés, nous marcherons droit vers la Perſonne de l'Empereur, ſoit qu'elle ſoit pour lors és hautes Allemagnes, ou és bas Païs, & où la part que ledit Seigneur trouvera bon, & que nous verrons être poſſible nous ſervir, & être avantageux pour nous contre l'Ennemi.

Et pour l'entretenement des Gens de Guerre, le Roi de France veut & doit, ainſi que amiablement il nous a acordé, enſemblement, & tout à un coup délivrer & fournir pour les trois premiers mois, la Somme de deux-cens quarante mille Ecus, qui ſont pour chacun desdits trois mois, quatre-vint mille Ecus; & pour chacun des autres mois enſuivans, la Somme de ſoixante mille Ecus ſeulement; leſquels deux-cens quarante mille Ecus, ledit Seigneur Roi ſera tenu fournir & delivrer en la Ville de Bâle, dedans le viut-cinquieme jour du mois de Février prochain venant. ANNO 1551.

Nous prendrons avec nous ſept mille Chevaux, toutefois la plus grande part ſera levée hors de nos Païs, afin d'empêcher à l'Empereur le recouvrement des Gens de Cheval étrangers.

Les Gens de Cheval de nos Païs y demeureront, afin que l'un des Païs preune garde à l'autre, pour ſe ſecourir à pied & à Cheval l'un l'autre; à quoi n'y aura aucun abus, ni tromperie.

Plus, nous prendrons & ſoudoierons tant de Gens de pied, & autant de groſſe & menuë Artillerie qu'il ſera beſoin; enſorte que nous ſoions aſſez forts pour nous preſenter à rencontrer l'Ennemi, quel qu'il ſoit, & en quelque équipage qu'il ſe trouve, pour lui donner à combatre ſuffiſamment pour un jour.

Singulierement nous ſommes accordez, que en cas que les Enfans de Jean Frideric, le vieil (a) Duc de Saxe, voudroient entrer en cette commune entrepriſe, nous aurons une aſſeûrance par écrit, ſcellée & confirmée par leur Païs, dont ils bailleront auſſi Otages, contenant qu'ils n'entreprendront rien à l'encontre de nous, communément, ni en particulier, en quelque maniere que ce ſoit, & quelle fin que puiſſe prendre ladite entrepriſe: & au cas qu'ils ſeront de ce faire refuſans, nous les traiterons & auſſi eſtimerons comme nos Ennemis, & procederons contre eux comme Ennemis.

Plus, quand nous ſerons au fort de la Guerre offenſive, & que lesdits Enfans ſe ſeront declarez, & nous auront aſſeûrez ſuffiſamment, & ſelon leur pouvoir & aide, nous tâcherons de délivrer leur Seigneur & Pere: toutefois ſi nous faiſons tant qu'il ſoit mis en liberté, & hors des mains de l'Empereur, en ce cas ne ſera ni élargi, ni reçû au gouvernement de ſes Païs; qu'il ne ſe ſoit obligé envers lesdits Electeur & Princes, ainſi que le bien des affaires communes le requerra.

NOUS Guillaume Landgrave, avant que marcher en Campagne, tenoncerons à la Capitulation de l'Empereur, & de même en ſera nôtre Seigneur & Pere, quand il ſera hors de priſon; & avec ce, s'obligera envers nous Electeur & Princes, comme nos Affaires le requerront, & que le Seigneur Jean-Frederic, le vieil, aura fait, au cas qu'il vînſt auſſi à être élargi.

NOUS Maurice, Prince Electeur, en tems & avant que de marcher, ferons par écrit entendre à l'Empereur, que nous quitons ſon ſervice.

Et dautant qu'on a vû les inconveniens, qui adviennent pour avoir plus d'un Chef qui gouverne és Camps, & ait la Superintendance des Gens de Cheval, de Pied, & de l'Artillerie, il n'y aura, pour ne reculer cette entrepriſe, qu'au Chef en l'Armée, qui ſera ledit Seigneur Electeur, comme celui que nous trouvons le plus à propos: & par ce l'avons choiſi & élû pour Chef de toute l'Armée, aiant pouvoir, quand on ſera en Campagne, ou autrement en affaires contre l'Ennemi, de faire tout ce qu'il connoîtra être & tourner au profit de tous côtez de nous tous, ſelon ſon pouvoir & entendement; mais où ledit Seigneur Electeur le requerroit, ou autrement qu'il fût aviſé être bon, on pourra choiſir quatre hommes de Guerre avec lui, pour deliberer des affaires, & prendre leur avis & conſeil.

Mais quant aux pactions, qu'on pourroit faire avec les Ennemis, *Brandſchatz*, ou Rançonnemens de Villes, Apointemens, ou choſes ſemblables, cela ſe fera avec le ſeû & conſentement de tous nous autres, & de nos Deputez: & advenant que l'un de nous, quel qu'il ſoit, Colonel, ou autre, entrepriſt de dreſſer pratiques ſecrettes, faire Apointemens, Paix, *Brandſchatz*, ou autre choſe ſemblable, & que de ce il fût convaincu, celui, ou ceux, qui ſans le ſeû & conſentement des autres, ou de leurs Deputez, l'auroient fait & commis, ſeront à l'inſtant menez devant toute l'Armée, accuſez & convaincus, & comme parjures, ſans aucune remiſſion, en la preſence de toute l'Armée punis; lequel cas advenant, ſera ladite Armée obligée de mettre à execution telle punition à l'encontre des tranſgreſſeurs.

Si cette entrepriſe duroit guere, & que quelqu'un d'entre nous, pour avoir longuement fourni pour ſa quoité, devinſt ſi pauvre qu'il ne le ſeût plus faire, & que aprés tôt ou tard ou fût quelque Apointement, ce non-

(a) Privé de l'Electorat, & detenu priſonnier avec le Landgrave de Heſſe.

ANNO 1551. nonobſtant celui qui ſeroit ainſi apauvri, ne ſera exclus dudit Apointement, ains, auſſi bien que l'un de nous autres, jouïra de tout ce qui nous reviendra dudit Apointement, ſans en être exclus; le tout ſans fraude.

Et advenant telles Affaires, touchant les Pactions avec les Ennemis, les *Brandſchats*, Rançonnemens, Apointemens, & choſes ſemblables, ou qui en dépendent, à faire ou entreprendre ce qui ſera conclu, & par la plus grande partie de nous aviſé pour le meilleur, ſera ſuivi des autres, qui ſeront tenus à ſe ranger à cela.

Et pour éviter tout débat, & rendre les choſes plus claires, nous avons entre nous fait les voix qui s'enſuivent, ſavoir nous Electeur de Saxe, aurons à cauſe de nous, & de nôtre jeune Conſin, le Marquis George Frederic, deux voix; nous Jean-Albert, une; & nous Guillaume Landgrave, auſſi une. S'il ſe joint d'autres Princes & Etats avec nous, leur ſera laiſſé lieu au Traité, & auront leurs voix comme nous.

Les Gens de pied & de Cheval que nous leverons, nous feront à tous également le Serment.

S'il avenoit aprés la concluſion de cette Alliance, fût avant que de marcher en Campagne, en marchant, ou en ſe retirant, ou autrement, que par l'an de nous, ou par tous enſemble, il vint que quelque choſe fut gaigné; au partage d'icelle choſe, ſera l'égalité obſervée ſelon la cotiſation & aide, qui aura été acordée par chacun de nous Electeur & Princes.

Tous les Rançonnemens des Villes ſeront départis ſelon la contribution de chacun de nous; & pour cet effet ſera deputé un Maître Rançonneur, qui ſera également juré à nous tous.

Il eſt auſſi aviſé pour plus grande reputation, qu'on baillera des Princes pour Otages, tant d'un côté que d'autre, afin qu'il ſoit ſatisfait à ce qui aura été promis par l'une des Parties à l'autre. Et par ce nous donnetous au Roi pour Otages, hauts & puiſſans Princes, le Seigneur Chriſtofe, ou le Seigneur Charles, Ducs de Mechlebourg; & le Sieur Louis, ou le Seigneur Filippe, les jeunes Landgraves de Heſſe, que nous envoierons à Bâle dedans le viut-cinquieme de Fevrier prochain. De même, & tout auſſi-tôt, ledit Seigneur nous veut & doit nous envoier ſes Otages, ſavoir le Seigneur de Jamets, & le Seigneur Filipes, Comte Sauvage du Rhin, tous deux Chevaliers de l'Ordre de Sa Majeſté; ou autres deux de ſemblable dignité, & quand on nous fera delivrer l'argent pour trois mois, ſavoir eſt lesdits deux cens quarante mille Ecus d'or, lesquels argent & Otages on recevra audit lieu de Bâle, & de là on les menera à Zingenheim, pour plus grande ſeureté.

Et afin qu'on ſache combien de tems on tiendra les Otages d'une part & d'autre, il a été reſolu, que incontinent que la Paix avec nôtre adverſe Partie, & que nos Gens de Guerre ſeront retirez de la Campagne, lesdits Otages s'en pourront aller, & ſera chacun d'eux delivré en lieu ſûr.

On trouveroit auſſi bon, que ledit Seigneur Roi s'impatronîſât, le plûtôt qu'il pourroit, des Villes qui appartiennent d'ancienneté, à l'Empire, & qui ne ſont de la Langue Germanique, ſavoir de Cambrai, Toul en Lorraine, Metz & Verdun, & autres ſemblables, & qu'il les gardât comme Vicaire du Saint Empire. Auquel titre nous ſommes prêts de le promouvoir à l'avenir; en reſervant toutefois audit Saint-Empire les Droits, qu'il peut avoir ſur lesdites Villes, afin que par ce moien elles ſoient ôtées des mains & puiſſance de l'Ennemi.

Semblablement ſeroit bon, que ledû Seigneur Roi allumât particuliérement un feu és Païs-Bas, afin que l'Ennemi l'eût à éteindre en pluſieurs Lieux, & qu'il fût contraint de ſeparer ſes forces; ce que nous pourſuions faire en cet endroit envers certains Princes, & Villes, lesquels comme nous eſperons ſe joindront avec nous. Pour les y diſpoſer, nous le ferons fidellement, choſe qui ſe feroit d'autant plus brievement, s'il plaiſoit audit Seigneur Roi ordonner quelque argent à part pour cet effet.

Et ſi d'avanture il ſe preſentoit quelque choſe en nôtre chemin, elle fut à qui elle vnudroit, qui fût avantageuſe à nôtre Ennemi, prejudiciable audit Seigneur Roi, à nous, ou à cette entrepriſe, & que nous la miſſions entre nos mains, cela ne ſera cenſé fait contre ledit Seigneur Roi, ni cette preſente Alliance.

Et atendu que le Roi Tres-Chretien ſe porte envers nous Allemans, en cette affaire, avec ſecours & aide, non ſeulement comme ami, mais comme Pere charitable, nous en aurons tous le tems de nôtre vie ſouvenance. Et ſi Dieu vent favoriſer nos affaires, de tout nôtre pouvoir le porterons & favoriſerons au recouvrement de ſes Seignenries Patrimoniales, qui lui ſont occupées; auſſi à l'élection de l'Empereur, & Chef Chretien futur, nous y tiendrons telle meſure qu'il plaira à Sa Majeſté, & n'en élirons point qui ne ſoit ami de Sa Majeſté, & qui ne veüille continuer en bon voiſinage avec elle, & qui davantage s'oblige ſuffiſamment de ce faire. Et quand lors la commodité dudit Seigneur ſeroit de vouloir accepter une telle charge, nous l'aimerons mieux qu'un autre. ANNO 1551.

Incontinent que nous aurons la commodité, & qu'il ſe pourra faire avec Sa Majeſté, nous nous accorderons d'une plus ample, neceſſaire, & bien fondée intelligence, pour avoir de nôtre côté perpetuelle protection & défenſe de Sa Majeſté, tant pour nos Terres, Seigneuries, & Sujets, que nous avons preſentement, que ceux que nous aquerrons pour l'avenir, & mêmement pour la conſervation & augmentation de nos Franchiſes & Libertez: & ledit Seigneur Roi aura de nous toute fidelité, procuration & avancement en ſes affaires, & choſes qui lui toucheront, aide, paſſage, & ouverture en nos Païs, comme preſentement lui offrons de donner tout moien pour faire levée de Gens de Guerre.

Le Roi, & nous, devons & voulons auſſi dorénavant avoir l'un l'autre pour fidellement recommandez, honorer & avancer le bien l'un de l'autre, autant que le Pouvoir de chacun endroit ſoi s'étendra.

Et davant que le Pouvoir à nous preſenté par le Sieur de Freſſe, de la part dudit Seigneur Roi, ne fait ſeulement mention de nous, mais auſſi du Marquis Jean, lequel toutefois, contre nôtre eſperance, s'eſt retiré & ſeparé de nous pour le preſent, cette Alliance ne ſera obligatoire ni valable de tout poids, ſinon aprés que ledit Seigneur Roi l'aura ſcellée & jurée, & pour l'accompliſſement d'icelle, nous aura envoié, & fait delivrer ledit argent.

Pour leſquelles choſes garder & obſerver veritablement, & conſtamment, nous avons ſigné la preſente Alliance de nos propres mains, & fait mettre en Placard les Sceaux de nôtre ſecret, & confirmé avec la foi la main donnée, & Serment fait en nos perſonnes. *Actum*, le cinquieme jour du mois d'Octobre, mille cinq-cens cinquante-un.

ET attendu que Nous HENRI, par la grace de Dieu Roi de France, aurions par ci-devant envoié en Allemagne, nôtre Ambaſſadeur, amé & feal Conſeiller Jean de Freſſe, Evêque de Bayonne, pour en nôtre nom traiter une amiable Alliance avec lesdits Electeur, Princes, & autres lents Confederez, Nous avons entendu le contenu de cette Alliance, qui nous a plû & plait, touchant l'argent que nous delivrerons par mois, on à une fois, la délivrance des Otages, Treves, ou Paix à faire avec l'Ennemi, d'aſſaillir l'Empereur, & generalement toutes autres choſes compriſes ici dedans, le raitions, aprouvons, acceptons, & avons pour agreable, en tant qu'il nous touchera, l'acompliſſons & obſerverons, comme un Roi doit faire. En témoin de ce, nous avons fait mettre le Sceau de nôtre ſecret, ou Placard ci-deſſous, & l'avons ſigné de nôtre propre main; & ſur ce fait le Serment perſonnellement, en la preſence de haut & puiſſant Prince, nôtre cher Couſin, le Seigneur Albert, Marquis de Brandebourg. *Actum*, à Chambord, le quinzieme jour de Janvier, l'an mille cinq cens cinquante un.

XIII.

Serment prêté par ceux de la Ville de METZ, *à très haut, très-excellent, & très-puiſſant Prince* HENRI II, *par la grace de Dieu Roi de France, Protecteur & Défenſeur de la Liberté Germanique.* [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 490.] 1552. 21. Avr.

NOus, &c. alant entendu de vous, que pour le bien du Saint Empire, recouvrement & conſervatinn de ladite Liberté, a été, ces jours paſſez, fait, traité, & accordé entre vous, & les Princes de ladite Germanie, Ligue offenſive & défenſive, à l'encontre

ANNO 1552. de Charles, cinquieme Empereur de ce nom, à preſent regnaut, & ſes Adherans. Pour le bien de laquelle Ligue, vous' vous étes en Perſonne, avec vôtre Armée, acheminé jusques en cette Ville & Ciré de Metz, ne voulant, comme il ne ſeroit raiſonnable, nuire & deſavoriſer ladite Ligue & entrepriſe, tendante au bien comenun de ladite Germanie, & Saint Empire; nous jurons, & promettons ſur nos Honneurs, & la parit que pretendons en Paradis, de ne jamais aider & favoriſer, ni ſuporter ledit Empereur, ni ſesdits Adherans, en quelque ſorte ni maniére que ce ſoit, contre vous, ni contre vos Amis & Alliez, ains au contraire, de vous porter toûjours honneur, faveur, aſſiſtance, aide & confort, tant de nôtredite Ville & Places qui en dependent, que de nos Biens, Perſonnes, Facultez, Vivres & commoditez, dont vous aurez beſoin à l'encontre d'icelui Empereur, & de ſesdits Adherans. Supliant Vôtre Majeſté, de nons vouloir prendre & recevoir en ſa bonne Protection & Sauvegarde, ſans prejudice toutefois des Droits du Saint Empire.

Le vint-unieme jour d'Avril l'an 1552. le Roi étant à Metz en ſon Logis, accompagné des Princes, Connétable, Maréchaux de France, Chevaliers de ſon Ordre, & beaucoup d'autres grands Seigneurs de ceux qui ſont à la ſuite en cette lienne Armée, les Maître Echevin, Treize Jutez, & pluſieurs autres Sieurs de ladite Ville & Cité de Metz, faiſant & repreſentrans le corps de la plus grande & ſaine partie de ladite Ville, ont fait & prêté le Serement ſolennel ci-deſſus transcrit, lequel ils ont promis de garder & entretenir inviolablement.

XIV.

1. Mai. **Receſs zwiſchen Jhro Röm. Kayſerl. Majeſt. Carl den Fünfften eines- und Churfürſt Moritzen zu Sachſen andern Theils/ durch welchen die Paſſauiſche Friedens-Handlung angeſetzet/ und wegen Erledigung des Landgrafen von Heſſen gehandelt wird. Linz den 1. May 1552.** [HORTLEDER, von anfang und fortgang des Teutſchen Kriegs Tom. II. Libr. V. Cap. II. pag. 1311. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. pag. 41. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre CHARLES V. *Empereur &* MAURICE *Electeur de Saxe, touchant la fixation du terme de la* Pacification *de Paſſau, & la prochaine Liberté du* LANDGRAVE DE HESSE. *A Lintz le 1. Mai* 1552.

Zu wiſſen/ nachdem die Römiſche zu Hungarn und Böhmen ꝛc. Kön. gl. Maj./ unſer allergnädigſter Herr/ auf ſonderbahr Bewilligung und Vollmacht der Röm. Kayſerl. Majeſt./ auch allergnädigſten Herrns/ auf Jhrer Königl. Maj. freundliches und brüderliches Erſuchen und Bitten/ ſich mit dem Durchleuchtigſten/ Hochgebohrnen Fürſten und Herrn/ Herrn Mauritzen/ Hertzog zu Sachſen/ Landgraffen in Thüringen und Marggraffen zu Meyſſen/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Marſchalln und Churfürſten/ meinen gnädigſten Herrn/ einer perſönlichen Zuſammenkunfft in Jhr. Kön. Maj. freundl. und gnädiges Erſuchen und Begehren verglichen/ und demnach Jhre Kön. Maj. und Churfürſtl. Gnaden zuſammen kommen/ und ſich dieſer jetzt ſchwebenden ſorglichen Kriegs-übung halben/ ſo ſich im Reich teutſcher Nation zugetragen/ gnadigl. und freundl. unterredet/ wie dieſelbigen zu ſtillen/ und die Mittel und Wege zu treffen ſeyn/ dadurch ferner endliche Handlung angeſtellet/ und Friede/ Ruhe/ und Einigkeit im heiligen Reich gemacht und unterhalten werden möchte/ daß darauf Jhre Königl. Maj. und Churfürſtl. Gnaden nach vielerley mündlichen und ſchrifftlichen Unterhandlungen/ ſich letzlichen einer andern güthlichen Tagſatzung/ darauf vermeldt Göttlicher Gnaden die vorgefallenen Jrrungen und Gebrechen gänzlichen und endlichen abgeſchafft werden ſollen/ mit einander vereinigt und vergliechen/ wie hernach folget: Erſtlichen/ daß Jhre Römiſche Königl. Maj. an ſtatt und von wegen Marggraff Albrechts zu Brandenburg/ Hertzog Hanß Albrechten von Mecklenburg/ und Landgraff Wilhelmen zu Heſſen/ und anderer Jhrer Churfürſtl. Gn. in dieſer Kriegs-Handlung Mit-Verwandten bewilliget haben/ daß von wegen fernern güthlichen Handlung- und Vergleichungen obberührter Jrrungen/ und entſtandenen Kriegs-übungen/ Jhr. Königl. Maj. und Churfürſtl. Gnaden/ auf ſchierſt kommenden Pfingſt-Tag unſers lieben Herrn und Seligmachers Himmelfahrts-Tag/ in der Stadt Paſſau/ gegen Abend ankommen/ und um morgens zu früher Tags-Zeit die Handlungen wieder für die Hand nehmen/ und zu gütlicher Vergleichung handeln/ und ſo viel immer möglich/ bringen ſollen und wollen/ doch Jhrer Königl. Maj. halben mit dem laurern Gedinge und Beſcheidenheit/ nachdem der Churfürſt zu Sachſen/ von ſeiner Churfl. Gnaden Mitverwandten wegen nicht gewolt hat/ allhier einen friedlichen Anſtand/ bis nach Beſuchung ſolches gütlichen Tages/ zu bewilligen/ daß ſeiner Churfürſtl. Gnaden bey obbemelten Jhren Mit-verwandten Fürſten ihres euſerſten beſten möglichen Fleiſſes/ werbe/ anhalte und lange/ daß ſie mit und neben ſeiner Churfürſtl. Gnaden/ von Jhr ſelbſt und ihrer aller Kriegs-Volck und Mit-verwandten wegen/ einen friedlichen Anſtand den 11. Tag des nechſtkommenden Monats May. angenommen und gehalten ſoll werden; Dergeſtalt/ daß Jhr. Chur- und Fürſtl. Gnaden und derſelben Verwandten und Kriegs-Volck/ in ſolchen wehrenden Anſtand/ weder Kayſerl. noch Königl. Maj. noch einigen andern Churfürſten/ Fürſten/ Stand oder Stadt/ noch derſelben Unterthanen/ ferner überziehen/ beſchädigen/ vergewaltigen/ brennen oder brandſchätzen; ſondern in den Lägern/ da ſie liegen werden/ ihre Nothdurfft um gemliche Bezahlung erkauffen/ und der armen Unterthanen auſſerhalben gewöhnlicher Fürerung verſchonen/ doch ſoll ihnen unbenommen ſeyn/ in ſolchen Stillſtand ihre Läger ungefährlich zu verändern/ aber ſich von Belägerung der Statten und anderer Vergewaltung und thätlichen Handlungen enthalten. Herwiederum will ſich hierum der Römiſchen Kayſerl. Maj. hochgedachte Königl. Majeſt. auch freundlich und brüderlich mächtigen/ und von Jhrer Kayſerl. Maj. wegen bewilligen haben/ ſo bald ſolcher Stillſtand von Jhrer Churfürſtl. Gnaden und obbemelten ihren Mit-verwandten angenommen und bewilliget worden/ und durch Herrn Hanſen Walthern von Hirnheim Ritter/ Jhrer Kayſerl. Maj. und ſeiner Churfürſtl. Gnaden/ und Jhren Mit-verwandten/ ſchrifftlich zu erkennen gegeben wird/ welches von dato innerhalb 12. Tagen geſchehen ſoll/ daß alſobald auch Jhre Kayſerl. Maj. und derſelben Mit-Verwandten und Kriegs-Volck gleichermaſſen den friedlichen Anſtand halten ſollen und wollen/ in aller Maaß und Geſtalt/ wie jetzo Jhrer Churfürſtl. Gnaden und ihrer Mit-Verwandten halben geſetzt iſt. Und damit aber ſolcher Anſtand auch ſeine Gewiſſheit und Ende habe/ ſo iſt von Jhrer Kayſerl. Majeſt. freundlich und gnädiglich begehrt worden/ daß er/ als obſteht/ auf den eilfften Tag Maii angehen/ aber von obbemeldten unſers lieben HErrn Himmelfahrts-Tag anzurechnen/ nur einen Monat lang währen und gehalten ſoll werden/ und ſolch Jhro Königl. Maj. freundliches und gnädiges begehren/ des Stillſtandes halben/ auf welches erlangen/ Jhr. Königl. Majeſt. die Tagſatzung würcklich fürgehen zu laſſen beſtellt/ will Jhr. Churfürſtl. Gn. bey Jhren Mit-Verwanden anbringen und befordern/ und ob/ auch wie es bewilliget/ als obſteht/ die Kayſerl. Maj. durch obbemelten Hirnheim berichten laſſen. Und nachdem der Churfürſt zu Sachſen abermahl freundlich begehrt/ daß neben Jhr. Königl. Maj. auch derſelben geliebter Sohn/ mein gnädigſter Herr/ Dieſer. M. zu Böhmen ꝛc. ꝛc. zukünfftigen gütlichen Tag beſuchen und neben Jhrer Königl. Maj. die Sachen endlich vergleichen helffen/ ſolch Jhr. Churfürſtl. Gnaden begehren/ gern freundlich hierinne gewilliget haben wollen/ ſo nur es anderer ihrer Obligen/ und ſonderlich der Hungariſchen Kriegs-Sachen halben/ ſeyn wird mögen. Dieweil nun aber die Römiſche Kayſerliche Majeſt. auch Churfürſten/ Fürſten und Stände des heiligen Reichs/ an dem trefflich viel gelegen ſeyn will/ daß ſolcher Kriegs-Empörung/ und daraus erfolgte Weiterung/ Blut-Vergieſſen/ und Verderbung Land und Leut/ zeitlich vorkommen/ und Friede/ Ruhe und Einigkeit gepflantzt und erhalten werden/ ſo iſt von der Röm. Königl. Maj. vor nun und nothwendig angeſehen/ und fürgeſchlagen worden (welches Jhr. Churfürſtl. Gnaden auch nicht hat ungefallen laſſen) daß auf obbemelten gütlichen Tag/ durch die Röm. Kayſerl. Maj. oder Jhr. Königl. Majeſt. auch beſtrichen und erfordert ſollen werden/ meine gnädigſte und gnädige Herren/ die vier Churfürſten bey Rhein/ und der Churfürſt zu Brandenburg/ dergleichen von Geiſtlichen der Erz-Biſchoff zu Eichſtätt/ und Biſchoff zu Paſſau/ und von den Weltlichen Fürſten/ Hertzog Albrecht zu Bayern/ Marggraff Hanß zu Brandenburg/ Hertzog Heinrich zu Braunſchweig/ Hertzog Wilhelm zu Gülich/ Hertzog Philips von Pommern und Hertzog Chriſtoph von Würtenberg/ auf daß ſie ſich mit und neben Jhrer Königl. Maj. ſolcher gütlichen Unterhandlung unterfahen/ und die entſtandene Jrrungen und Kriegs-übung zu gütlicher Hinlegung und Vergleichung mit Gottes Hülffe fordern und dienen helffen/ wären auch Sach/ daß der deſs-redende Chur- und Fürſten nicht alle erſtammen oder erſtricken/ ſo ſoll nichts deſtoweniger die gütliche Unterhandlung durch die ſo ankommen/ von der Hand genommen und gehandelt werden/ ob ſie alle erſchienen wären. Und auf daß Jhr. Churfürſtl. Gnad deſto mehr Urſach zu erſcheinen haben/ ſo iſt von Jhro Königl. Maj. vor gut angeſehen/ und begehrt worden/ zu dem/ daß Jhr. Chur- und Fürſtl. Gnaden der Röm. Kayſerl. und Jhrer Königlichen Maj. und des heiligen Reichs/ frey/ ſicher/ und geſtrack Geleit/ für ſich/ und die ſo ſie mitbringen/ zu/ auf/ und von ſolchem gütlichen Tag haben ſollen und werden/ daß noch darüber der Churfürſt zu Sachſen/

Digitized by Google

ANNO 1552.

Sachſen / und obbemeldte Ihrer Churfürſtl. Gnaden Mit-Verwandte Fürſten / für ſich und ihr Kriegs-Volck und Mit-verwandten / jedem ihre ſchrifftliche Verſicherung geben / und vermög derhalben gethane Abreden zuſchicken und darinn verſprechen ſollen in beſter Form / daß ſie / und die ſo ſie obangezeigtlich mit-bringen oder ſchicken werden / desgleichen ihre Landſchafften und Unterthanen ſich in obbeſtimmter Zeit des währenden gütlichen Tages / auch ihres Reiſens / zu-und von ſolchem gütlichen Tag / bis wieder an ihr ſicher Gewahrſam und Hofſtäger / von Ihren Chur-und Fürſtl. Gnaden und ihnen in mitten beſtändiger / verzerwehrlicher noch übergezogen ſollen werden / ſondern ihrenthalben in alle Wege ruhig / und unbedrängt bleiben ſollen / doch auch mit der Maaß und Beſtendigkeit / daß herwiederum der Churfürſt zu Sachſen / und ſeiner Churfürſtl. Gnaden Mit-Verwandte Unterthanen und Kriegs-Volck von Ihren Chur-und Fürſtlichen Gnaden / ſolche Zeit aus und alſo unbeſchädiget und unbedrängt bleiben und gelaſſen werden / und hat ſich ſeine Churfürſtl. Gnaden bey ihrem Mit-Verwandten mit getrewem Fleiß anzubringen / und wo unmer müglich / zu erhalten und fertigen zu laſſen bewilliget: Damit auch den Churfürſten zu Sachſen und ſeiner Churfürſtl. Gnaden Mit-Verwandten zu / auf / und von ſolchem G. gütlichen Tag an aller nothdürfftigen Sicherheit nichts abgehe / ſo bewilliget die Königl. Maj. hiermit / an ſtatt der Kayſerl. Maj. und vor ſich ſelbſt / daß ſie auch darzu / darauf / und davon bis wieder an ihre gute ſichere Gewahrſam der Röm. Kayſerl. und Ihr. Königl. Maj. und des heil. Reichs frey und geſtrack ſicher Geleit haben ſollen / und ihnen darüber von Kayſerl. oder Ihrer Königl. Maj. an Ihrer Kayſerl. Maj. und vor ſich ſelbſt nothdürfftige Fertigung verfolgen ſoll in beſter Form. Und ſolche obberührte des Churfürſten zu Sachſen und ſeiner Churfürſtl. Gnaden Mit-Verwandten verſicherung der Churfürſten zu geben / ſoll auch / wie billig / auf Ihr. Chur-und Fürſtlichen Gnaden Räthe und Dienern und die / ſo ſie obngefährlich mit ihnen bringen / oder auf die Räthe / ſo ſie an ihre ſtatt ſchicken / ſamt denen / ſo ſie ungefährlich mitbringen / verſtanden werden. Der Churfürſt zu Sachſen hat auch bewilliget / den Churfürſten und Fürſten / ſo ſeiner Churfürſtl. Gnaden und ihren Mit-Verwandten lager / auf ein zwo oder drey Meil weges nahe kommen werden / zu mehrer Sicherheit / auf Erſuchen / (welches zeitlich geſchehen ſoll) etliche Pferde zu zuordnen / damit ſie ſich in alle Wege / gar keiner Gefahr oder Schadens zu befahren haben. Und damit nun auch meines gnädigſten Herrn Land-Graffen Philipſen zu Heſſen Erledigung deſto fruchtbarlicher geſchloſſen werden möge / ſo bewilliget die Römiſche Kayſerliche Majeſtät / daß die Churfürſten zu Sachſen und Brandenburg jeder einen / und Landgraff Wilhelmen einen / desgleichen ſeiner Fürſtl. Gnade Landſchafft einen Abgeſandten abfertigen mögen / denen will Ihre Kayſerl. Maj. an ihrer gnädigſte Frau / Königin Maria / auf der Kayſerl. Maj. derhalben empfangenen Gewalt und Bewilligung / Schreiben gehen / daß ſie jnder zu ſeiner Fürſtl. Gnaden kommen und gelaſſen werden mögen / dergleichen auch freundlich und brüderlich fordern / daß ihnen vieren ſamt und ſonder vergönt und erlaubt werde / in Abweſen anderer ſich mit ſeiner Fleſtlichen Gnaden nothdürfftiglich zu unterreden. Was aber für freundlich Erſuchen und begehren vom Churfürſten zu Sachſen gethan werden / von wegen Herauffbringung des Land-Graffens / an der Kayſerl. oder Ihrer Königl. Mj. Hoffe / des will Ihr. Königl. Maj. an die Röm. Kayſerl. Maj. forderlich gelangen laſſen / und ſo viel und nothdurfftiglicher Sicherheit beſchehen mag / freundlich und brüderlich befoedern. Beſchließlich / wann dem Churfürſten zu Sachſen / und dem Könige von Franckreich / einige Fürſtſtäge oder Mittel / wie ſeiner Königl. M. daß zwiſchen der Kayſerl. Maj. und ihnt / Fried zu machen ſey / achtet / zu kommen / ſo ſoll und will ſeiner Churfürſtl. Gnaden dieſelbigen / Ihrer Königl. Maj. ferner überſchicken / dieſelbigen an die Kayſerl. Maj. fürter gelangen zu laſſen und Ihr. Kayſerl. Majeſt. Willen und Gemüth darunder zu vernehmen / laut Ihr. Königlichen Majeſt. erſten Reſolution-Schrifft. Actum in Ihrer Königl. Majeſt. Stadt Linz / und mit Ihrer Königl. Maj. und Ihrer Churfürſtlichen Gn. furgedruckten Secreten verwahret / den erſten Tag Maji, Anno im zwey und funffzigſten.

XV.

19. Mai. Vertrag und Verzichts-Brief Biſchoff Wiegandts zu Bamberg / Marggraff Albrechten dem Jüngern zu Brandenburg übergeben / durch welchen Er an beſagtem Marggraffen zu Abwendung deſſen fürnehmen 19. ämter cediret und darauff völlig renunciret. Bamberg den 19. May 1552. [HORTLEDER, von anfang und fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. 11. pag. 1339. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 42. d'où l'on à tiré cette Piéce.]

C'eſt-à-dire,

ANNO 1552.

Lettres & Accord & de Renonciation, par leſquelles WIGAND, *Evêque de Bamberg, céde & transporte dix-neuf Bailliages au Marcgrave de Brandebourg* ALBERT le jeune, *& y renonce entierement, pour le détourner de la Guerre qu'il avoit entrepriſe contre lui. A Bamberg le* 19. *Mai* 1552.

WIr Weigandt von GOttes Gnaden Biſchoff zu Bamberg / bekennen offentlich mit dieſem Brieff / gegen jedermänniglich für Uns / Unſer Nachkommen und Thumb-Capitul. Nachdem dieſer Zeit beſchwere Kriegsläufften / im Reich teutſcher Nation entſtanden / darauff wir Uns endlich nichts anders zu verſehen und zu beſahen gehabt / dann daß wir von Unſerm Stifft / auch Landen und Leuten / ſampt unſerm Thumb-Capitul / vertrieben / und darzu unſers arme Leut geplündert / verheeret und verbrendt werden / als uns dann der hochgeborn Fürſt / unſer beſonder lieber Herr und Freundt / Herr Albrecht / Marggraff zu Brandenburg / der Jünger / als Königlicher Majeſtät zu Franckreich und dero Einigungs-Verwandten Oberſter / aus ſondern habenden Befelch / darinnen daß wir uns aus allerley Urſachen gegen ihrer Königlichen Majeſtät und den andern Ständen nicht zeitlich erklärt / allbereit in Unſerm Stifft überzogen / auch etliche Städt und Aempter eingenommen / verwegen wie / zu Verhütung ſolches noch weitern hochverderblichen / beſchwerlichen und beſorglichen Nachtheils / mit Wiſſen und Willen Unſers Thumb-Capitels / gegen gedachtem Unſerm beſonderen lieben Herrn und Freund / Marggraffe Albrechten / an ſtatt und von wegen der Königlichen Majeſtät zu Franckreich und der Einigungs-Verwandten / nunmaſſen beſchet / Uns zu erklären verurſacht worden / und darzu / damit ſein Lieb mit ihrem Fürnehmen / gegen Uns / abgeſtanden / derſelben von Unſerm Stifft nachfolgende Aempter rechtlich geeignet / übergeben und zugeſtellt haben / thun auch daſſelbig hiemit / und in Kraffte dies Briefs beſtändiglich / wentlich:

Nuſſen / Brückenſtan / Mönneck / Kupfferberg / Lengſtt / Ludwig Scharaſtt / Wilfeck / Pottenſtein / Veldenſtein / Groſſmanſtein / Holfeldt / Waſſenfeldt / Neudeck / Forchheim / Neuenkirchen / Herzog Aurach / Unter und Obern Hochſtatt / auch Obern Schönfeldt / und Waltenrode / mit beſchwerde des Pfandſchillings / mit allen zuehörigen Unterthanen und Schutz-Verwandten / auch ihren Schlöſſern / Städten / Dörffern / Weiern / Hoffen / Mühlen und Mühlſtänen / lehenſchafften und lehen-Leuten / Edel und Unedel / in dieſen Aempter geſeſſen und gelegen / auch Kirch-Tag und andern Schutzen / Renten / Gülten / Zinſen / Frawendienſt / Steuren / hohen und niedern Obrigkeiten / Gebotten / Verbotten / Fravelnen / Glaiten / Zöllen / Wildpannen / Wilden / Holtzern / Waſſern / Teichen / Aeckern / Wieſen / Huhn und Weyd / und in gemein allen andern Zugehörigen / Regalien / Rechten und Gerechtigkeiten / wie wir die zuvorn innen gehabt / genoſſen und gebraucht haben / nichts noch keinerley ausgenommen / oder hindangeſetzt / dann allein Unſers Thumb-Capitels ſondere / mit alters hergebrachten Gerechtigkeiten / ſo ſie in berührten Aempter an Leuten / Lehenſchafften / Renten / Gülten / Zinſen / Zehenden / Gebotten / Verbotten / und andern / nichts noch keinerley ausgenommen / von Alters hergebrachte / und derſelben gebraucht haben / ſollen denſelben hinführo noch alſo unverhindert verfolgen und bleiben.

Wir haben auch ſeiner Lieb alle Lehen / ſo hiervor in derſelben Landt und Obrigkeit gelegen / und von Uns und Unſerm Stifft zu Lehen gangen / gleicher geſtalt geeignet / übergeben / und zugeſtellt / daß ſie von ſeiner Lieb hinführo empfangen und geliehen werden ſollen.

Wir wollen auch alle und jede / dieſe obberührte Lehen-Leut und Unterthanen / unverzüglich ihrer Pflicht ledig zehlen / und die an gedachtem Unſerm Herren und Freundt Marggraff Albrechten und ſeiner Lieb Erben / derſelben Huldigung zu thun weiſen: Und darzu ſeiner Lieb / die Land-Lehen / Zinſer / Ehebuffe / Bücher und Regiſter / und was ſonſten hierüber nohtwendig darzu gehörig / und in Unſer Gewalt iſt / zugleich mit überantworten und zuſtellen laſſen.

Und begeben Uns ſolchem nach / mit Wiſſen und Willen Unſers Thumb-Capitels / aller obbemelter Unſer genehmer Aempter / Stätt / Flecken und Lehnſchafft / ſambt aller dero zu-und Eingehörungen / Herligkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auch Nutzungen durchaus / hinführo zu dem allen / ſampt und ſondern keine Zuſprach / weder mit / oder ohn Recht / noch auch einige Päbſtliche / Käyſerliche / Königliche oder Reichs Beamedung / Reſtitution und Hülff / in einig Weis noch Weg hierüber zu ſtehen / ſondern des alles gänzlich und gar verzichen ſeyn / ohn alles Gefährde.

Zu dem geloben und verſprechen wir auch ſeiner Lieb / achtzig Tauſendt Gülden zur Liedtohn / fünffzig tauſend Gülden / an ſeiner Lieb Schulden zu bezahlen / auf Uns / Unſern Stifft und Nachkommen / nach ſeiner Lieb Anweiſung zu nehmen / und ſein Liebden derſelben ohn Schaden zu entheben. Das zu wahrer Urkundt

ANNO 1552. kunde / haben wir für Uns und Unſere Nachkommen am Stifft / Unſers Stiffts Inſiegel hieran gehangen.

So bekennen wir Thum-Probſt / Dechant / Senior und Capittel / dieſes S. Käyſer Henrichs Stiffts zu Bamberg / daß dieſe Handlung / Ubergab und Zuegnung der obbenenten Kempfer ſtundt allen ihren Ein- und Zuegehörungen / mit Unſerm guten Vorwiſſen und Willen geſchehen ſey / willigen auch daſſelbig hiemit / und in Kraffte dis Brieffs wiſſentlich / gerechen und verſprechen darauf für Uns und Unſer Nachkommen / kein Zuſpruch noch Forderung eintges Wegs / wedre für Uns ſelbſt / noch jemandte andern / es ſey mit / oder ohn Recht / darzu gewinnen oder zu haben / noch derowider weder Päbſtliche / Keyſerliche / Königliche oder Reichs Begnadung / Hülff oder Reſtitution zu ſuchen / in kein Weiß noch Wege / getreulich und ohn alles Gefährde / des zu wahren Urkundt / haben wer zu hochgemandes Unſers gnedigſten Herren Unſers gemeinen Thumb-Capittels Inſiegel hieran hangen laſſen. Der geben iſt in Unſer Stat Bamberg / am Donnerſtag nach dem Sontag Cantate, den 19. May, nach Chriſti Unſers lieben Herren Geburt / tauſent fünff hundert / und im zwey und fünffzigſten Jahre.

26. Août. Kayſerl. Caſſation des zwiſchen Bamberg und Marggraf Albrecht zu Brandenburg gemachten Vertrags. Augſpurg am 26. Auguſti 1552. [HONTHEIM, Tom II. Libr. VI. Cap. XXVIII. pag. 1790. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Abſatz III. pag. 43. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

Lettres Imperiales de Caſſation, par leſquelles l'Accord paſſé entre WIGAND, *Evêque de Bamberg, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, eſt mis à néant. A Augsbourg le 26. d'Août* 1552.

WIr Carl der Fünffte / von Gottes Gnaden Römiſcher Keyſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hispanien / beyder Sicilien / Hierusalem / Hungarn / Dalmatien / Croatien ꝛc. König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgundi / ꝛc. Graff zu Habsburg / Flandern und Tyrol / ꝛc. bekennen öffentlich mit diſem Brieff und thun kunde allermänniglichs /

Nachdem in jüngſt entſtandener Empörung / der Ehrwürdige Wigandt / Biſchoff zu Bamberg / Unſer Fürſt / Raht und lieber Andechtiger / ſambt ſeinen Thumb-Capittel / und zugehörige Geiſtlichkeit / durch Marggraffen Albrechten von Brandenburg und andere ſeine Anhengige / auffrühriſche / Frantzöſiſche Conſpirations-Verwandte / gantz unverwarnter Sachen / auffrühriger / muthwilliger Weiſe / mit Heers-Krafft überzogen / etlicher ihrer Stätte / Schlöſſer / Flecken / Dorffer / Kempter und Güter entſetzet und entwendet / und leztlich über das alles einen ſehr beſchwerlichen Vertrag und Capitulation, darinn unter andern vermeldet / daß gedachter Biſchoff von Bamberg hundert und dreyſſig tauſendt Gülden Schulden / auf ſich und ſein Capittel nemmen / und derhalben auf Wilhelm von Grumbach / Ehrnfeſt Straſſen / der Rechten Licentiaten und Dein Zicken / gewieſen ſeyn ſolle / einzugehen und anzunehmen / gedrungen worden / alles Uns und dem heiligen Reich zu Schmälerung und zu Entziehung Unſers und deſſelben Eigenthums Obrigkeit und Gerechtigkeit und zu / dem Biſchoff und ſeinem Thumb-Capittel / zu mercklicher Beſchwerung / unwiderbringlichen Schaden und Nachtheil.

Dieweil denn weder gedachtem Marggraffen dergleichen unbillliche beſchwerliche Verträge jemandts aufzurichtungen / noch gedachtem Biſchoff / ſolch Uns und dem heiligen Reich und ſeinem Thumb-Capittel widerwärtige nachtheilige Verträge mit jemandts einzugehen / anzunehmen / oder zu bewilligen / noch denſelbigen einige Folge zu thun oder zu geleiten / gebüret.

So haben wir demnach mit wohlbedachtem Muth / gutem Rath / eigener Bewegnüs und rechtem Wiſſen / ſolchen obbeſtimpten nachtheiligen Vertrag in allen und jeglichen ſeinen Punckten / Inhaltungen / Meynungen und Begreiffungen / und ſonderlich in dem Punct / die hundert und dreyſſig tauſendt Gülden abgemelt / vernichtiget / auffgehebt / caſſirt und abgethan / und demſelbigen ſamt allen darüber aufgerichteten Verſchreibungen / nichtig / kraffltlos und von Unwürden erkannt / und erkläret / und gedachtem Unſerm Fürſten und Rahte dem Biſchoff zu Bamberg ſampt allen und jeden ſein und ſeines Stiffts-Stätten / Schlöſſern / Flecken / Dorffern / Kempten / Lehenmannen / Lehen und Güteren / ſo viel ihnen derſelbigen durch Marggraff Albrechten abgedrungen / nichts ausgenommen / gänzlich und vollkommenlich widerumb zu Unſern und des Reichs handen und Gehorſamb genommen / und von den Gelübden und Eyden / ſampt der Oeffnung / Hülffe und Folge / und allen andern Bürden / gegen gedachten Marggraffen und ſeinen Anhängern / gänzlich entlediget / und in vorigen Stande / inmaſſen ſie vor der Zeit des obbeſtimpten aufgerichteten Vertrags geweſt ſeyn / reſtituiret und geſetzt / und thun das alles hiermit von Römiſcher Keyſerlicher Macht Vollkommenheit / wiſſentlich in Kraffte dieſes Brieffs / und meynen / ſetzen und wollen / daß derſelbige vermeynte Vertrag in allen und jeden ſeinen Punckten / Clauſulen / Artickeln / Inhaltungen / Meynungen und Begreiffungen / Kraffltlos / unbündig / nichtig und von Unwürden ſeyn und bleiben / und von männiglichen alſo gehalten und auſſerhalb Gerichts geachtet und gehalten werden ſolle. Und geweten darauf allen und jeden Churfürſten / Fürſten / Geiſtlichen und Weltlichen / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Hauptleuten / Land-Vögten / Pflegern / Verweſern / Amptleuten / Schultheiſſen / Burgermeiſtern / Rähten / Burgern / Gemeinden / und ſonſt allen andern unſern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / und ſonderlich gedachtem unſerm Fürſten und Rahte dem Biſchoffe zu Bamberg / ſambt ſeinem Thumb-Capittel und Landſchafft / von Römiſcher Keyſerlicher Macht / hiermit ernſtlich / und wollen / daß ſie ſolchen aufgerichteten Vertrag für kraffltlos / nichtig / unbündig und von Unwürden halten / und gedachter Unſer Fürſt / der Biſchoff von Bamberg / ſambt ſeinem Thumb-Capittel und Landſchafft mit Vollziehung ſolches Vertrags fernet nicht fürfahren / ſondern ſich deſſelbigen gänzlichen entſchlagen und enteuſſern / und obangetzogene eingenogene Stätte / Schlöſſer / Flecken / Kempter / Lehen / Güter und Unterthanen / ſo viel ihnen derſelbigen durch gedachten Marggraffen / alſo / wie obſtet / abgedrungen worden / widerumb an ſich bringen und hinführo Uns / als ihren rechten einigen Herren / allen ſchuldigen Gehorſam leiſten / und dieſe Unſere Keyſerliche Caſſation ſtät und feſt halten auch gedachten Biſchoff zu Bamberg und ſein Thumb-Capittel und Landſchafft und ihr Nachkommen / darwider nicht dringen / beläſtigen noch beſchweren / noch des jemandt anders zu thun geſtatten / in keine Weis / als lieb einem jedern ſey Unſer und des Reichs ſchwere Ungnad und Straffe und darzu eine Pœn, nemlich funffzig Marck löths Golds / zu vermeiden.

Wir empfehlen auch hierauf Unſerm Keyſerlichen Cammer-Procurator, Fiscal, General, gegenwertigen und zukünfftigen / hiermit ernſtlich / und wollen / daß er auf obbeſtimpte Pœn und Straffe / an Unſerm Keyſerlichen Cammer-Gericht / für ſich ſelbſten / oder ſampt und neben gedachtem Biſchoff zu Bamberg / ſeinem Thumb-Capittul und Landſchafft / ſo offt er derhalben erſuchet / oder ſolches für ſich ſelbs ſinnen wirdt / gegen allen und jeden / die wieder obberührte Unſere Keyſerliche Caſſation und Reſtitution ihres handelns / furnehmen oder thun / unverzuglich procediren und verfahren ſolle / wie ſich in ſolchem Fall gebüret.

Mit Urkundt dieſes Brieffs beſigelt mit Unſerm Keyſerlichen anhangenden Inſiegel. Geben in Unſer und des Reichs Stadt Stadt Augſpurg / am ſechs und zwantzigſten Tage des Monats Auguſti, nach Chriſti Unſers lieben Herrn Geburt / funffzehen hundert und im zwey und funffzigſten / und Unſerer Reiche im ſechen und dreyſſigſten Jahre.

CAROLUS.

Vt. A. PERRENOT.

Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

BAV. SIT.

XVI.

Vertrag zwiſchen Biſchoff Melchior von Würtzburg eines / und Marggraf Albrecht dem Jüngern von Brandenburg andern Theils / über die zwiſchen ihnen entſtandene Mißverſtände / wodurch von Seiten Würtzburg zweyhundert und zwantzig tauſend Gülden dem Marggrafen zu entrichten / und noch 150000. Gülden an ſeinen Schulden zu bezahlen; von deſſen ſeiten aber von der wider Würtzburg fürgenommenen Kriegs-Expedition abzuſtehen ſtipuliret wird. Geſchehen den 21. May 1552. [HORTLEDER, von Urſachen des Teutſchen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1352. LENIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 54. ſans date, d'où l'on a tiré cette Pièce.] 21. Mai.

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement entre MELCHIOR *Evêque*

ANNO 1552. *que de Wurtzbourg, & ALBERT le jeune Marcgrave de Brandebourg, ſur les Différents ſurvenus entr'eux; par lequel l'Evêque & ſon Chapitre s'obligent de payer au Marcgrave 220. mille Florins, & de ſe charger de 350000. Florins de ſes dettes, moyennant quoi il promet de ſe déſiſter de la Guerre qu'il avoit entrepriſe contr'eux. Fait le 21. Mai 1552.*

WIr Friderich von Wirſperg / Dechant des Stiffts Würtzburg / und Michel von Lichtenſtein / auch Erasmus Neuſtätter / Stürmer genant / Thumherrn daſelbſten / Wolff von Velberg / Sebaſtian Rüdt / Carl von Redwitz / Baſtian von Lichtenſtein / Meichard von Thüngen / und Albrecht von Adelsheim / alle in Nahmen und von wegen eines gemeinen Thumb-Capitels zu Würtzburg / und Herzogen zu Francken hierzu verordnet und geberen. Bekennen offentlich mit diesem Brieff / nachdem ſich dieſer Zeit zwiſchen dem hochwürdigen Fürſten und Herrn / Herrn Melchior / Biſchoffen zu Würtzburg und Herzogen zu Francken eins / und dem Durchleuchtigen / hochgebohrnen Fürſten und Herrn / Herrn Albrechten dem jüngern / Marggraffen zu Brandenburg / &c. beyden Unſern gnädigen Herren / anders Theils / Irrungen / unfreundſchafft / allerley Mißverſtand / und unwillen zugetragen / wo daſſelbig ihrer F. G. Schrifften gegen einander ergangen / zu erkennen geben / derwegen ſich hochgenannter Unſer gnädiger Herr von Würtzburg / auch ſeiner F. G. Stifft / eines beſchwerlichen überzugs und endlichen Verderbens beſahren müſſen / olsdann hochgenanter Unſer gnädiger Herr Marggraff Albrecht allberait mit einem ſtattlichen Kriegs-Volck / zu Roß und Fuß gefaſt geweſt / und uns denen vom Capittel / auch den Stätten und Ritterſchafft / ſolchen überzug ſchrifftlich zu ſchreiben laſſen / daß wir ſolchem nach / zu fürkommung mehrers unrahts / auch endlichen Verderbens und unterhandlung unterthänigklich angehalten / und auff daſſelbige / bey beyder ihren F. Gnaden / ſo viel erhalten / daß die uns derſelben verfolgt.

Und haben alſo mit beyderſeits guten Vorwiſſen und Willen / die Sachen nachfolgender geſtalt beygeleget / vereiniget und vertragen / daß hochgenannter unſer gnädiger Herr Marggraff Albrecht / den gefaſten unfreundlichen willen / gegen unſerm gnädigen Herrn von Würtzburg fallen laſſen / auch den fürgenommenen überzug zurück / und abgeſtellet / und derzu alle ihre gehabte Spruch und Forderung darumb / die dann dieſen überzug fürzunehmen verurſachet / begeben hat.

Dargegen unſer gnädiger Herr von Würtzburg / ſeiner F. G. beſtändiglich bewilliget / verſprochen und zugeſagt / zweyhundert tauſend und zwantzig tauſend Gulden / an guter gänger landläuffiger Wehrung grober Münz / nachfolgender Geſtalt zur zu entrichten / nemlich / daß einhundert tauſend Gulden auf den neunden Tag des Monats Junii nechſtkommende / in der Stat Forchem / und das übrig ein hundert tauſend / und die zwantzig tauſend Gulden / auch in der Stat Forchem / auf den erſten Monats Tag Julii erlegen / bezahlen ſoll und will. Und darzu dreyhundert tauſende / und funffzig tauſend Gulden ſeiner Marggraff Albrechts Schulden / wie die ſeinen F. G. inhalts eines beſiegelten Regiſters verwieſet worden / auf ſich und ſeiner F. G. Stifft nemmen / ſich darfür verſchreiben und die / ſampt der Verzinſung / laut und Inhalts der Schuld-Verſchreibung nun hinfüro bezahlen / und ſein F. G. auch derſelben Erben der gänzlichen entheben und ſchadlos halten / neue Schuld verſchreibung aufrichten / und Marggraff Albrechten / oder ſeiner F. G. Erben / ihr Verſchreibung von den Gläubigern überneinmen / und ſeiner F. G. zuſtellen.

Deßgleichen derweil ſich mein gnädiger Herr Marggroff Albrecht beſchwert / daß weiland Biſchoff Conrade von Thungen / löblicher Gedächtnus wider das Cloſter Ebrach / ein Kayſerliche Begnadung / ohn Wiſſen und Willen deweles Cloſters / ausgebracht habe / daß dieſes Cloſter nun hinfüro / in einem Erbſchutz des Stiffts Würtzburg ſeyn ſolt / deſſen aber ſein F. G. aus allerley urſachen nicht geringe beſchwerden tragen / und ſonderlich darumb / daß ſolch Cloſter von Alters her / je und allwegen / frey geweſen / und ein Schutz-Herrn ſeines Willens und Gefallens nennen mögen / alsdann ſeiner F. G. Vorältern / auch Schutz-Herrn darüber geweſt / welcher Weg nunmehr ſeinen F. G. und dero Erben / durch ſolch ausgebrachte Begnadung geſperrt worden / ſo ſoll unſer gnädiger Herr von Würtzburg und dero Nachkommen am Stifft / ſich berürter ausgebrachter Begnadung nicht mehr gebrauchen / ſondern gemelt Cloſter Ebrach / nun hinfüro bey ſeiner alten Freyheit ungehindert bleiben laſſen / einen Schutz-Herrn / jederzeit ſeines Gefallens zu erwählen und anzunemmen.

Darneben ſeyn etliche Bey-Artieul durch uns abgeredt / und von beyden unſern gnädigen Fürſten und Herrn angenommen und bewilliget worden / inhalts einer Verzeichnüs / ſo von beyden ihren F. G. mit eigen handen unterſchrieben / welche dann ungeachtet / daß die aus etlichen urſachen dieſem Haupt-Vertrag nit eingeleibt / nichts deſtoweniger vollzogen werden ſollen / und ſoll hierdurch alle Forderung / unfreundſchafft / Miß-Verſtande und unwill gefallen und abſeyn / und wende unſer gnädige Fürſten und Herrn / auch deren Stifft / Lande und Leut in freundlichen guten / nachbarlichen Willen / gegen einander ſtehen / und einander aller Forderungen und Irrungen halben / keines argen oder ungutens gewarten / in kein Weiß noch Weg. ANNO 1552.

Desgleichen ſoll und will unſer gnädiger Herr Marggroff Albrecht an Ehrwürdig Thumb-Capitul des Stiffts Würtzburg / Prälaten / Groſſen / Herren / und von der Ritterſchafft / auch allen derſelben Diener / Unterthanen und Verwandten in gnedigen Befehl haben / und die ſeinigen / ob ſein F. G. derſelben gegen etlichen gefaſt hetten / gnädiglich fallen / und abſtehen laſſen / auch ſo viel an ſeinen F. G. ſein mag / in dieſen geſchwinden läufften gnedige Wendung thun / damit das Stifft und ſie nit überzogen / geplündert / oder gebrandſchatzt werden.

Des zu wahrem Urkunde / daß die Sachen / durch uns obbenannte Unterhändler von gemeines Thumb-Capitels wegen / obangezeigter maſſen / mit Wiſſen und Willen beyder obgenanter unſer gnädigen Herrn abgehandelt / haben wir Dechant und gemein Thumb-Capitel / des Stiffts Würtzburg / unſers Thumb-Capitels gemeinlich Inſiegel für uns und unſere nachkommen des Stiffts hieran hangen laſſen / und uns damit bekennt / daß dieſer Vertrag mit unſerm guten Wiſſen und Willen zugangen / aufgericht / auch von uns zugleich mit beliebt und angenommen ſey / demſelben nit zu wider ſeyn / noch uns einiger befreyung / Reſtitution oder Begnadung zu gebrauchen.

So bekennen wir Melchior von Gottes Gnaden / Biſchoff zu Würtzburg und Herzog zu Francken / daß dieſer Vertrag mit unſerm / auch unſers Thumb-Capitels / guten Wiſſen und Willen / abgeredt / und aufgericht ſey. Geredn und verſprechen darauf bey unſerer Fürſtlichen Würden und waheen Worten / ſolchem Vertrag in allen ſeinen Puncten und Artickuln / nachzukommen / den zu widerſprechen / und darwider keines wegs zu ſeyn / dargegen uns kein Recht / Freyheit / Begnadung / Hülff oder Reſtitution, wie die in- oder auſſerhalb Rechtes bey Päpſtlicher Heiligkeit / Römiſchen Käyſern / Königen und ingemein allen andern Ständen ausgebracht erlangt / oder aus eigener bewegnüs gehen werden mögten / nit ſchützen noch freyen / wie auch derſelben nit beachten oder gebrauchen ſollen noch wollen / in kein Weiß noch Wege / getreulich und ohn alles Geferde. Des zu wahrem Urkunde / und ſteter Haltung / haben wir für uns / und unſere Nachkommen am Stifft / unſer und unſers Stiffts Inſiegel / hieran auch hengen laſſen.

XVII.

Vertrag zwiſchen Marggraf Albrecht dem Jüngern zu 19. Junii. Brandenburg und der Stadt Nürnberg / wodurch die zwiſchen Ihnen entſtandene Feindſeligkeiten beygelegt / und dem Marggraffen vor auffgelauffene Kriegs-Koſten der Belagerung 100000. Rthlr. zu erlegen von ſeiten Nürnberg promittirt wird. Geſchehen den 19. Junii. 1552. [HORTLEDER, **von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. XXVII pag. 1719. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 44. d'où l'on a tiré cette Piéce.]**

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accord entre ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG *ſur les hoſtilités commencées entr'eux, & par lequel ladite Ville s'oblige de payer à ce Prince la ſomme de 200. mille Ecus pour les dépenſes du Siege. Du 19. Juin 1552.*

DEr durchleuchtigen / hochgebornen Fürſten und Herrn / Herrn Johann Albrechten zu Meckelburg / Fürſten zu Wenden / Grafften zu Schwerin / der Landen Roſtock und Stargarete Herrn / und Herrn Wilhelmen / Landtgrafften zu Heſſen / Grafften zu Catzenelnbogen / zu Dietz / Ziegenhain und Nidda / auch der beynachbenandten erbarn Frey- und Reichs-Stätten Räthe / Botſchafften und Unterhändler in nachbemeldter Sachen / mit nit Namen / Georg von Pannenberg / Meckelburgiſcher Kriegs-Lieutenant; Wilhelm von Schachten / Heſſiſcher Feld-Marſchall / Georg Oeſterreichiſcher / Dominicus Hantolt / Georg Hopffer des Raths / und Georg Frölich von der Lemenie / Advocat zu Anſpurg / Burckhart Eberhart / des Raths zu Rotenburg an der Tauber / und Georg Rudolff Widmann / der Rechten Doctor, eines Ehrſamen Raths zu Schwebyen ex Fiſcal Advocat, bekennen offentlich mit diſem Brieff / für uns / unſere Herrn / Obern / Gnädige / Gnädige / und menniglich / demnach der Durchleuchtigſt / Gnäd-

ANNO 1552.

Großmächtigſt und Chriſtlichſte König in Franckreich / Herr HENRICH / des Nahmens der ANDER auch andere Potentaten / Chur- und Fürſten des Reichs / eines gemeinen Friedens in Teutſcher Nation, auch Erhaltung halben wahrer Chriſtlicher Religion / etliche Ausſchreiben gethan / und dieſelben des Reichs-Ständen zugeſchickt / darauf auch etliche hochlöbliche Reichs-Chur- und Fürſten / ein Begehren an einen Erſamen Rath der Stadt Nürnberg gelangen laſſen / ſich auf ſolche Ausſchreiben zu erklären / und wiewol ſich darauf ein Rath gegen etlichen derſelben Chur- und Fürſten in Handlung eingelaſſen / dabey ſie verhoffe zu bleiben / ſo hat doch der Durchleuchtige / hochgeborne Fürſt und Herr / Herr Albrecht der Jünger / Marggraff zu Brandenburg / in Preuſſen / zu Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden / auch in Schleſien zu Oppeln und Ratibarn / Hertzog / ꝛc. Burggraff zu Nürnberg / und Fürſt zu Rügen / unſer gnädiger Herr / darzu nicht begnügig ſeyn / ſondern von ihnen / denen von Nürnberg / eine austruckenliche Erklärung / daraus zu verſtehen / Ob ſie der Cron Franckreich / auch der Chur- und Fürſten / und anderer Einungs-Verwandten Ständte / Freunde oder Feinde ſeyn wolten / ernſtlich begehret und erfordert. Darüber dann beyde Theil in allerley thätliche Handlungen und Weiterung gegen einander gewachſen / daß auch S. F. G. die Stadt Nürnberg und derſelben Bürger / Stätt / Schlöſſer / Dörffer / Clöſter und Güter mit Heeres Krafft überzogen / angegriffen / gebrandſchatzt / zum Theil gar verwüſtet und die Stadt Nürnberg ernſtlich belägert.

Und aber hochermandte unſere gnädige Fürſten und Herren / auch die Erbarn Frey- und Reichs-Städte nicht unbillich bedacht / wie ſchwer es falle / da die Glieder eines Reichs als Tiwſche gegen Teutſchen / und Chriſten wider Chriſten / ſo nieff in einander wachſen / und daß es gemeiner fürgenommener Vnchriſtlication nicht wenig Nachtheil und Zerrüttung gebären möchte / daß auch unmenglich den Frieden zu fordern ſchuldig / haben uns hochgedachte unſere gnädige Fürſten und Herren / auch unſere Herren und Freunde / den Erſamen dieſer Frey- und Reichs-Stätten Räthe / als einen Ausſchuß aller dieſer Einungs-Verwandten Städte abgefertiget / mit Befehl / zwiſchen hochgedachten unſern gnädigen Herrn Marggraffen / ꝛc. und einen Erſamen Rath der Stadt Nürnberg / unterthänige und freundliche Unterhandlung mit embſigen guten Fleiß zu ſuchen und fürzunehmen / als uns dann hochbenannter Kriegs-Fürſt / desgleichen auch bemeldter ein Erſamer Rath gütlicher und verbindlicher Unterhandlung gnedigklich und freundlich geſtattet und bewilliget. Darauf wir herkommen / geſtalt und Gelegenheit dieſer hochwichtigen Sachen von beyden Theilen mündlich und ſchrifftlich / nach langs zur Notturfft eingenommen / Mittel und maß / des Friedens vielfeltiglich fürgeſchlagen / auch gegen-Fürſchlag und Forderung angehöret / und nach lang gepflogener Unterhandlung hoch und viel bemelten unſern gnädigen Fürſten und Herrn / Marggraff Albrechten / und einen Erſamen Rath der Stat Nürnberg für ſich / alle ihre Erben / Erbnehmen / Nachkommen / und wer in dieſer Kriegs-Sachen vertrandt und verdacht iſt / Nacht und That darzu gegeben hat / mit irer F. G. und ihrem freyen guten Wiſſen und Willen / wohlbedachtem Muth / zeitigem vorgehabten Rath / aller und jeder obgedachter Kriegs-Handlungen halben / was ſich am Anfang des überzugs über Leute / Güter / und mit Belägerung der Stadt Nürnberg / bis auf dieſen Tag und Stunde zugetragen / nichts ausgenommen / unterthänigklich und freundlich in der Güte vereinigt / vertragen / verglichen / und deſſen ſchweren Krieg / ein Ende gemacht haben / vertragen / vereinigen und vergleichen ſie auch beyderſeits / im Namen des Allmächtigen Gottes / auf ſtets / ewig / immer während und unwiderruflich / hiermit und in Krafft dieſes Briefs / wie vermög der genennten und aller Völcker Rechten und Satzungen am bündigſten / kräfftigſten und beſtändigſten immer ſeyn ſoll / kan und mag / als unterſcheidlich hernach folget:

Erſtlich / nachdem ein Erſamer Rath der Stadt Nürnberg ſich lauter erkläret hat / der löblichen Potentaten Chur- und Fürſten Vindication und Einigung / wie ein Erſamer Rath der Stadt Augſpurg / ſampt andern Erbaren Städten / ſich daſelbſt zu Augſpurg eingelaſſen / theilhafftig und anhängig zu machen ſich auch allbereit eingelaſſen / theilhafftig / und anhängig gemacht haben / vermög aufgerichter / beſiegelter / briefflicher Urkunden / mit hochgedachtes Kriegs-Fürſten und eines Erſamen Raths der Stadt Nürnberg anhangenden Inſiegeln bekräfftiget / ſo ſoll ein Erſamer Rahe zu Nürnberg bey ſolcher ihrer Erklärung und Verpflichtung / ohn allen fernern Anhang / gegen hochgedachten Potentaten / Chur- und Fürſten und ſonſt menniglichen gelaſſen / darüber nicht geeinigen / ſondern darbey gehandhabt werden. Es ſollen auch die Kriegs-Potentaten / Chur- und Fürſten bemeldte der von Nürnberg gethane Erklärung und aufgerichte Capitulation durch ihr ſelbſt gnedig Inſchreiben roboriren und beſtetigen zum förderlichſten es ſeyn mag.

Zum andern iſt abgeredt / verglichen / und endlich vertragen / daß wir ein Erſamer Rath der Stadt Nürnberg / auch alle derſelben Bürger / Verwandte und Zugehörige in / und auſſerhalb der Stadt / an Schlöſſern / Städten / Clöſterer / Dörffern / Sitzen / Häuſern / Weilern / Höffen / Gehölzen / Wäldern / Mannſchafften / Geſchütz / Kugel und Pulver / mit Brandſchatzung und Name / mercklichen Schaden erlitten / daß doch ſie und alle ihre Nachkommen einige An- oder Anſpruch / weder gegen hochgedachtem unſerm gnädigen Herrn / Marggraff Albrechten noch gegen S. F. G. jungen Vettern / Marggraff Georg Friderichen / und derſelben beyder F. G. Erben / Lande / Leuten / Unterthanen / Haab und Gütern / auch Kriegs-Verwandten / von wegen bemeldter erlittenen Beſchädigung / weder mit oder ohne Recht / nunmermehr ſuchen / fürwenden / haben noch gewinnen / ſondern ſolche Schäden ſelbſt tragen und gedulden / auch in keine Weiſe noch Wege heimlich oder offentlich / durch ſich ſelbſt oder andere / in Unquiet anden / äſſern noch rächen ſollen / weder mit Worten noch Wercken / dafür und wider ſie / ihre Nachkommen / Burger / und gemeine Stadt Nürnberg / nicht helffen noch vertragen ſoll / kan noch mag / einige Kayſerliche / Königliche / Päpſtliche Privilegia, Reſcript, Indult, Abſolution, Dispenſation / Bann oder Acht / ſuppleiren / reduciren / reſtituiren / appellirn / provocirn / nicht das Recht auf Forcht oder Zwang geſchehener Ding / noch daß gemeine Verzehung ohne vorgehende ſpecificirte Renunciation, nit gelten ſoll / noch ichts anders / was hierwider immer erdacht werden mag / bey ihren wahren Treuen / Glauben und Ehren / ernſtlich ſonder Geſchrde. Wo ſich aber jemandt der ihren / jetzo oder künfftig / es geſchehe im ſchein Rechtens oder in andere Wege / unterſtehen wurde / ſeine F. G. dero jungen Vettern / ihre Erben / Land und Leute oder dieſer Sachen Verwandte / hierunder anzufechten / wie das geſchehe / daß dann ein Erſamer Rath Ir F. G. dero Erben / Lande / Leute / auch der Sachen Verwandte / deshalben vertreten / und allerdings ſchadlos halten ſollen. Wo aber der ihren einer / oder jemand von ihrentwegen / austretten / und S. F. G. deren jungen Vettern / Marggraff Georg Friderichen ꝛc. oder ihrer F. G. Land und Leute dieſer Sachen halben derhalben / oder ſonſten thätlich anfechten würden / alſo / daß die von Nürnberg derſelben zu gleich und recht mit mächtig ſeyn könten / ſollen ſie die von Nürnberg / den oder dieſelben / neben unſern Gn. Herrn / den Marggraffen / für ire Feinde halten / und derſelben nach zu trachten ſchuldig ſeyn.

Zum dritten / nachdem ſich zwiſchen dem löblichen Haus Brandenburg dieſer Landes-Art / und gemeiner Stadt Nürnberg mehrerley Nachbarlicher Irrung und Spenne / in- und auſſerhalb Rechtens / halten / ſollen demelte Spenne und Irrungen alle und jede wie die bis auf heutigen Tag herkommen / unerörtert hangen / und genannt werden / keine ausgenommen / dieſelbe von wegen beyder unſer gnädiger Herren Marggraff Albrechten / und Marggraff Georgs Friderichen / und der Stadt Nürnberg von dem langwirrigen rechtlichen Austrag genommen / abgeſchafft / und zu gütlicher Verhöre und Handlung der Durchleuchtigſten / Durchleuchtigen / hochgebornen Fürſten und Herrn / Herrn Moritzen / Hertzogen zu Sachſen / des heiligen Römiſchen Reichs Erb-Marſchall und Churfürſten / Herrn Albrechten / Pfaltz-Graffen bey Rhein / und Hertzogen in Ober- und Nieder-Bayern / und Herrn Chriſtoffen / Hertzogen zu Würtenberg / unſerer gnedigſten und gnedigen Herren / auch zu der Erbarn Frey- und Reichs-Städte Augſpurg / Nürnberg an der Tauber / und Schwäbiſchen Halle / gleichen Sechs zu ſetzen mündſtimmen / hiermit geſchoben und geſtellet ſeyn / dergeſtalt / daß jede Parthey ihr Notturfft / in ſechs Monaten / den nechſten den Herrn Commiſſarien / und ſonderlich unſerm gnädigſten Herrn / dem Churfürſten zu Sachſen / gepryffacht überſchicken / davon ſeine Churfürſtl. Gnaden jeder Parthey des andern Schrifften alsdann zuſchicken / die dann abermals in ſechs Monaten / den nechſten / ein Ablehnungs Schrifft / auch gebopprelt einbringen und überſchicken: Darauf dann unſer gnädigſter Herr der Churfürſt / innerhalb ſechs Monat den nechſten / die Herren Compromiſſarien an eine gelegene Malſtan beſchreiben / auch beyden Theilen darzu verkünden ſoll / da alsdenn ihr Chur- und Fürſtl. Gnaden auch der Städte verordneten anfänglich die Güter / in ſolchen innerörterten Sachen allen / mit Fleiß ſuchen ſollen. Ob aber die Güte erfunde / daß ihr Chur- und F. G. auch die drey Stätte / als Compromiſſarien / mit einhelliger Stimme / oder durch das Mehrer / nach notturfftiger Cognition aller Handlung / welcher ſich durch die ergangenen Gerichts-Acten / und gefürhten Kundſchafften: (derhalben um Exhibition von beyden Theilen / auch den Herrn Compromiſſarien / am Cammer-Gerichte angeſuchet werden ſoll) auch aus den eingebrachten Schrifften zu erlernen / mächtiglich und unwiderruflich erkennen und ſprechen ſollen. Die hochgedachten Chur- und Fürſten / und der Stadt Compromiſſarien ſollen auch vollkommen Macht und Gewalt haben / den Theilen (wo es bey Nothdurfft der Sachen erfordert:) aufzulegen / in ſechs Monaten / den nechſten hernach / noch ferner Kundſchafft zu verführen / und darauf alsdann endlich zu erkennen / als vorſtehet. Desgleichen ob ſie ſich kenten einhelligen / oder mit den mehrern Stimmen gefundenen Ausſpruchs vergleichen könten: Daß ſie alsdann einen unpartheyiſchen Obmann ihres Gutdünckens / doch zum wenigſten durch die mehrern Stimmen der Zuſatz / zu ihnen erkiesen mögen und ſollen; und welcher Meinung derſelb Obmann alsdann auf eingenommen Bericht zuſtälle / und die mehrern Stimmen macht: daben ſoll es endlich und unwiderſprechlich bleiben / bey Fürſtlichen und erbern wahren Worten / Treuen und Glauben / an Eydes ſtatt. Hiermit ſoll aber den Herren Compromiſſarien / nach Compromiſs-Eigenſchafft und Natur / Maß und Weiß aller Handlung / bis zum endlichen Endſchrude / zu geben / gar nicht benommen / ſondern vorbehalten und heimgeſtellet ſeyn. Würde auch einer oder mehr der Herren Compromiſſarien Perſonen vor Endung und Ausſpruch obbemelter ſpennigen Sachen / von tod abgehen: iſt er von den Chur- und Fürſten geweſen / ſo ſoll ein

ander

ANNO 1552.

ander an des verſchiedenen ſtatt durch unſere gnädige Herren/ Marggraff Albrechten und Marggraff Georg Friedrichen/ oder ihrer Fürſtl. Gnaden Erben/ erbeten und geſagt: iſt aber einer von den Städten abgangen/ durch einen Ehrſamen Rath der Stadt Nürnberg ein anderer aus dem Rath der Stadt/ darum der vorig Todts verſchieden/ benennt; und die Zahl der Herren Compromiſarien alſo wieder erfüllet werden/ ſo offt es Noth ſeyn wird. Es ſoll auch dieſes Compromiſs, durch kein zeitlich todtlichen Abgang der ſelbſtbetter oder andere urſachen/ von deren wegen ſonſt die Compromiſs inhalt der Rechten/ zuträffig werden/ fallen: ſondern auch auf und bey den Erben/ bis zu endlichen Austrag bey rechten Würden und Kräfften bleiben/ mit gegenwärtiger urthälicher Verſehung aller und jeder Behelff- und Einreden/ die einigem Theil hierin zu Behelff/ oder zu Enderung ſeines hierzu gegebenen Willens fürtragen und ſchirmen mögen. Ob dann der Chur- oder Fürſten einer ſich hierzu nicht vermögen laſſen: ſo ſoll doch nichts deſto weniger auf die andern zween und zwo Stän zu gleichen zuſetzen/ gleicher geſtalt compromittiret ſeyn/ allerding haben zu handeln und zu ſprechen/ als die ſechs gethan haben ſolten.

Zum werdten iſt abgeredt/ vertragen und bedinget/ daß ein Ehrſamer Rath der Stadt Nürnberg/ hochermannten unſerm gnädigen Fürſten und Herrn Marggraff Albrechten/ und und und alle die in dieſer Expedition und Belegerung aufgeloffen Kriegscoſten und alle ſeiner Fürſtl. Gn. deshalb beſchehen Anforderung auf gebührliche Ordnung entrichten und bezahlen ſolle/ zweymalhundert tauſent Gulden/ in grober landläuffige Münz/ jeden Gulden zu ſechtzig Creutzern gerechnet: nemlich einhundert und funffzig tauſent Gulden jetz als bar/ bey Aufrichtung dieſes Vertrags-Brieffs/ und die andern funffzig tauſende Gulden in einem Monat den nechſten nach dato dis Brieffs zu Nürnberg: alda ſeine F. G. ſolche Summa Gelts empfahen/ und förter an ihr Gewahrſam bringen laſſen ſollen: darzu die von Nürnberg ihres Vermögens gern helffen/ und keines wegs darwider thun noch ſeyn wollen und ſollen. Ein Ehrſamer Rahe ſoll auch hochgedachten Fürſten über dieſe Barſchafft nachfolgen laſſen und geben/ ſechs Stück Geſchütz/ nemlich/ zwo ſchwartze Metten/ zwo Singerin und zwo Nothſchlangen/ und darzu vierhundert Zentner Pulver/ aber ein Rath zu Nürnberg/ und die ihren/ ſollen ihren Kriegs-Coſten und empfangene Schäden ſelbſt tragen.

Zum fünfften/ und dargegen ſoll und will hocherbenannter unſer Gnad. Herr Marggraff Albrecht von Brandenburg/ ꝛc. einen erſamen Rahe und gemeiner Stat Nürnberg/ auch derſelben Burger/ Diener und Unterthanen/ alle und jede in dieſem Krieg eingenommene und erobertt/ beſchädigte und unbeſchädigte Städte/ Schloſſer/ Flecken/ Märckt/ Dörffer/ Waſſer/ Höffe/ Wälde/ Gehölt/ Weier/ Fiſchwaſſer/ Zehenden/ Grund-Boden/ Mannſchafften/ Zinß/ Rente/ Nutzung/ Güter/ Häuſer und Schafferyen/ wo und welches Orts jedes gelegen iſt/ mit allen derſelben Rechten und Gerechtigkeit/ keines noch ichtzit ausgenommen/ in dem Weſen/ Werth und Gute/ wie ſie auff dieſen Tag ſeyn/ ohne alle fernere Beſchadigung/ Auszug und Verlängerung/ (allein ausgenommen die empfangenen Brandſchatzung/ die S. F. G. bleiben/ und darzu für die ausſtändig Brandſchatzung/ von wegen aller und jeder Nürnbergiſchen Empter und Unterthanen/ S. F. G. durch einen Ehrſamen Rahe/ entricht und bezahlt werden ſollen/ 19833. Gulden/ nemlich auf den Tag/ da hochgedachter Fürſt die letztern Bezahlung der funffzig tauſend Gulden Vertrags Summa empfahen wirde laſſen) alsbalde wieder einantworten/ abtretten und zuſtellen/ auch die Mannſchafften und Unterthanen ihrer Eide und Pflicht/ ob ſie ſeinen F. G. oder derſelben Amptleuten oder andern gethan/ aller ding ledig zehlen laſſen/ und ſie wiederum an einen ehrſamen Rahe der Stadt Nürnberg/ ihre Burger und die ihren/ denen ſie zuvor zugehorig/ gnediglichen weiſen und bleiben.

Hochgedachter Fürſt ſoll und will auch/ durch ihrer F. G. und derſelben Vettern/ Marggraff Georg Friderichen Fürſtenthumb und Lande allenthalb/ die Straſſen wiederumb eröffnen/ und ſie/ die von Nürnberg/ und die ihren/ auch ihre Leib/ Haab und Guter aus/ von/ und zu der Stadt gnediglich vergleiten: und die beweglichen Guter ſo viel derſelben bis anhero von ſeiner F. G. oder dero Kriegs-Volck/ nicht auf ſeiner F. G. Häuſer und Schloſſer verführet oder verlent ſindt/ derſelben gleich zu Eger/ zu Coburg/ Bamberg/ Schmalkalden oder anderswo/ denen von Nürnberg/ und wen ſie zugehören/ ferner und unverhempt/ fi-er durch und zukommen laſſen.

Zum ſiebenden ſollen alle und jede beyderſeits in dieſem Krieg gefangene Perſonen gegen einander ohn Entgelt ledig gezehlt/ und ihre Gefängnus allerding erlaſſen ſeyn/ doch auf die Ranſtion/ wie ſich die gefangene derſelben mit denen ſo ſie gefangen/ vergleichen werden.

Zum achtenden/ als hochgedachter unſerer gnädigen Fürſten und Herrn/ beyder Marggraffen/ desgleichen deren vom Adel/ eines Rahts der Stadt Nürnberg/ und derſelben Burger Guter/ an etlichen Orten unter einander vermiſcht und vermenget: iſt dieſe Abrede und Bewilligung beyderſeits geſchehen/ daß ſich ein Theil gegen dem andern ſo gnedig/ unterthänig/ friedlich und freundlich halten und erzeigen ſoll/ wie es Chriſtliche und alte Teutſche Tugende/ und das natürliche Recht/ welches ſpricht: Was du nit wilt das dir widerfahre/ das erzeig auch andern/ ꝛc. ausweiſt/ und ſich kein Theil der unbilligkeit zu beklagen habe.

Damit und dadurch alles und jedes/ was ſich von Anfang der obbemeldten Kriegs-Handlung bis auf dieſen Tag und Stunde/ zwiſchen hochgedachten Fürſten/ auch ſeiner F. Gn. jungen Vettern/ Marggraff Georg Friedrichen/ und allen ihrer beyder F. G. zugewandten/ mit Feden/ Schrifften/ fundlichen Gethaten/ Entleibungen/ Verwüſtung/ Beſchädigung/ Verderbung/ je begehen und verlauffen hette/ an Leib/ Leben/ Ehr und Gut/ nichts ausgenommen/ noch handen geſetzt/ gang und gar todt/ ab/ verzehen ſeyn/ und kein Theil gegen dem andern/ auch ihren Mitverwandten/ Unterthanen/ Haab/ und Güter einige Ungnad/ Unwillen/ noch Rache tragen/ ſuchen und zuziehen/ ſondern einander gnädige/ beſtändige/ gute und unterthänige Nachbarverſchafft leiſten ſollen.

Es ſoll und will auch hierauff hochgedachter unſer gnediger Herr Marggraff Albrecht zu Brandenburg mit allen und jeden ſeiner F. G. Kriegs-Volck und Rüſtung/ einen Fürſtlichen/ friedlichen und gnedigen Abzug von der Stat Nürnberg/ und derſelben Güter/ Grundt und Boden unverzüglich/ nach aufrichtung dieſes Briefs/ gnediglich nehmen/ und allen ſeiner F. G. zugewandten/ die hierwider mit Worten oder Wercken theten/ ire gebührliche Straff anlegen. Desgleichen ein ehrſamer Rahe der Stat Nürnberg/ ſich der ihren halben auch zu halten/ zu gelegt und verſprochen hat/ alles und jedes treulich/ aufrecht/ rechtlich und ohne Behelff/ die auſſer und inner Rechtens zu erdencken/ zu ſuchen und zu finden ſeyn mögen/ alles und jedes bey guten Trauen und Glauben.

Und dieweil dieſer gegenwärtig Vertrag/ auch alles und jedes/ was in dieſem Brieff von Wort zu Wort verleibt iſt/ mit unſerm Marggraff Albrechts des jüngern zu Brandenburg/ zu Preuſſen/ Schleſien/ zu Oppeln und Ratzborn/ ꝛc. Hertzogens/ Burggraffens zu Nürnberg und Fürſtens zu Rügen/ gutem/ redtem/ wahrem Wiſſen und Willen/ ergangen/ bewilliget und angenommen iſt: ſo haben wir/ des zu Urkunde für uns/ und unſern freundlichen lieben jungen Vettern/ Marggraff Georg Friderichen (des wer uns hierinnen/ ſo viel ſein Leib/ auch Landt und Leut betrifft/ gemächtigt haben) unſer Inſiegel hieran hengen laſſen. So geneden und verſprechen wir Burgermeiſter und Rahe der Stat Nürnberg/ für uns und alle die unſern/ daß dieſer Vertrag mit unſerm gutem Wiſſen und Willen beſchehen und angenommen ſey. Geneden und verſprechen auch für uns und unſere Nachkommen/ auch alle die unſern/ ihr Erben und Nachkommen den unſern wahren Worten und Treuen/ an Eidsſtan/ alles das zu leiſten und zu vollziehen/ daß in dieſem Vertrag begriffen iſt: derhalben ſich auch die zween unſere Burgermeiſter/ dieſer Zeit im Ampt/ nemlich Hannß Grender/ und Georg Volckamer der Junger/ mit eigenen handen an dieſem Brieff unterſchrieben/ getreulich und ohn alles Gefahrde/ des zu wahrem Urkundt haben wir unſer gemeiner Stadt Inſiegel hieran hängen laſſen. So haben die drey Stän/ Augſpurg/ Rotenburg auf der Tauber und Schwäbiſchen Hall/ daß die Sach durch uns/ als ihre Geſandte/ neben den fürſtlichen Rathen/ wie ſie inſonderheit oben benandt ſindt/ alſo vertragen und abgehandelt/ ihrer Stan Inſiegel hieran zu mehrer Gezeugnus auch wiſſentlich hängen laſſen: und wir die Unterhändler uns darzu mit eignen handen hieran unterſchrieben: Doch der erbarn drey Städte Inſiegeln/ und Nachkommen/ auch uns den bemelthen Unterhändlern ohne Schaden. Der geben iſt am Sontag/ den 19. des Monats Junii, nach Chriſti unſers lieben Herren Geburt/ funffzehenhundert und im zwey und funffzigſten Jahr.

ANNO 1552.

Kayſerl. Caſſation des zwiſchen Marggraf Albrechts zu Brandenburg und der Stadt Nurnberg gemachten Vertrags. Augſpurg den 25. Auguſti 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Lib. VI Cap. II. pag. 1371. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Abſatz pag. 49. d'où l'on a tiré cette Piece.] 25. Août.

C'eſt-à-dire,

Decret Imperial, portant Caſſation du Traité d'Accord paſſé le 19. Juin 1552. entre ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, & la Ville de* NUREMBERG. *Donné à Augsbourg le 25. d'Août* 1552.

WIr Carl der Fünffte/ von GOttes Gnaden Römiſcher Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hiſpanien/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien ꝛc. König/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgundt/ ꝛc. Graff zu Habsburg/ Flandern und Tyrol/ ꝛc. bekennen offentlich mit dieſem Brief und thun kundt allermänniglich:

Nachdem in nängſt entſtandener Kriegs-Empörung/ Marggraff Albrecht zu Brandenburg der Junger ſampt ſeinen anhängigen

ANNO 1552. gegen Frantzöſiſchen Conſpirations-Verwandten und Mitſchälcern etliche unſere und des heiligen Reichs geharſame Stände Frey- und Reichs-Städt / wider unſer und des Reichs-Recht / Ordnung / Satzung und gemeinen aufgerichten Land- Frieden / und inſonderheit die Ehrſamen / unſere und des Reichs liebe Getreuen N. Burgermeiſter / Rath und Gemein der Stadt Nürnberg / derſelben Burger / Einwohner / Unterthanen Zugehörigen und Verwandten gantz unverſehenlich / ohn einige vorgehende Verwahrnung / auch außerhalb aller rechtlichen urſachen / freventlicher / muthwilliger / fürſetzlicher weiſe / und unverſchuldter Sachen mit Heers-Krafft zu Roß und Fuß / mit der That überfallen / die Statt bis in die ſieben Wochen belägert / beſchloſſen / ihr Landſchafft / Kirchen / Kloſter / Hoſpital / Schlöſſer / Stät / Häuſer / Flecken / Dörffer / Weyler / Höff / in einer merecklichen groſſen Anzahl / auch unſern und des Reichs Walde / ſambt anderm Reichs- und unſers freundlichen lieben Bruders des Römiſchen Königs ꝛc. Böhemiſche und ſonſt Chur- und Fürſtliche / auch anderer Stände Lehen und eygenthumbliche Güter und Zugehorungen / unerhörter Tyranniſcher / unchriſtlicher und Türckiſcher weiſe verderbt / zerſprengt / verheert / ihr Unterthanen in Städten und ſonſt auf dem Lande über ihr Vermögen gebrandſchatzt / geplündert / gefangen / hinweggeführet / zu unrechtmäſſigen Pflichten und Huldigungen gedrungen / gegen jungen und alten / Manns- und Weibs-Perſonen mit Mordt und andern Tyranniſchen Thaten / beſchwerlichen und grauſamlichen gewütet / ihr und derſelben Burgerſchafft / Haab und Kauffmanns-Waar / auf freyen des heiligen Reichs-Straſſen auch mehr allein in ſeinen / ſondern auch in ander Stände Herrſchafften / Oberkeiten und Gebieten / niederwerffen / ausbrennen / in ſeine Städt / Schlöſſer und und Flecken führen / und in ſeinen Nutz wenden laſſen. Des weitern Vorhabens / nach über ſolches alles / die jetzo gehandtſchätzten / und zum Theil geplünderte Nürnbergiſche angehörige Städt / Schlöſſer / Dörffer / Flecken und anders / was zu ſambt dem / ſo an geneldtem Nürnberger Walde / noch unverbrennt / nicht niedergeriſſen / und unabgehauen geblieben / vollends gar zu verbrennen / zu verwüſten und zu verheeren / auch ſolches alberett zum Theil / (wie wir glaublich berichte ſeyn) in das Werck gericht und vollbracht.

Derhalben gemelte Burgermeiſter / Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg / auf erlicher Städt Unterhandlung und zu Verhütung gemeiner Stadt / und derſelben Unterthanen und Verwandten / fernern verderblichen unwiderbringlichen Schaden und Nachtheil / zu Errettung des armen unſchuldigen Land-Volcks / auch zu wieder bekommung der abgedrungen Städt / Flecken / Schloſſer / Unterthan / derſelben Haab und Güter / und der entwehrten und mit Gewalt abgenandten Kauffmanns-Waaren / ſich mit ihm / dem Marggraffen / zu etlicher beſchwerlicher Verrags-Mittel einzulaſſen / und ein vermeinte vortheilhafte / unbillige hochnachtheilige Obligation und Verſchreibung einzugehen und über ſich zwichen gedrungen worden. Wiewol nu ſolche vermeinte Handlung / Vertrag / Contract, Obligation und Verſchreibung / die aus Forcht / Gewaltſam und bedrangnüs / und inſonderheit uns / und dem heiligen Reich / als der höchſten weltlichen Oberkeit zu wider und Nachtheil geſchehen / an ihnen ſelbſt nichtig / kraffelos / unbündig und von unwürden ſeind / und weder gedachtem Marggraffen / noch jemand andern / dergleichen unbillliche beſchwerliche / uns und dem heiligen Reich widerwertige nachtheilige Obligationes und Verſchreibung / jemandes abzudringen / noch gedachten Burgermeiſtern und Rath der Stadt Nürnberg / oder andern derſelben mit jemande einzugehen / anzunehmen / oder zu bewilligen / noch demſelben einige Folg zu thun oder zu geleben / gebühret; So haben wir doch / über vorige ihre Nichtigkeit / noch zu allem Uberfluß und mehrer Sicherheit und Gewarſam / mit wohlbedachtem Muth / gutem zeitigem Rath / aus eigener Bewegnus und rechter Wiſſen / alle und jede obbeſtimpte Capitulation, Obligation, Verſchreibung / Erklärung / Contract, Vertrag / Anlaß / Compromiß / und ingemein alle Tractat und Handlungen / wir die geſtalt und Namen haben mögen / und Burgermeiſter und Rath gemelter Stadt Nürnberg / und die ihren / zu Zeit des Uberzugs / Belägerung und Vorgewaltigung mit vorgedachtem Marggraffen / und ſeinen Conſpirations-Verwandten Schlüſſen und Mitthälern / eine eingangen / und angenommen haben / in allen und jeden ihren Capiteln / Puncten / Artikeln / Inhaltungen / Meynungen / und Begreiffungen vermehret / aufgehebt / caſſirt / und abgethan / dieſelbigen nichtig / untaugenlich / kraffelos / unbündig / und von unwürden erkent und erklärt / und gedachte Burgermeiſter / Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg / auch alle derſelben Unterthanen / Zugehörigen und Verwandten / Geiſtliche und Weltliche ſampt und ſonder von den Gelübden / Zuſagungen / Obligationen / Verſchreibungen / und allen andern Bürden und Beſchwerungen / wie und welcher geſtalt die immer geſchehen / gegen gedachtem Marggraffen und ſeinen Anhängern / gentzlich entledigt / abſolvirt und entbunden / und ſie wider in den Standt und Weſen / darin ſie vor dem Gewaltthätigen Marggraff Albrechts und ſeiner Verwandten Uberfall / Belägerung und aufgerichten vermeinten Vertrag geweſen ſeyn / reſtituirt und geſetzt.

Auch gemelten Burgermeiſter und Rath der Stadt Nürnberg gemächtigt gegönt / erlaubt und dieſe vollkommen Macht und Gewalt gegeben / daß ſie von wegen ihrer auf dem Landt / Straſſen und ſonſt / vor / nach / und in der Belägerung / empfangenen und erlittenen Schaden gegen ihm dem Marggraffen / ſeinen Helffern und Helffershelffern / ſo viel ſich derſelben dem jüngſten Paſſauiſchen Vertrag nicht unterworffen / anhängig gemacht und erkläret haben / mit ordentlichen Rechten oder ſonſt in ander zulaſſige gebrauchliche Weg / ihrer Gelegenheit nach handeln / desgleichen ihre abgedrungene weggeführte und eingezogene Burger und Unterthanen / und derſelben Haab und Güter / und die entwehrten Kauffmans Waaren / wo und an welchen Enden ſie die betretten / angreiffen / niederlegen / auf halten / bekümmern / arreſtiren / und mit Hülff und Zuthun jedes Orts Obrigkeit / die ihnen zu ſolchem alle gute Hülff / Förderung und Anweiſung unweigerlich / und ohn alle Weitlauffigkeit / mitzutheilen / und ihnen ſolche Güter folgen zu laſſen ſchuldig ſeyn ſollen / zu ihren handen zu bringen / und nehmen ſollen und mögen / von allermänniglich unverhindert. Und inſonderheit gemelte Burgermeiſter / Rahte und Gemein der Stadt Nürnberg ihre Diener / Unterthanen / Zugehörigen und Verwandten / und alle derſelben Haab und Güter / liegent und fahrend / noch dorzu in unſer und des Reichs beſonder Gnad / Huldt / Schutz und Schirm genommen.

Vernichten / heben auf / caſſiren / thun ab / erkennen und erklären gemelte Verträg / Capitulation und Obligation für untauglich / nichtig / kraffelos und unbündig. Entledigen / abſolviren und entbinden auch gemelte Burgermeiſter / Rath und Gemein der Stadt Nürnberg und alle ihre Unterthanen / Zugehörigen und Verwandten / von gedachten Gelübden / Pflichten und Bürden.

Reſtituiren und ſetzen ſie in vorigen ihren Standt und Weſen; Gönnen / erlauben und geben ihnen auch obberührter maſſen / vollkommen Macht und Gewalt: Und nehmen ſie auch in unſer und des Reichs beſonder Gnad / Huld / Schutz und Schirm / und thun ſolches alles hiemit von Römiſcher Keyſerlicher Macht Vollkommenheit / wiſſentlich und in Krafft des Brieffs. Und nemen / ſetzen und wollen / daß die obbeſtimpten abgedrungene / vermeinte Capitulation, Obligation, Verſchreibung, Erklärung, Contract, Vertrag / Anlaß / Compromiß / und ingemein alle Tractat und Handlungen in allen und jeden ihren Puncten / Artickeln / Inhaltungen / Meynungen und Begreiffungen / untüglich / krafftloß / unbündig / nichtig / von unwürden / todt und ab ſein und bleiben / von männiglich alſo unterhalb und auſſerhalb Gerichts / dafür geacht und gehalten werden / und vielgemelte Burgermeiſter / Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg / ihre Unterthanen / Zugehörigen und Verwandten / deren Haab und Güter / hinfürbaß in ewige Zeit / obberührter Sachen halben / nit noch ohne Recht / nicht angelanget / bekümmert / beſchwert noch beſchadiget / ſondern derſelben gantz frey und ledig ſtehen und bleiben / und von jemand darumb nicht angezogen werden / noch an ihren Ehren / Wüleden / Aemtern / oder Ständen / einige verletzung / verkleinerung und verhinderung / empfinden oder gedulden: Noch ſolche / gemeldtem Marggraff Albrechten / ſeinen Conſpirations-Verwandter / Helffern / Mitthätern / noch ihren Erben oder Nachkommen / ſampt oder ſonderlich / noch ſonſt jemandt andern / in was Würden / Standt oder Weſen der / oder die ſein / einig Recht / Gerechtigkeit / Zuſpruch / Anforderung noch Urſach und Grund einiger Verrerung / wie das immer erdacht werden könt / geben / und geben ſollen noch mögen / in keine Weis.

Und gebieten darauf allen und jeden Churfürſten / Fürſten / Geiſtlichen und Weltlichen / Prælaten / Graffen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Hauptleuten / Land-Vögten / Bigthumben / Pflegern / Vögten / Verweſern / Ampteleuten / Schulthaiſen / Burgermeiſtern / Richtern / Räthen / Bürgern / Gemeinen und ſonſt allen andern / unſern und des Reichs / auch unſerer erblichen Fürſtenthumen und Landen Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Standes oder Weſens die ſeyn / und ſonderlich gedachten Burgermeiſtern / Rath / und Gemeine der Stat Nürnberg / derer Unterthanen / Zugehörige und Verwandten von Römiſcher Keyſerlicher Macht hiemit ernſtlich und wollen / daß ſie ſolche obbeſtimbte vermeinte Verſchreibung / Obligation, Capitulation, Erklärung / Vertrag / Anlaß und Compromiß, für krafftlos / nichtig / unbündig / und von unwürden halten / und gedachte Burgermeiſter / Rath und Gemeine der Statt Nürnberg / mit Vollziehung ſolcher Capitulation, Erklärung / Obligation, Verſchreibung / Vertrag / Anlaß und Compromiß, weiter nicht fürfahren / ſondern ſich derſelben gentzlich entſchlagen und enteuſſern / und dieſe unſere Keyſerliche Caſſation und Abſolution, ſtät und feſt halten / und gedachte Burgermeiſter / Rath und Gemein und ihre Nachkommen / Unterthanen und Verwanten / bey dieſen allen / wie oblaut / von unſer und des Reichs wegen / vertretten / ſchützen / ſchirmen / handhaben / und ruhiglich bleiben laſſen / darwider nicht dringen / anlangen / beleidigen / bekümmern / noch an Ehren / Haab / und Gütern beſchweren / oder des jemandt andern zu thun geſtatten / in keine Weiſe / als lieb einem jeden ſey unſer und des Reichs ſchwere Ungnade und Straff / und darzu ein Pen / nemlich hundert Marck lötigs Goldes zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er freventlich hierwider thäte / uns halb in unſer und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil obgedachten Burgermeiſter und Rath der Statt Nürnberg unableßlig zu bezahlen / verfallen ſeyn ſolle. Wir empfehlen auch darauf unſerm Keyſerlichen Cammer-Procuratorn / Fiscal General, gegenwärtigen und künfftigen hiemit ernſtlich und wollen / daß er auf obbeſtimpte Pen / und Straffen / an unſerm Keyſerlichen Cammer-Gericht / für ſich ſelbſt oder ſampt und neben gedachten Burgermeiſter

ANNO 1552. germeiſter und Rath der Stat Nürnberg/ ſo offt er derhalben erſuchet/ oder für ſich ſelbſt innen wirdt/ gegen allen und jeden/ ſo wider obberührte unſer Kayſerliche Caſſation, Abſolution, Reſtitution, Gönnung/ Erlaubung/ Schutz und Schirm/ichts fürnehmen/ handeln oder thun/ unverzogenlich procediren und verfahren ſolle/ wie ſich in ſolchem Fall gebühret. Mit Urkunde dis Brieffs/ beſiegelt mit unſerm Kayſerlichen anhangenden Insigel. Geben in unſer und des Reichs Stadt Augſpurg am Fünff und zwantzigſten Tag des Monats Auguſti nach Chriſti unſers lieben Herren Geburt/ 1552. unſers Kayſerthums in zwey und dreyſſigſten und unſerer Reich im ſieben und dreyſſigſten Jahren.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.

Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

P. Pfintzing.

R. B. BAVE.

Kayſerl. CONFIRMATION der vergehenden Caſſation, Brüſſel den 20. Martii 1553. [HORTLEDER, Tom. II. Libr. VI. Cap. IV. pag. 1337. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Abſatz pag. 52. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'eſt-à-dire,

CONFIRMATION *Imperiale ſur le précedent Décret de Caſſation. A Bruxelles le 20. Mars 1553.*

WIr Carl der Fünffte von GOttes Gnaden Römiſcher Keyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien/ zu Hiſpanien/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ ꝛc. König/ Erh-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ ꝛc. Graff zu Habſpurg/ Flandern und Tyrol/ ꝛc. bekennen offentlich mit diſem Brieff/ und thun kundt allermänniglich/ wiewohl wir in nechſt verſchienem zwey und funffzigſten Jahr der mindern Zahl/ die Ehrſamen/ unſere und des Reichs lieben Getreuen N. Burgermeiſter/ Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg/ auch derſelben Unterthanen/ Zugehörigen und Verwandten/ Geiſtliche und Weltliche/ ſonderlich und ſonderlich/ von den Gelübden/ Zuſagung/ Obligationen/ Verſchreibungen/ und allen andern Bürden und Beſchwerden/ die ſie in jüngſt erſtandener Empörung im heiligen Reich eine erlichen/ uns damals widerwertigen Ständen/ aufzurichten/ anzunehmen und entgegen/ gewaltthätiger weiſe gedrungen worden/ von Röm. Keyſerl. Macht Vollkommenheit/ entledigt/ abſolvirt/ entbunden/ und widerum in den Stande und Weſen/ darinn ſie vor derſelben Empörung/ Uberzug und Bedrangnüs/ geweſen/ reſtituirt und geſetzt/ auch alle und jede vermeinte Capitulation, Obligation, Verſchreibung/ Erklärung/ Contract, Vertrag/ Anlaß/ Compromiß, und in gemein alle Tractat und Handlungen/ wie die Geſtalt und Nahmen haben mögen/ die gemelte Burgermeiſter und Rath der Stadt Nürnberg und die ihren obgemeldter maſſen angangen und angenommen haben/ in allen und jeden ihren Capiteln/ Puncten/ Artickeln/ Inhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen mit wohlbedachtem Muth/ gutem Rath/ rechter wiſſen/ eigener Bewegnüß und aus obbeſtimpter unſer Kayſerlicher Macht Vollkommenheit vernichtiget/ aufgehebt/ caſſirt/ abgethan/ und dieſelben nichtig/ unkräftig/ kraftloß/ unbündig und von unwürden erkennt und erklärt/ auch allen und jeden unſern und des Reichs-Ständen und Unterthanen/ in was Würden/ Stand oder Weſen die ſeyn/ den ſchwerer unſer Ungnade und beſtimpten Penen/ befohlen und geboten/ daß ſie gemelte Burgermeiſter und Rath der Stat Nürnberg/ derſelben Burger/ Unterthanen/ Dienetſaſſen und Verwandten/ die in andere Gelübt/ Huldigung/ Gewolt/ Verhafftung oder Gefängnüs kommen/ ohn alle Eingriff/ Nachtheil und Schaden ledig geben/ und ſie ihrer Eyd/ Gelübde/ und Pflicht frey zehlen/ und an ihre erbenliche Obrigkeit und Herſchafft widerumb weiſen/ auch ihnen alle und jede ihre Güter/ Zins/ Gülte/ fahrende Haab und Kaufmanna Waar/ ſo ihnen entweder und abgedrungen/ wieder zuſtellen/ folgen laſſen/ und zu ihren ſichern handen zu bringen/ geſtatten/ und ſie bey obbeſtimpter unſer Kayſerlichen Caſſation, Abſolution und Reſtitution, vertreiten/ ſchützen/ ſchirmen/ handhaben und ruhiglich bleiben laſſen/ und darwider nicht dringen/ anfangen/ beleidigen oder bekümmern ſollen/ alles inhalt und vermög unſerer derwegen ausgangenen Kayſerlichen Reſcripte, Caſſation, Abſolution und Reſtitution, und Gebots-Brieff/ am dato haltents/ in unſer und des Reichs-Stat Augſpurg am fünff und zwantzigſten Tag des Monats Auguſti gemelts jüngſt verſchienen 52. Jahrs der geringern Zahl. ANNO 1552.

So kombt uns doch glaublich für/ daß berührten unſern Reſcripten/ Caſſation, Abſolution, Reſtitution und Gebots-Brieffen in viel Weg zu wider gehandelt/ und fürnemblich/ daß ſich etliche (unter dem ſchein/ dieweil ſie bey uns voriger verlauffener Handlung halben ausgeſöhnet/ und ihnen in ſolcher Ausſöhnung nachgeben/ daß ſie meinandt inner- oder auſſerhalb Rechtens um alle in nechſt entſtandener Empörung begangene und verlauffene Handlungen/ Red und Antwort zu geben/ ſchuldig ſeyn/ und derhalben einführen/ ſchlieſſen und vermeinen wollen/ daß dadurch alle unſere Reſcripta, Caſſationes, Indulta und Mandata aufgehebt/ und ihnen geſtattet und zugelaſſen ſeyn ſoll/ vorigen ihrem Verhandlung nachzuſetzen) gemeiner Stadt Nürnberg Unterthanen und Verwandten/ die Brandſchatzungen darzu ſie gewaltthätiger weiſe in obberührter Empörung genöthiget worden/ nochmahls zu bezahlen und zu erſtatten/ und ſie ſonſt in ander mehr Weg zu dringen/ und zu vergewaltigen/ mit Bedrawung/ wo demſelben nicht Folg beſchehe/ daß gegen ihnen/ ferner mit Feuer und Schwerdt/ der ſchärpff nach/ fahl gehandelt und fürgenommen werden/ argeres Gewalts und Fürnehmens unterſtehen ſollen/ welchts aber nicht allein obgemelten unſern Kayſerlichen Reſcripten/ Abſolution Caſſation und Mandaten/ ſondern auch unſerm Kayſerlichen Gemüth/ Willen und Meynung/ desgleichen allen Rechten/ Erbarkeiten und gemeinen Lands-Frieden zu wider iſt/ auch an heiligen Reich zu gedulden/ gantz beſchwerlich/ und uns als Römiſchen Keyſer und dem Oberſten weltlichen Haupt keines weges nachzuſehen und zugeſtatten gebühret/ darum haben wir mit wohlbedachtem Muth/ gutem Rath und rechter Wiſſen/ uns declariret und erkläret/ daß unſer Meynung und Gemüth nicht geweſt/ durch unſere Ausſöhnung und Begnadung die wer jemandts von vielbemeldter jüngſt erregter Empörung im heiligen Reich wegen/ gnädiglich widerfahren laſſen/ und gethan haben möchten/ wem/ wie/ und wann das geſchehen wer) obgemelte unſere Reſcript, Caſſation, Abſolution und Reſtitution aufzuheben/ zu caſſiren und abzuthun.

Und derhalben dieſelben hiemit zu einem Uberfluß in allen ihren Capiteln/ Puncten/ Artickeln/ Meynungen und Begreiffungen/ nochmals und von neuem confirmiret und beſtetiget/ auch gemelten Burgermeiſtern und Rath der Stadt Nürnberg mandirt/ befohlen und Gewalt geben/ daß ſie alle und jede ihr Burger/ Unterthanen/ Hinterſäſſen und Verwandten/ bey gedachten unſern Reſcripten/ Caſſation, Abſolution, Reſtitution und Gebots-Brieffen/ an unſer ſtatt/ und von unſert wegen vertretten/ handhaben/ ſchützen/ ſchirmen/ und keines weges darwider beſchweren oder dringen laſſen ſollen. Declariren und erklären uns/ confirmiren und beſtätigen ſolche unſere Reſcript, Caſſation, Abſolution und Reſtitution, Mandiren und befehlen obgemelten Burgermeiſteren und Rath/ geben ihnen auch ſolchen Gewalt/ als obbeſtimpter maſſen von Römiſcher Kayſerlicher Macht vollkommenheit wiſſentlich in Kraft dis Brieffs/ und meynen/ ſetzen und wollen/ daß die obgemelte unſere Keyſerliche Reſcript, Caſſation, Reſtitution, und Gebots-Brieff/ durch unſere Ausſöhnung und Begnadung nicht aufgehebt/ caſſirt und abgethan ſeyn/ ſondern bey ihren Würden und Kräfften bleiben/ von männiglich alſo ſtatt/ feſt/ und unverbrüchentlich gehalten werden/ und gedachte Burgermeiſter und Rath zu Nürnberg/ ſich deſſen alles wie oblaut/ freuen/ gebrauchen und gemeſſen/ und ihre Burger/ Unterthanen/ Hinterſäſſen und Verwandten darbey handhaben/ und vertretten/ und ſie darwider nicht dringen/ oder beſchwerden laſſen ſollen und ziehen/ von aller männiglich unverhindert/ wir wollen auch ſie bey ſolchem allem alſo/ wie obſtehet/ feldſt gnädiglich handhaben/ ſchützen/ und ſchirmen/ und darwider nichts anziehen laſſen/ thun oder befehlen in keine weiß. Da aber ſolches beſchehe/ oder hierüber einigerley Mandat, Gebots-Brieffe/ oder ichts anders/ ſo dem zu wider und Nachtheil verſtanden und gedeutet werden könt/ aus eigener bewegung/ vergeſſenheit/ oder ander kein anhalten/ wie ſich das immer begeben möchte/ von uns gegeben/ erlanget/ oder ausgebracht würde/ aber vor dato beſtehen/ gegeben/ erlanget oder ausgebracht were: So wollen wir doch/ daß ſolches euch/ gemelten von Nürnberg an vorgedachten unſern Reſcript, Caſſation, Abſolution, Reſtitution, Gebots-Brieff/ und dieſer unſer Declaration, Erklärung/ Confirmation und Beſtätigung gar keinen Abgang/ Nachtheil oder Hinderung gebehren/ noch darwider einige wirckung oder Trafft haben/ ſondern krafftlos und von unwürden heiſſen und ſeyn ſoll/ dann wer dieſelbige alles jetzo als dann/ und dann als jetzo/ derogiren/ caſſiren/ aufheben und vernichten/ von obberührter unſer Keyſerlichen Macht vollkommenheit/ wiſſentlich in Kraft dis Brieffs. Und gebieten darauf allen und jeden Churfürſten/ Fürſten/ Geiſtlichen und Weltlichen Prælaten/ Grafften/ Freyen/ Herren Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Land-Vögten/ Vitzthumen/ Vögten/ Pflegern/ Verweſern/ Amptleuten/ Schultheiſen/ Burgermeiſtern/ Richtern/ Räthen/ Burgern/ Gemeinden/ und ſonſt allen andern/ unſern und des Reichs Unterthanen/ und Verwandten/ in was Würden/ Stande oder Weſen die ſeyn/ ernſtlich/ und wollen/ daß ſie die vorgemelten Burgermeiſter und Rath der Stadt Nürnberg ihre Burger/

ANNO 1552. unterthanen/ Hinterſaſſen und Getreuen/ an dieſer unſer Keyſerlichen Declaration, Erklärung/ Confirmation, beſtettigung/ Befehl und Mandat nicht hindern/ irren/ bekümmern/ beleidigen noch beſchweren/ ſondern ſie dabey/ von unſer und des Reichs wegen/ handhaben/ ſchützen und ſchirmen/ ſie deren gäntzlich/ und ſonderlich geruhiglich gebrauchen/ gemeſſen und geniſſen laſſen/ und hierwider nicht thun noch jemandt andern zu thun befehlen/ oder geſtatten/ in keine Weiſe noch Weg/ als lieb einem jeden ſey unſer und des Reichs ſchwere Ungnad/ Straff und Peen/ in obbemelter unſer Caſſation, Abſolution und Reſtitution beſtimpt/ zu vermeiden/ das meinen wir ernſtlich/ mit Urkund dis Briefs beſiegelt/ mit unſerm Keyſerlichen anhangenden Inſiegel. Geben in unſer Stadt Brüſſel in Brabant/ am zwantzigſten Tag des Monats Martii, nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt/ fünffzehenhundert und im drey und funffzigſten/ unſers Keyſerthumbs im 38. Jahren.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.
Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

P. Pfintzing.

XVIII.

2. Août. LE ROI DES ROMAINS ET DIVERS ETATS D'ALLEMAGNE.

Tranſaction concluë & ratifiée à Paſſau, le 2. d'Août 1552. ſous l'autorité de CHARLES-QUINT *Empereur, entre* FERDINAND *ſon Frére Roi des Romains, & quelques* ETATS D'ALLEMAGNE, *dite* la Paix Publique. [GOLDAST, Tom. I. pag. 566. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi en Latin dans LEHMANNS *Acta publica de Pace Religioſa, Lib. I. Cap. I.*; en Allemand & en Latin, dans ADAMI CORTREI *Corp. Jur. publ.* Tom. II.; en Allemand ſeul, dans JOH. BALTAS. KLAUTE *Leges Fundament. Imperii* pag. 83; dans HORTLEDERUS, von anfang und fortgang des Teutſchen Kriegs. Buch V. Cap. XIV. pag. 1317.; dans LONDORPII *Acta publica*, Liv. VIII. pag. 882. & dans LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. gener Tom. I. pag. 119. & en François dans l'*Hiſtoire de l'Empire de* HEISS, Tom. III. pag. 272.]

(1) NOS FERDINANDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper-Auguſtus; Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ, &c. Rex, Infans Hiſpaniæ; Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lucimburgi, Limburgi, Geldriæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ; Princeps Sueviæ; Marchio Sacri Rom. Imperii, Burgaviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ; Princeps Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrulis, Phirti, Kiburgi, Gorciæ, &c. Comes Palatinus Burgundiæ, Hannoniæ, Holandiæ, Selandiæ, Namurci, & Zutphaniæ; Lantgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Vandalicæ, Portenaiæ, & Sallnarum, &c. fatemur; Cum aliquoties jam antea Nobis innotuiſſet in Germaniæ Sacri Imperii Natione hinc inde multifariam commoveri ad Bellum arma, palamque tumultuari, ac id quidem præcipua Generoſi Philippi Heſſorum Landtgravii, &c. cuſtodiæ detentionisque cauſa: ingenita Nobis cupiditate, deſiderio, fide, amore, atque promptitudine erga Sacrum Imperium, omnesque & ſingulos ejus Status ac Membra, cumprimis vero ad communis Reipub. ſalutem, pacem, tranquillitatem & concordiam conſervandam provehendamque, & Chriſtiani ſanguinis effuſiones, iuſontium excidia, Patriæ devaſtationes evitandas ac prohibendas, promptè ac meritò voluntesque adductâ, Romanam Imp. Majeſtatem, dilectum Fratrem & Dominum noſtrum amanter juxta atque ſuppliciter requilivimus ac interpellavimus, ut Nobis ad dicti Lantgravii liberationem, allarumque appendentium controverſiarum, ad Bella tumultusque occaſionem præbentium, derivationem, amicam tractationem indulgere, concedereque dignaretur: quod ita nos quidem & amicè ab ipſa Cæſarea Majeſtate & fraterne impetravimus & conſecuti ſumus. ANNO 1552.

2. Quo factum eſt, ut unà cum Illuſtriſſimo Principe Domino Maximiliano Rege Bohemiæ, &c. dilecto noſtro Filio, & Illuſtriſſ. Mauricio Duce Saxoniæ, &c. Cognato, & Alberto Duce Bavariæ, Genero, Electoribus, Principibus, ad proximum Paſcha, in Civitate noſtra Linſenſi conveniremus, de rebus hisce benignè atque confidenter colloquentes, variis deliberationibus & tractatibus inter nos habitis, ac diligenter omnibus perpenſis neceſſarium, operæque precium fore exiſtimavimus, aliam Convocationem hue Pataviam (*gebn Paſſaw*) ad 16. Maij proximam indicere ac præſtituere.

3. Similiter & hos Electores ac Principes ecu nobiscum Interceſſores & Compoſitores harum amicè tranſigendarum rerum cauſa Literis noſtris evocavimus & acceriivimus, talibus, divina elementia, gravaminibus, litibus atque discordiis, quibus fieri poteſt, vis, modisque obviaturi, ac denique finem impoſituri.

4. Proinde nos, & infra memorati Principes, Elector Saxoniæ, &c. huc ad dictam diem cum cæterorum Electorum & Principum Legatis pervenimus, videlicet, Archiepiscopi Moguntinenſis nomine Daniel Brendel & Honburck, majoris Ædis Canonicus Moguntiæ, Chrillophorus Matthias Jurium Licentiarus Cancellarius, & Petrus Echterus; Archiepiscopi autem Colonienſis nomine Henricus Salispurgenſis, & Franciscus Burghardus, ambo Doctores; Archiepiscopi Trevirenſis nomine, Joannes de Petra, Primas inter Archidiaconos Trevericos; Philippus Baro in Winnenberg & Beylſtein, Ditionis Trevericæ, Aulæque Magiſter, & Felix Hornung Doctor, Cancellarius; Palatini verò Friderichi nomine, Ludovicus Comes à Stolberg, Konigſtein, & Ruthſchefort, Joannes à Dinbeim, Præfectus in Creuceuach, Melchior Drechſel Doctor, & Joan. Koting; Joachimi Marchionis nomine, Adam Trotte Marilchalcus, Chriſtophorus Stratius, Timotheus Jung, & Lampertus Diſtelmeyer, Doctores. Item Reverendi & Generoſi, Ernestus Archiepiscopus Sallspurgenſis, &c. Mauritius Echiſetenſis, & Wolffgangus Paravienſis Episcopi, Albertus quoque Palatinus Rheni, Dux ſuperioris & inferioris Bavariæ, in perſona. Item Episcopi Herbipolenſis nomine, Henricus Comes à Caſtel Canonicus, & Hans Zobel; Joannis Marchionis Brandenburgenſis nomine, Adrianus Albinus Doctor, Cancellarius, Andreas Zoch Doctor, & Bartholus à Mandelslo, Henrici Junioris Ducis Brauusvigenſis nomine, Vitus Grummer; Wilhelmi Ducis Juliacenſis nomine, Wilhelmus Kettler, Wilhelmus à Hewenhof, appellatus Ley, Magiſter Curiæ Theodoricus à Schepſted, & Carolus Horſtus, Doctores; Philippi Pomeranlæ nomine, Jacobus Zitzewitz, Doctor & Cancellarius; Et Chriſtuphor. Ducis Wirtembergenſis nomine, Johannes Theodoricus à Pleuniugen, ſuperior Advocatus in Stutgarten, Ludovicus à Frawenberg, Advocatus ſuperior in Lauffen, Joannes Henricus Hecklio, & Caspar Behem, ambo Doctores hic coram nobis comparemes. Quibus cum vocatis Transactoribus rem cœpimus tractandam, ac initio dicti Electoris Saxonici, ſuorumque Conjunctorum poſtulata & gravamina duobus ſpecialibus Scriptis complexa accepimus, eaque ſumma diligentia, fideque perpendentes, quo ad amicè componi, & ingruentis Belli discrimina, Pace, tranquillitate, & concordia firmata, in Sacro Teutonicæ Nationis Imperio averti poſſent. Atque ſic tandem poſt multam longamque tum ſcripto tum verbo rerum tractationem agitatam, ſequentia media, pontaque ad Cæſareæ Majeſtatis beneplacitum, ac Electoris Saxonici, ſuorumque Confœderatorum aſſenſum ac ratificationem relata ſunt, deque iisdem unaniniter tandem in hunc qui ſequitur modum conventum eſt atque concluſum.

(1) Les Proteſtans d'Allemagne ont toujours conſideré ce Traité comme le fondement & le titre de leur liberté. Cependant ils le ſirent, lors que le Landgrave de Heſſe étoit encore en priſon; & ils ſe hâterent de le conclurre, de peur que *Charles-Quint* ne fit mourir ce Prince, ayant menacé *Maurice*, Electeur de Saxe, de lui en envoyer la tête ſi l'on ne ſe contentoit des conditions qu'il offroit.

ANNO 1552.

CAP. I.

Ceſſio armatæ Militiæ, & PHILIPPI Heſſorum Lantgravii λύτρωσις ſeu liberatio.

PRIMUM Elector Saxonicus, ſuique Belli conſortes Principes ac Status hanc Compoſitionem amplectentes à cœptis ſumptisque armis prorſus deſiſtent: ſuosque paratos & conſcriptos Milites ad undecimum duodecimumve diem Auguſti menſis proximum undiquaque dimittant, diſſipent, atque diſcurrere, vel nobis Regi Ferdinando ad petitionem ſtipemque noſtram adjungi vel admoveri ſinant: dentque omnibus modis operam, in quantum fieri poteſt, ne quid injuriæ damnive dolo malo Cæſareæ Majeſtati, nobis, aut cæteris Sacri Imperii Electoribus, Principibus, Statibus & Civitatibus illorum diſcurſu, fuſioneque inferatur, quin ſra potius diſperſi Cæſareæ Majeſtati, Sacroque Imperio obſequentes ſe gerant permaneantque, remiſſis illorum Statuum, Civitatum, aliorumque Juramentis, quos hactenus oppugnarunt & obſiderunt, aut ſibi aliqua adhæſione & Confœderatione ſubdiderunt, idque vigore transſcripti jam hoc in loco patentium Literarum exemplatis remiſſionem illam contellantium, quemadmodum & earundem & bujus Edicti virtute à ſuis Juramentis protinus liberantur & abſolvuntur.

2. Interea quoque temporis Philippus Heſſorum Landtgravius ſanctam Halæ in Saxonia Capitulationem (exceptis jam antea reſolutis Articulis, puncto de Caſſella loquente) ratam de novo habere ac irrefragabiliter obſervare debet, adeoque detentionem ſuam & cuſtodiam haudquaquam vindicare, quinimò Cæſareæ Majeſtati, Sacroque Imperio ſeſe Principem per dies vitæ ſuæ obſequentem exhibere, & ad omnia iſta Cæſareæ Majeſtati formula decenti hoc loci præſcripta ſufficienter altringere, efficereque tandem, ut idem a Filiis, Ditioneque ſua nova Literarum obligatione præſtituta ſervetur ac teneatur.

3. Simili modo uterque Electorum Saxonicus & Brandenburgenſis, Dux item Wolffangus Palatinus, &c. obligationes quisque ſuas jam pridem factas modò renovent, easque ſcriptas cautiones ad ſextum Auguſti diem Illuſtriſſimæ Principi Dominæ Mariæ Hungariæ & Bohemiæ Reginæ, Viduæ, dilectæ Sorori noſtræ, ejusve Prætidenti apud Mechliniam tradantur.

4. Econtrà memoratus Landtgravius cuſtodia ſua penitus liberetur, & ad dictum Auguſti diem undecimum vel duodecimum Rheinfelſium tutò certoque extra periculum ſiſtetur liber. Jam & ipſa copias ſuas Cæſarea Majeſtas diverſis in locis in hos Status conſcriptas, hanc Compoſitionem acceptantes haudquaquam peoducat, aut etiam ſundendi ſeu dimittendi mora moleve ulla graverur.

5. Cœptam quoque Caſſeliæ Munitionem Imperatoria Majeſtas Landtgravio clementer perficere concedet.

6. Similiter Naſſovienſium durante cuſtodia promulgatarum Sententiarum executio differatur ac ſuspendatur, donec liberato Landtgravio amica inter Partes Tractatio inſtitui agique poſſit. Caſu autem quo minus ea amicabilis progrederetur Tractatio, Landtgravio tamen, quo ad æquum eſt, Teſtimonia, Literarum Documenta, aliaque neceſſaria, quæ Advocatorum hucusque defectu, duranteve cuſtodia peoferri nequibant, de cætero exhibeantur ac producantur. Et ita tunc quidem Electorea hi, quos cauſa hæc non contingit, ipſimet, ſeu Conſiliarii eorum, atque adhuc alii ſex minimè partiales Impetii Principes, ex quibus ambæ Partes quindenos Cæſareæ Majeſtati intra menſem, poſteaquam Landtgravius fuerit liberatus, nominarim indicent atque proponant. Ex quibus ambarum Partium nuncuparis Majeſtas Cæſarea tres Principes deligat, (inter autem ſex illos ad minus tres ſint ſeculares) in perſona propria, aut etiam ad idem Deputati Conſiliarii, tanquam Cæſareani Commiſſarii, gravamina illa & exceptiones, contra prædictas latas Sententias & executionem debito modo, ac ut decet, recognoscant atque revideant, ecquid Acta tempore cuſtodiæ Landtgravii exhibita rurſus aſſumenda, Sententiæ quoque latæ ac Proceſſus ſuper ejusmodi propoſitis & adhuc dum proponendis gravaminibus, exceptionibusque differendi ac ſuspendendi ſint nec ne, cognoscant, & quid Juris ſit, promulgesnt. Atque hæc quidem amica Tractatio & deciſio ad ſummum intra biennium poſt concluſionem & datum Compoſitionis ſen Transactionis hujus certò expediatur ac exequatur.

7. Cæteria vero Punctis & Articulis omnibus inter memoratos Electorem Principem Saxoniæ, & Wilhelmum Lantgravium Heſſiæ propoſitis tamdiu, quousque reliqua communiter propoſita gravamina expediantur, dilatis atque ſuspenſis. ANNO 1552.

8. Adminiſtrator item Ordinis Teutonici, atque Dux Henricus Brunsvigenſis, aliique Lantgravium præteriri Schmalkaldenſis Belli cauſa impetentes, aut porrò impetituri, ceſſent quoque & quiescant, donec prædicta gravamina reſolvantur.

9. Etiam nova ſuperius memorata gravamina, quæ, durante Lantgravii cuſtodia, in Judicio Imperiali, aliasve adverſus eum præſumpta fuere, ſimul cum eorum exceptionibus, ab Electoribus, & Principibus harum controverſiarum interceſſoribus proximo Comitio, uti decet, recognoscantur revideanturque, ac idem Lantgravius, prout neceſſe eſt, audiatur: In iisdem quoque quod æquum & juſtum eſt decernant, neque interea tamen in Cameræ Imperialis Judicio procedatur.

CAP. II.

Religionem, Pacem, & Juſtitiam concernentia.

VERUM atqui alios ſequentes Articulos quod concernit, ab Electore Saxoniæ, ſuisque conjunctis in hac Pacificatione propoſitis, & quidem primò de Religione, de Pace, & Juſtitia, Majeſtas Cæſarea ſponſionem gratioſam nuper ad Oppidum Linſium factam, extunc dato reſponſo fidelter præſtabit, & ut intra dimidii anni ſpacium Comitia habeantur, in quibus dein qua via, quibusque modis, nimirum ſeu Generali ſeu Nationali Concilio, aut Colloquio, vel communi etiam Imperii Conventu Religionis diſcordiæ concordiæ atque compendio ſopiantur, hæque ad unionem Chriſtianam redigantur, atque ejusmodi conciliatio Religionis ab omnibus Sacri Imperii Statibus, mediante Majeſtatis ſuæ ordinaria ope præſidioque, pertractetur.

2. Initio autem Comitiorum ad præparationem Concordiæ delectus placidarum prudentumque perſonarum conſtituatur, utriusque Religionis æquali numero cum Mandato deliberandi, quibus modis ejusmodi Conciliatio atque Concordia inſtitui commodè poſſet, absque Electorum Principum præjudicio tamen hujus delectus ergò.

3. Et quidem interea temporis nec Cæſarea Majeſtas, neque nos, ac Electores, Principes, & S. Imperii Status quempiam ex Auguſtanæ Confeſſionis Statibus, propter Religionem, vi factove, aut aliàs contra ejus conſcientiam ac voluntatem cogere, aut ea de cauſa vi bellove petere, vel invadere, vel oppugnare aliquem, ejve damnum aliquod inferre ſive per mandata, ſive alio quovis modo ipſum gravare vel etiam contemnere, feremus, ſed ſuæ Religioni fidique quietè & pacificè ſtare, cadereque ſinentes.

4. Ob hoc quoque Bellum Status omnes Auguſtanæ Confeſſionis cæteros Sacri Imperii Status antiquæ Religionis Eccleſiaſticos & Seculares ſimiliter Religionis ſuæ, Ceremoniarum, Conſtitutionum, rerum immobilium & mobilium, Dirionum, Subditorum, Redituum, Cenſuum, Superioritatum, & Juriſdictionum cauſa non gravent, ſed pacificè tranquilleque illis uti fruique ſinant, nec vi factove, ſeu aliàs malignè contra eos quicquam præſumant: Verum enim vero juxta noſtras & Sacri Imperii Ordinationes, Conſtitutiones, Edicta, Decreta, Receſſus factæ Pacis, ſinguli erga ſingulos ordinario Jure Juſtitiaque contenti ſint, ſub proxime renovatæ Pacificationis pœna.

5. Quicquid verò in Comitiis illis à communibus Statibus unà cum Cæſareæ Majeſtatis ordinario præſidio concludetur ac ſtatuetur, in poſterum quidem & rectè & firmitet ſervetur, neque in contrarium, aliave via diverſum agatur.

6. Omne autem quod dictis Inducils adverſatur, adverſarive cenſetur, in nihilo deroget ſtis, aut quicquam imminuet, idque à Cæſarea Majeſtate, nobis item, & Electoribus, Principibus, ac Statibus reſpectivè, ſufficienter, in quantum fuerit neceſſe, vigore hujus Compoſitionis ſeu Transactionis cautum, confirmatumque ſit: Præter quoque Cameræ Judicii & Confeſſores de iisdem Inducis certificentur, mediisque eorum Juramentis, eisdem pareant & obſequantur: Implorantibus etiam Partibus non attento eo, cujusnam ſint Religionis, neceſſarias & legitimas ferant ſuppetias: formu-

ANNO 1552. lam quoque cumptimis Juris jurandi *Deum & Sanctos*, aut *Deum & Sancta Evangelia*, Confeſſoribus, aliisque Perſonis & Partibus deinceps liberam permittendo.

7. In ſuffragiis quoque daudis rogandisque æqualitas ſervetur, æquum jus Partibus, nec iniquum reddendo & conſervando: Similiter & in præſentandis Aſſeſſoribus, aliisque Pacis & Juſtitiæ Articulis hac Tractatione placuit, ſi quod operæpretium ac deliberatione dignum in Dicaſterii Cameræ conſtitutione apparueris, quandoquidem eadem conſtituto communi Statuum aſſenſu, Comitioque Imperii ſancita eſt, non etiam niſi per Cæſaream Majeſtatem, Statusque communes rebus ita ferentibus ordinaria via, utpote viſitationibus, aliisque mediis mutari tollique poſſe. In qua re nos, Electorum Legati, comparentes Principes, & abſentium Nuncii recipimus nos, ac conſentimus omnem diligentiam, operamque præſtituros, ne qua Partium, in Religionis negocio ſuffragiorum imparitate ſibi præ cæteris metuat, partialitate temota: Auguſtanæ quoque Confeſſionis conſortes à Cæſareo Cameræ Judicio non excludantur, aliaque gravamina, ſi quæ comperiantur, ex æquitate removeantur: & hæc quidem omnia proximis Comitiis explicentur.

8. Cæterum & hoc nos unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus & abſentium Nunciis apud Cæſaream Majeſtatem, amanter, reverenterque eum reverentia petivimus, uti ejus Majeſtas Puncto illa plus neceſſaria, inter quæ & Articuli præſentationis, & ne Auguſtanæ Confeſſionis conjuncti à Judicio Cameræ, ut ſuprà dictum eſt, excludantur, continentur: ex plenitudine Majeſtatis ſuæ Cæſareæ poteſtatis ad provehendam, retinendamque Pacem & Concordiam in Imperio, quantocius fieri poſſet, reſolvere dignaretur.

CAP. III.

Germanicæ Nationis libertatem contingentia.

QUOD ad gravamina, quæ Germanicæ Nationis libertati contraria irrepſiſſe, ne dicam irruſſe, videntur, inter Electoris Saxonici Articulos alio quoque Scripto comprehenſa attinet: Volebamus quidem unà cum Electoribus, Legatis, Principibus præſentibus, & abſentium Nunciis prompti paratique ac minime gravati, illos ipſos, appendicesque ſuos ſingulatim protinus & ſpecificè pro amicabili Compoſitione tractanda ſuscepiſſe, niſi intellexiſſemus à Cæſarea Majeſtatis ad hanc Tractationem lectis deſtinatisque Conſiliariis, ipſius Majeſtatem talium gravaminum hactenus bona ex parte inſcium eſſe atque ignarum, quamobrem de iis mandata dare Conſiliariis nequiviſſe: Adhæc, ea ipſa gravamina tanta, tamque varia eſſe & prolixa, econtrà verò tempus hoc perexiguum indictæ diei, ut ipſi Electori quoque Saxonico, ſuisque conjunctis, donec hæ res omnes, quemadmodum neceſſitas poſtulat, expliceutur, copias ſuas alendo, immodicos ſumptus atque impendia non ſolum pariet, verumetiam Superioritatibus hinc inde, miſerisque Subditis graviſſimo maximoque damno ſit futura.

2. Proinde hujuscemodi gravaminum reſolutionem ad proxima Comitia, aliumve Imperii Conventum hac vice rejicientes, ſpe bona ex Liuſica conſenſione per Cæſaream Majeſtatis Conſiliarios præbita ſuffulti, conſilium initurum eſſe, quo Sacri Imperii & Statuum publicis & privatis cauſis conſuletur, cum jam in eo tota Majeſtas ſua elaboret, ut & apud ſuam Majeſt. Germanicus Senatus conſtituatur, & Germanicæ res cauſæque per Germanos tractentur ac disponantur, ita, ut omnibus placeat, omnibusque ſint ſatis. Quandoquidem Germanicæ Nationi ceu dilectæ ſuæ Partiæ tam bene velit, ut haud quidem dimiuutam eam aut debilitatam, verum multò magis quantum fieri poteſt auctam, amplificatam atque conſervaram cupiat, quæ quidem hoc tempore pollicitatio undiquaque eum gratiarum actione accepta eſt.

3. Ne autem Electior Saxonicus, ſuique adjuncti metuant hanc Tractationem ſponſam neglectum iri, aut poſthaberi, fine debito non deciſam, debemus nos Filiusque noſter dilectus, Maximilianus Rex, Electores quoque, Principes, & Status Sacri Imperii in manus ſimere propoſita gravamina, atque Cæſareæ Majeſtati ea offerre, eoque eniti atque conari promovendo, ut quod æquitatis fundamento inſiſtant, viſa quoque, ut decet, Aurea Bulla, ac aliis Sacri Imperii Ordinationibus, Conſtitutionibus, veteribusque laudatis Germanicæ Nationis Conſuetudinibus, omnia probè reſolvantur ac perficiantur. Reliqua verò ad Cæſaream Majeſtatem non proprie ſpectantia gravamina, ſed à quibusdam Sacri Imperii Statibus & Membris privatim allata ſunt, aut quæ ipſi inter ſeſe Status disceptant, de forma forte ac modo communis Conſultationis Tractationisve, aut aliam ob rem quampiam controverſam, æqua & illa, ut ſuprà ponitur, Cæſareæ Majeſtatis tanquam Capitis eorum conſilio præſidioque proximi Comitii initio proponi vult atque abſolvi, gratioſa nimirum hac piaque Majeſtatis ſuæ pollicitatione ut quæ ad ipſius Majeſtatem in ſpecie proprieque faciunt, in iis ſic ſe tam gratioſo bonoque animo ac voluntate geſturum eſſe, ut communes perſpiciant Status, ſumma ejus Majeſtatem cupiditate controverſias omnes, ut decet, velle atque expetere compoſitas, & Rempub. privato emolumento longè præſtaram fore, cæteraque omnia ita ſuscipi, inſtituique, ut omnibus Statibus ex æquo & bono quàm plenisſimè fiat ſatis. ANNO 1552.

4. Porrò ad Articulum Regis Franciæ Oratorum veniendo, media quædam ac Puncta Pacis publicæ conſtituendæ, aliorumque Negociorum quorundam præteudentium: ita ſe habet, ut cum, quæ publicæ ſunt Pacis in Germanica Natione, ſolummodò Imperatoriam Majeſtatem, nos, & Electores, Principes ac Status Sacri Imperii, neminemque præterea concernant, & jam iſte Conventus harumnet rerum, utpote publicæ Pacis ſanciendæ, aliorumque gravaminum amovendorum cauſa ſit inſtitutus, idcircò nulla jam alia Tractatione fore opus exiſtimatur.

5. Atqui vero privata Regis Franciæ Negocia quod ſpectat, Elector Saxonicus, vigore Linteuſis Decreti ſeu Receſſus, cum dicto Rege aut ſuis Oratoribus, ſi id necdum factum eſt, dein tractare poterit: Si quid idem Rex forte privatarum cauſarum adverſus Cæſar. Majeſt. prætendit, poterit & iisdem actiones ſeu poſtulationes nobis exhibere, Cæſar. Majeſtati porrò per nos transmittendas, ſe ſuamque voluntatem deſuper declaraturi.

CAP. IV.

Securitatem eorum, qui huic Bello conjuncti, & à Cæſarea Majeſtate banniti ſunt, concernentia.

QUANTUM attinet eos, qui Belli præteriti cauſa, Banno & indguatione Cæſareæ Majeſtatis nexi ſunt ac proscripti, huic militiæ juncti, nihil equidem iutermittimus ipſi, ſimul cum Electoribus, Legatis, præſentibus Principibus, & abſentium Nunciis, quò minus fideliſſimè amantiſſimeque & humiliter rem hanc promoveremus, tandemque impetraremus, ut Albertus Comes à Mansfelt pariter cum Filiis ſuis, Comes item Rheut, Chriſtophorus ab Aldenburg, Johannes Dominus ab Heideck, Friderichus à Reyſenberg, Georgius à Reckenrod, Sebaſtianus à Schertle, &c. aliique ejus Belli cauſa indignatione incidentes à Terris & Comitatibus ſuis bonisque abacti, nempe Dux Otto Henricus Palatinus, Wolffgangus Princeps ab Anhalt, item Braunsvigenſes Principes ac Nobiles, cæterique omnes & ſinguli ſuperioris & inferioris Status, nominati & inuominati, ob Bellum præteritum inſimulati, ac eidem dum adhærent, metu ſolicitudineque liberati, rurſus in Cæſaream Majeſtatis gratiam fidemque admitterentur & reciperentur, nunc bujus quidem Compoſitionis vigore reconciliati aſſumuntur; hoc pacto tamen conditioneque ut de cætero Cæſareæ Majeſtati, ſacroque Imperio juſtam debitamque præſtent ac ſervent obedientiam, neque adverſus ejus Majeſtatem, nos, aut Imperium militent, priusquàm hic Articulus communibus gravaminibus inſerendus reſolvetur, cui deinceps Tranſactioni reſolutionique ſtabitur.

2. Jam & recouciliati, iuque gratiam recepti, ut ſuprà dictum eſt, ac iſto jam tempore extra Germaniæ Nationis Imperium in Gallia, aliſve locis agentes, & contra Cæſaream Majeſtatem militantes intra ſex ſeptimanas proximas poſt Datum hujus Compoſitionis ſe declarent, moxque ab eo tempore adverſus Imperatoriam Majeſtatem, Imperiique Status non militent, neque ſe ejusmodi militiæ inaucipent, utendove præbeant, tum & ad ſummum bimeſtri proximo in Germaniam revertantur, aut hac ipſa reconciliatione & gratia omnino deſtituantur oportet.

CAP. V.

ANNO 1552.

CAP. V.

Abrogatio actionum omnium illorum, quibus hoc Bello damnum datum eſt.

CUMQUE durante Bello pleræque novationes ſint obortæ, quidam etiam Electores, Principes, Status & Civitates bonis rebusque ſuis privati damnumque paſſi ſint, omnia Principes hujus militiæ occupata vel Dominia, vel Territoria, vel Oppida, Villasve, Hominesve, hæ quidem cuncta Statibus iis, quibus antea fuerant, reſtituant, juramentaque ipſis, ut ſupra dictum eſt, adhæſionesque remittant, atque de illis abſolvant ac liberent, ſalvis quoque liberarum Civitatum Privilegiis & Libertatibus, quas deinceps retinebunt.

2. Viciſſim Cæſarea Majeſtas publicæ Pacis, aliorumque damnorum evitandorum reſpectu, omnes & ſingulas actiones, impetitionesque, quas Status hi & Civitates, ſive etiam privatæ perſonæ in Belli hujus Principes, eorumque hinc inde conjunctos & adhærentes datorum occaſione prætendere poſſent, abrogat de plenaria Cæſareæ Majeſtatis ſuæ poteſtate, operam nobiſcum & cum cæteris Imperii Statibus datura, omnique ſtudio & gratia eo enitura, ut æquis mediis viisque ratio ineatur, quò damna illa perquam graviter accepta, Statibus iæſis, Civitatibus item & Subditis absque hujus militiæ conjunctorum Statuum ope impendioque, ne qua porrò ſuccedentibus moribus occaſio detur, & firma Pax tranquillitasque retineatur.

CAP. VI.

Ad Palatinum OTTOHENRICUM *pertinentia.*

QUODQUE Ducis Ottohenrici Palatini nomine, perque ſuos Legatos ſupplicatum rogatumque eſt, nempe ut Romanæ Imperatoriæ Majeſtati commendaretur, fida nos pariter cum Electoribus, Legatis, comparentibus Principibus & abſentium Nunciis promotione apud prædictam Cæſaream Majeſtatem præſtitimus, atque effecimus, ut ſua ſibi ditio in Principatu Neuburgi ſuis cum pertinentiis maneat.

CAP. VII.

Generalis omnium Militum hujus Belli conjunctorum ſecuritas.

ELECTORES quoque, Principes, Status & Oppida hujus Belli conſortes, ſive ſint Marſchalci, Equirum Magiſtri, Superiores, Officiati, ſive alii Milites, quocunque nomine vocentur, ſimul cum omnibus eorum in hac Militia conjunctis, adhærentibus, Ajuratisve ſuperioris & inferioris ſtatus, nominatis & non nominatis, metu curaque vacent, in gratiam rurſus ſuſcepti: hocque Bellicum Negocium, & quæ ſub eodem interim geſta ſunt, mutuo, alternatimque ſublata, ſopitaque eſſe debent ſimul ac ſemel, conjunctim & diviſim, ita ut neutra Partium alteram præter Jus, Juſtitiamque, clam palamve ſiniſtra mentione carpat, agatve, cumprimis erga Cæſaream Majeſtatem, erga nos Sacrumque Imperium ſeſe, ut decet, obedienter exhibendo.

2. Reinhardus quoque à Solms Comes juſta cautione facta, cæterique omnes utrinque capti ad præſtitutum diem undecimum ſive duodecimum Auguſti absque dispendio libertate donentur.

3. Quod ſi Albertus Marchio Brandenburgenſis Bello ceſſerit, ac intra tempus præfixum Militem dimiſerit, hanc quoque Transactionem ſua parte probaverit, Induciasque ſervaverit, nec ipſe cuiquam Milesque ſuus damnum dederit, his etiam complectetur.

4. Quodque poſtulatam Braunsvigenſium Procerum, eorumque poſſeſſionum reſtitutionem, quibus à Duce Henrico Braunsvigenſi ornati ſunt, æque alienum ſpectat, ad cavenda vitandaque alia majora gravamina inde ſecutura, contraque compoundæ Pacis cauſa, & Sacri Imperii tranquillitate conſervanda, Intercеſſores dabit ſeu Commiſſarios Cæſarea Majeſtas, utrumque Electorem Saxonicum & Brandenburgenſem, Joannem quoque Marchionem Brandenburgenſem, & Philippum Ducem Pomeraniæ, plenam eis poteſtatem cum pleno mandato tribuens, Principales ipſos aptum idoneumque in locum quantocyus fieri poteſt vocandi, ad tranſigendam & reſtitutionis & æris alieni controverſiam, idque ſummariè prout neceſſitas poſtulaverit, quàm quoque accuratiſſimè fieri poterit. Ac ſi comperiant Pacatores & Intercеſſores Ducem Henricum juniorem obligatum Proceribus, absque juſta exceptione, æquitatis eum commonefaciant. Cæterum autem ubi res alterius, vel etiam utriusque Partis difficultate colpave componi non poſſet, Cæſareæ Majeſtatis nomine Proceres cunſeſtim ac immediatè ſuis rebus poſſeſſionibusque reſtituantur, trimeſtri ad ſummum ſpacio proximo poſt concluſam hanc factamque Transactionem, ſalvis utrique Parti ſuis actionibus ac petitionibus mutuis poſt reſtitutionem loco apto idoneoque, ut decet, proponendis.

ANNO 1552.

5. Cæſarea Majeſtas, nosque, ac requiſiti Electores, Principes, dictos Pacatores ſeu Commiſſarios in iis quæ ſuo mandato effecerint, & publicæ Paci proderſe putentur, gratioſè atque amicè tuebimur, defendemus ac manutenebimus.

6. Ad hæc grande ſub Banni, proſcriptionisque interminatione Edictum exiet in Ducem Henricum à Cæſarea Majeſtate, ne qua Procerum corpori, rebus ac bonis, præſertim autem Sylvis eorum Dus noceat, dum lis ab Intercеſſoribus tota audiatur ac componatur, & illi quoque reſtituantur.

CAP. VIII.

Civitates Goslariam *&* Braunsvigam *concernentia.*

SIMILITER prædictos quatuor Electoribus & Principibus, tanquam Delegatis ſuis ſeu Commiſſariis, præcipiet jungetque Cæſarea Majeſtas, & Ducis Henrici & ambarum Civitatum Braunsvigæ & Goslariæ actiones ac petitiones mutuas quantum neceſſe fuerit exaudiri, atque ex bono & æquo utrinque litem componi, publico Cæſareæ Majeſtatis Edicto propoſito, ut à cœptis armis deſiſtant, viſque omni inferenda mutuò abſtineant, Cæſareanorum Delegatorum Tractationi parendo, aut omnino actiones ſuas Jure ordinario atque Imperii Conſtitutionum vigore expiſcando.

CAP. IX.

Ut ad ſervandam hanc Transactionem Cæſarea Majeſtas ſe obliget.

HÆ omnia & ſingula ſupra ſcripta, & in ſingulis Articulis nominatim ſpecificata, Cæſarea Majeſtas, quo ad ipſammet concernunt, vi virtuteque Ratificationis ſuæ deſuper factæ, ex Majeſtatis ſuæ dignitate nuncupata lingua pro ſe, ſuisque poſteris firmiter, infractè, citraque contradictionem ſervare juſtè, rectèque exequi debet, nec in contrarium vel nunc vel in futurum, ſive ex plenitudine poteſtatis, aut ulla alia ſpecie prætextuve, quocunque id nomine vocetur, quicquam muliri, agere, publicareve, neque cuiquam alii alii ſua cauſa permittere, non attentis quibuscunque aliis Decretis, Factis, Edictisve, huic Conventioni in aliquo adverſantibus: quin potius omnes Sacri Imperii Status, ſingulosque in hac Compoſitione, hisque Induciis & Articuiis alliis comprehenſos manutenere, defendere atque tueri volumus.

2. Si quis quive Status, unus pluresve, aliom alloſve quovis modo, quavisve ſpecie ſeu prætextu, cogere, oppugnare, lædere, aut gravare ſuave diripere attentaret, (quod tamen nulla ratione fore ſperatur) eum eosque Cæſarea Majeſtas ſimul cum altera Parte, in quam iſta coactio, minæ, & pericula protenduntur, Cæſarea ope conſilioque, veluti ex Officio ſuæ Majeſtatis addecet, æquumque eſt, adjuvate, eaque ipſa gravamina amovere ſaraget.

CAP. X.

Conſenſio Principum Belli in hac Transactione ſeu Compoſitione.

NOS quoque Elector Saxonicus, Ottohenricus Dux Palatinus, Joannes Albertus Dux Mechelburgenſis, & Guilhelmus Landgravius Heſſiæ, &c. fatemur publicè, omnia & ſingula ſupra ſcripta Puncta & Articulos noſtra ſcientia & voluntate cœpta, deciſa, &

ANNO 1552. conclaſa eſſe, conſentimus ac pollicemur quoque communiter & ſingulatim, noſtro, noſtrorumque Hæredum & Poſterorum nomine, omniumque illorum, qui nobis in hoc militari Negotio & Expeditione adhæſerunt, aut etiamnum adhærent, hanceque Compoſitionem ratam habituri ſint, eos ipſos quidem Articulos harum Literarum vigore, noſtro principali honore & dignitate mediante, bona fide, verboque veritatis, quoad ſingulos rangit, verè, firmiter, validè, integrè & inviolabiliter conſervaturos ac ſecuturos eſſe, nec adverſus ullum Statum in hac Pacificatione comprehenſum, aut de poſt ratificantem, ulla ſpecie, prætextuve, quovis modo, vi factove, clàm palamve, per nos ipſos aliosve, noſtra cauſa graſſaturos, oppugnaturos, coacturos, læſuros, aut turbaturos ſore, quin magis eos, qui Transactionem hanc ſervant, eique parent, contrà verò non ſervantes, aut in adverſum quid machinantes, noſtrosve in Status hic comprehenſos, quive eam de cætero amplecturi ſunt, limili facta aſſecuratione, vi factove aut aliàs læſuri, aut Bello provocaturi, laceſſuri, coacturi, turbaturi, ſeu quicquam gravaminis allaturi eſſent, fido noſtro prædicto conſiliuque, vigore communis Pacificationis, Imperii Conſtitutionum, hujusque Compoſitionis & Inductarum communiter & ſingulatim ſuebimur & defendemus, absque ulla aliqua remora aut impedimento, quod quovis modo excogitari, nosque relevare poſſet. Quandoquidem omnes hos & ſinguli omnibus his, qui Conventioni huic & Transactioni adverſari, vel nos relevare poſſe videantur, quocunque titulo ſeu nomine cenſeantur, ſpecialiterve interpretarentur, renunciavimus, omniaque alia in effectu huic Compoſitioni adverſum in meliori firmiorique forma harum Literarum vigore ac robore annullando & abdicando.

CAP. XI.

Securitas Regiæ Majeſtatis utque Electorum Principum ut Interceſſorum hujus Compoſitionis.

QUo minus multò etiam dubitetur alterutra ex parte, aut aliquis ſenſus diverſus incidat, volumus nos Ferdinandus Rex, & Maximilianus Rex, nosque inſuper Spirituales & Seculares Electores & Principes, qui omni ex parte cauſam hanc prædicto modo compoſuimus atque tranſegimus, hanc declarationem aſſeuſumque profiteri, nimirum Rex uterque noſtro, noſtrorumque Hæredum ac Poſterorum nomine; Eccleſiaſtici verò Electores & Principes conſilio atque aſſenſu ſuorum Capitulorum: Seculares autem Electores & Principes jam antea ſuo ſuorumque Hæredum & Poſterorum nomine irrevocabiliter, quod nos unà ſimulque hanc Tractationem, non ſolummodo quantum nos ipſos, noſtrosque Hæredes & Succeſſores, Regnaque noſtra, Archiepiscopatus item & Collegia, Terras, Diœceſes, Territoria, Populos, Subditos, Miniſtros & conjunctos concernit, ita ſervare, & adverſum agere nullo pacto velimus ſed etiam ſi qua Partium contra hanc deciſionem & Conventionem (quod haud fore ſperatur) jam nunc aut in futurum agat, & alteram Partem vi factove, clàm palamve, gravaret, offenderet, urgeretve, nec admonita deſiſteret, tum quidem nos, illique ac noſtri, ſuique Succeſſores ſeu Adverſariæ Parti, quæ contra hanc Conventionem & Transactionem invaditur, aliasve læditur, & coram nobis illisque, aut noſtris illorumque Succeſſoribus, æquas contradictorias rationesque in alteram Partem talia recuſantem ac violenter agentem, pati poſſet, illi equidem non ſolum conſilio prætidioque nullo adeſſe, verum eam Partem quæ Compoſitionem conditionemque recipiet, adverſus alteram, vigore publicæ Pacificationis antea ſanctæ, imperiique Conſtitutionum, hujus item Transactionis & Inductarum, opem ſuppetiasque latura ſumus.

2. In omnibus autem prædictis viis modisque ea Pars, quæ putet has Inductas per alios fractas aut contra actum eſſe, vi factove nihil contra eandem præſumat, ſed ad nos primum eam rem, aut Electores & Principes ut Internediatores reſciat: qui protinus amicam inſtituent Tractationem, eamque definiant, & quicquid per nos, illosve concordatum deciſumque fuerit, ea Sententia teneat, pareantque illi Partes utrinque absque recuſatione. Quod ſi non fecerint, præſidia omnibus, ut ſupra dictum eſt, modis ſerantur.

3. Iidem autem Interceſſores ac Mediatores jurejurando eodem, quo Cæſareæ Majeſtati ſunt aſtricti, liberantur, ne qua minus & tranſigere velint, & Parti parenti adverſus contumacem, ut æquum eſt, auxilium præbeant, idque Cæſareæ Majeſtati nequaquam displiceblt. ANNO 1552.

SIGILLATIO.

QUANDOQUIDEM autem Elector Saxonicus, ſuique Adjuncti & Conſœderati hanc Capitulationem in omnibus & ſingulis Punctis & Articulis voluntariè acceptaverunt, & ſervare promiſerunt, tum & Cæſarea Majeſtas eosdem in Imperii Germanicæ Nationis dilectæ Patriæ ſuæ utilitatem profectumque gratioſè approbavit & ratificavit, in quarum rerum Teſtimonium iria ſunt ſcripta Diplomata ejusdem ſenſus atque tenoris, noſtra Regis Ferdinandi, & amborum Electorum Moguntini & Palatini Friderici, ſimiliter & Epiſcopi Salisburgenſis ac Alberti Ducis Bavariæ, cæterorumque Electorum & Principum tanquam Interceſſorum ſeu Mediatorum ac Electoris Saxoniæ, & Wilhelmi Landgravii Heſſiæ, aliorumque Conjunctorum nomine propriis manibus ſubſcripta ac appendentibus Sigillis munita: de quibus unum Cæſareæ Majeſtati, alterum communibus Statibus, tertium dicto Electori Saxoniæ & ſuis conjunctis tradatur. Actum Paraviæ, altera die menſis Auguſti, Anno poſt Chriſti Nativitatem Millesimo quingentesimo quinquagesimo ſecundo, Regnorum noſtrorum Romani vigeſimo ſecundo, & aliorum vigeſimo ſexto.

Sequuntur Articuli de Religione, Pace, & Juſtitia, per Regiam Majeſtatem, Electorum Legatos, præſentes Principes, & abſentium Nuncios deſignati.

QUo ad Religionis, Pacis, & Juſtitiæ Articulum, Regia Majeſtas cum Electorum Legatis, præſentibus Principibus, & abſentium Nunciis inter Cæſaream & Regiam Majeſtates, Electores, Principes, & Status Germaniæ Nationis, donec controverſa Religio tandem concordetur, Inducias fieri firmas exiſtimant, ſic quidem, ut Cæſarea & Regia Majeſtates, Electores quoque, Principes & Status Sacri Imperii, nullum ex Auguſtana Confeſſione Statum, aut qui Sectis publicè per Imperii Decreta damnatis non adhæreat, vi factove, aut aliis contra conſcientiam ac voluntatem rationibus, modisque de ſua Religione & fide deturbet, dejiciat, propellat, aut Bello petat, lædatve, gravetve aut etiam reprehendat, quinimò Religione quemque ſua fideque tranquillè pacificeque vivere agereque ſinat, neque Religionis controverſiam aliter quàm amicis placidisque mediis modisque ad Chriſtianam concordem intellectum unionemque perduci ſerat ſuſtineatque. Conjuncti quoque hujus Belli, aliique Status omnes, cæteros Sacri Imperii Status tum Eccleſiaſticos, tum Seculares ſua Religione, Eccleſiaſtico uſu, Ordine & Cæremoniis, atque Facultatibus, Bonis, Diœceſibus, Subditis, Reditibus, Cenſibus, Dominiis, & Jurisdictionibus non privent aut gravent, ſed ut frui illis pacificè ſinant, neque vi, facto, aliasve maligne adverſus eos præſumant: ſed per omnia Sacri Imperii Juri, Ordinationibus, Decretis, Edictis, Receſſibus, atque publicæ Pacis conſtitutioni quisque ſtet, pareatque ordine ſuo, ſub interminatione pœnæ in proximè renovata publicæ Pacis ſanctione comprehenſæ.

2. Ac quæcunque ſæpe dictis Inductis adverſari videbuntur aut exiſtimentur, nihil tamen derogent, ſed à Cæſarea & Regia Majeſtatibus, Electoribus, item Principibus ac Statibus reſpective ſufficienter, & ut neceſſe eſt, provideri caveriique debent mediante hujus Transactionis Cæſareo quoque Judicio Cameræ, & Aſſeſſorum Inductæ prædictæ inviolentur ac innotetcant, ad earum obſervationem jurejurando ſuo adactis, omnino illis ſe ut conformes obtemperanterque gerant, Partibus item implorantibus nulla Religionis differentia reſpective habito, prout decebit, operæque fuerit, opem Juris Juſtitiæque ferant. Aſſeſſorum quoque aliarumque perſonarum jurisjurandi per Deum Sanctosque, aut Deum ſanctumque Evangelium, formula juratoris libere conceſſa.

3. Pro unione autem & Pace controverſæ Religionis conſtituenda, Regia Majeſtas & Electorum Conſiliarii, rum & præſentes Principes abſentiumque Nuncii exiſtimant, Cæſaream Majeſtatem proximo ſemeſtri poſt concluſionem & data harum Inductarum & Compoſitionis, Comitia habituram eſſe, in quibus cum Electoribus,

ANNO 1552. bus, Principibus, & Statibus Imperii rationem ineat an Generali aut Nationali Concilio, aut Colloquio, aut alio Imperii Conventu & Congregatione diſſectæ Religionis cauſa inſtituenda, concordanda, ac definienda ſit, & quòd per Cæſaream Majeſtatem communesque tam Auguſtanæ quàm contrariæ Confeſſionis Status pro uſu ac bono publico ſtatuetur, cum gratia paſſim omnibus concedatur.

4. Et hoc in mentem venit, ad præparationem ejusmodi Unionis incundæ, in initio eorundem Comitiorum nonnullorum tranquillitatis amantium ac prudentium Perſonarum utriusque Religionis pari numero haberi, quibus injungatur, quomodo Concordia talis melius rectiusque ſuſcipiatur, absque tamen Electorum Principum propter hunc ipſum delectum ſuperioritatis ac præeminentiæ præjudicio.

5. Ubi autem nulla ratibus viis Concordia conſequeretur, nihilo tamen ſecius prædictæ Induciæ ad ſupremum Concordiæ terminum ſuas habeant vires, perpetuoque valeant atque conſiſtant.

6. Ad ſuffragiorum autem & Juſtitiæ æqualitatem, tum & præſentationem Aſſeſſorum, aliorumque Articulorum Pacis & Juſtitiæ conſervandæ quod attinet, deliberatum eſt, ſi quid grave meditatione cogitatuque dignum in ordinatione Judicii Cameræ oboriatur, cum ea conſtitutio communi Statuum aſſenſu facta ſit, eam quoque absque communi Statuum voluntate conditionum reſpectu, non niſi ordinaria vilitationis Judicii via, aliasve unà cum prætenſis gravaminibus mutari non poſſe. Cui rei juvandæ Regia Majeſtas unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus, & abſentium Nunciis eſt operam datura, ne in Religionis cauſa altera Partium vel ſuffragiorum vel partialitatis ergo præ altera ſeſe gravatam queri poſſit, aut etiam Auguſtanæ Confeſſionis adhærentes & conjuncti à Cæſareo Cameræ Judicio ſecludi ſe vereantur. Aliaque gravamina, ſi quæ innotuerint, ex æquitate proximis Comitiis decidantur.

7. Dabit quoque hic operam Regia Majeſtas unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus, & abſentium Nunciis Cæſaream Majeſtatem amanter juxta ac reverenter interpellando orandoque, ut Puncta cum primis neceſſaria, inter quæ & Articulus præſentationis atque Auguſtanæ Confeſſionis, conjuncti, à Cæſareo Cameræ Judicio (ut ſupra dictum eſt) ne excludantur, ex plenitudine Cæſareæ ejus Majeſtatis, pro retinenda conſervandaque in Imperio Pace & concordia, quantocius fieri poterit, ſeſolvantur atque expediantur.

XIX.

6. Mai, 28. Juill. & 2. Août. Capitolo dell' Amicitia, & buona Vicinità tra la CESAREA MAESTA & Eccellentiſſimo Signor FERDINANDO GONZAGA per il Stato di *Milano*, & li Signori di XIII. CANTONI SUIXARI per loro, & ſuoi Suditi di quà, & di là da Monti. [*Copie ancienne & Manuſcrite.*]

NOI CARLO *quinto per la divina Clementia Imperator de Romani ſempre Auguſto, Rè di Germania, Spagna, dell' una, & l'altra Sicilia, Hieruſalemme, Hungaria, Dalmatia, Croatia &c. Arciduca d'Auſtria, Duca di Borgogna, & Milano &c. Conte di Fiandra, & Tirolo &c. Ferrando Gonzaga Duca di Arriano, & Principe di Meſſetta Capitano Generale di S. M. Ceſ. in Italia, & ſuo Governator & Luogotenente del Ducato, & Stato di Milano &c. & noi Borgomaſtri, Scultetti, Amanni, Conſoli, Communità, Cittadini, Patriotti delle Città, Territorii, & Dominii della grande, & antiqua Lega di Allemagna ſuperiore cioè Zurigo, Berna, Lucerna, Urania, Suirz, Underwalden ſopra, & ſotto Silva, Zug, con l'Offitio di ſuori, Clarona, Baſilea, Friburgo, Soladoro, Schaffuſen, & Appenzel. Noto facciamo à tutti quelli, che al preſente, & per l'avvenire legeranno, vederanno, & udiranno li preſenti noſtri Inſtrumenti, come novamente nella Terra di Bada in Ligovia per le Ambaſſadori & Deputati di tutti due noi Parti reſpettivamente è ſtato concordato, & concluſo uno Trattato di buona Amicitia, & Vicinità trà noi per il Ducato di Milano, & Territorii, Paeſi, & Suditi noſtri, coſi di quà, come di là da la Montagna di S^te. Gotardo, il tenore di quale Trattato di parola, in parola è come ſeguita.*

In nome della S^ma. & individua Trinità Patre, Figliolo, & Spirito Santo, coſi ſia. Sia noto, & manifeſto à tutti quelli, che tanto di preſente, quanto per l'avvenire vederanno queſte noſtre, come eſſendo ſempre ſtato conoſciuto per vera, & longa eſperienza tra tutte le Nationi del Mondo, che li Stati, Republiche, Potentati per unione, & concordia ſi conſervano, & creſcono, & di giorno in giorno più ſe augmentano. Però conſiderande l'Illuſtriſſimo & Eccellentiſſimo Signor Don Ferrando Gonzaga Duca di Arriano, & Principe di Meſſetta, Capitano Generale della Ceſarea Maeſtà in Italia, & ſuo Luogoteneante, & Governator nel Stato di Milano, con volunta, & commiſſione eſpreſſa di S. M. Ceſarea preſatu per una parte, & li molti magnifici, potenti, & ſtrenui, Nobili da ben' ſapienti, & prudenti Signori Burgomaſtri, Sculteri, Amanni, Conſuli, Communità, Cittadini, Patriotti, & Habitatori delle Città, Patrie, & Dominii della inclita, grande, & antiea Lega d'Alemagna, & alta cioè di Zurigo, Berna, Lucerna, Urania, Suirz, Underwalden di ſopra, & ſotto Silva, Zug con l'Offitia de ſuori, Clarona, Baſilea, Friburgo, Soladoro, Schaffuſſen, & Appenzel per l'altra parte. Ave utilità, & benefitio di tutti li Stati, & Suditi loro eſſer bene venire à una ſtabile, & ferma Unione, & Intelligentia tra eſſi, oltra la buona amicitia, & vicinità quale per il paſſato ſi è ſervato, & ſerva ancora di preſente tra ſua Ceſarea Maeſtà, & Signori ſuoi Luogotenenti, & Governatori nel Stato di Milano, & il Stato preſato & noi preſati Confederati Stati, & Populi noſtri. Aſſinche in buona concordia, quale è tra l'una, & l'altra Parte, poſſi longamente ſtare, & durare, & le coſe paſſino con maggior ſicurezza, tranquillita, & quiete del uno, & l'altro canto, & tutti li Suditi communi poſſano, mediante lo ſtabilmento di tal buona Unione, & Intelligentia, attendere à ben vicinare, & augumentar lo facultà loro, & ſtare con gli animi quieti, & repoſati; havemo per mezzo delli noſtri Ambaſſadori & Mandatarii per noi ambedue Parti, & Deputati fatto concludere queſta Unione, & Intelligentia, cioè à nome del preſatto Signor Don Ferrando con volunta, & commiſſione eſpreſſa della Ceſarea Maeſtà, il Magnifico & Nobile Signor Gio. Angelo Ritio Secretario della preſata Ceſarea Maeſtà & à nome di noi Suizzari per li Magnifici, Strenui, honorati, prudenti, & ſapienti, cioè di Zuricho Gio. Rodolfo Laffer Burgomaſtro, & Gio. Beſcher Secretario di Berna, Gio. Francisco Negli Scultero, & Antonio Tilurer Sechelmaſtro di Lucerna, Gio. Byrgrer Scultero paſſato di Urania, Gio. Luon, & Jac. à Pro del Conſeglio di Suirz, Dietrich Indernaldrer Cancellero & Landamo paſſato di Zug, Gio. Letter Amman, & Gio. Burgaro di Clarona, Gio. Bruner del Conſeglio de Baſilea, Hanoffrio Belzoch, & Batt Sumerer del Conſeglio di Soladoro, Conrado Graff, Scultetto de Schaffuiſen, Alleſſ. Porier Burgomaſtro & di Appenzel Sabaſtiano Zuring del Conſeglio.

Al nome d'Iddio ſiamo noi preſati Ambaſſadori per tenor de le preſenti Lettere diveunti, & havemo conſiſo, & accettato li ſottoſcritti patti, promiſſion capitale, & convencioni quale habbiamo d'eſſere inviolabilmente oſſervati da tutte due le Parti nel modo, & forma, che ſeguita.

Primo che il Principe, & Signor Don Ferrando Gonzaga, & li ſuoi Succeſſori nello Offitio, come Luogotenente & Governadore del Ducato, & tutto il Stato di Milano a nome, & luogo de la Ceſarea Maeſtà nel preſato Ducato, & tutto il Stato di Milano, debbiamo, & vogliamo laſſare, & permettere alli Signori Suizeri dalli ſopraſcritti Cantoni della Liga Helvetica, & à tutti loro obediente, congionti, pertinenti, & Suditi di qua, & di là da li Monti, Pemptione di tutte le ſorti di mercantie, & beni, ſia beſtiami, o altra robba mobili, ancora frumento, ſegalle, legumi, & altre biade, non reſervando coſa alcuna, pur che tale mercantie, & beni ſiano naſcinti, fatti, & lavorati nel preſato Ducato, & tutto il Stato di Milano & tutte ſue poſſedute Città, Luoghi, o Teere, & quello li apparieno in le loro, & de ſuoi Suditi, Giuriditioni, & patti, ſenza gravezza de datii, tratta taglie, & altri curichi come quelli poteſſero eſſer nominati pertinenti a la Camera di Milano o vero à perſone particolari Feudatarii, & Communità, ma però ciaſcuno quale vorà godere, & uſare di tal eſentione, debba prima pigliare Licenza, & Salvocondutto dall' Offitiali, che per ſua Maeſtà Ceſarea, & ſua Eccellenſa, & per li preſati Signori Governatori, & Luogotenens del Ducato, & tutto il Stato di Milano ſaranno Deputati per queſto effetto, quale Salvocondotto, & Licentia non c'bubbi da comprare, ma gli ſia data ſubito per niente, &

ſenza

ANNO 1552. ſenza contradittione alcuna gli debba eſſer conceſſa: Appreſſo ava debba ancora eſſer conceſſo, ac permeſſo, che niuno ſia chi ſi voglia poſſa comprare alcuna quantità di frumenti, ſegalle, ad altri grani, come quelle poteſſero eſſer nominati, per riveadare, & mettere inſieme, & laſciarli nel prefato Ducato, & tutto il Stato di Milano per permutare, barattare, a tornare à rivendere, imo debbe il Compratore ſubito per la diritta via, & camino meanaro, & far condure là ſua mercantia, & beni nel termine condecente prefixo nella Licentia, & Salvocondotto preſato. Però con queſta dichiaratione che ſua Ceſarea Maeſtà, ſua Eccellenza & li prefati Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto il Stato di Milano non ſiano obligati al tempo de la careſtia, & penuria de dar alli prefati Signori Suizari, & ſuoi, ut ſupra, grano, & altra biada, la qual careſtia ſi debba intender ogni volta, che ano Moggio di Frumento nel Ducato, & tutto il Stato di Milano di comune corſo più di libre tredici Imperiali di valuta di Milano, & altre biade alla rata. Però in tempo di tal careſtia, & penuria ſua Ceſarea Maeſtà, ſua Eccellenza & li prefati Signori Luogotenenti, & Generali del Ducato & tutto il Stato di Milano, per dimoſtratione del ſuo buon animo volono dar a li prefati Signori Suizari, & ſuoi Sadditi, ut ſupra, in tutto un Anno due mila Moggia, cioè mille Moggia di Frumento, cinquecento di ſegalli, & cinquecento di miglio, & ſe ancora li Signori Suizari, & ſuoi Sadditi, ut ſupra, obedienti, congionti, pertiacuti loro, compraſſero frumenti, o altri grani fuora del Ducato, e tutto il Stato di Milano, d'ogni tempo debbano haver libero paſſo, & tranſito per il prefato Ducato, e tutto il Stato di Milano ſenza alcuna eſcettione, ne contradittione & ſenza alcuno pagamento delle tratte, gabbelle, Datii, notatroni, o altri carichi, & appreſſo la Ceſarea Maeſtà, ſua Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto il Stato di Milano vogliano haver ſempre buona antivedere, che non ſia fatta alcaua careſtia penſata, & de non permettere, & concedere, che li loro Sadditi del Ducato, a tutto lo Stato di Milano in eſſo poſſano comprare frumento, & altre biade, per metter inſiome, & rivender ſecoade il loro valore dal che naſce tal careſtia penſata, viceverſa li Signori Suizari delle Città, & Paeſi dalli ſopraſcritti Cantoni à tutti li loro congiuati, & pertinenti, & Sadditi alla Ceſarea Maeſtà & Sadditi ſavi del Ducato, e tutto lo Stato di Milano debbano liberamente ſenza alcuna innovatione de Datii, gravamenti, & pagamenti laſſar venire, & andare beſtiami, & altre coſe, & robbe, non reſervando coſa alcuna, con queſta diebiaratione però, che accadendo tempo di careſtia ne le noſtre Leghe, Città, & Valle, quel tempo de careſtia s'intenda ogni volta, che'l Moggio del frumento valorà più di libre tredici Imperiale, quale ſe declarano eſſer della noſtra parte bazzi ſeſſanta Suizzari, & altre biade alla rata, che in tal tempo di careſtia le noſtre Leghe, Città, & Valle non ſiano tenute dare, laſſare comprare, ne andare à quelli del Ducato, & tutto lo Stato de Milano più de Moggia due mila, tra frumento, ſegalle, & carolan, & queſto per ſervare la medema qualità, che quello del Ducato, e tutto lo Stato di Milano in tempo di careſtia ſono obligati verſo di noi & li noſtri, come di ſopra.

Secondo, circa il Sale, quale li Signori Suizari, & ſaoi congionti, & Sadditi, comprano in Germania, Valteſelina, Chiavena, overo in altri Paeſi, & Luoghi, Sua Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto lo Stato di Milano à nome della Cef. Maeſtà debbono dare à loro, & li ſuoi, come di ſopra, il libero tranſito, & paſſo con eſſo, con il modo, & forma, come ſeguita.

Prima ſi debba andare con il Sale, qual ſarà comprato in la Germania, Valteſelina, Chiavena, ouero in altri Luoghi, alla Terra di Olonga, & da li paſſare ſino a Vemaſio per il Lago di Como, & da li per terra ſino à Prolezza, & ſe loro voleſſero paſſare più oltra verſo Leuano debbano drittamente andare da Lugano verſo Leuno, & a quel mode coſi paſſare; ma ſe ſopra il Lago intravenille la fortuna, che loro poteſſero paſſare ò di notte con il Sale andare a terra ne li Luoghi & bande dove gli parerà più commode, & ivi mettere il Sale, & ſubito notificarlo all' Offitio di eſſo Luogo. Et eſſendo calata, & ceſſata la fortuna, che eſſi ſubito ſenza dimora ſi partino con il Sale, & in queſto non ſia uſata alcuna frande, però, che imprima loro debbano pigliare Licentia, & Salvocondotto, da li altri Offitiali per la Cef. Maeſtà, Sua Eccelleaza, & altri Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano, per eiò ſaranno Deputati, la quale Licenza, & Salvocondotto, gli debba eſſere data ſenza dimora per niente, & libero di Datii, & ſenza tratta, ANNO 1552. Gabelle, honoranza, e tutti altri pagamenti, come poteſſero eſſer peſati appreſſo, con l'ordine de la Ceſarea Maeſtà & dell' Illuſtriſſimo Senato, & Magiſtrato di Milano, acciò ſia convato à molte frandi, & inganni, quali poteſſero intravenire in danno, & pregiudito de la Cef. Maeſtà & ſue intrate del Ducato, e tutto il Stato di Milano, li quali ordini diligentemente ſaranno oſſervati, & eſequiti. Però tal coſa ſenza alcuna gravezza, & innovatione, come di ſopra, & però ſe li prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, per cauſa d'alcuni impedimenti non poteſſero havere il Sale da la Germania, Valteſelina, Chiavenna, & altri Luoghi, Sua Ceſarea Maeſtà & Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano, benignamente vogliano concedere a li prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, el tranſito libero di poter pigliare, comprare, & far condurre Sale da quelle parti, che gli parerà per mezzo del detto Ducato, e tutto lo Stato di Milano ſenza pagamento di alcuna gravezza, dotti, taglie, & gabelle, come qui di ſopra ne le Articole concernenti li datii, & gravezze è dichiarato, & in caſo di neceſſità detti Signori Suizeri, & ſuoi, come di ſopra, richiedeſſero el Sale dal Stato de Milano, & che lo detto Stato de Milano foſſe proviſto per uſo, & biſogno ſuo di Sale, quale ſi conduce de Venetia à Genoua, Sua Ceſarea Maeſtà & Sua Eccellenza, & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano del Sale, quale haveranno di ſopra più del ſuo uſo, e biſogno, ſaranno ogni commodità, & lo daranno per uno honeſto prezzo alli prefati Signori Suizeri, & ſuoi, come di ſopra, in quei Luoghi deve ſara in commode ad ambe due le Parti, & ſecondo le preſente Parti ſe accorderanno ſenza uſare tra buoni, veri, & ſinceri Amici, & viciai.

Tertio con queſto, che per la Cef. Maeſtà debbano eſſer rinovati, confirmati, e laſſati à li Signori Suizari, ſuoi congionti, pertinenti, e Sadditi li loro Privilegii paſſati nel Ducato & tutto il Stato di Milano, & che tutte, e ciaſchedune de le Città & Paeſi, & ſuoi, come di ſopra, quali ſaranno nominati in queſti Capitoli ſiano Cittadini a Cavallo, ò à piedi di che ſtato, & dignità ſi ſia con li loro corpi, & beni per tutto il Ducato & Stato di Milano poſſano liberamente & ſicuramente ſenza alcuna offenſione, overo pagamento de li Paeſi, bolette de le perſone, o altro con le loro Mercantie, & beni quali ſono al preſente naſciuti, o fabricati, ò per l'auvenire nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, overo in altri Luoghi de li ſudetti Suizari, & ſuoi, come di ſopra ne la Lega de la ſuperiore Germania, Territorii, Signorie, & Paeſi loro di quà, & de là da Monti ſaranno levati, & fabricati per il Ducato, e tutto lo Stato di Milano, debbano, & poſſano condurre, & comprare, & vendere ſenza alcuno pagamento di datio, gabelle, & gravezza di qual ſorte ſi voglia pertinente a la Ceſarea Camera di Milano, o à perſone particulare Fendatarii, Communità del Ducato, e tutto lo Stato di Milano, eccettuato mumo, ſolo riſervato il datio, quale ſi ſcotera a le Porte nove de la Città di Milano al quale datio non debba eſſer richieſto, ne pigliato in niuna altra forma, ne mode, ſenon come è ſtato uſato anticamente appreſſo la Cef. Maeſtà, Sua Eccellenza e tutti li prefati Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano debbano concedere, che li Bovi, Cavalli, & altri Beſtiami, quali ſaranno levati ne li Parſi de li prefati Signori Suizari, e ſuoi, come di ſopra, non debbo eſſere pagato il datio.

Et di più ogni colta, che la Peſte foſſe (il che Iddio non voglia) & li prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, voleſſero venire nel Ducato, e tutto lo Stato de Milano, che loro ſiano obligati di pigliere le debite Bolette, & fede de la ſanità da quelli, che ſaranno Deputati, per l'Offitio de la ſanità di Milano in tutti li Luoghi, che gli accaderà paſſare, la qual però gli debba eſſer data per niente, & ſenza eſcettione.

Queſto debbano, e poſſano godere, & uſare tali Immunitadi, Eſſentioni, & Privileggii, tutti, & ciaſcune de li prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, quali al preſente habitano, & per l'auveuire veniſſero ad habitare appreſſo di noi ſia de qua, o di là da Monti di Santo Gotardo ſolamente per cauſa de li beni, quali eſſi hanno poſſeduto al preſente, o per l'auveuire ereditaſſero nel Ducato, & tutto lo Stato di Milano. Però niuna perſona nel Ducato, e tutto il Stato di Milano, quale per l'auvenire veniſſe ad habitare appreſſo alli prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, non debba godere il vigore di queſto Articolo.

Quinto per auviare alle frandi quali in queſto poſſano eſſer fatte, & afate da tutte due le Parti ſi è chiaramente

trattato

ANNO 1552. trattato, & concluſo, che ogn'uno, quale vorrà uſare, & godere de tali Privilegii & Eſſentioni, ſi debbe diligentemente guardare, & curare di non fare alcuno inganno, o compazuio, & obligatione di vendita verſo niuno, il quale in queſte Eſſentioni, & Privilegii, non ſia compreſo, ò ſia forastiero, & quella, che contrattaranno uſura, & ſolicitaranno tali coſe, con perſone, che non ſono compreſe, ut ſupra, incorreranno nella pena, & condennatione quale debbe eſſer meſſa da dette due le Parti.

*Sesto è intravenuſſe, che naſceſſe alcuna differenza, & discordia tra Perſone particolari nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, & delli prefati Signori Suizari, & ſuoi, come di ſopra, non debba una Parte à l'altra far ſequeſtrar, reſtar, ne robbar, ma debba l'attore ricercare, & litigare contra il reo nel luogo, & avanti il Giudice dove egli habita, & ivi ancora all' attore debbe eſſere adminiſtrata buona, & ſummaria, & ſpedita ragione, di modo, che in termine di un Meſe, ſecondo la commodità della coſa, & qualità della cauſa, ſia ſpedito ſenza impedimento di qual ſi voglia Privilegio, ordine, ragione, o decreti, quali poteſſero eſſere in contrario; ma ſe accadeſſe, che Dio ne guardi, che tra la prefata Cef. Maeſtà & il Ducato, & tutto lo Stato di Milano, & li prefati Signori Suizari, & li

ANNO 1552. den ist drey Monathen erlegen / und ferners denen Erb-Hertzogen zu Oesterreich als den ajster-Lehens-Herren keine infidelität beweisen. Geschehen den 6. Augusti 1552. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Continuat. II. Absatz VI. pag. 738.]

C'est-à-dire,

Accord de Paſſau entre FERDINAND I. *Roi des Romains comme Archiduc d'Autriche &* CHRISTOPHLE *Duc de Wirtemberg, moyenné par* ALBURT *Duc de Baviere, au ſujet de la Sous-Infeudation du Duché de* Wirtemberg; *par lequel tous les Différents ſurvenus entre Sa Majeſté, & le Duc* ULRIC *Pere du moderne, étant mis en oubli & accommodés; Sadite Majeſté promet au Duc, pour lui & ſes Deſcendans mâles, la Sous-Infeudation du Duché; en échange dequoi le Duc s'engage à payer, dans trois mois, à Sa Majeſté la ſomme de 250. mille Florins, & de lui être fidelle, à lui & à ſes Succeſſeurs Archi-Ducs d'Autriche comme à ſes Seigneurs. Fait le 6. d'Août 1552.*

WIr Albrecht von GOttes Gnaden / Pfaltzgraff bey Rhein / Hertzog in Ober- und Unter-Bayern ꝛc. Bekennen und thun kund männiglich mit diesem Brieff. Nachdem sich zwischen dem Durchleuchtigsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinando / Röm. König ꝛc. zu allen zeiten Mehrern des Reichs / in Germanien / zu Hungern / Böheim / Dalmatien / Croatien ꝛc. König / Infant in Hispanien / Erz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Brabant / Würtemberg ꝛc. Graf zu Tyrol / unserm gnädigsten lieben Herrn Vettern und Schwehern an einem / und weyland dem hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Ulrichen / Hertzogen zu Würtemberg und Teckh / Grafen zu Mömpelgardt / unserm lieben Oheimb und Schwagern seliger Gedächtnüß andern Theils Spän und Irrungen zugetragen / darum höchstgemeldte Königl. Maj. sein lieb vor der Röm. Käyserl. Maj. unserm allergnädigsten lieben Herrn und Vettern / um benehmung Fürstenthum Würtemberg und Teckh / rechtlich beklagt / darauff in Rechten gegen gemeltem Hertzog Ulrichen seel. procedirt / und S. L. vor beschluß der Sachen mit Tode abgangen / auch S. L. verlassen Anwälde deßhalben nicht beschliessen wollen / aber doch nichts desto weniger ihre Rechtfertigung für beschlossen angenommen worden; Welcher Rechtfertigung sich der hochgebohrne Fürst / Herr Christoph / Hertzog zu Würtemberg / benelten Hertzog Ulrichen seel. ehlicher Sohn / unser Freundlicher lieber Vetter / mit mitten annehmen hoch theilhafftig machen wollen / sonder daneben auch vermeint / daß Ihme der Cadanysch Vertrag / fürnehmlich in Puncten der Ajster-Lehnung des Fürstenthums Würtemberg / gar nit antreffen und binden solle / darauß und solcher Rechtfertigung S. L. nicht kleine Ungnad den Röm. Kön. Maj. erwachsen.

Volgendts Allerhöchstgemelt Kayserl. Majest. als ein miter gültiger Kayser / uff unterthänig ansuchen jetzt gemeltes Hertzog Christophen / die Königl. Maj. brüderlich und freundlich angenommen / gegen S. L. die gefaste Ungnad fallen / und diese Sach zu gütlicher Hinlegung kommen zulassen.

Desgleichen wir die Königl. Maj. hernach auch mehrmahlen schrifftlich und mündlich unterthänigklich angesuchet / uns solcher gütlichen Underhandlung gnädigst zu gestatten / welches Ihr Königl. Maj. gemeltem Hertzog Christoffen und uns zu sondern Gnaden gnädigst vergönnt und statt gethan. Hierauf haben Wir uns dem Heil. Reich Teutscher Nation zur Ehr und Wohlfahrt / auch allen desselben Ständen / sonderlich den beyden löblichen Häusern Oesterreich und Würtemberg zur Friedt / Ruhe und aufnehmen / mit hochgemeltes Kayserl. Majest. gnädigst bewilligen / erstlich uf jüngst gehaltenen Tag zu Linz / nachmahlen allhie zu Paſſau / bey der Königl. Majest. eigner Person / in beysein vorgemelts Hertzogs Christoph allhero verordneten Räthen / darzu auch mit Rath und zuthuen der Röm. Käyserl. auf diesen Tag geschickten Räth und Commissarien / nämblich Joachim Herrn von Dy / Röm. Kayserl. Majestät Obristen-Cantzler / und Georg Sigmund Solden Doctorn Vice-Cancellarii, welche von Ihr. Kön. Mai. dieser Sachen halben / samt und neben uns zu handeln / sonderlich aufgerucktenlich befelch gehabt / der Handlung gütlich unterfangen / und letzlich durch verstehung des Allmächtigen / und beyder Theil Vorwissen und bewilligung / solcher gegen gemelten Hertzog Ulrichen und seiner L. verlassenen Anwalten und Kriegs-Herren geübter Rechtfertigung / auch Herrn Christophen fürgenommen ungnad und etlicher mehr anhängiger Mängel und Gebrechen halb / nachfolgender Gestalt endlich in der Güte verglichen und vertragen.

Erstlich hat die Röm. Königl. Majestät gnädigst bewilliget / alle gegen gemelte Hertzog Christophen auch S. L. Räthen / Dienern / Lehen-leuthen auch Unterthanen / sonderlich denjenigen / so in benelter Rechtfertigung hin und wieder gebraucht worden / gefaßten unwillen und ungnad gnädigst fallen / benelte Räth / Diener und Unterthanen / auf sorg / und derhalb von männiglichen wer der auch sey / unser oder ausser Rechts / ohnangefochten / und ohnbeschwerth zu lassen; Auch so viel Ihr. Kön. Maj. weyland H. Ulrichen / und gemelten Hertzog Christophen oder Ihr Lbden Räthen / Dienern und Underthanen / von dieser ungnad und Rechtfertigung / und sonst keiner andern ursach wegen / eingezogen oder arrestirt / daßelb widerumm zu relaxiren und zu restituiren.

Gleicher gestalt hat ermelter Hertzog Christoph gegen der Kön. Maj. Räthen / Dienern und Underthanen / sonderlich denen / welche Ihr. Kön. Majestät in dieser Rechtfertigung gebraucht / alle ungnad und Unwillen / allermaßen und gestalt / wir oben gemelt / begehen und fallen lassen: Darzu noch ferner bewilliget / Ihr. Maj. Verwanthen allen / von Ihr. Kayſ. Maj. Anhangs Dienſts / und sonst keiner andern ursach wegen / von weyland Hertzog Ulrichen von Würtemberg anreichte eingezogene / und bißhero ohn einige darüber gefolgte Verträg / vorgehaltene Gülter / Zins / und Gülten / auch wiederumb zu relaxiren und zu restituiren: Es hat auch Hertzog Christoph bewilliget / wo sein lieb den Sitz Sponeck über kurtz oder lang verkauffen wolte / daß S. L. denselben Ihr. Königl. Majest. oder wer Ihr. Majestät darzu gefällig / vor andern geben wolte.

II. Hat sich die Königl. Majestät angeregter Rechtfertigung / uf Ihr. Käyserl. Maj. verlierlich und unser gehorsam Fürbitt und gepflogene Underhandlung / gütlich und gönstig verzeihen / begeben / und die allerdings fallen lassen / auch darauf bewilliget / das Fürstenthumb Würtemberg und Töckh gemeltem Hertzog Christoph / und Graf Jergen zu Würtemberg auch beeden Ihrer liebden Söhnen und männlichen ehlichen Lehns-Erben / nach Inhalt des Cadanyschen Vertrags / welchen Ihr. Königl. Majest. hiermit Ihres Theils auch bekräfftigen / und nach folgender Declaration, zu ajsterlehen. Da entgegen hat sich H. Christoph für sich / S. L. Erben und Nachkommen / gehorsamlich bewilliget / die väterliche mit Königl. Maj. aufgerichte Verträg / sonderlich gemelten Cadanyschen / und darauf erfolgten Wienischen Vertrag / auch anzunehmen / zu ratificiren / zu halten / und daß dieselben in allen noch unvollzogenen Puncten und Articuln / durch S. L. ihres Theils in 6. Monaten den nechsten nach dato, gewißlich und ungeweigert vollzogen / auch S. L. um dero Landschafft der Ratification und Assecuration halben / Inhalt angeregten Wienischen Vertrags / handeln soll. Hertzog Christoph soll und will auch inner Jahrs-Frist von der Röm. Königl. Majest. regierenden Erz-Hertzog zu Oesterreich / das benelte Fürstenthum eigener Person / wie sich gebühret / Inhalt allhie verglichenen und von uns auch beeden Theilen unterschriebenen Copien der neuen Investitur und Eyds / empfahen und lehens-Pflicht thun.

III. Ferner hat die Königl. Majestät aus sondern Gnaden auch zu mehrer Erläuterung des Cadanyschen Vertrags gnädigst bewilliget / daß solche Ajster-Lehnung dahin declarirt und eingezogen / daß die allein auf künfftige expectanz und Anfahl / nach absterben Hertzog Christoph und Graf Georgen zu Würtenberg manlichen Namens und Stammens in absteigender linie verstanden werden / und daß gemelter Hertzog Christoph / und sein mannlich Lehens-Erben / Hertzog zu Würtenberg dem Erz-Hertzogen zu Oesterreich / als Ihren Ajster-Lehens-Herrn kein untreu oder infidelität beweisen / und sich wieder dieselben weder in heimblicher noch öffentlicher Kriegs-Handlung oder Rüstung / wissentlich oder fürsetzlich nicht begeben / darzu weder rathen noch helffen. Aber sonsten zu keinen Servituten oder Dienstbarkeiten / sondern allein dem Heil. Reich / wie andere Chur- und Fürsten / nach Inhalt des Cadanyschen Vertrags / verbunden und verpflicht seyn sollen: Wiewol nun die Kön. Maj. zur Vergnügung und Ergetzung ihrer Maj. begehrten Rechtfertigung und Kayserl. Maj. Erkäntnüß / ein merckliche Summa Gelts / darzu des Landes ein Theil / und das Schloß Hohentwiel / mit aller seiner ein- und Zugehörung / gefordert / so haben wir doch durch stetig embsig anhalten / den begehrten Theil des Landes und Hohentwiel gantz und gar ab / und die Summa Gelts uf 250000. fl. in Münz / guter Landswehrung gethenget / und sie die Partheyen derselben bezahlung halben dermaßen verglichen / daß Hertzog Christoph alsbald nach Auffrichtung und Besiegelung des Vertrags in 3. Monathen 100000. fl. / und von derselben Zeit an über ein Jahr abermahl 75000. fl. von dannen über ein Jahr abermahl 75000. fl. gegen gebührlicher gewöhnlicher Quittung gen Ulm gentzlich erlegen soll.

IV. Und nachdem von Hertzog Christoph bezehrt worden / nach Abgang des mannlichen Stammens die Fräul. von Würtemberg jedes mit 100000. fl. auszuführen / welche Summa die Kön. Majestät also ohne unterscheid zu hoch gestellt sein gemeint / und vermeint daß dieselben ihren Fürstlichen Hofkommen gemäß / nach Anzahl der Fräulein / und sonst nach billigen dingen gemeßiget sollen werden / oder aber / daß es diß Puncten halben / bey der Erection des Fürstenthums / darumen mag gezogen / wie es bißfalls zu halten / bleiben solle / haben wir doch diß Articuls halben solche vergleichung und bewilligung bey beeden Theilen erlangt / daß uf den Fall Abgang mannlich Stammens und Nahmens

ANNO 1552.

ANNO 1552. Nahmens von Würtzenberg/ den verlaſſenen/ ehlichen unausgeſteuerten und unberathenen Fräwlein von Würtemberg/ ein benante Heurath-Gut und Heimſteuer/ von Ertz-Hertogen von Oeſterreich/ gegen gebührlicher Huntung und Verzig gegeben werden ſoll/ nämlich da der Fräulein drey oder weniger/ Ihr jeden 60000. fl. wo deren aber mehr dann drey/ jeden 40000. fl. in Münz guter Landeswehrung.

V. Es iſt noch weiter abgeredt und getheiget/ nemblich nachdem im Land Würtemberg etliche Herſchafften/ Stück und Gülcher liegen/ die von der Chron Boheim und dem Hauß Oeſterreich von Alters hero zu Lehen gehen/ daß Hertzog Chriſtoph oder ſeine Lehens-Erben/ die Böhmiſchen von Ihro Kön. Majeſt. als König in Böhmen/ und die Oeſterreichiſchen von Ihro Maj. als regierenden Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ und Ihrer Majeſt. Erben jetzo und ins künfftig/ ſo offt es zum Fall kombt/ unſonderbar empfangen/ und wie ſich nach Herkommen/ Oberen und Algenſchafft derſelben Lehen gebürt/ und beyde der Cadamſche und Wiemſche Vertrag vermögen/ damit gehalten werden.

VI. Hergegen hat Hertzog Chriſtoph von Würtemberg zugeſagt/ und bewilliget/ ſich wider die Käyſerl. und Kön. Maj. und das Haus Oeſterreich in kein Bündtniß mit niemanden einzulaſſen/ ſondern im Fall/ da durch beyde Maj. wieder ein gemeiner Bund und Verſtändtniß fürgenommen und uffgericht werde/ ſich ſambt und neben andern Churfürſten und Ständt auch gutwillig darein zu begeben/ und ſonſt allerding den ufgerichten Verträgen gemäß gebührlich und unverweißlich zu halten.

VII. Und nachdem ſich zwiſchen der Kön. Maj. als Ertz-Hertzog zue Oeſterreich/ auch derofelben Verwandten und Hertzogen zu Würtemberg ſonſt auch etliche der Gräntz und anderer Sachen halben/ ſo dieſe Zeith nit eigentlich ſpecificirt/ viel weniger anderer obligender Geſchäfft und Verhinderung halben vertragen werden mögen/ nachbahrliche Spähn und Irrung erhoben/ darauß/ wo die nit gebührlich verglichen und erörtert werden ſolten/ etwan nachtheilige Weiterung erfolgen mochten; Hierumb zu erhaltung mehr Ruhe und Einigkeit/ auch zu Beförderung guter freundlicher Nachbarſchafft/ haben beyde Theil umß/ in demſelben auch gütliche Unterhandlung zu geſtatten/ gnädig und freundlich bewilliget/ dergeſtalt/ daß wir zu ehiſter Gelegenheit einen Tag fürnennen/ und nach gründlicher Anhörung und Erklärung jedes Recht und Gerechtigkeit/ gütlich Handlung pflegen/ und die Sachen zu der Güte vergleichen/ oder doch zum ſchleunigſten willkührlichen rechtlichen Außtrag bethätigen ſollen.

Alle dieſe obgeſchriebene Artickel/ wie die mit ihren Anhängen von Wortt zu Wortt vermelt ſein/ hat die Kön. Maj. uff ſolch unſer Handlung und unterthänige Bitt gnädig/ auch Hertzog Chriſtoph zue Würtemberg freundlich und wohlbedachtlich bewilliget/ angenommen/ zugeſagt/ dem allem für ſich ſelbs/ Ihre Erben und Nachkommen unverbrüchlich nachzukommen und zu geleben.

Und wir Ferdinandus von GOttes Gnaden/ Römiſcher König ꝛc. Bekennen für unß/ unſere Erben und Nachkommen am Hauß Oeſterreich/ daß dieſer Vertrag mit unſerer gnädigen Zulaſſung/ Wiſſen und Willen/ durch obgemelte unſer Handlung uffgericht und vollzogen iſt/ welche unſere Bewilligung wir auch hiermit darzu geben: Geredten auch und verſprechen bey unſern Königlichen wahren Worten/ dem unverbrüchlich nachzukommen und zu geleben. Confirmiren und beſtändigen auch hiemit/ alles dasjenig was unß darinn zu confirmiren hieoben uffgelegt iſt.

Dergleichen bekennen Wir von GOttes Gnaden Chriſtoph Hertzog zu Würtenberg ꝛc. und thuen kund hiermit für unß/ alle unſere Erben und Nachkommen/ daß wir alle dieſe obgeſchriebene Artickel mit ihren Anhängen bewilligt und angenommen haben: Geredten auch und geloben bey unſern Fürſtlichen Treuen und wahren Worten/ allen denſelben Artickuln/ wie die oben geſetzt/ unverbrüchlich Folg zu thun/ confirmiren und beſtändigen auch alles das/ das uns hie oben zu bekrafftigen und zu beſtetigen uffgelegt iſt.

Deß zu Uhrkundt und Bekantnuß/ auch ſteter und veſter Haltung/ haben wir obgenandte Ferdinandus Röm. Hungeriſcher Boheimiſcher König ꝛc. für uns/ unſere Erben ꝛc. eins ꝛc. Wir Albrecht Hertzog zu Bayern ꝛc. als Unterhandler/ und Wir Chriſtoph Hertzog zu Würtenberg/ für unß und unſere Erben und Nachkommen ander Theils/ dieſen Vertrag mit eigenen Handen unterſchrieben/ und unſer Inſiegel daran gehänckt/ der da geben iſt zu Paßau den 6. des Monats Auguſti nach Chriſti unſers lieben HErrn und Seligmachers Geburt im 1552. Jahr.

Ferdinandus, Röm. König/ ꝛc.
Albrecht, Hertzog zu Bayern ꝛc.
Chriſtoph, Hertzog zu Würtenberg.

XXI.

24. Oct. Vertrags-Articul zwiſchen Ihro Röm. Kayſerl. Maj. Carl den fünfften eines- und Marggraf Albrecht den Jüngern zu Brandenburg andern theils/ wodurch

Kayſerl. Majeſt. dieſen wieder zu Gnaden annehmen/ die mit Bamberg und Würtzburg gemachte Verträge confirmiren/ der Marggraf dahingegen mit ſeinem Kriegs-Volck derſelben zu dienen promittirt. Mit der darüber von Kayſerl. Maj. ertheilten Confirmation und Ratification. Geben in der Stadt Dietenhofen den 24. Octobris 1552. [Hortleder, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1343. Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 56. d'où l'on a tiré ces deux Pièces.] ANNO 1552.

C'eſt-à-dire,

Articles de l'Accord conclu entre Charles V. *Empereur, &* Albert le jeune *Marcgrave de Brandebourg, par lequel Sa Majeſté Imperiale le reçoit en ſa grace, & confirme ſes Accords avec* Bamberg *&* Wurtzbourg, Albert *promettant de ſon côté qu'il ſe rendra au Camp de l'Empereur pour le ſervir avec ſes Troupes.* Avec *la Confirmation &* Ratification *de l'Empereur. A Dietenhofen le 24. Octobre* 1552.

WIr Carl von Gottes Gnaden Römiſcher Keyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien/ zu Hiſpanien/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ ꝛc. König/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ ꝛc. Graff zu Habſpurg/ Flandern und Tyrol/ ꝛc. bekennen offentlich mit dieſem Brieff/ und thun kunde allermänniglich.

Nachdem ſich verſchiener Zeit der hochgeborn Albrecht Marggraff zu Brandenburg/ zu Stetin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ und Fürſt zu Rügen/ unſer lieber Oheim und Fürſt/ ſampt etlich andern ſeine Bundes- und Eynigungs-Verwandten/ ſo wen in Kriegs-Rüſtung eingelaſſen/ daß wir letzlich uns in etwas Gegen-Rüſtung zu ſchicken/ und mit einer anſehnlichen Anzahl Kriegs-Volcks/ zu Roß und Fuß/ gefaſt zu machen/ wider unſern Willen gedrungen worden/ und wir aber zu Verhütung weiters Unrahes/ verderbens und verwüſtens Lande und Leut/ auch Jammer und Noht/ ſo der Krieg auf ihm hat/ und mit ſich bringt/ auch zu Erhaltung Friedens/ Ruhe und Einigkeit/ im heiligen Reich Teutſcher Nation/ unſerm geliebten Vaterland/ die Sach viel lieber in der Güte vertragen/ dann mit der Schärffe und Kriegs-Gewalt ausführen wolten.

Derhalben dann der hochgebohrn unſer Oheim und lieber Getreuer/ Ferdinandt/ Hertzog zu Alba/ Marggraff zu Caria/ und Salva terra, unſer Hoffmeiſter/ Obriſter Feldhauptmann und Ritter unſers Ordens des gülden Fluſſes/ an unſer Statt/ und in unſern Nahmen/ mit gemelten Marggraff Albrechten zu Hinlegung ſolcher beyderſeits fürgenommen Kriegs-Rüſtung/ auf etlich Weg und Mittel gehandelt/ und ſich deſſen mit ihme/ auf unſer gnedigſt Bewilligung/ Ratification, Approbation verglichen/ Inhalt derhalben zwiſchen ihnen abgeredter und aufgerichter Vertrags-Articul, ſo von Worten zu Worten folgendt/ und alſo lautende:

I. Die Röm. Kayſerl. Majeſtät unſer allergnädigſter Herr/ wollen Marggraff Albrechten von Brandenburg ſampt ſeiner lieb und andern Fürſten/ Graffen/ und allen andern von Perſonen zu Perſonen/ niemandt hierinnen nicht ausgenommen/ frey und wiederumb zu allen Gnaden auf- und annehmen/ auch dieſelben alle und jede/ zu ihren hegenden Haab und Gütern/ ſo ſie von Anfang dieſes Kriegs gehabt/ und ſonſt zu ihrer fahrenden Haab kommen laſſen/auch ſie in Kraffte dis Vertrags hiemit reſtituirn/ und männiglichen bey ihrer Keyſerl. Maj. Peen/ ſchweren Straff und Ungnad/ an ſolcher Reſtitution unverhindert zu laſſen/ mandirt und geboten haben.

II. Zum andern/ ſo ſollen alle und jede/ bis auf dato verlauffene Kriegs-Sachen/ ſo ſein lieb oder die ihrigen begangen/ gegen allermänniglich/ frey gantz und gar aufgehaben/ und ihr lieb/ und alle andere ihr lieb Fürſten/ Graffen und ſonſten ingemein und beſonder/ alle andere Perſonen/ niemandt ausgenommen/ weder inner noch auſſerhalb Rechtens/ gar kein Rede noch Antwort mit nichten zu geben ſchuldig ſeyn/ darum ihr Majeſtät dieſelben alle und jede auf heben und deſertiren/ annulliren/ aus Kayſerlicher Macht und Vollkommenheit.

III. Zum dritten ſo wollen ihr Keyſerl. Maj. was ſich die zween Biſchoffe/ Bamberg/ Würtzburg und Capitels ſampt oder ſonders gegen ſeiner lieb verbrieffe/ oder obligirt/ daß dieſelben Brieff oder Contract vollkommen bey ihren Würden und Kräfften bleiben.

IV. Dargegen ſoll und will Marggraff Albrecht von Brandenburg/ ꝛc. Ihr Röm. Keyſerl. Maj. wiederumb geloben und

ſchweren/

ANNO 1552.

ſchweren/ ihrer Keyſerl. Maj. wider all ihrer Majeſt. Feind/ höchſt Vermögens zu dienen/ auch gleichfals ihr lieb Kriegs-Volck/ Reutter und Knecht/ und ſo baldt dieſelben geſchworen/ wohin dann ihr Keyſerl. Maj. ſie ordnen würde/ zu ihrer Keyſerl. Maj. Nutz und Wolfahrt zu ziehen/ ſo wollen ihr Keyſ. Maj. ſo baldt ſein Lieb und derſelben Kriegs-Volck geſchworen/ einen gantzen Solde/ auf Reutter und Knecht/ zu ſeiner Lieb handen erlegen und bezahlen/ da aber Ihr. Majeſtät das Geldt auf der Poſt/ zu Bezahlung des Monats Beſoldung/ ſo baldt nicht erlegen möchte/ ſo wollen Ihr. Keyſerl. Majeſtät ſeiner Lieb zu völligem benügen Caution thun/ mit gnugſamer Verſtändung/ bis daß Ihr. Keyſerl. Majeſtät die Bezahlung wie oblaut/ erlegt/ und ſoll mitler weil/ ſeiner Lieb Kriegs-Volck der Keyſerl. Maj. zu Dienſt ſelbſt zufrieden halten/ damit bey dem Kriegs-Volck kein Mangel erſcheine.

V. Und ſoll fortan hin ſein Lieb und derſelben Kriegs-Volck in der Röm. Keyſerl. Majeſtät Dienſten/ wie zuvor/ unterhalten/ auch in Abzug/ wie ander jrer Majeſt. Kriegs-Volck/ gehalten werden.

VI. Da auch die Römiſche Keyſerl. Majeſtät ihr Lieb ander Kriegs-Volck/ ſo ſie noch in ihrer Lieb Fürſtenthumb/ oder in andern Orten haben/behüfften/ ſo ſollen ſein Lieb ihrer Keyſerl. Majeſtät dieſelben zu guten zukommen laſſen/ wolten Ihr. Majeſtät aber daſſelbig nicht gebrauchen/ ſo ſoll Marggraff Albrecht daſſelb von Stund an urlauben/ und bey denſelben verneihen laſſen/ daß ſie in allweg wider die Keyſ. Maj. nicht dienen ſollen/ als hoch ihr Lieb ihnen zu gebieten hat.

VII. Uber das/ nachdem Marggraff Albrecht/ ſeiner Lieb Kriegs-Volck/ bis in fünffzehl-hundert-tauſent Cronen ungefährlich auf ultimo Octobris nechſtkunfftig/ ſchuldig/ ſo wollen ihr Römiſche Keyſerl. Maj. ſeiner Lieb allergnedigſt zu laſſen/ daß ſie bey den König von Franckreich/ oder auf Gütern der Crou-Franckreich (und nit der Kayſerlichen Majeſtät) zugehörig/ derſelben Reichen/Landt oder Leut/ ſo der König jetzt in Gewalt und Händen/ nue Einnehmung der Güter oder Brandſchatzung derſelben mögen handeln/ bis ſo lang ſein Lieb der obgemeldten fünffzehl-hundert-tauſent Cronen bezahlt iſt/ was aber ſein Lieb/ nach erlangter Summa erobert/das alles ſoll Ihr Keyſerl. Majeſtät zu gutem kommen/ darvon auch ſeiner Lieb Kriegs-Volck deſto ſtattlicher unterhalten werde.

VIII. Zum jüngſten und letzten/ ſo wollen Ihr. Keyſerl. Majeſtät Graff Ludwigen den Jüngern/ und Graff Ludwig den Eltern von Oettingen/wiederumb zu allen Gnaden auf- und annehmen/ ſie auch in ihr Keyſerl. Maj. und des heiligen Reichs-Schutz und Schirm auff- und angenommen haben/ doch/daß ſich dieſelben/ in den nechſten zweyen Monaten nach dato eygner Perſon/ oder durch vollkommen Gewalt/ bey ihrer Majeſtät unterthänigſt ergeben/gleichfalls ſoll es auch mit Graff Albrechten und Graff Olbrechten von Mantzfeld/wie mit dem Graffen von Oettingen gehalten werden. Das alles und jedes ſollen von jrer Keyſ. Maj. und Marggraffen von Brandenburg/ ꝛc. zwern gleichlautende Vertrags-Brieff in beſter Form unter ihrer Majeſtät und Lieb Siegel/ und unterſchrieben eygen handen/ verfertigt und bekrafftigt werden.

JUEL DUCA DE ALVA.

Wilhelm von Stein Sec.

SYLVESTER RAIT manu propria Sec.

DAß wir demnach ſolche Articul und aufgerichten Vertrag in allen und jeden ſeinen Articuln, Inhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen/ in allermaſſen wie die lauten/ ſtehen und begreiffen ſeyn/ alſo angenommen und bewilligt haben/ und thun das alles hiemit wiſſentlich in Krafft des Briefs/ gereden und verſprechen auch hiemit/ bey unſern Keyſ. Würden und wahren Worten/ ſolche obbeſtimbte Articul des Vertrags/ alle und einen jeden inſonderheit/ ſo viel uns dieſelben belangen oder berühren/ ſtät/ feſt/ und unverbrüchlich zu halten und zu vollziehen. Darwider für uns ſelbſt nichts zu handeln/ fürzunehmen/ oder zu thun/ noch jemandts andern an unſer ſtatt/ oder von unſern wegen zu thun geſtatten/ in kein Weiß noch Weg/ wie das Menſchen Sinn immer erdencken möchte/ ereulich ohn Gefahrde/ und arge liſt/ mit Urkunde dis Briefs beſiegelt/ mit unſerm Keyſerlichen anhangenden Inſigel.

Geben in unſer Stadt Dietenhoffen/am vier und zwantzigſten Tag des Monats Octobris nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt/ fünffzehenhundert und im zwey und fünffzigſten/ unſers Keyſerthumbs in drey und dreyßigſten/ und unſerer Reiche im ſieben und dreyßigſten Jahren.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.

Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæſaræ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

Haller Sec.

ANNO 1552.

XXII.

10. Nov. Metziſcher Haubt-Vertrag zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Carl den Fünfften eines- und Marggraf Albrecht dem Jüngern zu Brandenburg andern Theils/ wodurch die zwiſchen Ihnen aufgerichtete von Kayſerl. Majeſt. zu Dietenhofen den 24. Octobr. 1552. ratificirte Vertrags-Articul von neuem confirmirt/ weiters erkläret/ und der Marggraf zu Kayſerl. Hulden auf- und angenommen wird. Im Kayſerl. Feldläger vor Metz den 10. Novembr. 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs Tom II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1343. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Abſatz pag. 58. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Mets entre CHARLES V. *Empereur, &* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, par lequel l'Accord du 24. Octobre eſt de nouveau confirmé, &* ALBERT *reçu dans la grace de l'Empereur. Fait au Camp devant Metz le* 10. *Novembre* 1552.

WIr Carl der Fünffte von GOttes Gnaden Römiſcher Kayſer zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ König in Germanien/ zu Caſtilien/ Arragon/ Leon/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ Nova Terra, Granaten/Tholeten/Valentz/ Gallicien Majorica/Hiſpalis/Sardinien/ Cordoba/ Corſica/ Murcien/ Giennis/ Algarben/ Algezern/ Gibraltar/ der Canariſchen und Indianiſchen Inſulen/ und der Terræ Firmæ des Oceaniſchen Meers ꝛc. Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgundi/ zu Lützuck/ zu Brabandt/ zu Steir/ zu Kernten/ Crain/ zu Limburg/ zu Lützenburg/ zu Geldern/ zu Calabrien/ zu Athen/ zu Neopatrien/ und Würtenberg/ ꝛc. Graffe zu Habſpurg/ zu Flandern/ zu Tyrol/ zu Hertz/ zu Parcinan/ zu Arthois/ zu Burgundt/ Pfaltz-Graffe/ zu Hennigau/ zu Hollandt/ zu Seelandt/ zu Pfürt/ zu Chiburg/ zu Namur/ Roſſillion/ zu Cerithama und Zutphen/ Landgraff zu Elſaß/ Marggraff zu Burgau/ zu Oriſſent/ zu Gorien/ und des heiligen Römiſchen Reichs-Fürſt zu Schwaben/ Cathaloma/ Aſturia ꝛc. Herr in Frießland/ auff der Windiſchen Marck/ zu Portenau/ zu Biſſona/ zu Molin/ zu Salins/ zu Tripoli/ und zu Mecheln ꝛc. bekennen offentlich hiemit und thun kunde allermanniglich.

Nachdem verruckter Tagen/ der hochgeborn Albrecht/ Marggraff zu Brandenburg/ zu Stetin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ und Fürſt zu Rügen/ unſer lieber Oheim und Fürſt/ ſambt etlichen andern ſeinen Ehegnungs-Verwandten/ſo weit in Kriegs-Rüſtung einglaſſen/ daß wir uns letzlich etwas gegen-Rüſtung zu ſchicken/ und mit einer anſehnlichen Anzahl Kriegs-Volcks zu Roß und Fuß gefaßt zu machen/ wieder unſern Willen gedrungen worden.

Und wie aber zu Verhütung weiters unraths/verderbens und verwüſtens Landt und Leut/ auch Jammer und Noth/ ſo der Krieg auf ihme hat/ und mit ſich bringt/ auch zu Erhaltung/ Friedens/ Ruhe und Einigkeit im heyl. Reich teutſcher Nation/ unſerm geliebten Vaterlandt/ die Sach viel lieber in der gütt vertragen/ dann mit der Schärffe und Kriegs-Gewalt/ außführen wolten/ und ermelter Marggraff zu allem/ unſer Gnad und Huld wieder zu erwerben auch geneigt und begierig geweſen/ derhalben dann der hochgebohren unſer Oheim und lieber getrewer Ferdinandt/ Hertzog zu Alba/ Marggraff zu Caria/und Salva Terra, unſer Hoffmeiſter/ Oberſter Feldhauptmann und Ritter unſers Ordens deß Gülden Vellies/ an unſer ſtatt/und in unſerm Nahmen mit gemeldten Marggraff Albrecht/ zu Hinlegung ſolcher beyderſeits fürgenommen Kriegs-Rüſtung/ auf etlich Weg und Mittel gehandelt/ und ſich deſſen mit Ihnen auf unſer gnedige Bewilligung/ Ratification, und Approbation vergliechen/ Inhalt derhalben zwiſchen Ihnen abgeredter und aufgerichter Vertrags-Articul/ die wir auch ratificirt haben. Und dieweil aber in gemeldten Capitulationibus inſonderheit begriffen/ daß über ſolche Capitulationes, ſondere nothwendige zween gleichlautende Vertrags-Brieffe/ in beſter Form/ unter unſerm und ſeiner Lieb Siegeln/ verfertigt werden ſollen.

Darauff haben wir berührten Marggraffen Albrechten von Brandenburg/ ꝛc. und uns Ihme alle andere Fürſten/ Graffen/ und ſonſt auch alle andre/ als Oberſte Feld-Marſchalck/ Rittmeiſter/ Haupt- und Befehls-Leut/ von Perſonen zu Perſonen/

Hoch

ANNO 1552.

Hoch oder niedrigs Stands / niemande hierinen ausgenommen / ſo ihr ſich zuſtändig / und derſelben gebraucht / ſo uns biß auff dato zu wider geweſen / oder gehandelt haben / wiederum zu allen Gnaden / auff- und angenommen und nehmen ſie hiemit in Krafft dis Briefs auff / ſetzen ſie auch in alle und jede liegende Güther ſo ſie vor Anfang dis Kriegs gehabt / und ſonſt in alle und jede fahrende Haab wiederumb ein / und heben hiemit auch alle und jede Arreſtationes, ſo ihrer einen oder mehr auff derſelben Haab und Güther gethan worden weren / gantz und gar auf. Wir wollen auch / daß ſie allermänniglich an ſolcher Reſtitution ihrer Güther / und ſonſt biß auf dato verlauffner Kriegs-Sachen halben / gantz unverhindert / und unbeurt laſſe / hiemit allermänniglich mandirt und gebothen haben.

Zum andern / ſo heben wir auff Käyſerl. Macht und Vollkommenheit / alle und jede Sprüch und Forderungen verlauffens Kriegs / und zugeführter Sachen halben / hiermit gäntzlich und gar / gegen allermänniglich auff / alſo daß ſein lieb / auch die andern Fürſten / Graffen / und alle Oberſten Befehls-leut / und alle andre Perſonen / niemand hierinnen ausgenommen / ſo bey ſeiner lieb in dieſer Kriegs-Expedition geweſen / niemande im heiligen Römiſchen Reich / noch ſonſt allermänniglich / weder innen noch auſſer Rechtens / kein Rede noch Antwort gar nit nichten zuthen ſchuldig ſeyn ſollen / annulliren und vernichtigen auch alle und jede darwieder oder derhalben angefangene / oder künfftige Proceß / bey Vermeydung unſer und unſerer Nachkommen ſchweren Poen und Straff.

Zum dritten ſo wollen wir aus genug bewenglichen Urſachen / was ſich die Biſchoff / als nehmlich Melchior Biſchoff zu Würtzburg / unſer Fürſt und lieber andächtiger / und dann Weygande Biſchoff zu Bamberg / und derſelben Capitel gegen ſeiner lieb / ſambt oder ſonders verbuefft und verſchrieben / daß dieſelben Verſchreibung und Contract vollkommen / gantz und gar ohn alle Ein- und Wider-Rede gehalten und vollzogen werden ſollen / die wir auch alſo ſeiner lieb hiermit confirmiren / und ob ichtes darwieder gehandelt worden / in was Weg es wäre / auff heben und vernichtigen / und ſein lieb hiemit auff Käyſerlicher Macht und Vollkommenheit reſtituiren; dargegen haben ſeine liebde / ſambt derſelbigen Kriegs-Volck / uns wiederumb geſchworen / wieder alle unſere Feinde höchſts vermögens / und ſonſt an allen Orten / auffgenommen zu Hungarn / zu dienen / auch ſich fortanhin in unſer / und deß heiligen Reichs Gehorſam halten / und bereiſen ſollen und wollen. Gebiethen wir hierauff allen und jeden Churfürſten / Fürſten / Graffen und ſonſt allen andern Ständten und Städten / Geiſtlichs oder Weltlichs Stands / gantz niemande ausgenommen / dieſem unſerm Käyſerlichen Vertrag / weder mit Worten noch Wercken / inner noch auſſer Rechtens nichts zuwieder zu handeln / alles / bey unſer ſchweren Poen und Straff. Wir ſollen und wollen auch Ihm Marggraff Albrechten / und die ſeinen / alle und jede / inſonderheit bey dieſer unſer Begnadigung und Vertrags-Handlung / da ſie ſich fortanhin in unſer und des heil. Reichs Gehorſam ergeben und halten / gnädig ſchützen / ſchermen und handthaben / und thun das hiermit wiſſentlich und in Krafft dieſes Briefes. Wir geloben und verſprechen auch hiermit bey unſerm Käyſerl. Würden und wahren Worten / alles und jedes in dieſem Vertrag begriffen / ſo viel uns belangen thut / veſt und unverbrüchlichen zu halten.

Und wir Albrecht der Jünger / von GOttes Gnaden Marggraff zu Brandenburg / zu Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden / Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / und Fürſt zu Rügen / ꝛc. Bekennen in dieſem Brieff wiſſendlich / daß wir ſolche der Römiſchen Käyſerlichen Maj. Begnadigung allermuterthänigſt und zu Danck angenommen / wir geloben und verſprechen auch alles und jedes / ſo der Röm. Käyſerl. Maj. Ratification, und darein verleibte Capitulationes, darüber aufgerichte Declaration, auch dieſe Haupt-Verſchreibung in ſich haltend / und mit ſich bringend / bey unſern wahren Fürſtl. Ehren treuen und Glauben / gantz und gar zugeleben und nachzukommen / darwieder nit zu handeln / und zu thun / weder durch uns oder andere Weiſe oder Wege / wie das Menſchen ſinne immer erdencken mag / treulich und ohne Gefehrde / mit Urkund diß Briefs verſiegelt / mit unſern Käyſerlichen und unſerm Marggraff Albrechten zu Brandenburg angehangten Inſiegel.

Geben in unſerm Feldläger vor Metz den zehenden Tag deß Monats Novembris nach Chriſti Geburth tauſend Fünff hundert und im zwey und fünffzigſten / unſers Käyſerthums im drey und dreyſſigſten / und unſerer Reiche im ſieben und dreyſſigſten Jahren.

CAROLUS.

M. A. Z. V. Sat.

VI. A. PERENNOT.

Ad Mandatum Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

Haller Sat.

XXIII.

ANNO 1552. 1553. 20. Janv.

Privilége accordé par HENRI II. *Roi de France aux* VILLES ANSEATIQUES, *le* 20. *Janvier* 1552. [FREDERIC LEONARD, Tom. III. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. VII. pag. 993. col. 1. en Allemand.]

LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

HENRY, par la grace de Dieu Roy de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix & Alliance entre feu nos Predeceſſeurs Roys, que Dieu abſolve, & nos tres-chers grands Amis & Conſederez les Proconſois & Senateurs, Marchands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Nation de la Hanſe Teutonique, dits Oſterlins, par lequel entr'autre choſe a eſté défendu tres-expreſſement à tous nos Sujets d'enfraindre lad. Paix & Amitié, ne faire ou donner ausdits de la Hanſe Teutonique aucun détourbier ou empeſchement par Mer ou par Terre, & encore que feu noſtre tres-honoré Seigneur & Pere leur ait octroyé Lettres de confirmation de ladite Amitié, Alliance & Confederation qui eſt entre noſtre Royaume & iceux Oſterlins, en quoy Nous entendons qu'ils ſoient entretenus, gratifiez, receus & favoriſez en noſtre Royaume, ainſi qu'ils ont eſté du temps de nosd. Predeceſſeurs. Neanmoins dautant que nous avons eſté avertis par aucuns des Sieurs & Republique de ladite Ligue, que aucuns de nos Sujets ſe ſont puis aucun temps efforcez de courir ſus ausdits de la Hanſa Teutonique, à quoy nous voulons bien pourvoir. Sçavoir faiſons, que nous deſirons ſingulierement l'entretenement de ladite Alliance, Paix & Confederation; & ſuivant la bonne & louable coutume de nosdits Predeceſſeurs, pourvoir aux choſes par leſquelles ladite Alliance pourroit eſtre aucunement alterée. Pour ces cauſes, & autres bonnes, grandes & raiſonnables conſiderations à ce nous mouvans, avons par l'avis & deliberation des Princes de noſtre Sang, Gens de noſtre Conſeil privé, confirmé & ratifié, confirmons & ratifions par ces preſentes ladite Amitié & Confederation, ou tous les Privileges par nos Predeceſſeurs donnez & octroyez à ceux de ladite Hanſe, & leurs Sujets. Voulons & nous plaiſt, qu'ils en jouiſſent plenement & paiſiblement, & que ſelon la teneur d'iceux, ou Traitez de Paix par nos Predeceſſeurs à eux octroyez, ils puiſſent venir & frequenter ſeurement & ſauvement en noſtredit Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de noſtre obeiſſance, par Terre & par Mer, & ramener Marchandiſes non prohibées ny défenduës, en payant & acquitant les Droits & devoirs pour ce deus, où & ainſi qu'il appartiendra, & trafiquer avec nosdits Sujets ainſi qu'ils ont cy-devant accoutumé, en deffendant & prohibant à tous nos Sujets de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoient, ne donner ny ſouffrir eſtre fait, mis ou donné aucun arreſt, détourbier ou empeſchement ausdits de la Hanſe ou leurs Sujets, ny entreprendre aucune choſe prejudiciable à ladite Amitié & Confederation d'icelle: Si donnons en mandement par ces Preſentes, à nos amez & feaux, les Gens de noſtre Cour de Parlement, & autres nos Cours Souveraines; & à tous autres nos Lieutenans, Mareſchaux, Admiraux, Vice-Admiraux, Baillifs, Seneſchaus, Prevoſts, & à tous nos Juſticiers ou leurs Lieutenans, preſens & avenir, & à chacun d'eux, que le contenu en ces Preſentes, enſemble le Traité de Paix, Privileges, & cette preſente Confirmation, ils entretiennent, gardent & obſervent, & faſſent entretenir, garder & obſerver de point en point ſelon ſa forme & teneur, & le publient & faſſent publier par tous les Havres de noſtredit Royaume, & autres lieux où il appartiendra, & à y obtemperer & obeïr, contraignant & faiſant contraindre Royaumeut & de fait tous ceux qu'il appartiendra, en procedant contre ceux qui feront le contraire de ces Preſentes, & dudit Traité de Paix, tout ainſi qu'il eſt accoûtumé faire contre les infracteurs d'Ordonnances & d'Edits, nonobſtant doleances, Clameor de Haro, oppoſitions ou appellations quelconques, pour leſquelles ne voulons eſtre differé: Et pour ce que de ces Preſentes l'on pourra avoir à beſoigner en divers lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait ſous Scel Royal, foy ſoit ajoûtée comme au preſent Original: En témoin de ce Nous avons fait mettre noſtre Scel

ANNO 1552. 1553.

à ceſdites Preſentes. Donné à Paris le vingtiéme jour de Janvier, l'an de grace mil cinq cens cinquante-deux, & de noſtre Regne le ſixiéme. Ainſi ſigné ſur le reply, par le Roy en ſon Conſeil, DE LAUBESPINE.

Regiſtrata audito Procuratore Generali Regis, idque ſentiente pro utendo per ſupplicantes dictis Privilegiis in ſequendo verificationem ſimilis Confirmationis factam in Curia vigeſima ſeptima Julii, anno milleſimo quingenteſimo quadrageſimo ſecundo. Pariſiis in Parlamento, ſexta die Februarii, anno Domini milleſimo quingenteſimo quinquageſimo ſecundo. Sic ſignatum, DU TILLET. Collation eſt faite à l'Original. *Ainſi ſigné*, DU TILLET. *Et au bas eſt écrit.* Extrait des Regiſtres des Ordonnances Royaux enregiſtrées en la Cour de Parlement. *Signé*, DU TILLET, un paraphe. *Et au bas eſt écrit.* Collationné, fait au Greffe de l'Admirauté de France en la Table de Marbre du Palais à Rouën, ſur ledit Extrait eſtant en parchemin à la requeſte de Maiſtre Nicolas du Quesney, Procureur de Joachim Lucas, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, de la Ville de Lubec de ladite Hanſe Teutonique preſent; les Extraits eſtant de preſent és mains dudit du Quesney, pour luy valoir & ſervir ainſi qu'il appartiendra. Le Samedy vingt-uniéme jour d'Octobre, l'an 1564. *Signé*, VAULTIER.

L'an mil cinq cens ſoixante-cinq, le Samedy treiziéme jour d'Octobre, à la Requeſte de Jean Ludinghuſen, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, par les Notaires du Roy noſtre Sire au Chaſtelet de Paris ſouſſignez, collationné de ce preſent Notaire, a eſté porté à un autre Notaire d'icelle écrit en parchemin, pour ſervir audit Ludinghuſen ce que de raiſon. *Signé*, N. HENRY, & LE GRAND.

XXIV.

1553. 11. Sept.

Vertrag zwiſchen Churfürſt AUGUSTO zu Sachſen an einem- und Marggraff ALBRECHT dem Jüngern zu Brandenburg am andern theil/ wodurch beyde theile von allen ferneren feindſeligkeiten abzuſtehen und in gutem vertrauen mit einander zu leben verſprechen. Braunſchweig/ Montags nach Nativitatis Mariæ 1553. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. XIV. pag. 1428. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 67. d'où l'on a tiré cette Piéce.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'accommodement entre AUGUSTE *Electeur de Saxe, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, par lequel ils ſe promettent reciproquement de faire ceſſer entr'eux les hoſtilités, & de vivre deſormais en bonne intelligence. A Brunswick le Lundi après la Nativité de la Vierge* 1553.

VOn GOttes Gnaden Wir Chriſtian / zu Dennemarck/ Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzog zu Schleſwig / Holſtein / Stormarn und der Dittmarſchen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt / und von deſſelbigen Gnaden / Wir Joachim / Marggraff zu Brandenburg / des H. Röm. Reichs Erb-Cämmerer und Churfürſt / zu Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden / und in Schleſien zu Croſſen Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / und Fürſt zu Rügen / bekennen hiermit und thun kund gegen allermänniglich / Nachdem zwiſchen weyland dem Hochgebohrnen Fürſten / Herrn Moritzen / Hertzogen zu Sachſen und Churfürſten / ꝛc. unſerm freundlichen lieben Ohem / Schwager und Brudern / milder Gedächtnüß / und dem auch Hochgebohrnen Fürſten / unſerm freundlichen lieben Vettern und Gevattern / Herrn Albrechten dem Jüngern / Marggraffen zu Brandenburg / in Preuſen / zu Stettin / Pommern / der Caſſuben / Wenden und in Schleſien zu Oppeln und Ratibor Hertzogen / ꝛc. Burggraffen zu Nürnberg und Fürſten zu Rügen / ꝛc. ein Miß-Verſtand eingefallen / und daraus zwiſchen beyden ihren Liebden ein unfreundlicher will entſtanden / die Sachen auch ſo weit gerathen / daß über die Zuverſicht ein Feldſchlacht erfolget / in welcher gedachter Churfürſt einen Schuß empfangen / daran S. Liebden hernachet ſeliglichen verſtorben / der Seelen Gott der Allmächtige wolle gnädig und barmhertzig ſeyn / und nun der Hochgebohrne Fürſt / Herr Auguſtus / Hertzog zu Sachſen / ꝛc. des H. Röm. Reichs Erb-Marſchall und Churfürſt / Landgraff in Thüringen und Marggraff zu Meiſſen / unſer freundlicher lieber Sohn / Ohem / Schwager und Bruder / ſolchen Sr. L. freundlichen lieben Bruders Todesfall hoch zu Gemüth gezogen / und hinwieder mit der That verfolgen wollen / darneben auch allerhand Reden gangen / als ſolt Marggraff Albrecht / des gedachten Churfürſtin Landſchafft / die wider Sr. Liebden gezogen / hoch beſchwert ſeyn / und derhalben Sr. L. erlittenen Schadens Ergetzung / in gedachtes Hertzogen Auguſti Landen ſuchen wollen / daraus dann noch weiter Krieg und anderer Schaden und Unheyl weiſchen beyden Ihre Liebden erfolgen / und dardurch der gemeine Frieden im heiligen Reich Teutſcher Nation / noch ferner und mehr / dann leider! albereit geſchehen / betrübt werden mögen. Daß wir aus ſonderlicher freundlicher guter Neygung / ſo wir zu Ruhe und Frieden / auch zu beyden Ihren Liebden / als unſern freundlichen lieben Sohn / Ohem / Schwager und Bruder / Vettern und Gevattern tragen / auch zu Verhütung obgedachtes Unraths und guter Zuvertretung / zu Wiederaufrichtung eines gemeinen Friedens im H. Reich / zwiſchen beyden Ihren Liebden freundlichen vermachet / daß ſie gemeinen Frieden zum beſten / und damit das heilige Reich der Teutſchen Nation / unſer geliebtes Vatterlandes / durch ſolche Partheyligkeiten und innerliche Krieg / nicht gäntzlichen möchten erſchöpffet / und an allen ſeinen beſten Vermögen / an Leuten und Geld alſo geſchwächt würde / daß der Erbfeind des Chriſtlichen Nahmens / der Türck / ſein Tyranniſch / unchriſtlich Fürnehmen / wider das Chriſtlich Blut endlich in das Werck zu ſetzen / und die werthe Teutſche Nation unter ſein Viehiſch Servitut und Joch zu bringen / und ſo viel deſto mehr Urſach und Bequemigkeit erlangen und haben möcht / auch uns und andern mehr Fürſten / die beyde Ihren Liebden zum Frieden gleichfals ermahnet / zu freundlichem Gefallen / ſich freundlichen erkläret und bewilliget; Daß unſer freundlicher lieber Vetter und Gevatter / Marggraff Albrecht zu Brandenburg / Sr. Liebden Verwandten / unſern freundlichen lieben Sohn / Ohem / Schwager und Bruder / Hertzog Auguſten / Churfürſten zu Sachſen / und ſeiner Liebden Land / Leut und Schutz-Verwandten / weiter nit bekriegen / überziehen / brandſchätzen / noch in ander weg feindlichen angreiffen / oder thätlichen beſchweren / ſich auch wider dieſelbige niemand beyſtändig oder verwandt machen / noch mit Hülff oder Vorſchub wollen einlaſſen. Daß auch gedachter Churfürſt zu Sachſen / den Krieg wider Marggraff Albrechte nicht continuiren / ſondern von demſelbigen gäntzlichen abſtehen / ſich auch weder ſeiner Liebden in Gleichnüß niemand beyſtändig machen / noch mit Hülff und Fürſchub laſſen wolte.

Und iſt darauff ferner gehandelt und abgeredt worden / daß ſich des Churfürſten zu Sachſen Schutz-Verwandten auch ſollen innerhalb Sechs Wochen erklären / daß ſie gegen Marggraff Albrechten ſich wiederum friedlich halten / und ſeiner Liebden Widerwärtigen auch kein Hülff noch Fürſchub thun wolten / und da ſie ſolche Erklärung nicht thun / und dem Marggraffen ferner widerwärtig ſeyn würden / daß alsdann ſeiner Liebden frey ſtehen / und der Churfürſt zu Sachſen / auf den Fall / ihnen weder Schutz noch Hülff thun ſoll.

Daß auch die Gefangenen / ſo in gedachts Churfürſten und Marggraffen Händen von beyden Ihren Liebden in vierzehen Tagen den nechſten / ohne Entgeltnüß / die aber ſo in Ihre L. Kriegs-Volcks und Diener Pflicht und Verſtrickung ſeynd / einer gegen dem andern / oder nach hergebrachtem Krieges-Gebrauch / ein jeder umb ſo viel Gelds / als er von ſeinem Herrn einen Monat zu Beſoldung hat / in ſechs Wochen frey und ledig gegeben werden.

Und da Marggraff Albrecht mit ſeiner L. durchzoge des Churfürſten zu Sachſen / oder ſeiner Liebd. Schutz-Verwandten Land berühren wurde / ſollen ſeiner L. ſo viel immer müglich / die Verſehung thun / daß die Unterthanen unbeſchädigt bleiben / und doch hierinnen von keinem Theil Gefahr geſucht werden.

Weil auch der Churfürſt von Sachſen itzo ein ſtarckes Kriegs-Volck beyeinander / ſo nun S. L. demſelbigen abdanken würden / ſoll ſeine Liebden daſſelbige des Marggraffen Widerwärtigen nit zufördern / noch derſelbigen beſtelten Lahr-Dienern geſtatten / ſolch Kriegs-Volck des Marggraffen Widerwärtigen zuzuführen / oder zuzufördern / desgleichen ſoll ſich der Marggraff zu Brandenburg und ſeiner Liebden Kriegs-Volck / auch gleicher weiß / wie ichs gemelt / gegen dem Churfürſten verhalten / und das Kriegs-Volck alſo beyderſeits ohne Gefahr zu vertreten und verlauffen laſſen.

Es ſoll auch die Erb-Einigung zwiſchen den Churfürſten- und Fürſten-Häuſern / Sachſen / Brandenburg und Heſſen / zu förderlicher Gelegenheit / der alten Erb-Einigung gemäß / wieder erneuert werden / darzum dann der Churfürſt von Sachſen an ſich kein Mangel ſoll ſeyn laſſen.

Und ſoll alſo hierdurch der Krieg zwiſchen gedachten Churfürſten und Marggraff Albrechten an Ihre Ihre L. L. Landen / Leuten und Schutz-Verwandten gänzlich aufgehoben / vertragen und beygelegt ſeyn / und von beyden ihren Liebden und jenerley Urſachen wegen / wie ſich die möchten zugetragen haben / oder noch zutragen möchten / einige thätliche Handlung fürgenommen werden.

Da auch Ihre Liebden / einer gegen des andern Unterthanen / Diener und Verwandten / dieſer Kriegs-Handlung halben / und was daraus erfolgt / einigen Groll gefaſt / der ſoll durch dieſen

Vertrag

ANNO 1553.

ANNO 1553. Vertrag auch gänzlichen gefallen/ und dieſelbe alle aus Gefahr und Sorg gelaſſen ſeyn. Welches auch beyde ihre Liebden alſo feſt/ feſt/ und unverbrüchlichen gegen einander zu verhalten/ und darwider keines weges zu thun/ noch den Ihren zu thun geſtatten/ und bey ihren Fürſtlichen Treuen und guten Glauben verpflicht haben und zugeſagt. Alles treulich und ungefehrlich.

Des zu wahrer Urkund/ haben wir der König zu Dennemarck/ und der Churfürſt zu Brandenburg/ als die Händeler/ und Wir der Churfürſt zu Sachſen/ und Marggraff Albrecht zu Brandenburg/ als die Paet/ dieſen Vertrag gezweyfacht/ und mit unſer eygenen Händen unterſchrieben/ und mit unſerm anhangenden Inſiegel bekräfftiget laſſen. Geſchehen zu Braunſchweig/ Montags nach Nativitatis Mariæ, nach Chriſti unſers HErrn Geburt/ im 1553. Jahr.

XXV.

11. Sept. Endlicher Vertrag zwiſchen Landgraf Philipp von Heſſen eines- und Hertzog Heinrich den Jüngern zu Braunſchweig andern theils/ auf Unterhandlung erſtlich Churfürſt Mortzens/ und dann Churfürſt Auguſti zu Sachſen/ über alle vorgegangene Irrungen. Den 11. Septembr. 1553. [HORTLEDER, von Urſachen des Teutſchen Kriegs. Tom. I. Libr. IV. Cap. LV. pag. 1944. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz IV. pag. 75. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

Accommodement final entre PHILIPPE I. *Landgrave de Heſſe, &* HENRI le jeune *Duc de Brunswich, par l'entremiſe de* MAURICE *&* d'AUGUSTE, *ſucceſſivement Electeurs de Saxe. Le* 11. *Sept.* 1553.

VOn GOttes Gnaden wir Auguſtus, Hertzog zu Sachſen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marſchall und Churfürſt/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraff zu Meiſſen/ und Burggraff zu Magdeburg ꝛc. vor uns/ und unſere Erben und Nachkommen/ thun kund und bekennen/ in und mit Krafft dieſes offenen Briefes vor allermänniglich. Nachdem ſich verſchienener Zeit zwiſchen dem Hochgebohrnen Fürſten/ unſern freundlichen lieben Ohmen/ Schwägern und Vettern/ Herrn Heinrichen dem Jüngern/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ und Herrn Philipſen/ Land-Graffen zu Heſſen/ Graffen zu Catzenelnbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda/ ꝛc. etliche Irrungen und Gebrechen erhalten/ darein ſich weyland der Hochgeborne Fürſt/ unſer freundlicher lieber Bruder/ Herr Moritz/ Hertzog zu Sachſen/ des H. Röm. Reichs Ertz-Marſchalck und Churfürſt/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraff in Meiſſen/ und Burggraff zu Magdeburg/ ſeliger und löblicher Gedächtnüß/ mit Ihrer beyder Liebd. Bewilligung/ freundlicher und gütlicher Handlung unterfangen. So haben obgedachte unſere freundliche liebe Ohmen/ Schwägern und Vettern/ Hertzog Heinrichs zu Braunſchweig und Land-Graff Philipſen zu Heſſen/ uns nach genannts unſers freundlichen lieben Bruders ſeeligen ebenl. Abgang freundlichen berichten laſſen/ daß ſeine Liebd. alle ſolche zwiſchen ihnen geweſene Irrungen und Gebrechen mit Ihrer beyder Liebden gutem Wiſſen und Willen abgehandelt/ auch ſolches Vertrags ſchon ein Notul begreiffen haben laſſen; weil aber zuvor und ehe dann daſſelbe vollenzogen/ oder auch ihren beyderſeits Liebd. zu beſichtigen überſchicket worden/ ſeine Liebd. nach eroberter Feld-Schlacht wieder Marggraff Albrechten zu Brandenburg folgenden dritten Tages in GOtt ſeliglich verſchieden/ dero Seele der allmächtig GOtt gnädig und barmhertzig zu ſeyn/ ſo haben Ihre beyderſeits Liebden nach ſolchem ſeiner Liebden Todesfall bey etlichen hinterlaſſen Räthen ein Überſchickung ſolcher Notul anſuchen laſſen/ und dieſelbige nach gehabtem Bedacht mit etlichen ganz geringſchätzigen Veränderungen/ beyderſeits beliebet und angenommen/ und uns darauf freundlich bitten laſſen/ daß wir an ſtatt vielgedachten unſers freundlichen lieben Bruders ſeeligen dieſelbigen in unſerm Nahmen und unter unſerm Inſiegel und Handzeichen vollziehen und folgendes ihren beyderſeits Liebden ihres Theils auch zu vollziehen überſchicken wolten. Weil wir dann dasjenige/ was zu Friedt und Einigkeit dienlich/ ſo viel an uns iſt/ befoedern zu helffen geneigt/ auch inſonderheit zwiſchen vielgedachten ihren beyderſeits Liebden ſolchen Vertrag gerne aufgerichtet ſehen/ ſo haben wir ihren Liebden freundlich hierinnen willfahret/ und ihrer Bitt nach/ ſolchen Vertrags-Brieff gewiederholt unterſchreiben laſſen/ und lauter derſelbe von Wort zu Wort alſo/ wie hernach folget.

Von Gottes Gnaden Wir Moritz/ Hertzog zu Sachſen/ des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Marſchall und Churfürſt/ Land-Graff in Thüringen/ Marggrafſe zu Meiſſen/ und Burggraff zu Magdeburg/ thun kund und bekennen; Nachdem ſich zwiſchen den Hochgebornen Fürſten/ unſern freundlichen lieben Ohmen/ Schwager/ Bruder/ Vettern/ Vatern und Gevattern/ Herrn Heinrichen dem Jüngern/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ und Herrn Philipſen/ Landgraffen zu Heſſen/ Graffen zu Catzenelnbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda verſchiener Zeit allerley Miß-verſtandt/ Unwille und Irrungen zugetragen/ die auch ſo weit gerecht/ daß ihre Liebden gegen einander mit unfreundlichen und verdrießlichen Schrifften und Gegenſchrifften/ und offentlichen Druck eingelaſſen/ und endlich gegen einander in Kriegs-Rüſtung begehen/ uns Feld gerückt/ und feindlich gegen einander gehandelt/ alſo daß unſer Vetter/ Vater und Gevatter/ der Landgraff/ mit ſeiner Liebden Helffern/ obgenanten unſers Ohems/ Schwagers und Bruders/ Hertzog Henrichs Land eingenommen/ und eine Zeitlang innen gehabt/ und über etliche Jahr hernach ſeiner Liebden ſelbſt Perſon/ ſamt derſelben Sohn/ unſern auch freundlichen lieben Ohmen Hertzog Carln Victor, eine Zeitlang in Verwahrung und Cuſtodien/ zu Caſſel und Ziegenhain gehabt und gehalten/ bis ſo lange durch die Römiſche Kayſerliche Majeſtät/ unſern allergnädigſten Herrn/ in der Capitulation, ſo zwiſchen Ihrer Majeſtät/ und obgenannten unſern Vattern und Vettern/ dem Landgraffen/ zu Halle/ im ſieben und vierzigſten Jahre aufgericht verendet worden/ welcher geſtalt der Landgraff/ Hertzog Heinrichen/ und ſeiner Liebden Sohn/ Hertzog Carln Victorn, ledig geben/ ſeiner Liebde Ihr Land reſtituiren/ und ſich mit denſelbigen der Schaden und Intereſſe halben vertragen und vergleichen. Ob dann wohl beyde Ihre Liebd. ſich damahls berührter Sachen und Schäden halber mit einander verglichen und vertragen/ dergeſtalt und alſo/ daß beyde Ihre Liebd. vor ſich und ihre Erben allen Wiederwillen/ der ſeither hin und wieder ergangenen Schrifften und Gegenſchrifften/ Druck/ Kriegs-Ubung/ Beſtrickung und Cuſtodien halber gegeneinander gefaſt/ auch alle und jede Zuſprüche und Forderungen/ ſo ein Theil derwegen gegen den andern gehabt/ oder haben hätte mögen/ desgleichen auch unſer Ohem/ Hertzog Henrich/ und ſeiner Liebden Sohn/ Hertzog Philips/ die Rechtfertigung/ welche ihre Liebde an dem Kayſerlichen Cammergerichte oder ſonſten wieder unſern Vettern den Landgraffen fürgenommen/ aus freundlichen und Chriſtlichen Willen allenthalben in Vergeß geſtellet und fallen laſſen/ auch bewilliget und zugeſaget haben/ ſolches alles und was ſonſten weiter in der gantzen Sache und Handlung ſich zugetragen/ es ſey mit Schrifften/ dunckten Worten/ Kriegs-Ubung/ Innhabung des Landes und Cuſtodien/ oder in andere Wege/ gegen einander/ und ein jeder gegen des andern Räthen/ Dienern/ Lehn-Leuten/ und Unterthanen/ in Unfreundſchafft/ Ungnaden und Ungnaden nicht zu anden/ noch zu eſſern/ ſondern vielmehr einander hinführo freundlich und treulich meynen/ und allen freundlichen Willen erzeigen ſollen und wollen. So viel aber die Schaden und Intereſſe, welche Hertzog Henrich angezgt/ anbetrifft/ wiewohl es an dem/ daß ſeine Liebden ihrer Landen Einkommens und Nutzens eine Zeitlang entrathen/ und ſonſt im Kriege allerley Schaden empfangen; ſo hat doch ſeine Liebde uns und unſern Vattern und Vettern dem Land-Graffen zu freundlichen Gefallen/ und in Erwegung der Schaden und Beſchwerung/ ſo unſer Vater und Vetter/ der Landgraff folgends ſelbſt auch erlitten/ auch in Zuverſicht/ daß der Landgraff und ſeine Söhne/ ſeiner Liebden und derſelben Söhnen/ mit der Zeit wohl in mehrern dienen mögen/ billigt/ ſolche Schaden in freundlich Vergeß zu ſtellen und fallen zu laſſen/ welches denn der Landgraff zu freundlichem Danck angenommen/ und zu würcklicher Erzeigung ſeines danckbaren Gemüths bewilliget und zugeſaget/ zwantzig tauſend Gülden/ Groſchen oder Thaler/ auf hernach beſchriebene Friſten zu unſern Handen zu ſtellen/ nemlich ſieben tauſend Gülden/ Groſchen oder Thaler/ auf nechſtkünfftige Weynachten/ ſo man der wenigen Zahl vier und funffzig zu ſchreiben anfahen wird/ und dann auf den erſten May nechſt darnach abermahl ſieben tauſend Gülden/ Groſchen oder Thaler/ und dann die übrige ſechs tauſend Gülden/ Groſchen oder Thaler auf Weynachten/ ſo man funff- und funffzig anfahen wird zu ſchreiben. Dieſelben zwantzig tauſend Gülden/ Groſchen oder Thaler/ ſollen und wollen wir unſern Ohemen/ Hertzog Heinrichen zu gut/ einem oder mehr Junckern ſeiner Liebden Gläubigern/ die ſeine Liebden an uns weiſen wird/ folgen laſſen/ und ſonſt an keinen Ort wenden/ damit wir obſichet/ ſeiner Liebden zu gut/ und wohin von ſeiner Lib. damit verwieſen werden; Inſonderheit aber hat ſeine Liebden auf unſere freundliche Bitte gewilliget/ daß wir von ſolcher Summa unter andern auch unſern lieben Getreuen/ Hennungen von Barfeld/ die Schuld/ damit ſeine Liebden Ihme verhafft/ entrichten mögen/ und ſollen hiemit vielgenannte Hertzog Heinrich zu Braunſchweig/ und Landgraff Philipps zu Heſſen und ihrer Liebden beyderſeits Erben/ aller und jeder ihrer obberührter Irrungen/ und was daraus erfolget/ oder denen anhängig/ zu Grunde verglichen und vertragen ſeyn/ auch beyderſeits ihre Liebden Räthe und Diener/ Lehen-Leute und Unterthanen bey ihren Liebden aus ſorgen gelaſſen ſeyn und bleiben.

Doch ob unſer Oheim und Schwager Hertzog Heinrich zu Braunſchweig/ dieſer Sach halben/ wider jemand anders auſſerhalb

ANNO 1553. halb unſers Vatters und Vetters / des Landgraffen und ſeiner Liebden Erben / Räthen / Dienern / Lehen-Leuten und Unterthanen Zuſpruch hätte / die ſollen ſeiner Liebden durch dieſen Vertrag unbenommen ſeyn. So ſoll auch dieſe Vertrags-Handlung allem zu unſers Vatters und Vetters des Landgraffen / und ſeiner Liebden Erben / Räthen / Dienern / Lehn-Leuten und Unterthanen Erledigung / und von wegen anderen ſeiner Liebden geweſenen Blut-Verwandten gar nicht verſtanden werden / und haben beyde ihre Liebden vor ſich und ihre Erben uns zugeſagt und verſprochen / bey ihren Fürſtlichen wahren Worten / Treuen und gantz Glauben alle obberührte Puncte und Articul in dieſem Vertrag begriffen / feſt / feſt und unverbrüchlich zu halten / gantz treulich und ungefährlich. Des zu Urkund haben wir obgedachter / von GOttes Gnaden / Auguſtus / Hertzog zu Sachſen ꝛc. Unſer alt Fürſtlich Inſiegel / wiewir noch zur Zeit kein Churfürſtlich Inſiegel haben / an zweyen dieſer Briefe / gleiches Lauts wiſſentlich hangen laſſen / und uns mit eigener Hand unterſchrieben. Gegeben und geſchehen den eilfften Tag des Monats Septembr. nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt eintauſend fünffhundert und fünffzigſten Jahre.

Und wir von GOttes Gnaden / Heinrich der Jünger / Hertzog zu Braunſchweig / und Lüneburg / und wir von deſſelben Gnaden / Philips Landgraff zu Heſſen / Graff zu Catzenelnbogen / Dietz / Ziegenhain und Nidda ꝛc. beyde vor uns ſelbſt / und ein jeder vor ſeine Erben und Nachkommen / bekennen in krafft dieſes Briefes / daß wir alle und jede Puncten und Articul / in dieſem Vertrag begriffen / wiſſentlich und wohlbedächtlich gewilliget / auch nach Abſterben gedachten unſers lieben Oheims / Vetters / Sohns / Schwagers und Bruders / Hertzog Mortzen / Churfürſten ꝛc. ſeliger / ſeiner Liebden Bruder / den auch Hochgebohrnen Fürſten / unſern lieben Oheimen / Vettern und Schwagern / Herrn Auguſten / Hertzogen zu Sachſen / Churfürſten / freundlich erbeten / daß ſeine Liebden dieſen Vertrag vollziehen / und uns Urkund darüber geben wollten; Alß wir dann hiermit / und zu Krafft dieſes Briefes / ſeine Liebden freundlich darum erſuchen / und bitten / auch in denſelben obbeſchriebenen Vertrag bewilligen / gereden und verſprechen vor uns / unſer Erben und Nachkommen / bey unſern Fürſtlichen wahren Worten / guten Glauben / und rechten Treuen / daß wir denſelbigen in allen ſeinen Artickuln und Innhaltungen feſtlich und unverbrüchlich nachſetzen / und darwider nicht handeln ſollen noch wollen in keine Weg / gantz treulich und ungefährlich. Des zu Urkund haben wir unſere Fürſtliche Inſiegel an zweyen dieſer Verträgt gleiches Lauts / neben obgedachtes unſers Oheims / Schwagers und Vetters / des Churfürſten zu Sachſen Inſiegel wiſſentlich hangen laſſen. Geſchehen und gegeben im Jahr und Tag / wie oben. Auguſtus / Churfürſt zu Sachſen. Heinrich Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg der Jüngere / meine Hand. Philipps / Landgraff zu Heſſen.

XXVI.

16. Oct. Abſchied zwiſchen Adolph Churfürſten zu Cölln / und den Graffen von Waldeck / von wegen einiger Irrungen / ſo ſich zwiſchen denſelben occaſione etlicher Maſte in Gehölze erreget / aufgerichtet; Worinn benannte Maſte durch vermittelung Philipps Landgraffen zu Heſſen-Caſſel / biß zu Außtrag der Sachen in die Sequeſtration geſtellt werden / und ſollen indeß beyde Theil ſich nachbahrlich halten. Geſchehen den 16. Octobris 1553. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Continuat. I. Fortſetzung III. pag. 98.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu, par l'interpoſition de PHILIPPE *Landgrave de Heſſe-Caſſel, entre* ADOLPHE *Electeur de Cologne, & le Comte de* WALDECK, *au ſujet de quelques Pâturages ſitués dans les Bois, qui étoient disputés entr'eux. Ils y conviennent de remettre leſdits Pâturages en ſequeſtre, juſqu'à la déciſion finale de leur Différent; & cependant de vivre en bonne intelligence. Le 16. Octobre 1553.*

Zu wiſſen / als ſich nachbarliche Irrung und Gebrechen / um etzlich Gehölze / Maſte uf denſelbigen Gehölzen / und um anders / zwiſchen den Hochw. Fürſten und Herrn / Herrn Adolfen Erz-Biſchoffen zu Cöln / des Heil. Römiſchen Reichs durch Italien Erz-Cantzlern / und Churfürſten / Hertzogen zu Weſtphalen und Engern / ꝛc. unſern gnedigſten Herrn / ſambt ſeiner Churfürſtlichen Gnaden Underthanen / denen von Canſtein / Patberge / Volckmarſſen und Breidelarn / an einem / und dann den Edlen und Wohlgebornen Graffen und Herrn / Herrn Waldraden / und Herrn Johann / Grafen zu Waldecken / auch allen von der Malsburg am andern Theil / doch nicht ſambtlich ſondern unterſtendlich / ſo viel jeden Theil beſunderen ſeine Irrung belangt / zugetragen und erhalten haben.

ANNO 1553.

Derwegen hochgemelter Erz-Biſchoff / und Churfürſt / uf beſchehenen der Gegentheile Klagen / und des Durchleuchtigen Hochgebohrnen Fürſten und Herrn / Herrn Philipſen Land-Graven zu Heſſen / Grafen zu Catzenelnbogen ꝛc. unſers gnedigen Fürſten und Herrn / von deßwegen an ſein Chur- Fürſtliche Gn. gelangte Vorſchreiffe und unter jetzter Chur- und Fürſtl. Gn. Zuſammenkunfft Bericht und Anregung gethan / darauf auch hochermelter unſer Gnediger Fürſt und Herr / zu Heſſen / Graf Johann von von Waldeck / und Herman von der Malſpurg alß die zur ſtätt geweſen ſeynd / gehört / und derſelben Gegenbericht unſern gnedigſten Herrn von Cöln / wiederum freundlich vorgehalten / darneben ſeiner Fürſtl. Gn. freundlich und wohlmeinig bedancken dis gebrechens angezeigt hat; Daß demnach und zu Förderung Friedt / Ruhe und Einigkeit / auch zu pflantzung und erhaltung deſto mehr guter Nachbarſchafft beyde Ihre Chur- und Fürſtl. Gn. folgender maſſen zu gütlicher Abhandlung abgeredt / ſich verglichen und verabſchiedet haben / wie nachfolget:

Graffen Johann von Waldeck betreffend.

DIeweiln ſolche Irrungen durch den Bredelerſchen Vorſchlag zu gütlicher Handlunge uf beyder Theil Freunde / Innhalt des Bredelerſchen Vorſchlags gütliche Underhandlung fürderlich vorgenommen / und gefährlich nicht verzogen werden.

Alß aber unter dem vorgeſetzten / wie es mitler Zeit ſolcher gütlichen Underhandlungen / mit der Maſt diß Jahrs in dem Gehölze erſtanden / ſoll gehalten werden / iſt durch hochgedachten unſern Gnedigen Fürſten und Herrn / Land-Graffen Philipſſen zu Heſſen / ꝛc. fürgeſchlagen / und durch unſern Gnädigſten Herrn / den Erz-Biſchoffen zu Cöln / bewilliget worden / daß dieſelbe Maſt biß zu ſolcher gütlichen Underhandlungen ſequeſtrirt ſeyn ſoll. Dannt aber gleichwohl dasjenige / ſo der Maſt halben / GOtt der Allmechtige verliehen / nicht verderbe / ſondern nützlich angewandt werde / gleichwohl allen Theilen an ihren Rechten unvergreiflich; So ſoll Johann Spiegel zu Pickelsheim Erb-Marſchalck des Stiffts Paderborn / von unſern Gnäd. Fürſten und Herren zu Heſſen / erſucht werden / daß er alß Sequeſter der Maſt ſich unterrichte / fürderlich ohne Säumen / in Augenſchein vertrage / und der Maſt halben Ordnung geben ſolle / wie viel Schweine man darumb treiben / auch was man von jeden Schweine geben ſoll / daß er auch ſolches Maſt oder Triffe / Gelt und Gabe aufnehme / und über die Dinge alle aufrichtige Regiſter halte / auch denjenigen ſo es zugehöret oder zuerkand wird / davon Rechnung und Lieferung thun wolle / würde er aber ſolches abſchlagen und nicht thun wollen / ſo mag hochgedachter unſer gnediger Fürſt und Herr zu Heſſen / ꝛc. einen andern unparthenſchen an ſeine Statt verordnen.

Es ſollen auch die Irrungen Nordenau / Grund Aſungshauſen / Helmersberg und andere Gebrechen / Canſtein belangend / in ſolche gütliche Unterhandlung mit gezogen ſeyn / und obgemelter maſſen / durch die Freunde hinzulegen vorgenommen werden.

Die Pfändungen / ſo von beyden Theilen / bis daher geſchehen / ſollen gegen einander ledig gegeben werden / vorhöge des Heil. Reichs Ordnung dis zu Außtrag der Sachen.

Und ſollen ſonſt mitler Zeit / ſolcher gütlichen Unterhandlungen / ſich von beyden Theilen nachbarlich halten / unbillicher Neuerung / Zungriff und zuthuung enthalten / doch allen Theilen an ihren Rechten und Gerechtigkeiten / es belange poſſeſſorium, petitorium, oder was das ſeyn mag / nichts benommen.

Es ſoll auch beyden Theilen frey ſtehen / mitler Zeit / und neben wehrender gütlichen Unterhandlunge / am Käyſerl. Cammer-Gericht / mit der angefangnen Rechtfertigung zu procediren / oder damit ſtill zu halten.

Es will auch unſer gnedigſter Herr / der Erz-Biſchoff und Churfürſt zu Cöln / den ſeinen befehlen / daß ſie ſich mitler Zeit obbeſtimtes Tages und werender Underhandlungen / Neuerung und Muthwilliges Zanks enthalten / desgleichen will unſer Gnediger Fürſt und Herr zu Heſſen / ꝛc. Graf Waldraden zu Waldeck ſchreiben / für ſich ſelbſt alſo zu halten / auch bey den ſeinen zu beſchehen / zu verſchaffen / doch abermahls allen und jeden Theilen an ihren Rechten und Gerechtigkeiten unnachtheilig.

Es will unſer Gnädigſter Herr der Erz-Biſchoff und Churfürſt zu Cöln / denen von Canſtein Patberg / Volckmarſſen / Breidelarn / und wen es mehr betreffen mag / deßgleichen unſer Gned. Fürſt / zu Heſſen / den Graffen von Waldeck / denen von Malſpurg / und welche ſeiner Fürſtl. Gn. Unterthanen mehr / dieſe Irrung anlanget / dieſes Receſſes Tage-Satzungen / und Underhandlungen berichten / ſich darnach zu halten / uf angeſetzte Tage zu erſcheinen / und darnach zu richten wiſſen.

Zu Urkund geben unter beyder Hochermelter unſerer Gnedigſten und Gnedigen Herrn zu Cöln und Heſſen / ꝛc. Secreten zu Caſſel / am Sechſzehenden Tag des Monats Octobris Anno Domini Fünffzehen hundert / und darzu und Fünffzigſten.

XXVII.

ANNO 1553.

XXVII.

20. Oct. Vertrag zwiſchen Heinrich dem Jüngern Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg eines/ dann den Bürgermeiſtern/ Rath und Gemeinde der Stadt Braunſchweig andern Theils/ durch verordnete von Ihro Röm. Königl. Majeſt. Commiſſarien aufgerichtet; Wodurch ſie ſich wegen der zwiſchen ihnen occaſione der Schmalkaldiſchen Bunds-Verwandten entſtandenen Krieg und Streitigkeiten vergleichen/ und ſollen die von Braunſchweig gegen Hertzog Heinrichen ſich demüthigen/ die gefaſte ungnade abbitten/ ſich fürohin treulich erhalten/ ein Theil den andern in ſeiner Religion nicht beſchweren/ auch ſollen die von Braunſchweig Hertzog-Heinrichen/ wegen zugefügten Schaden/ achtzig Tauſendt Thaler auf fünff terminen erlegen/ ferners wegen Reinhaltung der Straſſen/ Loßlaſſung der Gefangenen/ einziehung der Zinſen/ und Renthen/ aufhebung aller Feindſchafft ſtipuliret wirdt. Geben zu Wolffenbuttel den 20. Octobris 1553. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz IV. pag. 78.]

C'eſt-à-dire,

Accord fuit & conclu, par l'interpoſition des Commiſſaires de l'Empereur, entre HENRI le jeune *Duc de Brunſwick d'une part, & les* MAGISTRATS *&* BOURGEOIS *de la* VILLE *de* BRUNSWICH *d'autre part, ſur les Hoſtilités commiſes à l'occaſion de la* LIGUE *de* SMALCALDE. *On y convient que ceux de la Ville ſoumettront au Duc, lui demanderont pardon, & lui ſeront fidelles à l'avenir; Que les deux Partis, ſavoir les Catholiques & les Proteſtans, vivront en Paix ſans ſe faire tort l'un à l'autre; & que la Ville payera au Duc, pour reparation des Domages à lui cauſés, la ſomme de quatre-vingt mille Ecus en cinq termes; On y convient auſſi de ce qui regarde la ſûreté des Chemins publics, la liberté des Priſonniers, la Collecte des Cens & Rentes, & la ceſſation de toutes ſortes d'Hoſtilités. A Walfembutel le 20. Octobre 1553.*

Zu wiſſen ſey allen und jeden/ den dieſer offen Brieff vorkompt/ geleſen oder gezeigt wird; Als ſich eine lange Zeithero hochnachtheilige und ſchädliche Spenn und Gebrechen zwiſchen dem Durchleuchtigen Hochgebohrnen Fürſten/ und Herrn/ Herrn Heinrichen den Jüngern/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ ꝛc. an einem/ und den Erbarn und Erſamen N. Bürgermeiſtern/ Rath und Gemeinde der Stadt Braunſchweig/ anders Theils/ Unſerm gnädigen Fürſten und guten Freunden irrig und ſtrentig erhalten/ darunter hochgedachter Hertzog durch die Schmalkaldiſche Bunds-Verwandten/ denen die von Braunſchweig auch anhengig und zugethan geweſen/ S. Fürſtl. G. Land und Leut entſetzet/ verjaget/ und davon abgehalten/ auch zuletzt da S. Fürſtl. Gn. in Expedition zu wiedereroberung derſelben ihrer Lande geſtanden/ in ſchmertzliche langwirrige Gefängnüs gebracht und kommen iſt/ daraus dann folgendes nach S. Fürſtl. Gn. Erledigung und Reſtitution allerley Graumn/ Widerwillen/ Krieg/ Empörung/ Blutvergieſſen/ Mord/ Raub/ Name und Todtſchläge/ mit Verderbung und Verheerung deren Land und Leute erfolget/ und die Sachen zuletzt auch ſo weit gerathen ſeyn/ daß andere mehr Kruege mit zugeſchlagen/ und alſo für und für en dieſer Landts-Arth ein Unrath aus den andern entſtänden und erwachſen iſt/ daß zuletzt hochgedachter Hertzog und geliebtes Friedens willen/ und zu Wolfahrt des Landes der Röm. Kön. Majeſtäe/ unſerm allergnädigſten Herrn/ und dem Hochwürdigen Fürſten und Herrn/ Herrn Beygaden zu Bamberg/ und Herrn Melchiorn zu Würtzburg Biſchoffen/ auch den Erbarn/ Frey- en- Reichs- und andern Städten/ Nürnberg/ Goſlar/ Hildesheim/ Göttingen und Embeck/ Unſerm gnedigen Fürſten/ Herrn und Obern/ auf ihrer Königlichen Majeſtät und deroſelben gnedigſt/ fleiſſigſt/ freundliches und untertheniges begehren und Bitten gewilliget und nachgelaſſen/ daß Ihr. Kön. Maj. F. F. G. G. und Gunſten/ zu folge deren von Braunſchweig geſchehenen Erbietens/ ſich unvergreiflicher/ gütlicher Handlung unterfangen/ und wo müglich/ die hochbeſchwerlichen und nachtheiligen Gebrechen in der Güte hinlegen und vergleichen möchten: demnach auf Ihrer Königl. Majeſt. F. F. G. G. und Gunſten Befelch/ und in Namen derſelben haben wir Bohuſla Felix/ Herr zu Haſſenſtein auf Lützka/ Röm. Kön. Maj. Rahte und Ober-Hauptmann in S. Joachims-Thal/ Georg Fuchs Thumbherr zu Bamberg und Würtzburg/ Erasmus Ebener/ Bürgermeiſter zu Nürnberg/ Heinrichen Landman Bürgermeiſter/ Chriſtoff Trautenbiel/ Doctor und Syndicus, und Johann Reck/ Rahtsmanne zu Goſlar/ Tile Brandes/ Hannß Imphoff/ beyde Bürgermeiſter/ und Johann Loch Syndicus zu Hildesheim/ Giſeler Schwanenflügel Bürgermeiſter/ Abel Bornemann und Hildebrande Elvede beyde Rahtmann zu Göttingen und Johann Oleman/ Secretarius der Stadt Embeck/ zwiſchen beyden Theilen dieſe Sach in fleiſſiger Verhör und Handlung genommen/ und dieſelbe nach angewandtem groſſen und embſigem Fleiß zuletzt mit ihrer beyden Theile guten Wiſſen und Willen folgender geſtalt gentzlich und zu Grunde verglichen und vertragen.

Und nemblich/ daß die von Braunſchweig ſollen und wollen ſich gegen hochermeltem Fürſten/ Hertzogen Heinrichen/ demüthigen/ S. F. G. die gefaſte Ungnade in Unterthänigkeit abbitten/ und ſich hinfüro gegen S. F. G. als ihren Landes-Fürſten getrewlich/ wie frommen/ ehrlichen Unterthanen wohl anſtehet/ in gebührlichem Gehorſamb/ wie von Alters/ verhalten und erzeigen.

Sie ſollen und wollen auch ſich Marggraffen Albrechts von Brandenburg und allen derſelben Anhenger/ Helffer und Verwandten Practiken und Handlung/ ſo wider die Röm. Keyſ. und Königl. Majeſtät/ unſerm allergnedigſten Herrn/ auch unſere gnedige und günſtige Herren und Obern/ die Frenckiſche Eintgungs-Verwandten/ Herrn Weyganden zu Bamberg/ Herrn Melchiorn zu Würtzburg/ Biſchoffen/ auch hochgedachten Hertzogen Heinrichen zu Braunſchweig und Lüneburg/ ꝛc. Herrn Heinrichen/ Burggraffen zu Meiſſen/ auch Bürgermeiſter/ Rahte und Gemeine der Stadt Nürnberg/ Wyntzheimb/ und andere/ fürgenommen und getrieben werden möchten/ gentzlich entſchlagen/ und ſich wider ihre Keyſerl. und Königliche Majeſtät F. G. und Gunſt nicht gebrauchen noch bewegen laſſen/ auch dem Marggraffen oder ſeinen Anhang keine Hülff/ Förderung oder Fürſchub thun/ oder andern zu thun geſtatten oder verhengen/ heimblich oder öffentlich/ in keinerley Weiſe noch Wege/ ſondern ſolches/ ſo viel ihnen müglich/ hindern und wehren. Es ſoll und will auch ein Theil des andern Feinde und Wiederwärtige/ die mit der That handeln/ und an ordentlichen Rechten kein Gnügen haben wollen/ nicht hauſen/ hegen/ herbergen/ eſſen/ trencken/ fördern/ fürſchieben/ unterſchleiffen/ weder heimblich noch öffentlich/ und ſoll einer dem andern auch keine Feinde und Widerwärtigen/ die er ben ihme oder in ſeinem Gebiete befunden und betreten/ dermaſſen anhalten/ daß er Rechts an ihme bekommen möge.

So ſollen auch die von Braunſchweig und die ihren an Ihrer Religion/ wie ſie dieſelbe noch haben/ biß zu Erörterung eines allgemeinen Chriſtlichen Concilii, oder aber biß zu einhelliger Vergleichung/ ſo etwa im H. Reich/ Teutſcher Nation, darin möchte angerichtet werden/ von Hertzog Heinrichen oder S. F. G. Dienern/ Unterthanen oder Verwandten nicht angefochten/ bekümmert oder beſchwert werden/ und hinwiederumb ſollent und wollen auch die von Braunſchweig Hertzog Heinrichen S. F. G. Diener/ Unterthanen und Verwandten von wegen ihrer Religion/ wie ſie dieſelben bißhero gehabt und noch haben/ oder billig haben ſollen/ biß zu Erörterung eines gemeinen Chriſtlichen Concilii, oder biß zu einhelliger Vergleichung/ ſo etwa im Heil. Reich Teutſcher Nation möchte angerichtet werden/ nicht anfechten oder beſchweren/ keine Fürſtl. Gnad. ſoll und will auch nicht denjenigen/ ſo von ſeiner Fürſtl. Gnad. Pfarren in der Stadt zu leben haben/ ſtraffig handeln oder anhalten laſſen/ daß ſie den halben Theil ihres Jährlichen Einkommens/ dero von Braunſchweig Kirchen-Dienern folgen laſſen ſollen/ alles biß zu gemelter Erörterung oder Vergleichung der Religions-Sachen/ doch daß ſolches ſeine Fürſtl. Gnad. an ihrem jure Patronatus in allewege unvorgreiflich und unſchedlich ſeye.

Weiter ſollen auch der von Braunſchweig Privilegien/ Inhalt ihrer Brieff und Siegel/ an dem Stande/ darinn ſie vor dieſen Spenn und Irrungen geweſen/ bleiben/ verſtanden und gehalten werden/ ausgenommen der Puncten und Articul/ ſo in dieſem Vertrage auffgehoben/ geendert und limitirt ſeyn.

Und demnach in dero von Braunſchweig Privilegio begriffen/ wer in der Stadt Vogt iſt/ daß derſelbe ſoll richten in- und auſſerhalb der Stadt/ ſo ferne ihre Viehe- und Land-Trifft wendet/ und aber der Viehe-Trifft und Richtens halben zwiſchen beyden Theilen und derſelben Unterthanen und Verwandten Miß-Verſtende eingefallen/ ſo ſoll derſelbe Articul auff ferner Erkundigung/ und Vergleichung zwiſchen ihr und Pfingſten eingeſtellet ſeyn.

So iſt auch zwiſchen hochgedachtem Hertzog Heinrichen und denen von Braunſchweig abgeredt und bewilliget daß hoch- und vielgedachtem Hertzogen Heinrichen/ und S. F. G. Erben und Erbnehmen die Meybede/ Herbſtbede/ Kühbede/ Haberbede/ Tormanß- und Jäger-gelt/ wie das jetzo genommen werd/ gelaſſen werden ſollen.

Belangend aber die wöchentliche Dienſte/ iſt beredet/ und bewilliget/

ANNO 1553. willtiget / daß dero von Braunſchweig und ihrer Bürger / auch ihrer Kirchen / Klöſter und Hoſpital Meyer von den Wonhöfen / ſo denſelben zinßpflichtig ſeyn / Hochgedachten Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben wöchentlich nicht mehr als einen Tag dienen ſollen / weiters Dienſt S. F. G. Vögte und Amptleut nach ihrer Gelegenheit auszutheilen und zu gebrauchen Macht haben ſollen / wann und welche Zeit ihnen das am bequemſten und beſten iſt; Es ſollen auch dieſelben Dienſte den Leuten zu rechter Zeit angeſagt und verkündiget werden / alles einem jeden Theil an ſeinen Privilegien / hergebrachtem Gebrauch / Ober- und Gerechtigkeiten unſchedlich.

Darzu will und ſoll hochgedachter Hertzog Heinrich die gnedige Verſehung thun / daß die Leute an den Oertern / da Dienſt-Geld genommen würdet / von wegen der Dienſte ſich mit Fugen nicht ſollen zu beſchweren haben / nachdem die andern Land-Stände zu Ablegung jetziger Hertzog Heinrichs / und des Fürſtenthumbs Schulden / die ſich dennoch über dreymalhundert tauſend Gold-Gülden nicht erſtrecken ſollen / etliche Schatzungen / als nemblich die doppelte Land-Steur / Schaff- Kirchen- Biet- oder Pfennerſchatzung / Scheffel-Gelt / Vier-Zieſe / und den dritten Pfenning von allen jährlichen Gelt- Zinſen eingeräumet und bewilliget / darzu auch einen Ausſchuß verordnet / durch welchen ſolche Schatzung eingenommen / und die Schulden abgelegt werden ſollen / und aber die von Braunſchweig ſich des Scheffel-Geldes / Vier-Zieſe und dritten Pfennings der Gelt-Zinſe zum höchſten beſchwert und gewegert / iſt dieſer Artickul dahin gerichtet / daß Hochgedachter Hertzog Heinrich fürderlichſten und zum längſten zwiſchen hier und nechſtkommenden Faſtnacht der Land-Stände verordneten Ausſchuß gegen Soltdalen zuſammen beſchreiben ſollt / allda die von Braunſchweig aus ihrem Mittel auch etliche / ſo darzu genugſamb Befelch haben ſollen / ſich mit denſelben Ausſchuß nacht aller Nothdurfft zu unterreden / der vergangenen und künfftigen Schatzungen Rechnung zu legen / und auch die Wege zu vergleichen / dardurch den oben ausgedruckten Schulden der dreymal hundert tauſend Goldſt. mit wenigſter Beſchwerung könne oder möge abgeholffen werden / doch daß ſich ſolche Wege / ſo etwa bedacht werden mochten / mit den zuvor bewilligten Steuern in der jährlichen Summa ungefehrlich vergleichen / im Fall aber / daß ſie mit dem Ausſchuß nicht durchaus auff eine richtige einhellige Meynung kommen / ſondern in einem oder mehr Puncten discordiren und zweyfaltig bleiben würden / ſoll ein jeder die vorgelauffene bedencken / zurück und an die gelangen laſſen / von denen er zum Ausſchuß verordnet / und ſich bey denſelben weiters Beſchids erholen / und alsdann auff einen beſtimten Tag wieder zuſammen kommen / die Stimmen gegen einander halten und endlich ſchlieſſen.

Es hat aber dannoch hochgedachter Fürſt / Hertzog Heinrich bedinget / daß S. F. Gnad. mittler weil / und biß zu ſolcher Vergleichung von der Land-Stände beſchehener Bewilligung des Scheffel-Geldes / Vier-Zieſe / und dritten Pfennigs von den Geld-Zinſen / dieſelben einzunehmen nicht begehen haben wollen.

Do auch in künfftigen Zeiten / und nach Ablegung der jetzigen Schulden / ſolche Landes Obliegen und Noth fürfallen würden / die ferner Contribution und Schatzungen bedürffen werden / ſo wollen der von Braunſchweig auf gewöhnlich Erfordern / neben andern Land-Ständen auff den Land-Tägen erſcheinen / die vorſtehende Sachen / Noth und Obliegen mit dem beſten bewegen / auch rahten / ſchlieſſen und helffen / daß jederzeit dem Landes-Fürſten und dem Lande zum beſten kommen und gereichen möge.

Die Land-Täge aber ſollen / wie es von Alters in Ubung und Gebrauch geweſen / da ſonſten nicht andere ehehaffte Urſachen fürfallen würden / zu jederzeit zu Saltdalen gehalten werden / und einer aus deren von Braunſchweig Mittel nicht allein zu jetzigem / ſondern auch zu künfftigen Ausſchuſſen jederzeit gezogen / und einem jeden ſein Stimm oder Votum frey / unbeſchatzet / und ohne Furcht einiger Ungnade / einzubringen geſtattet und nachgelaſſen werden. Und ſo offt gedachten Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben von denen von Braunſchweig neben andern Ständen des Fürſtenthumbs Steuer und Schatzungen eingeräumet und bewilliget werden / ſollen ihnen und gemeiner Landſchafft ſemptlichen dagegen Reverſal ungefehrlich in alter gewöhnlicher Form / oder wie man ſich derhalben einer Notell am füglichſten vergleichen kan / zugeſtellet und gegeben werden. Mit den Verſchen oder Buß-Gelt ſollen dero von Braunſchweig Meyer vor andern Hertzog Heinrichs Unterthanen nichts ausgenahmlet oder beſchweret / ſondern darinn allenthalben gebührliche Gleichheit und ungefährliche Maß gehalten werden.

Es ſollen auch dero von Braunſchweig Meyere und Unterthanen in den Gerichten / die ſie jetzo haben und künfftiglich haben und behalten werden (wie von Alters) des Landes-Fürſten halber / mit Beden und Dienſten verſchonet / und unbeſchweret bleiben / und iſt auch weiter beredt / daß die von Braunſchweig / alsbald des Gerichts Eichs / gegen Erlegung des Pfands- und Kauff-Geldes / als nemblich 5000. Gold-Gülden / die ſie von der Betrags-Summen abziehen ſollen / abtreten / und S. F. G. mit Wiederherausgebung darüber einhabender Verſchreibunge wiederumb einantworten ſollen und wollen: wiewohl auch hochgedachter Hertzog Heinrich die Gerichte Aſſenburgt und Becheln / gleichergeſtalt wie das Gericht Eich / als wiederkeufflich / oder wiederlöſlich / angeſprachen / ſo haben doch die von Braunſchweig daran kein loß- oder Wiederkauffs gefländig ſeyn wollen / derhalben S. F. G. vor ſich und ihre Erben ihnen daran alle und jede Sprüch und Forderung / Action, Mittel und Wege / ſo denſelben von rechtswegen gebüren können / dagegen vorbehalten / wie dann alſo S. F. G. ihre und derſelbigen Erben dieſelbe hiemit ausdrücklich vorbehalten haben wollen: was auch S. F. G. in oder an der Stadt Braunſchweig für Gerechtigkeiten zu haben vermeynen / darzu ſollen S. F. G. alle ihre Actiones / Forderung und Zuſprüche hiemit auch reſervirt / und mit nichten abgeſchnitten oder begehen ſeyn.

ANNO 1553.

Als auch von Hertzogen Heinrichen angezogen / daß die von Braunſchweig zu Verſchreibung und Abbruch S. F. G. Jurisdiction, und hohen Fürſtl. Obrigkeit ein Statut aufgerichtet haben ſolten / daß kein Bürger bey Straff 200. fl. an S. F. G. appelliren / oder ſich berufen ſolle / und aber die von Braunſchweig zu Erhaltung ſolches Status allerley Fundamenta und Gegen-Rede fürgewendet / ſonderlich daß es über hundert Jahr und viel jünger in ihrer Stadt dermaſſen ſolte hergebracht / und von ihnen nicht neu erdacht oder gemacht ſeyn / welches doch ihnen von Hertzogen Heinrichen keines wegs geſtanden würdet / ſo iſt dieſer Artickul auff beſtmahl ausgeſetzet / und jedem Theil ſein Jus, Action und Gerechtigkeit nach ſeiner Gelegenheit / zu Rechten zu gebrauchen vorbehalten / doch auch einem jeden Theil an ſeinen Rechten / Gerechtigkeiten und Obrigkeit mittlerweil unvorgreifflich. Es ſollen auch die von Braunſchweig Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben und J. F. G. Verwandten / Geiſtlichen und Weltlichen / an ihren Renten / Zinſen und Gefellen / nun der That und auſſerhalb Rechtens / keine Verhinderung thun oder thun laſſen / in keinerley Weiß oder Wege / desgleichen S. F. G. hinwiederum gegen denen von Braunſchweig und den ihren / auch nicht anders thun will und ſoll / in alle wege / ein Theil dem andern / auch allen derſelben Unterthanen und Verwandten wieder mennigklichen / deſſen er zu Rechte mechtig ſeyn kan / gebührliches Rechtens verhelffen / und ſich in keinerley geſtalten ſchein darwider ſchützen oder auffhalten.

Belangend die Güter St. Ægidii, ſollen eines jeden Theils Curatores in dem Beſitz und Auffnahm ſolcher Güter / Rente / Zinſe / Zehenten und Malter bleiben / wie die ſechs nechſte vergangenen Jahr hero geweſen / und mittler weil durch beyder Theile Handlung und Vergleichung vorgenommen werden / wie es hinführo mit ſolchen Gütern / Renten und Zinſen gehalten ſoll werden: dieweil die von Braunſchweig auch fürgeben / daß ihnen der halbe Theil der Vogtey / Gericht / Freyheit und Gerechtigkeit in der Burg und auff dem Berget St. Cyriaci in- und vor der Stadt gelegen / zuſtendig / und daß ſie lange Jahr in poſſeſſione vel quaſi ſolches halben Theils geweſen ſeyn / auch jederzeit einen Vogt neben Hertzog Heinrichs verordneten Vogte gehabt haben ſollen / deſſen aber Hochermelter Hertzog Heinrich nicht geſtendig / haben ſie bewilliget / zum förderlichſten von zweyen Prælaten / zween von der Ritterſchafft / zweene von den Städten dieſes Fürſtenthumbs / deren ſie ſich alsbald vergleichen ſollen / ihre lange hergebrachte Poſſeſſion vel quaſi, wie ſichs gebühret / zu beſcheinen und auszuführen / mittler weil aber auch einem jeden Theil an ſeinem Gebrauche / wie er den herbracht haben mag / auch Rechten und Gerechtigkeiten unnachtheilig und unvergreifflich.

So will auch Hertzog Heinrich gnädiglich verhalten / daß in der Kirchen S. Blaſii vor obgemeldter Vergleichung der Religion-Sachen durch Enderung der Ceremonien zum Aufflauff oder Rumor des gemeinen Mannes kein Urſach gegeben werden möge.

Des Gleytens halben iſt auch beredt / daß Hertzog Heinrich durch die Land-Wehr biß an die Schlag-Bäume vor der Stadt Thor gleyten möge / darzu die von Braunſchweig S. F. G. und derſelben Erben keinen Eintrag thun ſollen noch wollen / was aber das Gleyten in- und durch die Stadt belanget / iſt beredet / daß beyde Theile zwiſchen hie und nechſten Oſtern zuſammen kommen / und darüber ſich ferner gütlich vereinigen und vergleichen ſollen / doch mittler weil jeden Theil an ſeiner Gerechtigkeit in alle wege unſchedlich; Es ſollen aber S. F. G. des Raths und der Stadt Braunſchweig Feinde und Widerwertige in der Land-Wehr nicht ſichern noch gleyten.

Wann auch denen von Braunſchweig in viel hochgedachtes Hertzogen Heinrichs Lande / von den Amptleuten zu Mordern / Reubern / Dieben und andern Ubelthätern gebührliches Rechtens verholffen mag werden / wie dann ſeine Fürſtl. Gn. daſſelbige ſtets ernſt und beſtens Fleiß zu verordnen / und zu beſchien urbörig / ſo ſollen ſie dieſelben an den Oertern / da ſie angetroffen / den Gerichten überantworten / und daſelbſten wider ſie mit Rechte verfahren / das ihnen auch zum ſchleunigſten mitgetheilet ſoll werden / im Fall aber / daß ihnen ſolche rechtliche Hulffe geweygert / oder / wie ſichs gebühret / nicht mitgetheilet werden wolte / als doch mit nichten zu befahren / ſoll ihnen an ihrem Privilegio nichts benommen / ſondern daſſelbige / wie von alters zu gebrauchen / vorbehalten ſeyn / doch S. F. G. auch an ihrer Landesfürſtlicher Hoch- und Oberkeit unſchedlich.

Und dennoch ſich auch etlicher Scheſerey halben in dem Fürſtenthumb zwiſchen beyden Theilen Irrung erhalten / hat Hertzog Heinrich bewilliget / derohalben ein ſolches gebühret. Einſehen zu thun / daß in denſelben mit dem Treiben eine gebührliche Maß gehalten werde / und die Aemuth auch derowegen unverdorben bleiben möge / wo aber darüber Irrung vorfiele / oder ein Theil den andern unbeſprochen nicht laſſen könte / ſoll es in der Güte oder zu Rechte ausgeführet / und mit der That deshalben nichts fürgenommen noch attendirt werden.

Der

ANNO 1553.

Der Weg bey der neuen Brücken soll den Oerstern grossen und kleinen Zoll / Neunling / Wittner und Sömmer / und denen von Braunschweig / so der Oerter zu schaffen haben / nye von alters / offen und unversperret bleiben / doch daß dahin keine zollbahre Güter geführet / gezogen oder getragen werden / darauff die von Braunschweig neben Hertzog Heinrichs bestalten Dienern durch die ihren gute ordinung / und wo jemande straffbar befunden / denselben anhalten / und zu der Gebühr weisen lassen wollen.

Es sollen und wollen auch die von Braunschweig S. F. G. die Kosten nun den Siegeln / Brieffen / Registern und Urkunden / so darumben seyn / und in annehmung des Hauses Wolffenbüttel befunden / und bey ihnen von Johanns Friedrichen / Hertzogen zu Sachsen / und dem Lond-Grafen zu Hessen deponirt worden / gegen S. F. G. gnugsamben Schadloß-Brieff / von dato an zu rechnen / in Monats Frist wiederumb geben / zustellen und zuuerwarten.

Weiter ist auch beredet und vertragen / daß die von Braunschweig / viel- und hochermeldten Fürsten / Hertzogen Heinrichen / S. F. G. Erben und Erbnehmen / für alle die Kosten und Schaden / die sie S. F. G. und derselben Clöstern und Kirchen Kniershausen / Steterburg / Cyriaci und andern S. Fürstl. Gn. Geistlichen und Weltlichen Käthen / Dienern / Verwandten und Unterthanen in- und ausserhalb bisshero geführter Kriegs-Handlung zugefüget haben sollen / 80000. Thaler auf fünff Termine / als nemlich 20000. Thaler / auff nechstkünfftigen Mitten Jahrs-Tag / daran die obbestimbte 5000. Gold-Gülden / laut derhalben gesetzten Articuls / abgezogen werden sollen / und folgendes im Jahr / wenn man der wenigere Zahl 55. schreiben wirdet / abermahls auf den neuen Jahrs-Tag 15000. Thaler / und dann auf den neuen Jahrs-Tag des 56. Jahres wiederum 15000. Thaler / item folgendes im 57. Jahr abermals auf den neuen Jahrs-Tag 15000. Thaler / und dann letzlich im 58. Jahr der wenigern Zahl / nach der Geburt Christi zu rechnen / zu Entrichtung des letzten Termins / und vollkommener Bezahlung bestimbter Vertrags-Summen / die übrigen 15000. Thaler jedesmals zu Wolffenbüttel gegen gebührliche Quittung entrichten und bezahlen sollen und wollen.

Dagegen wollen S. F. G. alsbald nach vollzogenem Vertrag alle ihre obangezogene Schaden / auch alle und jede Proceß / so derhalben S. F. G. am Keyserl. Cammer-Gerichte fürgenommen / zusambt dem ihren-Gerichte gnedigklich fallen lassen / cassiren und annulliren / auch daran und darob seyn / daß alle S. F. G. Geistliche und Weltliche Unterthanen / Käthe / Diener und Verwandten / sonderlich aber der Abt und Convent des Closters Kniershausen / Domina und Convent zu Steterburg / und die Capitula-Herren S. Cyriaci ihre fürgenommene Proceß und an obgezogene Schaden gleicher gestalt fallen lassen / und sich derselben begeben sollen.

Dergleichen wollen die von Braunschweig die Ihrigen / so in diesen Kriegen und Irrungen beschediget seyn mögen / auch zu frieden stellen und contentiren.

Und weiter / so hat auch Hertzog Heinrich bewilliget / daß S. F. G. bey ihren Beampten gnedigklich verfügen und verordnen wollen / daß dero von Braunschweig und ihrer Bürger Meyer mit Gewalt wider sie nicht erhalten oder gestrecket werden sollen / doch daß die von Braunschweig hinwiederumb sie / über ole Herkommen und Gebrauch / mit den Mallern und Zinsen / zur Unbilligkeit nicht steygern / auch sollen und wollen die von Braunschweig die Meyer- und Kocht-Höfe ungerissen und ungetheilet lassen.

Hertzog Heinrich hat auch bewilliget / daß S. F. G. die Bürger von Braunschweig / so von S. F. Gn. Lehen haben / wiederumb nach den Fällen belehnen wollen / und daß sie mit der Lehen-Wahr wider die Billigkeit und alten Gebrauch nicht beschweret werden sollen.

Was sich auch ein Theil gegen dem andern / oder desselben Unterthanen / Bürgern und Verwandten in Brieff und Siegeln sonsten verschrieben oder verpflichtet hätte / solches soll er in allewege zu halten / und würcklich zu vollstrecken schuldig seyn / doch alles jeden seiner rechtlichen Einsage / Beheff und Execution unbenommen.

Es sollen auch alte und neue Gefangene gegen einander / ohne Rantion oder Entgeld / auff vorhergehende alter gewöhnliche Uhrfehde / frey und los gelassen werden.

Item Hertzog Heinrich soll und will auch ob den Straßen / daß dieselben rein bleiben / bestes Fleisses halten lassen / und die von Braunschweig in- und durch das Fürstenthumb wider Recht nicht aufhalten / sondern frey und sicher passiren lassen / dergleichen sich die von Braunschweig gegen Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Unterthanen auch verhalten sollen und wollen.

Und letzlich so soll und will auch Hertzog Heinrich / was S. F. G. denen von Braunschweig und ihren Bürgern / an liegenden Gütern / Zehenden / Zinsen / Renten und Gefällen / so ihnen von rechts wegen gebühret / und in diesen Kriegs-Handlungen eingezogen haben mögen / wiederumb folgen lassen und zustellen / allein daß S. F. G. die bißanhero besagte Schatzung darvon eingelassen oder erstattet werden.

Und hiermit sollen alle Irrung / Gebrechen / Speen / Feindschafft / Gram und Zuwiderwillen / so sich bißhero zwischen beyden Theilen / obgemeldter Sachen halben zugetragen und erhalten haben / oder sich solcher verlossener Handlung halben noch zutragen möchten / gäntzlich todt und aufgehoben seyn.

Dieweil aber auch etliche Articul hiermit zuvertragen geblieben / oder auch hinführo die Partheyen / Speen und Irrung gegen einander gewinnen möchten / ist beredet / daß dieselben gütlich oder im Rechten / vermög der Austräg / so sich zwischen Hertzogen Heinrichs Herren Vattern / hochlöbl. Gedächtnüß / und den Ständen dieses Fürstenthumbs / Anno der wenigern Zahl fünff / bewilliget worden / oder nach Inhalt der Reichs-Ordnung / wie das einem jeden Theil am besten gelegen / entschieden werden sollen / und soll dem beschwerten Theil von den gesprochenen Urtheilen an das Kayserl. Cammer-Gericht zu appelliren / frey und unbenommen seyn / ohne das soll sich hinfürter ein Theil gegen dem andern ruhig und friedlich erzeigen / und aller thetlichen Handlungen enthalten. ANNO 1553.

Es sollen auch alle und jede beyderseits Räthe / Unterthanen / Diener / Verwandten / Angehörige und Kriegs-leute / so alle dieser obberührter Sachen halben / die sich jetzterm beyden Theilen zugetragen / in einem Wege verdacht seyn / oder darzu Rath / That / Hülff / Beystand / Fördernüs oder Fürschub gethan haben möchten / sonderlich auch Gramm von Botmer / und Bartold von Honrod / desgleichen auch Conrad Meute in diesem Vertrag / derselben zu geniessen / und aus sorgen gelassen seyn / und sollen die Schmalkaldischen Bunds-Verwandten / so S. F. G. am Keyserl. Cammer-Gerichte fürgenommen / oder noch fürnehmen möchten / in diesen Vertrag nicht verstanden werden / und wo sichs in künfftigen Zeiten zutrüge und begäbe / daß der Landesfriede / oder auch die von Braunschweig / von jemands unbillig überzogen oder bestritten würden / und der Feind sich am Rechten nicht benügen lassen wolte / so soll einer bey dem andern Herrn und Unterthanen / trewlich halten und zusetzen / und zu derselben Erretzung an ihme nichts erwinden lassen / wie solches von alters üblich und gebräuchlich gewesen.

Und wir von GOttes Gnaden / Heinrich der Jünger / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg / ꝛc. und wir Bürgermeister / Rath und Gemeine der Stadt Braunschweig / vor uns / unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen / bekennen und thun kund hiermit öffentlich in diesem Briefe gegen allermenniglich / daß dieser obgeschriebener Vertrag aus unser beyder Theile wohlbedachtem Muth und gutem Wissen und Willen / durch die obbenelchte Hendler / Bohuslo Felix / Herrn zu Hassenstein / Georgen Fuchsen / Erasmussen Ebener / Henrichen Landtmann / Christoffen Trautenbuel / Johann Reichen / Tile Brandes / Hansen Kruphoff / Johannsen Koch / Gieseler / Schwanenflügel / Abel Bornemann / Hildebrandt Elvede / und Johann Olemann bethedinget / aufgerichtet und beschlossen ist.

Und wir / unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen sollen und wollen dem auch und jeden seinen Articuln / Punkten / Effecten und Meynungen bey unsern Fürstlichen Würden / auch wahren Worten und Treuen / an Eydes-statt / stet / fest und unverbrüchlich halten und vollstrecken / dagegen uns nicht freyen / schützen / reliviren / noch fürtragen sollen / einige Geistliche oder Weltliche beschriebene Rechte / Behelff / Exception / Ausflüchte / den Grund / Privilegium / Constitution / Reformation / Satzungen / Gelept / Verbündnüß / Gebot / Verbot / Burg- oder Landfriede / seine Absolution oder Rescript der Päbste / Röm. Kayserl. oder Königl. Majestät wie die genannt / jetzo aufgerichtet / gegeben oder erlangt seyn / und werden möchten / dann wir uns derselben / aller und jeder / jetzo alsdann / und dann als jetzo / hiermit ausdrücklich verzichen und begeben / dieselbe weder in noch ausserhalb Rechtens hierwider nit zu gebrauchen / Gefehrde und Argelist hierinnen gäntzlich vermieden / und ausgeschlossen / in alle wege getreulich und ungefehrlich. Und des zu wahrer Urkund / stäter und vester Haltung haben wir Hertzog Heinrich / unser Fürstlich Insiegel / und wir Bohuslo Felix / Herr zum Hassenstein / George Fuchs / Erasmus Ebener / Heinrich Landtmann / Christoph Trautenbuel / Johann Reich / Tile Brandes / Hanns Kruphoff / Johann Koch / Gisler Schwanenflügel / Abel Bornemann / Hildebrand Elvede / und Johann Olemann / als die Hendler / unsere angeborne und gewöhnliche Pitschafften / und wir Bürgermeister / Rahe und Gemeine zu Braunschweig unser Stadt-Insiegel an diesen Vertrag / deren zwey gleichlautend / gegeneinander aufgerichtet / und jedem Theil einer zugestellet worden ist / wissentlich thun hengen. Geschehen und gegeben zu Wolffenbüttel am Freytag nach Galli / den 20. Tag Octobris nach Christi Geburt im 1553.

Hertzog Heinrich j. B. u. l.
mein Hand.

XXVIII.

Endlicher und Ewiger / Göttlicher Haubt-Vertrag zwischen Churfürst Johann Friedrich zu Sachsen an einem / und Hertzog Heinrich den Jüngern zu Braunschweig am andern theil / über alle Unfreundschafft / Krieg / und an der Cammer zu Rechte anhängigen Zuspruchen und Forderungen. Aufgericht zu Weymar / Donnerstags nach Allerheiligen Anno 1553. 2. Nov.

[HORTLEDER, von Ursachen des Teutschen Kriegs. Tom. I. Libr. IV. Cap. LVI. pag. 1946.]

ANNO 1553.

C'est-à-dire,

Transaction & Accommodement amiable, final & perpetuel, entre JEAN FREDERIC *Electeur de Saxe, &* HENRI *le jeune, Duc de Brunswich, sur toutes leurs précedentes Inimitiés, Guerres, Demandes, Prétentions, & Causes pendantes en Litige devant la Chambre Imperiale de Justice. Faite à Weimar le Jeudi après la Fête de tous les Saints 1553.*

VOn GOttes Gnaden / Wir Johans Friedrich / der Elter / Hertzog zu Sachsen / und geborner Churfürst / Landtgraff in Düringen und Marggraff zu Meissen / und von derselben Gnaden / wir Heinrich der Jüngere Hertzog zu Braunschweig und zu Lüneburg / ꝛc. Bekennen und thun kund gegen männiglich / Nachdem sich zwischen uns / Hertzog Johann Friderichen / auch andern unsern damalen Eynungs-Verwandten Ständen / an einem / und uns Hertzog Heinrichen / anders Theils / beschwerliche Krieg und anders zugetragen / derwegen auch zwischen uns grosser Widerwill / Unfreundschafft und Mißverstandt / eine lange Zeithero sich erhalten haben / und wir Hertzog Heinrich / gedachten Hertzog Johann Friderichen am Keyserlichen Cammer-Gerichte Rechtlichen verklagt und fürgefaßt / und aber dem Reich Teutscher Nation unserm geliebten Vaterlande hieran nun höchstes gelegen / daß darinnen alle Unei nigkeit / Widerwillen / Feindschafften / Mißtrawen und Mißtrawen unter den Ständen aufgehaben / und an statt derselben / wiederumb rechte Vertrawen / Friede / Ruhe und Einigkeit eingepflantzet / auffgerichtet und erhalten werden möge / so haben wir uns aller und jeder obangezogener Spen / Irrungen / Widerwillen / Unfreundschaffe / Mißverstands / und was wir deßhalben gegen einander vor Action, Anspruch und Forderung haben mechten / mit wolbedachtem Muth / gutem Rath / und aus rechter Wissenschafft / endlich und eintrechtlich / in der güte / mit einander vereiniget / vergliechen und vertragen / und thun das also / hiermit und in krafft dieses Briefes dergestalt:

Zum Ersten / sollen und wollen wir alles dasjenige / das einer gegen dem andern mit Worten und Wercken gehandelt haben mag / einander aus Christlichem Gemüth / nach dem Befelch Gottes / vergeben und vergeihen.

Zum andern / so sollen und wollen wir Hertzog Johann Friderich und unser Erben und Erbnehmen / ermelten unsern lieben Oheimen / Hertzog Heinrichen zu Braunschweig und Lüneburg / und seiner Lieb Erben / zu Bestärckung solcher Versöhnung und weitern Uneath zu verhüten / Zweintzig tausent Thaler auff zween Termin / nemlich / Zehen tausent Thaler / im scheierstkünfftigen Leipzigischen Neuen Jahrs-Marckt / des vier und fünffzigsten Jahres / der wenigern Zahl. Und denn die übrigen Zehen tausent Thaler / im nechst darnach folgenden Leipzigischen Ostermarckt jedesmals daselbst zu Leipzig / gegen gebührlicher Quittantz / ohne einige verlängerung oder Auffflucht / erlegen / entrichten und bezahlen.

Zum dritten / so ist in diesen Vertrage abgeredt und bedingt / daß wir Hertzog Hans Friderich und unsere Erben / gedachtes unsers lieben Oheimen Hertzogen Heinrichs von Braunschweig / offentlichen / und abgesagten Feinden / mit Rathen oder Thaten kein Hülff noch Beystand leisten wollen noch sollen. Welches wir Hertzog Heinrich gleicher gestalt / und in aller massen / wie obsteht / auch gentzlichet und zugesaget / sondern vielmehr ein Theil gegen dem andern sich in diesem Fall und sonsten in allwege / des heiligen Reichs-Ordnung / Abschieden und Landfrieden gemäß verhalten.

Ob auch befunden würde / daß etliche unsere / Hertzog Johann Friderichs Ehenente / Unterthanen / und Verwandte / sich wider unsere beschehenes offen Außschreiben / zu auffwertigen Diensten / in Krieg begeben / so wollen wir / vermöge jetzgedachtes Außschreibens / uns gegen ihnen mit gebührlicher Straff erzeigen.

Wir wollen auch unsere / Hertzog Johann Friderichs / Unterthane / und sonst / nicht hindern / sperren noch verbieten / daß aus unserm Land und Fürstenthumb / unsern lieben Oheimen / Hertzogen Heinrichen / und seiner Lieb / zuförderst aber der Röm. Königlichen May. unsers allergnädigsten Herrn / und der andern Fränckischen Eynungs-Verwandten Kriegs-Volcke / allerley Proviant / und Nothdurfft / und gebührliche Bezahlung zugeführet und verstattet werden möge.

Hinwieder sollen und wollen auch Wir Hertzog Heinrich von Braunschweig und Lüneburg / unsers lieben Oheimen / Hertzog Johann Friedrichs Ehenenten / Unterthanen und Schutz-Verwandte / mit jetzigen oder andern unsern Kriegs-Volck / nicht vergewaltigen / beschweren / oder jemands solches zu thun verstatten / sondern / und gebührliche bezahlung / friedlich durch passieren lassen / welches wir also gewilligen und versprechen.

Zum vierdten / nachdem in jüngst zwischen uns Hertzog Heinrichen / und unsern Unterthanen von Braunschweig auffgerichten Vertrage / unter andern versehen ist / daß nachmals von unsern lieben Oheimb / Hertzog Johann Friedrichen / denselben / ANNO 1553. Braunschweig / gegen dessen Revers und anstatt deß / ein genugsame Quittantz erlangt werden sol / daß sie die hierüber / Küssen / sampt darinnen enthaltenen Brieff / Siegel / Urkunden / Registraturen / und Verzeichnussen / so bey ihnen durch uns Hertzog Johann Friderichen und dem Landtgraffen zu Hessen / nach eroberung des Hauses Wolffenbüttel verpitschiert / hintersetzt und deponirt worden seyn / uns Hertzog Heinrich wiederumb zustellen sollen:

So wollen wir Hertzog Johans Friederich solche Quittung / nochmals unweigerlich von uns geben / wie wir dann auch dieselbe offermanten unsern Oheimen / Hertzog Heinrichen zustellen / mit dem erbieten / ob nochmals Mangel daran seyn solte / oder von denen von Braunschweig nicht vor genugsam angenommen werden / daß wir alsdann solchen Mangel / oder ungenugsaahent erstatten / und in allewege so viel an uns befördern wollen / daß unser Oheimb Hertzog Heinrich / berührte Brieff und Siegel ꝛc. wieder bekommen und derselben habhafft werden möge.

Zum fünfften / so sollen alle und jede unsere beyderseits Räthe / Diener und Unterthanen / so dieser oberechten Irrungen und Sachen halben / in einigen Wege verdacht seyn / heimlich oder öffentlich / darzu Rath / That / Hülff / Verstand / Förderung und Fürschub gethan haben mögen / in diesen Vertrage mit eingezogen / und aus sorgen gelassen / desgleichen auch unser beyderseits Gefangene / ihrer beitrickung / oder Gefängnissen / gegen einander / ohne Entgelt ledig gezehlet / und also durch diesen Vertrag / alle obangeregte Spen / Irrungen / Mißverstand / unfreundlicher Wille / action, Forderungen / und Sachen / die sich bisher zwischen uns / und beyderseits unsern Unterthanen / Räthen und Dienern derhalben erregt / fürgenommen und erdacht werden mechten / gänzlich vertragen / auffgehoben / todt und ab seyn / und sich nun hinfort an / ein Theil gegen dem andern / nichts anders / dann alles freundlichen guten Willens und was einer dem andern nach Inhalt deß Reichs-Ordnungen und Landfriedens zu thun schuldig ist / endlich zuversehen haben.

Dieweil auch wir Hertzog Heinrich / dem mehrgedachten unsern Oheimen Hertzog Johann Friederichen zu Sachsen / und seinen Rath und Landtsofficirer / Bernhard von Mila Rittern / berührter Sachen / action und Gebrechen halben / am Kayl. Cammer-Gerichte (wie obgemeldet ist:) mit Recht beklagt und fürgenommen / so wollen wir solcher unserer Rechtfertigung / causis & actionibus, ausdrücklichen renunciren, uns derselben verzeihen und begeben. Wie wir dann auch solch renuntiation, in krafft dieses Briefes / gethan haben / und noch stracks an berührtem Cammer-Gerichte / von unsert wegen zu geschehen verschaffen wollen.

Und wir obgedachte Fürsten / als Johannes Friederich Hertzog zu Sachsen / und geborner Churfürst / an einem / und wir Heinrich der Jünger Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg / anders Theils / gereden und geloben einander hierauff / vor uns / unsere Erben und Erbnehmen / hiermit in Uhrkund dieses Briefes / bey unsern Fürstlichen Würden / wolhen Worten und gutem Glauben / daß wir beyde / sambt und sonderlich / diesen Vertrag / so viel der einen jeden betrifft in allen und jeden seinen Punicten / Artickeln / effecten, clausulen und Meynungen / stet / vest / retwlich und unverbrüchlich / wie löblichen Fürsten des Reichs wol anstehet / halten und vollziehen sollen und wollen / ohne Beheiff und Ausflucht / wie die Namen haben / oder erdacht werden möchten. Dann wir uns deren allen und jeden / ob die wir angezeigten Worten hierin gesetzt / vertrichen und begeben haben. Begeben uns auch derselben in bestandigster Form / Maß / Weise und Gestalt / wir solches in Rechten / am wahrhafftigsten seyn sol / kan oder mag / hiermit und in krafft dieses Briefes / alles getrewlich / sonder arge List / meine Funde und Gefährde. Und deß zu wahrer Uhrkund / stet- und fester haltung / haben wir offtberurte beyde Fürsten für uns / unser beyderseits Erben und Erbnehmen unsere angeborne Fürstl. Insiegel an diesen Brieff zween gleichslauts / thun hangen / und der jeder Theil einen zu sich genommen / uns unser beyderseits Erben und Erbnehmen / aller obberührter dinge damit zubezeigen und zubefergen. Geschehen und geben zu Weimar / am Donnerstage nach Allerheiligen Tage / nach Christi unsers lieben HErrn Geburt im fünffzehen hundersten und drey und fünffzigsten Jahre.

Jo: Friederich. g. Churfürst ꝛc.
H. H. Z. B. u. L. mein Hand.

XXIX.*

Heydelbergischer Vergleich des Chur- und Fürstl. Hauses Pfaltz wegen der Succession; Wodurch Verordnung geschicht / daß die zu der Chur gehörige Lande nicht zertheilet sollen werden / sondern nach abgang des Churfürstl. Stammes ohne männl. Erben / auf 2. Nov.

die

ANNO 1553. die nechste Simmerische Linien kommen solten; doch sonderlich der Zwey Bruggischen das Grafschafft Lützelstein und andere Güter/ nebst der Simmernischen Antheil an der hindern Grafschafft zu Sponheim/ in diesem fall zugeleget werden. Geschehen Donnerstag nach omnium Sanctorum den 2. Novemb. 1553. [Electa Juris public. curiosa, Contin. pag. 358. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil IV. Absatz I. pag. 662. Où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Pacte de Succession établi & conclu dans la Serenissime MAISON PALATINE, *portant que si la Ligne Electorale masculine vient à manquer, les Biens qui lui appartiennent ne seront point divisés, mais que tous ensemble passeront à la Ligne des* PRINCES PALATINS DE SIMMEREN, *reservé pourtant le Comté de* Lutzelstein, *& les autres Biens adventices qui passeront à la Ligne des* DEUX-PONTS; *& à condition que pardessus cela, les* PRINCES DE SIMMEREN *seront obligés de lui donner de leur propre Patrimoine, pour satisfaction, le Comté posterieur de* Sponheim. *A Heidelberg le Jeudi après la Fête de tous les Saints 2. Novembre 1553.*

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich des Heil. Röm. Reichs Erz-Truchsetz und Churfürst ꝛc. Wir Dz Heinrich/ und wir Wolffgang/ alle Pfaltz-Grafften bey Rhein/ und Hertzogen in Bayern/ ꝛc. Bekennen und thun kund hiermit offentlich/ daß wir uns zeitlich und wohlbedächtlich erinnert haben der güldenen Bullen Käyserl. und Königl. Satzungen/ Decreten/ auch deren von unsern Voreltern/ Pfaltz-Grafen/ Chur-Fürsten löblicher seeliger Gedächtnüß/ über hundert Jahr hero aufgerichten statlichen Ordnungen und Fürschungen/ damit sie nicht allein die von GOtt ihnen befohlene Chur- und Fürstenthumben/ Land und Leut bey ihren Ehren/ Würden und ufrichtigender Wohlfarth erhelten/ sondern auch daß alles fürter also beysammen unzertrennt auff ihr Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten/ wie dann auch solche Chur- und Fürstenthumb/ sammt Land und Leuten dermassen auff weiland unsern freundlichen lieben Brudern und Vettern/ Pfaltz-Graff Ludwigen/ Churfürsten/ ꝛc. seeliger Gedächtnüß/ und nach seiner Liebd. tödtlichen Abgang/ auff uns Pfaltz-Grafe Friedrichen obgemelde/ als jetzregierenden Churfürsten gewachsen/ und fürter nach Ausweysung angeregten gulden Bullen/ Ordnungen/ und zwischen uns aufgerichten Verträgen/ billich machen und kommen soll. Wann wir uns aber dameben auch schuldig erkennen/ daß wir nicht allein obgedachten gulden Bullen/ auch andern heilsamen Ordnungen und Fürschungen/ zu mehrer Aufnehmen und Wohlfahrt dieses Churfürstlichen Hauß der Pfaltz-Grafschafft bey Rhein und zu Bayern/ ꝛc. alles getreuen Fleiß nachzusetzen und zu geleben/ sonder auch dasselbig Ihre Pfaltz-Grafe Friedrich Churfürst/ die Zeit unserer Churfürstlichen Regierung aller Möglichkeit gethan/ und wir andere nach Vereidnung des Allmächtigen nicht weniger zu thun begierig und genaigt seyen/ so haben wir auch solches alles noch fernet bey uns bewogen und bedacht/ daß uns Pfaltz-Grafe Friedrichen Churfürsten ꝛc. von GOtt dem Allmächtigen ein hohes wohlerlebtes Alter mildiglich verliehen/ welches wir auch nach seinem Göttlichen Willen noch ferner wie bißher/ löblich hinaus bringen mögen/ daß auch wir alle bey bis noch mit ehelichen Leibs-Erben von dem HErrn nicht versehen noch begabt seyn/ also daß sich leichtlich zutragen und begeben möchte/ daß wir dieß uns beruffung GOttes ohne derselben ehelichen Leibs-Erben von dieser Welt verfolgen würden/ dardurch nicht allein obgeführter löblicher/ lang und hergebrachten gulden Bullen/ Satzungen/ Ordnungen/ und Fürschungen merckliche Aenderung und Abbruch/ sonder auch zwischen andern unsern geliebten Vettern und Agnaten allerhand Irrungen und Unwillen und Unempörd sambt Zerrettung Land und Leut/ und daraus endliche Verklenerung und Abgang dieß lang und wohlhergebrachten Churfürstl. Hauses der Pfaltz (welches doch der Allmächtig gnädiglich verfüten wolle) erfolgen möchte. Damit aber auf jetzgemeldten Fall/ als da wir obgemelde dieß Chur- und Fürsten/ ohne Hinderlassung ehelicher Leibs-Erben (welches doch alles zu dem Willen des Allmächtigen steht) aus diesem Jammerthal abscheiden würden/ solchem nächsterzehlten beschwerlichen Unrath und Nachtheil begegnet/ sonders aber Zanck und Unwilligkeit/ auch Krieg und Blutvergiessen zwischen unsern nächsten Agnaten und Vettern/ so viel immer menschlich und möglich/ fürkommen/ und dann in Kraffe nechstgedachten gulden Bullen/ Decreten/ Satzungen/ und unser Voreltern löblichen Dispositionen und Ordnungen dieses Churfürstlichen Hauses der Pfaltz sampt Landen und Leuten bey seiner Reputation, Ehren/ Hochheit und Wohlfahrt/ auch zu ihrer unserer nächsten Agnaten und Vettern und derselben Erben und Nachkommen/ Zeiten und künfftigen Regierungen/ da sie darzu/ auff obernandt nechsterzehlten Fall kommen würden/ nach möglichen Dingen/ unzertrennt bey einander behalten/ und darvon dem Heil. Röm. Reich zu gemeiner Wohlfart des geliebten Vaterlandes teutscher Nation so viel füglicher gedient werden möge/ also haben wir der schuldigen Treue nach/ damit wir demselben unserm gemeinen Vaterland/ fürnehmlich aber diesem Churfürstlichen Hauß der Pfaltz/ auch desselben Fürstenthumben/ Landen/ und gehorsamen Unterthanen/ zugewande seyn/ zu Verhütung obangeregten schädlichsten Unraths/ und Pflantzung aller Wohlfarth nicht unterlassen wollen noch sollen/ die Hochgeborenen Fürsten/ Herrn Johannsen Grafften zu Sponheim/ Herrn Friedrichen/ Herrn Georgen/ und Herrn Reinharten/ Vettern und Söhne/ auch Herrn Wolffgangen/ Grossen zu Veldentz/ an statt ihrer Liebden selbst/ und dann als Obersten/ Herrn George Hannß/ allen Pfaltz-Grafen bey Rhein/ Hertzogen in Bayern ꝛc. unser freundliche liebe Vettern/ Söhne und nechste Agnaten/ hiebey zu erfordern und zu beschreiben/ wie auch ihrer aller L. L. in eigner Personen mit sampt gemeldtem Hertzogen Georg Hansen verordneten vorder Vormunderin/ Ludwigen von Eschenau/ dieser Zeit unsers des Churfürsten Greff-Hoffmeister/ auch Job Veltzen Topff von Ockenheim/ Landschreibern zu Liechtenberg/ allhie gutwillig erschienen seyn/ und nun darauff ihren L. L. dero obangezogenen gulden Bullen/ Käyserl. und Königl. auch Churfürstl. Satzungen/ Decreten/ Dispositionen und Ordnungen/ vielfäldig gnädiglich erinnern lassen) und fürter auff den Fall wir dieß (als auff die von weyland des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Ruprechts Römischen Königs/ ꝛc. ꝛc. ältern Sohne/ Herrn Ludwigen Pfaltz-Grafen Churfürsten ꝛc. hocher lobseeliger Gedächtnüß/ in Kraffe jetzermeldter gulden Bullen/ Satzungen und Ordnungen/ auch denen zwischen uns habenden Verträgen/ durch ordentliche Succession und Erbschafft/ die Chur/ sambt Land und Leuthen bißher erblich gewachsen und kommen solle) ohne Hinderlassung ehelicher Mannes-Erben/ nach dem Willen des Allmächtigen von dieser Welt ins Todte/ und also diese Churfürstl. Linie Mannlichen Stammens von Hochermeldtes Königs Ruprechts ältern Sohne/ Pfaltz-Grafe Ludwigen Churfürsten/ unserm Ahnherrn seeligen/ bis auff uns abstergend/ gänzlichen abging/ ihrer aller Liebden wissender Ding/ und uns freundlichem väterlichen/ wohlgeneigten Willen und Zulassung nachfolgender Gestalt und massen endlichen vereint und vergliden/ wie dann wir drey sampt gemeldten unsern Vettern und nechsten Agnaten/ als in ein Hauß der Pfaltz geborn/ zwischen uns und ihrer aller Liebd. aus rechter Zulassung/ und sonst/ solche Vereinigung und Vergleichung zu verschaffen und auszurichten guten Fug und Macht haben. Nemlich aber so soll auff jetz- und mehrbemeldten Fall unser dreyer tödtlichen Abgangs ohne Verlassung ehelicher Mannes-Erben/ und sonst gar nicht ehe/ gedachter unser Vetter Hertzog Hannß/ Grafe zu Spontheim/ ꝛc. oder aber da seine Liebd. baselbs nach Schickung des Allmächtigen auch nit mehr bey leben seyn würden/ alsdann Sr. Liebd. ältester Sohne Lay/ vermög gulduer Bullen/ auch Käyserl. Königl. und Churfürstl. Satzungen/ Decreten und Ordnungen/ unser Chur- und Fürstenthum der Pfaltz-Grafschafft und Hertzogthum am Rhein und zu Bäyern/ wie zur selbigen Zeit befunden/ und von uns erlassen werden/ allesampt ihren Dignitäten/ Würden/ Hohenen/ auch dem Erb-Truchsessen-Ampt/ Vicariat, Mannschafft/ Landen und Leuthen/ beweglichen und unbeweglichen Güthern/ sampt allen ihren Ein- und Zugehörungen/ wie das alles auf uns/ von unsern Voreltern/ Churfürsten kommen ist/ und noch weiters kommen soll/ nichts ausgenommen/ als zur selbigen Zeit ankommender regierender Churfürst/ und maheer rechter ungezweyfelter Erb- und Pfaltz-Grafe/ empfahen/ besitzen und innhaben. Wann es auch obgehörter Massen auff gemelten unsern Vettern/ Hertzog Hansen/ oder Sr. Liebd. ältern Sohne Layen/ also erblich gewachsen und kommen ist/ solls bey demselbigen Manns-Stammen Layen/ so lang derselbig währen würde/ bleiben/ und sollen unsere auch freundliche liebe Vettern/ Hertzog Wolffgang/ Grafe zu Veldentz/ und Hertzog George Hannß/ beede Pfaltz-Grafen/ Gevettern/ auffobgerührten Fall/ unser dreyer Chur- und Fürsten tödtlichen Abgangs/ obwohl beede Ihre Liebd. Liebd. derselbigen Zeit in gleichem oder weiterm Grad/ als gedachter Hertzog Hannß/ oder Seiner Liebd. Söhne Layen seyn würden/ dannoch um Verhinderung suchen/ thun/ noch fürnehmen/ sondern ermeldten Hertzog Hansen/ oder Sr. Liebd. Sohne Layen zu obgemelden Chur- und Fürstenthumen/ Landen und Leuthen ohne einigen Eintrag kommen/ und dobey sie und ihre Mannes-Erben Layen/ so lang derselbig Stamm währet/ ruhiglich ungeirrt bleiben zu lassen/ und dann dagegen gedachten Hertzog Wolffgangen und George Hansen Gevettern auch ihren Erben und Nachkommen/ diese nachfolgende Aempter und Stüter/ welche bis in 12000. fl. jährlichen steuer ledigen Einkommens/ nach hierunten bestimmten jährlichen und leidlichen Anschlag wohl ertragen sollen/ erblich und eigenthumblich gefolget werden/ und zustehen. Als nemlich Schloß/ Statt und Ampt Lutzelstein/ doch unbegriffen unsere Universität zu Heydelberg Satzungen/ vom jetzigen Pabst Julio dem fünfften reformirten Closteren

ANNO 1553.

tzheim und Crayfsbal) mit allen ihren Ein- und Zugehörungen nichts ausgenommen/ darzu auch gemeldter Sponheim zu ewigen Tag kein Sperrung/ Hinderniß noch Eintrag zugefügt noch verstan werden solle/ der Churfürstl. Pfaltz Theil an Guttenberger Gemeinschafft/ das Theil an Alsenz/ das Theil an Wintzenheim zu Wassenburg/ und Cleberg/ und dann Hertzog Hansen Theil an der hindern Grafschafft zu Sponheim/ darinnen begriffen Starckenburg/ Stromburg und Trarbach/ die Stadt und Ampt Bruckenfeld/ Schloß und Ampt/ sambt Frauenberg/ Castellaun Schloß und Ampt/ mit den Voigteyen/ Bronich/ Sonheim/ Winningen/ Dill Schloß und Ampt/ Herstein Schloß und Ampt/ Winterberg Schloß und Ampt/ Ellenbach Schloß und Ampt/ mit allen ihren begriffen/ Ein- und Zugehörungen/ Schaffereyen/ Kellereyen/ Städten/ Flecken/ Dörffern/ Meyerey/ Häusern/ Höfen/ Leuten/ hohen und nidern Ober- und Herrlichkeiten/ Rechten/ Gerichtsbarkeiten/ Wild- Bahnen/ Jägereyen/ Fischereyen/ Geistlichen und Weltlichen Lehen/ Aemtern/ Schatzungen/ Zöllen/ Steuern/ Ungeld/ Freveln/ Bussen/ Fällen und Unfällen/ Wilden/ Weiden/ Wasserlaussen/ Mühlen/ Mühlstäten/ Wayhern/ Wayen/ auch Zehenden/ Renten/ Zinsen/ Gülten/ Gefällen/ Nutzungen/ ob/ auff/ unter der Erden/ nichts ausgeschieden/ wie das alles und jedes auff diese Zeit und in die gemeldte Aempter/ Gemeinschafften/ und Unter-Grafschafft Sponheim zu Hertzog Hansen Theil/ auch alle verzehlte Stuck geordnet und gehörig ist/ darüber auch zu der Zeit sich mehr angeregter Fall zuträge/ ihren beeden Liebd. neben unterzüglicher Einraumung derselben Gemeinschafften und Stuck/ alle Register/ briefliche Uhrkunden/ Rotteln und Verzeichnissen/ so viel deren verhanden/ und das alles besagen thun/ unweigerlich herausgeben/ und überantwort werden sollen/ es wären dann solche Uhrkunden/ so andere Ding mehr/ hierzu nicht gehörig/ besagten/ davon soll ihren L. L. nothdürfftige glaubwürdige Vidimus mitgetheilt/ und die Originalia bey der Pfaltz/allen Theilen zu gnaden/ behalten und verwahrt werden.

Jedoch/ und als die Churfürstl. Pfaltz in Güttenberger Gemeinschafft und zu Alsenz ein besondern gulden Zoll hat/ ist derselbig/aus Ursachen die Pfaltz allein darauff privilegiret und befreyet/ dergestalt ausgenommen und vorbehalten/ daß daran der Pfaltz und sein Hertzog Wolffgangs Liebden/ auch Jeren Pfleg-Sohn/ Hertzog Georg Hansen/ und ihren Erben dasjenig/ so jeder Theil/ vermög Verträg disher in Gemeinschafft an gulden Zollen genossen/ hinfürbaß und zu ewigen Tagen an obgemelten Orthen also haben und empfangen sollen.

Wäre es aber Sach/ daß die oberzehlte Aemter/ Gemeinschafften/ und Stück/ sampt ihren Ein- und Zugehörungen/ Nutzungen/ wie obsteht/ solche bestrebte zwölfftausend Gülden freyes ledigen jährlichen und beständigen Einkommens/ auff nechstvolgenden Anschlag nicht ertragen/ noch erreichen würden/ so sollen alsdann Hertzog Hannß/ oder seiner Liebden ältester Sohn/ welcher zur Chur- und obgedachten Fürstenthumben sampt Landen und Leuten/ wie obgemeldt/ kommen würde/ den Uberstand/ auch sollen zwölfftausend Gülden jährlichen Einkommens mit andern mehr gelegenen Landen und Leuten nachgehenden Anschlag gnädig stätter erblich und unwiederruflich verweisen und abrichten/ als lang und viel beede Hertzog Wolffgang/ und Hertzog George Hannß/ sampt ihren Erben angeregten Uberstands an den zwölfftausend Gülden völliglich und gäntzlich vergnügt und zu frieden gestellt worden seyn.

In fall aber/ dieweil vielgemelte Aempter/ Gemeinschafften und Stück ein mehrers und grössers/ als die benannte zwölfftausend Gülden jährliches Einkommens ertragen würden/ alsdann soll der Veldentzisch Theil und Stamm/ der Sponheimischen Theil und Stammen hinwieder heraus verbunden seyn nach angeregten Anschlag mit gelegenen Landen und Leuthen zu contentiren und zu vergnügen/ so viel als die Aempter/ Gemeinschafften und Stück über die bestimbte Summa der zwölfftausend Gulden vermögen würden.

Und haben sich aller Liebden mit unsern guten Wissen und Willen eines träglichen zumblichen Anschlags/ welcher massen zu der Zeit sich der obgemeldt Fall mit uns theyen nach dem Willen des Herrn begeben würde/ Frucht/ Wein und anders geachte und angeschlagen/ auch Hertzog Wolffgang und Hertzog Georg Hannß und ihre Erben solches anzunehmen/ auch in fall/ wie obsteht/ heraus zu geben schuldig seyn sollen/ nachfolgender Gestalt freundlich und gütlich vergliechen.

Item/ in Ampt Lutzelstein ein Fuder Weins von acht Gulden/ ein Malter Wantzen/ ein Gulden/ ein Malter Rocken an achtzehenthalb Pfund/ ein Malder Haber für einen halben Gulden.

Item/ in Guttenburger Gemeinschafft ein Fuder Weins an sieben Gulden/ ein Malter Korn für ein und zwentzig Albus/ ein Malter Gersten für achtzehenthalben Albus/ ein Malter Speltzen für ein halben Gulden/ ein Malter Habern für ein halben Gulden.

Item zu Alsenz ein Fuder Weins um sieben Gulden/ ein Malter Korns für xx. Albus/ ein Malter Habern für einen halben Gulden.

Item an Weinzehenden zu Weissenburg und Cleberg/ ein Fuder Weins umb sieben Gulden/ und dann in der hindern Grafschafft Sponheim ein Fuder Weins durchaus an vierzehen Gulden/ und in Trarbacher/ Bircken-felder/ Ellenbacher/ und Frauenberger Ampten/ ein Malter Korns an anderthalb Gulden/ ein Malter Speltzen ein Gulden/ und ein Malter Habern ein Gulden.

ANNO 1553.

Aber in Ampten Castellaun/ Dhill/ Horstein und Winterberg/ ein Malter Korns für ein Gulden/ ein Malter Speltz und Haber/ jeder für neunzehen Albus/ vier Pfenning. Und dann durch aus in allen Ampten ein Gantz ein viertheilen Albus. Cappaun um ein und zwentzig Pfenning/ ein Huen um zehen Pfenning/ und zwo Wannen Heirs um ein Gulden.

Und soll jeder Gulden Landläuffig für zwentzig sechs Pfund angeschlagen/ gezahlt und gerechnet werden.

Zu dem sollen auch auf mehr- angeregten Fall bemeldter Hertzog Hannß/ oder Sr. Ldd. ältester Sohne/ welcher kam nach dieser Vergleichung/ und mehr vermeldten Fall/ zu der Chur/ und andern Landen und Leuten/ alß obsteht/ kommen würde/ auch ihrer Ldd. Erben und Nachkommen/ so Pfaltzgraffen und Churfürsten seyn werden/ beeden unsern Vettern/ Hertzog Wolffgangen/ und Hertzog Georg Hansen/ auch ihrer L. L. Erben und Nachkommen/ alle und jedes Jahrs eintausend Gulden jährlicher Pension aus ihren Cammern gegen gemeinsamer gebührlicher Quittung anrichten und bezahlen/ also daß beede Hertzog Wolffgang/ und Hertzog George Hannß/ und ihre Erben über obbemeldte/ auf den bestimmten Ampten und Stucken vermeynte Summen der zwölfftausend Gulden/noch eintausend Gulden obgemeldter Mehrung jährliches freyes ledigen Einkommens haben und empfangen/ doch soll Hertzog Hansen Sr. Ldd. ältesten Sohne/ dero Erben und Nachkommen/ Pfaltzgraffen Churfürsten/ ꝛc. wann sie wollen/ jetztbenannte eintausend Gulden jährlicher Pensionen/ mit zwantzigtausend Gulden Haupt-Guts ablösen. (welche Lösung ihnen ein Jahr lang zuvor verkündt werden soll) in allweg vorbehalten seyn.

Würde sich aber nach Willen und Schickung des Allmächtigen begeben/ daß gemeldter Hertzog Hannß/ Graf zu Sponheim/ sampt allen seinen Söhnen/ Layen/ ehe/ und vor uns Pfaltzgraffen Friedrichen Churfürsten/ ꝛc. oder auch uns Hertzog Ottheinrichen/ oder auch uns Hertzog Wolffgangen/ auch Pfaltzgraffen/ ꝛc. mit Tod abgangen und verfallen wären/ und demnach sein Hertzog Hansen Enckeln eins oder mehr Layen/ mit sampt obgedachtem Hertzog Wolffgangen/ Grafen zu Veldentz/ und Sr. Ldd. Pfleg-Sohne Hertzog Georg Hansen/ oder ihrer Ldd. Ldd. einer/ alß Layen/ unser dieser zeitlichs Absterben/ ohne Verlassung ehelicher Manns-Erbar verlieben würden/ auf solchen Fall soll die Succession und Erbschafft unser Chur- und anderer Fürstenthumben am Rhein und zu Bayern/ sampt allen ihren anhangenden Dignitäten/ Würden/ Præeminenz, Landen/ Leuten/ Nützungen/ allerdings nach Inhalt und Ausweysung der gülden Bullen/ Käyserlicher und Königlicher/ auch Churfürstlichen Satzungen/ Decreten/ Dispositionen/ Ordnungen/ fallen und vererbt werden.

Erstunde aber von wegen solcher jetzvermeldter Succession, Erbschafft und Falls/ ob vielleicht angeregte Guldne Bullen und ander Ordnungen darauf kein lautere Versehung gethan/ oder sonst aus andern Mängeln zwischen gedachtem Hertzog Johansen Enckeln einem/ oder mehr/ und dann Hertzog Wolffgangen/ und Hertzog Georg Hansen/ oder ihrer Ldd. Ldd. einiger Zweifel oder Mißverstand/ welcher Theil und Stamm dem andern in der Succession und Erbschafft fürzuziehen habe/ sollen sie doch deshalben gegen einander (bey Verlust ihr jedes habenden Anspruch/ Rechten und Gerechtigkeiten/ die sie auch ihrem jetzigen Bewilligen und Zusagen nach/ wa ein anders dann erfolgt/ durch ein/ oder mehr fürgenommen/ alsbald/ und mit der That/ ohn ferner Erklärung/ verwürckt haben/ und dasselbig alles dem andern Theil und Stammen zuwachsen soll) zu keiner thätlichen Handlungen/ Beschädigung Land und Leut/ auch feindlichen Kriegen und Blutvergiessen kommen/ sonder solchen Zweifel/ Irrthums und Mißverstands sich zur selbigen Zeit die regierenden Römischen Käyser oder König/ sampt des Heil. Reichs-Churfürsten ꝛc. alß für die solches ordentlicher Weis gehörig/ auf beeder Theil und Stämme vorgehenden gemeinsamen Bericht ordentlich entscheidens lassen/ auch desselben Entscheids/ oder Erklärung friedlich und ruhig erwarten/ und was also erkannt/ verklärt und entschieden wurde/ das sollen sie alsо gutlich annehmen/ und sich desselben ohne Einrede/ oder ohn Weitering wohl sättigen und benügen lassen.

Dann auch einiger Theil oder Stamm dem andern Theil oder Stammen/ zu wider sich vor obbemeldten ergangenen Entscheid/ oder Erklärunge/ der Possession, vel quasi, dieser Chur- und Fürstenthumben mit allen ihren Ehren/ Würden/ Hoheiten auch Landen/ Leuten und Nutzungen/ nicht zu unterziehen/ oder zu nähern habe/ sonder alles ein jeden zu seinen Rechten bevorstehn/ und bleiben mögen/ so sollen in unzerweil/ und bis daß obgehörter Gestalt der entstand/ oder Erklärunge ergangen/ und desselber gemeinsamer Schein und Urkund fürgebracht ist/ vermeldte Chur- und Fürstenthumb der Pfaltzgraffschafft und Herrogthum am Rhein und zu Bayern/ durch die Landstände und Verwandten/ alß neulich hiemden am Rhein/ die zween Prälaten/ Schonau und Ensserthal/ zween Grafen/ drey vom Adel/ die Städt Heydelberg und Bacharach/ sampt Germersheim und Bretheim/ und dann drobey zu Bayern durch die zween Prälaten/ Castell und Spanshard/ drey vom Adel/ die Städt Amberg und Mayrng/ sampt Neuburg vorm Wald/ und Werden/ dem obsiegenden Theil zu gutem versehen/ verwaltet und administrirt werden/ welche auch die Räth/ Amtleut

und

ANNO 1553. und Diener / alß viel von nöthen wurd / und ſeyn mag / in ihren Beſtallungen dem Fürſtenthum verpflicht zu halten / oder wo dern einer oder mehr abgingen / an derſelben ſtatt nothdürftige Verſehung zu thun haben / und fürter die Landſtände / und andere jetzt-vermelte / ſolcher Adminiſtration / nach ergangenem entſcheide und verklärung / demſelben gemäß / was obgemelten Herrſchafften zuerkannt / ihnen / und ſonſt niemand andern / ohne einige Einrede wiederumb abtretten / und ihrer Verwaltung redliche und ehrliche Rechenſchafft zu thun ſchuldig ſeyn ſollen.

Und nachdem zeitmalen auf mehrbanelten Fall die Grafen und Adel / ſo zu angeregter Adminiſtration zu ziehen nicht wohl nahenhafft gemacht werden mögen / wa dann durch uns die Chur- und Fürſten / oder zum wenigſten unſer einem / ehe dann wir von dieſer Welt abſcheiden / dieſelbigen nahmhin nicht benennt / oder verordnet / ſo ſollen unſer des letztlebenden Pfaltzgraffen Churfürſten / dieſer zeit hinderlaſſene Graf-Hoffmeiſter und obriſten Räthe / denen wir auch hiemit deſſen vollkommenen Gewalt und Macht geben / und zuſtellen / ihr fürnehmſte unſerer und der Pfaltz Lehen-Leut und Land-Stände / von Grafen / Herren und vom Adel in ziemlicher Anzahl ſampt etlichen Städten zu beſchreiben haben / mit denſelben den Handel nochdürfftiglich bewegen / rathſchlagen / und fürter aus denſelben nach diejenigen von Graffen / Herren und Adel / auch aus den obbeſtimten Städten ſolche Perſohnen ziehen und nehmen / welche neben gedachten unſern Groß-Hoffmeiſter und Räthen die Adminiſtration zu verſehen geſchickt und tauglich ſeyn.

Und ob der Theil und Stammen einem obgehörter maſſen die Chur- und Fürſtenthum mit allen ihren Würden / Ein- und Zugehörungen / Landen und Leuten / wir obſteht / ſammentlich durch die Römiſche Kayſerliche oder Königliche Majeſtät und Churfürſten zuerkannt werden / ſoll derſelbige Theil und Stammen / dem es alſa ſambtlich mit einander zuerkannt / und in Poſſeſſionem vel quaſi, wie obſteht / kommen iſt / um etwas Vergehung und zu Erhaltung freundlichen Willens / dem andern Theil und Stammen / welchem das alles aber bekannt wäre / ſo viel an und mit Landen und Leuten / ſampt ihren In- und Zugehörungen / nichts ausgenommen / eigenthümblich und erblich einantworten / zuſtellen und übergeben / daraus er obberührter Anſchlag nach 12000. fl. freyes ledigen einkommens ungefährlich haben / nutzen und empfahen möge.

Ob auch der Allmächtig gnug GOtt unſer dreyer Chur- und Fürſten einen / oder mehr mit eheleiblichen Töchtern und Fräulin einen oder mehr muldtäglichen begaben / die wir nach uns verlaſſen würden / alsdann ſollen vielbenelte unſere Vettern ſampt oder ſonder / wie ſich auch derbe obberührte Fäll / oder Erkäntnis in der Succeſſion ihrethalb zutragen werden / (und nehmlich der Theil / ſo an der Chur- und denſelben unſern Fürſtenthumen ſuccediren wurden) zu der Beſtättung und Regierung ſolcher Chur- und Fürſtenthumen / auch Landen und Leuten / nicht kommen noch zugelaſſen werden / ſie haben ſich dann zuvor verſchrieben und verpflichtet / benelchten unſern ehelieblichen Töchtern und Fräulin alles das zu leiſten / zu halten und zu vollziehen / das wir den Fräulin / laut einer beſondern Ordination, künfftiglich zueignen und verordnen werden.

Sollt ſich aber fügen oder zutragen / daß mehrbemelte unſere Vettern / Herzog Hannß und ſeine Söhne / Herzog Wolffgang / Grave zu Veldenz / und Herzog Georg Hannß / auch ihrer Lbd. Lbd. Erben und Nachkommen / alle Jaren / ſampt oder eines Theils Sachen halben / ſo in dieſer Vergleichung zwiſchen ihnen allen aufgericht / begriffen / verſtanden / oder deren anhängig wären / irrig und ſpenig wurden / daß ſollen ſie abermahlin zu keiner thatlichen Handlung oder Weiterungen deswegen gegen einander trachten / noch wachſen / ſonder ſich ſolcher ihrer Spenn und Irrungen / nach Inhalt und Auswerfung der Austrag / ſo beede Sponheimiſche Veldentziſche Stämme nun viel Jahr hero in denen zwiſchen ihnen aufgerichten Theilung und Einungen gehabt / und noch haben / weiſen / vergleichen und unterſcheiden laſſen.

Weiters haben wir auch allerſeits Liebden für ſich / und ihre Erben und Nachkommen vereinigt und vergliechen / was deren eines oder mehr von ihren Landen / Aemtern / Schlöſſern / Städten / Flecken / Dörffern / oder andern Gütern / in andere fremde Hand verpfändet und verſchrieben hätten / oder nochmahlen thun worden / auf künfftige Wiederlöſung / doch denen / oder ihren Erben / die ſolch Löſung Macht hätten / derſelbig Theil von dem / dem es alſo verpfandt oder verſchrieben wäre / dem andern Theil / und ſeinen Erben auf vorgehend Anſinnen und Erſuchen / auch damit dieſelben Verpfändungen aus fremdden Innhaben deſto fürderlicher wieder zu deren Theil einem gebracht / dieſelbig Löſung zu thun / freundlich gunden und zulaſſen / doch vorbehaltlich ihren Lbdden und derſelben Erben / die ſolche Vergundunge thun / zu jederzeit der Wiederlöſung darzu / alß dieſelbigen ſolches von vorigen Pfandhaltern zu thun gehabt / daß auch der ander Theil und Fürſt / dem die Gundung beſchicht / ihren Lbd. und deren Erben darüber nothdürfftige Beſtändnüß und Verſicherung unter ſeinem Inſiegel vor / und ehe er die Einlöſung thut / der Wiederlöſung alſo zu geſtatten zuſtellen ſolle / treulich und ohne Gefährde.

Solches alles und jedes / wie obſteht / haben gemelchte unſere Vettern für ſich / ihren Pfleg-Sohne / ihrer aller Erben / und Nachkommen / ſampt und ſonder / gutwillig eingangen / bewilligt und angenommen / ſtet / veſt und unverbrüchlich zu halten / dawiderlich zu gelchen und nachzukommen / auch einander dabey beſtens Vermögens helffen zu befürdern / handhaben / und ſonſt darwider nichts zu thun noch ſchaffen oder geſtatten gethan werden. Des zu Uhrkunde haben wir Pfaltzgraff Friedrich Churfürſt / wir Hertzog Otthenrich / und wir Hertzog Wolffgang / Vetter und Brüder / uns mit eignen Händen unterſchrieben / und unſer unterſchiedliche Inſiegel heran hengen laſſen. ANNO 1553.

So bekennen wir Hertzog Hannß Graſe zu Spanheim / Hertzog Friedrich / Hertzog Georg / und Hertzog Reichart / Vetter und Söhne / auch wir Hertzog Wolffgang / Graſe zu Veldentz / für uns ſelbſt und dann ſampt obgemelten unſern zugeordneten und Vormundern / von wegen unſers Pfleg-Sohns / Hertzog Georg Hannſen / daß dieſe Vergleichung mit unſerm gutem Wiſſen / auch freyem ungezwungenen Willen / auf vorgehabten gutlichen Rath verhandelt / aufgericht und beſchehen iſt. Geredn und verſprechen darauf in und mit Krafft dis Briefs / ſomt und ſonder für uns / unſern Pfleg-Sohne / auch alle unſere Erben und Nachkommen bey unſern Fürſtlichen Würden in dem Wort der Wahrheit / und unt Treuen / die wir ſampt gedachten Vormündern / in Vormunds Nahmen darüber gemeltem unſerm freundlichen lieben Vettern / und gnäd. Herrn Pfaltzgrafe Friedrichen / Churfürſten ꝛc. unt eignen Händen gethan / und geben haben / daß wir zu Zeiten ſich der darzu beſtimmten Fehl einer oder der ander begeben und zutragen wurde / dieſer Vergleichung ohn allen Verzug / In- oder Widerrede unwaygerlich und treulich geleben / nachkommen / und dieſelbig in allen und jeden ihren Puncten / Innhaltungen / Articuln, und Meinungen / ſo viel ſie uns ſampt oder ein jeden inſonderheit berühren thut / ſtet / veſt / und unverbrüchlich halten / vollziehen / und dabey gänßlichen bleiben ſollen und wollen / auch darwieder nichts ſuchen / fürnehmen / handeln / oder thun / noch ſolches jemands zu thun befehlen / oder verſtatten / wir uns auch dagegen kein Recht / Freyheit / Begnadigung / Abſolution, Diſputation, Relaxation, Reſtitution oder Behelff / wie die inn- oder auſſerhalb Rechtens von Päbſten / Römiſchen Käyſern und Königen / und insgemein allen andern Obrigkeiten und Ständen / gemacht / gegeben / ausgebracht / erlangt / oder noch künfftiglich / auff eins / oder mehr Anſuchen / aus eigner Bewegnüß der Oberhand erlangt / und geben werden möchte / zu welchem Fürſtand und gutem nicht dienen / ſchützen / ſchirmen noch helffen / noch wir derſelben Behelff oder Vorſtand für uns ſelbſt / noch andere nicht ſuchen / begehren / oder gebrauchen ſollen noch wollen / ſondern thun und der aller und jeder / wie die Nahmen haben / erdacht / oder erfunden werden möchten / hiemit gantz und gar / und inſonderheit dem Rechten / ſo da ſpricht: Daß gemeiner Verzeigt nicht binden ſolle / es gieng dann ein beſonder für / renunciren / verzehen und begeben.

Es ſoll auch vielgemeldter Hertzog Georg Hannß Pfaltz-Graffe / ſo er aus dem unterjährigen zu ſeinen rechten Alter und Jahren kommen wurdet / das alles / ſo obgeſchrieben ſteht / und ihne belangen thut / gehührt. Maſſen ratificiren / beſtätigen / und bey verluſt deſſen / ſo ihne hierzu zu gutem kommen möge / auffrecht und Fürſtlich vollziehen und halten.

Und des zu Uhrkund haben wir obgemelter Hertzog Hannß / Graffe zu Spanheim / Hertzog Friederich / Hertzog Georg / und Hertzog Reichard / Vatter und Söhne / und wir Hertzog Wolffgang / Grave zu Veldentz von uns ſelbſt / auch als Obriſter; und dann wir Ludwig von Eſchnau / und Job Weldenkopff obgenannt / als Mit-Vormunder / an ſtatt und von wegen unſers Pfleg-Sohns und gnädigen jungen Herrn Hertzog Georg Hannſen / und für ihne / uns mit eignen Handen unterſchrieben / auch unſere unterſchedliche Inſiegel an dieſen Brieff / dero vier gleiches Inhalts verfertigt / thun hencken / und wir Pfaltz-Graffe Friedrich Churfürſt ꝛc. von unſer und obgemeldts unſers Vettern und Brudern Otthenrichs und Hertzog Wolffgangs / ꝛc. wegen / den ein bey unſern Handen behalten; der ander uns Hertzog Hannſen und unſern Söhnen; der drit uns Hertzog Wolffgang / Graffen zu Veldentz und der vierdt zu Verwahrung der Vormünder / Hertzog Georg Hannſen geben und zugeſtellt werden ſeyn. Actum & datum Heydelberg / Donnerſtag nach omnium Sanctorum den zweyten Novembris, Anno Domini funffzehenhundert funffzig drey.

Friedrich Pfaltz-Graff / Churfürſt / ꝛc.

Aus Mangel / daß Hertzog Wolffgang / mein Gnädiger Herr / dieſe Zeit nicht ſchreiben kan / hab aus ſeiner Fürſtlichen Gnaden Befehlich ich / dero Hoffmeiſter / Hannß von Rodenſtein / mich unterſchrieben / und ſeiner Fürſtl. Gnad. Ring-Sigret heran gedruckt.

H. Johanns. G. Z. S.

H. Georg Pfaltz-Grave ꝛc. mpp.

Friedrich Pfaltz-Graff ꝛc. mpp.

Reichart Pfaltz-Graff mpp.

Wolffgang Pfaltz-Grave / ꝛc.
und Grave zu Veldentz / mpp.

Ludwig von Eſchaw / der Churfürſtl. Pfaltz Groß-Hoffmeiſter / mein Hand.

Job Weidenkopff von Ockenheim / Land-Schreiber zu Lichtenberg ꝛc.

XXX.

ANNO 1553.

XXX.

1. Dec. Im Nahmen der Röm. Kayſ. Maj. CAROLI V. zu Speyr geſchehene Publication der Acht/ auf Anhalten Biſchof Weigands zu Bamberg/ wider Marggraf Albrechten den Jüngern zu Brandenburg den 1. Decembr. 1553. [HORTLEDER, von Anfang und Forgtang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. pag. 1434. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

(1) *Ban de Proſcription publié, au nom de l'Empereur* CHARLES V., *contre* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, aux inſtances de* WIGAND *Evêque de Bamberg. A Spire le* 1. *Decembre* 1553.

WIr Carl der Fünffte/ von GOttes Gnaden Römiſcher Käyſer zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hiſpanien/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ Könige/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgundt/ Graf zu Habſpurg/ Flandern und Tyrol/ entbieten den Hochwürdigen/ Ehrwürdigen/ Hochgebornen/ Ehrſamen/ Wohlgebornen/ Edlen/ allen und jeden unſern und des Reichs-Churfürſten/ Fürſten/ Geiſtlichen und Weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herrn/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Dittthumen/ Vogten/ Pflegern/ Verweſern/ Amtleuten/ Burggrafen/ Burgmeiſtern/ Gemeinern Schuldheiſſen/ Schöffen/ Bürgermeiſtern/ Richtern/ Räthen/ Gemeinen/ Bürgern und ſonſt allen jeden andern/ unſern und des Reichs/ und unſer erblichen Fürſtenthümen und Landen Unterthanen und Getrewen/ was Würden Standts oder Weſen die ſeyen/ unſer Freundſchafft/ Gnad und alles Guts/ Hochwürdigen/ Ehrwürdigen/ Hochgebornen/ Ehrſamen/ Wolgebornen/ Edlen lieben Freundt/ Neven/ Oheimen/ Churfürſten/ Fürſten/ Andächtigen und Getrewen.

Nachdem der Hochgeborn Albrecht der Jünger Marggraff zu Brandenburg/ auf vorgehende Schrifftliche derarungen/ den Ehrwürdigen Weygandt Biſchoffen zu Bamberg unſern Fürſten und lieben andachtigen/ auch ſeiner Andacht Stifft/ Land und Leut/ mit Heerskrafft überzogen/ und angegriffen/ deſſelbigen Haupt-Statt Bamberg/ ſampt etlichen mehr Stätten/Schlöſſern und Flecken belegert/ und Gewalt eingenommen/ die Unterthanen darſelbſt zu Huldigungs Pflichten gedrungen/ auch ſonſt gegen andern ſeiner Andacht/ und deren Stifft/ Aemter/ Flecken/ Dörffer/ und derſelben Einwohnern mit Brandt/ Brandſchatzung/ Nam/ Plünderung und in andere Wege freventlicher Weiſe gehandelt/ wie dann ſolches Landekündig/ offenbar und die Gerichts-Acten und Handlungen/ am unſerm Käyſerlichen Cammer-Gericht/ darüber geubt und beſchrieben ferners ausweiſen/ alles gemeinen Rechten/ auch auffgerichten und offnen Landtfrieden/ und hievon unſern Keyſerlichen ausgangenen und verkündeten Mandaten zu wieder/ darzu auff derhalben beſchehen rechtliche verheiſchen/ kein erhebliche Urſachen/ warumb er in die Peen des Landtfriedens von ſeiner geübten Landekündigen und offenbaren Handlungen wegen/ nicht erkläret werden ſolt/ bey gedachten unſern Keyſ. Cammer-Gerichte fürbracht.

So iſt am jetzt gemeldten unſern Cammer-Gericht hierauf/ und rechtliche Klag/ Handlung und anruffen gedachts unſers Fürſten und des Ehrſamen geleherten/ unſers und des Reichs lieben Getrewen/ Jacob Huckels/ der Rechten Lehrer/ unſer Keyſerlichen Cammer-Procurator/ Fiſcal-Amts/ und ſeiner intereſſe halben/ nach vorgehaltenen Gerichtlichen Proceß und allem fürbringen gegen ermeldem Marggrafen Urtheil ergangen/ damit er und angeregter ſeiner begangnen eygengewaltigen/ freventlichen/ Landkündigen und offenbaren Handlung willen/ in miſer und des Heiligen Reichs Acht geſprochen/ erkennt und erkläret/ auch alß balde des Reichs herkommen und Gebrauch nach/ durch unſern Keyſerlichen Cammer-Richter/ unter offnen Himmel vor/ und alß ſolcher unſer und des Reichs Landtfriedtbrecher und Aechter/ öffentlich denunciret/ ausgeruffen/ aus dem Frieden in Unfrieden geſetzt/ ſein Leib/ Haab und Güter obgemelten Kläger/ auch ſonſt allermenniglich erlaubt/ und diß unſer Keyſerlich Denunciation und Gebots-Brief darüber erkennt worden/ Inhalt geuelter Gerichts-Acten und Handlungen darüber geubet und ausgangen. ANNO 1553.

Darum und dann nun gedachter Marggraf Albrecht berührter ſeiner Landkündigen/ offenbaren/ eygengewaltigen und landfriedbrüchigen Verhandlungen halben geſtrafft werde/ ſo verkünden/ denunciren und offenbahren wir denſelben Marggrafen mit dieſen unſern Keyſerlichen offen Brief/ oder glaubwürdiger Abſchrifft davon/ für ſolchen unſern und des Reichs offenbaren erkennten/ erkläreten und verurtheilten/ Landfriedt-Brecher und Aechter.

Und gebieten darauf ewer Freundſchafften/ Liebden/ Andachten/ und euch/ von Römiſcher Keyſerlicher Macht/ auch Gericht und Rechts wegen/ hiemit ernſtlich/ und wollen daß ihr ezt genennten Marggraf Albrechten für und alß ſolchen unſern und des Reichs offenbaren Landfriedtbrecher und Aechter fürohin halter und meidet/ in unſern erblichen und ewren des Reichs-Fürſtenthumen/ Landſchafften/ Grafſchafften/ Herrſchafften/ Gebieten/ Gerichten/ Schlöſſern/ Stätten/ Marcken/ Dörffern/ Höfen/ Häuſern oder Behauſungen/ nicht entlaſſet/ hauſet/ hoffet/ etzet/ trenckет/ enthaltet/ leidet oder gedultet/ fürſchiebet/ durchſchleiffet/ ſchützet/ ſchirmet/ begliettet/ oder ſonſt einigerley Gemeinſchafft mit ihm habet/ noch ſolches alles und jedes zuthun den ewren befehlet oder geſtattet/ weder heimlich noch öffentlich/ in einige Weiß/ Weg oder Schein/ ſondern ſein Leib/ Haab und Güter/ wo ihr die auff Waſſer oder Lande betretet/ erfahret oder findet/ auffhaltet/ angreiffet/ niederlegen/ bekümmert/ arreſtiret und verhafftet/ auch förderliche Rechtens darumb verhelffet. Und ſonderlich vergenelten unſerm Fürſten den Biſchoff und unſer Keyſerlichen Cammer-Procurator/ Fiſcalin/ oder andern von ihret wegen/ ſolches alles und jedes zu thun geſtattet/ vergönnet/ auch ſo offt ehr darumb durch ſie mit dieſem unſerm offen Brief oder Glaubwürdiger Abſchrifft davon erſucht werdet/ von unſer und des Reichs wegen/ zu ſolchem ewer gentzw Beyſtande/ Hülff/ Fürſchub und Forderung thun/ ihnen auch hierinn keinerley Verhinderung oder Irrung zufügen/ alſo/ daß hierinn ewer keiner auf den andern verziehe/ oder Entſchuldigung ſuche/ ſondern in allewege gegen gedachtem erklärten Landefriedbrecher und Aechter handelt und fürnehmet/ wie ſich das gegen ſolchen Aechtern gebürth/ ſo lang biß er gebührliche Straff ſeiner Verhandlung erlanget/ oder ſonſt zu Abtrag/ und unſer und des Reichs Gehorſam bracht/ und von der unter Acht/ wie recht/ erledіget/ und abſolviret wird und euch in dem allen und jedem nicht anders erzeigt/ oder haltet/ alß lieb euch und ewer iedem ſey nachgemelte Peen/ auch andere unſer und des Reichs ſchwere Ungnad/ Straff und Büß zu vermeiden.

Datum thun ewer Freundtſchafft/ Liebden/ Andachten/ und er unſere ernſtliche Meynung/ darin wir ſetzen/ meynen und wollen/ von obberührter unſer Keyſerlichen Macht/ was alſo von des obgenanten Aechters Marggraf Albrechten/ Leib/ Haab und Gut fürgenommen/ oder gehandelt wird/ daß dardurch wieder uns/ das Heilige Reich/ noch iemande andern/ mit nichten gefrevelt/ verhandlet/ oder verwürcket ſeyn/ noch darfür gehalten werden.

Soll auch denſelben Landefriedbrecher und Aechter darwieder nicht ſchutzen/ ſchirmen/ ſetzen/ oder fürtragen/ einige Gnad/ Freyheit/ Tröſtung/ Gleit/ Sicherheit/ Landt oder Burgfried/ Bundtnuß/ Vereinigung/ Berg/ oder Stallrecht/ ſo von uns/ unſern Vorfahren/ am Reich Römiſchen Keyſern und Königen/ oder andern Herrſchafften/ oder Obrigkeiten/ euch oder ihm gemeiniglich/ oder ſonderlich gegeben/ oder beſtetiget werden oder noch würden/ auch keinerley Gewohnheit/ Brauch oder Altherkommen/ noch ſonſt alles anders/ das ihm hierinn zu Hülff/ ſtatten oder ſtewer kommen ſolt/ oder möchte/ mann mit ihn alß erklärten Aechter/ in dem allen/ alß deſſelben unempfänglich ausgeſchloſſen/ und darum nicht begriffen haben wollen.

Welcher aber/ oder welche dieſem unſern Keyſerlichen Gebot ungehorſamlich und freventlichen zu wieder thun würden/ in was ſchein das beſchehe/ der oder dieſelben ſollen/ alßdann alß ezt/ und ietzt alßdann/ damit in unſer und des Reichs Acht/ und ſonſt andere ſchwere Peenen verfallen ſeyn/ und gegen den/ oder denſelben alß Aechtern und ungehorſamen auch gehandelt werden.

Darnach wiſſen ſich ewer Freundſchafften/ Liebden/ Andachten/ und ihr euch zu richten. Geben in unſer und des Reichs-Statt Speyer. am erſten Tage des Monats Decembr. nach Chriſti unſers Herrn Geburth 1553. unſerer Reich des Römiſchen im 35. und der andern aller im 38. Jahren.

(1) Il ſe fit, le même jour & au même Lieu, deux autres publications de ce Ban; l'une, à l'inſtance de l'Evêque de *Wurtzbourg*, & l'autre, à l'inſtance de la Ville de *Nuremberg*. Mais comme elles ne different de celle ci qu'en certains motifs particuliers qui y ſont exprimés, on a cru pouvoir les omettre. Ceux qui voudront les voir, les trouveront dans *Hortleders* au même endroit. [DUM.]

XXXI.

Proteſtation Marggraff Albrecht des Jüngern zu Brandenburg wider die zu Speyr wider ihn ergangene Achts-Erklährung. Schweinfurth den 12. Januar. 1554. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. XX. pag. 1457. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. 1554. 12. Janv.

ANNO 1554. II. vierdter Abtheilung / dritter Abſatz. pag. 29. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

*Proteſtation d'*ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg contre le Ban de proſcription publié contre lui. A Swinfort le* 12. *Janv.* 1554.

VOn Gottes Gnaden / Wir Albrecht / der Jünger / Marggrafft zu Brandenburg / zu Preuſſen / zu Stetin / zu Pommern / der Caſſuben und Wenden / auch in Schleſien / zu Oppeln und Ratibarn Hertzog / Burggraf zu Nürrenberg und Fürſt zu Rügen.

Entbieten allen und jeglichen Geiſtlichen und Weltlichen Churfürſten / Fürſten / Prälaten / Grafen / Herren / denen vom Adel / Erbarn Städten und ſonſten männiglich in gemein / was Standes ihr im Heiligen Reich Teutſcher Nation ſeyn / denen dieſes unſer offen Ausſchreiben fürkommet / ſo viel derſelben unſer Freund / oder derſelben Helffer / und Helffers Helffer mehr ſeyen / unſere freundlich Dienſt / Freundſchafft / günſtigen Gruß / Gnad und alles guts zu vor / und fügen euer Lieb und euch allen andern hiemit zu wiſſen. Wiewol wir hievor durch unſer ernſtes warhafftig offen ausſchreiben genugſam an Tag geben / welcher maſſen dir beyde vermeinte Biſchoff / zu Bamberg und Würtzburg / Weigandt Redwitzer / und Melchior Zobel / ſampt ihren Thums-Capiteln / nicht allein ihr Ehr und Treu / Brief und Siegel in vergeſſen geſtellt / auch der Königlichen Keyſerlichen Majeſtät / unſers allergnädigſten Herrn / Ratification, Confirmation, und Reſtitution-Brief verächtlich gehalten / ſondern auß offentliche Landtfriedbrecher und Verechter / uns durch viel und mancherley landtfriedbrüchige gewaltthätige Unthaten / zu erſtanbter Noth / und Gegenwehr verurſacht und gedrungen haben / wie wir dann uns deſſelben am Cammer-Gerichte wieder etliche vermeinte außgebrachte Mandata aufs höchſt beklagt / auch nachmahls / auß uns geneigte Biſchoff / ſampt ihrem Anhang / denen von Nürrenberg / daſelbſt zu Beſchönung berührter ihrer Landtfriedbrüchigen Unthaten / auf den Landtfrieden beklagt / und für genommen / unſere beſtändige und erhebliche Urſachen / ſo viel wir derſelben dazumahl wiſſendt gehabt / dargegen für-und einbringen laſſen / die uns nicht allein von ihren vermeinten Klagen / vermöge des Landtfriedens und gemeiner beſchriebenen Keyſerlichen Recht / billig entheben und ledigen / ſondern auch ihnen den Pfaffen und Nürnbergern / auß offentlichen Landtfriedbrechern / in vermeinte / unwahrhafftige Klagen / ob die gleich ſonſten / gegründet geweſt ſeyn ſolten / gänzlichen benommen / und abgeſchnitten haben ſolten.

So haben doch die partheyiſchen Cammer-Richter und Aſeſſorn / uns dieſelben unſere rechte gegründte Urſachen / auß unerhörlich / jüngſt den erſten Decembris deß verlauffenen drey und funffzigſten Jahres / nichtiger und unrechtmäſſiger weis / gegen allen dreyen vernennen Klägern zu gleich aberkandt / und uns darzu in die Acht gefallen zu ſeyn erkendt / erklärt / und denuncirt. Wie dann ſolche ihr nichtige Achts-Erklährung im Truck außgangen / und allenthalben im Reich hin und wieder / offentlich angeſchlagen wird / darauf auch allbereit / den 13. Decembris die benelten Klagende Partheyen um Execution ſolcher nichtigen erlangten Acht / an alle Creyß-Stände des Reichs anſuchen / und durch ihre Procuratores Mandata übergeben laſſen. Damit dann männiglich wiſſe / wie partheyiſch / nichtig / und unrechtmäſſig die Cammer-Gerichts-Perſohnen geurtheilet und ſich derwegen niemandts / weß Standes der iſt / ſich einige ſolche nichtige Proceß wieder uns bewegen laſſen / auch ſich des loſen Pfaffen-und Deſſerſtudiſchen Handels billig und von rechts wegen zu entſchuldigen habe: So haben wir deſſen unſere warhafftige / beſtändige / und in der Geſchicht auch zu recht wohlgegründete Urſachen / wieder die vermeinte Cammer-Gerichts Erklärung / unſerer unvermeidenlichen Nothdurfft nach / zu männiglichs wiſſen / begreiffen und ſtellen laſſen / und hat damit dieſe Geſtalt.

Wiewohl die drey Partheyen / Bamberg / Würtzburg und Nürrenberg / ſamt dem Cammer-Gerichts-Fiſcal / den ſie mit angehencket / ſonderbare vermeinte Klagen auf den Landtfrieden angeſtellt: So iſt doch ihrenthalben nur ein Sach / der ſie ſich / mit gemeinſamer vereinigter Conſpiration, wieder uns beladen und angenommen / derhalben / wiewol ſich Würtzburg und Nürrenberg anfänglich allein eines Zugs / Bamberg halben / wiewohl nur im ſchein / angenaſt / ſo achten wir kürtz halben von nöthen / die Geſchicht / dann wo es die Nothdurfft erfodert / inſonderheit zu vermelden.

Und ſo viel erſtlich das Bambergiſche vermeint erlangt Achts-Urtheil betrifft / daraus und denſelben gemäß die andern gefolgt / ſenn wir auf deſſelben Biſchoffs vermeinte Klag / darumb in die Acht nichtiglich erkandt / daß wir auf vergehende ſchrifftliche Bedrawung / ihme ſeine Stifft / Lande und Leut / mit Heereskrafft überzogen / und angriffen / ſein Haupt-Statt Bamberg ſampt etlichen mehr Städten / Schlöſſern / und Flecken belägert / und mit Gewalt eingenommen / die Unterthanen daſelbſt / zu Hulbigungs-Pflichten gedrungen / auch ſonſten mit Brandſchatzung / Plünderung / und in andere Wege / freventlicher und feindlicher Weiß / gehandelt / den Reichen / auffgerichten offnen Landtfrieden / und hievor ausgangen und verkündten Käyſerlichen Mandaten zu wieder / und darzu / auf derhalben beſchehen trewlich fürbeſchen / kein erhebliche Urſachen / warumb wir in die Pen des Landtfriedens umb ſolche gedachte Handlung wären / nicht erklärt worden ſollen / fürbracht. ANNO 1554.

Darzu und wieder ſagen wir / wie wir die beyde Biſchoffe anderſt nicht zu Vollziehung ihrer Vertrage anmahnen laſſen / dann auf Keyſ. Maj. erlangte Reſtitution, Ratification und Confirmation, der berürten Verträge / ſo ſie und ihre Stifft zuvorn mit uns auffgericht / auch ſie von ihrer thätlichen und feindlichen Handlung / darinnen ſie zuvorn lang wieder uns und die unſern geſtanden / dardurch abzubringen / alß wir uns deſſelben unzweiffelich zu geſchehen verhoffe hätten / und derwegen / nach beſchehener unſer Vermahnung nichts deſtoweniger das Mannſpeldiſch / auch all unſer Kriegs-Volck / inn-und auſſerhalb Landtes verlauffen und verurlauben laſſen / ob wir wohl daſſelbig zu behalten / gut fug / recht und ſtatt / auch deſſen darzu / von wegen der Keyſerlichen Maj. Willen und erlandnuß / daß von den Pfaffen den Verträgen Volziehung geſchehe / und ſie die Kriegs-Volck / ſo fort an zu Roß und Fuß / in unſerm Land gelegen / und gegen den unſern in viel Wege / feindlich gehandelt / abgeſchafft und verurlaubt hätten; und daß ſie der Pfaffen / die Abſchaffung / und Verurlaubung unſers Kriegs-Volcks / ſo männiglich landtkundig geweſt / wol gewuſt / und ſich alſo der angezogenen Verrewung / wie ſie die nennen / gar nichts befahren dörffen / ſeyn ſie deſſelben / mit Weylandt Hertzog Moritzen Schrifften zu überweiſen / der ihnen die Zerrennung des Mannſeldiſchen Kriegs-Volcks zeitlich angezeigt / auch von ſein / und ihrem wegen / etlich Kriegs-Volck / alß tauſende Pferdt / und denſelben beſtellt / und nachmahlin / der Römiſchen Königlichen / auch nach etlichen derſelben Reuter / die anzunehmen / geſtanden.

So ſeynd wir aus Keyſerl. Maj. Dienſten / etwann mit zweyhundert / dennoch gar abgeſchlagenen und mehrer theils verdorbnen Pferden / ungefehrlich anheimiſch gerritten / alda ſie und ihre Nürnberger ihre gute Kundſchafft auf uns gehabt / alſo / daß ſich in der Geſchicht und dem Augenſcheinlichen Werck befunden / daß wir gegen temandt / wo wir deſſen übrig ſeyn mögen / feindlich zu handeln / gar nicht gewillet / oder geneigt geweſen. Aber hergegen / daß die Pfaffen / ſampt den Nürnbergern wieder uns mit Gewalt / und der That zu handeln nicht allein bewillt / ſondern auch deſſelben in beruten Werck geweſen / iſt die unverneinlich Warheit / daß derſelben Zeit / ſie die beyde Pfaffen / allbereit und zuvorn / da wir noch in Keyſerlichen Majeſtät Dienſt vor Metz geweſen / mit Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefaſt geweſt / und ſich fortan / noch ferner allenthalben darumb bewerben / wie ſie dann nicht allein / alß vorſtehet / das Mannsfeldiſch Kriegs-Volck / ſondern auch die Knecht / ſo wir alßbaldt nach erfolgter unſer Ausſöhnung / durch unſere Räthe zu Blaſſenburg verurlaubt / ſo viel ſie deren bekommen mögen / beſtellen und annehmen laſſen. Deßgleichen haben ſie auch an den Päſſen allenthalben die Beſtallung gethan / alle die Knecht ſo wir von Metz geurlaubt / und ihnen zu dienen gewilt / auch anzunehmen / und in ihre Dienſt zu bringen.

Neben dem haben ſie ſampt den Nürnbergern / allbereit mit Hertzog Moritzen / Hertzog Henrichen / und dem von Plawen / welchen der Biſchoff zu Bamberg zu lohn ein Suppet abſtehen müſſen / und ſonſt andere mehr / wieder den aufgerichten Landtfrieden conſpiriret / und ihren Verſtandt uns zu überziehen gemacht. Über das haben ſie auch nicht unterlaſſen / bey der Cantzley an Käyſerlicher Majeſtät Hoff / durch ihre Geſandten / und ſonderlich Hanß Wilhelm Rothafft Communthumb / der ihne die Sachen / wie ihme ſein eigen Handſchrifft deſſen überzeugt / wol hat laſſen befohlen ſeyn / mit groſſen emſigen Fleiß / wieder uns zu practiciren / wie das alles zur Notturfft / und was den Secretarien vor Dienſtgelt / und ſonſten verſprochen / mit Schrifften zu beweiſen / ſo wir in der Bambergiſchen Cantzley befunden / auch das Werck hernach an ihm ſelbſt die heimlich verborgene Conſpirationes und Practicken / an Tag gebracht hat / und ohne das aus der Pfaffen pochen / trotzen und übermuth / auch feindlicher Handlung ſolcher conſpirirter Hinterhalt / wol abzunehmen / wiewol ſie fort an / ſo wohl nach / alß vor unſer Ausſöhnung / ſich für unſere Feind gehalten / uns an unſerer rehtwirten Vertrags-Handlung mit der That und Gewaltſam verhindert / unſere Flecken eingenommen / dieſelben mit Gewalt innen gehalten / auch unſere Erb- und andere Unterthanen haben / ſtricken-ſchlagen / verwunden / erſtechen / gantzioniren / den Bauren die Brief nehmen / ihre Büchſen abreiſſen / und unter Augen / werffen / auch alß wir aus Keyſ. Maj. Dienſt vor Metz / ohne männiglichs Verletzung anheims gezogen / zu uns und unſerm Hoffgeſindt freventlich ſchieſſen / und auf uns unterwegs mehr zu werffen / ſtreiffen und halten laſſen / und in Summa / ſich alß Feinde gegen uns und den unſern wieder unſern Willen in ander oder mehr Weg gemüßiget und gehalten. Ob nun wir hiervon durch die Pfaffen / mehr allein ſie mit Schrifften zu Bedrawung / ſondern auch zu erlaubter Noth und Gegenwehr verurſacht und gedrungen worden / das gehen wir allen unpartheyiſchen ſelbſt zu erkennen und zu ermeſſen.

Wir haben aber nichts deſtoweniger die Handlung noch ferner an uns wachſen und kommen laſſen / ehe dann wir uns in die Noth und Gegenwehr begeben / und zuvor unterwegs zu Heidelberg unſern Herrn und Freunden / etlichen Chur- und Fürſten / doch unvergreiflich und ohnabbrüchig unſerer Verträge / aller unſerer und der unſern Sprüch und Forderung halben endlich verfolgt / nachdem uns allen zu Forchheim / an Geſchütz / Getrewde / Wein

ANNO 1554. und andern Vorrath/ ſo wir allenthalben aus unſern Aemtern dahin führen laſſen/ weil über die hundert tauſend Gülden werth/ mit Gewalt genommen/ohne was den unſern für merckliche Schaden durch Nahm/ Plünderung und Verwüſtung des ihren/ auch Beſchedigung an ihren Leiben/ mit Gefängnüß/ ſchlagen und Verwunden/ zugefüget.

Aber dieſe gütliche Vertrags-Handlung/ wiewol unvergreiflich entzugehen/ oder zu bewilligen/ iſt der vermeinte Biſchoff zu Bamberg beſchwerlich zu bereden/aber durch die bemelte Unterhandlungs Churs- und Fürſten/ gar nicht zu bewegen geweſt/ daß er/ ob wir vielleicht ſonſten noch mehr wüſten oder erfahren hätten/ daß er unſer/ wiewol bißhero allwegen unerſagter/ Feind ſeyn wolte/ einen friedlichen Anſtande/ wie doch unſers theils beſchehen/ daß zu Endung berürter Unterhandlung hätt bewilligen wollen/ alß er uns dann in derſelben wehrenden gütlichen Handlung einen unſern Secretarien/ Hartung Fladenſtein/ auf freyer Straſſen gefänglich annehmen/ und gen Forchheim führen hat laſſen/ welches ſo baldt an geweſſts/ unzweyfenlich angegen gab/ daß er der Biſchoff auf ſeinen heimlichen vermeinten Gewalt/ auch Fürſchuß am Cammer-Gericht/ gar nicht gewrte/ oder geſinnet/ ſich gütlich vertragen zu laſſen/ wie ſich dann im Werck beſchennt/ und wir hernach/ alß wir uns mit unſerm Kriegs-Volck gen Bamberg gethan/ unter ſeinen Canzley-Handlungen befunden/daß er ſeinen abgefertigten Räthen/ auf den Tag gen Heydelberg nachgeſchrieben/ ſie ſolten über ihrer habenden Inſtruction halten/ dem der Marggraff werde noch dieſen Frühling Händ gnug in Haar haben/ er beſorge nur ſein armer Stifft werde darunter mit enbüſſen müſſen (allda war der Fuchs begraben.)

Darauf hat er ſich auch keines weges begeben oder weiſen laſſen wollen/ uns ſeinen/ durch die Keyſerliche Majeſtät confirmirten und ratificirten Vertrag zu halten/ oder uns bey deſſelben erlangter Keyſerlicher Reſtitution bleiben zu laſſen/ ſondern wolt noch darzu über das/ ſo er uns zuvorn mit Gewalt genommen/ und eingezogen/ Abtrag und Gelbt darzu haben.

Und wiewohl nun der Biſchoff von Würtzburg bey unſern lieben Herren und Freunden/ den beyden Erbſtifftoffen zu Meyntz und Trier in gemeinem Rath gefunden/ uns die Vertrage zu halten/ alß er dann deſſelben endlich Willens geweſt/ und derhalben bey ihme dem vermeinten Biſchoff zu Bamberg und Würtzburg durch ſeine geſandte Räher ſuchen laſſen/ daß er ſeines Theils ſeinen Vertrag auch halten ſolt/ daß hat er/ dieſer Weyandt Redwitzer/ nicht allein geweigert/ſondern den Würtzburger zum höchſten gereitzt/ und bewegt/ daß er den Vertrag ſeines theils auch nicht halten ſolt/ mit der Anzeig/ daß er an Kürtze Schreiben vom Keyſerlichen Hoff bekommen/ daß man wohl leiden möge/ daß uns die Verträge nicht gehalten würden/ wie denn ſolches alles ſein/ des Biſchoffs Canzley-Schrifften/ſampt der Würtzburgiſchen Inſtruction, und des Nothhafften Schreiben/vom Keyſerlichen Hoff uns gethan/ ſo dergleichen Meinung innen helt/ ausweiſen/ da wir aber zuvorn/ alß wir noch in ihrer Keyſerlichen Majeſtät Dienſt vor Metz geweſt/ das widerwertige von ihrer Majeſtät wegen ſchrifftlich und mündlich/ wie billig/ derſelben Brief und Siegel gemäß/ beantwort/ und uns noch darzu/ lang nach gemelter Heydelbergiſchen Unterhandlung/ zugeſchrieben worden/ daß ihre Majeſtät gern geſehen/ daß der Biſchoff ihre Verträge gehalten hätten/ alſo/ daß entweder die Schreiben den Biſchoffen beſchehen/ oder aber unſere gegebene Antwort gewißlich/ ohne Keyſerlicher Majeſtät Wiſſen und Willen/ Zwotzingig/ oder uber berg eine nicht wahr ſeyn müſſen: das wiſſen wir aber/ daß alle Brief/ ſo wir darüber haben/ mit ihrer Majeſtät eygenen Handen underſchrieben ſeyen/ demſelben nach dann der Biſchoff von Würtzburg/ über ſein mehlfältig Zuſagen/ darvon unſerm freundlichen lieben Vettern Pfaltzgraff Friedrich Churfürſten bewuſt iſt/ den Vertrag ferner nicht halten wollen/ ſondern andere faſt unmögliche Conditionirte ſchrift-erbieten/gethan/ ein nahmhafte Summa unſerer Schulden auf ſich zunehmen/ doch daß die Schulden in nicht oder zehen Jahren von den Gläubigern/ und nach Verſäumung derſelben Zeit/ nicht heuffig aufgeſchrieben werden ſolten/ darmit er und ſein Stifft die Bezahlung erſchwingen möchten/ und die Keyſerliche Majeſtät die Glaubiger ſolche Conditiones annehmen vermögen/ welches durch uns zu wegen gebracht werden ſolt/ dann ohne das/ da der eines nicht geſchehe/ wolt er redesmahls entbrechen/ und zu nichts unmöglichs verbunden ſeyn: neben dem/ ſo wolt ihme/ dem Biſchoff nicht gebühren/ ſich von wegen einer vermeint verfallen Erbringung/ ſo der Biſchoff zuvor in langen Jahren nie gehalten/ ohne ausgenommen derſelben Erbringung ihres den Biſchoff zu Bamberg mit uns zu vertragen. Das alles heiſt ja/ höfflich aus den Verträgen zu fallen (dieweil die Conditiones nicht zu unſern mächten geſtanden) und uns alſo um wenigſten zuzuhalten/ noch auch einen beſtändigen Frieden anzunehmen. Wie dann gleich für dem Heidelbergiſchen Vertrag/ durch dieſe beyde Biſchoff/ ſampt den Nürnbergern/ weyland Hertzog Mortzen geſchrieben worden/ wie ſie die Sachen/ nach aller Gelegenheit bedencken/könne und werde die zu Heidelberg/ zu gütlicher Vertrags-Handlung nicht gelangen. Alſo daß ihr der Pfaffen Gemüth endlich nit geſtanden/ auch noch nicht iſt/ den Frieden zu belieben/ oder anzunehmen/ wie am Werck bißhero erwieſen/ daß ſie ſich an Erhaltung Friedens/ auch ihrer Ehren/ Brief/ Siegel/ Trauens/ Glaubens/ und Keyſerlichen Majeſtat ſchuldigen Gehorſams ſo gar arm und unvermögend dargeben/ daß ſie es an einem geringen/ damit der Sachen were abgeholffen worden/ erwenden laſſen/ und deſſelben als Stiffts Knecht/ nicht gewollmächtigt ſeyn wollen. Wer zu Förderung des Unfriedens iſts ihnen bißhero nicht zu wenig geweſt/ eines groſſen Königs Gut zu verkriegen/ und die Stifft in Grund und Boden zu verderben/ wie ſich dann gar in neulicher Zeit/ im Stifft Würtzburg zugetragen/ daß die Fränckiſche Ritterſchafft/ auf des Biſchofs daſelbſt Anlangen und Bitten/ ihme ein namhaffte Summa Geldes zu Unterhaltung ſeines Kriegs-Volcks fürzuſtrecken/ daſſelbig/ ſo ferrn der Frieden mit uns getroffen/ und gemacht/ zu geben bewilligt. Daß er aber ſolcher Geſtalt (wie wir berichet) nicht angenommen/ ſondern viel ehe zu ſeinem beſchehen gewehrten Krieg/ jetzt bey ſeinen armen Stiffts Bauern von Haus zu Haus Milch-Pfenning beteln/ und vielleicht auf die Faſten ſchwerſten nach Eyern ſingen laſſen will/ damit ſie noch länger bey Unfrieden bleiben/ und den Krieg/ wie ſie ſich offentlich vernehmen laſſen ſollen/ durch ſolche beteley noch über Jahr und Tag unterhalten mögen. Noch müſſen wir bey unſern Feinden/ die gleichwohl ſich feuer ſtimmarbeit ſchämen/ der unterſchr delicht geweſt ſeyn/ der ſich keines Billigen weiſen laſſen wollen/ darauf uns doch in allwege unrecht geſchicht.

Wie wir nun in Beſuchung gütlicher Handlung zu Heidelberg ſeynd/ iſt uns gewißlich aus ſonderer heimlichen Anſtifftung/ Copeien eines Cammer-Gerichts Mandats/ darinnen den Fränckiſchen Kreiß-Ständen/ ſampt etlichen benachbarten Chur- und Fürſten den Biſchoff von Bamberg/ wider uns zu ziehen/ mandirt/ zukommen. Da wir nun deſſelben im Grunde für wahr und gewiß/ daß dem alſo/ weiter bericht worden/ haben wir an die Fränckiſchen Kreiß-Stände/ auch die benachbarte Chur- und Fürſten/ denen gleichfalls mandirt/ wieder ſolch falſch und nachtzlich ausgebrachte Mandat/ weil daſſelbig durch den vermeinten Biſchoff mit erdichter Unwahrheit/ unſern halben zuvorn unverhört/ auch uncitirt/ und unſerer Anwalde am Cammer-Gericht gänzlich unbewuſt/ erlangt/ eine verurſachte Beruffe und Ableinung ſtellen laſſen/ darüber ſich alle dieſe Stände/ auſſerhalb was zu Nürtenberg/ſo zuvorn lang mit in der Conſpiration geweſt/ und dieſen Unfriede aus Rach und Neydt helffen anrichten/ zu bemeltem Zug/ wie billich/ nicht vermögen oder bewegen laſſen wollen/ und ob ſie gleich gewolt/ nicht zuziehen können/ dieweil wir dazumahl/ mit keinem Kriegs-Volck gefaſt/ noch in einen Uberzug/ darauf ſich die narrata der uhrer Mandats gegründt/ geweſt ſeyn. Und haben uns auch zum forderſten deſſelben gegen dem Cammer-Gericht/ durch unſere Herren und Freunde/ auch etlich derſelben Geſandte/ die wir dazumahl zu uns auf den gütlichen Tage gehn Heidelberg erbeten/ mit ſonderer Proteſtation beſchwert/ Inhalts unſer mitgegeben Inſtruction, die ihnen/ dem Cammer-Richter und Aſſeſſorn perſönlich/ neben Fürlegung unſerer Keyſerlichen Vertrags- und Auſsöhnungs-Brief/ in originali zu Speyer im ſitzenden Rath/ durch ſie/ unſere Herren und Freundt/ auch der Fürſten Geſandten/ ſchrifftlich übergeben worden/ welche wir/ ſampt des Cammer-Gerichts dazumahl gegebene Wider-Antworte/ und weß wir ihnen darbey ferner geſchrieben/ unſerm erſten offnen gedruckten Ausſchreiben inſeriren laſſen.

Darauf iſt es dieſes vermeinten Cammer-Gerichts Mandats halben/ biß auf die jüngſt ergangene unverdiente und unverſchuldte/ nichtige Acht beruhet/ welche Acht uns gewißlich durch einen andern und ältern Vatter/ dann das Cammer-Gericht iſt/ auf jetzige Reichs-Verſammlung/ wir zuvorn das obbemelt vermeint Cammer-Gerichts Mandat auf den Tag gen Heidelberg/ zu einem Pancter angerichtet worden/ ob man uns deſto ehe von unſerer erlangten Keyſerlichen Gerechtigkeit/ den Pfaffen und andern zu gutem/ abtringen möcht.

Dann wer kont ſonſt glauben/ daß ſich die Cammer-Gerichts-Urtheiler in einer ſolchen offenbahren Sach/ ſo gar grob/ vermuſſentlich/ und partheyiſch vor ſich ſelbſt halten ſolten/ wie aus obberzehlten/ auch nachfolgenden fernern Urſachen/ ſolche unrechtmäßige mutwige Partheylichkeit greiflich am Tag liege/ auch zuvor kein Kreyß-Stände im Reich/ wiewohl es der Pfaffen und Nürtenberger mit Fleiß geſucht/ unſere Sachen/ ſo ſich in und auf Keyſerl. Mayſ. ſelbſt eigen Keyſerl. Beſchehen und Geſchefften gegründet/ nicht für landtfriedbrüchig erkennen und erhalten mögen.

Als nun der Heidelbergiſche Tag aus dem/ daß ſich dieſer Biſchoff keiner die Verträgt zu halten bewegen oder beteden laſſen wollen/ und alſo ihrer ungeſtifften Halßſtarrigkeit halben/ ohne Frucht abgangen/ haben die Nürnberger welche ſich lang zuvor auf dieſen Handel geſpitzt/ und mit einer ſtarklichen Summa Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefaſt gemacht/ ſampt den Bayren zu Wimpheim/ ſich ſo bald gegen uns erklärt/ daß ſie/ auf bald obgemelte Cammer-Gerichts Mandat/ die beyde Biſchoff Bamberg und Würtzburg/ um Hülff und Rettung/ mit zu verlaſſen wollen/ wiewohl ihnen gleichwohl Würtzburg halben gar nichts mandirt worden/ und ſich darauf ſampt den Biſchoffen/ wider uns zu ziehen/ auch ſie ſich dero übrigen Kriegs-Volcks geben/ und daß ſie ſich des Gebürges erholen ſolten/ indeß wolten ſie uns unterhalb des Gebürges angreiffen/ und zuzeuch Feyer-abend machen/ dieweil ſie ihres vermeinens dazumahl dermaſſen mit Kriegs-Volck gefaſt/

ANNO 1554.

ANNO 1554.

gefaſt / daß ſie alß Hochverſtändige Kriegs-Leut / auch Hertzog Mortzen und Braunſchweigers Hülff entrathen kõnten / wie wir dann derſelben Zeit in groſſer Eyl / eine kleine Anzahl Reuter beſchwerlich zu uns gebracht / und noch mit an gericht Fehnlein Knecht beyſammen gehabt.

Solchem nach hat fürnemlich der Kriegeriſche Biſchoff von Würtzburg / der gleichwohl für der Zeit einsmal ein Landtknecht werden wollen / den Kriegs-Handel / wie ſeine Schrifften ausweiſen / ſehr geeilet / und gertrewlich gerathen uns den Fůr-ſtreich nit zu laſſen / dann es möcht ihnen ſonſten all ihr Macht umbſchlagen / und darauf als der erſte in Harniſch / dem es vielleicht / alß einem angemaſten hinckenden Hertzog von Francken gebůhren wollen / ſo bald in unſer Obrigkeit zu Wegenheim ſtarck zu Roß angefallen / und etliche Knecht / ſo vor daſelbſt ihn beſchrieben / erlegt und zertrennt. Deßgleichen hernach der Biſchoff von Bamberg in unſer Statt Ebermanſtatt angefallen / und daſelbſten auch etliche unſere Knecht zum theil erſtochen / und die übrigen abfangen und verſtrecken laſſen.

Und wie ſie folgends trein Beſchluß nach / ir Kriegs-Volck zuſammen führen wollen / uns in Eyl zu überfallen / und aus unſerm Landt zu verjagen / haben wir uns alßdann / zum Anfang und erſtmals ohn einige vorgehende gegen-Handlung aus Hochgedungener Noth und Gegenwehr / mit etlichen unſern Reutern / der wir dazumahl aller über ſechs hundert ungefehrlich mit bey uns gehabt / erheben můſſen / allein die Feind dadurch ſo viel můglich zu verhundern / daß uns Gott zu mehrerm Kriegs-Volck verhülffe / indeß uns unverſehner Ding durch unſere Hülff und Schickung des Allmächtigen zugeſtanden / daß wir mit denſelben Reutern / des Biſchoffs von Würtzburg prächtlichen Hauffen / alß der nach Bamberg herauf gezogen / zu Roß und Fuß zertrennt haben.

Wie aber die Pfaffen nichts deſtoweniger ſampt ihren Nürnbergern auf ihre heimliche Vertrõſtung gegen uns feindlich beharret / und nach ihrem Rothhelffern Hertzog Mortzen / Braunſchweiger und dem von Plawen geſchickt / und alß der Biſchoff von Bamberg uns unſern eingenommene Flecken mit Gewalt vorenthalten / und dieſelben mit wiederumb gůtlich zuſchicken laſſen wöllen / haben wir uns gen Bamberg gethan / aber daſſelbig / wie auch ſonſten keinen Flecken / dem Biſchoff unſtändig / in Huldigung oder Pflicht nit genommen / wiewol die Bürgerſchafft / auch arme Leut ſolches allenthalben / allein seqund Scheins halben / gern geſehen hetten.

Und damit der Biſchoff / wiewol er uns und uns nit verdienet / unſer Gemůth daſſfalls wüſte / haben wir ihnen durch ſeine Bürger zu Bamberg zu entboten / da er uns unſere Stadt Forchheim wiederumb abtreten / und darauß ziehen wolt / ſolt ihme ſein Bamberg unbeſchweret und ungebrandſchatzt auch verfolgen / dann wir des ſeinen oder ſeines Stiffts / wo uns das unſer gelaſſen und nit vorenthalten wurd / nicht begehrten / aber er hat ſich deſſen / alß ein ſonderer halsſtarriger Pfoff geweigert / und auf ſein erdar Geſellſchafft ausflucht geſucht.

Und die weil ie die Pfaffen kunen Fried mit uns annemmen oder halten wollen / ſondern noch weiter Hülff / aufs eilents geſchrieben / auch alßbald zu gefahren / uns etliche unſere Häuſer (ſonderlich die Nürrenbergiſchen und Windhaimiſchen Bauern) abgebrennet / die Unterthanen in Gelübte / Eydt und Pflicht genommen / daraus wir zu Gleichheit auch bewegt / und dann nicht unbillig / nach Kriegs-Gebrauch / zu unſerm und der unſern Schutz / unſer Notturfft gegen ihnen und den ihren / als unſern öffentlichen Feinden weiter bedencken můſſen.

Da wir aber doch inſonderheit gegen Nürenberg / oder den ihren / wiewohl ſie uns allbereit ein Abſag gethan / noch in Ruhe geſtanden / des Verhoffens / dieweil ſie mit uns vereragen / auch wenig Tag zuvor / durch ihren Ratſchreiber zu Heidelberg / alß wir denſelben auf ihr und ander begehren unſere Keyſerl. Bruff in originali ſehen laſſen / von ihrentwegen / unbeſorgens vertrůſt worden / und wir ihnen allen gnädigen Willen erwieſen / auch unſere Beſchwerung wieder die Pfaffen und Cammer-Gericht / zuvor / wie andern Ständten des Fränckiſchen Kreyß / überſchicket / auch ihre Landſteur vergleichen laſſen / und ſie ſich dergegen alles Unterthänigen Willens erboten / auch uns eben derſelben Zeit kurtz zuvor etlich Holtz zu Verfaſſung unſers Geſchützes / zuſtehen laſſen / ſie ſolten und würden gegen uns nochmalen wenden / derwegen wider ſie und die ihren gar nichts handeln laſſen / biß ſie uns zum förderſten / wie vorgemelt / eingefallen / und unſer Aempter verbrennt / geplündert / und ferner feindlich gehandelt haben. Da wir alßdann / wie wir in Erfahrung kommen / daß ihnen etliche Reuter durch das Landt Boheim und Pfaltz zuzögen / verurſacht / denſelbigen Reutern fürzubügen / und ſie nieder zu werffen und ferner gegen ihnen alß unſern argliſtigen Feinden zu handeln / wie wir denn nicht in Abred / daß wir auch dazumahl etlich ihr Kriegs-Volck / ſo dieſen Reutern zu Hülff entgegen gezogen wiederumb flüchtig / wol bey ſechs Mal Wegs / en die Statt gejagt / und ihnen etlich Saick Wiſchfen abgetrungen haben / wolten auch daſſelbig / da uns ſolche Gelegenheit an die Handt ſtieße / noch thun / ob gleich dieſe Reuter aus Böheim / Oeſterreich / oder wo anderſt hergezogen ſeyn ſolten / ſo haben unſere arme verderbte Unterthanen wol erfahren / zu was Schutz ihr der Nürrenberger Kriegs-Volck beſtellt / angenommen und zugezogen iſt / wie ſie es itzt gerne beſchönen wolten / wir werden uns nit ſchenden augen nit blenden laſſen / der von Plawen und Nürenberger můſſen es bey einen ander verſuchen / ihren Schalck zu ſuchen / der die Sachen nicht verſtehet.

Und wiewohl wir dieſe Pfaffen und Nürrenberger mit ihrer bey ſich habenden groſſen Hülff und Macht / wie ſie es ſelbſt genennt / dermaſſen erlegt und gedämpfft / daß ſie ſich nicht weiter vor uns regen oder ſehen laſſen dorffen / ſo haben ſie doch in ihren Deſtungen ihrer Hülff / der ſie lang zuvor gewiß vertrõſt geweſt / erwart / biß ihnen die mit Macht aus Braunſchweig und Sachſen zukommen / darvon wir gleichwol bevorab / ſo balde wir zuvor / aus den Bambergiſchen nidergelegten Canzeley Schrifften / von conſpirirten Troſt / und ſonderlich aus das barbey befunden / daß der Biſchoff von Bamberg nicht allein unſern Herrn und Freunden den Heidelbergiſchen Unterhandlungs Chur- und Fürſten / ſo ſich weiter gůtlicher Unterhandlung unterfangen wollen / ſondern auch der Keyſerl. Majeſt. auf ihren gebornen Friedſtandt zu gůtlicher Handlung / mit allem den Friedſtandt / ſondern auch die gůtige Unterhandlung von wegen derſelben Einungs-Verwandten abgeſchlagen / wie ſich auch hernach im Werck befunden / daß dieſe Conſpirations-Verwandt gleicher Geſtalt auf den Tag zu Franckfurth / da doch der Röm. König / und der Hertzog Mortz alß unpartheiige Unterhandler ſich beſchaiden und dargeben / den gemainen Stallſtandt / inhalt ihrer niedergelegten Schrifften / zu weigern / ein ander zugeſchreiben / dardurch wir vermaint worden / etliche unſere Beſchid-Leut in die Niederländiſche Sächſiſche Landes-Art abzufertigen / ſich umb nicht Kriegs-Volck daſelbſt zu bewerben. Dieweil uns aber die Zeit daſſelbig zu uns zu bringen zu kurtz worden / haben wir uns aus der Noth mit unſern Reutern in dieſelbige Landes-Art begeben / und thun můſſen / damit wir mit herauſſen durch die Menge der offentlichen und heimlichen Feinden und der andern darinnen / un herauszuziehen durch Hertzog Mortzen und ſeinen Anhang erlegt worden.

ANNO 1554.

Wie aber unſere Feindt die Pfaffen / Nürrenberger und der neue Kriegs-Hauptmann von Plawen folgents den gantzen Sommer wieder unſer Landt und Leut / mit Brandt / Plündern / Nam / Brandtſchatzung / verhärten und verderben / würgen / ſengen / und noch viel böſen Tůckiſchen Thaten gehandelt / daß ſie an unſern Flecken ſchwangere Weiber / und andere arme Leut jämmerlich verbrendt und zum theil / wie das Viehe ausgeröſt / auch etliche Gefangene an die Bäume gebunden / und alß zum Ziel zu ihnen geſchoſſen / und etlich lebendig eingegraben / und ſonderlich mit unſer armen Prieſterſchafft / wo ſie die erwiſcht / gantz tyranniſch umbgegangen / etliche gehenckt / und einem unſerm Pfarr-Herrn zu Putzbach die Backen / die Naßlöcher ſchlitzen und letzlich die Gurgel obſchneiden und hencken / auch etliche unſere arme Leut mit den Händen an die Bäume einbläcken / auch die Finger abſchneiden / etlichen die Hände zuſammen binden / Pulver darzwiſchen ſtreuen / anzünden / und die Fäuſt von einander ſprengen / auch die ſo ſie gelts halben ſo jämmerlich gemartert / wenn ſie keines bey ihnen befunden / vollent erſtechen und erſchieſſen laſſen / und was dergleichen mehr / unzahlbarer / aber Türckiſcher Tyranney ſeyen / die dieſer Wendiſchen weithen Tyrannen Kriegs-Volck gegen den unſern geübt / dieſes iſt landtkündig und beweißlich / wie wir daſſelbig zu unſerm andern Ausſchreiben / an Tag geben laſſen.

Diß ſolten aber die Gůtlichen Väter und erbar Leut / denen die Waffen / vermoge Göttlicher / und ihrer ſelbſt Geſetz / zum höchſten verbotten / und darzu die gehorſame Ständte des Reichs ſeyn / die vermuthlich wieder den Landtfrieden / ihr Underthe und Erbarkeit halben / niemandt beſchweren oder beindigen kunnen / und ſolches vielleicht auß der Urſachen / daß ſie ihrer Sache von den Römiſchen Kõnig / auch weylande Hertzog Moritz / Braunſchweiger und Plawen / ein beyfall bekommen / alß ob ſie ihnen befugten Sachen halben / vermöge des Landtfriedens Hülff und Rettung gethan hetten / dieweil ſie befinden / daß ſie alß die unſchuldigen / demüthigen Schäfflein wider Gott / Ehr und Recht / ſo Landtfriedtbrüchiger verbottener Weis / von uns beſchwert werden ſolten.

Und wiewohl dieſes ihr gröſter Behelff bißhero geweſen / dardurch auch das Cammer-Gericht ſonder Zweiffel wieder uns zu ſolcher Partheylichkeit bewegt worden / ſo hat es doch mit allen dieſen vorgenommen ihren Gehülffen viel ein ander Gelegenheit / dann der König iſt itzund durch den von Plawen / Nürnberger / und ſie / eines falſch erdichten Briefs halben / alß ob wir ihr Kön. Maj. ihrer Hoccheit entſetzen / und den Printzen aus Hiſpanien der deutſchen Nation zu einem Römiſchen Kõnig überdringen wolten / hierzu bereitet ſeyn worden.

Hertzog Mortz iſt / wie ſein Schreiben ausweiſet / gegen uns in dem Verdacht geſtanden / alß ob wir mit dem Pfaffen nur ein ſchein Krieg anfahen / aber ihme folgents überziehen / und ihm vielleicht von wegen der Keyſ. Maj. ein Pancker ſchencken wollen / in dieſen Handel gewachſen / daran uns auch unrecht geſtecken möcht / wiewol ſonſten feinthalben ein anders dahinter ſtecken möcht / ſo wollen wir doch kainem Todten nichts nachſchreiben / demnach ihme gelungen / darnoch er gerungen hat.

Der Braunſchweiger iſt des Mannsfeldiſchen Kriegs-Volcks halben / ſo ihme des verſchienen 52. Jahrs ans dem Landt / doch ohn alle unſere Schuld und Geheiß / ſondern aus ſeiner ſelbſt Vermeſſenheit gezogt / hierzu uns Haß / Neidt und Rach gemachſen.

Das erbar Hertz von Plawen / ſo bißher durch geſchwindes Raub ein Fürſtenthum auffzurichten vermeint / der hat ſeinem unerſettigten Geiz nach / und über ſein Zuſagen / ſo er uns zu Plawen gethan / unſer Voigtlandt / ſo zu nechſt zu uns grentzet / in das Spiel gedrungen / und aus einem Schreiber ſich ſelbſt zu einem

ANNO 1554. einem Kriegs-Mann gemacht / wie er dann mit uns auch noch nicht aufhört / ſondern hat den Hochgebornen Fürſten Herren Georgen / Landtgrafen zu Leuchtenberg und deß Willen / daß er uns im Freundſchafft zugethan / gleichsfalls auch beydeder und Abfag gethan / doch möge er mit vierthg Tauſend Thaler / zu Außhöhrung und in ſein Freundſchafft wider kommen / deßgleichen hat er vor wenig tagen den frommen / alten / verlebten Grafen / Hanß Heinrichen von Schwartzenburg / dieweil er mit ſeiner Herrſchafft an ihme grenzet / auch abgeſagt / unangeſehen / daß dieſelbig ohne Mittel zum Reich gehört / und Ihr eines mahl der Römiſ. Keyſer und der ietzig Röm. König an ſtatt ſeines Herrn und Bruders der Keyſ. Maj. alß des Reichs-lehen gelehen hat / aber des alles unbedacht / und daß gemelter Grafſe in dreyſig und mehr Jahren kein Kriegsmann geweſen / ſo muß er dannoch rechnung auch vom Reich / und Ihn den halberten Teutſchen Böheim / mit ſeiner Herrſchafft ſein geitig Maul auch füllen und von jme verjagt werden.

Und wiewohl alle dieſe Gehülffen allein im ſchein / den Landtfrieden fürgewendet / ſo iſt es doch nichts / und wir wolten wer allenhalben / von wegen berürts Landtfriedens / auch der Pfaffen ſelbſt / wol lang von ihnen unangefochten bleiben ſeyn / das wiſſen wir fürwahr / und die Prob haben die Pfaffen von Hertzog Moritzen und Braunſchweiger ſelbſt erfahren / wir wohl ſie ſich anfänglich / des Landtfriedens halben / bey ihnen angeben / daß ſie doch hernach / alß es den Pfaffen und Nürrnbergern zur Nohe gelangt / an Gelt nichts thun / ja übersilbert ſeyn wollen / wo mann dann jetzunder ſolches augenſcheinlich ſiehet / daß es den Pfaffen und Pfefferſacken an Gelt nunmehr mangeln will / ſo verlauben ſie jetzunder jr eigen Kriegs-Volck / und behalten das Braunſchweigiſch und Plawiſch; wann ihr Hülff von dem Landtfrieden herkürne / würden die Pfaffen und Pfefferſeck allein mit Gelt ſeyn / wie ſie dann Hertzog Moritzen all ſein Kriegs-Volck / unverweßlich ſampt mehrem Wartgelt / damit ſie vermeint haben / uns die gantze Welt zu ſperren / und daß wir niemands auf unſer ſeiten bringen ſolten / ſie wir den vollen Seckel / den ſie nun Gott lob / wol geleeret / wol ausſchöpffen / ſonders Zweiffels aus mangel der Pfaffen / demnach die Stiffe nunmehr faſt hindurch / allein durch den Pöffel und rechte Reichs-Verräther / die Nürnberger zahle ſindt worden / daraus nun männiglich zu ſpüren / daß nehmals im Reich der Landtfriedt / ir rechtmäßig Erbeiten / Ihren jr Friedt und Recht / davon ſie Tag und Nacht ſingen / zu Nürnberg in Goldkaſten ſtecke / daraus ſie dieſe Gehülffen alle an ſich gebracht / und nun aus Recht Unrecht / wie er boßhaffig und giffig Art iſt / machen / und durch dieſen Frieden und Recht / ſeyn uns / dieweil der Römiſch König und Hertzog Moritz an unſern Landen und Leuten / vermög thr abſag-Briefs / nichts zurechen begehrten / dieſe Kriegsſchreiber / Pfaffen und Pfefferſeck / zu unſern rechten Erben eingeſetzt / alß ob kein Marggrafſe mehr auf Erden / und iſt ihnen nun recht und billig / unſer armes verderbtes Lande vollend unter der Gerzhäls-Brieff und ſiegelloſe Leut einzutheilen / daraus erſchennet / daß ſie nunmehr die ſeyn / ſo nu teutſchen Lande die Fürſten ihres Gefallens ein und auszuſetzen haben / und ihnen dergleichen Friedt und recht zu exequiren befohlen.

Hergegen aber haben keine Kreyß-Ständte im Reich unſer Sachen für Landtfriedtbrüchig erkennen / noch ſich derhalben auch der Pfaffen vermeint ausgebracht Cammer-Gericht Mandaten / und ander jr vielfältigen Ungeſtüm anhalten / wieder uns bewegen laſſen wollen / alß wir uns dann der Gebühr nach / noch alſo zugeſchehen unverweßlich vertrotten.

Eben die Geſtalt hat es / daß nit allein ſie die Pfaffen / ſondern die Mitgehülffen ir der benelten Pfaffen rechtmäßig und überflüſſig Erbeiten (wie ſie es nennen) zu auch ihrer ſchein-Urſachen einen / herfürrucken / wiewohl ſie ſich auf die Keyſerl. und Königl. Majeſt. gemeine Reichs Verſambling Chur- und Fürſten auch zu recht erboten / heiten ſie doch dabey nicht bleiben mögen.

Wir ſagen aber / daß ir vermeint recht-erbieten / ordentlicher Weiß / gegen uns nit beſchehen / inſinuirt / oder auch ausgeführt worden / wiewohl wir durch unſere Räthe alß wir noch in Keyſerl. Maj. Dienſten außer Landts geweſt / bericht worden / alß etliche aus ihnen den Biſchoff von Bamberg von unſern wegen / gütlich erſucht / unſere Vertrags-Aempter abzuſtehen / und uns dieſelben unverhinderlich verfolgen zu laſſen / oder ſie würden aus unſern habenden Befehl verurſacht / in vermög der Verträg / und Keyſerl. Maj. Confirmation und Reſtitution-Brieff dieſelbe ſelbſt einzunehmen / daß gemelter Biſchoff von ſolchem irem Anſuchen an das Caumer-Gericht vermeintlich appellirt / aber ſolcher Appellation nit nachkommen / ſondern die deſerirt / erloſchen und fallen laſſen / davon er ſich auch von rechtswegen ſolches ſeines beruffens oder erbeitens weiter nicht zu berühmen oder ſich deſſelben zu gebrauchen haben mög.

Von des Biſchoffs zu Würtzburg Rechts-erbeiten wiſſen wir uns nit / aber wohl des vielfeltigen erbeitens zu berichten / daß er ſeinen Vertrag zu halten gedenckt / alß einem ehrlichen Bidermann zuſtehet / es mache gleich der Keyſer was und wie er wolle / wie dann ſolch und dergleichen ſein erbieten zu Churfürſten / Fürſten / Edel und Unedeln / durch ihne perſönlich beſchehen iſt / er auch ſolches mit ſeiner eigen handſchrifft zu überweiſen iſt.

Und im fall die Pfaffen heuten ihr erbieten nur aufs ordentlichſt und beſt gethan / ſo wären wir dannoch demſelben mit Einnehmung unſer Vertrags-Aemter nach zu warten nicht ſchuldig geweſt / demnach uns ſolches von Keyſerl. Maj. erlaubt iſt.

Dann Würtzburg hat ſich zum forderſten weder wenig noch viel gegen uns zu beſchweren / daß wir in Krafft der Verträge / oder ſonſt ichtes gegen jm und den ſeinen fürgenommen / biß wir zum forderſten von ihm alß obſtehet / ſtandtlich entgriffen worden / das kan von ihm den vermeinten Biſchoff nimmermehr verleugnet / oder anders gegen uns durch deſen Pfaffen mit Warheit bewieſen werden. ANNO 1554.

So viel aber Bamberg betrifft / haben wir gegen denſelben / ſeinen Stifft / oder allen ſeinen Verwandten / ungeacht wie feindtlich die ſeinen fortan gegen uns und den unſern gehandelt / gar nichts handeln und fürnemmen laſſen / dann daß wir unſere Vertrags-Aempter / deren wir zuvor noch in Poſſeß geweſen / in vermög jenn und ſeines Stiffts-Vertrags / auch Keyſerl. Maj. darüber erfolgten Ratification, Confirmation und Reſtitution, mit angehängter Vermahnung alles des / ſo darwider gehandelt / auch ſonderer ihrer Maj. getrewer Straff und Ungnad / uns daran nicht zu irren oder zu verhindern / doch ohn männiglichs Nachtheil oder Verletzung / billiger rechtmäßiger und zugelaſſener Weiß wiederumb einnemmen laſſen. Dargegen ſich aber die Pfaffen verbotener Landtfriedtbrüchiger Weiß gegen uns aufgelehnt / und uns dieſelben Aemter / ſo und wann ſie könten / wiederumb abdringen laſſen.

So iſt darzu nit gnug / und trägt in allweg nicht für / daß ſich einer will zu recht oder in andere Wege erbieten / und doch nichts deſtoweniger feindlich mit der That handelt / auch Kriegs-Volck zu Roß und Fuß halten / ſich noch mehren bewerben / und mit andern heimlich conſpirationes und Practicken machen / die Leut fahen / verwunden / verſtricken / und in andere Wege gegen denſelben handeln. Denn wer ſich Rechtens halten / und benügen laſſen / auch ſich darzu erbieten will / der ſöll ſich zu nu kein Bewerbung oder Rüſtung begeben / und darumb / ob die Pfaffen einigen Mangel oder Fael an ihren Verträgen / oder Keyſerl. Majeſt. darüber erfolgter Confirmation zu haben vermeint / ſolten ſie denſelben denen ab / alß geiſtlich Leut / und ſonderlich ihrem erbieten nach / mit Recht / und mit der That nun ſich abgethede haben / Wort und Werck ſollen gleich ſeyn / alioquin proteſtatio contraria facto, nihil relevat. Denn einmahl iſt das zu recht unvernemlich / dieweil uns der Biſchoff zu Bamberg und ſein Thumb-Capitel die Vertrags-Aempter eingeben / wir auch von den Unterthanen und ichtlichen Huldigung / auch Nemth / Zins und Gülte eingenommen / ſo ſind wir ja in wirckliche Poſſeß derſelben geweſen / als wir auch noch ſindt. Und ob uns wohl die Biſchoff unſers Abweſens / davon mit Gewalt gedrungen / ſo ſeyn wir doch derſelben Aemter / auffs wenigſt civiliter, dieweil wir uns nit für entſetzt gehalten / in Poſſeß blieben / und ſolches ſo viel deſto mehr / dieweil wir von der Keyſerlichen Maj. wiederum reſtituirt / und alles ſo zuvor darwieder gehandelt / durch ihre Maj. vernicht und aufgehaben / daraus ſchleuſt ſich vermöge der Recht unwiederſprechlich / ob gleich des Pfaffen Vertrag / oder Keyſerl. Majeſt. darauff erfolgte Confirmation, Ratification, Reſtitution und Annullation zu recht unbündig (doch in allewege ungeſtanden) dieweil ſonderlich die Keyſ. Contract für glaubwürdig gehalten werden / ſo heiten wir uns dannoch auffs wenigſt unſer habenden Poſſeſſion ſo lang zu gebrauchen / biß wir dero mit Recht entſetzet / quum etiam ex Contractu de jure invalido, transferatur poſſeſſio, vel quaſi, & prædo tuendus eſt in poſſeſſione, das wollen wir uns an alle unpartheilige Rechtsverſtändige gezogen haben.

Dieweil wir aber von den Pfaffen und ihrem Anhang mit der That darüber angegriffen / ſo haben ſie uns ohne Mittel unrecht gethan / und durchaus / wieder den Landtfrieden beſchweret / vergewaltiget / und ſind derwegen wieder uns auf den Landtfrieden zuklagen gar nicht befügt geweſen / dieweil ſie ohne Mittel darwieder gehandelt / und wir uns unſers beſtändigen Rechtens / daran wir uns nicht verwerken mögen / gehalten haben / fruſtra implorat legis auxilium, qui ipſe committit in eam.

Dieſe obvermelte warhaffte etwas lang geſtellte Geſchicht haben wir darumb wiewohl aufs kürtzte einführen und erzehlen wollen / daß unſere Urſachen / die wir an dem Cammer-Gericht / wieder dero vermeinte / klagende Partheyen / Bamberg / Würtzburg und Nürrnberg articulatim einbringen laſſen / derſelben gemeß geſtelt / wie die an Orten und Enden / da es ſich gebürth / zu ſeiner Zeit fürgebracht werden ſollen / die wir uns zu der Geſchicht / ſo viel von nöthen / zu beweiſen erboten / daraus männiglich ſpühren und abnemmen möge / wie partheylig und unrechtmäßig das Cammer-Gericht uns ſolche Urſachen / alß unverhelich verworffen / und auf der Gegen-Partheyen unerhelich / unerwieſen und nichtig beklagen / uns gegen denſelben in die vermeinte Acht nichtiglich / gemeinen Rechten und dem Landtfrieden zuwieder / erkant haben.

Damit aber uns obvermelter Geſchicht / das groß Partheylig Unrecht / ſo uns hierinnen begegnet / mit dem kürtzten beſtändiglich verfaſt / ſtehet es darauf.

Wir haben anfänglichs wieder die Pfaffen / oder die frey dem gemeinen Landtfrieden / oder Rechten zu entgegen / nicht gehandelt / ſondern uns unſerer Gerechtigkeit und ohne Mittel habender Poſſeſſion (die wir unter ihr der Pfaffen und nachfolgend Keyſ. Maj. Brief und Siegel haben) in Einnemmung etlicher unſerer Aemter gehalten / und gebraucht / wie ſolches auf das kürtzeſt nechſt oben ausgeführt.

Hingegen aber haben die Pfaffen ſich mit der That in alle wege und viel ehe und mehr dann ſie zu recht vermeintlich / und allein

ANNO 1554. allein an ſchein erboten / mit allem darwieder als defenſivè wie ihnen doch mit gebühret / ſondern darzu auch offenſivè mit ſchlagen / fangen / verwunden / verſtricken / und erſtechen der unſern / wo ſie die auf freyer Straſſen / oder ſonſten ankommen / feindlich geſetzt / dem Landfriedten und gemeinen Rechten ohne Mittel zu entgegen.

Wir haben ſo baldt nach Keyſ. Maj. mit uns gepflogener Vertrags-Handlung und Ausſohnung / das Manifreditche und all ander unſer Kriegs-Volck verlauffen und verlauffen laſſen / daß aber ſie die Pfaffen ſampt ihren Anhang / ſo viel ſie deſſen bekommen mögen / zu dem vorigen ihren Kriegs-Volck beſtellt und angenommen / Aber nichts deſtowenger im ſelben ſtehen / da den Fränckiſchen wie auch andern Kreyſen / allen deſſelben ausländiſchen frembden Kriegs-Volcks halben ſich zu deſſelben wiederſtande vermöge des Landfriedens mit einander zu vereinigen / gleichwol auf dieſer Pfaffen und ihrer Rothhelffer / die in unſern Ausſchreiben genugſam / angezeigte Practicka Keyſ. Majeſt. Befelh beſchehen / haben die Pfaffen ſolche befohlene Vereinigung / folgents wider uns von wegen unſer Gerechtigkeit deuten wollen / deſſen ſie aber bey keinem Reiſs-ſtandt / einigen beyfall bekommen mögen / es wird ihnen auch auf dieſe Stundte / durch keinen ehrliebenden gebührlich werden. Wir ſind te und allwegen allem / ohne aller unſer Freundſchafft Halff und Rath / gegen ihnen / den Pfaffen geſtanden / wie ſie uns dann allwegen in währender / und von ihnen falſch geſchickten Unterhandlung / dieſelben abzupracticeiren / ſich zum hefftigſten bemühet / da ſie aber allenthalben mit hohen Potentaten / Chur- und Fürſten / im Reich heimliche / verbottene Conſpirationes zu machen unterſtanden / wie wir dann deſſelben heimlichen Conſpiration, wie Hertzog Moritz und ſie / ſampt den Nürrenbergern dieſelben in groſſer Geheim mit einander angerichtet / wie ſein Hertzog Moritzen Schreiben zu belegen haben / dem offenbahren Landfriedten zu entgegen / und zu wieder / da dergleichen Conſpirationes verbotten ſeyn.

Wir haben Keyſerl. Maj. Vertrags-Handlung / Befehlen / auch Breeff und Siegel gehorſamlich gelebt / und allem dem / ſo uns darinnen auffgelegt / Volg gethan / hiegegen aber haben ſie ir Ehr / eigen Brief und Siegel in vergeſſen geſtellt / und darzu ſich irer Keyſ. Majeſt. Mandaten und Befehlen ungehorſamlich wiederſetzt / und wird uns kein Keyſ. Mandat / ſo unſerthalb wiſſentlich ausgangen / vorgelegt / oder angezeigt werden mögen / darinnen uns unſere Gerechtigkeit benommen / oder abgeſchmälert / oder daß wir uns derſelben nit halten / oder gebrauchen mochten.

Wol haben die Pfaffen Cammer-Gerichtes Mandaten de non offendendo, wieder vermeintlicht Gewalt / und wie ſie bericht / ausgebracht / aber dieſelb ſeyn allein auf ihre Narrata erfolgt / die uns aber darmit an dem ſo wir befügt / nit nachtheilig / in maſſen ſich das Cammer-Gericht gegen uns entſchuldiget / da wir denſelben unſere Keyſ. Brieff / en Originali fürlegen / und dabey anzeigen laſſen / daß wir durch einnehmung unſerer Aempter keinen Gewalt an ſie die Pfaffen gelegt / ſondern uns allein unſerer Gerechtigkeit gehalten / wie es auch bey dem Cammer-Gericht nit geſtanden / und noch / daß ſo die Keyſ. Majeſt. aus gnug beweglichen Urſachen fürnert / abzuſchaffen.

Dann was ſolt des Keyſers Macht und Authorität ſeyn? Wo er etwas unter ſeinem angehängten Zeichen und Keyſerlichen Inſiegel verſtrichen / und perſöhnlich zugeſagt / daß alsdann bey denen am Cammer-Gericht ſtehen ſolt / daſſelbig wiederum zu caſſiren / und zu vernichtigen; derwegen und dieweil aber den Pfaffen der Keyſer das lebendig Recht / wie ſie geſchrieen / geweſen / und bey ihrer Maj. geſtanden / ihre Brieff und Siegel / ſo ſie über ſich gegeben / zu caſſiren / von welcher Caſſation wir doch nie nichts gründlichs und glaubwürdiges geſehen / und noch vielmehr hat ſie auch jnen den Pfaffen Trawen und Glauben / Brieff und Siegel zu halten / zu manciren Macht gehabt.

Die Pfaffen vermeinen / wir ſolten unſere Aempter / nach dem ſie ſich zu recht erboten (wie es doch gar ander geſtalt mit ihrem Erbieten hat / als obvermelt) nicht für uns ſelbſt / ſondern durch den ordentlichen Weg des Rechtens eingenommen haben / das iſt oben nach Notur iſt allberet wiederlegt / dann wir ſeyn auſſerhalb Keyſ. M. erfolgter Beſteigung und Reſtitution unſerer Verträg / und Vermächtnung alles des / ſo zuvor darwieder gehandelt / einig weiter Recht zu ſuchen / noch einigen erbieten nach zu warten mit ſchuldig geweſt / und noch; denn durch die Keyſerliche Reſtitution iſt unſer zuvor gehabte Poſſeſſion der Aempter / wiederumb ein- und zugeſtellt / wie wir auch dieſelben zu Genuth ohne das / nie verloren gehabt / der haben wir uns unverhinderlich gebrauchen mögen / und ſolches ſo viel deſto mehr / dieweil ihr Keyſ. Maj. allen Stenden des Reichs gebeut / ſolchem weder mit Worten noch Werckten / unter noch auſſer Rechtens / nichts zu wieder handeln / alles bey derſelben ſchweren Poen und Straff.

So viel dann die von Nürrenberg betrifft / die haben ſich der Pfaffen Sachen durch verbottene Landfriedbrüchige Conſpiration angenommen und theilhafftig gemacht / die dann des Zugs halben einig Mandat am Cammer-Gericht durch ihre und andere heimliche Anſtifftung / damit ſie ihren Urſachen hetten / ausgangen / ſich auch folgents unverwart und thätlich / auch feindlich gegen uns / ehe dann wir jnen die wenigſten Urſach geben / handeln laſſen / und ſolgt alſo auff allem / ſo oben angeführet / mit der kürtz beſchlieſſlich / daß die Pfaffen und Nürrenberger uns und die unſern wieder recht und den Landfriedten / ohn gegebene billige Urſachen zum förderſten und eheſten feindlich angriffen / beſchedigt und beleidigt / und aus der Noth zur Gegenwehr gedrungen haben. ANNO 1554.

Der Landfrieden / wie auch das gemein Recht vermag / und läſt zu / daß dem beſchedigten ſein Gegenwehr und Verfolgung zu thun zu friſcher That / oder wann er / ſein Freundt und Helffer haben mag / nit verbotten / ſondern gänzlich vorbehalten ſey.

Und ob daſſie gehalten werden wolt / die Maß der Gegenwehr ſolt durch uns vielleicht überſchritten ſeyn / als wir nicht geſehen / dieweil wir nach Gelegenheit ſo viel gewaltiger Feind / daß wir ſie von ihrem feindlichen fürnemmen / uns von unſern Landen und Leuten ohne Urſach zu vertagen / abhalten mögen / ſo woren wir doch darzu in die Poen der Acht ob executionem permiſſivæ defenſionis, nicht gefallen.

Aber hergegen / wiewohl unſere Feind wieder Recht und den Landfrieden dieſen verderblichen Krieg gegen uns geſucht und fürgenommen / und uns alſo offenſive unſer Land und Leut beläger / verheert / verbrennt / geplündert / und was noch übrig blieben / mit Gewaltiger Hand eingenommen / und zu freindten Pflichten gedrungen / unſere Unterthanen verjagt / und über-Tyranniſch gegen jnen gehabret / dergleichen in keinen Krieg / ſonderlich in Teutſcher Nation je erhört iſt / dardurch ſie alſo vielfältiglich mit der That in die Poen des Landfriedens gefallen / und billig daran von Amts wegen / vorlangſt erklärt worden ſeyn ſolten.

So iſt doch des alles unbedacht und unangeſehen / am Cammer-Gericht / das unrecht dem rechten ytzigen Gebrauch nach fürgeſetzt / und wir alß der unſchuldig / auf dieſer Feindt vermeinte / nicht- und unerwieſen beklagen / in die Acht nichtiglich / oder aufs wenigſt wiedre recht / und alle erbare Vermainſt / in die Acht erklärt / und unſera Feinden alle jr unverantwortliche Landfriedebrüchige Handlung gen Hoff geſchenckt / welches / wie wol wiſſen / fürnehmlich daher erfolgt / daß unſere Feindt / auff jren jüngſten Tag zu Zeit / die Acht durch den Röm. König wider uns zu befordern / für ſehr hochdienſtlich geachtet / wie denn der von Plawen jrer Kön. Maj. neben andern mehr ſolt es uns eigener Handt zugeſchrieben / welches ihr Kön. Maj. volgents / wie wir vernommen / durch einen ſondern Geſchickten / unangeſehen der zweyer Monaten bewilligten Stillſtandts / im Cammer-Gericht mit aller Ungeſtüm ſuchen laſſen / den ſonder Zweyffels die am Cammer-Gericht / beſtigter Ungnad halben / furcht müſſen / ungeachtet / daß dannoch die Keyſ. Maj. in ihrem Ausſchreiben zu ytzigem Reichstag / ſich dieſem Kriegs-Handel abzuhelffen erboten / und ſich über das alles die Chur- und Fürſten ſolcher Geſtalt mit / wie gegen uns / beſchehen / ja ächten gehöret / im Fall daß ſie gleich derſelben verwerflich ſeya ſolten / wie wir doch nit ſind / und iſt die über-groſſe Partheligkeit dieſes Cammer-Gerichts / aus dem ja mercken / dieweil ſie jedermänniglich im gantzen Reich wieder uns hetzen / darauff ſie dann keinen redlichen Krieg wieder uns führen / ſondern rotten ſich wieder uns / als mann ein Hauffen Mörder in einem Wald einen verwarten.

Beſchlieſſlich / als ſich der partheilig Fiſkal / am Cammer-Gerichte / an dieſe drey obgemelte Partheyen alß das Loth an das Nad gehengt / und nichts anders dann derſelben Fürbringen / mit beklagen helffen / ſolt er billig mit ſeinen zu-deputirten Perſohnen / ſeinem befohlenen und geſchwornem Ampt nach / ſich der offentlichen Landfriedtbrüchigen Tyranniſchen Handlungen / ſo unſere Feindt / mit allem jrweder uns und unſere Lande und Leut / ſondern etliche mehr Geiſtliche und Weltliche Fürſten / auch andere gehorſame Stände des Reichs / ſo dieſe Sachen nichts angehen / mit gewaltahängen überziehen / einfallen / Brandſchatzen / und andern Landfriedtbrüchigen Benöthigungen / geübt / und noch fort an derſelben mehr feindlich betrieben / erkundigt / und wieder dieſelben viel billiger / dann uns / auf die Poen des Landfriedens procedirt und gehandele haben / vielleicht iſt das die Schuld / daß wir mehr ſo viel Golts / alß unſere Feind zu verſchencken hant.

Und derwegen ſo erholen wir wieder denſelben und die / für ihre mehrige ergangene Achts-Urtheil / alles / ſo oben angeführet iſt.

Und proteſtiren ſolchem nach / von allen obvermeldten / nichtigen / oder aufs wenigſt / unrechtmäſſigen partheiligen Achts-Urtheiln / und allen Proteſten / ſo ferner nichtiglich / und unrechtmäſſiger Weiß / darauf erfolgen / hiemit ſolemniter und recuſiren die Cammer-Gerichts Urtheiler / aus obvermelten rechtmäſſigen Urſachen / alß Suſpect, hiemit alſdann / und dann alß recht / wie das zu recht und ſonſten / am beſtändigſten immermehr geſchehen ſoll.

Und bitten / auch erſuchen / darauf die Röm. Keyſerl. Maj. unſern allergnädigſten Herrn / und alle und jede unpartheilige Chur- und Fürſten auch andere Stände des Reichs / unterthänigſt / freundlich und gnedich / wieder dieſe ytzige / und künfftige Ungebühr und Beſchwerung und gebührlichen Schutz und Schirm / auch der vermeinten Acht / ſo ferne von nothen / Abſolution / oder aufs wenigſte ſuſpenſion, mit dem erbieten / daß wir berürter Acht nichtig- und unrechtmäſſigkeit / auf ytzigen Reichstag / für allen und jeden unpartheiligen Ständen des Reichs / oder für Keyſ. Maj. und etlichen des Reichs Chur- und Fürſten / unverdächtigen Commiſſarien, mit Beſtandt und Grunde / auffs förderlichſt auszuführen.

Und dieweil unſere Widerpartheyen / wie wir gläublich berichtet / auff die vermeynte Acht / ferners nichtiger Weiſe zu pro-

ANNO 1554. cediren / und an die Reichs-Kreiß-Stände Executoriales wider uns außzubringen im Werck iſt.

So bitten wir alle Ewre Liebden / der gebühr nach freundtlich / und euch die andern gnedigs und günſtigs Fleiß / die wollen ſich durch dieſe nachtheilige Acht-Erklärung oder auch ferner vermeinter Proceß / wo die weiter ausgebracht / und an euch gelangen möchten / wieder uns oder die unſern nicht bewegen laſſen / ſondern uns bey unſerm gethanen nochdafften beſtändigen Bericht / auch dabey geſchehenen überflüſſigen rechtmäßigen Bitten und erbieten / helffen befordern / handthaben / ſchützen und ſchirmen.

Das wollen wir hinwieder zuſampt der Gebühr und E. L. in mehrern freundlich verdienen / und euch den andern in Freundſchafft und Gnaden erkennen / dann da wir / alß wir uns der Gebühr und aller Billigkeit nach / ander verſehen können / hierüber alſo unſchuldiglich beſchweret und von menniglich verlaſſen werden ſolten / daß wir alßdann / ob wir dadurch aus der Noth zu ferner Wehrung gedrungen würden / deß wir ſonſten / wie Gott weiß / lieber übrig ſeyn wolten / deſſelben gegen menniglich / hiermit öffentlich uns entſchuldiget haben wollen. Und deß zu Urkunde haben wir unſer Secret zu Ende dieſes offenen Briefs / auff drucken laſſen. Der geben iſt en des Heiligen Reichs-Stat Schweinfurth / den 12. Januarii, Anno &c. der weniger Zahl / im 54. Jahre.

XXXII.

24. Febr. Naumburgiſcher Erb-Vertrag zwiſchen Churfürſt Auguſt von Sachſen eines / und Hertzog Johann Friedrichen zu Sachſen / gebohrnen Churfürſten andern theils / über die zwiſchen Jhnen wegen gedachten Hertzogens an das Hauß und Land zu Sachſen habenden prætenſionirenden ſtandenen Spaltungen. Naumburg den 24. Februar. 1554. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom II. Libr. III. pag. 968. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 69. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans CHRIST. GARTELIUS de Statu publico Europæ noviſſ. Cap. XVII. pag. 563.]

C'eſt-à-dire,

Accord Hereditaire de Naumbourg *paſſé entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe, d'une part; &* JEAN FREDERIC *né Electeur de Saxe d'autre part, ſur les différens ſurvenus entr'eux au ſujet des Droits & Prétenſions dudit* JEAN FREDERIC *comme Duc de Saxe. A Naumbourg le* 24. *Fevrier* 1554.

VOn Gottes Gnaden / Wir Auguſtus / Hertzog zu Sachſen / des Heil. Röm. Reichs / Erz-Marſchall und Churfürſt / Land-Graff in Thüringen / Marggraff zu Meiſſen / und Burggraff zu Magdeburg / und Wir auch von Gottes Gnaden / Johan Friedrich der Elter / gebohrner Churfürſt / Johann Friedrich der Mittler / Johann Wilhelm und Johann Friedrich der Jünger / Vatter und Söhne / Hertzogen zu Sachſen / Land-Grafften in Thüringen / Marggrafften zu Meiſſen / bekennen mit dieſem unſern offenen Brieff / vor Uns / unſere Erben und Nachkommen / nachdem etliche Jahr zurück hochbeſchwerliche Spaltungen zu Hauſe zu Sachſen geweſen / derohalben die Land in merckliche Beſtörung und Abnehmen kommen / daß wir uns erinnert / wo ſolche Spaltung nicht gerichtet / daß dadurch ferner Unrath und allerley Weiterung erfolgen möchte / und haben derohalben uns in dem Nahmen Gottes / zu ſeinem Lobe / auch zu Aufnehmung und Gedeyung unſerer Land und Leut / veterlich und freundlich vereinget und vertragen / wie hernach folget;

Erſtlich ſollen und wollen Wir einander gentzlich verzeihen / und allen Widerwillen / wie ſich der diſthero zugetragen / fallen laſſen / einander ehren / lieben / freundlich meinen / und einer dem andern in ſeinen Obligen räthlich und hülfflich ſeyn.

Wir wollen auch die Erb-Einigung / deßgleichen die Erbverbrüderung / wieder auffrichten und verneuern / und wann wir uns derhalben vergliechen / alsdann wollen wir die Erbeinigungs- und Erbverbrüderungs-Verwandte Chur- und Fürſten ſämptlich vermögen / neben uns ſolche Erneuerung auch zu thun / und die Obrigkeit und Beſtetigung neben uns zu erſuchen.

Und nachdem Wir Hertzog Johann Friedrich der Elter / gebohrner Churfürſt / nach Abſterben des Hochgebornen Fürſten / Herrn Mortzen / Hertzogen zu Sachſen / des Heil. Röm. Reichs Erz-Marſchallen und Churfürſten / Land-Graffen in Thüringen / Marggraffen zu Meiſſen / und Burggraffen zu Magdeburg / ſeliger Gedächtniß / unſer Land wiedergefordert / und Wir Hertzog Auguſtus / Churfürſt / uns die S. L. folgen zu laſſen / weil wir vor allen uns gedachtem unſern lieben Bruder Hertzog Mortzen / Churfürſten ſeligen / damit beliehen / gewegert / ſo haben Wir uns allen friedlichen Weſen zu gut / und unangeſehen / was jeder Theil von wegen obberührtes ſeines Vorgebens befugt / oder unbefugt ſeyn möchten / freundlich vereiniget und vergliechen; Vereinigen und vergleichen uns hiemit dergeſtalt und alſo:

ANNO 1554.

Nachdem Wir Hertzog Auguſtus Churfürſt und freundlicher erbotten / unſern freundlichen lieben Vettern Hertzog Johann Friedrichen dem Eltern / gebornen Churfürſten / und S. Lbd. Söhnen / nachfolgende Aempt / Stätt / Güter und Gerechtigkeit folgen zu laſſen und abzutreten / Nemblichen / Schloß / Stadt und Ampt Sangerhauſen / das Ampt Rebelingen / das Ampt Sachſenburg / das Ampt Herbißleben / ausgeſchloſſen die Stau Denſtatt / und alle Gerechtigkeit / die die von Denſtatt bißher gegen Herbißleben Jährlichen gethan / oder geben haben / nichts außgeſchloſſen / das Ampt Eyſenberg / ſampt Rudolphs von Kayn erkaufften Güter / außgeſchloſſen nachbeſchriebene Dörffer / Flemmingen und Aldenburg / welche zu unſerer Schulen zur Pforten gehören / ſampt dem Gehölze / das Buchholtz genennet / welches dem Capitul und dem Rath zur Naumburg zugehöret / und darzu die gantze Land-Straſſe von Weiſſenfelß und der Naumburg aus / biß gegen dem Eckersberge / wo die ſonſt das Ampt Eyſenberg berühren möchten.

Und weil der Beyweg / über die Sona genandt / keine Land-Straſſen iſt / ſo ſoll auch keine Verglatung darüber geſchehen / ſondern / ſo jemand von Weymar nach der Naumburg ziehen will / der ſoll die ordentliche Straſſe auf Auerſtätt / oder Eckersberg gebrauchen. Aber über die Sona ſoll niemand geleitet werden / wie obſtehet.

Und demnach ſoll durch das Stifft Naumburg und das Ampt Eyſenberg uns Hertzogen Auguſto / Churfürſten / auch die Straſſe / welche von Weiſſenfelß und Naumburg aus / nach Camburg und Dornburg / zur rechten Hand des Buchholtzes hinaus / zu dem hohen höltzernen Creutz gehet / welches zwiſchen den Dörffern / heiligen Creutz und Lerſta / am Jenſchen Weg genandt / ſtehet / und allda bey demſelbigen Creutz der beyder Aempter Eyſenberg und Camburg Reinunge wendet / ſampt den Gerichten und Straſſen-Gerechtigkeit darauff hin und wieder bleiben. Und ob wohl die zwey angezogene Dörffer und das genante Buchholtz / auch die zuletzt und nechſt benente Straſſe / zum Theil etwan im Ampt Eyſenberg gelegen geweſen / ſo ſollen doch die bemelten zwey Dörffer / ſampt ihren gantzen Fluren / und obgenanten des Capitels und Raths Gehölze weder mit Folge / Steuern / Gerichten / Obermannſchafften / noch ſonſt einiger Gerechtigkeit / den benelt Ampt Eyſenberg numermehr gehören / ſondern uns Hertzog Auguſto Churfürſten zuſtehen. Wie wir dann in gleichen uns und unſern männlichen Leibs-Lehens-Erben die benanten Land-Straſſen / mit allen Gerichten und Gerechtigkeiten / darauff vorbehalten und ausgezogen haben.

Was aber vor Güter auſſerhalb der beyden Dörffer Aldenburg und Flemmingen Fluren / auch des Buchholtzs / und der letztbenenten ausgezogenen Straſſen / im Ampt Eyſenberg gelegen / es ſey unds heylige Creutz / Preſſitz / Janſroda / Nauſſedtz / oder andre Dörffer im Ampt / ſo viel der in die Schul zur Pforten nicht gehören / die ſollen die Gebär und Dienſte / wie vor alters / in das Ampt Eyſenberg laiſten und geben.

Hiemit ſoll nicht gemeint ſeyn die Straſſe / ſo von Leipzig aus / nach Stöſſen / und denn auf Frawen-Breßnitz gehet / welches Schönerhauſens Söhnen zuſtehet / ſondern dieſelbe ſoll uns Hertzog Auguſto Churfürſten / biß an die Gräntz der Aempter Dornburg und Camburg gäntzlich mit allen Gerichten und Straſſen / Rechten / ausgeſchloſſen / vorbehalten ſeyn und bleiben / ungeachte ſie das Ampt Eyſenberg berühren thete. Auch derhalben Mahlſtein geſetzt werden. Dieweil aber das Ampt Eyſenberg ein Vergleite zu Tarſching hat / ſo ſoll an Einnehmen deſſelben / wie vor alters herkommen / hierdurch auch der Gerichte halben in Dörffern oder andern Enden / auſſerhalb dieſer obangezeigten Straſſen Gerechtigkeit / dem berührten Ampten Eyſenberg kein Einhalt geſchehen.

So ſollen auch hinter des Capitels und Raths zur Naumburg Gehölze an der Straſſe / ſo von der Naumburg aus / gegen Eyſenberg laufft / Mahlſteen geſetzt werden; An dieſelbigen ſollen wir Hertzog Auguſtus Churfürſt / von der Naumburg aus / und herwieder zugeleiten haben / und ſoll uns berührte Straſſe ſo weit allenthalben zuſtehen.

Und darzu die Güter Oltersleben / Kalbenbron / S. Ulrich / Rorbach im Ampt Sangerhauſen / und Welckenroda. Und überdiß alles einhundert tauſend Gülden Müntz / nemlich auf Weynachten / in dem fünff und funffzigſten Jahr ſechtzig tauſend Gülden / und nechſt darnach folgende Weynachten / in dem ſechs und funffzigſten Jahr aber funffzig tauſend Gülden. Alles an grober Müntz / in unſer Stau Leipzig gegen gewöhnlicher Quantz.

Dieweil aber unſers Hertzog Auguſti Churfürſten lieber Vetter / Hertzog Johann Friedrich der Elter / gebohrner Churfürſt / und S. L. Söhne dieſen Vorſchlag allenthalben anzunehmen Bedencken gehabt / ſondern die Erſtattung obberührter Zuſprüche auf

ANNO 1554. mit denen Landen / die zuvor S. L. gewesen / gesucht / haben wir aus rechtlicher Veterlicher Freundschafft / zu Beförderung und Pflantzung lieb und Einigkeit zwischen unsern lieben Vettern / und Uns / sonderlich aber der Königl. Würden zu Dennemarck zu freundlichen Gefallen gewilliget / daß wir an statt des Amptes Sangerhausen / Rehlingen / auch der Güter Kaldenborn / S. Ulrich und Rorbach / S. L. wollen folgen lassen / und erblich einräumen / Schloß / Statt und Ampt Aldenburg / mit den Flecken Lucknow und Schmölln / und denen von Adel / die ins Ampt gehören / und Amptsassen sind / ohne einige weitere Liquidation, wie sich unes gegen dem andern der Nutzung halben vergleichen möchten / oder nicht.

Das Ampt Borna aber / und was darein und darzu gehöret / nachdem es ein sonderlich Ampt ist / soll hierein nicht gezogen / und damit genennet seyn.

Und darüber wollen wir ihren Liebden einräumen / die vorgenannte Aempter / Schlösser und Städte / nemlichen / das Ampt Sachsenburg / das Ampt Herdisleben / ausgeschlossen die Statt Dennstatt / und alle Gerechtigkeit / die sie bisher gegen Herdisleben Jährlichen gethan / und daß sich das Ampt dieser Statt halben gar nichts soll anmassen / das Ampt Eysenberg / doch mit dem Auszug / wie obstehet.

Und lassen S. L. in obgedachten Aemptern und Gütern allen Vorrat / den wir dieser Zeit darinnen haben / sampt den Inventario, ausgeschlossen was an Zinsen und Steuren bis auf die Zeit der Anweisung ausstehet / dasselbigen behalten wir uns zuvorn.

Auch die hundert tausend Gülden / davon oben Meldung geschicht / auff die obent gemelte Taggent / und mit der Maß / wie hernach folget.

Solches alles geben wir und räumen ihren L. ein / von alle Zu- und Anfrüche / die ihr L. bisher zu Uns gehabt / oder heben haben mögen: Von wegen der gesuchten ersetzung auf den funffzig tausend Gülden jährlicher Nutzung / darvon die Keyserliche Capitulation besaget: Von wegen des Reste / daß ihre Ld. die funffzig tausend Gülden bisher nicht ersetzt seyn sollen: Von wegen S. L. Genahls gesuchten Leibguts / und was derohalben vertaget seyn solte / und sonst vor alle Zufrüche / wie die Namen haben / nichts ausgeschlossen. Und es soll solche einräumung geschehen / erblich und ewiglich.

Was auch von Uns und unserer Vorfahren auff solchen Gütern verschrieben / das wollen wir ablegen / oder verzeihen / daß zu der Ablegung / und derohalben gnugsame Versicherung und Verschreibung von uns geben.

Herne aber unser lieber Vetter / Hertzog Johan Friedrich / gebohrner Chur-Fürst / oder S. L. Vorfahren / vor der Keyserl. Capitulation, aber sonst etwas / auff genelten Ampt Aldenburg verschrieben / das sollen wir zu bezahlen nicht schuldig seyn;

Es soll auch solche einräumung geschehen / mit allen hohen Fürstlichen und Regalischen Obrigkeiten / auff allen Gütern / die in die Aempter und andre obbenannte Güter gehören / nichts ausgeschlossen / auch mit Folgen / Steuren / Amptsassen und Bergwercken / und allen andern / inmassen wir solche zuvor innegehabt / nichts davon ausgeschlassen.

Und wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / von wegen unser / auch in ehelicher Vormundschafft der Hochgebornen Fürstin / Frawen Sybillen / gebornet Hertzogin zu Gülich / Hertzogin zu Sachsen / unser freundlichen lieben Gemahls / und wir Hertzog Johans Wilhelm / und Hertzog Johann Friedrich / der jünger / Gebrüder / wollen daran zufrieden seyn / auch wir / unser Erben und Nachkommen / wollen und sollen unsern lieben Vetter Hertzog Augusten / Chur-Fürsten / und S. L. männliche Leibs-Lehens-Erben / von wegen unserer Zuflüche / wie sich die bisshero in dem Hause zu Sachsen erhalten / benant und andenant / nichts ausgeschlossen / auch unser gewesen Land / Leibgut und sonsten / und erstaunung / oder anders / wie das Namen hat / gar nichts ausgeschlossen / ferner nicht anlangen.

Als auch unser Hertzog Augusti Churfürsten lieber Bruder / Hertzog Moritz seliger / in der Naumburgischen Handlung vorwenden lassen / daß die Holtz- und Teich-Nutzung / auch die Klöster / die unser lieber Vetter Hertzog Johann Friedrich / gebohrner Chur-Fürst / hat / das Ampt Schwartzwaldt / Stadt Pößlug / Amma / Treptis / und Newstatt / nicht angeschlagen / und daß dieselben Aempter und Statt ferner ihr zuständig seyn solten / haben wir Hertzog Augustus / Churfürst / solche Zusprüche / der sich unser Bruder angemaßt / aus freundlichen Willen / und allen Sachen zum besten / auch fallen lassen / und thun für uns und unsere Erben gäntzlich davon abstehen.

Die Schrifftsassen / die in unsers lieben Vettern Land wohnen / die vorgenanter unser lieber Bruder Hertzog Moritz / Chur-Fürst seliger / angefochten / als weren sie nicht überwiesen / sollen S. L. und ihren Söhnen auch bleiben / die wir auch weiter nicht fordern wollen;

Doch daß S. L. und ihre Söhne von der Forderung / die sie an dem Landt-Compeur zu Zwetzen / und auff Schenckhausen Gütern inhaben vermeinen / gentzlich auch abstehen: Welches denn wir Hertzog Johans Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / und unsere Söhne / auch also bewilligen.

Die Strassen in S. Johans- und Andreesen-Thor zu Erffurdt / sollen uns Hertzog Augusten / Churfürsten / desgleichen die von Herdisleben / da das Ampt wendet / doch daß Denstan in das Ampt nicht gehöre / mit allen Strassen / nebst Ober- und Niederen-Gerichten / auch dem Leib-Gelaite bleiben; Doch / daß unser lieber Vetter S. L. Gelaite in der Stadt Erffurdt / wie vor alters / möge einnehmen / und die Fuhrleute / die solch Gelaite umfahren / auff gemeinen Strassen / unterreden / aufhalten / oder pfenden lassen / und sie gebührlichen straffen.

ANNO 1554.

Und obwohl Graff Günther zu Schwartzburg mit den Arnstädtischen Lehen / an unsern lieben Brudern / Hertzog Mortzen seligen / gewesen / und wir Hertzog Augustus / Churfürst / berichtet worden / daß unsern lieben Vettern darous allerley Gefahr erfolgen möchte / haben wir S. L. und derselben Söhnen zu freundlichen Gefallen gewilliget / Graff Günthern / oder seine Erben / mit denselben Arnstädtischen Lehen wiederumb erblich an S. L. zu weisen / in allermassen sie sieher der Groß-Väterlichen S. L. und ihren Vorfahren vor der Capitulation zugestanden / und weiter nit.

Der Reichs-Anschläge halben / sol es zwischen uns endlichen entscheiden seyn / und bleiben / nemlich also: daß wir Hertzog Augustus / Churfürst / auff der Chur wollen behalten sechen Pferd / auff den andern Aemptern / die unsers lieben Vettern / Hertzog Johan Friedrichen des Elteren gebornen Churfürsten gewesen / auch zehen Pferde.

Und S. L. soll auff sich dreissig Pferd behalten / die übrig sechen gebühren dem Burggrafen zu Meissen. Desgleichen soll es mit Abtheilung der Fuß-Knechte / auch gehalten werden / wie denn wir Hertzog Johann Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / und neben uns unsere Söhne / solches also willigen / und zu halten zusagen / wir Hertzog Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / sollen und wollen auf Sonnabend nach Quasimodogeniti schrifft / in ein Gewölbe zu Wittenberg in dem Schloß legen die Brieffliche Urkunden über die Chur zu Sachsen.

Item / über die Burggrafschafft und Grafen-Gedinge zu Magdeburg und Hall / auch die Rathschläge der Rechts-Gelehrten / und die Acta, so darüber ergangen. In dasselbe Gewölbe sollen auch die Brieff gelegt werden / die bisshero zu Leipzig in dem Brief-Gewölbe gewesen.

Wir Hertzog Augustus / Churfürst / wollen etliche unser Diener gegen Weymar schicken / denen wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / vorlegen lassen / die Haupt-Brief über die Schloß / Statt / Ampt / Flecken und Güter / Item die Capitel / Lehenbücher und Register.

Item / die Ampt-Lehen / Reces und andere Bücher. Item / in unserer Canzeley die Lehen / Homagial- und Reces-Bücher / so viel wir deren haben. Welche Bücher / Brief / Register / oder anders / die Ampt / Statt / Flecken / Güter und Unterthanen / die unsern lieben Vettern / Hertzog Augusto / Churfürsten / allein zustehen / sie sind unser / oder nicht / belangen / die wollen wir S. L. Dienern alsbald zustellen / und folgen lassen.

Weren aber in solchen Briefen / Registern oder Büchern gemengte Händel / die zum Theil S. L. Ampt / Statt / Flecken / Unterthanen / oder Güter / und zum Theil unsere Statt / Flecken / Ampt / Güter oder Unterthanen belangen / darauf wollen wir S. L. Diener schreiben lassen / alles was S. L. Unterthanen / Schloß / Statt / Ampt / Flecken / oder Güter belanget / ohne alle Gefehrde / oder einige wegerung.

Ferner wollen wir Hertzog Augustus Churfürst / über obgedachte etliche unsere Diener / noch drey Schreiber / den zehenden Tag nach dato dis Vertrags / gegen Weymar ordenen.

Zu denen wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / auch drey vertraute Schreiber niedersetzen / die sollen die obgedachten Brief ausschreiben.

Was sie aber vor dem Sontag Quasimodogeniti zu Weymar nicht ausschreiben / das sollen sie zu Wittenberg in dem Schloß ausschreiben / und sich alsbald von Weymar derhalben gegen Wittenberg begeben / also / daß sie auffs längste Freytag noch Quasimodogeniti schirst zu Wittenberg einkommen / und sich daran nichts verhindern lassen: und welche Brief ausgeschrieben seynd / sollen alsbald in das Gewölbe gelegt werden / und also forder / bis sie alle hinein gelegt werden.

Wir sollen und wollen auch / zu denselben Brief-Gewölbe zu Wittenberg in dem Schloß / derselbe die Schlüssel haben / in allermaß wir die zu dem Brief-Gewölbe zu Leipzig bisshero gehabt.

Ferner wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / gebornet Churfürst / unserm lieben Vettern / Hertzog Augusto Churfürsten zustellen / von dato an binnen sechs Wochen / ein versiegelt Register über die einhundert tausend Gülden Personlicher Schuld / so wir vor dieser Zeit S. L. Bruder gewiesen / desgleichen / was auf den Ampten und Städten / die S. L. hat / die zuvor unser gewesen / dinglich verschrieben.

Wir Hertzog Augustus Churfürst / wollen auch unserm lieben Vettern / Hertzog Johan Friedrich dem Elteren / gebornen Churfürsten / und S. L. Gemahl / unsere freundlichen lieben Muhmen und Schwägerin / desgleichen S. L. Söhnen / unsern lieben Vettern / freundlich folgen lassen / ihrer allerlins L. Berg-Theil / wo ihre L. die in unsern Berg-Städten haben / die ihre L. als Gewercken gebauet; Doch ausgestossen die Hünen / und daß die Ampleute gegen der Zuhuß vergleiche / und einander ausgeben haben seyn und bleiben; Hierüber haben wir Hertzog Augustus Churfürst / freundlichen gewilliget / daß wir nun fürsonder die Zehent Silber / die uns / unsern Erben und Nachkommen / auff dem Schneeberg einkommen werden / den halben Theil / unsern freundlichen lieben Vettern Hertzog Johan Friedrich dem Elteren / gebornen

ANNO 1554. nen Churfürſten/ und S. L. Söhnen/ in dem Kauff laſſen wollen/ wir wer den Gewercken ihre Silber bezahlen; Doch/ daß uns S. L. ſolche Silber mit unſerer Münz har bezahle/ und zu Leipzig die Silber gegen der Bezahlunge alle Leipziſche Märckte empfahe/ und daß S. L. ſich derhalben auff dem Schneeberg keiner Beſchwerligkeit/ oder Gerechtigkeit anmaſſe/ ſich auch darinn nicht annehme/ ob weing Silber gemacht würde.

Nachfolgende Artickel haben wir beyderſeits gegen einander freundlich fallen laſſen: Die Brandſchatzung und Steuer/ ſo Hertzog Moritz/ Churfürſt ſeliger/ und wir beyde in des andern Landen eingenommen. Auch die 42000. Gülden/ ſo dem Weymariſchen Theil/ nach auffgerichter Capitulation, abgeſchätzt ſeyn ſollen. Item die Zehent-Silber/ ſo unſer Hertzog Johan Friedrich des Eltern/ gebornen Churfürſten/ Kneges-Volck in den Bergſtätten ſollen bekommen haben. Daß die Brück zu Meiſſen abgebrandt. Daß alt-Dreßden geplündert; Der Schoſſere/ Gleits-Leut/ und Forſtere eingenommen und unberechnet Geld/ und was des Dings mehr iſt/ inhalts voriger Artickul/ die auff den Tag zur Naumburg Anno 51. derhalben übergehen; Diß alles/ und was dergleichen Sachen ſeind/ ſie ſein benant/ oder unbenant/ ſollen gänßlichen fallen/ und gegen einander auffgehoben ſeyn/ und gar keine Sache/ bedacht oder unbedacht/ benant oder unbenant/ hinderſtellig bleiben.

Was aber die Unterthanen von den ihren auff Bit dargeliehen/ und darüber Beleff und Siegel haben/ wenn ſie und Bezahlung anſuchen/ wird ſich ieder Theil der Gebühr zu verhalten wiſſen.

Wir wollen auch unſer beyderſeits Räthe/ Diener und Unterthanen/ ſo unſer ieden in dem vergangenen Krieg wider einander gedienet/ aus Verdacht/ Ungnaden/ und ſorgen/ darein ſie darinnen bey den andern kommen ſeyn möchten/ gänßlich laſſen/ wie auch dieſelbigen aufgehoben und abgeſetzt/ und ſich derhalben keiner zu beſorgen/ noch zu befahren haben ſoll.

Ingleichen ſollen auch die Räthe und Diener/ ſo uns mit Dienſte verwandt ſeyn/ und unter dem andern/ Güter/ Häuſer/ und andere Einkommen haben/ derhalben oder ſonſten/ an demſelben ihren Gütern/ Häuſern und Einkommen unbedrangt/ unbeſchwert bleiben und gelaſſen werden/ ſondern ſie ſolches unverhindert/ und ohne Eintrag genieſſen/ nützen und gebrauchen.

Hiemit ſollen und wollen wir aber unſerer Gebrechen/ ſie ſeind benant oder unbenant/ nichts ausgeſchloſſen/ wie ſich die hiſhero zwiſchen uns und unſern Vorfahren erhalten/ es ſey waſſerley Sachen es wolle/ ob die auch jetzt unbedacht bleiben/ gentzlich und zu Grund vertragen ſeyn und bleiben. Und ſoll unſer keiner derwegen einige Rechtfertigung/ oder gewaltſame thätliche Handlung wider den andern vornehmen/ ſondern es ſoll jedes dem andern gerichtlich bey alle dem/ das er in Zeit dieſes Vertrags im Beſitz/ Gewähr und Gebrauch gehabt/ und durch dieſen Vertrag bekommet/ ungeacht/ daß es zum Theil zwor des andern geweſen/ gerichtlich und gantz unverhindert erblich und ewiglich bleiben laſſen.

Und wir Hertzog Auguſtus Churfürſt/ haben über daß alles aus freundlichen Willen/ und fürnehmlich auf Anhalten der Königlichen Würden zu Dennemarck/ unſers lieben Heran und Veters/ Rath und Geſchickte/ welche ſie dieſer Zeit bey uns gehabt/ und mehrer Freundſchafft willen gewilliget/ wir wer dann hiemit Krafft dieſes Briefs willigen/ daß wir unſern lieben Vettern zuwillig wollen abtretten/ unſere Gerechtigkeit zu der Löſung an dem Ampt Königsberg in Francken/ ſampt der Lehenſchafft/ Oberbotmeßigkeit/ und aller Gerechtigkeit/ Folge/ Steuer/ und anders die wir an dem Ampt Auſtät haben; Doch daß unſer Univerſität zu Wittenberg/ von den Gütern/ Piſſel und Navendorff/ Jährlichen ihre Zeit und Gebühr/ unwegerlich bey ſchleuniger Hülff gegeben werden.

Daß wir auch von Anfang der Lehen über die Gleichiſche Güter/ die unſer Vetter Wolfgangiſche/ von denen von Gleichen an ſich bracht/ wollen abſtehen/ und S. L. über obbemelte Ampt/ und Güter/ die Ampts-Bücher/ (ſo viel wir derer haben) und Regiſter wollen zuſtellen. Doch beſcheidentlich und alſo/ daß es des Einkommens halben derſelben Ampt/ Städt und Güter keiner Liquidation ferner bedörffe/ ſondern daß die Unterthanen in den Aempten und Gütern/ Sachſenburg/ Erfenberg/ Herbißleben/ Olleroleben/ und Volckenroda/ alsbald ſollen die Zinſe und anders/ vermöge der Regiſter/ angelobet. Das ſtehende und fallende befindet ſich aus den Rechnungen; im Ampt Aldenburg aber/ ſoll die Erbliche Anweiſung geſchehen/ und allenthalben/ alle fernere Diſputation und Liquidation nachbleiben/ und unſer Vetter mit ſolchen Gütern/ was die Jährliche Nutzen und Einkommen haben/ allenthalben begniget ſeyn: Welches wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebornet Churfürſt/ von wegen unſer und unſers freundlichen lieben Gemahls/ und neben uns unſere Söhne/ alſo hiemit zuſagen/ willigen und verſprechen/ und ohne einige Behelff oder Eintrag halten ſollen und wollen.

Wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebornet Churfürſt/ in ehelicher Vormundſchafft unſerer freundlichen lieben Gemahlin/ wollen unſern freundlichen lieben Vettern/ Hertzog Auguſten Churfürſten/ J. L. Widumb/ oder Leib-gedings-Brieff binnen 4. Wochen/ nach Dato diß Brieffs/ zuſtellen/ in bedeuckung/ daß es billich geſchicht/ weil (wie obmangezogen) unſere Gemahlin allenthalben vergnüget/ und freundlich zufrieden geſtellet iſt.

Wir Hertzog Auguſtus Churfürſt/ auch unſere Erben/ bekennen und wollen unſern freundlichen lieben Vettern/ Hertzog Johan Friedrichen dem Eltern/ gebornen Churfürſten/ und S. L. Söhne/ der Güter Olleroleben und Volckenroda gewehren/ wir Gewehres Recht und Gewohnheit iſt. ANNO 1554.

Und darauff geredet wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebornet Churfürſt/ bey unſern Fürſtlichen Worten vor uns/ unſere Erben und Nachkommen/ und wir Hertzog Johan Friedrich der Mittler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Jünger/ Vatter und Söhne/ daß wir unſern lieben Vettern/ Hertzog Auguſto/ den Titul/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marſchall und Churfürſt/ auch Burggraff zu Magdeburg/ S. L. Leibs-Erben/ neben andern gebührlichen Titulin/ hinforder geben ſollen und wollen.

Und wiewol wir Hertzog Auguſtus Churfürſt/ Bedencken gehabt/ unſern lieben Vettern den Titul/ gebornet Churfürſt/ zu geben/ weil es aber darvor geacht wird/ daß ſolches der Röm. Kayſerl. und Königl. Maj. nicht zu entgegen/ und auch etliche Könige/ Churfürſten/ Fürſten und Stände S. L. ſolchen Titul gehen/ ſo wollen wir S. L. die Zeit ihres Lebens/ zu Beförderung dieſes unſers freundlichen Vertrags/ denſelben neben den Tituln: Hertzog zu Sachſen/ Landgraff in Thüringen/ und Marggraff zu Meiſſen/ auch geben.

So haben wir Hertzog Johan Friedrich der Mittler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Jünger/ vor uns/ unſere Erben und Nachkommen/ gewilliget/ wir wer dann Krafft dieſes Brieffs willigen/ verſprechen und zuſagen/ daß wir und unſere Söhne/ den Titul/ gebornet Churfürſt/ auch des Churweſens/ deßgleichen des Titels/ Burggraff zu Magdeburg/ nicht brauchen ſollen/ noch wollen/ weil unſer freundlicher lieber Vetter/ Hertzog Auguſtus Churfürſt/ und S. L. männliche Leibs-Lehens-Erben am Leben ſeyn. Aber S. L. und derſelbigen männlichen Leibs-Lehens-Erben ſollen und wollen wir ſolchen Titul geben/ ohne wegerung.

Wir Hertzog Auguſtus Churfürſt/ Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebornet Churfürſt/ Hertzog Johan Friedrich der Mittler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Jünger/ auch unſere Erben und Nachkommen/ ſollen und wollen die Kayſ. Capitulation, einer gegen dem andern/ und unſern beyderſeits Erben/ in allen Artickeln/ die in dieſem Vertrage nicht geändert/ und darzu dieſen Vertrag ſtet und feſte halten. Und wir Vatter und Söhne/ wollen unſern lieben Vettern/ bey S. L. Landen und Leuten/ auch denen/ die S. L. ietzo hat/ die zuvorn unſer geweſen/ ruhiglich bleiben laſſen/ ohne einigen Eintrag oder Wiederrede.

Und wir Hertzog Auguſtus Churfürſt/ geredten bey unſern Fürſtl. Worten/ daß wir dieſen obbeſchriebenen Vertrag/ in allen ſeinen Punckten und Artickeln/ auch alles dasjenige unverbrüchlich halten wollen/ daß uns die Kayſ. Capitulation auflegen/ und in dieſem Vertrag nit geändert iſt/ und wollen unſern Vettern bey Ihrer L. Landen und Leuten/ die ihre eb. ietzo hat/ und durch dieſen Vertrag ietzo bekommet/ gerichtlich auch bleiben laſſen/ ohne einigen Eintrag oder Wiederrede.

Und nachdem wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebornet Churfürſt/ in dieſer Handlung geſucht/ daß uns die Schrifftſaſſen im Ampt Aldenburg/ und den andern obgenanten Aempten/ ſolten mit angewieſen werden: und wir Hertzog Auguſtus Churfürſt bedacht/ daß ſie in die Ampt nicht gehören/ und uns ſolches nicht ſchuldig geachtet/ gleichwohl aber aus ſonderlichen Freundſchafft/ und auf Anhalten der Königl. Würden zu Dennemarck Räthe/ haben wir S. L. nachfolgende Schrifftſaſſen angewieſen zu laſſen gewilliget/ nemblich/ den Compter-Hoff zu Altenburg/ den Herrn von Wildenfelß/ mit dem Gut Kommerberg/ und weiter nichts. Ausgeſchloſſen den Anfall deſſelben Guts Konneberg/ ſo uns dem Churfürſten/ und unſern Erben/ bleiben ſoll. Doctor Eſſen/ mit dem Gut Frawenfels/ Hanboldt Pflug/ mit dem Gut Lodichaw/ die von Ende/ mit dem Gut Starckenberg. Die von Bünaw/ mit den Gütern Bretenhain und Meuſelwitz. Wolff von Weißbach/ mit dem Gut Ramsdorff. Baſtian von Gabelentz/ mit den Gütern Peſchwitz und Leuben/ die von Ende/ mit dem Gut Fuchshain. Ernſt von Brantenbach/ mit dem Gut Lentz/ die von Ende/ mit dem Gut Pöntz. Sewarins und Lewin vom Ende/ mit den Gütern Laumen und Selcka/ Chriſtoph von Weißbach/ mit dem Gut Weißbach. Die von Creutzen/ mit den Gütern Heckerswalde und Pelitz/ Doctor Creutz/ mit dem Gut Reichſtän/ Dingkwitz/ mit dem Gut Praunſdorff/ Wolff Hagenest/ mit den Gütern Luckaw und Oelwitz/ Balten von Kempberg/ mit dem Gut Eeenberg/ Urban von Rich/ mit dem Gut Numritz.

Welches wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebohrner Churfürſt/ zu ſonderlichen freundlichen Gefallen vermerckt/ und wollen damit freundlich zufrieden ſeyn/ auch wir/ und unſere Söhne/ ſollen und wollen S. L. dieſes Artickels halben ferner nicht anlangen.

Ob auch unſer/ des Churfürſten/ Schrifftſaſſen/ die unter uns bleiben/ oder ihre Unterthanen einige Gebür/ oder Dienſte/ in die Ampt/ die wir unſern Vettern zukommen laſſen/ vor alters und hiſhero geben und geleiſtet/ die ſollen ſie hinforder in dieſelben Ampt auch leiſten und geben. In wegerung aber deß/ mag unſer lieber Vetter S. L. durch ihre Ampts-Diener in ihr Güter/ die in den Aemptern gelegen/ davon die Gebür in die Ampt gezogen oder geleiſt/ gebührlichen helffen laſſen; Doch ſollen

ANNO 1554.

ſollen die Lehen in unſer Cantzley bleiben / und unſere Schrifft-faſſen / von unſern lieben Vettern und ſeiner Pflicht / oder an-der Beſchwerung derhalben belegt werden. Und ſolches ſoll un Gegenfall mit den Schrifftfaſſen / die mit S. L. jetzo zuweiſen laſſen / dergleichen auch gehalten werden.

Und nachdem uns Hertzog Johan Friedrichen dem Elteren / ge-bornen Churfürſten / unſer freundlicher lieber Vetter / Hertzog Auguſtus Churfürſt / wie obgemelt / 100000. Gülden Pfung giebt / wollen wir Georg Biethumben 20000. Gülden / die uns auff dem Ampt Sachſenburg verſchrieben / ſelbſt bezahlen / und ſoll unſer lieber Vetter / derſelben Schuld halben / ferner nicht angelanget werden.

Ob auch künfftig zwiſchen uns / oder unſern Erben und Nach-kommen / Irrungen und Gebrechen vorfielen / damit dann aller unfreundlicher Wille und andere Weitläufftigkeit / ſo daraus ent-ſtehen möchte / ſo viel immer möglich / verhütet werden / haben wir uns folgends Anſtrags mit einander freundlich und Vetterlich verglichen. Und anfänglich / da es zu Zeiten in unſerer Fürſt-lichen Regierung etwas vorfallen würde / darumb wir uns / mit freundlichen Schrifften und Berichten / mit einander ſelber nicht möchten vergleichen / ſo wollen wir alsdann unſere verſtändige / ſchwebliche und getrewe Räthe darum forderlichen zuſammen ſchi-cken / und dieſelben gütlichen vergleichen laſſen; Da wir aber durch dieſelben auch nicht möchten vereiniget werden / ſo ſoll un-ſer jeder vier Weltliche und zween gelährte Räthe niederſetzen / und der Eyd und Pflicht / damit dieſelbige unſer jedem zugethan / ſo viel die Sache / darumb ſie niedergeſetzt / belanget / lauthen. Die ſollen alsdann darzu inſonderheit / en Beyſeyn unſer jedes darzu verordneten Anwalden von newes (wie gewöhnlich) verei-det und verpflichtet / und alsdann vor ihnen die Sache / derhal-den die Irrunge vorfallen / durch beede Theile / mit der Kürtz / und ohn alle Verbeiterung / alſo vorbracht werden / damit ſie der ſtreitigen Sachen einen guten Bericht haben können: Alsdann ſollen ſie allen Fleiß vorwenden / uns oder unſere Erben und Nachkommen / ſolcher entſtandenen Gebrechen in der Güte zu vergleichen und zu vertragen. Ob ſie aber des nicht folge haben möchten / alsdann ſollen die zwölff Niedergeſetzte die Irrungen von Mund zu die Feder zu rechte / ohne alle unbeſtändige Weit-läufftigkeit / vor ihnen einbringen / und mit dreyen Sitzen zum Urtheil beſchlieſſen laſſen / auch die Verſehung thun / daß uns keiſten Sache keine Newerung eingebracht werde / und da es geſchee-hen / ſolches in Stellung des Urtheils übergeben / und auff be-ſchehene rechtliche Vortrag / was recht iſt / ſprechen.

Ob auch unterredlute / oder bey Urtheil zu ſprechen / Gezeug-nüß zu hören / und anders zu endlichen Urtheil dienſtlich ſolte vorgenommen werden / daß ſollen dieſelben zwölff niedergeſetzte Räth auch zu thun Macht haben; da auch der Artical / derent-halben zwiſchen uns Irrungen zuſtünden / viel weren / die / wie obgemelt / in der Güte nicht könten entſchieden werden / ſo ſoll die rechtliche Erörterung derſelben zugleich und miteinander ge-ſchehen / und alle endlich gehöret / und kein Artickel / ſo zum Rechten gehöret were / ohne den andern rechtlich verſprochen / oder hinfellig abgeſandt werden / damit wir / und unſere Erben oder Nachkommen / alſo aller Gebrechen / ſo jetzerzeit entſtehen / zugleich vertragen / und entſchieden werden.

Konten ſich aber die zwölff niedergeſetzte des Urtheils und rechtlichen Erkäntnüß unter ihnen nicht vereinigen / ſo ſollen ſie alsdann ſchuldig ſeyn / ſich des Rechten und Urtheil an dem Keyſerl. Cammer-Gericht zu belernen / und darauf in ihren Nah-men rechtliche Erkäntnüß zu thun.

Da auch itzgemt Artickel ſtreticten / die ſich in die Sächſiſche Recht in der Haupt-Sachen ziehen thäten / darum ſoll demſelben Sächſiſchen Rechte nach geſprochen werden; Und ſoll ſolches alles in Jahrs-Friſt / von Zeit der Niederſatzung anzurechnen / geiſt-lich und allenthalben ausgerichte und geöretet ſeyn: Und was dem alſo nach in ſolchen unſern Gebrechen / entweder durch gütliche Handlung verglichen / oder da dieſelbe entſtunde / durch rechtliche Erkäntnüß auf Maß und Meynung / wie obgemelde / geöretet werd / das gereden und geloben wir einander hiermit bey unſern Fürſtlichen Treuen und Worten vor uns / unſere Erben und Nachkommen / redlich zu halten / anzunehmen / und den-ſelbigen zu verfolgen / ohne alle Reduction, Appellation, auch ſonder alle Anzüge / Behelff / Ey- oder Biederede / wie und welcher Geſtalt dieſelbe / nach Schärffe der Recht / oder menſch-licher Erfindung / erdacht werden möchten; Es ſoll auch dieſer Anſtrag in den Irrungen / ſo ſich nach unſer eins oder beyder Abgang zwiſchen unſern Erben zutragen möchte / gleicher geſtalt gehalten werden.

Deß zu Urkunde / auch ſtater / feſter / und unverbrüchlicher Haltung / haben wir beyde Hertzog Auguſtus Churfürſt / und Hertzogs Johann Friedrich der Elter / gebohrner Churfürſt / desgleichen wir Hertzog Johannis Friedrich der Mitler / Her-tzog Johan Wilhelm / und Hertzog Johan Friedrich der Jün-ger / jeder ſein Inſiegel an dieſen Brieff / der gezwyfacht / wiſſentlich hengen laſſen / und uns mit eignen Handen unter-ſchrieben.

Und wir obgenannter Hertzog Auguſtus Churfürſt / und wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / gebohrner Churfürſt / mit Willen und Wollen unſerer Sohn / haben uns gegen bey-derſeits unſerer Landſchafften bewilligt / auch ihnen verſprochen / und zugeſagt / daß wir / und unſere Erben / dieſen Vertrag / ſtet / feſte halten ſollen und wollen. Welcher aber unter uns / oder unſern Erben / ſolches nicht thun würde / demſelben ſoll

ANNO 1554.

ſeine eygene Landſchafft in ſolcher ſeiner Nichthaltung / weder hülfflich noch tathig ſeyn; Und zu noch mehrer Sicherheit ha-den wir beyde obgenannte Chur- und Fürſten zu Sachſen / die Aller-Durchleuchtigſten / Großmächtigſten / auch Hochgebor-nen Fürſten und Herren / Herrn Ferdinandum / Königen / zu Hungarn / Böheimen / Dalmatien und Croatien König / Infanten in Hiſpanien / Ertz-Hertzogen zu Oeſterreich / Hertzo-gen zu Burgund / Brabant und Würtemberg / Grafſen zu Tyrol: Herrn Chriſtian zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzogen zu Schleßwig / Holſtein / Stormarn / und der Ditmarſchen / Grafſen zu Oldenburg und Delmanhorſt; Herrn Joachim / Marggrafſen zu Brandenburg / des heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Cammerer und Churfürſten / zu Stetin / Pommern / der Caſſuben / Wenden / und zu Schleſien / zu Croſſen / Hertzogen / Burggrafſen zu Nürnberg / und Fürſten zu Rügen; Herrn Wilhelmen / Hertzo-gen zu Gülich / Cleve und Berg / Grafſen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenſtein; Herrn Philipſen / zu Stet-tin / Pommern / der Caſſuben und Wenden Hertzogen / Fürſten zu Rügen / und Grafſen zu Gützkaw / und Herrn Philip-ſen den Eltern / Landgraffen zu Heſſen / Grafſen zu Catzenelen-bogen / Dietz / Ziegenhain und Nidda / unſer allergnädigſte / auch beſonder liebe Herren / Vetter / Ohmme und Schwäger / unterthänig auch freundlich gebeten und vermocht / daß Ihre Königl. Majeſt. Königl. Würden und Liebden / jre Inſiegel an dieſen Brieff auch wollen hengen laſſen.

Und wir Chriſtian / zu Dennemarck / König / wir Joachim / Marggraff zu Brandenburg / Churfürſt / wir Wilhelm zu Gü-lich / und wer Philips / zu Pommern Hertzogen / und wir Phi-lips / zu Pommern Hertzogen / und wir Philips der Elter / Landgraff zu Heſſen / bekennen mit dieſem Brieff / vor uns / unſere Erben und Nachkommen / daß wir auf Anſuchen der Hochgebornen / obgenannten Chur- und Fürſten / unſerer lieben Ohmen / Sohns / Vettern und Schwägern / unſere Inſiegel an dieſen Brieff zu beglaubigung deſſelbigen hengen laſſen / und uns mit eignen Handen unterſchrieben; doch uns / König Ferdinando / und unſern Erben / ohne Schaden.

Und wir Albrecht Georg / Graff und Herr zu Stolberg und Wernigeroda; Hanß Georg / Graff und Herr zu Manß-feld / Edler Herr zu Heldrungen; Georg / Herr von Schön-burg / Herr zu Glauchaw und Waldenburg; Hanß von Ger-mer / Lande-Comptor der Balley in Thüringen / Georg von Schleinitz zu Sarthauſen; Wolff vom Ende / Ritter; Caſpar von Schönberg der Elter auffm Borſtenſtein; Ernſt von Mil-dutz auff Batzdorff / Oberhauptmann des Meißniſchen Creyſ-ſes / Chriſtoph von Werthern auff Frohndorff / Oberhauptmann des Thüringiſchen Creyß / Dietrich von Starſchedel zu Muß-ſchen / Abraham von Einſiedel / auffm Schattenſtein: Wolff Keller zu Steinberg; Georg von Wytzleben zu Wolmerſtem / Andreas Pfung zu Löbnitz: Johann Löſer zu Trebitz / Bathar Pfung zu Strehlen: Heinrich von Bunaw der Elter zu Dröſſig: Hieronymus Lieſwetter zu Lobitſch / Doctor / Cantzler; Chri-ſtoph von Carlewitz / auff Herrmannsdorff / Hanß von Schleu-nitz daſelbſt / und Heinrich von Maltitz zu Dippoldswalde.

Auch wir Bürgermeiſter und Räthe der Stadt / Witten-berg / Leipzig und Saltza / bekennen mit dieſem Brieff: Nach-dem uns Hertzogen Auguſten / Churfürſten zu Sachſen / un-ſers gnädigſten Herrn / Landſchafft darzu verordnet / daß wir / zu Glauben / jeder ſein Inſiegel an dieſen Brieff gehangen / und ſich mit eigner Hand unterſchrieben; Und wir Ernſt / Graff zu Gleichen / Herr zu Tonna; Bernhardt von Milla Ritter / Land-Hoffmeiſter: Mattes von Wallrom / Hauptman zu Coburg / Erasmus von Minckwitz zu Drenen / Doctor und Cantzler: Wolff Müllich / zu Hartmansleben / Hoffmeiſter; Friedrich von Wangenheim / zum Winterſtein; Heinrich Mülich zu Bernß-dorff / und Jacob Kelt / Burgermeiſter zu Salfeld / bekennen auch mit dieſem Brieff / nachdem uns Hertzog Johan Fried-richen / des Elteren / gebornen Churfürſten / unſers gnädigen Herrn Landſchafft darzu verordnet / daß wir / zu Glauben / jeder ſein Inſiegel an dieſen Brieff gehangen / und ſich mit eygner Hand unterſchrieben; Wer bewilligen auch hiemit vor uns / und von wegen gantzer Landſchafft / auf empfangenen Befelch / wo ſichs über lang oder kurtz würde zutragen / daß ein Churfürſt / oder Fürſtlich Theil im Hauß zu Sachſen / dieſen Vertrag nicht halten würde / daß alsdann deſſelbigen eygne Landſchafft Ihm in ſolcher ſeiner Nichthaltung / weder täthlich noch hülfflich ſeyn ſoll / un-geacht / wir ſie durch ihren Herrn oder ſonſt dazu ermahnet: Wie wir dann auf den Fall unſer Eyd und Pflicht erlaſſen wor-den.

Bey obbeſchriebener Handlung und Verträge ſind geweſen / der Kayſ. Würden zu Dennemarck Räthe und Geſchickten / nemblich Peter Oxfe zu Gieſſelfeldt / Hauptmann zu Ravens-burg / Balthaſar Clammer / Licentiat und Cantzler / Bern-hardt / Wigbalt / Frieß / Doctor, unſer Hertzog Auguſti / Churfürſten / Räthe und liebe Getrewe: Hanß von Pönickaw / auff Pomßen / Amptmann zu Grim / Georg Commerſtädt auff Kaleraun / und Leonhardt Badehorn / beyde der Rechten Doc-teres / und unſer Hertzog Johan Friedrichs des Elteren / ge-bornen Churfürſten Räthe und liebe Getrewe / Erasmus von Minckwitz / zu Drenaw / Doctor und unſer Cantzler; Wolff Müllich / zu Hardiſleben / Hoffmeiſter / und Heinrich Münch zu Bellnsdorff. Geſchehen und geben zu der Naumburg am

ANNO 1554. Tage Matthiæ Apoſtoli den 24. Tag des Monats Februarii / nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt / im 1554. Jahr.

Ferdinandus.
Joh. Friedrich der Eltere / gebornter Churfürſt zu Sachſen / m. p.

Chriſtian.
Auguſtus / Churfürſt zu Sachſen.
Joh. Friedrich der Ritter.
J. W. H. zu Sachſen.
Joh. Friedrich der Jünger / m. p.
Joachim Churfürſt / m. p.
Wilhelm / Hertzog zu G.
Philips L. zu Heſſen m. p.
Philips / Hertzog zu Stetin / Pommern.
Hanß Georg / Graff zu Manſfeld.
Albrecht Georg / Graff zu Stolberg / Königſtein und Rinzefort.
Georg Herr von Schönburg.
Georg von Schleintz.

XXXIII.

1. Sept. Erb-Verbrüderung zwiſchen Johann Friedrich den mitteren / Johann Wilhelm / und Johann Friedrich den Jüngern / allerſeits Hertzogen zu Sachſſen eines / dann auch Wilhelm / Georg Ernſt / und Boppo Vatern und Söhnen / Graffen zu Henneberg andern Theils; Wodurch die letztern bewilligen / daß / im fall ſie ohne männlichen Erben mit Tode abgehen ſolten / beſagte Hertzogen in der gantzen Grafſchafft Henneberg ſuccediren / dahingegen beſagte Hertzogen 130470 gulden obbenanter Graffen Schulden auf ſich zunehmen / und dieſelbe zwantzig Jahr zu verpenſioniren verſprechen. Geſchehen zu Kahla den 1. Septembr. 1554. Sambt Inſerirten Conſens in obiger Erbeinigung Auguſti Churfürſts zu Sachſſen / und Philipps Landgraffen zu Heſſen. Geben wie, oben. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abſatz II. pag. 296.]

C'eſt-à-dire,

Union Hereditaire entre JEAN FREDERIC *le mitoyen*, JEAN GUILLAUME, *&* JEAN FREDERIC *le jeune*, *Ducs de Saxe d'une part*; *&* GUILLAUME, JEAN ERNEST *&* BOPPO, *Pere & Fils*, *Comtes de Henneberg d'autre part*; *portant que ſi lesdits Comtes viennent à mourir ſans Hoirs mâles*, *les Ducs ſusnommés leur ſuccedent dans le Comté de* Henneberg, *& qu'en échange de cette Expectative*, *ils ſe chargent pour lesdits Comtes de leurs dettes montant à la Somme de* 130470 *Florins*, *& d'en payer les Intérêts pendant vingt ans. A Kahle le* 1. *Sept.* 1554. *Avec le Conſentement d'*AUGUSTE *Electeur de Saxe &* PHILIPPE *Landgrave de Heſſe du* 1. *Sept.* 1554.

WIr GOttes Gnaden wir Johan Friedrich / der Mittere / Johan Wilhelm / und Johan Friedrich / der Jüngere / Gebrüdere / Hertzogen zu Sachſſen / Landgraſen in Thüringen / und Marggrafen zu Meiſſen / ꝛc. und von deſſelbigen Gnaden wir Wilhelm / Georg Ernſt und Boppo / Vater und Söhne / Graſen und Herren zu Hennebergk / ꝛc. Thun kund und bekennen vor Uns und alle unſere Männliche Leibs- auch Lands- und eigene Erben gegen iedermänniglichen hiermit / und in Kraffte dieſes Briefes:

Nachdeme wir allerſeits die ſorglichen und geſchwinden Läuffte / ſo ſich mummehro zu deſen letzten Zeiten der Welt durch Verhengnüß des Allmächtigen offermahlen beſchwerlichen zugetragen / beneben unſer und unſer Unterthanen Nutz und Gedeyen und Wohlfahrt erwogen / auch wie und welcher Geſtalt zwiſchen Uns und den Unſern / vermuthlich Göttlicher Hülffe / Freundlicher und Nachbarlicher Wille / auch Ruhe und Einigkeit / zuſambt Gericht und Gerechtigkeit / und zuforderſt der Röm. Käyſerl. und Königl. Majeſt. und des H. Röm. Reichs ausgangen Landfrieden / deſtändiglich (ſo viel an Uns / als benachbarten Fürſten / in unſern Fürſtenthumb / Landen und Herrſchafften / erhalten / geſchützet und gehandhabet werden möchte / mit Fleiß betrachtet. Und inſonderheit wir Graff Wilhelm zuſambt obgenanten unſern Frl. lieben Söhnen angeſehen und zu Gemüth geführet haben / wie in letzter Zeiten / und Schickung GOttes Willens / unſer alter und löblicher im Heil. Reich hergebrachter Fürſten-Stamm und Stand der Herrſchafften Henneberg / ꝛc. an unſern Männlichen Leibes-Erben in merckliches Abnehmen und Mangel kommen / und wir nach unſern und unſers Männlichen Stammes gäntzlichen Abgang unſern getreuen Unterthanen nichts Beſſers gönnen noch verlaſſen mögen / denn daß ſie unter Frommen Herren / von denen ſie wohl regieret und geſchützet werden möchten / kommen / zu dem daß auch wir uf unſere Frl. liebe Söhne ehe und zuvorn auch / da ſie denen hohen Stiftten einverleibet worden / einen treflichen Unkoſten aufgewendet. Über das auch die Weltlichen unſere Söhne / indeme ſie der Röm. Käyſerl. und Königl. Maj. in Teutſchen und Welſchen Landen wider deren Feinde mit ihren Leib zu offermahlen gebrauet / und eine anſehnliche Summe aufgegangen / und dardurch denenſelben andern unfälligen Unkoſten und nothwendigen Ausgaben / viel Zeitlang in groſſen Unrath Schulden halber geſeſſen ſeyn / über vorige vielfältige und faſt an einander viel Jahr her wehrende Durchzüge / und zuforderſt nunmehro wir und unſere arme Unterthanen von dem itzt vereinigter Fränckiſchen Stände / Bamberg / Würtzburg und Nürnberg Kriegs-Volck / und deſſelbigen vielfältigen Durchzügen / mit Brand / Raub / Plünderung und Marterung verderblichen und unüberwindlichen Schaden erlitten haben.

Derohalben denn unſere Graff Wilhelms und zugleich unſerer freundl. lieben Söhne höchſte und unvermeidliche Nothdurfft erfordert hat / unſere Gelegenheit und Sachen / zu Erhaltung unſers Fürſtl. Glaubens / Brieff und Siegel / Stande und Würden / damit derſelbe allenthalben nicht bey unſern Leben und nach unſern Abſterben in gewiſſe und merckliche Gefahr und Anfall / uns zu ewiger Verkleinerung / fallen möge / auf Chriſtliche billige und müglichſte Wege / zu Verhütung auch unſer armen Unterthanen Beſchwerungen und Nothfälle / ſo ihnen künfftiglichen weiter begegnen möchten / vorzutrachten / und führenzunehmen / daß uns zu dieſer Zeit ie zahlſamer und bequamer / auch gegen den nachkommenden unſern männlichen Leibes-Erben viel-mehr rühmlich und verantwortlich geweſen / durch dieſe vor- und hernachgeſchriebene Conditiones die alte Fürſtl. Herrſchafft Hennebergk ungetrennet bey Würden / Stand und Stande im Heil. Röm. Reich lang zu erhalten / weder ohne berührte Conditiones, zu ewig Vorwerff und unüberwindlichen Verderben / berührte Herrſchafft uf unſere Leibes Männliche Erben nicht zu bringen / oder zum wenigſten dieſelbe gar zu drümmern und ſtörtern gehen zu laſſen; Darneben wir uns auch erinnern und bewegen / daß vorgenannt unſere liebe Herren und Ohmen / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. uns allerley Freundſchafft und Wohlthaten bezeuget haben / auch noch weiter erzeigen können / und daß die Herrſchafft Hennebergk und Coburg Arth vor langen Jahren zuſammen gehöret / aus welchen und andern vielen hochwichtigen uns darzubewegenden Urſachen wir ſämbtlich Vater und Söhne nach unſern gäntzlichen Abgang unſere Herrſchafft niemandes lieber gönnen wollten / denn vorgenanten unſern lieben Herren und Ohmen / darzu wir dann unſere Unterthanen auch ſonderlich geneigt vermercken und wiſſen.

Darumb wir uns gegen Ihr. Ld. freundl. erbothen / bey der Röm. Käyſ. und Kön. Maj. unſern allergnädigſten Herren / unſers Verhoffens die unterthänigſte Fürwendung und Forderung zu thun / daß beede Ihr. Maj. denenſelben unſern Hrn. Ohmen den Anfall gemelter Herrſchafft Henneberg / mit allen Zu- und Eingehörungen / ſo viel deren Reichs-lehen iſt / beſtändiglichen wollen und verſchreiben mochten / doch daß unſere Hrn. Ohmen ſolches neben uns beſten Vermögens auch ſtetigen helffen.

Und dann wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. uns ſchuldig erkennen / auch geneigt und willig ſeindt / für dieſe unſere liebe Ohmen / der Graſen zu Hennebergk / gantz freundliche und wohlmeinende Erzeigunge uns I. L. hinwieder zuforderſt von wegen der merckliche Schulden / ſo etliche Jahre zurück auf die Herrſchafft gewachſen / und biß anhero ſchwerlich haben verpenſioniret werden müſſen / mit freundl. getrewen Ernſt anzunehmen / auf daß ſie der Haupt-Summa und Zinß zu guten Theil mögen abkommen / und unſers mit Hülff des Allmächtigen auch genieſſen.

Demnach haben wir vorerwehnte Hertzoge zu Sachſen und Graſen zu Hennebergk / ꝛc. uns in dem Nahmen des Allmächtigen freundlich mit einander vereinigt und verglichen. Vereinigen und vergleichen uns auch in allerkräfftigſten Form / wie ſolches zu Recht oder nach Gewonheit geſchehen ſoll oder mag / mit und in Kraffte dieß Briefes / nehmlichen und alſo: So bewilligen wir obgenante von Henneberg hiermit ſämbtlich und ſonderlich auch mit verbefftlich / und uffs kräfftigſte / als wir das zu Rechte deßfalls thun können oder ſollen / uf den Fall / wann nach den Gott. Willen unſer Henneberg. Männlicher Stamm Todes halben gäntzlich und ledig abgehen würde / daß doch der Allmächtige GOtt gnädiglich ſeyn wolle / daß alsdann wir den Hertzogen zu Sachſen / unſern freundl. Ohmen / und ihren Männl. Leibes-Lehns-Erben / für allen andern Ständen gönnen wollen / an ſie zu kommen und zu fallen eigenthümblich / als das ihre einzunehmen und zu gebrauchen / ohne männigliches Eintrechen / Wiederſtechen und Verhinderunge unſere gantze Herrſchafft Henneberg / mit ſambt derſelben zugehörigen Pfandſchafft / Prandes-Gerechtigkeit / nach Laut und Inhalt unſer habenden Lehen und anderer Briefe und Verſchreibungen / activa und paſſiva / benehen allen und jeden Fürſtl. Regalien / Hoheiten / Oberherrlichkeiten / Lehenſchafft / Gerichten / Folgen / Steuren / Wildbahnen / Scholtzen / Fiſchereyen / Zollen / Glenten / Bergwercken /

Digitized by Google

ANNO 1554.

wercken / geſucht und ungeſuchte / und allen andern Gerechtigkeiten / Ehren / Würden / Freyheiten und Nutzungen / Zu- und Eingehörungen / wie es ausgeſchloſſen / in allermaſſen unſere Vorfahren / löbl. und ſeel. Gedächtnis / und wir berührte unſere Herrſchafft biß anhero beſeſſen und genoſſen / auch nochmahls beſitzen und gemeſſen / zuſambt unſern Geſchütz und zugehörigen Munition, auch unſerer Harniſch-Cammer / auch allen andern / ſo zu der Wehre nothwendig / und was wir dergleichen mehr / zur Munition und Wehre gehörig / die Zeit unſers Lebens darzu weiter erlangen und bringen mochten / ſambt demjenigen / ſo in unſern Schlöſſern / Häuſern und Eigenthumb eingewidmet und Nagelfeſt iſt.

Uf daß auch ſolches zu Recht kräfftiglichen und beſtändiglichen geſchehe / ſo wollen und ſollen wir der Röm. Käyſ. und Königl. Maj. unſers allergnädigſten Herrn / gnädigſte Bewilligung über dieſe Anwartung / Anfall und gantzen Contract durch unſere unterthänigſte und endliche Fürwendung und Bitte ausbringen und erlangen / darzu uns auch vorgemelte unſere liebe Ohemen / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. ihres beſtens Vermügens und Flaſſes behoiffen ſeyn wollen.

Wir / die von Hennebergk / wollen und ſollen auch gleicher Geſtalt der Geiſtl. Lehn-Herren Vergünſtigung über dieſen Contract ausbringen / und über die albereits gemachte Schulden / deren Verzeichniß unter unſern Secret wir unſern lieben Ohemen / den Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. zugeſtellt / von dieſer Zeit an weiter keine Schuld uf unſere Herrſchafft und Land machen oder ſie beſchweren.

Alleine behalten wir uns in deme biß hervon / da ſich durch Verhengniß des Allmächtigen künftiglich nach Vollziehung dieſes Contracts zutragen ſolte / daß wir oder unſere Erben mit Heer-Zügen / Brand verderbet / beſchädiget und beſchweret / oder gefangen würden / welches aber der allmächtige GOtt gnädiglich wollt verhüten / daß wir alsdann in dieſen nöt erzehlten Nothfällen / und ſonſten nicht / zu Erſtattung und Erledigung ſolcher Beſchwerden / eine ziemliche und erägliche Summe Geldes / mit unſer Freundl. Ohmen / der Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Vorwiſſen / uffnehmen / und der Herrſchafft Cammer-Güther / jedoch ohne ungewöhnliche / überflüſſige und unrechtmäßige Verzinſung / wiederkäuflicher weiſe verſchern mögen / in dem wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. uns nach Gelegenheit und Erforderung derſelbigen Nothfälle unverweißlich und freundlich erzeigen wollen. Dargegen wollen wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. unſern lieben Ohemen / den vorbenennten Grafen zu Hennebergk / wiederumb zur Freundſchafft und Entheb ung der trefflichen Schulden / damit Ihr. Ld. beladen ſeyn / ein hundert / dreyßig tauſendt / vier hundert / ſiebentzig Gülden / und ſechs Groſchen / je ein und zwantzig Groſchen Fürſtl. Sächſ. Landes-Währung vor einen Gülden gerechnet / an Schulden / welche ſie jetzt alſobalden nach beſchloſſenen Contract an uns weiſen ſollen / uf uns nehmen / und dieſelben zwantzig Jahr die nechſtkünfftigen verpenſioniren / oder darzwiſchen zu unſerer Gelegenheit ablegen / und den Gläubigern eines jeden Schuld halben gebührliche Verſicherung machen / auch die abgelöſten Hennebergiſche Schuld-Verſchreibungen caſſiren / und alſo dann unſern Ohmen von Hennebergk gegen gebührlichen Bekandtnuß und Revers zuſtellen.

Do aber der Allmächtige GOTT uns den Grafen zu Hennebergk / ꝛc. einen oder mehr männliche Leibes-Erben beſcheren würde / ſo ſollen alsdenn die obberührten uns / den Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. angerwirte ein hundert / dreyßig tauſend / vier hundert / ſiebentzig Gulden / ſechs Gr. uff unſer / der von Hennebergk / ꝛc. gantzen Freundſchafft und derſelbigen jährl. Renthen / Nutzungen und Einkommen / nichts darvon ausgeſchloſſen / eines rechten beſtändigen Wiederkaufs verſchrieben und verſichert ſeyn; Als wir ſie denn hiermit itzund wie alsdann / und alsdenn wie itzund / uf obberührten Fall darauf verſchreiben und verſichern.

Würden denn demnach Wir die von Hennebergk uns der Ablöſung unterſehen von deßwegen / daß wir inwendig abgedachten zwantzig Jahren oder hernach männliche Leibes-Lehn-Erben erzeugen / welche Ablöſung denn in dieſen Fall / und ſonſten nicht / in unſer Willkühr und Gefallen ſtehen ſoll / ſo ſollen Wir alſobalden pflichtig und ſchuldig ſeyn / unſern Herren Ohemen / den Hertzogen zu Sachſen / die einmahl hundert / dreyßig tauſend / vierhundert und ſiebentzig Gulden / ſechs Groſchen / zuſambt der Penſion, die Ihr. Ld. mittler Zeit haben entrichtet / diß zur endlichen Ablöſung wiederkauffsichen zu verzinſen / und Macht haben / die Haupt-Summen uf ein oder mehr mahl / doch daß zu keiner Friſt unter zehen tauſend Gulden abgelegen / und die Bezahlung ein viertel Jahres zuvorn angekündiget / und allewege die Penſion von der abgetragenen Summa ſchwinden.

So balden auch Wir die Grafen von Hennebergk mit der Ablöſung oder Verzinſung auf obberührten Fall angefangen / ſo ſoll hierwieder dieſer unſer Vergleich und Contract an dem Fall erlaſſen und nichtig ſeyn / jedoch daß die verſchriebene Penſion obberührter maſſen jedes Jahrs uf gewiſſe und Nahmhaffte Feſten / derer wir uns alsdann wollen zu vergleichen wiſſen / gefallen; Und im Fall do deßhalben von uns / den Grafen zu Hennebergk / Weigerung oder Verſeumniß ſich verdrießlichen und begeben würde / ſo ſollen alsdenn unſere Aembter Maßfeld / Northeimb / Maſungen und Sand / in Krafft des obberührten wiederkaufs vor ſolchen Mangel unſondenhaft haſten / auch die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Fug / Macht und Recht haben / ſich zu den ich benenten Aembtern / als ihren wiederkäuflichen Eigenthumb / biß ſo lange Ihr. Ld. die der gantzen Schuld-Summen wiederumb vergnügt und bahlhafft gemacht worden / unſern und männiglichen halben / unverhindert zu halten / dieſelbigen einzunehmen / und als das Ihre inne zu haben / zu genieſſen und zu gebrauchen; Doch was die ichbenenten Aembter uf den Fall unſern Herren und Ohemen von Sachſen / ꝛc. zur Ubermaß erwegen würden / daß ſolche um Anſchlage der Summen ſchwinden. Herwieder aber / und im Fall / daß wir Graff Georg Ernſt oder Graff Boppo nach Ausgang zwantzig Jahr keine männliche Leibes-Erben erzeugt haben / oder alſo denn nachmahls nicht erzeugen würden / ſo ſollen wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Ihr. Ld. der obberührten Verzinſung / beneben Erlegung der Haupt-Summe / biß an ihr letztes und gäntzlichen erlaſſen / und dargegen auf den tödtlichen und ledigen Abgang des Hennebergiſchen männlichen Stammes des künfftigen Anfalls obberührter maſſen gewärtig und empfänglich ſeyn / jedoch daß wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. in mitler Zeit und für erfolgten Fall uns des Titels und Wapens der Herrſchafft Hennebergk keinesweges gebrauchen oder anmaſſen / ſondern unſere Ohemen von Hennebergk ꝛc. ſollen ſich aller habenden Käyſer- und Königl. Regalien / Previlegien und aller andern Freyheiten / Herrligkeiten und Gerechtigkeiten ungehindert gebrauchen / doch in alle Wege dieſen Contract unabbrüchlichen.

Und nachdem unſere Ohemen von Hennebergk durch die ietzt fürſtehende Kriegs-Läuffte / Durchzüge und Lägerungen / ſambt ihren Unterthanen aufs euſerſt verderbet / und gleichwohl über die einhundert / dreyßig tauſend / vierhundert / ſiebentzig Gulden und ſechs Groſchen / noch eine anſehnliche Summe und nehmlich biß in die drey und funffzig tauſend Gulden Haupt-Geldes auf ſchierſt künfftig Cathedra Petri zu verpenſioniren ſchuldig ſeyn / ſo haben wir uns aus freundl. Mitleiden / und daß Ihr L. Unterthanen ſolches verderblichen Schadens halber Ihr. Ld. weder Rentz / Zinß / noch Steuer dieſes Jahres geben können / freundl. bewilliget / daß Ihr. Ld. uf nechſtkommenden Cathedra Petri zwantzig tauſend Gulden / denne Ihr. Ld. ihren Treuen und Glauben renen / auf bringen mögen / dergeſtalt daß durch Ihr. Ld. ſolche zwantzig tauſend Gulden in ſieben Jahren den nechſten / ſambt gebührlichen Abzinſen / und den hernach benannten darzu und zu den übrigen drey und funffzig tauſend Gulden Schulden gewiſenen Aemptern wiederumb abgelöſet werden ſollen / uf folgende Tage-Zeit / erſtlichen Cathedra Petri des ſchierſt kommenden 56ten Jahres drey tauſend Gulden ſambt den Zinſen / und alſo jährlich drey tauſende Gulden ſambt den Zinſen / diß daß ſolche zwantzig tauſende Gulden inwendig obgeſetzten Jahren wieder bezahlet ſeyn.

So haben wir uns auch der übrigen drey und funffzig tauſend Gulden halber mit unſern lieben Ohemen von Hennebergk ꝛc. alſo verglichen / daß Ihr. Ld. zu Ablegung derſelben Haupt-Summen und Zinſe die Aembter und Voigteyen / nehmlichen Aembt Meinungen / Aembt Schmalkalden / Sybla und Henrix / Voigtey neuen und alten Weeringen / das Aembt Maſungen mit ſeinen Ein- und Zugehörungen / nichts darvon ausgeſchloſſen / ſondern in allermaſſen es jetzo durch uns die von Hennebergk ꝛc. beſeſſen / genützet und gebraucht wird / zuſambt ein tauſend Gulden Haubt-Summa / ſo aus denen Fiſcherey en und Sem der Herrſchafft jährlich gelöſet werden / welches alles auf ſiebenthalb tauſendt und dreyhundert Gulden jährl. Nutzung gerechnet / gebrauchen und ſchlahen / und damit derſelben Einkommen ander Geſtalt nicht verhaun noch angreiffen ſollen und wollen.

So ſollen dieſelbigen Aembt-Leuthe und Befehlhabere uns / den Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. biß ſalls mit verpflichtet ſeyn / diß ſo lange ſolche Ablegung zu Gemd geſchehen iſt / und uns / den Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. alle Jahre mit genugſamen Uhrkunden beſcheiniget und dargethan werden / ob und wie die Verzinſung von obberührten Einkommen der Aembter den Gläubigern entrichtet / und die Uberman zu Ablegung der Schulden gebraucht worden ſey. Und ob es ſich zutrüge / daß an ietz benelten drey und ſiebentzig tauſend Gulden unſern lieben Ohemen von Hennebergk ichtwas losgekündiget würde / daß ſie von der Uberman obgedachter ſpecificirten Aembter ohne ferner Borgen nicht vermöchten zu bezahlen; So ſollen Ihr. Ld. Macht haben / als viel Ihr. Ld. uf den Fall losgekündiget / ſo viel / und mehr nicht / uf die gemelten Ampt zu entlehnen / doch mit unſer / der Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Vorwiſſen und Bewilligung / und daß unſere Ohemen über ſolche bleibende Schulden keine fernere Schulden machen / ſondern dieſelbigen von Jahren zu Jahren ringern und abtragen.

Ferner auch / und dieweil wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Gebrüdere / und wir die Grafen zu Hennebergk / ꝛc. Vetter und Söhne / wohl wiſſes / und es davor gäntzlich halten / daß unſer beyderſeits Orths / Land und Herrſchafft zu Francken / dieweil ſie mehr / denn an einem Orth zuſammen grentzen und ſtoſſen / immaſſen ſie denn auch vor zweyhundert Jahren zuſammen und in eine Herrſchafft gen Hennebergk gehörig geweſen / wann ſie durch eine neue und kräfftige Erb-Verbrüderung zuſammen verleibet und vereiniget werden / nicht die geringſte Wohlfahrt des Nachbarlichen Friedens halber wiederfahren / und inſonderheit auch durch dasjenige verhütet werden könne / damit mit auf unſerer eines Fürſtl. Hauſes und Stammens tödtlichen und ledigen Abgang ein fremdder und unbenachbarter Stamm dem andern Theil zur Unruhe / Schaden und Nachtheil / in derer Orthen

ANNO 1554. einen einſehen möchte / auch durch denſelben allerley Neuerung wieder dieſer Lande alt Herkommen / Gebräuche und Gerechtigkeiten alsdann erwecket werden könte.

Als haben wir uns um ſolcher hieroben in eingang dieſes Contracts erzehlten / auch andern ſtatlichen und erheblichen Urſachen willen ferner mit einander freundlich vereiniget und verſchen / dergeſtalt und alſo / daß ob und wenn gleich durch unſere der Grafſen zu Hennebergk beſchehene Ablöſung / darvon hieroben gemeldet worden / die erſte Bewilligung und Pact gefallen / daß dennoch nichts deſtoweniger / vermöge dieſer unſerer Vereinigunge / auch in Kraffte einer Erbverbrüderunge / die zwiſchen den Häuſern / Sachſen / Heſſen und Herrſchafft Hennebergk deß falls und wiederfalls halben mit allergnädigſten Vorwiſſen / Bergünſtigung und Beſtätigung der Röm. Käyſerl. und Königl. Majeſt. unſers allergnädigſten Herrn / aufgerichtet werden ſolle / die Herrſchafft Hennebergk / wenn ſie ohne Männliche Leibes-lehns-Erben / ehe denn der Fürſtl. Sächß. Stamm abgehen würde / an uns die Hertzogen zu Sachſen ꝛc. Gebrüdere / und an unſere Männliche Leibs-Lehns-Erben / auch nach unſern und derſelben tödtlichen und ledigen Abgang / an die Hochgebohrnen Fürſten / unſere freundl. liebe Vettern / den Churfürſten zu Sachſen ꝛc. Hertzogen Auguſto / und S. ld. Männlichen Stamme / und folgendes uf bergl. tödtlichen und ledigen Abgange (welches alles doch der Allmächtige GOtt gnädiglich verhüten wolle) an Landgraf Philipſen zu Heſſen und S. ld. Nachkommen / auch uf den Fall do ſich gleich die Verledigung an uns und unſern Männlichen Erben vor des Hennebergk. Todes-Fall und gänzlichen Abgang zutragen würde / und hinwiederumb / wo wir / die Grafen zu Hennebergk / den gantzen Churfürſtl. und Fürſtl. Sächß. und Heſſiſchen Stamm überleben wurden / als wir unſern Herren und Ohemen von Sachſen ꝛc. den Anfang unſerer Herrſchafft vorberührter maſſen verwilliget / an uns / die Grafen zu Hennebergk / und was wir itzo oder künfftig aus Graf Albrechts von Hennebergk verlaſſenen Herrſchafft durch Angefälle / Rechtfertigung und aller ander Geſtalt über das mit rechtmäßigen und guten Titul zuwegen bringen möchten / und hinter uns erlaſſen würden / mit allen Briefflichen Urkunden / und allen andern Forderungen durch kräfftige Ceſſion und Uberweiſung kommen und fallen.

Wieder auch wir / die von Hennebergk / berech Rechtfertigunge / Kauff- oder Pfandſchafft / Graf Berthelds ſeel. Antheil Herrſchafft wiederumb gar oder zum theil an uns bringen / ſoll derſelbige bey unſerer Herrſchafft bleiben und gelaſſen werden.

Doch wollen wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. ſchuldig ſeyn / wenn die Herrſchafft Hennebergk an uns kommt / das ausgelegte Kauffgeld / Pfandſchilling oder Unkoſten / den unſere Ohemen von Hennebergk darauf gewendet / den Hennebergiſchen Eigens-Erben / oder wenn das verſchafft oder beſchrieben würde / wieder baar heraus zu geben / hinwieder ſolches im Gegenfall / wo durch uns die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. oder auch uns durch unſere unterbrüderliche Chur- und Fürſten vorgenannt die Coburgiſche Arth mit dem Ampt Königs-Berg dermaſſen auch gewehret und erwundt würde / do wir die von Hennebergk unſere liebe Ohemen / die Chur- und Fürſtl. Häuſer Sachſen und Heſſen überlebeten gleichfalls gegen Ihr. ld. Fräulichen Erben gehalten werden.

Wann auch die Ablöſung in ihrem vorbehaltenen Falle von uns und denen von Hennebergk ꝛc. gänßlichen erfolgt und geſchehen iſt / und darbuech die Vergleichunge und Contract, wie obgemeldt / erlaſſen / ſo ſoll einem jeden Theil deß uf ſeines Stammes Abſterben frey ſtehn / ſich ſeiner Herrſchafft ohne Hinderunge des andern Theils nothdürfftiglichen und pfleglichen zu gebrauchen / und was der abgehende Stamm Hennebergk ſeiner Herrſchafft / desgleichen Sachſen und Heſſen der Coburgiſchen Arth verlaſſen würde / ſoll dem überbleibenden / wie oblaut / folgen und bleiben / und Wir die von Hennebergk ſollen die Ablöſung nicht mit Geld / das wir auf unſerer Herrſchafft / ohne unſerer lieben Herren und Ohemen / der Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Bewilligung nuſbracht / ſondern von uns und mit unſern eigenen Gelde zu thun Macht haben.

Wann auch hernach etwas aus dringenden Urſachen müſte verpfandet und verkaufft werden / ſo ſoll die Anbeutung vor allen andern unſern Ohemen von Sachſen ꝛc. geſchehen / und die Verpfändung durch Vorkauff geſtalt / ingleichem ſoll es auch mit uns den Hertzogen zu Sachſen ꝛc. des Coburgiſchen Arths halben gegen unſern Ohemen von Hennebergk gehalten werden.

Auff daß aber gleichwohl hiebeneben / wann ſich die Anwartung und Verledigung auf die erſte oder andere hieroben geſetzte Maß zutragen ſolte / unſer allerſeits Land- und Eigens-Erben Nothdurfft betrachtet / und ihnen uf beſtimbte Fälle dasjenige / deß ſie von Rechts wegen zu ihren gebührlichen und natürlichen Antheil befugt ſeyn / nicht entzogen werde; So ſollen und wollen wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Gebrüdere / auch nach uns und unſern männlichen Stammes-Erben unſer Freundl. lieber Vetter / der Churfürſt zu Sachſen / ꝛc. und ſeine männliche Leibes-lehns-Erben wann ſich die Herrſchafft Hennebergk an uns oder S. ld. dermaſſen / wie berührt / verledigen würde / den Hennebergiſchen Eigens-Erben vor alle ihre Intereſſe / Zuſprüche und Forderunge / von wegen ihrer Väterl. und Mütterl. Brüderl. und Schweſterlichen angeſtorbenen Erb-Gerechtigkeiten / entweder die Güther Ingſten / Fuchsberg / Bothenhauſſen und Sehe / als Lehn-Stücke / ſo Söhnen und Töchtern gleichen / ſo viel ſie deren zu Recht befugt ſeyn mögen / folgen laſſen / oder aber von uns / wie obberührt / darfür thun / den Land- und Eigens-Erben / funffzig tauſend Gülden / das nechſtfolgende Jahr nach beſchehenen Erledigungen anzufahen / auf zwo Jahres-Friſten / als jede Friſt fünff und zwantzig tauſend Gülden entrichtet werden. Damit alſo die Land- und Eigens-Erben ihre angeſtorbene Erb-Gerechtigkeit / ſo viel die erzehlte weibliche Lehn-Stücke anlanget / nach erledigten Fall mit den obgenannten Summen Geldes unwendig drey Jahren bekommen mügen / ihnen auch darzu allen Vorrahte auf dem Lande und die Fahrniſſe und den Hausrahte in Häuſern folgen laſſen. ANNO 1554.

Und damit nun über diß alles die Gleichheit auch in dem Wiederfall gegen des Chur- und Fürſtl. Hauſes zu Sachſen ꝛc. und Heſſen Land- und Eigens-Erben gehalten werde / ſo ſollen und wollen wir / die Grafen zu Hennebergk / ꝛc. Vater und Söhne / auch unſere männliche Leibs-Lehns-Erben / wann die Coburgiſ. Arth Landes zu Francken / nach tödtlichen und ledigen Abgange des Chur- und Fürſtl. Stammes zu Sachſen ꝛc. und Heſſen / an uns fallen und kommen würde / den Fürſtl. Sächſiſ. oder Heſſiſchen Erben auch funffzig tauſend Gülden zur Abfertigung in dreyen Jahrs-Friſten / und gleicher Geſtalt / als hieroben von wegen der Hennebergiſ. Eigens-Erben geordnet und gewilliget worden / unweigerlichen reichen und geben / jedoch auf den Fall / do ſichs zuträge / daß der Chur- und Fürſtl. Sächſiſche vor dem Hennebergiſchen Stamme verſtirbe / und hernach auch der Hennebergiſ. Stamm ſich Todes halben gänßlich verlidigen würde / ſo ſolte alsdenn Landgraff Philipps zu Heſſen / oder S. ld. ehliche Leibes-Erben oder Nachkommen / ſchuldig ſeyn / den Hennebergiſ. Eigens-Erben vor ihre Anfprech und Forderung von der Herrſchafft Hennebergk wegen ein hundert tauſend Gülden / zuſambt dem was Hennebergk / wie obſtehet / vor Graff Bertholdes ſeel. Nömbildis. Antheil ausgelegt hätte / binnen dreyen Jahren nach erledigten Fall zu reichen / und allen und jeden Vorrath und Fahrniß / ausgeſchloſſen das Geſchütz und zugehörige Munition, Harnſch-Cammer und anderes / ſo zur Wehr gehöret und Nagelfeſt iſt / folgen zu laſſen.

Darüber ſoll auch ein jedes Theil / welch des andern Antheil erwartet / die Widdumb / Leibgedinge / Wiederfälle / Morgengabe und dergleichen / ſo andere abgeſtorbene Theile künfftig aufgerichtet und verſchrieben / unverbrüchlich halten / und dahin ſie gehörig folgen laſſen.

Dargegen aber / und dieweil unſer beyderſeits Fürſtl. Stämme / Landes- und Eigens-Erben / uf einen Stammes tödtlichen und ledigen Abgang eine ſtatliche Summe Geldes zu Abfertigung / beneben verlaſſener Baarſchafft / Kleinodien und andere Erbſchafft / ſo zur Erb-Gerechtigkeit gehörig / bekommen / als haben wir / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Gebrüdere / und wir die Grafen zu Hennebergk / ꝛc. Vater und Söhne / uns weiter vereiniget und verglichen / daß der Stämme oder Theile / welche den andern nach GOttes Willen überleben und erben würden / mit des andern abgegangenen Stammes verlaſſene Schulden / (ausgenommen in obberührten ſpecificirten Nothfällen /) nichts zu thun haben / noch dieſelbigen Schulden zu bezahlen verhafft ſeyn.

Uf daß aber auch dieſe Vereinigung und Succeſſion-Handlung ſo viel mehr Beſtandes / Lenfft und Würckung behalten / und unſere beyde Fürſtl. Stämme vor allen andern Perſonen den Vortheil und Vorzug der würckl. Poſſeſſion, Beſitzes und Gerechtſchafft halben an obberührten beyden Arth Landes und Herrſchafft bekommen und haben möchten; So ſollen demnach alle und jede Unterthanen von Ritterſchafft / Burg- und Bauern in der Herrſchafft Hennebergk uns Chur- und Fürſten zu Sachſen / ꝛc. und Heſſen alſobald nach vollſtändiger Vollziehung dieſes Contracts, darauf unverleiblet maſſen und uf die Erb-Verbrüderunge / und hinwieder die Unterthanen von Ritterſchafft / Burg- und Bauern / zu der Coburg. Arth gehörig / uns den Grafen zu Hennebergk huldigen und ſchweren / auch fortan zu beyden Seiten / als offt es zu fällen oder Schulden kommt / mit Erinnerung angezogener Erbhuldigung alſo gehalten werden.

Es ſollen und wollen auch unſer jeder hieroben Benannte zu würcklicher Einſetzung und Uberweiſung der Gewehrſchafft und Poſſeſſion hiermit zugeſagt / und uns dieſes erkläret haben / daß uf dieſe unſere ſämbtliche und gegen einander itzo beſchehene Contract wir die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. Gebrüdere / unſere Coburgiſ. Arth Landes zu Francken / zu Nahmen / an ſtatt und von wegen unſerer freundl. gel. Ohemen / der Grafen zu Hennebergk / ꝛc. auf die obberührten und ausgedruckten Todes-Fälle / als unſer und der Chur- und Fürſtl. Häuſer Sachſen und Heſſen wahrhafftigen Nachfolge Mitgenerben und künfftigen Beſitzer unſer Arth Landes zu Francken / und hernieder wir die Grafen zu Hennebergk / ꝛc. Vater und Söhne / unſere Herrſchafft Hennebergk / zu Nahmen / an ſtatt und von wegen unſerer freundl. lieben Herren Ohemen / der Hertzoge zu Sachſen / ꝛc. und der vorgenannten Herren Mitterbverbrüderten Chur- und Fürſten / als auch unſer und der Herrſchafft Hennebergk wahrhafftigen Nachfolge Mit-Erben und künfftigen Beſitzer / von Zeit zu dieſes Vertrags innen haben / beſitzen / erhalten und behalten wollen.

Und dieweil wir auch beyderſeits nicht allein zu Erhaltung nachbarlichen Friedens und Weſens / ſondern auch zu Beſchützunge und Handhabung des Käyſerl. Land-Friedens beg Uns / auch unſern Unterthanen / Landen und Leuten / dieſe unſere Vereinigung und

ANNO 1554. und Erb-Verbrüderung ufgerichtet/ als haben wir ferner abgeredet und uns deſſen gegen einander verpflichtet/ daß wenn wir/ die Grafen von Henneberg/ künfftig Zeit durch jemandes/ über unſere Erbrechen/ daß wir für Käyſerl. oder Königl. Majeſt. auch Churfürſten/ Fürſten und Ständen des Reichs/ inſonderheit auch vor uns/ den Hertzogen zu Sachſen/ oder von den Erbverbrüderten Chur- und Fürſten der Häuſer Sachſen und Heſſen Recht dulden/ leiden könten und wolten/ zuwieder des Käyſerl. und Heil. Reichs Land-Frieden/ Ordnung und Conſtitution, beſchweret werden ſollen/ daß alsdann wir/ die Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. unſere Oheimen/ die Grafen zu Henneberg/ auf ſolches Rechtmäßiges und billiges Erbrechen und S. ld. Anſuchen/ zu gleich und Recht/ und ſo viel wir nach vermöge der Käyſerl. Maj. und des Heil. Reichs ausgekündigten Land-Frieden und ausgeſetzten Ordnungen zu thun ſchuldig/ als unſere Erbvereinigte getreulich ſchützen und vertheidigen/ und uns/ den Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. in ſolchem Fall die Folge auf den Henneberg. Unterthanen zu Behuff und ſtatten kommen.

Und aber dargegen wir/ die Grafen zu Henneberg/ hinwieder auch ſchuldig ſeyn/ in ſolchen Fällen/ do unſere Oheimen/ die Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. auf dergleichen Erbrechen von jemands würden/ wollen beſchweret werden/ S. ld. nach unſer Herrſchafft Gelegenheit/ was uns mit Rechten thunlichen und müglichen/ in allermaſſen S. ld. des Schutzes halben gegen uns ſich verpflichten/ zu ſtatten zu kommen; jedoch ſollen hierinne und vor allen Dingen die Hochgedachten Röm. Käyſerl. und Kön. Maj. unſere allergnädigſte Herren/ und eines jeden Lehen/ auch Ihrer Majeſt. Königreiche/ Lande und Unterthanen/ und die Erbverbrüderte/ mit ſambt den Einungs-verwandten Chur- und Fürſten der Häuſer Sachſen/ Brandenburgk und Heſſen/ ausgeſchloſſen/ und kein Theil dem andern wider ſolchergeſtalt ſich gebrauchen zu laſſen ſchuldig ſeyn.

Würden aber wir/ Graff Wilhelm/ Georg Ernſt/ Boppo/ oder unſere nachkommende männliche Erben/ uns in künfftigen Zeiten für die Röm. Käyſerl. Majeſt. auch die Erbverbrüderten und Erbeinigungs-verwandten Häuſer/ Sachſen/ Brandenburgk und Heſſen/ zu Gutt oder Recht erbiethen/ und könten von ehlichen auch denſelbigen Häuſern bey ſolchem erbiethen nicht gelaſſen/ ſondern wolten darüber beſtrengt werden; auff den Fall ſollen die andern Erbverbrüderten und Einigungs-verwandten Chur- und Fürſten/ für die wie die von Henneberg uns dermaſſen erbiethen/ nach Laut ihrer Erbeinigung/ uns mit Schutz/ dem obberührten Land-Frieden gemäß/ nicht verlaſſen/ ꝛc.

Und haben ſolches alles von Artickuln zu Artickuln/ wie hieroben unterſchiedlichen ausgedruckt worden/ einer dem andern bey unſern Fürſtl. Ehren/ Würden und Treuen/ vor uns/ unſere Erben und Nachkommen/ feſt und unverbrüchlichen zu ewigen Zeiten zu halten/ mit Mund und Hand verhaiſſen und gelaget/ jedoch und dergeſtalt und anders nicht/ denn ſo ferne wir obbenannte Fürſten alle lämbtlichen bey den Höchſtgedachten Röm. Käyſerl. und Königl. Majeſt. als unſern von GOtt dem Allmächtigen ordentl. oberſten und höchſten in dieſer Welt geſetzten Häuptern/ und allergnädigſten Lehn-Herren/ auf unſere unterthänigſte und demüthigſte Bitte und Anſuchen/ eine allergnädigſte Gunſt und Beſtettigung über dieſer unſer freundl. Vereinigung/ Erbverbrüderung/ Übergebung/ Vererbung und Zuſammenſetzung erlangen und anbringen werden/ darzu wir denn allen unſern höchſten und müglichen Fleiß ankehren/ und dieſelbe zu erlangen keinen Zweiffel haben wollen/ weil in dieſem abgeredeten und wohlmeynlichen Contract, auch freundl. Vereinigung und Zuſammenſetzung/ der Röm. Käyſerl. und Königl. Majeſt. auch des Heil. Reichs Ehre/ Nutz/ Wohlfahrt und beharrlicher Friede bemarcket/ gemeinet und geſucht wird. Alles treulich und ohne Argliſt und Gefährde.

Zu mehrer Vergewiſſerung/ Urkundt und Sicherheit haben wir obberührte Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. und wir/ die von Henneberg/ ꝛc. uns mit eigener Hand unterſchrieben/ und unſer jedes Inſiegel daran wiſſentlich hengen laſſen. Geſchehen und geben zu Cahla den erſten Monatstag Septembr. nach Chriſti unſers lieben HErrn und Seelichmachers Geburth im tauſend/ fünffhundert und vier und fünffzigſten Jahre.

Und von GOttes Gnaden wir Auguſtus, Hertzog zu Sachſen/ ꝛc. und Churfürſt ꝛc. Landgraff in Thüringen/ Marggraff zu Meiſſen und Burggraff zu Magdeburgk/ und von deſſelbigen Gnaden wir Philipps/ Landgraff in Heſſen/ Grafe zu Catzenelnbogen/ Dietz/ Ziegenhain und Nidda/ thun kund und bekennen vor uns und unſere Erben und Nachkommen/ daß wir/ uf der Hochgebohrnen Fürſten/ unſerer freundl. lieben Vettern/ Herrn Johannes Friedrichs/ des Mittlern/ Herrn Johannes Wilhelmen/ und Herrn Johannes Friedrichs/ des Jüngern/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachſen/ Landgrafften in Thüringen und Marggrafften zu Meiſſen/ freundliches und billiges Anſuchen/ in dieſen Ihr. ld. und unſerer lieben Oheimen/ der von Henneberg/ aufgerichteten Vertrag/ Vereinigung und Erb-Verbrüderung/ freundl. bewilliget/ gehelet und conſentiret haben.

Bewilligen und ratificiren den hiermit und in Krafft diß Briefs uns kräfftigſte/ als wir ſollen und können. Wollen auch/ daß ſolchen Vertrage und Erbverbrüderunge/ ſo viel uns die verſprochen und betreffen thut/ durch uns und unſere Erben und Nachkommen unverbrüchlich und gäntzlich gelebet und nachgegangen und darwieder nicht gehandelt werden ſolle in keinerley Weiſe noch Wege/ Argliſt und Gefährde.

Zu uhrkundt haben wir unſer obgedachten unſern freundl. lieben Vettern und Oheimen/ zu mehrer und ſtetter/ veſter und unverbrüchlicher Haltunge/ unſer jedes Inſiegel auch wiſſentlich laſſen hierunter hängen/ uns auch mit eigenen Händen unterſchrieben: Geſchehen im Jahr/ wie oben. ANNO 1554.

Johann Friedrich/ der Mittlere/ mppr.
Johann Wilhelm/ Hertzog zu Sachſen/ mppr.
Johann Friedrich/ der Jüngere/ mppr.
Auguſtus/ Churfürſt/ mppr.
Philipp/ Landgraff zu Heſſen/ mppr.
unſer Graf Wilhelms eigene Handſchrifft.
Georg Ernſt/ Graff und Herr zu Henneberg/ mppr.
Boppo/ ꝛc. mit eigener Hand.

XXXIV.

Bewilligung und Beſtättigung der zwiſchen Johann Friedrich dem Mittlern/ Johann Wilhelm/ und Johann Friedrich den Jüngern Hertzogen zu Sachſen/ dann denen Grafſen zu Henneberg/ Wilhelm/ Johann Ernſt/ und Boppo anno 1554. errichteten Erbeinigung/ durch Kurl den fünfften Römiſchen Kayſer beſchehen. Geben zu Brüſſel in Brabant/ am 22. Januarii 1555. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz II. pag. 303.] 1555. 22. Janv.

C'eſt-à-dire,

Conſentement & Confirmation de CHARLES V. *Empereur des Romains ſur l'Union Hereditaire contractée entre* JEAN FREDERIC *le mitoyen*, JEAN GUILLAUME, & JEAN FREDERIC *le jeune Ducs de Saxe d'une part; & les Comtes de Henneberg* GUILLAUME, JEAN ERNEST, & BOPPO. *A Bruxelles en Brabant le 22. Janv. 1555.*

WIr Carl der Fünffte von GOttes Gnaden/ Römiſcher Käyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ König zu Germanien/ ꝛc. Bekennen öffentlich mit dieſem Brief/ und thun kund allermänniglich: Als uns die Hochgebohrnen Johanns Friedrich der Mittlere/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jüngere/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachſen/ Landgraffen in Thüringen/ und Marggraffen zu Meiſſen/ unſere liebe Oheimen und Fürſten/ und die auch Hochgebohrnen/ unſere und des Reichs Fürſten und lieben Getreuen/ Wilhelm/ Georg Ernſt/ und Boppo/ Bruder und Söhne/ alle Grafſen und Herren zu Henneberg/ durch ihre erbahre Botſchafften unterthänigklich fürbringen laſſen/ welcher maſſen ſie ſich zu Erhaltung freundlichen nachbarlichen Willens unter Ihnen/ und zu mehrer und beſſerer Beförderung Friedens/ Nutzens/ Wohlfahrt und Aufnehmens ihrer beyderſeits Fürſtenthumb/ Land- und Herrſchafften/ und fürnehmlich zu Verhütung der Herrſchafft Henneberg endlichen Verderbens und Untergangs/ auch Ablegung des ſchweren obliegenden Schulden-Laſts derſelben/ mit Vorwiſſen/ Bollwort und Bewilligung der Hochgebohrnen/ Auguſten/ Hertzogen zu Sachſen/ Landgraffen in Thüringen und Marggrafen zu Meiſſen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marſchalln/ und Philippſen/ Landgrafſen zu Heſſen/ ꝛc. unſerer lieben Oheimen/ Churfürſten- und Fürſten/ als ihrer der Hertzogen in Sachſen Mit-Erbverbrüderten/ auf etliche Conditionen und Geding eines erblichen Vertrags/ Einigung und Verbrüderung freundlich mit einander vergliechen/ Inhalt angeregtes Vertrags und Einigung/ darüber aufgerichtet/ ſo ſie uns in Originali furlegen laſſen/ und von Worten zu Worten hernach geſchrieben ſtehet/ und alſo lautet:

WIr von GOttes Gnaden/ wir Johanns Friedrich der Mittlere/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jünger/ ꝛc. ꝛc. Und uns darauf demüthiglich angeruffen und gebethen/ daß wir als Röm. Käyſer/ und ihrer aller Lehn-Herr/ in ſolchen Erb-Vertrag/ Einigung und Erb-Verbrüderung zu bewilligen/ und denſelben in allen und yetzlichen ſeinen Worten/ Clauſuln/ Puncten/ Artickeln/ Inhaltungen/ Meynungen und Begreiffungen zu confirmiren und zu beſtetten/ gnädiglich geruhen; Deß haben wir angeſehen ſolch Ihrer ld. demüthig unterthänig Bitte/ auch den guten Frieden/ Einigkeit/ Freundſchafft/ Nutzbarkeiten/ Gedeyhen/ Aufnehmen und Wohlfahrt/ ſo aus ſolchem Vertrag und Vereinigung beiden Theilen/ Ihren Erben und Nachkommen/ kommen und entſpringen mag/ und darumb aus

ANNO 1555. erzehlten und andern mehr trefflichen Urſachen / uns darzu bewegend / mit wohlbedachtem Muth / guten zeitigen Raht und rechter Wiſſen / in obbeſchriebenen Erblichen Vertrag / Einigung und Verbrüderung / als Röm. Käyſ. und Ertz-Herr gnädiglich gewilliget / dieſelben in allen und jeglichen ihren Worten / Clauſuln / Punckten / Artickeln / Inhaltungen / Meinungen und Begreiffungen confirmiret und beſtetet. Bewilligen / confirmiren und beſtetten die auch alſo hiermit von Röm. Käyſerl. Macht Vollkommenheit / wiſſentlich in Krafft dieſes Briefes / was wir daran von Rechts oder Billigkeit wegen zu bewilligen / zu confirmiren und zu beſtetten haben.

Und meinen / ordnen / ſetzen und wollen / daß vorgeſchriebene Vertrag und Vereinigung in allen ihren Worten / Clauſula / Punckten / Artickeln / Inhaltungen / Meinungen und Begreiffungen kräfftig und mächtig ſeyn und bleiben / und ſich deren die berühreten unſere liebe Ohemen und Fürſten / die Hertzogen zu Sachſen und Heſſen / auch die gedachten Grafen zu Hennenberg / und ihrer aller männliche Leibs-Lehns-Erben und Nachkommen / ſo viel die deren jeden berühret / alles ihres Inhalts gebrauchen und genieſſen / geſtracks geloben / feſt / feſt und unverbrüchlich halten und vollnziehen / und weder ſie / ihre Erben und Nachkommen / noch ſonſt jemand anders / wer der oder die weren / ichts darwieder / wie das immer geſchehen oder gedacht werden möchte / fürnehmen / handlen oder thun / ſondern obgeſchriebene Vertrag / Vereinigung und Erb-Verbrüderung alſo bey Kräfften und Würden bleiben ſollt / in allermaſſen wie das alles begriffen / und hierin verleibt iſt / von uns und allermänniglich unverhindert. Doch uns und dem Heil. Reiche an unſer Oberigkeit / und ſonſt männiglich an ſeinen Rechten und Gerechtigkeiten unvergriffen und unſchädlich.

Und gebieten darauff allen und jeden Churfürſten / Fürſten / Geiſtlichen und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Haupt-Leuthen / Land-Vogten / Bihdombern / Vogten / Pflegern / Verweſern / Ambt-Leuthen / Schultheiſſen / Burgermeiſtern / Richtern / Rähten / Bürgern / Gemeinden / und ſonſt allen andern unſern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / ernſtlich und feſtiglich mit dieſem Briefe / und wollen / daß ſie die obgemelten unſere liebe Ohemen und Fürſten / die Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. und ihre Mit-Erverbrüderte Chur- und Fürſten / Sachſen und Heſſen / auch die gedachten Grafen zu Hennenberg / ihre männliche Leibs-Lehns-Erben / derſelben Erben-Erben und Nachkommen / bey angeregten aufgerichteten erbluchen Vertrag / Einigung und Erb-Verbrüderung / und dieſer unſer darüber gegebenen Bewilligung / Confirmation und Beſtetigung gerühiglich bleiben / ſie deren gänzlich gebrauchen und genieſſen laſſen / und daran gar nicht teren / verhindern / bekümmern / beſchweren / oder dringen / noch des jemands andern zu thun geſtatten / in keine Weiſe noch Wege / als lieb einem jeden ſey unſer und des Reichs ſchwere Ungnad und Straffe / und darzu eine Poen / nehmlich zwey hundert Marck löthiges Goldes zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er wreventlich hierwieder thete / halb in unſer und des Reichs-Cammer / und den andern halben Theil obgemelten unſern lieben Ohemen / Churfürſten und Fürſten / Sachſen und Heſſen / auch gemelten Grafen zu Hennenberg / gegen welchen Theil ſolches verbrochen würden / unnachläſſig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle. Das meinen wir ernſtlich.

Mit Urkund deß Briefs beſiegelt mit unſerm Käyſerl. anhangenden Inſiegel. Geben zu unſer Stadt Brüſſel in Brabant am 22 Januarii nach Chriſti unſers Seeligmachers Geburth fünffzehen hundert / und im fünff und fünffzigſten / unſers Käyſerthumbs im fünff und dreyßigſten / und unſerer Reiche im neun und dreyßigſten Jahren.

CAROLUS.
V. PERENOT.
V. SELD.

Ad Mandatum Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

P. Pfintzing.

XXXV.

FRANCE ET ESPAGNE. *Mémoire des différends entre l'Empereur* CHARLES V. *& le Roi de France* HENRI II. *touchant pluſieurs Roiaumes & Seigneuries, & l'iniquité des Traitez de* Madrid, Cambrai, *&* Crespi, *és années* 1526, 1529, 1544. *mis par écrit l'an* 1555. *par le Chancelier* Olivier, *pour la Conférence de* Mar *près Andres.* [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 491.]

(1) DE tous les Traitez paſſez entre l'Empereur & le feu Roi, il y en a trois principalement qui ſont importans, & grandement dommageables audit Sieur Roi & à la Couronne de France: c'eſt à ſavoir, celui de Madrid, celui de Cambrai, & celui de Crespi, qui ſont les trois derniers Traitez. Par celui de Cambrai & de Crespi eſt dit, que celui de Madrid tiendra quant aux choſes, qui n'auront été innovées par leſdits Traitez de Cambrai & de Crespi. Celui de Madrid a été paſſé le feu Roi étant priſonnier detenu en Eſpagne, ſans eſpoir de pouvoir ſortir fors par l'accord des choſes contenuës audit Traité. Celui de Cambrai a été paſſé étant feu Monſeigneur le Daufin, & le Roi qui eſt à preſent, qui étoit lors Due d'Orleans, derenus priſonniers en Eſpagne. Celui de Crespi, qui eſt le dernier Traité, a été paſſé l'Empereur avec ſon Armée étant en France d'un côté, & aiant pris les Villes de Ligny, S. Diſier, & Vitry; & le Roi d'Angleterre d'autre côté étant en France, tenant la Ville de Monſtreüil étroitement aſſiegée, & aiant pris la Ville de Boulogne: & encore lors ſe faiſoit contribution par les Etats de l'Empire aux frais & dépens de l'armée de l'Empereur. Par quoi ſe trouvant les affaires du Roi & du Roiaume en telles neceſſitez & difficultez, on a été contraint d'accorder & paſſer ſcientement pluſieurs choſes de grande importance à l'avantage de l'Empereur, & au grand prejudice du Roiaume; comme il advient ordinairement, que le vainqueur, ou celui qui a le meilleur jeu, donne la Loi, ou prend ſon avantage par le Traité. Et outre les choſes prejudiciables, paſſées pour la neceſſité du tems & difficulté des affaires, il y a encore certaines choſes paſſées, ſignamment par le dernier Traité, plus par inadvertence & peu d'avis de ceux qui ont negocié, que pour la neceſſité du tems, comme il ſera dit ci aprés.

Il faut noter, que le Traité de Madrid eſt comme le pivot & foudement des deux autres Traitez ſubſequens, qui ont été pris & tirez mot à mot dudit Traité de Madrid; car par celui de Cambrai a été ſeulement innové l'Article touchant la reddition du Duché de Bourgogne, avec quelques autres Articles de peu d'importance; & par celui de Crespi, combien qu'en faveur du Mariage de Monſieur d'Orleans & de la Fille du Roi des Romains, auquel Mariage l'Empereur finalement s'étoit réſolu; il a été convenu & accordé de bailler le Duché de Milan audit ſeu Sieur d'Orleans; toutefois à bien peſer ledit Traité, il n'y auroit en cet endroit aucune innovation du Traité de Madrid, d'autant que l'Empereur ne bailloit pas ledit Duché par forme de reſtitution, ains le bailloit comme ſien & à lui apartenant; car il le bailloit en Dot à ſa Niece pour tout ſon bien preſent & futur, & demeuroit ledit Duché chargé d'un grand Dot & d'un grand Douaire: & ſi ne reſtoit lors dudit Duché que l'ame ſans corps, d'autant qu'il étoit tant demembré par dons & alienations, que le Due n'avoit plus de domaine; & la pluspart des daces étoient engagées pour tres-groſſe ſomme de deniers. Ce neanmoins, il étoit baillé à la charge d'entretenir leſdits dons, alienations, engagemens, & diſpoſitions ja faites par l'Empereur, & qui ſe trouveroient faites au tems de l'Inveſtiture, que l'on devoit faire: encore ledit Duché devoit retourner audit Empereur, au cas que ledit Sieur d'Orleans decedât ſans mâle. Tellement qu'à bien conſiderer l'Accord fait par ledit Traité pour raiſon d'icelui Duché, il aportoit plus de confirmation au Traité de Madrid, que d'innovation. Et outre tout cela, en contemplation dudit Duché baillé par la mamere devant dite, il faloit rendre à Monſieur de Savoie entierement tout ce qui avoit été pris ſur lui, tant deçà, que delà les Monts.

Etant donc le Traité de Madrid le vrai fondement des deux derniers Traitez ſubſequens, ſur lequel ils ſont forgez & entierement conformes au reſte des choſes ci-deſſus touchées, ſi on montre évidente iniquité dudit Traité, on aura ſuffiſamment monté par même moien l'iniquité des deux autres Traitez.

Or pour mettre au clair les iniquitez & opreſſions reſultantes dudit Traité, il faut mettre en conſideration deux choſes; c'eſt à ſavoir, la cauſe de la Guerre, durant laquelle le feu Roi fut pris priſonnier; & auſſi de quoi il étoit queſtion principalement, lors que ledit Traité du Madrid fut paſſé; car par là ſa connoiſtra ſi ledit ſan Roi meritoit d'être ainſi traité & dépoüillé.

Quant au premier, il eſt notoire, que le feu Roi fut pris au Siege de Pavie, aiant paſſé les Monts avec ſon Armée, pour le recouvrement du Duché de Milan, vrai Heritage de Meſſieurs ſes Enfans, desquels il étoit Tuteur naturel, & Adminiſtrateur dudit Duché durant

(1) M. de Fay dans ſon Livre des Traitez touchant les Droits du Roi, emploiera toute cette matiere.

ANNO 1555.

ANNO 1555. rant leur minorité. Ainſi ladite Guerre étoit autant juſte qu'il en fut jamais, combien que l'iſſue ne fut répondante à la juſtice de la cauſe, comme ſouvent elle n'eſt pas, par certains Jugemens de Dieu ſecrets & inconnus aux Hommes.

Quant au ſecond, il eſt certain qu'après ladite priſe, la principale Negociation fut de la delivrance du feu Roi; car on ſe fût bien paſſé de tout le demeurant: par laquelle delivrance, combien qu'il ait été paié la plus grande Somme, qui oncques fut convenuë en ſemblable cas pour quelque Monarque que ce fût, montant à deux millions trois-cens mille Ecus Soleil d'or en or; neanmoins pour parvenir à la delivrance dudit feu Seigneur, on fut contraint de quitter tout ce qui enſuit.

Premierement, tous les Droits par le Roi, ſes Hoirs & Succeſſeurs, pretendus és Roiaumes de la Couronne d'Aragon, étans unis & compris, & dependans d'icelui, qui ne ſont pas petits Droits, ni petitement fondez, & même le Droit du Roiaume de Naples, tant en proprieté, que poſſeſſion, Penſions, que Arrerages, ſoit par Traitez, ou par Inveſtitures du Pape; leſquels quittemens ſont réitérez par les deux Traitez ſubſequens.

Et outre, fut quitté audit Traité de Madrid, par le feu Roi, le Droit par lui pretendu au Duché de Milan, & Seigneurie de Gennes, tant par le moien des Inveſtitures & Conceſſions faites à ſes Predeceſſeurs, que par Droit d'Hoirie, Succeſſion, ou autrement; enſemble le Comté d'Aſt, qui ne tient rien de l'Empereur, ni de l'Empire, & dont n'étoit deuë ni querelle aucune.

Et outre les ſusdits quittemens, & pluſieurs autres de moindre importance, & une infinité de charges & dépenſes impoſées audit feu Seigneur, à plein declarées és ſusdits Traitez de Madrid & de Cambrai, qui ſont ci-delaiſſées pour cauſe de brieveté, ledit Sieur vint à ceder, par ledit Traité de Madrid, les plus elaits & les plus beaux Droits & Dignitez de la Couronne de France, qui ſont inalienables par la Loi du Roiaume, leſquels n'avoient jamais été en controverſe & diſſenſi, & ou l'Empereur & ſes Predeceſſeurs n'auroient rien pretendu ni demandé. Tellement qu'à parler à la verité & ſans paliation, c'eſt un pur don de partie du Roiaume, & non pas un Traité ou Apointement, leſquels ne ſe font fors des choſes pretenduës & debatues par les Contractans. Car par ledit Traité de Madrid, & les deux autres ſubſequens, il cede à l'Empereur, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, les Fief, Hommage, Pairie de France, Serment de fidelité, & toute Sujetion, Juriſdiction, Superiorité, Reſſort, & Souveraineté, & tous autres Droits aux Rois de France apartenans ſur le Comté de Flandre, Prelats, Nobles, Vaſſaux, Villes & Communautez, & Habitans, ſans aucune choſe en reſerver; il renonce au droit de rachat, que lui & ſes Succeſſeurs ont és Villes & Châtellenies de Lille, Douay & Orebies, qui ſont trois belles Villes & Châtellenies apartenantes au Roi ſans contredit, qui avoient été ſeulement engagées au Comte de Flandre; cede la Ville & Comté de Tournay, Bailliage de Tournefis, Villes de Mortagne & Saint-Amand, & tous Droits de regale, nomination aux Evêchez & Abbaies étant audit Tournefis, & tous autres Droits quelconques; cede les Fief, Hommage, Pairie, & Serment de fidelité, Reſſort, & Souveraineté, & toute ſujetion apartenante à la Couronne de France ſur la Comté d'Artois, Reſſort, & Enclavemens d'icelle; & ſur les Prelats, Nobles, Vaſſaux, & Sujets dudit Païs; & tout Droit, Reſſort, & Souveraineté ſur la Cité lez la Ville d'Arras & Habitans d'icelle, avec le Droit de regale & nomination ſur l'Egliſe d'Arras, & ſes apartenances, & les Droits de Gardienneté ſur les Egliſes ſituées audit Comté & Enclavemens, encore qu'elles ſoient de fondation des Rois de France; cede l'Aide ordinaire d'Artois, montant par an à la Somme de quatorze mille Livres, que les Rois de France ont toûjours pris ſur les Habitans de ladite Comté, en ſigne de Souveraineté; tous leſquels ſusdits Droits, Dignitez, Hommages, Souverainetez, ſont Droits inalienables & dependans de la Couronne de France. Et neanmoins tous les Habitans dudit Comté & Enclavemens, encore que par ceſſion ils demeurent toûjours exempts de la Juriſdiction, Hommage, Souveraineté & Sujetion du Roi, ſont maintenus en tous les Privileges, que les Rois de France leur avoient donnez en faveur & contemplation de leur loiauté; tellement qu'ils ſont exempts des Droits du Domaine, impoſition foraine, haut paſſage, Ceinture de la Reine, iſſuë du Roiaume.

ANNO 1555.

Outre les grands & importans dommages deſſusdits, il y a certaines choſes dommageables peu avizement paſſées au dernier Traité de Crespi; par ceux qui ont manié cette Negociation de la part du Roi, pour être peu exercitez en tels affaires.

Car par ledit dernier Traité le Roi ſe reſerve ſeulement au Païs d'Artois la Cité de Terouanne, ſans parler des dependances, combien que par le Traité de Cambrai il ſe fût reſervé bien expreſſément ladite Cité, avec toutes les dependances d'icelle; ſous couleur de laquelle omiſſion l'Empereur a toûjours pretendu depuis le dernier Traité, que le Mont-Saint-Jean, & le terroir à l'environ, étoit à lui, comme compris au dernier quittement; lequel terroir par ledit Traité de Cambrai s'entendoit être reſervé ſous le nom des dependances de Terouanne.

Item, Combien que par le Traité de Cambrai, & même par ledit Traité de Crespi, ſoit porté que tous Sujets d'une part & d'autre retourneront en la joüiſſance de leurs Terres & Heritages, dés la publication de la Paix, ſans autre miſtere; & qu'en vertu dudit Article, Madame de Vendôme peut ſans difficulté entrer en la joüiſſance & poſſeſſion du Comté de Saint-Pol, comme les autres Sujets du Roi: neanmoins audit dernier Traité a été ajoûté en un autre endroit dudit Traité, la clauſe qui enſuit.

[La Dame de Vendôme pourra ravoir de l'Empereur le Comté de Saint-Pol, pour le tenir en tel Droit, & comme elle le poſſedoit auparavant le commencement des Guerres d'entre l'Empereur & le Roi.] Par où les Imperiaux pretendent, que ladite Dame ne ſe peut aider du general Article deſſusdit, d'autant qu'il y en a un autre pour ſon regard, concernant le Comté de Saint-Pol; diſant que ledit Article n'a pas été ajoûté ſuperfluement & ſans miſtere; & qu'il faut qu'elle prenne une mainlevée particuliere de l'Empereur; laquelle finalement, aprés pluſieurs ſollicitations, il a par ci-devant baillée à feuë Madame de Vendôme; contenant ladite mainlevée bien expreſſement, que c'eſt à la charge de l'Hommage, Reſſort, & Souveraineté envers lui, comme Comte d'Artois: combien que ledit Comté de Saint-Pol de tout tems eſt ſous l'Hommage du Comté de Boulenois, & du Reſſort ſouverain du Parlement de Paris. Et quelque remontrance qu'on ait ſeû faire à l'Empereur, & à ſes Deputez, il n'a jamais voulu reformer ſes Lettres de mainlevée; & cependant, il s'eſt tenu ſaiſi de ladite Comté, au grand dommage du Roi.

Davantage, par ledit Traité de Crespi, on a omis à comprendre de la part du Roi les Ecoſſois, comme ſes Alliez & Confederez; & ſe contentérent les Deputez du Roi d'une clauſe conteuë audit Traité, portant, que les deux Princes, dedans deux mois, pourront nommer, d'un commun conſentement, autres leurs Alliez & Confederez, qui en ce faiſant ſeront compris au Traité de la Paix, comme ſi lors dudit Traité ils y étoient declarez. Dedans lequel tems de deux mois, quand on eſt venu à nommer à l'Empereur les Ecoſſois de la part du Roi, ſes Alliez, il a refuſé de les y comprendre, diſant qu'il ne conſentoit à ladite nomination; & qu'il ne s'en pouvoit plus nommer d'une part ni d'autre, ſinon par commun conſentement, ainſi que ledit Traité le porte expreſſément.

Par ce que dit eſt, apert clairement de l'évidente iniquité des ſusdits Traitez, & des grands & inſupportables dommages, & diminutions, qui en reviennent au Roi, & à la Couronne de France.

A quoi les Imperieux répondront par trois moiens, comme il eſt vrai-ſemblable.

En premier lieu, ils diront, que par les Traitez de Madrid, & de Cambrai, il n'a pas été ſeulement traité de la Rançon ou Délivrance du feu Roi, & de Meſſieurs ſes Enfans, mais auſſi d'une Paix perpetuelle entre les Maiſons de France, Bourgogne, & Eſpagne: & que en faveur de Paix, qui eſt la plus precieuſe choſe qui ſoit, & la plus favorable, les Princes peuvent renoncer à toutes leurs querelles & pretentions, & encore ceder leurs Droits.

En ſecond lieu, que par les Ceſſions, & Renonciations faites par leſdits Traitez de Madrid & de Cambrai, l'Empereur a renoncé à tout ce qu'il pretend és Villes & Châtellenies de Peronne, Mondidier, & Roye; & aux Comtez de Boulenois, Guines, & Ponthieu; auſſi aux Villes & Seigneuries aſſiſes ſur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre. Et outre ce, qu'il a

renoncé

ANNO 1555. renoncé par le dernier Traité, au Droit par lui pretendu en la Duché de Bourgogne, Vicomté d'Auxonne, Reſſort de Saint-Laurent, Auſerrois, Mâconnois, Bar-ſur-Seine, & leurs apartenances, & que lesdites Renonciations ſont grandes, & de grand poids.

Tiercement, ils diront; que ſi on reçoit une fois cette ouverture de pouvoir debatre d'iniquité un Traité ja paſſé & juré, il n'y aora plus de ſeûreté aux Traitez paſſez entre les Princes, & faudra toûjours traiter de nouveau ſans faire fin, dautant qu'on n'aura jamais faute de raiſons pour impugner un Traité par voie d'iniquité; & quelque ſolution ou réponſe qu'on y faſſe, celui qui le debatra, n'y voudra aquiesçer, pource qu'il n'aora point de Superieur pour en juger; & que partant on vient à tard à debatre les ſuſdits Traitez, & qu'ils ſe devoient debatre lors qu'ils furent paſſez, & non maintenant.

A quoi on pent repliquer,

Quant au premier moien, que poſé qne au Traité de Madrid ait été convenu & accordé, tant de la Rançon du feu Roi, que du fait de la Paix, ſi-eſt-ce qu'en faveur de Paix, quelque favorable qu'elle ſoit, le feu Roi n'a pû aliener ni démembrer ſa Couronne, dautant que la Loi du Roiaume y reſiſte: tellement que *ex tali alienatione nunquam transfertur Dominium ullo temporis lapſu*, quelque clauſe de derogation que l'on puiſſe ajoûter, comme il eſt notoire par diſpoſition de Drois écrit.

Au ſecond moien eſt repliqué, quant au Duché de Bourgogne, Vicomté d'Auſonne, Reſſort de Saint-Laurent, Mâconnois, Auſerrois, Bar-ſur-Seine, & leurs apartenances, encore que l'Empereur n'y ait aucun Droit, comme il lui a été montré en Eſpagne, toutesfois il ne demeure tien quité de ſa part des choſes ſuſdites, par tous les trois Traitez. Des deux premiers, il eſt certain; & par le dernier, il eſt bien vrai, qu'il quite les Drnits par lui pretendus és choſes ſuſdites, mais c'eſt moiennant l'effet, accompliſſement, & obſervation de la Paix, & do contenu audit dernier Traité; & le Mariage convenu de feu Monſieur d'Orleans, qui n'a été effectué ni accompli, fait portion dudit Traité: & conſequemment, ledit quitement, comme étant conditionel, & fait moiennant l'obſervation, effet & accompliſſement du contenu audit Traité, eſt demeuré nol & ſans effet.

Et au regard de la Renonciation faite par les trois derniers Traitez, de tout ce que l'Empereur pretend és Villes de Peronne, Mondidier, & Roye, Comtez de Boulonnois, Guines, & Ponthieu, elle lui a été aiſée à faire, daotam qu'il n'y avoit aucun Droit, comme il a été ſouvent montré à ſes Deputez. Et quant aux Villes aſſiſes ſur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre, qu'il dit auſſi avoir quitées, lesdites Villes avoient été baillées par le Roi Charles VII. au Duc Philippe de Bourgogne par forme d'engagement, pour la Somme de quatre-cens mille Ecus d'or vieux de 64. au Marc de 8. onces, & d'alui à 24. karats, & depuis moiennant le paiement de cette Somme fait audit feu Duc Philippe de Bourgogne, il reſtitua ao Roi Louïs XI. leadites Villes, uſant de bonne foi, comme il étoit tenu.

Davantage, il faut conſiderer, qu'il y a grande difference entre ceder une querelle, & un Droit pretendu & debatu, dont on ne jouit point, & de ceder des choſes dont on jouit, qui ſont claires & indubitables, & qui ne furent onques en diſpute, comme ſont celles, qui ont été cedées par la ſeu Roi, dépendantes de la Couronne de Frence.

Au tiers moien eſt repliqué, qu'un Traité inique, & par lequel un des Contractans eſt iniquement dépoüillé & opreſſé, n'eſt jamais ſûr; car la ſeule équité eſt celle qui fait les Traitez durables; & ne faut point penſer, qu'entre deus Monarques, qui commandent à des Nations belliqueuſes, on puiſſe jamais planter one Paix ſtable & aſſûrée, ſinon par Traitez équitables, ou aprochans d'équité; dautant que celui qui ſe ſentira ſpollé, & traité injorieoſement, & contre toute raiſon, reprendra facilement les Armes à la premiere occaſion qui s'offrira; & s'il ne la fait, ſon Succeſſeur le fera.

Sur quoi, ſi on veut inferer qu'il n'y aura donc jamais rien de ſûr paſſé entre les Princes; à ce on répond, qu'il eſt vrai qu'un Traité évidemment inique, & exceſſivement tortionné, ne ſera jamais ſûr. Dieu ne le permet point, qui eſt le juſte vangeur & vrai Juge de toutes injures & opreſſions; & ne veut point, que celui qui a injuſtement tollu à ſon voiſin ce qui juſtement lui apartenoit, en ait longue jouïſſance, afin que ceux qu'il a élevez en puiſſance, n'en abuſeut point, & viennent à connoître, que Juſtice & équité, & non pas violence, ou puiſſance abſolue, conſervent les Roiaumes & Principautez. ANNO 1555.

Alexandre de Macedoine, aprés avoir vaincu quelques Peuples de Scythie, non ſans grand éfort & grande perte, leur demanda s'ils obſerveroient de bonne foi la Paix qu'il leur bailleroit; à quoi ils répondirent, comme il apartenoit à Gens de grande valeur: *Si tu la bailles équitable, nous la garderons à toûjours; ſi elle eſt autre, nous la garderons tant que la force nous défaudra.*

Sur la reſtitution du Duché de Milan, les Imperiaox ont ci-devant dit deox choſes, dnnt l'une fut objectée en Eſpagne au feu Preſident de Selve, par le Chancelier Gattinara, qui ne voulut ſouffrir que ledit Preſident répondiſt; c'eſt que l'Inveſtiture du Duché de Milan, octroiée par le feu Empereur Maximilien, étoit conditionelle, & faite pour Madame Claude, Fille aînée du Roi Louis XII. & poor le Duc de Luxembourg, Prince de Caſtille, lors ſon fiancé, & en faveur dudit Mariage, lequel n'aiant ſorti effet, l'Inveſtiture étoit nulle.

Le ſecond object fut fait au Chancelier*, lors qu'il étoit en Flandre, par feu Monſieur de Granvelle; c'eſt que le feu Roi avoit quité tout le Droit par lui pretendo au Doché de Milan, tant pour lui que pour Meſſieurs ſes Enfans, avec promeſſe de leur faire ratifier; & que les Enfans venant à hernier, ou ſucceder au Pere, demeurent tenus des faits, promeſſes, & obligations de leur Pere.

Au premier object ſe répondit, Que l'Inveſtiture faite par le feu Empereur Maſimilien du Duché de Milan, en l'an 1505. eſt faite pour le Roi Louis XII. & les mâles deſcendans de lui; & eſt défaut de mâles, pour Madame Claude, ſa Fille, & Charles, Duc de Lusembourg, ſon fiancé, mais il y a autre ſubſequente Inveſtiture faite en l'an 1509. pour laquelle fut paiée la Somme de cinquante mille Ecus Soleil, outre deux cens mille Francs, qui avoient été auparavant paiez; laquelle eſt faite pour le Roi Louis XII. & les mâles deſcendans de ſon corps en loial Mariage; & en défaut d'eux, pour Madame Claude, ſa Fille aînée, & pour celui qui viendroit à l'épouſer, & pour les mâles deſcendans d'eux; & eſt ladite Inveſtiture pure & ſimple, & ſans aucune condition.

Au ſecond object eſt répondu, Qne par le Traité da Madrid, le feu Roi quite ſeulement le Droit par lui pretendu au Duché de Milan, tant par les Inveſtitures, & Conceſſions faites par ſes Predeceſſeurs, comme par Hoirie, Succeſſion, ou autrement. Vrai eſt, que par le dernier Traité fait à Crespi, eſt dit, que en cas que le Mariage ſe fiſt de feu Monſieur d'Orleans, & de la Fille de l'Empereur; & aprés que ledit Sieur d'Orleans & ſa Femme auroient été conſtituez Regens és Pais-Bas, & que l'adminiſtration leur en auroit été baillée, en ce cas le feu Roi, en ſon nom, & celui de Meſſieurs ſes Enfans, renonceroit à tous Droits, & querelles pretenduës au Duché de Milan, Comté d'Aſt, & ſes apartenances, & feroit ratifier icelle Renonciation par ſesdits Enfans; lequel cas, parce qu'il n'eſt advenu, il n'eſt point beſoin de disputer de la promeſſa contenuë audit Article, & auſſi peu de la ceſſion faite par le Traité de Madrid; car par le teste de l'Inveſtiture de l'an 1509. qui eſt la derniere, & dont el-deſſus eſt faite mention, apert clairement que le feu Roi ne pouvoit lors rien pretendre au Duché de Milan, fors l'adminiſtration, & les fruits durant la minorité de Meſſieurs ſes Enfans, ausquels ledit Duché apartenoit par la ſuſdite Inveſtiture: & partant, quand le feu Roi auroit cedé, tant pour lui que Meſſieurs ſes Enfans (ce que non) tout le Droit qu'il pretendoit au Duché de Milan, avec promeſſe de leur faire ratifier, & que mesdits Sieurs ſes Enfans ſuivant ladite promeſſe auroient ratifié en ces termes ladite ceſſion; ſi eſt-ce qu'elle ne leur aporteroit aucun prejudice; car par là on ne pourſoit inferer, fors qu'ils auroient renoncé au Droit que leur Pere avoit audit Duché; mais non pas au Droit, qui leur competoit & compete de leur Chef, & par la Loi de l'Inveſtiture, non par Hoirie ni Succeſſion, & pour raiſon duquel Droit ledit Duché leur apartenoit, comme encore apartient au Roi, vrai Duc & Seigneur. Et davantage, en quelque façon & maniere que l'eût promis, & pû promettre le feu Roi, ſi eſt-ce que le Roi qui eſt à preſent n'en ſeroit tenu; car il ne vient pas à la Couronne, comme Heritier de ſeu

ſon

ANNO 1555. son Pere, mais par la Loi du Roiaume, qu'on apelle la Loi Salique; & ne ſeroit pas moins Roi, quand il auroit renoncé à la Succeſſion de ſeu ſon Pere.

Outre le Droit apartenant au Roi eo la Duché de Milan, par Inveſtiture du ſeu Empereur Maximilien, on allegue communément, que ladite Duché lui apartient auſſi par Droit d'Hoirie; car Jean-Galeas Visconti, Comte de Vertus, Duc de Milan, eût trois Enfans de Blanche, Fille du Comte de Savoie, c'eſt à ſavoir Madame Valentine Visconti, ainée de tous; Jean-Marie Visconti, & Philippe Marie Visconti. Ladite Valentine fut mariée à Louis, Duc d'Orleans, en l'an 1486. & lors dudit Mariage ſe nommoit Duc de Touraine, Comte de Valois, & de Beaumont-ſur-Oiſe. A ladite Valentine fut ballié eo Dot, par ſon Pere, le Comté d'Aſt, & ſes apartenances, que délors il promettoit faire valoir trente mille Ducats d'or de rente, pour en jouïr dès le lendemain des nôces: & outre ce, lui fut promiſe la Somme de quatre-cens cinquante mille Ducats d'or; & fut dit & convenu expreſſément par icelui Traité, qu'au cas que ledit Galeas decedât ſans Hoirs mâles de ſon corps en loial Mariage, ladite Valentine lui ſuccederoit en toutes ſes Terres & Seigneuries quelconques, preſens & à venir, ſans que par Teſtament, Codicilles, ou Doostions faites entre vifs, il en pût diſpoſer au contraire. Et combieo que ledit Jean-Galeas ſoit decedé, & ait laiſſé deux Fils mâles, c'eſt à ſavoir lesdits Jean-Marie, & Philippe-Marie Visconti, qui ſucceſſivement ont été Ducs de Milan; toutefois ledit Jean-Marie ſeroit decedé ſans Enfans, ledit Philippe-Marie auſſi ſans Enfans legitimes; car il delaiſſa ſeulement une bâtarde, que François Sforce épouſa. Et davantage, par la mort dudit Philippe, qui fut dernier mâle du nom & de la Maiſon des Visconti, *periit Vicecomitum familia*, & reſtoit ſeulement la ligne venuë de Louis d'Orleans, qui eût trois Fils, Charles, Duc d'Orleans; Philippe, Comte de Vertus; & Jean, Comte d'Angouleſme. Philippe monrot ſans Enfans; de Charles vint Louis, qui a été Roi de France, douzieme de ce nom, aieul maternel du Roi qui eſt à preſent; & de Jean, eſt auſſi deſcendu en ligne maſculine le Roi à preſent regnant.

Charles donc, aprés le decés de ſa Mere Valentine, tant comme le plus proche parent de Philippe Visconti, dernier Duc de Milan, à cauſe de ſa Mere, que auſſi en vertu du Traité de Mariage ſuſdit, parce qu'il n'y avoit aucuns mâles reſtez dudit Jean-Galeas Visconti, ni autre mâle quelconque de la Maiſon des Visconti, vint à la Succeſſion des Dues de Milan, & entrepric la conquête, conquêta le Comé d'Aſt, & quelques autres Places, & mourut avant qu'avoir parachevé.

Louis ſon Fils, Roi douzieme de ce nom, paracheva la conquête; car aprés le decés de Philippe Visconti, François Sforce, qui avoit épouſé Blanches bâtarde dudit ſeu Duc, ſe ſaiſit de ladite Duché, & aprés lui, ſes Fils ſucceſſivement, jusques à Louis Sforce, Fils dudit François, ſur lequel ledit Roi Louis conquêta ladite Duché, & l'amena priſonnier en France: & aprés ladite conquête, il en fit l'Hommage à l'Empereur Maximilien, & en prit l'Inveſtiture en l'an 1509. Voilà comme le Droit d'Hoirie eſt fondé.

Sur quoi il faut meure en conſideration, qu'il y a grande difference entre les Fiefs de l'Empire & les Fiefs de France: car les Fiefs de France ſont Patrimoniaux, & viennent par Droit d'Hoirie en Succeſſioo, & comme autres Heritages, ſans benefice du Prince, & s'alienent ſans ſon congé: & en ſont les Femmes capables. Au contraire, les Fiefs Imperiaux ſont benefices des Princes, ausquels on ne vient point par Droit Hereditaire, quelque prochain que l'on ſoit, ains par la Loi de l'Inveſtiture, & ſelon les termes d'icelle: tellement que ceux qui n'y ſont point coopris, n'y peuvent venir ſans nouvelle Inveſtiture, laquelle l'Empereur n'eſt pas tenu de bailler, quelque prochains mâles qu'ils ſoient du dernier decedé. Davantage, lesdits Fiefs de l'Empire ne ſe peuvent alienet ſans la conſentement de l'Empereur, autrement ils tombent en commiſe de pure perte pour le Vaſſal. Item, les Femmes en ſont incapables par diſpoſition du Droit commun feodal: & ſi l'Empereur, par grace ſpeciale, vient à étendre ſon Inveſtiture jusques aux Femmes, il foüille ſi avant dans la bourſe des Vaſſaux, qu'ils s'eo ſouviennent longtems aprés; témoin celle du feu Roi Louis XII. qui lui coûta, compris les allées & venües, & les preſents, plus de quatre cens mille Livres. Par ce que deſſus apert qu'il n'y a qu'no ſeul moien d'aquerir Droit és Fiefs Imperiaux, c'eſt à ſavoir, par l'Inveſtiture de l'Empereur; car ce ſont benefices, en la conceſſion desquels il uſe de telle grace, ſi ample & ſi courte qu'il veut. & ne peut le Beneficiaire le vendre ni aliener. Et ſi le Roi Louis XII. pour le regard de la Duché de Milan, eût penſé être aſſez fondé en Droit d'Hoirie, il n'y eût pas fait la dépenſe qu'il fit, ni pris la peine qu'il en prit; car il ne pourſuivit jamais choſe ſi vivement, ni ſi affectionnément, qu'il a pourſuivi ſon Inveſtiture en ladite Duché. Finalement, il ſemble, qu'avec les Impetfaux il ne faut facilement mettre en avant le Droit Hereditaire en la Duché de Milan; car c'eſt un Droit incompatible avec le Droit d'inveſtiture, preſuppoſant que ladite Duché de Milan ſoit un Fief de l'Empire, comme nous l'avons aſſez confeſſé par l'Inveſtiture, qui en a été priſe de l'Empereur Maximilien. Car par là ils inferent, qu'il ne ſuffit pas de recouvrer d'eux ladite Duché, ſi nous ne privons davantage l'Empereur & l'Empire de leur Droit, la voulant faire Hereditaire & Patrimoniale: & par ci-aprés l'Empereur s'en pourroit prevaloir envers les Allemans, alleguant qu'il n'auroit point voulu entendre à la reſtitution de ladite Duché, dautant qu'il ne l'eût pû faire ſans prejudicier aux Droits de l'Empereur & de l'Empire, pource qu'elle étoit demandée comme choſe Patrimoniale, & par Droit d'Hoirie.

ANNO 1555.

Au regard de la Seigneurie de Gennes, ce n'eſt point un Fief de l'Empire, & dont il ſoit beſoin d'obtenir Inveſtiture de l'Empereur; car c'eſt une Seigneurie; dont les Habitans étoient Seigneurs, jusques à ce que ſe trouvant affoiblis & épuiſez par les Guerres continuelles, qu'ils avoient eû contre les Venitiens, l'espace de quatre-vints ans, ils vintent à ſe donner à Philippe-Marie Visconti de Milan, & à ſes Succeſſeurs en l'Etat de Milan; lequel Duc, qui étoit alors tenu pour le plus riche & puiſſant en Armes, & le plus aviſé Prince de toute l'Italie, les reçût en ſa main & Seigneurie, & en jouït jusques à la mort; & conſequemment, aprés ſa mort, Charles, Fils de Louis, Duc d'Orleans, qui étoit le plus proche par conſanguinité dudit Philippe, & depuis, le Roi Louis XII. Fils dudit Charles, ſe ſont dits & portez Seigneurs de Geunes, & Ducs de Milan; en ont lesdits ſeus Roi Louis XII. & le feu Roi, joui jusques à ce que par force ils en ont été ſpoliez. Et ſi faut noter, que ledit Duc Philippe aiant été fait Seigneur de Gennes par la maniere devant dite, afin de ſe faire plus fort, ſe mit ſous l'Hommage de France, & fit la foi & Serment de fidelité au Roi Louis XI. en l'an 1477. tant de ladite Seigneurie de Gennes, que de Savonne. Outre le Droit deſſusdit pretendu par le Roi en la Seigneurie de Gennes, il ſe trouve, que dés l'an trois-cens quatre-vint treize, Charles Filsco Palatin, Seigneur de Gennes, par ſes Lettres Patentes, voulut conſentir, que Charles, Roi de France, & ſes Succeſſeurs Rois audit Roiaume, fuſſent & demeuraſſent à jamais Seigneurs naturels de ſa Ville, Cité, & Territoire de Gennes: & environ trois ans aprés, l'an trois-cens quatre-vint ſeize, & le quatrieme Novembre, Antoine Adorne, Duc de Gennes, en la preſence, & du conſentement des autres Officiers de Gennes, fit le Serment de fidelité aux Ambaſſadeurs du Roi, & le vintſixieme Novembre enſuivant audit an, en la preſence desdits anciens Officiers, & grand nombre de Peuple, ledit Adorne confeſſa tenir la Seigneurie de Gennes au nom precaire du Roi, en bailla la poſſeſſion réelle aux Officiers dudit Seigneur, par le Bail du Sceptre de ladite Seigneurie, & des Clefs des portes; & fut mis l'un des Ambaſſadeurs en la place & Siege Ducal, duquel ledit Adorne ſe leva.

Il ſe trouve par ſemblable, que dés l'an quatre cens cloquante-ſept, les Habitans de Gennes s'étoient mis en l'obeiſſance du Roi Charles VII. qui eût ladite ſujettion & obeiſſance pous agreable, & en bailla ſes Lettres d'agreablement. En l'an quatre cens cinquante huit, lesdits Habitans firent au Roi Hommage & Serment da fidelité; auquel an auſſi fut paſſé un Traité entre le Roi, & ſeudits Sujets de Gennes, touchant pluſieurs Articles accordez entre eux.

Quant aux Droits apartenans à feuë Madame Louiſe de Savoie, aieule Paternelle du Roi, en la Maiſon de Savoie, il faut preſuppoſer, que Philippe de Savoie, Comte de Beugey, & Sieur de Breſſe, Fils du Duc de Savoie, fut conjoint par Mariage avec Dame Marguerite de Bourbon; duquel Mariage ſont iſſus Philbert Duc de Savoie, & ladite feuë Dame Louiſe. Fut convenu par le Traité, que les Enfans dudit Mariage, & les deſcendans d'eux, repreſenteroient la perſonne de l'aîné, & ſuccederoient és ſuſdites Terres & Seigneuries,

ANNO 1555. selon l'ordre d'aîneſſe. Or ledit Philbert de Savoie deceda ſans Enfans, & conſequemment, ſuivant ce qui avoit été convenu par ledit Traité de Mariage, ladite Dame Louiſe, & le ſeu Roi, comme deſcenda d'elle, & repreſentant ledit Philbert, étoit capable de ſucceder esdites Seigneuries de Bengey, & Breſſe, tant par diſpoſition de Droit commun pour la proximité du ſignage, que par Droit de convention.

Davantage, quand ladite Dame fut mariée, la Succeſſion de la Mere lui étoit ja aquiſe, qui avoit aporté en Mariage la Somme de ſoixante mille Ecus, dont lui apartenoit la moitié, qui ſont trente mille Ecus; & neanmoins pour toutes choſes quelconques, tant de Succeſſion de Pere que de Mere, elle n'a jamais eſt que la Somme de vint-cinq mille Livres. Et ne ſert de rien de dire, qu'elle y a renoncé par ſon Traité de Mariage, parce que telle Renonciation eſt faite *per minorem de Succeſſione jam quæſita*, pour le regard de la Mere; & pour le regard du Pere, *de Succeſſione futura & ſine utroque reſpectu*, nulle de diſpoſition de Droit. Il y a d'autres Droits de plus grande importance pretendus par le Roi, comme Comte de Provence.

C'eſt à ſavoir, la Comté de Nice, & Villefranche, qui ſont ſans difficulté des apartenances du Comté de Provence, & dont les Comtes de Provence ont roûjours joui jusques à ce que le Comte (*a*) de Savoie, ſous couleur d'une dette qu'il prétendoit à l'encontre du Roi de Sicile, Comte de Provence, s'en ſaiſit par force d'Armes aprés la mort dudit Roi; qui avoit déliſſé ou Fils mineur ſous la garde de la Reine Yoland, ſa Veuve.

(*a*) *Amedée VII. en 1388.*

Plus, la Comté & Seigneurie de Piémont a été pieça unie & incorporée à la Comté de Provence, par les Comtes de Provence, avec toutes les ſolemnitez en tel cas requiſes, dont ont été expediées Lettres en forme autentique; desquelles Comté & Seigneurie de Piémont, les Comtes de Provence ont roûjours joüi depuis, comme d'un membre faiſant portion de ladite Comté de Provence, jusques à ce que les Ducs de Savoie, par violence, & ſans titre, s'en ſont ſaiſis.

A quoi par ci-devant les Gens du Dne ont répondu, que le ſeu Roi, l'an cinq-cens vint-trois, par ſes Lettres Patentes, promit au ſeu Duc de Savoie, de ne lui faire jamais demande ni queſtion des Terres qu'il tenoit, ſpecialement de la Comté de Nice, dont il lui fit ceſſion & tranſport, entant qu'il y pourroit avoir aucun Droit.

Sur quoi leur eſt repliqué, que leſdites Lettres, combien qu'elles ſoient adreſſées au Parlement de Provence, & Chambre des Comptes dudit Lieu, & ailleurs, toutefois n'y a aucune Verification, ni preſentation desdites Lettres, choſe requiſe & neceſſaire, tant de diſpoſition de Droit, que par les Ordonnances & Uſances, tant du Roiaume, que de Provence; & par ainſi leſdites Lettres ſont & demeurent encore jusques à hui ſans aucun effet. Que cette alienation eſt faite de choſe non alienable, dautant que la Comté de Provence, dont leſdits Comtez de Nice & Piémont ſont portion, comme Membres dépendans & incorporez en ladite Comté de Provence, étoit ja dés le tems de ladite alienation unie à la Couronne de France par Lettres d'incorporation, verifiées où il apartient, & partant inalienable comme portion de la Couronne: & quand elle ne ſeroit point unie à la Couronne, ſi eſt-ce que par diſpoſition de raiſon, quand il eſt queſtion d'aliener les Droits Patrimoniaux d'une Dignité ou Seigneurie Souveraine, comme étoit la Comté de Provence, qu'il faloit avant que pouvoir parvenir à l'alienation, *quid procederet pragmatica ſanctio cum conſilio procerum.*

Et outre, y a Edit pieça fait par le Roi de Sicile, Comte de Provence, *cum conſilio procerum*, qui prohibe telles alienations, *itaque cùm lex reſiſtat alienationi*, elle eſt nulle.

Or pout autant, que ſeu Monſieur de Savoye ſommé, requis, & interpellé par pluſieurs fois, tant de la part de feue Madame, que auſſi du ſeu Roi, pour raiſon des Droits & choſes ſusdites, n'y auroit jamais voulu entendre; à cette cauſe le ſeu Roi, pour en avoir la raiſon, fut contraint de venir aux Armes, & prit ce qu'il put prendre ſur ledit Duc, *more recepto inter Principes, & apud omnes Gentes uſitato*, dont s'il y a quelque choſe non compriſe en ſes Droits & demandes, comme à la verité il y a, on ſera preſt de lui en faire raiſon, rendant par lui ce qui reſte à recouvrer des choſes pretendues & demandées, comme ſont les Comtez de Nice & de Villefranche, & une bonne partie du Piémont.

Quant au quatrieme point, qui eſt de la conquête des Citez de Mets, Toul & Verdun, elles ont toûjours été tenuës pour Villes & Citez de l'Empire, & n'ai jamais entendu, que nous y pretendiſſions, fors le Droit de protection és Citez de Toul & Verdun, qui n'emporte aucun Droit de Juſtice ni Hommage, & dont les uns & les autres à tuure heure ſe peuvent départir ſans mutuel conſentement, par l'uſance de la Germanie: & ſi ne voi point en quoi nous puiſſions douloir de l'Allemagne, ſi ce n'eſt qu'ils contribuerent aux frais de la Guerre, qui nous fût faite par l'Empereur en l'an mille cinq-cens quarante-trois, qui nous fut grandement dommageable, & qui fut cauſe de nous faire faire l'Apointement de Crespi, peu avantageux pour nous. Mais ſi nous venons à nous découvrir jusques là, & dire que par cela nous avons eû juſte cauſe de nous ſaiſir des Villes de l'Empire, & de les retenir; outre ce qu'il y a pour eux des réponſes bien aparentes, on ſera faire une declaration équipollente à demonſtration de Guerre, dont les Imperiaux ne faudront pas incontinent de s'en prevaloir aux Etats de l'Empire; & ſemble être plus utile de ſe tenir couvert en cet endroit le plus qu'on pourra, ſans ſe laiſſer entendre quant au fait de la reſtitution desdites Villes.

ANNO 1555.

XXXVI.

Traité de Tréve pour cinq ans, entre HENRI II. *Roi de France d'une part*, CHARLES V. *Empereur*, & PHILIPPE *ſon Fils, Roi d'Angleterre, & depuis Roi d'Eſpagne, d'autre. En l'Abbaie de Vaucelles près Cambrai, le 5. Février* 1555. [Recuil de Traitez de Paix, &c. entre les Couronnes d'Eſpagne & de France. Imprimé à Anvers in 12. pag. 229. & FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 502. avec les différences marquées à la marge.] 5. Fevr. L'EMPIRE, ESPAGNE, ET FRANCE.

AU nom de Dieu le Createur. Comme il ſoit, que Guerre ſe ſoit mûë depuis auennes années en ça, entre l'Empereur & le Roi Tres-Chretien de France & que pour y procurer Pacification, & parvenir au bien de la Paix, repos & tranquillité du Public, pluſieurs diligences ont été faites par aucuns Potentats de la Chreſtienté, leſquelles n'ont pû ſortir effet pour les grandes & importantes difficultez, qui ſe ſont trouvées, & telles que jusqu'à preſent l'un n'a trouvé moiens convenables pour venir à la concluſion tant deſirée; neanmoins pour faire ceſſer l'occaſion d'aigreur, & donner moien à ce que par une Treve communicative, l'on puiſſe durant icelle, par moien d'Ambaſſadeurs ou autrement, trouver (*a*) moien & expedient pour parvenir à final repos & apaiſement de tous différends étans entre leſdits Princes; & que les dommages, que la Chretienté ſouffre de la Guerre, ceſſent. Se ſont trouvez perſonnellement, (*b*) Meſſieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Eſcornala, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Lieutenant & Capitaine general, & Grand-Bailli de Hainaut; Simon Renard, Charles Tisnac, Philippe de (*c*) Bruxelles, & Jean Batiſte Scotio, Senateur & Regent de Milan, Conſeillers & Procureurs de Sa Majeſté Imperiale, & de tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince Dom Philippe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Meſſire Gaspard de Colligny, (*d*) Sieur de Chaſtillon, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-General, tant en l'Iſle de France, qu'en Picardie; & Sebaſtien de l'Aubespine, Abbé de Baſſe-Fontaine, & de S. Martin de Pontoiſe, Conſeiller & Maître des Requeſtes de l'Hôtel dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, ſes Conſeillers & Procureurs, & en vertu des Pouvoirs, qu'ils ont reſpectivement de leursdits Princes, ont fait, conclu, & accordé la Treve telle que s'enſuit, ſous le bon plaiſir & vouloir toutefois de leursdites Majeſtez.

(*a*) *ou chemin.*

(*b*) *ou Mareſcot.*

(*c*) *ou Bruxelles, & ainſi dans la ſuite.*

(*d*) *ou Coligny.*

Premierement, que bonne, ſeure, vraie, ferme & loiale Treve, (*e*) abſtinence de Guerre, & Ceſſation d'Armes, eſt faite, concluë, arreſtée, accordée, & paſſée entre leſdits (*f*) Empereur & Roi d'Angleterre ſon Fils, & le Roi de France Tres-Chretien, par Terre, Mer, Eaux douces, tant en Levant, que Ponent, & en tous Lieux & Endroits quelconques, comme ſi particulierement & ſpecialement ils étoient ci-exprimez & decla-

(*e*) *ou Feu & aſſeurance.*

(*f*) *ou Seigneur Empereur.*

ANNO 1555. & declarez, durable fermement & inviolablement entre leurs Majeſtez Imperiale & Roiales, leurs Hoirs, Succeſſeurs, Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries quelconques par eux poſſedez, & qu'ils tiennent & en jouiſſent à preſent, tant deçà que delà les Monts, ou en quelque lieu & endroit que ce ſoit.

Et ne ſera durant ladite Treve rien innové ni attenté d'une part & d'autre, directement ou indirectement, au prejudice d'icelle, mais demeureront toutes choſes en l'état qu'elles ſont, & la poſſeſſion & jouiſſance à chacun, comme ils auront au tems de la Date de cettes reſpectivement, le tout de bonne foi & ſans fraude, & ce pour le tems & terme de cinq ans conſecutifs, à commencer du jour & Date de ces preſentes; laquelle ſera promtement publiée de part & d'autre ſur les Frontieres, & donné ordre qu'ainſi ſe faſſe en tous Lieus & Païs, qui doivent jouir du benefice d'icelle, comme il eſt requis & accoûtumé en tel cas, pour la pleine & entiere obſervation de ladite Treve, & de maniere qu'il n'y ait faute.

Et ſera ladite Treve marchande & communicative en tous Lieux & Endroits, tant de Mer, que de Terre, & Eeus douces: & pourront les Sujets d'un côté & d'autre, aller, venir, frequenter, negocier, ſejourner, marchander, & trafiquer; en paiant toutefois les Droits en tous Lieux dûs & accoûtumez, franchement & librement, comme en tems de bonne & entiere Paix, ſans contredit ni empêchement.

Et retourneront les Sujets & Serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque qualité qu'ils ſoient, pleinement en la jouiſſance de tous & chacuns leurs Biens immeubles, Droits & Actions, ſaiſis, & occupez en moien de la derniere Guerre, & à l'occaſion d'icelle, pour en joüir par eux, nu ſeulement par les mains de leurs Facteurs & Entremeteurs, ſi bon ſemble auſdits (a) Sieurs Empereur & Rois, ſoit pour ſuſpicion, ou autre juſte & raiſonnable conſideration, dés la Date d'icelle Treve, ſans rien quereller des fruits perçûs & échus pendant la Guerre. Et ſera ledit retour nonobſtant toutes Donations, Conceſſions, & Declarations de Confiscations, & Commiſes, Sentences données par contumace, & en l'abſence des Parties, & icelles non ouies à l'occaſion de ladite Guerre comme qu'il ſoit; remettant iceux Sujets quant à ce pleinement, & ceſſant tous empêchemens & contredits en leurs Droits & Actions, ainſi qu'ils étoient en tems de l'ouverture de ladite Guerre. Et s'entend le contenu en preſent Article avoir lieu en tous les endroits étans ſous l'obeïſſance & poſſeſſion deſdits Sieurs Empereur & Rois, qu'ils tiennent & poſſedent.

(a) ou *Seigneurs & ainſi dans la ſuite.*

Durant leſquels cinq ans leſdits Sieurs Empereur & Rois, ne pourront, directement ou indirectement, endommager l'un l'autre, en quelque lieu & endroit de la Chretienté, & de leurs Roiaumes & Païs, que ce ſoit, par eux ni par autrui, ni bailler aide, port, aſſiſtance, ni faveur de Gens, Argent, Artillerie, Munitions, Victuailles, quels qu'ils ſoient, ni choſes quelconques à ceux qui le voudront faire, procurer, ou attenter, ni paſſage par leurs Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries, ni les recevoir, ni donner entrée és Ports de Mer, qu'ils tiennent, ou leur donner rafraichiſſement, y venant pour faire acte d'hoſtilité contre Leurs Majeſtez, Païs & Sujets, & autres compris en la preſente Treve. Et ainſi s'obſervera réellement, ſincerement, & de bonne foi, & feront tous les meilleurs offices qu'ils pourront, pour procurer efectuellement le repos de la Chretienté, & éviter l'opreſſion d'icelle.

Et ne pourra t'on proceder durant ladite Treve, directement ou indirectement, d'un côté ni d'autre, à l'encontre des Sujets, Capitaines, Officiers, & Serviteurs, de quelque Nation qu'ils ſoient reſpectivement, pour le Service fait auſdits Princes, chacun endroit ſoi, & delits par eux commis auparavant le Date de ces preſentes; ains pourront reſider en leurs Maiſons, poſſeſſions, & biens quelconques, & en joüir paiſiblement ſans aucun empêchement. Sauf & reſervé, que ſi pour cas par eux commis attouchant Partie particuliere, ils ſont en Juſtice, que l'on les veüille pourſuivre en icelle, elle aura ſon cours par voie civile, pour l'intereſt de la Partie tant ſeulement, & ſans fraude.

Auſſi ſera la Juſtice adminiſtrée ſincerement, & par chacun deſdits Sieurs Empereur & Rois, eux Sujets d'un côté & d'autre, és Lieux, où par Droit & raiſon elle doit être faite & adminiſtrée, ſans que par Indirects & obliques moiens on la puiſſe attirer, pourſuivre, ni faire ailleurs, que és Lieux, où les Perſonnes doivent être convenuës, & les biens ſont aſſis & reſſortiſſans, & où par droit & raiſon on la doit requerir & faire.

ANNO 1555.

Et ſi aucun d'un Parti ou d'autre contrevient à la Treve & abſtinence de Guerre, directement ou indirectement, & ſe fait comme qu'il ſoit choſe au contraire d'icelle, cela ſera pleinement & ſans figure de Juſtice, & dilation, reparé, & les contrefaiſans châtiez exemplairement, comme s'ils étoient Infracteurs de Paix: & en feront la reparation les Officiers d'un côté & d'autre, chacun endroit ſoi, ſans port ni diſſimulation quelconque, à la premiere & ſimple plainte & requiſition qui s'en fera, ladite Treve demeurant neanmoins en ſon entiere force & vigueur.

Tous (b) Foruscis & bannis de Naples & Sicile ſont & demeureront exclus du benefice de ladite Treve. Et quant aux bannis de Florence & de Sienne, qui ſe pourroient être retirez és Places de la Toscane, tenuës par ledit Seigneur Roi de France ledit Seigneur Roi ne leur permettra, ou conſentira, ains les empêchera, pendant qu'ils ſeront ſous l'obeïſſance dudit Seigneur Roi de France, de faire choſe qui puiſſe offenſer ni eſterer ladite Treve, ou diſpoſition d'icelle, ni les Etats de Sienne & Florence, ou autres apartenans à Leurs Majeſtez, compris en le preſente Treve.

(b) ou *Fbi-ldes.*

Toutes Lettres de marque & de repreſailles ceſſeront, & ſera le Juſtice ouverte à un chacun deſdits Sujets, pour y evnir recours.

Les Vaſſaux & Sujets, d'une part & d'autre, reſtituez & à reſtituer en leurs biens, pourront pourſuivre leurs actions par eux, ou par Procureurs & Entremeteurs, és Juriſdictions de Leurs Majeſtez, ſans être tenus d'y aller en perſonne.

Finalement a été accordé, que par la preſente Treve ne puiſſe être fait nul prejudice aux Droits & Actions des particuliers; en laquelle, de la part de Leurs Majeſtez Imperiale & Roi d'Angleterre ſon Fils, ſeront compris le Pape & le Saint-Siege Apoſtolique, le Roi des Romains, le Saint Empire, le Roiaume d'Angleterre, les Rois de Portugal, Pologne & Danemarc, le Duc de Savoie, les Suiſſes, le Duc de Florence, le Duc de Ferrare, le Republique de Veniſe, Gennes, pour en joüir ſelon qu'ils ont accoûtumé par le paſſé; Sienne, Lucques, le Duc de Mantoue; toute le Toscane; les Duc, Ducheſſe, & Païs de Lorraine; pour joüir ladite (1) Deme de l'effet de ladite Treve, & de tout ce qui lui apartiendra, & d'aller & reſider, tant en Lorraine, que ailleurs, où bon lui ſemblera.

Et de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, ſont compris nôtre Saint-Pere le Pape, le Saint Siege Apoſtolique, le Reine & le Roiaume d'Ecoſſe; le Roi de Navarre; la Reine & le Roiaume d'Angleterre; les Rois de Portugal & de Danemarc; la Reine (2) Iſabelle, Veuve du feu Roi Jean Vaivode, & le Roi ſon (3) Fils; les Princes, Villes & Etats du Saint Empire; le Seigneurie de Veniſe, les (c) Treize Centons des Suiſſes, les Ligues-Griſes, le Valais; enſemble tous les Alliez & Confederez desdits Cantons; les Ducs de Lorraine & de Ferrare, les Duc & Ducheſſe de Parme: les Ducs de Mantoue & d'Urbin, le Comte de la Mirande; les Siennois, la (d) Corſegue, les Sieurs de la Maiſon de le (e) Marche; leurs Roiaumes, Païs, & Sujets, & generalement tous & chacuns Amis, Alliez, Confederez & Serviteurs desdits Seigneurs Empereur & Rois, qui ſe pourront denommer dedans trois mois, & ont iceux Procureurs & Mandataires, en vertu de leurs Pouvoirs reſpectivement & au nom desdits Seigneurs Empereur & Rois, paſſé & promis l'entiere obſervation de ladite Treve, & choſes ſuſdites, & chacune d'icelles, ſans y contrevenir directement ou indirectement. Et pour ce ont tous prêté le Serment aux ſaints Evangiles de Dieu; & obligent leſdits Sieurs Empereur & Rois, leurs Hoirs, Succeſſeurs, & tous & chacuns leurs Roiaumes, Païs, & Biens preſens & à venir, & promis de faire retifier en bonne & autentique forme les preſentes, en & dedans ſix ſemaines. En témoin de ce, ſe ſont ſouſſignez de leurs mains propres. Fait & paſſé en l'Abbaie de *Vaucelles*, le cinquieme jour de Fevrier, l'an 1555.

(c) ou *Seigneurs des Ligues.*

(d) ou *Corſegue.*

(e) ou *le Marck.*

(1) *Chriſtine de Danemarc, Nièce de Charles-Quint, Veuve de François, Duc de Lorraine, Mere de Charles III.*

(2) *Fille de Sigismond Auguſte, Roi de Pologne.*

(3) *Etienne Sigismond.*

ANNO 1555.

* Ce titre n'eſt point dans l'Edition d'Anvers.

* *Addition de quelques Articles au Traité de* Vaucelles, *touchant le Duc de Savoie, le trafic des François aux Indes, & delivrance des Priſonniers de Guerre, & les Alliez des Rois de France & d'Eſpagne, outre ceux qui ſont nommez audit Traité.*

COMME il ſoit qu'aujourdui Date de cettes, ait été traité Treve marchande & communicative, entre Meſſieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Eſcornais, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Lieutenant, Capitaine general, & Grand Bailli de Hainaut; Simon Renard, Charles de Tisnacq, Philbert de Bruſelles, & Jean-Batiſte Scotio, Senateur & Regent de Milan, Conſeillers & Procureurs de l'Empereur, & de tres haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince, Dom Philipe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Meſſire Gaſpard de Coligny, Sieur de Châtillon, Admiral de France, Gouverneur & Capitaine general tant en l'Iſle de France; qu'en Picardie; & Sebaſtien de l'Anbespine, Abbé de Baſſefontaine, & de Saint Martin de Pontoiſe, Conſeiller & Maître des Requêtes du Roi Tres-Chretien de France. Iceux Commis dudit Seigneur Roi Tres-Chretien ont, en vertu de leur Pouvoir, outre le contenu en ladite Treve, acordé & promis; que ledit Seigneur Roi de France paiera réellement & de fait, durant ladite Treve, & chacune année d'icelle, aux termes ci aprés ſpecifiez, au Sieur Duc de Savoie, ou ſes Procureurs & Entremetteurs, aians quitance de lui, la valeur du revenu annuel du plat-Païs & dépendances de la Ville d'Yvrée, tel qu'il ſera eſtimé & liquidé par Commis, qui ſeront pour ce nommez & choiſis. Et ſe fera ledit paiement en la Ville de Lion, par Marchand particulier, qui ſera aviſé, à ſavoir la moitié au dernier jour de Juillet prochainement venant; & l'autre moitié, au dernier jour de Janvier ſuivant; & conſecutivement de termes en termes, dont ledit Seigneur donnera Mandement & Lettres en forme requiſe, pour ſûreté & paiement de la Somme.

Et jouïra ledit Sieur Duc, ſes Païs, Sujets, & Serviteurs, du benefice de ladite Treve, tout ainſi que les Sujets & Païs desdits Seigneurs Empereur & Rois.

Et rentreront lesdits Sujets en jouiſſance de leurs Biens, Droits, & Actions, comme les Sujets & Serviteurs de Leursdites Majeſtez.

Et audit Sieur Duc ne ſera mis empêchement en ce qu'il tient & poſſede, ſe trouvera tenir & poſſeder au tems de la Date de ces preſentes.

Auſſi a été expreſſément convenu & espitulé, que jaçoit que ladite Treve ſoit marchande & communicative, ſi eſt-ce que les Sujets dudit Sieur Roi de France, ou autres par leur aveu, ne pourront trafiquer, naviger, ou negocier aus Indes apartenantes audit Sieur Roi d'Angleterre, ſans ſon exprés congé, & licence; autrement faiſant le contraire, ſera licite d'uſer contre eux d'hoſtilité, demeurant toutefois ladite Treve en ſa force & vigueur; moiennant auſſi que ſous cette ombre rien ne ſe taiſe ou commette au prejudice des Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, qui ſe trouveront voiager par Mer, ailleurs à leur commodité, & où bon leur ſemblera, comme du paſſé.

Le Marquis (1) Albert de Brandebourg eſt compris, de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, en la preſente Treve; mais pour ſon regard a été declaré, que nonobſtant la comprehenſion faite de lui, par ledit Seigneur Roi, l'on entend qu'elle ne puiſſe avoir lieu en ce qui concerne l'Empire, ſinon aprés que ledit Marquis, qui eſt au ban dudit (2) Empire, ſe ſera reconcilié, & remis comme devant, (a) & ſera-t'on content, que la Juſtice & Chambre Imperiale y pourvoie, comme il apartiendra par droit & raiſon. A la charge auſſi, que cependant d'une part ni d'autre ne ſe donnera faveur ni aide audit Marquis, directement ou indirectement, pour entreprendre contre les Etats, Païs, & Roiaume de Leurs Majeſtez, ni en quelque lieu que ce ſoit.

(a) ou, & ſera l'on tenu que &c.

Outre la comprehenſion generale, en laquelle la Reine Eleonor ſera inſerée en la Treve, ſi bon lui ſemble, aians lesdits Deputez de Sadite Majeſté Imperiale, & du Roi d'Angleterre, ſon Fils, fait inſtance des Arrerages de ſon Dot, & voulu entrer en la vigueur & contenu aux Traitez, qui ſont mention de ladite Dame; les Députez dudit Seigneur Roi Tres-Chretien ont répondu n'en avoir aucune charge, & remis le tout à Sa Majeſté Roiale, pour en aviſer ainſi que de raiſon. ANNO 1555.

Auſſi aiant les Députez dudit Roi Tres-Chretien fait ſemblable inſtance pour Madame la Ducheſſe de Parme, ceux de Sadite Majeſté Imperiale, & du Roi, ſon Fils, ont remis le tout à leurs Majeſtez, comme n'en aiant aucune charge, eſperant qu'elles y auront tel égard que de raiſon.

Tous leſquels Articles, & chacun d'iceux, auront & ſortiront effet; comme ſi diſtinctement ils étoient compris en ladite Treve generale. En ſigne dequoi lesdits Députez ont promis, & juré l'obſervation, & Ratification d'iceux, comme de ladite Treve, & iceux ſignez de leurs Seins. Au lieu de *Vancelles* le cinquiéme jour de Fevrier 1555. *Ainſi ſigné*, C. DE LALAIN, C. DE TISNACQ, S. RENARD, P. DE BRUXELLES, & BATISTE SCOTIO; DE COLIGNY, & S. DE L'AUBESPINE.

* Tout ce qui ſuit n'eſt pas dans l'Edition d'Anvers.

* ENTRE Meſſieurs les Députez, aſſemblez en l'Abbaie de Vancelles, le dixneuvieme jour de Decembre 1555. à ſavoir de la part de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, Meſſieurs, le Comte de Lalain, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon, & Capitaine general de Leurs Majeſtez au Païs de Hainaut; Renard & de Bruxelles, leurs Conſeillers, & Maîtres des Requêtes de leur Hôtel: Et de la part du Roi, Meſſieurs l'Admiral, Gouverneur & Lieutenant general de Sa Majeſté en Picardie; & de l'Aubespine, Abbé de Baſſefontaine, Conſeiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de Sadite Majeſté, pour traiter de la delivrance & rançon des Priſonniers de Guerre, d'une part & d'autre. Il a été accordé que lesdits Priſonniers de Guerre étans reſpectivement détenus d'un côté & d'autre, ſeront mis à rançon, pour une fois paier, au ſeûr & pris du revenu d'une année de leurs Biens, enſemble des Gages, Soldes, Penſions, & Traitemens annuels qu'ils ont de leurs Princes: & pardeſſus cela ſeront peſées & eſtimées raiſonnablement les qualitez d'un chacun, par Mesdits ſieurs les Députez: Et que pour parvenir à l'effet de cet Accord, l'on envoiera pardevers lesdits Priſonniers en diligence, avec Lettres de Mesdits ſieurs les Députez, pour faire entendre à chacun desdits Priſonniers ce que deſſus: & que ſans aucun délai, de bonne foi, & ſur leur honneur, & par Serment, ils aient à dire & declarer combien ils ont de revenu par an, enſemble des Traitemens, Soldes & Penſions, charges & qualitez qu'ils ont; & l'envoieront écrit & ſigné de leurs mains, en cas qu'ils le puiſſent faire, & cacheté de leurs cachets; ſinon par autre certification valable, advertiſſant lesdits Sieurs Députez de leurs volontez, & s'ils n'acceptent pas le ſusdit Acord: non compris en cedit Acord, Meſſieurs les Ducs de Bouillon, de Montmorency, & d'Arſcot; s'étant reſervé lesdits Sieurs Députez à en traiter ainſi qu'entre eux il a été acordé. Et en cas qu'il fût trouvé qu'aucun d'eux (ce que l'on n'eſtime) eût celé la verité de ſesdits revenus, Etats, & autres choſes ſusdites, leurs Princes reſpectivement en ſeront, ou ſeront faire raiſon, par toutes voies ſommaires dûës & raiſonnables, promtement, & ſans délai. Et au prealable de leur delivrance, ſeront paiez tous frais, dépens, & dettes créées & faites durant le tems de leur captivité: & ſe ſont promis lesdits Sieurs Députez, de ſe fournir les uns aux autres reſpectivement leurs réponſes desdits Priſonniers, dedans le premier jour de l'an prochainement venant. N'entendant que cet Acord s'étende ſur ceux leſquels auroient ja capitulé avec leurs Maîtres pour leur Rançon. Fait audit lieu de *Vancelles*, les an & jour que deſſus. En témoin dequoi Mesdits Sieurs les Députez ſe ſont baillé Copie les uns aus autres reſpectivement de ce preſent Acord, ſous leurs Seins manuels, & des Secretaires y etans. *Signé*, DE LALAIN, RENARD, & BAUXELLES.

SUR ce que Meſſieurs le Comte de Lalain, & Ch. de Tisnacq, Conſeillers d'Etat, & Maîtres des Requêtes des Majeſtez de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, ont declaré à Monſieur l'Admiral, Gouverneur, & Lieutenant general pour le Roi Tres-Chretien, des Païs de Picardie, & Iſle de France; procedans d'une part & d'autre, à la conſommation de ce qui a été par

(1) Grand Maître de l'Ordre Teutonique.

(2) En 1552. pour avoir fait Hommage au Roi de Pologne *Sigismond I.* ſon Oncle, du Duché de Pruſſe, que *Comte Gran* prétendoit être Fief de l'Empire.

Anno 1555. par ci-devant traité, en leur Aſſemblée, pour traiter tant de l'Acord de Treve entre leſdites Majeſtez comme celui qui touche la Penſion des Priſonniers de Guerre; que ledit Empereur, & ſon Fils, le Roi d'Angleterre, ſe contentoient, que Meſſieurs les Dues de Bouillon, & de Montmorency, fuſſent mis à Rançon d'argent ſeulement, & raiſonnable, dedans le plus bref tems que faire ſe pourroit, pourvû que le ſemblable fût fait à l'endroit de Monſieur le Duc d'Arſcot, Priſonnier de Guerre en France; auquel Mondit Sieur l'Amiral accepté cette offre, pourvû que ce bref tems fût preſix & arrêté entre eux raiſonnablement: Leſdits Sieurs ſont demeurez d'acord pour trois mois, à commencer du jour & Date de ce preſent Acord, & que dedans ledit tems, ſi plûtôt on ſe peut faire, il ſera ſatisfait à ce que deſſus. Fait à *Vaucelles* lés Cambreſis, le neuvieme jour de Mars 1555. Eſt entendu ce que deſſus, que le titre du Duc de Bouillon ſoit ſans prejudice. *Ainſi Signé*, DE LALAIN, DE COLIGNY, & TISNACQ.

Acte par lequel le Roi PHILIPPE II. *declare & nomme ceux qu'il entend & veut être compris au Traité de* Vaucelles. *Fait à Bruxelles le dix-neuvieme Avril* 1555.

AUJOURDUI quatrieme jour de Mai de l'an 1555. le Roi étant en ſon Château de Chambord, Meſſire Simon Renard, Conſeiller d'Etat, & Ambaſſadeur de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre ſon Fils, a preſenté en Roi l'Acte dont la teneur s'enſuit.

PHILIPPE, par la grace de Dieu (1) Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, d'Angleterre, de France, de Navarre, de Naples, de Sicile, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandre, d'Artois. Comme par le Treve dernierement concluë & arrêtée pour le tems de cinq ans, en Lieu de *Vaucelles*, le cinquieme jour du mois de Fevrier dernier paſſé, entre tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince le Roi Tres-Chretien de France, & Nous, a entre autres choſes été traité & capitulé, Que outre la comprehenſion faite d'un côté & d'autre, de ceux qui doivent être compris en ladite Treve, l'on pourroit des deux côtez, en dedans trois mois, dénommer ceux que, outre ladite compreheuſion, l'on voudroit encore dénommer: Nous y voulant ſûre l'office requis, avant l'expiration du terme ſur ce preſix par ladite Treve, avons dénommé & dénommons par cettes, l'Archevêque de Treves, Electeur; l'Evêque de Liege, l'Evêque de Cambrai, le Duc de Juliers, les Suiſſes, les Griſons, le Duc d'Urbin, le Sieur Dom Fernand de Gonzague, le Comte de Sainte-Flore, & ſes Freres; le Sieur de Monaco, le Comte *Trylo de' Roſſi* ſes Freres, & tous ceux de la Maiſon de (2) *Roſſi*, dont eſt auſſi l'Evêque de (3) Pavie; les Comtes de Sala, & ceux de ſa Maiſon, le Sieur de Colormo, le Marquis de Final, le Sieur Sinolfo Otteclo, le Sieur Bartolde Farneſe, le Sieur Sigismond d'Elte, le Marquis de Maſſa, le Sieur Marc-Antoine Dorie, Prince de Melfe; Madame *Benedicta Spinola del Carro*, ſa Sœur: & tous Feudataires de l'Empire generalement qui reconnoiſſent l'Empire; & obeiſſent à icelui, pour jouïr de ladite comprehenſion de nôtre côté, tout ainſi que ſi expreſſément étoient ſpecifiez & dénommez en ladite Treve. En témoin de ce nous avons fait dépêcher ces preſentes, & icelles ſignées de nôtre mein, & cachetées de nôtre cachet. Fait en nôtre Ville de Bruxelles, le dix-neuvieme jour d'Avril 1555. *Et au deſſous Signé*, PHILIPPE, *ſcellé en Placart: & plus bas du Secretaire* VINDELLA, dont il a demandé Certification, qui lui a été octroïée par moi Secretaire d'Etat dudit Sieur, les an & jour que deſſus.

(1) Il n'étoit pas encore Roi d'Eſpagne, car ſon Pere n'abdiqua qu'à la fin de cette année 1555.
(2) Ancienne Souveraine de Parme.
(3) *Hippolite*, qui fut fait Cardinal par *Sixte V.*

Acte par lequel le Roi HENRI II. *nomme auſſi ceux qu'il veut & entend être compris au Traité de* Vaucelles. *Fait à Chamboré, le troiſieme Mai* 1555.

HENRI, &c. Comme ainſi ſoit que par le Traité de la Treve concluë & arrêtée en l'Abbaie de *Vaucelles*, le cinquieme jour de Fevrier dernier paſſé, entre les Commis Députez de tres-hauts, tres-excellens, & tres-puiſſans Princes, l'Empereur Charles V. de ce nom, le Roi d'Angleterre ſon Fils, & les nôtres, & depuis par Nous ratifié, il ſoit reſervé à chacun de nous de nommer, dedans trois mois enſuivans, tels de nos Serviteurs, Amis & Alliez que bon nous ſemblera, pour être compris audit Traité de Treve, & jouïr du benefice d'icelle; Avons, ſuivant icelle reſervation & permiſſion, nommé & nommons de nôtre part, les Evêques de Metz, de Toul, de Verdun, & Abbé de Gorze; les Seigneurs de la Maiſon Caraffa, & ceux de la Maiſon Farneſe; le Comte * Nicole de Petillan, & les Florentins, & Siennois, tant forenſis, que autres des Villes & Etats de Florence & Sienne, pour être & demeurer compris & entendus audit Traité de ladite Treve, & jouïr du benefice d'icelle, tout ainſi que les autres qui y ſont ſpecialement nommez & compris. En témoin de ce, nous avons ſigné ce preſent Acte de nôtre propre main, & fait ſigner par l'un de nos Secretaires d'Etat. A Chambord, le troiſieme jour de Mai mille cinq-cens cinquante-cinq. Anno 1555.

* de la Maiſon Orſini.

XXXVII.

Abſchied durch Churfürſt Auguſtus zu Sachſen/ und Churfürſt Joachim von Brandenburg/ Johann Friedrich/ Johann Wilhelm und Hanns Friedrich den Jüngern/ Hertzogen zu Sachſen/ Johann und Georg Friedrich Marggrafen zu Brandenburg/ und Philipps Landgrafen zu Heſſen aufgericht; wodurch ſie ſich vereinen den der Augſpurgl. Confeſſion de Anno 30. gäntzlich zu bleiben/ nichts darwider anzunehmen/ noch andere Secten einzuſchleichen zu laſſen. Naumburg den 12. Martii Anno 1555. [LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica Libr. I. Cap. XXVII. pag. 54. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Abſatz II. pag. 256. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 12. Mars.

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre AUGUSTE *Electeur & Duc de Saxe*; JOACHIM *Electeur & Marcgrave de Brandebourg*; JEAN FREDERIC, JEAN GUILLAUME, *&* JEAN FREDERIC *le jeune Ducs de Saxe*; JEAN, *&* GEORGE FREDERIC *Marcgraves de Brandebourg &* PHILIPPE *Landgrave de Heſſe, contenant un Pacte d'Union avec promeſſe reciproque de perſiſter dans la* Confeſſion d'Augsbourg, *publiée en* 1530, *de n'accepter rien qui y ſoit contraire, & de n'admettre aucunes nouvelles Sectes. A Naumbourg le* 12. *Mars* 1555.

VOn GOttes Gnaden/ wir Auguſtus Hertzog in Sachſen/ Joachim/ Marggraf zu Brandenburg/ beyde des Heil. Röm. Reichs/ Ertz-Marſchalck/ Ertz-Cämmerer/ Chur-Fürſten/ Johann Friedrich/ der mittlere/ Johann Wilhelm und Hanß Friedrich der Jüngere Hertzogen zu Sachſen/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meiſſen/ Johan und George Friedrich/ Marggrafen zu Brandenburg/ zu Stettin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ Schleſien/ ꝛc. Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg/ und Fürſten zu Rügen/ und Philipps/ Land-Graf zu Heſſen/ Graf zu Catzen-Elnbogen/ zu Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda/ bekennen für uns/ unſere Erben/ und thun kund gegen männiglich/ nachdem wir uns jetzo von wegen Erneuerung der Erb-Einigung zwiſchen uns/ und weiland unſern Vorfahren und Eltern/ den löblichen Häuſern Sachſen/ Brandenburg und Heſſen/ hievor aufgericht/ anher gegen der Naumburg begeben und verfügt/ auch vermittelſt Gottlicher Verleihung ſolche Erneuerung der Erb-Einigung/ laut der Brief und Siegel/ darüber von uns vollzogen/ und gegen einander übergeben/ ſo haben wir uns darneben nachfolgender Sachen und Artickul halben/ mit einander unterredet/ freundlich verglichen/ und verabſchiedet/ nemlich zum erſten/ als die Röm. Königl. Majeſtät unſer allergnädigſter Herr/ auf jetzigem Reichs-Tag zu Augſpurg in Ihrer Majeſtät Propoſition, den Chur-Fürſten/

ANNO 1555. Fürſten und Ständen des Reichs / unter andern hat fürtragen und anzeigen laſſen / daß über dem Zwieſpalt / ſo in der Religion fürgefallen / und ſich nun etliche viele Jahr hero / und noch erhalten / ſich allerley Secten erregen und zutragen ſollen / mit allerley weiter Ausführung und Fürwendung. Wiewohl wir ſolches auf unſerer Chriſtlichen Religion vermöge der Augſpurgiſchen Confeſſion, darummen wir GOtt lob keine Secten wiſſen / billich nicht zu verſehen / ſo haben wir uns doch inſonderheit mit einander vereiniget / und thun ſolches hiermit wiſſentlich / und in Krafft dieſes Abſchieds / daß wir uns / unſere Erben / mit Verleihung Göttlicher Hülff / bey gemeldter Augſpurgiſchen Confeſſion, Anno 30 dreyßigſten geſchehen / hinfürter gänzlich bleiben / und es der Religion darnach halten / auch durch Chriſtliche Viſitation, und ſonſt die Fürſehung thun ſollen / und wollen / damit derührter Confeſſion gemäß / und nicht anders / gelehret / gepredi̇get / die Sacramenten und ſonſt gehalten / aber das Widerwärtige verboten / und abgeſchaffet / auch über und wider dieſelbige nichts gehandelt ſoll werden / darauf wir auch feſtiglich halten ſollen und wollen. So haben wir uns auch mit einander einer Schrifft an hochgedachte Röm. Käyſerl. und Königl. Majeſtät derowegen und ſonſten verglichen / wie ſolches die Copeyen auswerſen.

Und ſo vielleicht etwas der Religion halben / auf jetzigem Reichs-Tag zu Augſpurg ſolte gedacht / auch fürgenommen wollen werden / ſo der Augſpurgiſchen Confeſſion zu wider oder ungemäß / ſo ſollen unſere / welche wir auf gemeldten Reichs-Tag mit nothwendigen Befehl und Inſtruction, auch dieſes Artickels abgefertiget / ſolches bey der Römiſchen Königl. Majeſtät / auch andern Churfürſten / Fürſten und Ständen zum füglichſten und glimpfflichſten als möglich iſt / abzuwenden ſich befleiſſen / ſonderlich aber den Paſſauiſchen Vertrag von der Käyſerlichen und Königl. Majeſtät dem erwehlten König zu Böhmen / König Maximilian, auch ſo viel Chur- und Fürſten des Reichs vermilligt und angenommen / dergleichen auch Königl. Majeſtät und anderer Chur- und Fürſten bedachte Mittel / bey dieſem Artickel / Religion und Fried belangend / dißfalls mit Fleiß anziehen / und darauf bitten / daß nun mehr einiger Handlung / oder Abſchied / ſo der Religion zuwider / nicht mögen beſchwert werden / angeſehen / daß dieſe Sachen / die die Gewiſſen belangen / darum das mehrer nicht könte ſtatt haben / daß auch der Paſſauiſche Abſchied klar mit ſich bringt / daß die Römiſche Königl. Maj. und die andern Stände gnädiglich befürderung thun wollen / daß ſich die Stände dieſer Religion, des Uberſtimmens nicht zu befahren / im Fall aber daß ſolches alles unangeſehen und nichts deſtoweniger mit Handlung oder Abſchieden / der Augſpurgiſchen Confeſſion zuwider / fürgefahren werden wolle / als wir uns doch nicht verſehen / ſo ſollen unſere Räthe / von unſerentwegen anzeigen / daß ob wir uns wohl gantz ungern von den andern Ständen abſondern wolten / daß wir doch dasjenige / ſo unſer bekandten Chriſtlichen Religion zuwider / mit guten Gewiſſen nicht annehmen / noch bewilligen könten / und derowegen ſchrifftliche und gründliche Fürwendung thun. Was aber die Ceremonien anlanget / darinnen wird ein jeder darunter uns und ſeinen Landen und Gebieten dieſelben dermaſſen Chriſtlich anzuſtellen wiſſen / wie er ſolches gegen GOtt / und der Augſpurgiſchen Confeſſion gemäß / wird wiſſen zu verantworten.

Wir wollen unſern Räthen / ſo wir allerſeits auf den jetzigen Reichs-Tag gen Augſpurg abgefertiget haben / des Cammer-Gerichts halben Bericht thun / bey der Königlichen Mayeſtät und ſonſt bey den Ständen des Reichs / im Reichs-Rath / mit Fleiß anzuhalten / damit ſich demeltes Cammer-Gericht in Religion-Sachen und der Geiſtlichen Guther halben / gegen den Ständen der Augſpurgiſchen Confeſſion zu wider / nicht entlaſſen / daß auch daſſelbe Inhalts des Speyeriſchen im 44. Jahr nechſt verſchienen aufgerichten Abſchieds und jüngſten Paſſauiſchen Vertrags / unpartheyiſch / mit Perſonen unſerer Religion, ſo viel als des andern theils beſetzt / und die Aſſeſſorn mit beſchwerlichen Eyden / und ſonſten andern Artickeln abgemeldter unſer Religion zu wider / nicht beſchweret werden. Damit alſo ein jeder unpartheyiſch gleich Recht erlangen möge / und daß ſolches mit nachdrücklicher Ausführung und Derogation deſſen / ſo dem zugegen ſeyn möchte / den jetzigen Reichs-Abſchieden eingleiche / und die jüngſte Cammer-Gerichts-Ordnung darauf reformiret / und erkläret werde.

Zum andern / nachdem ſich auch eine Zeitlang zugetragen / und leider von neuem zuträgt / daß ſich viel Lands- und Kriegs-Knechte in unſern Chur- und Fürſtenthümern / zu laufen / und zu gaden anzurichten unterſtehen / auch unſere arme Unterthanen zum höchſten und aufs äuſſerſte zu beſchweren / das Ihre mit Gewalt zu nehmen / und ſie zu verletzen unterſtehen / und wir dann auch genöthigt ſeyn / und auch uns ſchuldig erkennen unſerer armen Unterthanen Schaden / Nachtheil und Verderben durch Göttliche Hülffe abzuwenden und vorzukommen; So haben wir uns hierauf des verabſchiedet / daß unſer jeder in ſeinem Chur- und Fürſtenthum und Landen unverzüglich durch offne Ausſchreiben / anweiſen und befehlichen ſolle / daß auf ſolche Knechte dermaſſen Beſtellung geſchehe / daß ſie an keinem Orth länger / dann über Nacht gelitten werden / auch nicht anderſt dann um ihren Pfennig in gewöhnlichen Gaſt-Häuſern zu ſpeyſen / auch die gemeinen Landſtraſſen zu gebrauchen: da aber etliche darüber würden unterſtehen ſich auf die Unterthanen zu legen / und die zu beſchwehren / die ſoll man nach Gelegenheit auftreiben / und die Muthwillige gefänglich einziehen und ſtraffen laſſen. Des zu Urkund ꝛc. ꝛc. Naumburg den 12. Martii 1555. ANNO 1555.

XXXVIII.

Erb-Verbrüderung der Chur- und Fürſtl. Häuſer Sachſen und Heſſen / zwiſchen Churfürſt Auguſt / Johann Friedrich dem mitlern / Johann Wilhelm / und Johann Friedrich dem Jüngern Herzogen zu Sachſen eines / und Philipp Wilhelm / Ludwig / Vatter und Sohne / Landgraffen zu Heſſen andern Theils / daß wann eine von dieſen Partheyen ohne rechte Leibes-Lehens-Erben ſolte abgehen / ſolche ihre Lande auf die andere ſolten gefallen ſeyn. Gegen zu Naumburg den 12. Martii 1555. [LIMNÆI Jus Public. Imperii Romano-Germanicum Tom. II. Libr. IV. Cap. VIII. Num. CLXI. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Abſatz II. pag. 84. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 12. Mart.

C'eſt-à-dire,

Pacte de Confraternité Hereditaire de la Maiſon Electorale & Ducale de SAXE, *avec celle de* HESSE, *conclu entre* AUGUSTE *Electeur*, JEAN FRIDERIC *le moiyen*, GUILLAUME *&* JEAN FRIDERIC *le Jeune*, *Ducs de Saxe d'une part*; *&* PHILIPPE GUILLAUME, *&* LOUIS *Landgraves de Heſſe d'autre part*; *portant que leſdites Maiſons ſe devront ſucceder l'une à l'autre, en cas d'extinction ſante d'Hoirs procréés de leurs Corps. A Naumbourg le* 12. *Mars* 1555.

VOn GOttes Gnaden Wir Auguſtus, des Hl. Römiſchen Reichs Erz-Marſchalch / Churfürſt / Burggraff zu Magdeburg / und von deſſelben Gnaden / Wir Johannes Friedrich der Mittler / Johannes Wilhelm und Johannes Friedrich der Jüngere / Gevettere und Gebrüdere / Herzogen zu Sachſen / Land-Graffen in Thüringen / und Marggraffen zu Meiſſen / auf einer / und auch von deſſelben Gnaden / Wir Philipp Wilhelm und Ludwig / Vatter und Sohne / Land-Graffen zu Heſſen / Graffen zu Catzenelnbogen / zu Dietz / Ziegenheim und Nidda / auf der andern Seiten / bekennen und thun kund / für uns und alle unſere Erben offentlich in dieſem Brieffe / vor allen denſelbegen Anſichtigen / oder die ihn hören leſen / Nachdem in Vorzeiten unſere Vor-Eltern und Vorfahren / alle ſeel. und lobl. Gedächtnüs / ſich und Nutzes und Friedes wollens / Ihrer aller Lande / Leute und Unterthanen / und Ihren Landen und Fürſtenthumen / durch Römiſche Käyſerl. Verwilligung und Confirmation, laut der Brieff darüber gegen einander ausgangen / zuſammen verbrüdert / ſind darauf jeglicher Theil von des andern Theils Graffen / Herren / Ritterſchafften / Ampt-Leuthen / Mannen und Städten / Rechte Erb-Huldigung genommen / denſelben unſerer Vor-Eltern / Eltern und Vorfahren ſeeliger Fußtapffen nachzufolgen / Daß wir / GOtt zu lob und Ehr / uns mit wohlbedachtem Muthe und guten Vorrath unſerer Räthe / Manne / und der Unſern / und angebohrner Liebe / rechter Treue / und ſonderlicher Freundſchafft willen / unſern Landen und den unſern zu Freude und in dem deſſen / erbrüdern ſolche Brüderſchafft verneuert / und uns verbrüdert / gütlichen vereinet / zuſammen geſetzt / gegen einander Auf- und Übergabunge gethan haben.

Demenach die / verbrüdern / vereinigen uns / und thun uns zuſammen / thun auch gemelte Auf- und Übergabunge / gegen einander gegenwärtiglich in / und mit Krafft dis Brieffs / in der allerbeſtändigſten Form / Weiß / und Maß / als ſolches jure publico mitlern, und ſonſt zu Recht geſchehen kan oder mag / mit unſer beyder Partheyen Fürſtenthumen / Graffſchafften / Herrſchafften / Lehn- und Pfandſchafften / mit allen unſern Landen / Leuten / die wir jetzund haben / oder hernach gewinnen mögen. Alſo wäre es / (das GOtt verhalte) daß unſer einige vorgenante Parthey / oder unſer Leibs-Lehens-Erben / und uns ſturben / und von Todes wegen abgingen / ohne rechte Leibes-Lehens-Erben / daß alsdann derſelben abgegangenen Fürſtenthum / Graffſchafften / Herrſchafften / Lehen- und Pfandſchafften / mit Landen und Leuten / Erben / eigen Clenodien / Geſchütz / und zugehörige Artillerie, auch aller fahrenden Habe / nichts ausgeſchloſſen / beweglich und unbeweglich / die wir jetzund haben / oder wir und unſere Leibs-Lehens-Erben noch gewinnen mögen / in allermaſſen als vorgeſchrieben ſtehet / auf die andere Parthey / und ihre Leibes-Lehens-Erben / gänzlichen zu mahl zu Erbe / zu gefallen / und erblichen bey ihme und ihren Erben / als ihren rechten Erb-Herrn bleiben ſollen. Und jeglich Parthey

hat

ANNO 1555. hat der andern auf ſolche Brüderſchafft Auf- und Übergebunge/ alle ihre Mannſchafft/ ſie ſeynd Graffen/ Herren/ Ritter oder Knechte/ Bürckmanne/ Voigte/ Hanpt- und Ampt-Leuthe/ und Bürgere/ und gemeinlichen Burg-ſtädte/ Land und Leuthe/ eine rechte Erbhuldigung thun laſſen/ die es aber nicht gethan/ ſollen und wollen nochmahls zum allerforderlichſten ſolches zu geſchehen verordnen/ ob ihre Herrſchaffte ohne Leibes-Lehns-Erben abgingen/ daß ſie alsdenn der andern unter uns Partheyen/ als ihrem rechten Erb-Herrn/ gehorſam ſeyn und gewarten ſollen und wollen/ Innmaſſen als vorgeſchrieben ſtehet/ ſonder alles Gefährde. Und welche unſere Städte von dieſer Seiten der andern Partheyunter uns Herren alſo Huldigung gethan haben/ die ſollen der zu Lundſchafft und Sicherheit ihre Briefe darüber geben. Da auch eine Partheymicht gänzlich/ ſondern etliche Fürſten eines Hauſes/ es wäre Sachſen oder Heſſen/ ohne Männliche Leibes-Lehns-Erben abginge/ ſo ſollen alsdann dem oder denn nechſten Männlichen Lehens-Erben deſſelben Stammes und Hauſes der abgegangenen Land/ Leuthe/ und alle deren Zugehorungen/ wie oben erklärt/ allenthalben angefallen ſeyn und bleiben.

Und nachdem dieſelben unſerer Vor-Eltern/ Eltern und Vorfahren Vorbrüderungen zuvorn von Römiſchen Käyſern beſtätigt und confirmirt; Sollen und wollen wir beyde Partheyen vorgenannt/ auch bey jetziger Römiſchen Käyſerl. Majeſtät/ unſern allergnädigſten Herrn/ getreulich anrichten und bearbeiten/ daß dieſe Unſere Brüderſchafft/ Auf- und Übergabung/ wie vorgeſchrieben ſtehet/ beſtätiget/ bewilligt und gevollwortet werde/ mit wiſſentlicher Aufhebung aller Rechte/ ſo darwieder ſeyn/ oder angezogen/ auch wie die in Rechten nahmhafftig oder deutlich gemeint werden mochten. Zu dieſer unſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabung iſt nehmlichen beredt/ ob unſer ein Partheyohne Leibes-Lehns-Erben Todes halben abginge/ alſo/ daß ihre Fürſtenthum und Herrſchafften an die andern Partheyen/ die noch am Leben wären/ nach laut dieſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge käme/ daß wir/ und unſer Erben/ alsdann alle des abgegangenen Fürſtenthums Mannſchafft/ ſie ſeynd Graffen/ Herren/ Ritter/ Knecht/ Burgk-Manne/ Bürger und gemeinglich Bürger/ Stedte/ Land und Leuthen/ Geiſtlich und Weltlich/ bey allen ihren Rechten/ Ehren/ Nutzen/ Würden/ alten guten Gewohnheiten und Herkommen laſſen/ und ſie gewohnlichen dabey behalten ſollen und wollen/ nach Anweiſung unſer Brieff/ die wir ihne beſondern darüber geben ſollen und wollen. Es ſollen auch alle unſere Voigte/ Haupt- und Amptleuthe/ die wir beyderſeits ietzund haben/ oder hernach/ ſo offt dieſelben Beſtung und Ampt verändert/ haben werden/ geloben und leiblich zu GOtt ſchweren/ welcher Fürſtlicher Stamm/ Sachſen oder Heſſen/ das GOtt nach ſeinem Tode gnädiglich verhüten wolle/ ohne männliche Lehens-Erben abgange/ daß ſie ſich an niemand anders/ denn an den andern Fürſtenthum/ männliches Geſchlechts/ mit den Schloſſen/ Beſten und Ampten/ ſo Ihnen befohlen ſeyn/ oder befohlen werden/ und mit allen ihren Zugehorungen/ es ſey fahrend Haab/ oder anders allenthalben/ wie oben erkläret/ halten und bleiben/ und darinne gehorſam und unterthanig ſeyn ſollen und wollen/ gleicherweis und in aller Maſſen/ als ſie Ihren Herren/ die ſie zu den Schloſſen und Ampten geſetzt haben/ gethan ſollen haben/ ohne Eintrage und Gefährde. Dergleichen ſoll auch einem ieglichen/ was Standes er ſey/ und von uns/ den Fürſten von Sachſen oder Heſſen/ Lehn tragen/ ſo offt einer Lehen empfähet/ thune in ſeine Lehen-Pflicht gegeben werden/ wie die Haupt- und Amptleuthe/ als obberührt/ ſchweren ſollen/ und ſolches ſoll in einen ieglichen Lehen-Brieff geſatzt/ und mit deutlichen Worten ausgedruckt werden/ und ſo auch in unſern/ der Fürſten von Sachſen oder Heſſen/ Städten ein neuer Rath angehen und beſtätigt/ oder auch in denſelben Städten ein neuer Burger ſoll angenommen werden/ ſoll an der Raths-Beſtätigung ausgedruckt/ auch dem neuen Bürger in ſeine Eyde und Pflicht eingebunden werden/ dieſer Erb-Verbrüderunge/ Auf- und Übergabunge und den Fällen nochmie obſtehet/ treulich/ und ohne wergerung ſich mit ihren Städten und Bürgern gegen dem Fürſten-Stamm männliches Geſchlechtes/ welcher nach Abſterben des andern bleiben würde/ als die getreuen Unterthanen/ wie oben erwehnt/ zu halten/ es ſoll auch alsdann die Partheyy/ auf die der Abgegangen Fürſtenthum/ Graffſchafft und Herrſchafft/ nach laut dieſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabung/ alſo kommen wären/ denſelben Voigten/ Schoſſern/ Schultheiſſen/ Gerts-Leuten und Amptleuthen/ wer die wären/ die von der abgegangenen Partheywegen ausgenommen hänen/ redliche Ausreichung und Bezahlung thun/ was man Ihnen/ nach laut Ihrer kundlichen und redlichen Rechnung/ die man von Ihnen aufnehmen und hören ſolle/ ſchuldig wäre/ auch ohne Gefährde/ wäre auch/ daß dieſelbe abgegangen Partheyy um ihr und ihrer Lande Nutz oder Noth wegen/ Schloß/ Gulde oder Güter verſatzt hätte/ oder ſonſt Schuld ſchuldig wäre/ ſolche Verſetzung und Schuld ſoll die andere unter uns Partheyen/ an die des abgegangenen Fürſtenthum/ Graffſchafften und Herrſchafften/ Land und Leuth/ nach laut dieſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge/ alſo kämen/ denjenigen/ den die Verſetzung geſchehen/ und den man ſchuldig wäre/ nach laut der Brieff darüber gegeben/ oder wie ſolche Verſatzung und Schuld anders kundiglich wäre/ unverzuckt und gänzlich anhalten und Bezahlung thun/ auch ohne alles Gefährde.

Unſer jegliche Partheyy/ auf die des andern Fürſtenthum/ Graffſchafften und Herrſchafften alſo kämen/ ſoll auch der abgegangenen Partheyy Teſtamente/ ob ſie anders Teſtamente geſetzt hätte/ on allen Eintrag handhaben/ darzu helffen und thun/ daß es auf das redlichſte nach des abgegangenen letzten Willen und Begehrung ausgerichte werde; Doch ſo ſoll daſſelbe Teſtament über dreyßig tauſend Gülden nicht ſeyn/ und auch nit kainen Schloſſen/ Städten/ noch Dörffern/ ſondern aus fahrender Haabe gemacht und geſetzt ſeyn/ auch ohne Gefehrde. Es iſt auch in dieſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge nehmlich bedinget/ ob einige unter uns vorgenannte Partheren ohne ehelithe männliche Geburt abgenge/ und doch Frauleim deſſelben abgegangenen Stamms/ die zu der heiligen Ehe noch nicht ausgeſatzt/ noch betrathen wären/ nach ſich ließe/ daß alsdann die andere Partheyy/ auf die des abgegangenen Fürſtenthum und Lande/ innmaſſen wie vorgeſchrieben ſtehet/ verſtorben wären/ dieſelben Frauleim/ als viel der wären/ ieglliche beſondern ausſetzen/ und betrathen ſoll/ mit vier und zwanzig tauſend Rheiniſchen Gulden/ ohne Gefehrde; Jedoch wo der Fürſt/ der alſo legt unter einer der Partheyen/ das wären Chur- und Fürſten zu Sachſen/ als eine/ oder Heſſen/ als die ander Partheyy/ gänzlich verſtürbe/ nicht mehr denn ein Frauleim deſſelben Stamms/ wie obſtehet/ verleſſe/ ſoll derſelben die Summa ihrer Heimſteuer gebeſſert werden mit zwantzig tauſend Gulden/ wo aber der Fürſt der zwo verleſſe/ ſo ſoll Ihnen die gebeſſert werden/ Ihr ieglicher mit zehen tauſend Gülden/ wo aber der mehr wären/ ſoll man Ihr jede ausſteuern/ mit vier und zwantzig tauſend Gülden/ wie obberührt/ und Ihnen allen gebuhrlt keine weitere Beſſerung/ noch wegen Mütterlicher/ Müterlicher/ oder brüderlicher Erbſchafften/ Legitima, oder aller anderer Angefalle/ was nichr zu reichen/ zu geben/ oder falgen zu laſſen ſchuldig ſeyn; Sondern ſie ſollen mit obberührten Summen aller ihrer Forderung/ ſo ſie zu haben gedachten/ allenthalben verguligt und abgericht ſeyn und bleiben/ und ſich hierüber keiner Succeſſion, oder anderer Anforderung an den Häuſern Sachſen und Heſſen anmaſſen/ in keinerley Weiſe oder Wege.

Ob auch nach der letztern Fürſten Abgange/ ichlich Fürſten Wit-Frauen/ ſie wären deſſelbigen letztern verſtorbenen Fürſten oder anderer Fürſten/ deſſelbigen Stamms als von der Partheyy dieſer Erb-Verbrüderung/ Auf- und Übergebung verwend/ es wäre eine oder mehr/ ſo nach ſeinem Tode im Leben wären/ die dann auf ſolchen der Verſtorbenen Fürſtenthum/ Herrſchafften/ Schloſſen/ Städten/ Märckten/ Dörffern/ Landen oder Leuten/ Verſchreibung/ Verweiſung oder Vermächtnis ihres Heirath-Guths; es wäre Heimſteuer oder Morgen-Gabe/ wie das genannt wäre/ hätten/ dieſelbige und ieglliche ſoll bey ſolcher Verſchreibung/ Verweiſung und Vermächtenis geruhiglich bleiben/ der genieſſen und gebrauchen/ nach laut der Brieff ihnen von ihren Gemahl darüber gegeben/ von der angehenden Partheyen dabey geſchützt/ gefördert und getreulich gehandhabt werden/ ohne Gefehrde/ und ob ſolche Wit-Frauen/ ihres Heyrat-Guts/ Morgen-Gabe/ oder Leib-Gedinge nicht vermacht oder verwieſen weren/ ſollen die angehenden Partheyen ſie/ wie gebührlich/ nach Redligkeit verweiſen/ und darbey ſchirmen und handhaben/ in allermaß als ob das von ihren Gemahlen verweiſet und verſchrieben wäre/ auch ohne Gefehrde.

Und in dieſe unſere Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge ſollen noch wollen wir/ noch keiner unſer Erben nach uns/ nimmer nicht gelegen/ geſprochen noch gethun/ daß dieſe unſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge/ in einigen Stücken gekränckt/ gehindert oder darwider gelegen mögen/ in keine Weiſe/ ſondern wir ſollen und wollen alle Puncte und Articul, derſelben unſer Brüderſchafft Auf- und Übergabung/ wie die hievorn von uns geſchrieben ſtehet/ gänzlichen halten/ und in keine Weiſe darwider kommen. Und als nun unſer jeglich Partheyy der andern Partheyy ihres Fürſtenthumbs/ Graffſchafften/ Herrſchafften/ Lande und Leuthe/ nach laut dieſer unſer Brüderſchafft/ Auf- und Übergebunge/ rechter Erbe iſt; So ſollen und wollen wir unſer jeglicher den andern getreulich mit Landen und Leuthen/ wider allermänniglich/ memands ausgenommen/ beholffen ſeyn/ unſer jeglicher des andern Lande und Leuthe/ ihr Guth und Haabe/ gleich ſeinen eigenen Landen und Leuten/ helffen/ wehren/ ſchützen/ ſchirmen und vertheidigen/ wann und wie die des numer Noth beſtricht. Ohne Gefehrde.

Es ſollen auch unſer jeglicher Partheyy/ Schloß/ Veſtung/ und Städte/ der andern Partheyy offen ſeyn/ ſich bat aus- und einzuhelffen/ in allen ihren Nöthen/ wider allermänniglichen/ auch ohne alles Gefährde; Und daß dieſe verſchriebene/ verneuete Brüderſchafft/ Auf- und Übergabunge/ und alle Stück/ Puncte und Articul dis Briefs/ von uns allen und allen Unſern Erben ſtet/ gantz/ und unverbrochen ſollen gehalten werden/ haben Wir Auguſtus, Churfürſt/ Johanns Friedrich der Mittler/ Johann Wilhelm und Johannes Friedrich der Jünger/ Vettern und und Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. als eine Partheyy/ und wir Philipp Wilhelm und Ludwig/ Vater und Sohne/ Land-Grafen zu Heſſen/ u. an der andern Partheyy/ unſere einer dem andern Hand in Hand/ in Treuen gelobt und zu Gott geſchworen/ Geloben und ſchwehren das auch/ gegenwärtiglich in und mit Kraft des Briefs/ und es ſollen unſerer jeder Partheyen Männliche Lehens-Erben Fürſten zu Sachſen und Heſſen/ dieſe Erb-Verbrüderung/ wann deren einer oder mehr vierzehen Jahr alt/ auch geloben und ſchwehren/ wie vor alters herkommen/ und haben des zu wahren Urkund und mehrer Sicherheit wir obgenannte der Churfürſt/ und wir Johanns Friedrich der Mit-

ANNO 1555.

ANNO 1555. Mittler/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jüngere/ Gebrüdere/ und wir Philips/ Land-Graff zu Heſſen/ vor uns und unſere allerſeits rechte mannliche Lehens-Erben/ Fürſten zu Sachſen und Heſſen/ als dieſer Zeit regierende Chur- und Fürſten/ unſere Inſiegele wiſſentlich an dieſen Brieff laſſen hengen/ uns auch mit eigenen Händen unterſchrieben/ und wir obgenannte Land-Graff Wilhelm und Ludwig/ als noch zur Zeit nicht regierende Herren/ zuſagen und verſprechen gleicher geſtalt/ das alles/ wie obbemelt/ auch feſtiglich zu halten. Und haben derhalben neben gethaner Eydes-Leiſtung uns mit unſern Händen auch unterzeichnet/ Geben zu Naumburg den zwölfften Martii nach Chriſti unſers lieben Herrn Geburt/ im funffzehenhundert und fünff und funffzigſten Jahre.

AUGUSTUS Churfürſt.
JOH. WILHELM Hertzog zu Sachſen.
WILHELM Land-Graff zu Heſſen.
JUN. FRID. der Mittler.
PHILIPP Land-Graff zu Heſſen.
LUDWIG Land-Graff zu Heſſen.
JOHANN FRID. der Jünger, H. z. S.

XXXIX.

24. Sept. *Declaratio* FERDINANDI I. *Cæſaris Auguſti, de Libertate Religionis conceſſa Nobilibus & Communitatibus* Auguſtanæ Confeſſioni *additis, & ſub Epiſcoporum vel Abbatum Ditione conſiſtentibus. Datum in Civitate Auguſtæ die* 14. *Septembris* 1555. [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. I. pag. 574. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi en Allemand dans LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica Lib. I. Cap. XXVIII. pag. 550.]

FERDINANDUS Dei gratia Romanorum Rex Semper-Auguſtus; Germaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ, &c. Rex; Infans Hiſpaniæ; Archidux Auſtriæ; Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ & Wittembergæ, &c. Comes Tyrolis, &c. Fatemur, & notum facimus omnibus ac ſingulis.

1. Quum in hisce Comitiis de Pace Religioſa concilianda & conſtituenda tractaretur, humiliter nobis Ordines atque Legati Auguſtanam Confeſſionem profitentes expoſuerunt; quòd ſi Nobiles, Civitates & Communitates ſub quorundam Archiepiſcoporum, Epiſcoporum, & aliorum Eccleſiaſticorum ac Prælatorum Dominiis conſtituti, qui jam diu multumque temporis per plurima annorum curricula Auguſtanæ Confeſſionis Religioni addicti fuerunt, & hodieque addicti ſunt, ab eadem illorum ſuscepta & per tot annos continuata Religione, per memoratos eorum Dominos atque Magiſtratus, diſcedere cogerentur, priusquam controverſum Religionis diſſidium modis amicabilibus & pacificis ad Chriſtianam Sententiam & Concordiam redigeretur, nihil inde certiùs ſperari poſſet, quàm diffuſiora eademque præſentiſſima Bellorum diſpendia inter Dominos ſive Magiſtratus & eorum Subditos. Quibus periculis ut occurratur, humillimè nobis ſupplicaverunt, ut apud Eccleſiaſticos authoritate noſtra Regia tantum efficere ac impetrare veliemus, quò ipſi ſuis Subditis, ad conſervandam Pacem publicam & ſummè neceſſariam in Sacro Imperio Germanicæ Nationis, ſicut hactenus longo tempore, ita in poſterum quoque, propter Auguſtanæ Confeſſionis Religionem, nullam violentiam aut moleſtiam inferant, ſed liberum ejus exercitium permittant usque ad ſupra memoratam controverſæ Religionis plenam compoſitionem atque conciliationem: eoque nomine conſentiant, ut dictis ſuis Subditis in hac Religioſæ Pacis conſtitutione, prout neceſſitas requirit, caveatur. Verùm contra ea nobis Ordines atque Legati noſtræ antiquæ Religioni addicti, varias cautas & poſtulata reconſuerunt, adeò ut utriusque Religionis Ordines in hoc puncto concordari non potuerint.

2. Quapropter nos, de Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Fratris ac Domini noſtri, data poteſtatis plenitudine & arbitrationis, declaravimus, conſtituimus & decrevimus; declaramus, conſtituimus & decernimus vigore harum Literarum, ut Miniſteriales ſive Nobiles, Civitates & Communitates, ſub Eccleſiaſticorum Dominiis conſtituti, qui à longo tempore multisque annis Auguſtanæ Confeſſionis Religioni fuerunt addicti, ejusdemque Religionis fidem, Ritus Eccleſiaſticos, ordinationes & cæremonias palàm obſervarunt & uti ſunt, & ad hunc usque diem obſervant atque utuntur, eandem ſuam fidem, Ritus Eccleſiaſticos, ordinationes & cæremonias relinquere, minimè à quocunque cogi debeant aut poſſint; ſed ut in ea Confeſſione liberè veſtari, usque ad prædictam Religionis Chriſtianam ac plenam conciliationem, ſine ulla turbatione aut moleſtia permittantur. ANNO 1555.

3. Et quò hæc noſtra Declaratio firmior ſubſiſtat, nec imperti ab aliquo poſſit, ideò communiter Ordines Eccleſiaſtici præſentes, & abſentium Conſiliarii atque Legati, nobis humillima obſervantia conſenſeruht, ut derogatio illa in Receſſu horum Comitiorum, in Conſtitutione publicæ Pacis Religioſæ, cujus tenor, *ne contra dictam Pacem Religioſam ulla Declaratio, aut aliud quid, quod eandem impedire aut mutare poſſet, concedatur, impetretur aut acceptetur; ſed conceſſum, impetratum aut acceptatum viribus non ſubſiſtat:* pluribus verbis comprehenſa, de prædicta noſtra Declaratione & Decreto Inteliigi non debeat, nec eidem derogare; in cæteris tamen ſalva & inviolabilis permaneat.

4. Ad cujus rei certitudinem ac confirmationem has Literas propria manu ſubſcripſimus, & appenſo noſtro Regio Sigillo roboravimus. Datum in noſtra & Sacri Imperii Civitate Auguſta, 24. die Septembris, anno Dominicæ Incarnationis 1555. Regnorum noſtrorum, Romani 25. & cæterorum omnium 29.

FERDINANDUS *m. pp.*
J. JONAS *Doctor Vicecancellarius.*
Ad mandatum Domini Regis proprium
L. KIRCHSLAGER.

XL.

Reichs-Abſchied und Conſtitution des Religion-Friedens zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Karl den V. und Röm. Königl. Majeſt. Ferdinand den I., dann denen Ständen der Catholiſchen Religion, wie auch der Augſpurgiſchen Confeſſion aufgerichtet/ daß ein jeder Theil den andern/ inclusivè der Ritterſchafft/ und den Freyen- und Reichs-Städten/ ruhiglich und friedlich bey ſeiner Religion ſolle verbleiben laſſen/ und auf keine Arth davon dringen. Zu Augſpurg den 25. Septembris Anno 1555. [LONDORPII Acta publica Tom III. Libr. VIII. Cap CLIV. pag. 1055. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. Tom. I. pag. 131. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica, pag. 145.] 25. Sept.

C'eſt-à-dire,

Recès & Conſtitution Imperiale ſur les affaires de Religion conclue & arrêtée entre CHARLES V. *Empereur très-Auguſte, &* FERDINAND *ſon Frere Roi des Romains avec les* PRINCES *&* ETATS *de l'*EMPIRE; *tant ceux de la Religion Catholique-Romaine, que ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, par laquelle la Liberté de Religion eſt laiſſée à un chacun, y compris la Nobleſſe libre de l'Empire, & les Villes Imperiales, ſans que perſonne puiſſe être, à ce ſujet, troublé ou inquieté. A Augsbourg le 25. Septembre* 1555.

WIr Ferdinand/ von GOTTes Gnaden/ Römiſcher König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ ꝛc. König/ Infant in Hiſpanien/ Erz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Brabant/ zu Steyer/ zu Kärndten/

ANNO 1555.

tin / zu Crayn / zu Lützelburg und Wirtenberg / Ober- und und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heiligen Römisch. Reichs zu Burgau / zu Mähren / Ober- und Nieder-Lausnitz / Gefürsteter Graf zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfird / zu Kiburg und Gortz / ꝛc. Landgraf in Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und zu Salins ꝛc. bekennen öffentlich und thun kund allermänniglich / nachdem die Römische Käyserliche Majestät unser lieber Bruder und Herr / auß hochringenden bewegenden Ursachen / fürnehmlich aber darum / dieweil Ihro Mayestät befunden / daß des Heiligen Reichs Satzungen / Ordnungen und Abschieden / mit gesamten / gnädigen getrewen und ernstlichen / durch Ihro Liebden und Käyserl. Maj. Unsern und des Heiligen Reichs-Stände und Glieder / fürgewendtem Fleiß / Mühe und Arbeit / bißher die begehrte und gewünschte Frucht und Würckung / wie es die hohe Nothdurfft wohl erfordert / nicht erlangt / auch sich viel Widerwärtigkeiten und Unruhe im Heiligen Reich zugetragen: Zu dem der Justitien halben / auch in anderen Ihrer Liebden und Käyserlicher Majestät und des Reichs Rechten / Gerechtigkeiten / Ordnungen / Satzungen / alten Gewohnheiten / Herkommen / Verhinderung und allerhand Unrechtigkeiten / beschwerden / Mängel und Gebrechen fürgefallen und eingerissen / ein gemeinen Reichs-Tag / auf die hiebevor zu Passau gepflogene Handelung und Vertrag / durch Ihro Liebden und Käyserliche Majestät und Unser gnädige beförderung / auch in betrachtung und erinnerung Ihrer Liebden und Käyserlichen Majestät obliegenden und tragenden Amts / auf den 16den Tag des Monats Augusti verschienenen 52 Jahres / der weniger Zahl / in Ihrer Liebden und Käyserl. Majest. auch Unser und des Heiligen Reichs-Stadt Ulm ausgeschrieben / angesetzt und fürgenommen / auch des endlichen Vorhabens gewesen / solchen angesetzten Reichs-Tag / vermittelst Göttlicher Hülffe / selbst eigener Person gewißlich zu besuchen und fürgehen zu lassen. Und aber uns fürfallenden Verhinderungen und entstandenen Kriegs-Ubungen / die sich damahls gantz gefährlich im Heiligen Reich Teutscher Nation erregt / die obernannte Ihrer Liebd- und Käyserlichen Majestät / angesetzte Zeit zu halten / und den ausgeschriebenen Reichs-Tag / derselben gemäß zu besuchen / in betrachtung aller Umständen und Gelegenheit derselbigen Zeit / nicht allein beschwerlich / sondern auch unmöglich gewesen. Und doch ihr Liebden und Käyserliche Majestät nicht allein für ein hoch unvermeidenliche Nothdurfft erachtet / solchen angesetzten Reichs-Tag in alle Weg fürgehen zu lassen / sondern auch in Grund befunden und erkent / auch endlich darfür gehalten / daß ohn ein solche gemeine Versammlung / der gemein Friede / Ruhe und Wohlfahrt / im Heiligen Reich nicht gefordert / und erhalten werden könt.

Demnach haben Ihr Liebden und Käyserliche Majestät aus letztgemeldten Ursachen / und ihrem allergnädigsten Willen / und Mütterlichem Gemüthe / so sie zu dem Reich Teutscher Nation tragen / anzuhangen / den berührten Reichs-Tag in ferner Zeit / und biß auf den ersten Tag folgends Monats Octobris verlängert und erstrekt / auch nachmahls / als die entstandene Kriegs-Empörungen zu obbemeldter Zeit / mit aller Ding gestillt / und eben die vorige Verhinderungen im Wege gelegen / und ihr Liebden und Käyserliche Majestät deren Nieder-Erblanden halben nit grossen und schweren Kriegs-Rustungen ernstlich verhafft gewesen / ferner Prorogation fürgenommen / auch solchen Reichs-Tag in Ihrer Liebden und Käyserlichen Majestät auch unser und des Heiligen Reichs-Stadt Augspurg / als ein gelegener Mustatt / transferiret / verrückt und verlängert. Und als der Chur-Fürsten geordnete Räthe / etliche Fürsten und Stände des Heiligen Reichs eigener Person / und etliche durch Ihre Botschafften mit vollkommenem Gewalt bey uns gehorsamlich erschienen / und wir uns mit Ihnen / an welchen Puncten am meisten gelegen / und / welcher Gestalt die berathschlagung fürzunehmen / zuforderst erinnert; hat sich gleich alsbald / wie auch auf etlichen vorgehaltenen Reichs-Tagen erfunden / daß der Artecul der spaltigen Religion, daraus nunmehro ein gute Zeit allerhand Unruhe / Unfall und Widerwärtigkeit im Heiligen Reich Teutscher Nation erfolget / unter andern des Heiligen Reichs beschwerlichen Obliegen / nochmahls der fürnehmst / trefflichst und hochwichtigst / an den allen Ständen und Unterthanen zum höchsten gelegen / unerledigter fürstände. Derhalben dann der Chur-Fürsten Räthe / die erscheinende Fürsten / Stände / Botschafften / und Gesandten / auf unser Proposition dieses Reichs-Tages Ihnen gnädiglich fürgehalten / zuförderst diesen hochwichtigen Artecul fürzunehmen und zu handeln wohlbedacht gewesen. Als sich aber gleich alsbald in der berathschlagung eräugt / daß um Grösse und Wertläuffigkeit dieser Tractation über die Haupt-Artecul und Sachen Unsers Heiligen Christlichen Glaubens / Ceremonien und Kirchen-Gebräuchen / die endliche Vergleichung dieses trefflichen Arteculs / in weniger Zeit nicht wohl zu finden / und dann alle Gelegenheiten sich dermassen ansehen lassen / daß noch wohl allerhand Unruhe und Kriegs-Empörungen / dadurch gemeine Sicherheit zerstöret werde / im Heiligen Reich Teutscher Nation entstehen / dadurch auch / wo nicht zuvor ein beständiger Friede / Execution und Handhabung desselbigen im Heiligen Reich aufgerichet / die Stände und Botschafften von solcher fürgenommenen heilsamen Tractation und berathschlagung / wohl abgehalten / oder verhindert werden mögen; So ist durch die Stände / Botschafften und Gesandten / aus letzterzehlerm bedencken und erheischender Noth / sehr rathsam / fürträglich und nothwendig angesehen / auch uns in unterthänigster vermeldet / daß die Tractation dieses Arteculs der Religion, biß auf andere gelegene Zeit einzustellen. Und haben demnach den Artecul des Friedens / mit gemeine Ruhe und Sicherheit in Teutscher Nation zu erlangen / zu erhalten und zu erhalten / wie auch Chur-Fürsten / Fürsten und Stände in ein gut Vertrauen gegen einander zusetzen / dadurch ferner Nachtheil / Schaden und Verderben ferner abgewendet werden / auch die Käyserliche Majestät Unser lieber Bruder und Herr / wir / und sie / die Stände des Reichs / in gebehten Frieden / andere mehrfältige Obliegen des Reichs Teutscher Nation so viel desto stattlicher / sicherer / und fruchtbarlicher bey noch währenden Reichs-Tage / oder zu anderer Zeit tractiren und handeln mochten / in berathschlagung gezogen. Wiewohl nun auf vorigen Reichs-Tagen der Land-Friede fürgenommen / erwogen / gebessert / und in gemein aufgericht / dadurch im Heiligen Reich verhoffentlich ein friedlich Wesen zu erhalten; So hat doch die Erfahrnüß nach der Hand mit sich bracht / daß derselbig auffgerichtete Land-Friede / und die darin verabredete Handhabung / Unruhe und Empörungen zu verhüten / nicht gnugsam / und sich auch des Zuziehens halben / wie die Anstossende und benachbarte den beleidigten zu Hülffe kommen solten / sonderliche Beschwerungen und Verhinderungen zugetragen. Derowegen wir sie / die Stände und Botschafften / ersuchet und vermahnet / etliche Mängel des Land-Friedens aus begegneten / und noch für Augen stehenden Dingen stattlich zu erwegen / und auf Mittel zu gedencken / dardurch zu gewisser und standhaffiger Handhabung und erhaltung des gemeinen Friedens zu kommen / und ob solche besserung der hiebevor darüber aufgerichteten Constitutionen / in angezogenen Mängeln oder in andere erschrecklichere Wege verfehen werden möchte / damit also die Unruhigen Absehen hätten / den gemeinen Frieden zu betrüben / und die Gehorsame einen Trost wüßten / wann sie vergewaltiget werden wolten / daß Ihnen gewisse Hülff und Rettung beschehen wird. In solcher fürgezogener berathschlagung des Friedens haben sich gleich alsbald aus der Erfahrnuß und demjenigen / so hievor fürgangen / der Chur-Fürsten Räthe / erscheinende Fürsten / Stände / Botschafften und Gesandten erinnert; Dieweil auf allen / von 30. oder mehr Jahren / gehaltenen Reichs-Tägen / und etlichen mehr particularen Versammlungen / von einem gemeinen beharrlichen und beständigen Frieden zwischen des Heiligen Reichs-Ständen / der streitigen Religion halben aufzurichten / vielfältig gehandelt / gerathschlaget und etliche mahl Fried-Stände aufgerichtet worden / welche aber zu Erhaltung des Friedens niemahls gnugsam gewesen / sondern / deren ungeachtet / die Stände des Reichs für und für in Widerwillen und Mißvertrauen gegen einander stehen blieben / daraus nicht geringer Unrath seinen Ursprung erlangte. Wessen dann in währender Spaltung der Religion ein ergänzte Tractation und Handlung des Friedens / in beyder der Religion, Profan- und Weltlichen Sachen nicht fürgenommen wird / und in alle Wege dieser Artecul dahin gearbeitet und verglichen / damit beyderseits Religionen hernach zu vermeiden wissen möchten / was einer sich zum andern endlich zu versehen / daß die Stände und Unterthanen sich beständiger und gewisser Sicherheit nicht zugetrosten / sondern für und für ein jeder in unträglicher Gefahr / zweifentlich stehen müssen; Solche nachdenckliche Unsicherheit aufzuheben / der Ständen und Unterthanen Gemüther wiederum in Ruhe und Vertrauen gegen einander zustellen / die teutsche Nation, unser geliebt Vaterland / vor endlicher Zertrennung und Untergang zu verhüten / haben wir uns mit der Chur-Fürsten Räthen und Geordneten / erschienenden Fürsten und Ständen / der abwesenden Botschafften und Gesandten / und sie hinwieder sich mit uns vereinigt und verglichen.

1. Setzen demnach / ordnen / wollen und gebieten / daß hinführo niemands / wes Würden / Standes oder Wesens der sey / um keinerley Ursache wollen / wie die Nahmen haben möchten / auch in was gesuchten scheen das geschehe / den andern bekriegen / berauben / fahen / überziehen / belägern auch darzu für sich selbst / oder jemands andern von seinetwegen nicht dienen / noch einig Schloß / Stadt / Marckt / Befestigung / Dörffer / Höfe und Weyler / abstreiten / oder ohn des andern Willen mit gewaltiger That freventlich einnehmen / oder gefährlich mit Brand / oder in andere Wege beschädigen / noch jemands solchen Thätern Rath / Hülff und in kein ander Weise Beystand oder Fürschub thun / auch sie wissentlich und gefährlich nicht beherbergen / behausen / ätzen / erränken / enthalten oder gebrauchen / sondern ein jeder den andern wie rechter Freundschafft und Christlicher Lieb meinen / auch kein Stand noch Glied des Heiligen Reichs dem andern / so zu gebührenden Orten Rechts leyden mag / den freyen Zugang der Proviant / Nahrung / Gewerben / Rent / Gülth und Einkommen abstricken noch auf halten / sondern in alle Wege die Käys. May. und wir / alle Stände / und hinwiederumb die Stände die Käys. May. und uns / auch ein Stand den andern bey dieser nachfolgendeie Religions, auch gemeiner Constitution des auffgerichten Landfriedens alles Inhalts bleiben lassen sollen.

2. Und damit solcher Fried auch der spaltigen Religion halben / wie aus hievor bemelden und angezogenen Ursachen / die hohe

ANNO 1555. Hochdurfft des Heil. Reichs Teutſcher Nation erfordert / deſto beſtändiger zwiſchen der Römiſchen Kayſerlichen Majeſtät / uns / auch Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen des Heiligen Reichs Teutſcher Nation angeſtellet / aufgerichte / und erhalten werden möchte; So ſollen der Kayſerliche Majeſtät / wir / auch Chur-Fürſten / Fürſten und Stände des Heil. Reichs / keinen Stand des Reichs / von wegen der Augſpurgiſchen Confeſſion, und derſelbigen Lehr / Religion und Glaubens halber / mit der That gewaltiger Weiß überziehen / beſchädigen / vergewaltigen / oder in andere Wege weder ſein Conſcientz, Wiſſen und Willen / von dieſer Augſpurgiſchen Confeſſions-Religion, Glauben / Kirchen-Gebräuchen / Ordnungen und Ceremonien / ſo ſie aufgericht / oder nachmahls aufrichten möchten / in ihren Fürſtenthumen / Landen und Herrſchafften erregen / oder durch Mandat / oder in einer andern Geſtalt beſchweren oder verachten / ſondern bey ſolcher Religion, Glauben / Kirchen-Gebräuchen / Ordnungen und Ceremonien / auch ihren Haab / Gütern / ligend und fahrend / Land / Leuten / Herrſchafften / Obrigkeiten / Herrlichkeiten / ruhlich und friedlich bleiben laſſen / und ſoll die ſtreitige Religion nicht anderſt / dann durch Chriſtliche / freundliche / friedliche Mittel und Wege / zu endhelligen Chriſtlichen Verſtand und Vergleichung gebracht werden / alles bey Kayſerl. und Königl. Würden / Fürſtlichen Ehren / wahren Worten / und Pön des Land-Friedens.

2. Dargegen ſollen die Stände / ſo der Augſpurgiſchen Confeſſion verwandt / die Römiſche Kayſerliche Majeſtät uns / und Chur-Fürſten / Fürſten und andere des Heil. Reichs-Stände der alten Religion anhängig / Geiſtliche oder Weltliche / ſamt und unt ihren Capituln / und andern Geiſtlichs Standes / auch ungeachtet / ob und wohin ſie ihre Reſidentz verrücket oder gewendet hätten doch daß es mit beſtellung der Miniſterien gehalten werde / wie hierunter davon ein ſonderlicher Artickel geſetzet) gleicher geſtalt bey Ihrer Religion, Glauben / Kirchen-Gebräuchen / Ordnungen und Ceremonien / auch ihren Haab / Gütern / ligend und fahrend / Landen / Leuten / Herrſchafften / Obrigkeiten / Herrlichkeiten und Gerechtigkeiten / Renten / Zinſen / Zehenden / unbeſchwert bleiben / und ſie derſelbigen friedlich und ruhiglich gebrauchen / gemeſſen / unweigerlich folgen laſſen / und getreulichen darzu verholfen ſeyn / auch mit der That / oder ſonſt in Unguten gegen denſelbigen nichts fürnehmen / ſondern in allewege / nach laut und Ausweiſung des H. Reichs Rechten / Ordnungen / Abſchieden und aufgerichten Landfrieden / jeder ſich gegen den andern an gebührenden ordentlichen Rechten begnügen laſſen / alles bey Fürſtlichen Ehren / wahren Worten / und Vermeidung der Pön / in den aufgerichten Land-Frieden begriffen.

4. Doch ſollen alle andere / ſo obgemeldten beyden Religionen nicht anhängig / in dieſen Frieden nicht genennet / ſondern gänzlich ausgeſchloſſen ſeyn.

5. Und nachdem bey Vergleichung dieſes Friedens-Streit fürgefallen / wo der Geiſtlichen einer oder mehr / von der alten Religion abgetretten würden / wie es der von Ihnen bis daſelbſt hin beſeſſenen und eingehabten Ertz-Biſthum / Biſthum / Prälaturen / Beneficien halben / gehalten werden ſoll / weiſſen ſich aber beeder Religions-Stände nicht haben vergleichen können: Demnach haben wir in Krafft hochgedachter Römiſchen Kayſerlichen Majeſt. uns gegebenen Vollmacht und Heimſtellung erklaret und geſetzet / thun auch ſolches hiemit wiſſentlich / alſo / wo ein Ertz-Biſchoff / Biſchof / Prälat / oder ein anderer Geiſtliches Standes / von unſer alten Religion abgetretten würde / daß derſelbig ſein Ertz-Biſthum / Biſthum / Prälatur / und andere Beneficien / auch damit alle Frucht und Einkommen / ſo er davon gehabt / alsbald ohn einige Widerung und Verzug / jedoch ſeinen Ehren ohnnachtheilig / verlaſſen / auch den Capitulin / und denen es von gemeinen Rechten / oder der Kirchen und Stifft-Gewohnheiten zugehöret / ein Perſon der alten Religion verwandt / zu wählen / und zu ordnen zugelaſſen ſeyn / welche auch ſamt der Geiſtl. Capitulin und andern Kirchen bey der Kirchen und Stifft Fundationen / Electionen / Præſentationen / Confirmationen / alten Herkommen / Gerechtigkeiten und Gütern / ligend und fahren / unverhindert und friedlich gelaſſen werden ſollen / jedoch künfftiger Chriſtlicher / freundlicher und endlicher Vergleichung der Religion unvergreiflich.

6. Dieweil aber etliche Stände / und derſelben Vorfahren / etliche Stifft / Cloſter und andere Geiſtliche Güter eingezogen / und dieſelbigen zu Kirchen / Schulen / milden und andern Sachen angewendet / ſo ſollen auch ſolche eingezogene Güter / welche denjenigen / ſo dann Reich ohne Mittel unterworffen / und Reichs-Stände ſeynd / nicht zugehörig / und deren Poſſeſſion die Geiſtlichen zur Zeit des Paſſauiſchen Vertrags / oder ſeithero nicht gehabt / in dieſen Fried-Stand nit begriffen / und eingezogen ſeyn / und bey der Verordnung / wie es an jeder Stand mit obberührten eingezogenen und alherert verwendeten Gütern gemachet / gelaſſen werden / und dieſelbe Stände derenthalb weder in- noch auſſerhalb Rechtens / zu Erhaltung eines beſtändigen ewigen Friedens / nicht beſprochen noch angefochten werden: Derhalben befehlen und geheten wir hiemit / und in Krafft dieſes Abſchieds / der Kayſerlichen Majeſt. Cammer-Richter und Beyſitzern / daß ſie / dieſer eingezogenen und verwendeter Güter halben / kein Citation, Mandat, und Proceß erkennen und decernirn ſollen.

7. Damit auch obberührte beyderſeits Religions-Verwandte ſo viel mehr in beſtändigen Frieden / und guter Sicherheit gegen und mit einander ſitzen und bleiben mögen / ſo ſoll die Geiſtliche Jurisdiction, (doch den Geiſtl. Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen / Collegien / Clöſtern und Ordens-Leuten / an ihren Renten / Gült / Zinß und Zehenden / Weltlichen Lehnſchafften / auch andern Rechten und Gerechtigkeiten / wie obſtehet / unvergriffen) weder der Augſpurgiſchen Confeſſion, Religion, Glauben / beſtellung der Miniſterien / Kirchen-Gebrauchen / Ordnungen / und Ceremonien / ſo ſie aufgericht / oder aufrichten möchten / bis zu endlicher Vergleichung der Religion, nicht exercirt / gebraucht oder geübt werden / ſondern derſelbigen Religion, Glauben / Kirchen-Gebräuchen / Ordnungen / Ceremonien und Beſtellungen der Miniſterien / wie hiervon nachfolgends ein beſonderer Artickel geſetzt / ihren Gang gelaſſen / und kein Hinderniß oder Eintrag dadurch beſchehen / und alſo hierauff / wie obgemeldt / bis zu endlicher Chriſtlicher Vergleichung der Religion, die Geiſtliche Jurisdiction ruhen / eingeſtellet und ſuſpendiret ſeyn und bleiben; Aber in andern Sachen und Fällen / der Augſpurgiſchen Confeſſion Religion / Glauben / Kirchen-Gebräuchen / Ordnung / Ceremonien und beſtellung der Miniſterien nicht anlangend / ſoll und mag die Geiſtliche Jurisdiction, durch die Ertz-Biſchoff / Biſchoff und andere Prälaten / wie deren Exercitium an einem jeden Ort hergebracht / und ſie in deren Ubung / Gebrauch und Poſſeſſion ſeynd / hinfür / wie bißher / unverhindert exerciret / geübt und gebraucht werden.

8. Als auch den Ständen der alten Religion verwant / alle Ihre zuſtändige Rent / Zinß / Gült und Zehenden / wie oblaut / folgen ſollen / ſo ſoll doch einem jeden Stand / unter dem die Rent / Zinß / Gült / Zehenden oder Güter gelegen / an demſelbigen Gütern ſein Weltliche Obrigkeit / Recht und Gerechtigkeit / ſo er vor Anfang dieſes Streits in der Religion daran gehabt / und im Brauch geweſen / vorbehalten / und dadurch demſelbigen nichts benommen ſeyn / und ſollen dannoch von ſolchen obgenandten Gütern / die nothdürfftige Miniſteria der Kirchen / Pfarrherrn und Schulen / auch die Almoſen und Spitäler / die ſie vormahls beſtellet / und zu beſtellen ſchuldig / von ſolchen obgemeldten Gütern / wie ſolche Miniſteria der Kirchen und Schulen vormahls beſtellet / auch nachmahls beſtellet und verſehen werden / ungeacht was Religion die ſeyen.

9. Und / ob ſolcher beſtellung halb Zwiſpalt und Miß-Verſtand fürfielen / ſo ſollen ſich die Partheyen etlicher Scheds-Perſonen (deren jeder Theil eine oder zwo zu benennen / und / da ſich dieſelbige nicht vergleichen könten / einen unpartheyiſchen Obmann zu ernehmen / der nachmahls mit Ihnen / den Zuſetzen / die Sach zu entſcheiden /) vergleichen / die nach ſummariſcher Verhörung beyder Theile / in ſechs Monaten erkennen / was und wie viel zu Unterhaltung obgemeldter Miniſterien und Stück gegeben werden ſoll. Doch / daß diejenigen / ſo der Unterhaltung halben der Miniſterien angefochten werden / ehe und dann dieſer gütlicher Austrag oder beſcheid der Entſcheids-Perſonen / und auff den Fall Obmanns erfolget / des Ihren / ſo ſie in Poſſeſſion ſeynd / nicht entſetzt / oder auch arreſtirn / noch aufgehalten werden. Deſtoweniger oder nicht / ſo ſollen doch mittlerweile diejenigen / ſo / wie obgemeldet / denen die Rent / Gült / Zinß / Zehenden und Güter / davon von Alters hero die Miniſterien der Kirchen verſehen worden / und die ſolch onus uf Ihnen gehabt / zuſtehen / bis zu Austrag der Sachen / was ſie von Alters hero ſolchen Miniſterien gegeben haben / auch fürter entrichten.

10. Es ſoll auch kein Stand den andern / noch deſſelben Unterthanen zu ſeiner Religion bringen / abpracticiren / oder wider ihr Obrigkeit in Schutz und Schirm nehmen / noch vertheidigen in keinen Weg. Und ſoll hiemit denjenigen / ſo hievor von Alters Schutz- und Schirmherrn anzunehmen gehabt / hierdurch nichts benommen / und dieſelbige nicht gemeinet ſeyn.

11. Wo aber unſere / auch der Chur-Fürſten / Fürſten und Stände Unterthanen / der alten Religion, oder Augſpurgiſchen Confeſſion anhängig / von ſolcher ihrer Religion wegen aus unſern / auch der Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen des Heil. Reichs-Landen / Fürſtenthumen / Städten oder Flecken / mit Ihren Weib und Kindern / an andere Ort ziehen / und ſich niederthun wolten / denen ſoll ſolcher Ab- und Zuzug / auch Verkauffung ihrer Haab und Güter / gegen ziemlichen billigen Abtrag der Leibeigenſchafft und Nachſteuer / wie es eines jeden Orts von Alters her üblich herbracht und gehalten worden iſt / unverhindert männiglichs / zugelaſſen und bewilliget / auch an ihren Ehren und Pflichten allerding unentgolten ſeyn. Doch ſoll den Obrigkeiten an ihren Gerechtigkeiten und herkommen der Leibeigenen halben / dieſelbigen ledig zu zählen oder nicht / hierdurch nichts abgebrochen oder benommen ſeyn.

12. Und nachdem eine Vergleichung der Religion und Glaubens-Sachen durch ziemliche und gebührliche Wege geſuchet werden ſoll / und aber ohne beſtändigen Frieden in Chriſtlicher freundlicher Vergleichung der Religion nicht wohl zu kommen: So haben wir / auch der Chur-Fürſten Räthe / an ſtatt der Chur-Fürſten / erſcheinende Fürſten / Stände / und der abweſenden Botſchafften und Geſandten / Geiſtliche und Weltliche / dieſen Fried-Stand / von gelliches Friedens wegen / das hochſchädliche Mißvertrauen im Reich auffzuheben / und dieſe löbliche Nation vor endlichen vorſtehenden Untergang zu verhüten / und damit man deſto ehe zu Chriſtlicher / freundl. und endlicher Vergleichung der ſtreitigen Religion kommen möge / bewilligt ſolchen

ANNO 1555.

ANNO 1555.

ſolchen Frieden in obgeſchriebenen Articuln biß zu Chriſtlicher/ freundlicher und endlicher Vergleichung der Religion und Glaubens-Sache/ ſtet/ veſt/ und unverbrüchlich zu halten/ und denſelben treulich nachzukommen. Wo dann ſolche Vergleichung durch die Wege des General-Concilii, National-Verſammlung/ Colloquien/ oder Reichs-Handelungen nicht erfolgen würde/ ſoll alsdann nichts deſtoweniger dieſer Friedſtand in allen obberührten Puncten und Articuln bey Kräfften/ biß zu endlicher Vergleichung der Religion und Glaubens-Sachen/ ſtehen und bleiben/ und ſoll alſo mit obberührter Geſtalt/ und ſonſt in alle andere Wege/ ein beſtändiger/ beharrlicher/ unbedingeter/ für und für gehender währender Friede aufgerichtet und beſchloſſen ſeyn und bleiben.

13. Und in ſolchem Frieden ſollen die freye Anerſchafft/ welche ohne Mittel der Kayſerl. Maj. und uns unterworffen/ auch begriffen ſeyn/ alſo und dergeſtalt/ daß ſie obbemeldter beeder Religion halben/ auch von niemand vergewaltiget/ bedrangt noch beſchweret ſollen werden.

14. Nachdem aber in vielen Frey- und Reichs-Städten/ die beede Religionen/ nemlich unſer alte Religion/ und der Augſpurgiſchen Confeſſion-Verwandten Religion/ eine Zeithero im Gange und Gebrauch geweſen/ ſo ſollen dieſelbigen hinfuhro auch alſo bleiben/ und in ſolchen Städten gehalten werden/ auch derſelben Frey- und Reichs-Städt Bürger und Einwohner Geiſtliches und Weltliches Standes/ friedlich und ruhig/ bey und neben einander wohnen/ und kein Theil des andern Religion/ Kirchen-Gebräuch oder Ceremonien abzuthun/ oder ihn darvon zu dringen/ unterſtehen/ ſondern jeder Theil den andern/ laut dieſes Friedes/ bey ſolcher ſeiner Religion/ Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien/ auch ſeinen Haab und Gütern/ und allen andern/ wie die oben beeder Religion Reichs-Ständ halben verordnet und geſetzet worden ruhiglich und friedlich bleiben laſſen.

15. Und ſoll alles/ das in hievorigen Reichs-Abſchieden/ Ordnungen/ oder ſonſt begriffen/ und verſehen/ ſo dieſen Friedſtand in allen ſeinen Begriff/ Articuln und Puncten zu wider ſeyn/ oder verſtanden werden möchte/ demſelbigen nichts benehmen/ darog ten noch abbrechen/ auch dagegen keine Declaration oder etwas anders/ ſo denſelben verhindern/ oder verändern möchte/ nicht gegeben/ erlangt noch angenommen/ oder ob es ſchon gegeben/ erlanget oder angenommen würde/ dannoch von Unwürden und Unkräfften ſeyn/ und darauff weder in- noch auſſer Rechtens/ nicht gehandelt oder geſprochen werden.

16. Solches alles und jedes/ ſo obgeſchrieben/ und in einem jeden Articul nahmhafftig gemachet/ und die Kayſerl. Majeſt. und uns anrühret/ ſollen und wollen Ihre Liebden und Kayſerl. Majeſtät/ und wir/ bey Ihren Kayſerl. und unſern Königl. Würden und Worten/ für uns und unſere Nachkommen/ ſtet/ unverbrüchlich und auffrichtig halten und vollenziehen/ dem ſtracks und unweigerlich nachkommen und geleben/ und darüber nie oder künfftiglich weder aus Vollkommenheit/ oder unter einigen andern ſcheln/ wie die Nahmen haben möchten/ nicht fürnehmen/ handeln oder ausgehen laſſen/ noch jemand anders von Ihrer Liebden und Kayſ. Majeſt. und unſertwegen zu thun geſtatten.

17. Und wir die verordnete der Chur-Fürſten Räthe/ an ſtatt Ihrer Churfürſtl. Gnaden/ auch für ihre Nachkommen und Erben/ wir die erſcheinende Fürſten/ Prälaten/ Grafſen und Herren/ auch der abweſenden Fürſten/ Prälaten/ Grafſen und Herren/ und des Heil. Reichs Frey- und Reichs-Städte/ Geſandte/ Vorſchaffter und Gewalthaber/ an ſtatt/ und von wegen unſerer Herrſchafften und Obern/ auch für ihre Nachkommen und Erben/ willigen und verſprechen/ bey Fürſtlichen Ehren und Würden/ zu rechten guten Treuen/ und im Wort der Wahrheit/ auch bey Treuen und Glauben/ ſo viel einen jeden betrifft oder betreffen mag/ wie allenthalben obſtehet/ ſtet/ veſt und unverbrüchlich zu halten/ und dem getreulich unweigerlich nachzukommen und zu geleben.

18. Ferner verpflichten und verbunden wir uns zu allen Theilen/ daß die Kayſ. Majeſt. wir/ und kein Stand den andern/ mit was geſuchten ſchein das geſchehen möchte/ mit der That/ oder ſonſt einiger geſtalt/ heimlich oder offentlich/ durch uns ſelbſt/ oder andere von unſertwegen beſchweren/ überziehen/ vergewaltigen/ befriegen/ dringen/ beleidigen oder betruben ſollen oder wollen/ und ſo auch einig Theil oder Stand/ wider ſolchen aufgerichteten Frieden/ den andern/ als doch nicht ſeyn ſoll/ jetzt oder künfftiglich mit thätlicher Handlung/ die geſchehe heimlich oder offentlich/ vergewaltigen oder betrangen würde/ daß die Kayſerl. Majeſt. wir/ oder ſie/ auch unſere und Ihre Nachkommen und Erben/ alsdann nicht allein dem Vergewaltiger/ oder dem ſo thätliche Handlung fürgenommen/ oder fürnehmen möchten Rath/ Hülffe oder Beyſtand leiſten/ ſondern auch dem andern Theil oder Stand/ ſo wider dieſen Frieden vergewaltiget/ überzogen/ oder befrieget würde/ wider den Vergewaltiger/ oder der ſich thätlicher Handlung unternimmet/ Hülff und Beyſtand leiſten wollen und ſollen/ alles getreulich und ohngefährlich.

19. Wir befehlen und gebieten auch hiemit und in Krafft dieſes unſers Reichs-Abſchieds/ dem Kayſerl. Cammer-Richter und Beyſitzern/ daß ſie ſich dieſem Friedensſtand gemäß halten und erzeigen/ auch den anruffenden Partheyen darauff/ ungeacht/ welcher der obgemeldten Religion hie ſeyn/ gebührliche und nothdürfftige Hülff des Rechtens mittheilen/ und wider ſolches alles kein Proceß noch Mandat decerniren/ oder auch ſonſt in einigen andern Weg thun noch handeln ſollen. ANNO 1555.

20. Alsdann auch auff dieſem Reichs-Tage fürgenommen/ gerathſchlaget und verordnet werden ſoll/ durch was gemliche und gebührliche Wege/ die nochwendig und heilſame Vergleichung und Einigkeit/ in den ſtreitigen Religion- und Glaubens-Sachen geſucht/ und vermittelſt Göttlicher Gnaden getroffen und erlanget werden möge/ welche aber von wegen vieler und zum Theil obvermeldeter Urſachen/ jetzo auch nicht beſchehen mögen; So haben ſich der Chur-Fürſten Räthe/ die erſcheinende Fürſten/ Stände/ und der Abweſenden Vorſchafften und Geſandten mit uns/ und wir hinwiederum mit ihnen vereiniget und entſchloſſen/ dieſes Articuls Erledigung auff künfftige Reichs-Verſammlung zu verſchieben; Alſo/ und mit ſolcher Beſcheidenheit/ daß von wegen Hinlegung der ſchädlichen Spaltung und Trennungen in unſer Heil. Chriſtlichen Religion und Glaubens-Sachen die Römiſche Kayſerl. Majeſtät/ unſer lieber Bruder und Herr/ und wo Ihre Liebden und Kayſerl. Majeſt. daran verhindert würden/ von Ihrer Liebden und Kayſerl. Maj. wegen/ wir eigener Perſon ſolchen Reichs-Tag beſuchen und dem beywohnen/ dergleichen Chur-Fürſten und Fürſten auch in eigenen Perſonen erſcheinen/ und auſſerhalb kundlicher leibes-Schwachheit und Unvermöglichkeit/ auch andern Ehehafftigen Urſachen/ nicht ausbleiben ſollen. Darzu auch jeder mit ſeinen Gelehrten und Theologis ſich mit leerweile dermaſſen gefaſt machen/ und in Bereitſchafft ſchicken/ damit nicht allein von dem Wege und Maße/ dadurch die Vergleichung zu ſuchen/ gerathſchlaget/ ſondern auch alsbald darauff in der Haupt-Sache/ ſo viel immer möglich/ fortgeſchritten/ würcklich und fruchtbarlich gehandelt und geſchloſſen werden möge/ doch alles vermöge und Inhalte des Paſſauiſchen Vertrags. Und wiewohl etlicher unſer und des Heil. Reichs Chur-Fürſten verordnete Räthe/ in einen künfftigen Reichs-Tag/ mit Beſtimmung gewiſſer Zeit und Mahlſtan zu ihrer Liebd. nicht abgefertiget/ und derhalben aus Mangel ihres Gewalts und Befehlichs/ darin nicht willigen können. Nachdem/ ſintemaht wir kurtzverſchiener Tagen/ von wegen Haltung eines künfftigen Reichs-Tages und Verſchreibung derer Sachen/ ſo allhier füglich nicht erledget werden mögen/ zu Ihren Liebden unſere eigene Geſandten abgefertiget/ und auf derhalben beſchehene Werbung/ von denſelbigen ſo viel vernercket/ und in Antwort empfangen/ daß wir uns nicht verſehen/ daß Ihrer einig Ihne die Beſtimmung und Anſetzung gewiſſer Zeit und Mahlſtan zu ſolchem Reichstage zu wider ſeyn laſſen werde. Darum und auf daß ſolch nochwendig Werck/ daran nicht allein aller gemeiner wohlfahrt/ ſondern auch unſer Seelen Heil und Seligkeit zum höchſten viel gelegen/ in keinen unnöthwendigen Verzug geſtellet werde: So haben wir uns Mahmen und an ſtatt hochgedachter Kayſerlicher Majeſtät uns entſchloſſen/ daß ſolcher künfftiger Reichstag auf ſechtzt künfftig erſten Tag des Monats Martii in unſer und des Heiligen Reichs-Stadt Regenſpurg fürgenommen und gehalten werde/ und hiemit und in Krafft dieſes Abſchiedes/ Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände des Heil. Reichs ohn einiges ferner Erſuchen und Anſchreiben/ alſo beſtimmet und angeſetzet ſeyn ſoll. Darauf fürnemlich von Chriſtlicher Vergleichung unſer heiligen Religion und Glaubens-Sachen/ und dann auch von endlicher Achtigmachung und würcklichen Vollenziehung der neuen Münz-Ordnung und Kayſerl. Edicts, und was ſonſt mitlerweile vor mehr Obligen und Sachen fürfallen werden/ dann von hochgedachter Kayſerlichen Majeſtät/ und uns gemeinen Ständen des Heiligen Reichs daſelbſt zu handeln/ und Erledigung zu thun/ nutz oder noth ſeyn wird/ ſchleunige Berathſchlagung/ Vergleichung und Erledigung beſchehen ſoll.

21. Es ſoll auch die Seſſion und Stimm/ ſo wohl die Subſcription zu Ende dieſes Abſchiedes beſchehen/ einem jeden an ſeinem herbrachten Gebrauch und Gerechtigkeit/ ganz unnachtheilig/ unſchädlich und unvorgreifflich ſeyn.

22. Solches alles und jedes/ ſo obgeſchrieben ſtehet/ und die Kayſerliche Majeſtät unſern lieben Bruder und Herrn/ und uns anrühret/ geredet und verſprochen wir/ an ſtatt und im Nahmen der Kayſerlichen Majeſtät/ und für uns ſelbſt/ ſtet/ veſt/ unverbrüchlich und auffrichtig zu halten/ und zu vollenziehen/ dem ſtracks und ungeweigert nachzukommen und zu geleben/ ſonder alle Gefehrde. Des zu Uhrkund haben wir unſer Königlich Inſiegel an dieſen Abſchied thun hangen. Und wir die verordnete Chur-Fürſtliche Räthe/ erſcheinende Fürſten/ Prälaten/ Grafen und Herren/ und des Heiligen Reichs Frey- und Reichs-Städte Geſandte/ Vorſchafften und Gewalthaber hernach benennet/ bekennen auch öffentlich mit dieſem Abſchied/ daß alle und jede obgeſchriebene Puncten und Articul/ alſo wie obſtehet/ wie unſern guten Willen/ Wiſſen und Rath fürgenommen und beſchloſſen ſind/ willigen auch dieſelbigen alle/ ſamt und ſonderlich hiemit und in Krafft dieſes Briefes. Geredn und verſprechen demnach in guten/ wahren Treuen/ die ſo viel einen jeden ſeine Herrſchafft oder Freunde/ von denen er geſchicket/ oder Gewalthabend iſt/ betrifft/ oder betreffen mag/ wahr/ ſtet/ veſt/ auffrichtig und unverbrochen zu halten und zu vollenziehen/ und dem nach allen unſern Vermögen nachzukommen und zu geleben/ ſondern Gefährde.

Und ſeynd dieſe hierauf geſchriebene/ wir der Chur-Fürſten Räthe/ Fürſten/ Prälaten/ Grafen/ Herren und der Abweſenden Stände/ auch des Heiligen Reichs Frey- und Reichs-Städte

ANNO 1555.

Städte Botſchafften und Gewaltshaber. Der Chur-Fürſten Botſchafft und Räthe von wegen Hanaeln erwehlten zum Ertz-Biſchoff zu Maynz/ des Heil. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzlers und Chur-Fürſten/Marquard von Stein/Thum-Probſt der hohen Thum-Stifft Maynz/ Bamberg und Augſpurg/ Thum-Herr zu Salzburg/ ꝛc. Johann Andreas Roſtbach von Lindenfelß/ Thum-Dechant und Cammerer zu Maynz/ ꝛc. Philips von Loppenſtein/ Thum-Herr zu Maynz/ Chriſtoph Matthæus der Rechten Licentiat, Cantzler/ Johann Brendel von Homburg der Aelter/ des Heil. Reichs Burggraf zu Friedberg/ Sebaſtian Rudt von Collenberg/ Amtmann zu Biſchoffsheim/ Hanß Leonhard Ketwitz von Ansbach/ Amtmann zu Elmſenberg/ Peter Echter zu Mespelbrun/ Amtmann zu Protzelden/ George Bohem Theologiæ Licentiatus, Diechert Kauff/ und Stephan Herden/ beede der Rechten D. Johannſen Ertz-Biſchoffen zu Trier/ des Heil. Römiſchen Reichs durch Gallien und das Königreich Arelaten Ertz-Cantzlers und Chur-Fürſten/ George von Eltz/ Amtmann Münſter Mayenfeld/ Philips von Reiffenberg/ Amtmann zu Cochem/ Nicolaus von Eltzbringen/ Heinrich von Buchel/ Schultheiß zu Trier/ beede der Rechte Licentiaten/ und Jacob Herſel/ D. Adolphen/ Ertz-Biſchoffen zu Cölln/ des Heiligen Römiſchen Reichs durch Italien Ertz-Cantlers/ und Chur-Fürſten/ Hertzogen zu Weſtphalen und Engern/ Wilhelm von Breitbach zu Bortheim/ Amtmann zu Bonn/ George von der Leyen/ Amtmann zu Andernach/ Franß Burchard der Rechten D und Johann Kurtzrock. Friedrichen/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzogen in Bäyern/ des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Truchſeſſen und Chur-Fürſten/ Johann von Dienheim/ Amtmann zu Creutznach/ Eberhard von Graenrod/ Amtmann zu Oppenheim/ Philips Heyles/ Melchior Drechſel und Hartmannus Hartmann/ alle drey Doctores. Augußen Hertzogen zu Sachſen/ des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Marſchalln und Chur-Fürſten/ Land-Grafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meiſſen/ Aimus von Lonerig/ auf Lobſchüll/ Franß Kram und Laurentius Lindemann/ beede Doctores, und Erich Bolemar von Berlepſch. Joachimen/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Cämmerern und Chur-Fürſten/ zu Stettin/ Pommern/ der Caſſuben/ Wenden/ und zu Schleſien/ zu Croſſen Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg und Fürſten zu Rügen/ ꝛc. Jacob Schilling/ Amtmann zu Starrgrad/ Chriſtoph von der Straſſen/ Timotheus Juneck/ und Lambert Dieſelmeyer/ alle drey Doctores. Des Hauſes Oeſterreich/ Wilhelm der jünger/ des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Truchſeß und Freyhern zu Waldburg/ George Jſing von Trafberg/ Landvoigt in Oberen- und Nidern-Schwaben/ und Johann Ulrich Zaſius der Rechten Doctor, alle drey der Römiſchen Kongl. Maj. Räthe. Geiſtliche Fürſten perſönlich/ von GOttes Gnaden Michael Ertz-Biſchoff zu Salzburg/ ꝛc. Melchior/ Biſchoff zu Eyßſtatt/ Cardinal und Biſchoff zu Augſpurg/ Wolffgang Abt zu Kempten. Geiſtlicher Fürſten Botſchafften/ von wegen Sigismunden/ poſtulirten und beſtättigten Ertz-Biſchoffen zu Magdeburg/ Primaten in Germanien/ ꝛc. Alberdt Krauſſ/ Thumherr zu Magdeburg/ und Johann Trautenbuel/ der Rechten Doctor, Wolffgangen/ Adminiſtrat. des Hochmeiſter-Amts in Preuſſen/ und Meiſter-Teutſchen Ordens ꝛc. Sigismund von Hornſtein/ Land-Commenthur der Baley/ Elſaß und Burgund: Johann von Ehingen/ Commenthur zu Blomenthal/ Thomas Meerchöffer/ D. Berganden Biſchoffen zu Bamberg/ Andreas Lebitz D. und Friedrich von Lerwitz zu Triſchwitz/ Dietrichen/ Biſchoffen zu Warmis/ Philips von Rechelberg zu Hohen-Rechberg/ Thumherr zu Worms und Thumherr zu Augſpurg/ und Lucas Landſtraß/ D. Rudolffen Biſchoff zu Speyer/ und Probſten zu Weiſſenburg/ Lucas Landſtraß Doctor, und Wendelberg Licent. Erasmen Biſchoffen zu Straßburg/ und Landgraven in Elſaß/ Chriſtoph Welſinger Doctor Chriſtoph Biſchoffen zu Coſtnitz/ und Herren der Reichenau/ Boppelin von Stein Hofmeiſter. Leo Biſchoffen zu Freyſingen/ Wolffgang Hunger/ D. Cantzler/ und George Gulden D. Paſſauiſcher Cantzler. George Biſchoffen zu Regenſpurg/ Johannes Lonchius D. Cantzler, Wolffgangen Biſchoffen zu Paſſau/ George Gulden D. Cantzler. Wilhelm Biſchoffen zu Münſter/ Joſt von Omeklagen Thumherr zu Oſnabrück und Paderborn/ und von wegen Kemberren/ Biſchoffen zu Paderborn. Georg/ Biſchoffen zu Lünich/ Hertzogen zu Bullion/ und Grafen zu Loen/ Wolff/ Andres Kein von Letz/ Thumherr zu Augſpurg/ Probſten ꝛc. und Ulrich Kein von Letz. Chriſtophen/ Carvinals und Biſchoffen zu Trient/ Hercules Rüxinger D. Thumherr zu Augſpurg und zu Trient. Julii, Biſchoffen zu Naumburg/ Johann Topffer/ Merſeburgiſcher Secretarius, Michaelin/ Biſchoffen zu Merſeburg/ Johann Topffer Secretar Nicolen/ Biſchoffen zu Meiſſen/ Marcither Sigiſmund Nutz. Dechant und Capitul zu Minden/ Bert Krum/ Probſt und Syndicus. Johannſen/ Biſchoffen zu Curland/ und Adminiſtratoris des Stiffts Oetzel/ Leopold Dieck D. Wolffgangen/ Abts zu Fulda/ Valerius Flinhard/ Fuldiſcher Rath; Johann Rudolphen/ Abts zu Murbach und Lüders/ Rochius Mertz von Staffelfeld/ zum Schwanberg/ und Chriſtoph Welſinger D. Georg von Hohenheim genannt Bombaſt/ M. Johannes Oreins/ in Teutſchen Landen/ Apollinarius Fürſten D Cantzler/ und Chriſtoph Welſinger D. Teutſchmeiſters in Liefland/ Georgen Sieberg zu Wiſchling/ Commenthur zu Riga/ Teutſche Ordens. Otten/ Cardinals und Biſchoffen zu Augſpurg/ als Probſt und Herren zu Elwang/ Ludwig/ Freyhern zu Geaveneck/ Thumherr zu Augſpurg und Bendelberg/ Licent. Weltliche Fürſten perſönlich. Von GOttes Gnaden/ Albrecht Pfaltzgraf bey Rhein/ Hertzog in Ober- und Nieder-Bayern/ ꝛc. Chriſtoph/ Hertzog zu Wurtenberg und Teck/ Graf zu Mompelgard/ ꝛc. Carol/ Marggraf zu Baden und Hochberg/ ꝛc. Philibert/ Marggraf zu Baden/ und Graf zu Spanheim. Emanuel Philbert/ Hertzog zu Sophoy und Prinz in Piemont/ ꝛc. Henrich der Aelter/ des Heil. Römiſchen Reichs Burggraf zu Meichſſen/ Graf zu Hartenſtein/ und Herr zu Plauen/ vor ſich und ſeinen Bruder Henrich den jüngern. Weltlicher Fürſten Botſchafften: Von wegen Otto Henrichs/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzog in Nieder- und Ober-Bayern/ Adam von Hohenreck zu Hohenreck/ Hoffmeiſter/ und Heinrich Helffang Licent. Johannis/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzogen in Bayern und Grafen zu Spanheim. Sebaſtian Meyern/ Licent. und Schultheiß zu Creutznach. Wolffgangen/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ und Grafen zu Veldenz/ Chriſtoph Landſchad von Steinach/ Hofmeiſter/ Diebel Han/ Cantzler/ Ulrich Sintzinger Doctor, und Henrich Lerſner D. Hefſiſcher Cantzler. Johannes Friedrichen des Mitlern/ Johannes Wilhelmen/ und Johannes Friedrichen des jüngern/ Gebrüdern/ Hertzogen zu Sachſen/ ꝛc. Eberhard von der Than/ und Lucas Thamegel D. Johannſen/ Marggrafen zu Brandenburg ꝛc. Barthold von Manderslue/ und Andreas Zock D. Georg Friedrichs/ Marggrafen zu Brandenburg ꝛc. Henrichs von Muſchlitz/ Amtmann zu Schwabach/ Werther Epſen D. und Caſpar Etzel Licent. Heinrich des Jüngern/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ M. Deys Trummer/ Wilhelm/ Hertzogen zu Jülich/ Cleve und Berg/ Grafen zur Marck und Ravensperg/ Herrn zu Ravenſtein/ Wilhelm von Dreunhofen/ genannt Ley/ Hofmeiſter/ Wilhelm von Eſſenſtainberg und Henrich von der Reck. Barnims zu Stettin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden Hertzogen/ Fürſten zu Rügen und Grafen zu Gutzkow/ Henrich Normann/ Chriſtian Luſſenwein und Valentin von Eichſtedten. Philipſen/ Landgrafen zu Heſſen/ Grafen zu Catzenelnbogen/ zu Dietz/ zu Ziegenhayn und Nidda/ Henrich Lerſner Cantzler/ und Juſtus Diedenager/ D. Wolffen/ Fürſten zu Anhalt/ Grafen zu Aſkanien und Herrn zu Bernburg/ Marcus Zimmermann/ Doctor. Joachims und ſeiner Unmündigen Vettern/ Fürſten zu Anhalt/ Grafen zu Aſkanien und Herrn zu Bernburg/ Marcus Zimmermann/ D. Wilhelmen/ Grafen zu Henneberg/ Eberhard von der Than/ und Lucas Thamegel D. Prälaten perſönlich. Gerwich/ Abt zu Weingarten und Ochſenhauſen. Johannes/ Abt zu Kapfersheim/ Sigmund von Horneſtein/ Land-Commenthur der Baley Elſaß und Burgund. Sebaſtian/ Abt zu Elchingen. Prälaten Botſchafften. Von wegen Johannen von Salmansweiler/ Sebaſtians zu Prüm/ Georgen zu Roggenburg/ Bereen zu Rot/ Thomaſſen zu Urſperg/ Andreaſſen zu Mindernau/ Benedicten zu Schuſſenried/ und Chriſtoffen zu Marckthal; alle Aebte berühmter Gotteshäuſer/ Chriſtoph von Hauſen/ D. Kraffts/ Abts zu Hirſchfeld/ Heinrich Lerſner/ Hefſiſcher Cantzler/ und Juſtus Diedenagen/ D. Albrecht von Wachtendung/ Abts zu St. Cornelien/ Münſter in der Juden/ Wilhelm von Reuſchenberg/ Gülliſcher Rath. Erasmus/ Abts zu S. Heymeran zu Regenſpurg/ Steffen Gaiſperger/ Secretar. des Gotshauſes Waldſaſſen/ und des Probſts und Stiffts zu Selz/ Johann von Dienheim/ Amtmann zu Creutznach/ Eberhard von Grorod/ Amtmann zu Oppenheim/ Philips Heylers/ Melchior Drechſel/ und Hartmannus Hartmann/ alle drey Doctores. Pfaltzgräfiſche Churfürſtliche Räthe. Chriſtoffen/ Abts zu Prüm/ und Stabel/ Henrich von Buchel/ Licent. Schultheiß zu Trier/ Wolffgangen/ Probſten und Ertz-Prieſters zu Berchtholsgaden/ Hanß Gremer/ Landſchreiber. Gebhardten/ Abts zu Petershauſen/ Mang Seeger/ Secretar. Abbatiſſin Botſchafften/ von wegen Anna/ Abbatiſſin zu Herworden/ Wilhelm von Neuenhoffen/ genannt Ley/ Cleviſcher Hofmeiſter/ Amtmann zu Orſey und Rureroth/ Wilhelm von Reuſchenberg/ und Henrich von der Reck. Barbara/ Abtiſſin zu Ober-Münſter in Regenſpurg/ Stephan Gotzkofferger/ Secret. Anna/ des freyen Weltlichen Stiffts zu Gerenrode Abtiſſin zu Quedlinburg/ gebohrne Gräfin zu Stolberg/ Marcus Zimmermann/ Doctor. Grafen und Herren perſönlich/ Ludwig der Altere/ Wolffgang und Friedrich/ alle Grafen zu Oettingen. Joachim/ Graf zu Ortenburg/ ꝛc. Henrich der junge/ Reuß von Plauen/ Herr zu Gratz/ Cranichfeld und Gera/ für ſich und ſeine Brüder/ Heinrich den Aeltern und Mitlern/ Reuſſen von Plauen/ Herren zu Gratz/ ꝛc. Gottfrieden von Wolffenſtein/ Freyhern zu Ober-Saltzburg/ zu Bamberg und Augſpurg Thumherr/ von ſich ſelbſt/ und mit Gewalt Herrn Hanſen und Herrn Baron von Wolffſtein/ Freyhern zu Ober-Saltzburg/ ſeiner Gebrüder/ Hanß George und David von Baumgarten/ Freyhern zu Hohen-Schwangau und Erbach. Grafen und Herren Botſchafften: Von wegen Friedrichs/ Grafen zu Fürſtenberg/ Heiligenberg und Werdenberg/ Land-Grafen zu Bare/ ꝛc. Hugen/ Grafen zu Montfort und Rotenfelß/ Herrn zu Tettnang und Argen/ ꝛc. Wilhelm/ Grafen zu Eberſtein/ Joſt Nikaſen/ Grafen zu Hohen-Zollern/

des

ANNO 1555.

ANNO 1555.

des Heil. Reichs Erb-Cämmerer/ ꝛc. Georgen/ Sebaſtian und Ulrichen/ Grafen zu Helffenſtein/ und Freyherrn zu Gündelfingen/ Geverdern/ ꝛc. Wilhelmen/ Grafen zu Salm und Landgrafen zu Kirkau/ Joachim/ und Ernſt Friedrichen/ Grafen zu Eyſen/ und Landgrafen zu Stillingen/ Froben/ Chriſtoffen/ Grafen und Herren zu Sunmarn/ ꝛc. Margarethen/ Abtiſſin des Stiffts Buchau/ gebohrne Gräfin zu Montfort/ Wilhelm/ des Heil. Reichs Erb-Truchſeſſen/ Freyherrn zu Waldburg des älteren/ Johann Jacoben/ Freyherrn zu Königseck und Aldendorff/ Georgen und Henrichen/ Gevettern/ des Heil. Reichs Erb-Truchſeſſen/ Freyherrn zu Waldpurg/ Quirin Gantzolffen/ Herrn zu Hohen-Geraldseck/ und Gretzen von Frondperg/ Freyherrn zu Mundelheim/ Hanß Schlick/ Ober-Vogt zu Troſtelnſingen/ und Vorſteher zu Ingen/ und Peter Andersgut. Wilhelm/ Graf von Naſſau/ Catzenelnbogen/ Dianden und Dietz/ Philipſen/ Grafen zu Naſſau/ und zu Saarbrücken/ Johann/ Grafen zu Naſſau/ und Herrn zu Beylſtein/ Reinhard Philipſen/ und Friedrich Magnuſſen/ Grafen zu Solms und Herren zu Münzenberg/ Anthon und Reinhardten von Pienburg/ Gevettern/ Grafen zu Bolnigen/ Ludwig/ Grafen zu Stolberg/ Königſtain und Rurſchenfort ꝛc. Herrn zu Epſtein und Münzenberg ꝛc. Philipſen/ Grafen zu Hanau/ Herrn zu Lichtenberg/ Johann Grafen zu Wieda/ Herrn zu Runckel und Pfenberg/ Philipſen Grafen zu Hanau und Herrn zu Münzenberg. Johann Uebrich von Croſtelbach/ Solmſicher Rath und Secretari. Günther/ und Hanß Günthern/ Gebrüdern/ Grafen zu Schwartzenburg/ Herrn zu Arnſtatt und Sundershauſen/ Günther von Dräm Secret. Ludwigen/ Heinrichen/ Albrechten/ Georgen und Chriſtoffen/ Gebrüdern/ für ſich und der Vormundſchafft ihrer jungen unmündigen Vettern/ weyland Graf Wolffgangs ihres Bruders ſeligen hinterlaſſenen Söhnen/ alle Grafen zu Stollberg/ Königſtein/ Rutzkorort und Werningeroda/ Herren zu Epſtein/ Muntzenberg/ Breuberg und Argnont/ Johann Uebrich von Croſtelbach/ Solmſicher Secret. und Rath. Albrechten/ Grafen und Herren zu Mansfeld/ Andreas Saurer. Hanß Georgen und Hanß Albrechten/ Grafen zu Mansfeld/ Edle Herren zu Heldrungen/ Wilhelm Perſchen. Philipſen Rambarden/ und Georgen/ Grafen zu Leyningen/ Herren zu Westerburg und Schaumburg/ Gebrüdern/ Johann Uebrich von Croſtelbach/ Solmſicher Secret. Conraden/ Grafen zu Tecklenburg/ Herren zu Reden ꝛc. Johann Uebrichen von Croſtelbach/ Solmſicher Secret. Bernhardten/ Grafen zu der Lippen/ Hermann Freyß. Hansen von Thann/ Grafen zu Falckenſtein/ Herren zu Oberſtein und Bruch/ Sebaſtian Meyer/ Licent. und Schultheiß zu Creutznach. Rudolffen/ Grafen zu Diepholt und Bruchhorſt/ Herrn zu Vechtenlohe/ Joachim Löwe Secret. Wolffgangen/ Grafen und Herrn zu Bardey und Mühlingen/ Marcus Zimmermann Doctor. Albrechten Grafen zur Hoya/ Hermann Freyſſe. Heinrichen von Fleckenſtein/ Freyherrn zu Dagſtuhl ꝛc. Peter Moll/ Stadtſchreiber zu Hagenau. Ludwigen von Freyberg/ als Inhaber der Herrſchafft Justingen/ Hanß Ehinger/ Jobſt Weickmann. Der Frey- und Reichs-Städte Geſandten. Rheiniſche Bancf. Aach/ Gerlachus Rechtmacher/ Doctor Syndicus. Straßberg/ Heinrich von Wülderym Stallmeiſter/ Hanß von Brosi Ammeiſter/ Ludwig Gremper Doctor, und Jacob Hermann. Worms/ Peter Werling/ alter Stallmeiſter/ und Hanß Melchior Goether Stadtſchreiber und Syndicus. Speyer/ Adam Sturz Raths-Verwandter. Franckfurth/ Conrad Humbracht Doctor und Antoni zum Jungen/ mit befelch der Stadt Wetzlar/ Hagenau/ und die Städte in die Land-Vogtey Hagenau gehörig/ nehmlich Colmar/ Schlettſtett/ Weiſſenburg/ Landau/ Ober-Ehenheim/ Kayſersberg/ Wiſſenſter im S. Gorgenthal/ Roſheim und Türckheim/ Peter Moll/ Stadtſchreiber zu Hagenau/ und Balthaſar von Helm/ Stadtſchreiber zu Colmar. Gelnhauſen/ Johann von Dortheim/ Ammann zu Creutznach/ Eberhard von Greenrod/ Ammann zu Oppenheim. Philips Heylers/ Melchiot Drechſel/ und Hartmannus Hartmann/ alle drey Doctores, Pfaltzgräfliche Churfürſtliche Räthe. Mühlhauſen in Thüringen/ Magiſter Lucas Dao Syndicus. Goſlar/ Chriſtoph Trautenbiel Doctor und Syndicus. Freyberg in der Wetterau/ Johann Brendel von Homburg der Aeltere/ Burggraf zu Freyberg. Schwäbiſche Bancf. Regenſpurg/ N. Portner/ Stadt-Cämmerer/ Johann Offenderich Doctor und Niclas Duchel/ Magiſter Syndicus. Nürnberg/ Sebald Haller von Hallerſtein/ Chriſtoph Gugel der Rechten Doctor, Jacob Winſel/ und George Volckamer/ mit befelch der Stadt Windsheim und Weiſſenberg am Nordgau. Ulm/ George Weſſerer/ Hanß Kräfft/ geheime Räthe/ Hanß Ehinger/ Burgermeiſter/ und Jobſt Weickmann/ mit befelch der Stadt Aalen/ Gengen/ Bimpfen/ Biberach/ Dunckelſpühl/ Leutkirch/ Pfullendorff/ Buchau am Federſee. Schwäbiſch Hall/ George Rudolph Widmann/ Doctor und Advocat daſelbſten. Rotenburg an der Tauber/ Günter Bock/ der Rechten Doctor Syndicus, mit befelch der Stadt Schwäbiſch Gmünd/ Eßlingen/ Hieronymus Peuglin/ Burgermeiſter/ und Johann Machtolff/ Lacent. Nordlingen/ Hanß Rockenſtill. Schwäbiſch Gmünd Paulus Goldſteiner/ Stadtmeiſter. Memmingen/ Luß von Freyburg/ Raths-Verwandten/ und Felix Pfoſt. Landau/ Hieronymus Kayppus Burgermeiſter/ und Caſpar von Lich. Ravenſpurg/ Melchior Adelgeſs. Lampter/ Bartholomäus Schmid/ Stadtſchreiber, Lutſtetten/ Blaſ. Gerhard Raths-Verwandter/ Leo Thaner Bürgermeiſter/ und Leonhard Barrenner. Pfull/ Hanß Brunneyer/ Raths-Verwandter. Gengen/ Hanß Seger/ Bürgermeiſter. Bopfingen/ Georg Eſlin/ des gedachten Raths und Joh. Frenck/ Stadtſchreiber daſelbſt. Weyl/ Valentinus Knaininger/ und Gabriel Luz/ Stadtſchreiber. Donawerth/ Hanß Bucher Burgermeiſter/ und Wolff Diſchinger/ Stadtſchreiber. Heilbronn/ Wolff Berlt/ Bürgermeiſter/ und Ambroſius Becherer/ Raths-Verwandter. Augſpurg/ Conrad Meyer/ Bürgermeiſter/ Johann Baptiſta Hemigel/ Herrngenus im Hoff/ und Sebaſtian Ehenſtoyh Rehlinger/ Doctor mit befelch der Stadt Nordhauſen/ Uberlingen/ und Buchhorn. Deß zu Urkund haben wir Marggrawd vom Stein/ zu Mayntz/ Bamberg und Augsburg Thum-Probſt/ Eberhard von Severode Amtmann zu Oppenheim/ Mayntziſche und Pfaltz-Grävliche Churfürſtl. Geordnete Räthe zu diesem Reichs-Tage/ an ſtatt unſer Gnad. Herren und der andern Chur-Fürſten. Michael Erthſchoff zu Saltzburg/ legat des Stuhls zu Rom/ und Albrecht/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Obern- und Nidern-Bayern/ von unſer und der Geiſtlichen und Weltlichen Fürſten wegen. Chriſtoph von Hauſen Doctor von wegen der Prälaten. Peter Andersgut/ von wegen der Grafen und Herren. Und wir Bürgermeiſter und Rath zu Augſpurg/ von unſer und der Frey- und Reichs-Stadt wegen/ Unſer Inſiegel an diesen Abſchied thun hencken. Geben in unſers Königs Ferdinandi/ und des Heil. Reichs-Stadt Augſpurg auf den 25. Tag des Monats Septembr. nach Chriſti unſers lieben HErren Geburt/ ein tauſend/ fünffhundert/ und fünff und fünffzigſten Jahre/ unſerer Reiche des Römiſchen im fünff und zwantzigſten/ und der andern im neun und zwantzigſten.

FERDINANDUS.

ANNO 1555.

XLI.

Ceſſion & transport des Pays-Bas, & de la Bourgogne, par CHARLES-QUINT *Empereur, à* PHILIPPE *ſon Fils Roi d'Angleterre & depuis Roi d'Eſpagne. A Bruxelles, le 25. Octobre,* 1555. [GOLDAST, Conſtitut. Imper. Tom. I. pag. 575.]

25. Oct. CHARLES-QUINT ET PHILIPPE SON FILS.

CAROLUS divina favente gratia Romanorum Imperator & Rex Hiſpaniarum.

1. Notum facimus ſingulis & univerſis hic præſentibus, & hasce viſuris, quatenus nos ad animum revocantes, quòd in poſterum propter ætatem & valetudinem noſtram, aliasque cauſas, labores, profectiones, & moleſtias, quas hucusque longo tempore ob gloriam Domini Dei noſtri, conſervationem ac defenſionem Statuum, Regnorum, noſtrorumque Subditorum ea incolentium perpeſſi ſumus, ſufferre non valeamus; ſtatuerimus ac determinaverimus, Regna noſtra Hiſpanienſia levisere, & in iis, quod viæ reliquum eſt, in quiete & tranquillitate tranſigere.

2. Et videntes Philippum Regem Angliæ & Neapolis, Filium noſtrum chariſſimum in ætate apta, Gubernationi & integræ adminiſtrationi Regionum Belgicarum, à quibus jam Juramento ei obſtrictis tanquam unicus noſter Filius & Heres pro futuro Principe & Domino, cum obſervatione conſuetarum debitarum ſolennitatum, jam antea receptus eſt, & quod ad hæc Regnum Angliæ hisce Terris vicinum ſit: quod propterea ut dicto Domino & noſtro Filio ſit melior opportunitas gubernandi atque regendi Regna & Regiones eiſmus, easque conſervandi & defendendi ab invaſione & inſulto Hoſtium, ei ceſſerimus dictas Terras, & cupiamus hisce de cauſis, aliisque juſtis & æquis rationibus, expoſitis in præſentia noſtra, & Filii noſtri Regia Angliæ in plena & ſolenni Congregatione Procerum & Statuum harum Terrarum noſtræ mentis diſpoſitionem atque ſententiam in effectum producere, omnino confidentes, eos minimè gravatim nomine noſtro præfatum Regem recepturos, utpote cui ceſſio, relaxatio, & translatio harum Terrarum proprio motu noſtro, libera voluntate, autoritate, & poteſtate abſoluta, factæ eſt, ut & per præſentes cedimus, relaxamus, & tranſferimus dicto noſtro Filio, Regi Angliæ & Neapolis, omnes Terras citeriores, Ducatus, Marchionatus, Principatus, Comitatus, Baronatus, Dominia, Civitates, Oppida, Caſtra, Arces, quæ in hisce ſunt, cum Regaliis, Feudis, Homagiis, Allodiis Patrimoniis, Advocatiis, Redditibus, Proventibus, Confiscationibus, mulctis, pertinentiis, & appendiciis ipſorum, & omni

ANNO 1555. Jure & actione, quod potuimus aut poſſumus prætendere ad dictas res: præterea omnes Dignitates, Præeminentias, Prærogativas, Privilegia, Exemptiones, Juriſdictiones, Appellationes, & denique omnes Superioritates, cujuscumque generis ſint, & quacumque ratione competere poſſint, ſeu titulo Patrimonii ſeu alio, nullo fructu vel uſa in ulla commemoratarum Superioritatum ac Dignitatum nobis retento vel reſervato, quibus nos, fruiti, & gaviſi hactenus fuimus. Nihilominus tamen volentes, ut id fiat cum tranſitu obligationis ſolvendi omnia debita & mutua contracta per nos, aut alios nomine noſtro, in rebus concernentibus Terras has citeriores.

3. Et per præſentes facimus, creamus, & inſtituimus ipſum Principem & Dominum dictarum Terrarum, conſentientes & permittentes, ut abhinc in poſterum ſine alia licentia aut requiſitione ipſemet, aut alii pro ipſo, integram & plenam poſſeſſionem apprehendat: dantes quoque illi amplam poteſtatem & liberam autoritatem faciendi de novo quicquid opus fuerit, obſtringendi Status & Subditos Juramento, & renovandi Inveſtituras Locorum, prout res requiſierit; ſimiliter recipiendi Juramentum ab ipſis, & obligandi ad omne id, ad quod prioribus Juramentis reciprocè tenentur: Conſentientes amplius, ut retineat, mutet, deleger, atque inſtituat in dictis Terris Gubernatores, Judices, Juſticiarios, tam pro defenſione & conſervatione ipſarum quàm pro adminiſtratione Juſticiæ, Politiæ, & alterius quàm voluerit. Denique ut faciat quod verus, ſupremus, naturalis ac proprius Princeps poſſit & facere ſolent, & non aliter quam fecerit aut facere potuerit poſt noſtram mortem.

4. Et ad hunc finem quietavimus, abſolvimus, & exoneravimus, quietamus, dimittimus, & exoneramus, omnes Epiſcopos, Abbates, Prælatos, & alios Eccleſiaſticos, Duces, Principes, Marchiones, Comites, Barones, Gubernatores, Capitaneos, Terrarum & Belli Prætides, Cancellarios, Præfectos atque Rectores Ærarii, ac Rationum, aliosque Officiales, Præfectos Militum, Munitionum, Præſidiariorum, eorumque Vicarios, Equites, Scutarios, Vaſallos, & denique omnes Subditos hujus citerioris Terræ & quemlibet ipſorum à Juramento fidelitatis, Fide, Homagio, Promiſſionibus, & Obligationibus, quibus nobis tanquam ipſorum Domino & ſuperiori Principi fuere obſtricti, volentes, ordinantes, & expreſſè mandantes uniculique, ut dictum noſtrum Filium pro vero ipſorum Domino & ſupremo Principe recipiant, & illi Juramentum fidelitatis, Homagium, Promiſſiones, Obligationes, modo conſueto, & ſecundum qualitatem Terrarum, Locorum, Feudorum, & Dignitatum præſtent. Adhæc ut illi omnem honorem, reverentiam, obedientiam, & fidem exhibeant, ſervitia præſtent, eumque tali amore & ſtudio proſequantur, qua bonos & fideles Subditos ipſorum verum, ſupremum, & naturalem Principem & Dominum complecti decet, & prout nobis et ipſis hactenus fecerunt: ſupplentes omnes defectus & omiſſiones tam Juris quàm facti, qui poterunt in hac Ceſſione atque Translatione eſſe, & derogantes ex plenaria & abſoluta poteſtate omnibus Legibus & Conſtitutionibus, quæ ei obſtare poterunt. Nam ita nobis placet: in cujus Teſtimonium & noticiam præſentes manu noſtra propria ſubſcripſimus, easque majoris noſtri Sigilli munimine firmari fecimus.

ANNO 1555.

Datæ in Civitate noſtra Bruxella, XXV. die Octobris, Anno Dominicæ Incarnationis MDLV.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.

SUPLE-

SUPLEMENT

Pour le IV. Tome.

I.

ANNO 1505. 4. Avril. *Tabulæ Pacis factæ inter* MAXIMILIANUM I. *Romanorum Imperatorem*, PHILIPPUM I. *Hiſpaniæ*, & LUDOVICUM XII. *Galliæ Reges, quibus nonnullæ conditiones, &, inter eas palmaria, de Inveſtitura Mediolanenſi, ratæ ſunt habitæ, die* 4. *Aprilis Anno* 1505. [LUNIG, Codex Italiæ Diplomaticus, &c. Tom. I. Part. I. col. 127.]

MAXIMILIANUS divina favente clementia Romanorum Rex ſemper Auguſtus ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ & Geldriæ, Lantgravius Alſatiæ, Princeps Sueviæ, Palatinus Haburgiæ & Hanoniæ, Princeps & Comes Burgundiæ, Tirolis, Goritiæ, Artefil, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Kiburgiæ, Namurci & Zutphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii ſuper Anaſum & Burgoviæ, Dominus Friſiæ, Marchiæ Sclavoniæ, Mechliniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod ad laudem & gloriam omnipotentis Redemtoris noſtri Jeſu Chriſti, exaltationem atque amplificationem totius Chriſtianæ Religionis orthodoxæque Fidei honorem, commodum, tranquillitatem, & conſervationem Statuum & Subditorum noſtrorum, atque Sereniſſimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis, Fratris & Conſanguinei noſtri chariſſimi, nec non Sereniſſimi Principis Domini Philippi, Caſtellæ, Legionis & Granatæ Regis, Archiducis Auſtriæ, Principis Aragonum, & Ducis Burgundiæ &c. Filii noſtri chariſſimi, bona, vera, ſecura, fidelis, ſincera, atque perpetua Pax, Unio, Amicitia, Fœdus, & Confœderatio, omni ævo duratura, facta, firmata ac concluſa fuit & eſt, die vigeſimo ſecundo menſis Septembris, Anno Domini milleſimo quingenteſimo quarto inter præfatum Franciæ Regem, parte ex una, & honorabiles, devotos & fideles noſtros, dilectos Philibertum Naturellum, Præpoſitum Eccleſiæ Trajectenſis inferioris, & Cyprianum de Serntein, Cancellarium Comitatus noſtri Tirolis Oratores noſtros, & nobiles & honorabiles, devotos & fideles noſtros, dilectos, Johannem de Luxemburgo, Dominum de Ville, Carolum de Ranchicourt, Præpoſitum Attrebatenſem & Magiſtrum du Bliol ipſius Regis Caſtellæ Oratores, Nuncios, ac Procuratores ſpeciales ad hoc ſpecialiter deputatos, parte ex altera, in hunc qui ſequitur modum.

Imprimis quod prædicti Principes, videlicet dictus Sereniſſimus Rex Romanorum & Chriſtianiſſimus Francorum Rex, & Sereniſſimus Caſtellæ Rex none, tunc vero Archidux Auſtriæ, facient, ineunt, tractant, & concludunt unam veram, bonam, ſinceram, & indiſſolubilem inter ſe Fraternitatem, Fœdus, Confœderationem, & Amicitiam pro ipſis, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, omni ævo & tempore duraturam, adeo quòd, tanquam una anima in tribus corporibus, erunt amici amicorum, inimici inimicorum, ita & taliter quod neuter eorum dabit unquam, directè vel per indirectum, ſub quocunque colore, cauſa, aut occaſione, quæ dici aut excogitari poſſit, alii Principi, Domino, Communitati, aut Potentatui, ſeu alicui quicunque ſit, favorem, opem, auxilium aut ſubſidium contra & adverſus omnes & ſingulos, cujuscumque ſtatus aut conditionis exiſtant, vis ſeu alteri eorum Bellum inferentibus.

Item, cum tanta ſit Amicitia inter Sereniſſimos præfatos Reges, ut ipſi ſint amici amicorum, idcirco inter ipſius Partes conventum eſt, quod Sereniſſimus atque Excellentiſſimus Romanorum Rex nihil faciet aut attentabit tam in Ducatu Mediolani, & Patriis ſibi in Italia ſpectantibus, quam etiam in Terris & Dominiis Confœderatorum & Recommendatorum ſuæ Celſitudini qui ſunt Illuſtriſſimi Sabaudiæ, & Ferrariæ Duces, Montiſferrati, & Mantuæ Marchiones, Dominium Florentinum, Communitates Senenſis & Lucenſis, Dominus Albertus de Carpi, & Joannes Petrus de Gonzaga, niſi ſuperioritatem, honorem, & obedientiam, quam ipſi debent Suæ Majeſtati, & Sacro Romano Imperio, denegaverint. ANNO 1505.

Si tamen contingat, præfatum Cæſaream Majeſtatem tranſire per Ducatum Mediolanenſem, aut alia præfati Chriſtianiſſimi Regis trans Alpes, Domiula, facient exhiberi, ut par eſt, dictæ Cæſareæ Majeſtati omnem honorem & comitatem quam poterit, & facier eam aſſociari per ſuos Locatenentes, Cancellarium & alios principales Officiales, quod libentius ſua Celſitudo faceret perſonaliter, ſi ibi adeſſet.

Item ad Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Regis Francorum petitionem & inſtantiam, Sereniſſimus Romanorum Rex vult indulgere, & indulget per præſentes, Duci Ferrariæ, Marchionibus Monoſferrati & Mantuæ, Florentinis, Lucenſibus, Senenſibus, & Domino Alberto de Carpi & Joanni Perro de Gonzaga, omnia quæ ab eo die & tempore, quo Chriſtianiſſimus Rex Carolus, noviſſime defunctus, primum ingreſſus eſt Italiam, usque in hunc diem contra ſuam Majeſtatem tanquam Romanorum Regem & Sacrum Imperium commiſerunt, aut quovis modò committere potuerunt, tam faciendo, quam omittendo & propter quæ Feuda eorum, quæ a Sacro Imperio tenent, ipſi Sereniſſimo Romanorum Regi devoluta & confiſcata fuiſſent & eos ad præfati Francorum Regis petitionem abſolvit, & permittit redire in gratiam, & ſub favorem & tuitelam Sacri Imperii & nihilominus poterunt prænominati Dux Ferrariæ, & cæteri, remanere Confœderati, Servitores & Recommendati Chriſtianiſſimi Francorum Regis, juxta tenorem Tractatus apud Tridentum inter Cæſaream Majeſtatem, & Reverendiſſimum Dominum Legatum confecti, pro quo ipſi deinceps Romanorum Regi, & Sacro Imperio, ſicut cæteri ſubditi, fideles, obedientes, ſubditi & dediti eſſe debent & tenentur.

Et ſi de cætero in his quæ Romanorum Regi & Sacro Imperio exhibere tenentur, rebelles & minus obedientes erunt, aut aliquod aliud contra eum committerent, quod tunc unusquisque Romanorum Rex, aut Imperator, eos ſecundum viam, ordinem, aut legem Imperii punire poſſit, & in illo neque in aliis quibuscumque Principatibus, Communitatibus, Civitatibus, Provinciis, Dominiis & Juriſdictionibus totius Italiæ, quocunque nomine appellentur, & ubicumque ſituata ſint, quæ Romanorum Regi aut imperio quovis modo ſpectarent, nullus Rex Franciæ unquam Romanorum Regi aut Imperatori, neque Imperio, aliquod impedimentum inferre neque præfatis aut aliquibus contrariis aut rebellibus Imperii, adjumentum, directè neque indirectè, dare, ſed de his omnibus penitus abſtinere velit & debeat.

Item tractatum eſt quod præfatus Chriſtianiſſimus Francorum Rex non vult neque intelligi ſe ingerere, neque intromittere ſe Subditis, Feudis, & Rebus Imperii, ſive in Italia, ſive extra Italiam, niſi ſecundum quod ſupra dictum eſt & formam Tractatus apud Tridentinum apud Sereniſſimam & Excellentiſſimam Cæſaream Majeſtatem & dictum Reverendiſſimum Dominum Legatum confecti.

Item, quod Inveſtituram Ducatus Mediolani, quam Chriſtianiſſimus Dominus Francorum Rex cupit habere pro ſe & Hæredibus ſuis, conventum eſt, quod Sereniſſimus Dominus Romanorum Rex dabit infra tres menſes, à concluſione Pacis, ut ſupra, Inveſtituram ipſi Chriſtianiſſimo Domino Regi pro ſe & Hæredibus ſuis maſculis, ex ſuo corpore deſcendentibus, & eis deficientibus, pro Filiis ſua primogenita & pro Domino Duce de Luxemburgo, ejus Sponſo, conjunctim. Et ſi con-

ANNO 1505. si contingeret eam mori, pro alia primogenita, quæ nubet prædicto Domino Duci vel alteri Filiorum Sereniſſimi Domini Regis Caſtellæ & eis deficientibus ſine liberis, pro Hæredibus maſculis Chriſtianiſſimi Domini Regis, qui illo tempore venient ad capiendum Inveſtituram, & pro dicta Inveſtitura, & quibuscunque aliis Rebus, Chriſtianiſſimus Rex dabit Sereniſſimo Domino Romanorum Regi ducenta millia Francorum, ſecundum quod ſuit tractatum Biefis, ita quod infra tres menſes poſt Datum hujus Pacis, præfatus Chriſtianiſſimus Rex mittat pro Inveſtitura, & ipſe Dominus Romanorum Rex facier & dabit eam pro prædictis Chriſtianiſſimo Rege & Domina Claudia Filia ſua primogenita & Domino Duce de Luxemburgo ejus Sponſo; & ſi contingeret eam mori pro alia Filia ipſius Chriſtianiſſimi Regis, quæ nubet dicto Domino Duci vel alteri Filiorum Sereniſſimi Domini Regis Caſtellæ, ut dictum eſt, & ſi contingerer, ut ſupra dictum eſt, illos decedere abſque liberis, & præfatus Romanorum Rex non daret Inveſtituram prædictis Hæredibus Chriſtianiſſimi Regis, tunc Majeſtas Cæſarea tenebitur reſtituere dictis Hæredibus prædicta ducenta millia Francorum; Jure tamen, quod dicti Hæredes in dicto Ducatu, tunc habebunt, non obſtante reſtitutione dictæ ſummæ, ipſis integre ſalvo remanente, intellecto tamen, quod ſi contingerer in prædicto caſu Hæredes ſupra dictos mittere pro Inveſtitura, tunc illi Hæredes teneantur ſolvere juxta conſueta dictæ Inveſtituræ.

Et quoad Regnum Neapolitanum attinet, præfatus Chriſtianiſſimus Rex promittit præfato Sereniſſimo Romanorum Regi, quod de cætero non tractabit, neque apunctuabit de dicto Regno Neapolitano, cum Regibus Hiſpaniarum & Rege Friderico de Aragonia, niſi de voluntate dicti Sereniſſimi & Excellentiſſimi Romanorum Regis; proviſo tamen, quod præfatus Sereniſſimus Romanorum Rex non dabit directè vel indirectè, ſub quovis colore, dictis Regibus Hiſpaniarum auxilium, ſuppetias, vel favorem contra vel adverſus dictum Chriſtianiſſimum Regem, quinimo apertè ſe declarabit bonum Amicum, Fratrem & Confœderatum dicti Chriſtianiſſimi Regis.

Et quoad Filios Domini Ludovici Sforziæ, quanquam ipſe Chriſtianiſſimus Francorum Rex in nullo eis teneatur, eſt tamen contentus ob honorem & amorem præfati Sereniſſimi Romanorum Regis habita præfata Inveſtitura, dare prædictis Liberis aliquas Terras ſeu Statum in Regno Franciæ unde poterunt honorabiliter vivere, poſtea quam tamen prædicti Liberi ad hoc Franciæ Regnum ſe contulerint, & quamdiu in eo reſidebunt.

Item, quoad bonnitos Mediolanenſes præfatus Chriſtianiſſimus Rex eſt contentus remittere & remittit eis bona eorum & abſolvit eos ab omnibus deliciis, criminibus læſæ Majeſtatis, & offenſionibus eorum, & illos in gratiam ſuam redire permittit, modo ipſi teneant & adimpleant quæ ipſi per eos, aut Procuratores & Negotiorum Geſtores ſuæ Celſitudini promiſerunt, exceptis tamen Domino Galea Sforzia, Alexandro Sforzia, Michaele Sclafata, Joanne Philippo Affico quondam Magiſtro Hoſpitii dicti Domini Ludovici, Maſſino Lodenſi, Ludovico de Landrino, & Fratre ſuo, Petro de Porres, Blaſino Grinol, Hieronymo de Carcano, Oldrado Lampugnani, Bonologea de Caſtronovate, Joanne Angelo, Frederico, & Ludovico de Landriando, Fratribus; Comita Ludovico Bergamin Sforza Sforzia, Generale Humiliatorum, Epiſcopo Lodenſi, Protonotario ſancti Cela, Protonotario Trinelle, Petro Corſiæ Comite, Hannibale de Balbiano, Lazaro Immerat, Comite, Frederico de Verine, Franciſco de Verine, Comite; Petro de Verine, Comite; Fregoſino Joanne Antonio Billa, Vincenno de la Taille, Silveſtro Ladenſi, Antonio de Landriano, Franciſco de Magno, qui non reſidebunt Mediolani nec in aliis ſuis Dominiis in Italia exiſtentibus & nihilominus recipient fructus, reditus & emolumenta bonorum ſuorum in dictis Dominiis exiſtentium, tenebuntur tamen omnes & ſinguli, qui redibunt ad Ducatum Mediolanenſem, & cætera Chriſtianiſſimi Regis trans Alpes Dominia, præſtare Juramentum ad ſancta Dei Evangelia, in manibus Officialium Locorum ad quæ redibunt, quod de cætero ipſi erunt boni & fideles ſubditi Regiæ Majeſtatis, nec aliquid contra ſuam Majeſtatem, aut Statum, molientur.

Convenerunt etiam Partes prædictæ, quod Sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipſum univerſum Romanum Imperium, ſint hujus Pacis. Unionis, Fœderum, & Concordiæ, & ſingulorum in eis contentorum Conſervatores, ita & taliter quod poſſint & debeant totis viribus aſſiſtere ei, qui prædicta obſervaverit contra alium non obſervantem. ANNO 1505.

Item, conventum eſt, quod prædicti Sereniſſimi & Excelſi Domini Romanorum, Franciæ, & Caſtellæ Reges poterunt, infra tres menſes, à die Pacis factæ numerandos, ſuos Confœderatos, quos in hac Pace intelligunt eſſe comprehenſos, alter alteri nominare, & ex nunc præfatus Chriſtianiſſimus Francorum Rex, declarat & nominat pro ſuo primo & præcipuo Confœderato S. D. N Julium II. Papam modernum.

Poterit etiam Catholicus & Sereniſſimus Princeps Dominus Ferdinandus, Rex Hiſpaniarum, ingredi hoc Fœdus & Amicitiam infra quatuor menſes a die Pacis factæ, modo velit remittere Regnum Neapolitanum, quantum ad eum attinet, Illuſtriſſimo Domino Luxemburgiæ Duci; & Chriſtianiſſimus Francorum Rex ſimiliter remittere portionem ſibi in dicto Regno competentem dictæ Claudiæ Filiæ ſuæ; cujus quidem Regni adminiſtratio ſpectabit prædicto Caſtellæ Regi, quousque fuerit conſummatum Matrimonium inter prædictos Ducem, & Dominam Claudiam, aut alio modo, de conſenſu prædictorum Romanorum, Francorum, Hiſpaniarum, & Caſtellæ Regum, ſuper hoc Regnum Neapolitanum fuerit conventum.

Cumqua præſenſerta Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitula omniaque & ſingula in illis contenta, nobis gratiſſima ſint, ac libentiſſimo animo ea omnia ſervare, exequi & complere, quæ pro parte noſtra præinſertorum Capitulorum Pacis virtute ſervanda & exequenda ſint & complenda, ideircò præſentibus Literis noſtris, omnibus melioribus via, modo & forma quibus melius & validiùs de Jure poſſumus & debemus, præinſerta Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitula, omniaque in illis quolibet eorum contenta juxta ſui ſeriem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus & corroboramus, ac rata, grata & firma habemus & firmamus, & inſuper promittimus & juramus ad Dominum Deum noſtrum & ejus ſanctam Crucem, & ſancta quatuor Evangelia, manibus noſtris corporaliter tacta, bona fide & in verbo Regio & ſub Cenſuris Apoſtolicis, quibus nos in hoc caſu contraventionis ſubjicimus, tenere, adimplere & inviolabiliter obſervare, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus, Regnis, Terris, Dominiis & Ditionibus noſtris, omnia & ſingula in præſentis Pacis & Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipſam quovis modo directè vel indirectè non facere, nec venire, ſub obligatione & hypotheca omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, nec non ſub pœna perjurii, quam Rex poſſit tali caſu incurrere & ſi, quod Deus avertat, non adimpleremur integrè omnia & ſingula, per nos prædictis Sereniſſimis Principibus promiſſa, volumus & conſentimus ex nunc prout ex tunc, quod ipſi & neuter eorum in nullo ſit nobis penitus obligatus.

In quorum omnium & ſingulorum prædictorum teſtimonium, præſentes Literas manu noſtra ſignavimus, Sigillique noſtri munimine juſſimus roborari. Datum in noſtro & Imperii Sacri Oppido Haguenaw die quarto menſis Aprilis, anno Domini milleſimo quingenteſimo quinto, Regnorum noſtrorum, Romani vigeſimo, Hungariæ decimo ſexto.

II.

Tabulæ Fœderis ſtabiliti inter CAROLUM V. *Romanorum Imperatorem, & LEONEM X. Pontificem Maximum contra Gallos aliosque Italiæ turbatores, datæ Romæ die 8. Maii Anno 1521.* [LUNIG, ibid. col. 167.] 1521. 8. Mai.

QUONIAM recta Regnorum & rerum publicarum Gubernatio duobus maxime rebus efficitur, cum & voluntas Principum intenta ad bonum communem ſpectat ſalutem, & eum eorum talis eſt potentia, quæ poſſit reprimere & coercere Pacis ac Juſtitiæ turbatores; idcirco decet eos, qui & auctoritate & potentia maxime excellunt, inter ſe concordes & unitos eſſe, quoniam ſicut eorum diſcordia Bellorum & tumultuum cauſa ſunt, ſic concordia atque amicitia Pacem conſervat, bonis fiduciam, malis injicit timorem, publicam omnium tuetur ſalutem. Quod ſi ullis in alia Natione & Gente hæc Pax Populorum, Principum Concordia, curanda & elaboranda fuit, certe hoc maxime

ANNO 1521. maxime fieri decet in Chriſtiana, quæ tanto cæteris nobiliot eſt, quanto hæc divino Numine conſtituta eſt, cæteræ humanis conſiliis ordinatæ fuerunt. Et tamen (quod magno cum dolore dicendum eſt) ubi potiſſimum Pax & Concordia, & Dei reſpectus, & univerſalis boni Procuratio vigere debuit, in Chriſtiana Republica videlicet, in ea tot cædes, rapinæ, Urbium direptiones, Populorum everſiones, ſanguinis effuſiones factæ ſunt, ut omni humano & divino jure pollato, nihil relictum fuerit ad majorem crudelitatem, præſertimque in hac miſera & afflicta Italia, in qua omnium cupiditates & odia ſæviernnt: quæ cum per ſe acerba & intoleranda, tum hoc etiam periculoſiora ac perniciofiora fuerunt, quod immiuente cervicibus totius Chriſtianitatis atque ejusdem miſeræ in primis Italiæ potentiſſimo atque immaniſſimo Hoſte Chriſtiani nominis Rege Turcarum, quæ arma ad defenſionem tanti periculi parata eſſe debuerunt, ea a nonnullis Principibus Chriſtianis, tanquam conſpiratione cum ipſis Infidelibus facta, ad augendum periculum damnumque Chriſtianitatis, male converſa fuerunt. Et quidem non deſuere illi, quorum auctoritas valere debuit, in admonendo, cohortando, & obſecrando, ut iis privatis odiis amiſſis, generali Chriſtianitatis ſaluti & ſanctæ fidei Catholicæ conſuleretur: nec ullus labor aut cura prætermiſſa eſt, ut ſancta inter Chriſtianos Principes Pax conſtitueretur. Sed tantum potuit quorundam effræuata cupiditas & privati emolumenti non tam amor, ſed tabies, ut clauſis ad bona & ſalutaria conſilia aut hus atque animis, vice Turcarum atque Infidelium, in ipſos Dei Populos hucusque fuerit ſævirum. Multa fuerunt dicta, ſcripta, tractata, ut ſancta Expeditio contra Turcas ſumeretur: multa hinc inde recepta & promiſſa: Decimæ Eccleſiaſticæ Principibus conceſſæ, Cruciatæ datæ, maximaque ex his rebus Pecuniæ coactæ: & tamen unius adhuc ſullius Sereniſſimi Cæſaris Caroli Regis Romanorum electi fides & virtus in hoc præclariſſimo opere ſpectata eſt, qui magna claſſe Gerbas Inſulam Mauroram, receptaculum Piratarum, valde opportunam rebus Chriſtianis, ſub ditionem ſuam redegit.

Ceterorum aliquis, qui pro nomine & meritis erga hanc ſanctam Sedem potiſſimum tenebatur, his diebus requiſitus, ut auxilium Rhodo Inſulæ, atque Italiæ, ac Siciliæ ferre vellet, quas Turcæ invaſuri credebantur, respondit, hanc curam eorum eſſe debere, quorum intereſſet: ſe remotum ab his periculis, ſua, eum opus eſſet, defenſurum eſſe, hoc modo ſuum auxilium Deo & Chriſtianæ fidei negans, contra promiſſiones etiam ſuas manu propria conſcriptas: quas pravas voluntates, mala, detrimentaque totius Chriſtianitatis cum inde proceſſiſſe & aucta fuiſſe manifeſtum ſit, quod aliqui Principum ſuis propriis cupiditatibus frena laxantes, ad veros & primarios Principes Chriſtianitatis, Romanum videlicet Pontificem, & Sereniſſimum Imperatorem reſpectum non habuerunt, propterea quod ad hunc diem alter auctoritate ſola regere inſolentias illorum non poterat, alter debitam ad coërcendum potentiam non habebat: viſus eſt omnipotens Deus ſuo divino conſilio his tantis malis providere voluiſſe, vocato ad Imperium Sereniſſimo Carolo Catholico, qui opibus & potentia multis jam ſæculis parem non habuerit, ex cujus magnitudine animi, pietate erga Chriſti fidem, obſervantia in ſanctam Sedem Apoſtolicam ſit prædictus, ut ſumma & certiſſima in eo ſpes felicium temporum, & liberandæ ab omni Infidelium, & eorum, qui Infidelibus quandoque deteriores ſunt, periculo, Chriſtianitatis, poſſit conſtitui. Qua occaſione oblata, quoniam utrasque has Poteſtates, Pontificialem, & Imperialem ſupremas omnium conſtituit Deus, & ab ipſis, Romano Pontifice & Imperatore, ratio Deo reddenda eſt Gubernationis & adminiſtrationis totius Reipublicæ Chriſtianæ; idcirco ad emendandos Chriſtianitatis errores, Pacemque univerſalem conſtituendam, Bellum generale contra Turcas ſuscipiendum, omniaque in meliorem ſtatum & formam redigenda, decreta eſt, Deo inſpirante, eodemque adjuvante, inter Sanctiſſimum Dominum noſtrum Leonem Papam X. & Sereniſſimum Cæſarem Carolum prædictus perpetuæ Pacis, Amicitiæque & invinlabilis Fœderis conjunctio, quæ ſigoum attollat, & ſpem confirmet omnibus Deum vere colentibus & fidem Catholicam ſalvam volentibus, meliora deineceps tempora a Deo optimo maximo ſuis fidelibus præparari.

Sed quia corpus graviter ægrotum ſine alicujus partis detrimento ſæpe non poteſt ſanari, neceſſarioque pravum aliquod membrum aut ſecandum, aut luurendum eſt, idcireo ſi armis neceſſario utendum fuerit ad auctores tantorum malorum a ſua injuria & inſolentia repellendos, conveniet hoc Juſtitiæ. Non enim poteſt effectus optatæ Pacis conſequi, niſi cauſa Bellorum ſublatæ fiut: quæ omnes ab ipſa Italia & propter ipſam, ut plurimum, exortæ ſunt. Paret enim duas res fuiſſe & eſſe omnis tumultus ſemper & perturbationis cauſas: unam anxiam illam cupiditatem Francorum obtinendi Ducatum Mediolanenſem & Civitatem Genuæ, ac ab his, tanquam Arcibus, toti Italiæ dominandi: alteram, damna & injurias huic ſanctiſſimæ Sedi Apoſtolicæ ſæpe illatas, quas ut propulſare & evitare poſſet, ſuaque detrimenta ſarcire, erepta recuperare, auxilium ab aliquo Principum petere coacta eſt, & adverſus impie contra ſe venientes arma implorare. Quibus malis omnibus providere omnino cogitans Sereniſſimus Cæſar Carolus, Sedemque Apoſtolicam, ut bonum ejus Advocatum & Protectorem decet, in omni ſua dignitate incolumem conſervare, Italiam vero, cujus Corrector ipſe eſt, Statumque Mediolani & Civitatem Genuæ, ad ſe Jure omni pertinentes, a tyrannide & violentia ad æquius Imperium & legitimam Gubernationem redigere, Subdigosque & Commendatitios ſuos per vim atque injuriam pulſos reſtituere, rebusque publicis meliorem formam reddere; Sanctiſſimus vero Dominus noſter Leo X. ad quietem, pacemque ſtabilem totius Chriſtianitatis, & Bellum contra Infideles, ut ſemper, anhelans, huneque Ducem ſacræ Expeditionis a Deo ſibi oblatum judicans, & quemadm dum Socii in ſumma auctoritate ac poteſtate a Deo facti, ut ſic animis, amore, amicitia, & fœdere perpetuo ſocientur ambo, quod Deo gratum & acceptum, Reipublicæ Chriſtianæ felix fauſtumque ſit, utrisque ipſis utile ac honorificum, Fœdus indiſſolubile. Pacemque perpetuam ſub Capitulis infra ſcriptis, per Magnificum Dominum Joannem Emanuelem, Cæſareæ Majeſtatis Oratorem, ad Cæſarem mittendis, ab ipſa deinde Cæſarea Majeſtate ratificandis manu propria, & approbandis, inierunt, fecerunt, confirmaverunt.

I.

Et primo, prædicti duo Principes, Sereniſſimus Papa, Leo X. & Sereniſſimus Cæſar Carolus Hiſpaniarum ac utriusque Siciliæ citra & ultra Pharum Rex, faciunt Ligam atque Amicitiam, junguntque ſe Fœdere perpetuo & indiſſolubili, ita ut eosdem habeant Amicos, eosdem Hoſtes ſine exceptione, ut una atque eadem amborum ſit fortuna, idem velle & nolle ad offenſionem quorumcunque & defenſionem a quibuscumque opus fuerit, alter ſemper eum altero copulati atque conjuncti, obligantes ſe invicem uterque alterius ſtatum, dignitatem, res omnes, tam publice, quam privatim poſſeſſas, none & in poſterum vigore præſentis Fœderis poſſidendas, tuerl, conſervare, defendere, ut qui alterutrum læſerit aut ladere attentaverit, alterius continuo ſit Hoſtis.

II.

Item, quod omnia alia Fœdera & Colligationes, & obligationes alias inter eosdem Pontificem & Cæſarem facta, permancant in ſuo robore, neque illis per hoc præſens Fœdus intelligarut ullo modo derogatum, ſed nova hæc Conjunctio ſuperiorum Fœderum inter eos potius ſit major confirmatio. Verum aliæ quidem omnes Societates, Amicitiæ, Conſœderationes, quas alteruter eorum cum alio quovis Principe aut Potentatu habeat, intelligantur ſuſpenſæ & abrogatæ, quatenus contra præſentem veniant Conventionem. Hinc vero inter dictos duos Principes Fœderi præſenti per alias nullas Conventiones cum quovis alio Principe aut Potentatu factas ſeu faciendas, intelligatur unquam derogatum, neque poſſit derogari. Nec veto alter ſine altero duorum dictorum Principum Pacem ſive Inducias, aut Conventionem aliquam cum aliis quibuscunque facere debeat.

III.

Item cum deliberaverit Sereniſſimus Cæſar ob rationes ſupra allegatas redigere in eam formam Statum Mediolani & Genuæ, quæ cum voluntate ſuorum majorum, & quiete ac Pace Italiæ olim fuit ſervata, ut ipſe tanquam verus eorum Princeps pro Imperiali ſua Dignitate recognoſcatur, id quod nunc non ſit, Sanctiſſimus Dominus Noſter contentus eſt & paratus accedere ad voluntatem Cæſaris, & contribuere pro ſua parte auxilium ad hoc opus. Et quoniam plurimum conferet, in hanc Expeditionem uti viribus & manu Helvetiorum, quæ fortiſſima Natio hujus ſanctæ Sedis devotiſſima, & Cæſareæ Majeſtatis amantiſſima eſt, conventum eſt & decretum inter dictum Sanctiſſimum Dominum Noſtrum, & Cæſarem conducere ſexdecim millia Helvetiorum, & pro ſtipendio eorum, tempore, quo militaverint, deputare ducenta millia Ducato-

ANNO 1521. rum, centum per Sanctiſſimum Dominum Noſtrum providenda, alia centum millia per Sereniſſimum Cæſarem.

IV.

Item quod hanc Summam ducentorum millium Ducatorum uterque pro ſua parte paratam & in promptu habere debeat in Civitate Auguſtæ primo die Septembris proxime futuri, & uterque ibidem hominem ſuum, in quo confidat: qui homines uno animo atque conſilio dictas pecunias exponant, Militibus ſtipendium dent, omniaque concorditer tractent atque gerant, quæ ad commodum & voluntatem ſuorum Principum exequendam fuerint opportuna.

V.

Item quod dictus numerus Helvetiorum debeat ſtipendiari citra diem XV. Septembris, & quam celerrime & occultiſſime fieri poterit, Illuſtriſſimo Domino Francisco Sforziæ, Barri Duci, Mediolanum verſus præmitti, eodemque tempore Cæſarea Majeſtas ordinet, ut Claſſis ſua cum omni copia Militum, qui nunc ſunt ad Favillnam, Adurnos Genuam deducat, atque ut expeditius utraque Civitas recuperetur, Mediolanum & Genua videlicet, jam nunc ſtatuatur, ut utra manus celerius commiſſionem ſuam peregerit, eum altera Italiæ conjungatur ad opus celerius perficiendum, Galloſque extra Italiam penitus ſubmovendos.

VI.

Item cum Cæſarea Majeſtas intentionem firmam habeat habueritque reponere dictum Franciſcum Sforziam in Statum Mediolanenſem, prout Frater & Pater ejus fuerunt, teneantur illum ereare Ducem Mediolani, ſicut a claræ memoriæ Maximiliano Avo ſuo Pater dicti Franciſci creatus fuit, itemque Antoniottum Adurnum Ducem Genuæ juxta motum & Leges illius Civitatis, a quibus tamen, tanquam obedientiſſimis ſuæ Majeſtatis Servitoribus, Sereniſſimus Cæſar pro vero & ſupremo Domino cum omni reverentia recognoscatur.

VII.

Item quod Franciſcus Sforzia prædictus teneatur, recepto Ducatu Mediolani, & Gallis expulſis, etiamſi nondum Arces recuperatæ fuerint, curare, ut præfatis Papæ & Cæſari reſtituantur ſeptuaginta quinque millia Ducatorum in termino duorum menſium, & in alio aliorum duorum menſium termino alia ſeptuaginta quinque pro tanto accepto beneficio & pro tantis expenſis, ab ipſis Pontifice & Cæſare in ejus commodum atque honorem factis: quæ in totum centum quinquaginta millia Ducatorum Pontifex & Cæſar pro rata parte impenſæ in Helvetios factæ, inter ſe dividant.

VIII.

Item quod prædictus Adurnus, & Hieronymus ejus Frater, recepta Genua, teneantur intra dies XV. curare, ut Militibus Claſſis Cæſareæ ſtipendium ſolvatur unius ſtatim menſis, deinde etiam alterius, in recognitionem tanti beneficii & propter ſtabiliendum Status ſui: quod beneficio Cæſaris aſſequentur, & ſub ejusdem patrocinio retinebunt.

IX.

Item quo tempore Helvetii Mediolanum verſus, Claſſis maritima Gennam juſſu & auſpiciis Cæſaris, contendent, eodem tempore ordinare debeat Cæſar, ut ex Regno Neapolitano quingenti Equites cataphracti ad eandem properent Expeditionem: qui quidem jam nunc ſub alio colore & prætexto (quod facile erit) in unum cogendi ſunt, Bononiam ſuo tempore celeriter mittendi: quibus per Statum Sanctæ Eccleſiæ transeuntibus eodem ex ſuis aut etiam plures adjungat Summus Pontifex: qui omnes conjuncti & uniti, quo opus fuerit, tempeſtive ducantur.

X.

Item quod Cæſarea Majeſtas ordinare debeat, ut in ſua Claſſe vis magna ſit Tormentorum cum omni munitione navalia, quibus, ubi res poſtulaverit, in Terram expoſitis, Arces, quæ ab Hoſtibus tenebuntur, expugnari poſſint: idemque Sanctiſſimus Dominus Papa facere teneatur, copiamque Tormentorum Bononiæ & in Romandiola paratam habere, quæ duci poſſint quo expedierit.

XI.

Item cum Sereniſſimus Cæſar conſtitutum habeat reintegrare Sanctam Romanam Eccleſiam & Sedem Apoſtolicam ad eas res omnes, quæ ad eam jure ſpectant, ut optimi Protectoris ejus & Advocati nomen Officiumque adimpleat, ex nunc promittit Sereniſtas ſua quamprimum Galli e Mediolanenſi Statu fuerint expulſi, etiamſi Arces nondum recuperatæ fuerint, reſtituendas ſe curaturum Parmam atque Placentiam Sanctiſſimo Domino Noſtro & Sedi Apoſtolicæ, prout à ANNO 1521. felicis recordationis Julio II. & à Sanctitate ſua poſſeſſæ atque obtentæ fuerunt, deque eis eundem Sanctiſſimum Dominum Noſtrum & Sedem Apoſtolicam inveſtiturum, renunciando, & in eam omne jus, actionemque, quam ipſe forſitan ad eas Jure Imperiali prætenderet ſe habere, transferendo, itemque efficiendo, ut Franciſcus Sforzia eisdem eedat eidem Apoſtolicæ Sedi, omneque Jus, quod, tanquam Dux Mediolani, in eas habet, in Apoſtolicam Sedem transferat. Quas etiam Civitates ſupradicto caſu Sanctiſſimus Dominus Noſter recipere & recuperare ſibi ipſe poſſit, & illi intelligantur conceſſæ & datæ.

XII.

Item promittit Sereniſſimus Cæſar, ſe effecturum, ut à prædicto Franciſco Sforzia eædem Conventiones, Pacta, & Capitula Salis, à Sede Apoſtolica accipiendi, ſerventur, quæ cum Rege Franciſco fuerunt facta, id eſt ut toti Statui Mediolanenſi non aliud Sal, quam à Sede Apoſtolica acceptum in uſu ſit, cum eisdem conditionibus & Pactis, ut dictum eſt, quæ cum Franciſco Rege convenerunt, promittendo etiam ſe effecturum, ut in his Capitulis partes illæ, quæ ad Franciſcum Sforziam, & Dominos Adurnos ſpectant & pertinent, per eos ipſos acceptabuntur & ratificabuntur.

XIII.

Item, ut omnibus in rebus appareat Cæſareæ Majeſtatis erga Sanctam Sedem Apoſtolicam amor & obſervantia, atque ea in omne jus ſibi debitum reſtituatur plenarie, cum clarius luce ſit, Ferrariam ad ipſam Sedem omni ratione & cauſa pertinere, promittit Sereniſſimus Cæſar omnem vim, omnem potentiam ſuam, atque auxilium, ut ea eidem Sedi Apoſtolicæ recuperetur: modus autem eam obtinendi ſic futurus eſt facilis, ut apparet, & expeditus & non magnæ impenſæ. Ut primum invadentes Statum Mediolanenſem Helvetii Gallos expulerint & nondum receptis Arcibus, ſubito Ferrariam deducantur; itemque maritimæ Copiæ, recepta Genua, itinere terreſtri ad eandem Civitatem Ferrariæ continuo mittantur, ac ſimul cum his quingenti Equites ſupradicti ſub auſpicio Cæſaris, totidemque vel etiam plures Summi Pontificis uniantur cum Tormentis & Claſſe Cæſarea, & iis, quæ per Sanctiſſimum Dominum noſtrum Bononiæ & circum fuerim parata: quo præpotente Exercitu, Tormentis & apparationibus, de celeri Expeditione dictæ Civitatis dubium futurum non eſt: præſertim re & celeriter & ſecrete tractata; tanta enim erit obſidionis vis & celeritas, ut locus non videatur dari, illam Civitatem, ut opus foret, fortificandi, etſi etiam bene munita eſſet, terrorem tamen tanti Exercitus ferre non poſſit. Quod ſi tamen præter omnem rationem difficilior eſſet, & tardior Ferrariæ expugnatio, tunc idem Sereniſſimus Cæſar promittit Sanctiſſimo Domino Noſtro, ſe profecturum expugnationem cum idoneo Exercitu ad eam expugnandam per ſex integros menſes, mediantemque totius impenſæ, in hoc Bellum faciendæ, ſe contributurum.

XIV.

Item promittit Sereniſſimus Cæſar, ſe accepturum, prout ex nunc accipit, patrocinium & protectionem ac defenſionem quascunque ſine ulla prorſus exceptione perſonæ Sanctiſſimi Domini Noſtri & totius Illuſtriſſimæ Domus & Familiæ de Medicis, ac in ſpecie & præcipue Reverendiſſimi Domini Cardinalis de Medicis Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Vicecancellarii, necnon Statuum, bonorum, rerum, Jurium, Privilegiorum, & Prærogativarum omnium, quæ dicta Familia poſſidet, tam à Sede Apoſtolica dependentium, quam proprio rum & privatorum.

XV.

Item promittit idem Cæſar, in eadem ſe protectione habiturum omnes Confœderatos & Colligatos cum Sanctiſſimo Domino Noſtro, & ſpecialiter Florentinos cum omni ſtatu & rebus, quas in præſens poſſident. Et quia in ipſis Confœderatis Sena Civitas eſt cum eo, quo nunc gubernatur, regimine, in quam plenum Jus eſt Cæſaris, cui nulla in parte detrahere, ſed potius ſemper favere intendit Sanctiſſimus Dominus Noſter; ideo declaratur, Cæſarem ex ſua benignitate velle, & concedere, ut Sena ſub protectione ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri, & in eo, in quo nunc eſt, ſtatu, gubernante Reverendiſſimo Cardinali de Petrucciis, manere permittatur; propterea quod ad ceterum Statum ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri vehementer commoda & opportuna eſt, & Cardinalis Petruccius Senæ ejusdem factura eſt. Sed hæc ita ſint tamen, ut dicta Civitas, & ejus Regimen recognoscant Cæſarem ſupremum

ANNO 1521. mum ſuum Principem, & illi omni obſervantia, ſervitio, & fide ſubjecti ſint, quantum commode & honeſte fieri poterit.

XVI.

Item, quoniam Sanctiſſimo Domino noſtro cura eſt aliquanto etiam major rerum ſpiritualium & paſtoralis officii, quam temporalium, dignitatem Sanctæ Apoſtolicæ Sedis ſupra omnia caritiſimam habet, multi autem exorti ſunt, qui & de Fide Catholica male ſentire, & dictam Sedem ſua malignitate & maledicentia lacerare non dubitant, promittit Sereniſſimus Cæſar, ſe contra eos, qui Sedem Apoſtolicam verbo, & facto lædere præſumunt, aut Fidem Catholicam perturbare conantur, ut juſtiſſimum & Chriſtianiſſimum Imperatorem decet, omnem vim ſuæ poteſtatis diſtricturum, eosque perſecuturum, omnesque injurias eidem Sedi illatas, tanquam ſibi factas, vindicaturum.

XVII.

Item promittit Idem Cæſar, ſe non accepturum in protectionem quemque Sanctæ Eccleſiæ Subjectum mediate ſeu immediate, ſed eos omnes relicturum ſub correctione & pleno arbitrio Sanctiſſimi Domini Noſtri. Et ſi forſan aliquorum hujusmodi protectionem ſuſceptam jam haberet, ſe eam dimiſſurum, & adverſus contumaces ſe eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro omni auxilio aſſuturum, ut puniantur: quæ omnia viciſſim promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter Cæſari, de ejus Subditis, & quod de iis, quæ ex utraqua parte deliquerint, ſtabunt & fidem habebunt inter ſe, alter dicto & aſſertioni alterius. Item promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter Sereniſſimo Cæſari, quoties opus ſit, in defenſionem Regni Neapolitani à Cæſare poſſeſſi contra quoscunque omnia auxilia ſua, tam Terreſtria, quam Maritima, quantum ſuæ & hujus Sanctæ Sedis vires ſe extendent, armaque omnia, tam temporalia, quam ſpiritualia.

XVIII.

Item, quod adventum Cæſaris ad Italiam & ad accipiendam Coronam Imperii omni ſua gratia & liberalitate Sanctiſſimus Dominus Noſter exciet, & in omnibus eum, tanquam cariſſimum & amantiſſimum Filium, tractabit.

XIX.

Item promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter, ſe omni auxilio aſſaturum Sereniſſimo Cæſari, quotiescunque ille Bellum contra Venetos ſit ſuaceptarus, omnibus viribus ſuis temporalibus & ſpiritualibus: nec non in omnibus aliis rebus, Negotiis, Bello, & Pace, ſe cum eadem Majeſtate Cæſarea ſemper conjunctiſſimum futurum, ut res ipſius Cæſaris eodem habeat loco, quo ſuas, in omnibus & per omnia. Quoniam autem fortiſſima Helvetiorum Natio eum hac Sancta Sede conjunctiſſima ſemper fuit, multaque præclara geſſit facinora ac Eccleſiaſticam libertatem defendendam, ac præſertim contra eosdem Gallos, unde Illuſtribus titulis meruit decorari, eamque Sanctiſſimus Dominus Noſter ſecum omni tempore vult eſſe conjunctam, quam eandem fore non dubitat obſervantiſſimam Majeſtatis Cæſareæ; idcirco in hoc Fœdere vult eſſe comprehenſam, prout Sanctitas Sua eam comprehendit & nominat.

XX.

Item cum Sereniſſimus Rex Angliæ, & propter virtutem, & propter celſitudinem animi ſui huic Sanctæ Sedi ſit amiciſſimus, atque eodem in Cæſarem animo ſit & benevolentia, Sanctiſſimus Dominus Noſter, & Cæſar in hoc præſenti Fœdere locum illi relinquunt honorificum, & digniſſimum ipſius Sereniſſimæ Regiæ, ita quidem, quod non poſſit prædictus Rex Angliæ alios ſecum in Fœdere aſcribere, quorum aſcriptio & nominatio præſenti Fœderi & Capitulis in eo contentis aliqua ex parte contrarietur.

XXI.

Item, quod præſentis Fœderis ac Conventionis & Colligationis, omniumque in ea Capitulorum contentorum duo Exemplaria authentica fieri debeant, quorum unum manu Sereniſſimi Cæſaris ſubſcriptum apud Sanctiſſimum Dominum Noſtrum remaneat, alterum manu ſubſcriptum ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri apud ipſum Cæſarem ſit depoſitum.

Hæc autem Capitula acta, concluſa, & firmata fuerunt in Palatio Apoſtolico in Camera ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri, die, menſe, & anno infraſcriptis: quæ etiam erant ſubſcripta manu ipſius Sanctiſſimi Domini Noſtri, & Illuſtris Domini Joannis Emanuelis Oratoris & Procuratoris dicti Sereniſſimi Caroli Regis in Imperatorem electi. ANNO 1521.

Ita convenimus & promittimus J.

Ego Joannes Emanuel Sereniſſimi Caroli Romanorum & Hiſpaniarum Regis Catholici in Imperatorem electi apud Sanctiſſimum Dominum Noſtrum & Sedem Apoſtolicam Orator, habens plenum & ſufficiens mandatum ad capitulandum & firmandum Conventiones & Pacta quæcumque cum Sanctiſſimo Domino Noſtro Leone divina providentia Papa X. & dicta Sede, vigore dicti mandati, quod exhibui, & eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro conſignavi, approbo & confirmo omnia ſupraſcripta, ac obligo prædictum Imperatorem nomine, quo ſupra, ad ſervandum omnia ſupradicta, per me ſuo nomine geſta: ac promitto, quod idem Carolus Rex ratificabit de novo infra viginti quinque dies a præſenti data omnia ſupraſcripta in authentica forma cum inſertione ſupradictorum Capitulorum & Conventionum ſub pœna decem millium Ducarotum, Cameræ Apoſtolicæ applicandorum: & Ratificationem ſubſcribet manu propria, & ſuo Sigillo ſignari faciet, ac ad Urbem mittet, & eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro realiter & cum effectu intra dictos dies conſignabit.

Et in fidem præmiſſorum hanc ſubſcriptionem manu alterius ſubſcriptam, propria manu firmavi, & ſubſcripſi, & meo parvo Sigillo firmari juſſi. Romæ die VIII. Maji MDXXI.

Loco † Sigilli.

III.

(1) *Capitulatio concluſa inter* Cæſareum Exercitum *in Italia commorantem, &* CLEMENTEM VII. *Pontificem Maximum, data die* 25. *Junii Anno* 1527. [LUNIG, tbid. col. 187.] 1527. 25. Juin.

POSTQUAM fœliciſſimus Cæſareus Exercitus, oppugnata Roma, Urbem ingreſſus eſt, & Sanctiſſimus Dominus noſter Papa, Clemens Septimus, & quam plurimi ex Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus, Prælatis, Curialibus, Familiaribus & etiam Capitaneis, & Gentibus armorum, cum nonnullis Mercatoribus Civibus Romanis, & aliis ad Caſtrum S. Angeli confugerunt, credens & perſuaſum habens præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter Cæſaream Majeſtatem ei non defuturam, ſed ejus Beatitudinem, Reverendiſſ. Cardinales, & alios antedictos, & Sanctam Sedem Apoſtolicam ab omni conatu & violentia conſervaturam & protecturam. Cum ipſius Sanctiſſ. noſtri mentis & intentionis ſemper fuerit, & ſic ſtare & perſeverare in Amicitia, tranquillitate & quiete cum ſua Majeſtate: accerſitum ad ſe fecit Magnificum Dominum Joannem Bartholomæum Gattinaram, Regentem in Regno Neapolitano, ut ipſe D. Joannes Bartholomæus ejus Sanctitatis nomine exhiberet & offerret Illuſtribus, Magnificis & multum & longe ſtrennis Capitaneis dicti fœliciſſimi Exercitus, & ipſi Exercitui ſubſequentes conditiones, ab utraque parte inviolabiliter obſervandas. Et primo, quod præfati Pontificis Sanctitas eum Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus, Prælatis, Curialibus, Familiaribus, & etiam Capitaneis & Gentibus armorum, & quibuscunque Mercatoribus, Civibus Romanis & his omnibus, qui in dicto Caſtro reperiuntur, ponantur & ſeponi debeant, ſub fide, protectione, & poteſtate prædictorum Dominorum Capitaneorum Cæſar. Majeſt. & cum ſecuritate perſonarum, & bonorum ſuorum aſſociari debeant in Regnum Neapolitanum, & eriam ulterius, ſi expediens fuerit, ut commode & absque violentia & impedimento eis inferendis poſſint accedere ad Cæſaream Majeſtatem, & tractari debeant, prout convenit ejus Sanctitati, habita ſemper ratione Dignitatis præfati Sanctiſſimi Domini noſtri, Romanorum Cardinalium & aliorum, de quibus ſupra. Et ſi aliqui præfatorum, demptis ſemper perſonis ſummi Pontificis, Romanorum Dominorum Cardinalium & Obſidum infra ſcriptorum, vellent alio ſe conferre, ſeu Romæ

(1) Cette Pièce a été déjà inſerée en François dans le I. Part. de ce Tome pag. 285. No. CCXI. ſous le 5. Juin 1527. Mais, comme la Copie en eſt très-fautive, on a cru qu'il étoit à propos de la mettre ici telle que Mr. Lunig vient de la publier, parce qu'elle eſt plus authentique, & qu'elle peut ſervir à corriger la précedente.

ANNO 1527. Romæ commorari, hoc eis liberum ſit: & hac de cauſa eis præſtare debeat amplus ſalvus Conductus, & præſidium, pro eorum tutela & ſecuritate. Item quod præfatus Sanctiſſimus Dominus per totam diem craſtinam dare debeat & conſignare in poteſtate & manibus illorum, qui deputabuntur per prædictos Cæſareos Capitaneos, Caſtrum S. Angeli, cum Machinis, Munitionibus, Cibariis, Victualis & Mobilibus, quibuscunque exiſtentibus in dicto Caſtro quoquo modo pertinentibus, & Deputatis ad defenſionem & pro defenſione & ſuſtentatione dicti Caſtri. Alia vero bona particularia prædicti ſummi Domini noſtri, Reverendiſſimorum Dominorum Cardinalium & aliorum ſint & remaneant in libera poteſtate & arbitrio præfati ſummi Domini noſtri, Reverendiſſimorum Cardinalium eorum, ad quos ſpectant dicta bona. Item ut Exercitus Cæſareus ſtare poſſit præſenti Capitulationi & eam obſervare: quod quidem unu eſſet facturus, ubi ei ſaltem in aliqua parte non ſatisfieret. De quantitatibus, quæ ei pro Stipendiis per decurſa tempora debentur, præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter aſſentit, & vult ſolvere & exburſare de præſenti centum millia Scutorum auri a Sole: in hunc modum, ut quamprimum firmata fuerit præſens Capitulatio, quadraginta millia ſcutoram in pecunia numerata, & tantam quantitatem auri & argenti, ex qua conflari poſſint alia quadraginta millia Scutorum: & infra terminum ſex dierum viginti millia Scutorum, & alis quinquaginta millia Scutorum infra terminum viginti dierum, quæ promittitur ſolvere Reverendo Domino Abbati Nazario, ſeu ejus Procuratori, la Civitate Januæ, Senarum aut Neapolis Quæ quidem centum quinquaginta millia Scutorum, perſolventur pro liberatione perſonarum, quæ reperiuntur in dicto Caſtro, & bonorum ſuorum, quæ liberantur, prout ſuperius dictum eſt. Et præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter ordinabit, & faciet impoſitionem ſuper Terris poſſeſſis per Eccleſiam, & ex ea impoſitione ultra dicta centum quinquaginta millia Scutorum perſolventur alia ducenta quinquaginta millia Scutorum: & dicta de Eccleſia Sanctitas ſua deputabit Exactores, Officiales & Miniſtros, qui ſibi videbuntur magis idonei, ut effectualis exactio & infra breve tempus ſubſequatur, ut tanto citius liberari poſſint Obſides, qui exhiberi debent pro ſecuritate dictæ ſolutionis, prout infra dicetur. Et pro hujusmodi exactione fienda, & alia quavis occaſione præfatus Exercitus exhibebit prælibato Sanctiſſimo Domino noſtro auxilium & favorem neceſſarium & opportunum. Et ut prædictus Exercitus reddatur totus ſolutionis dictorum millium Scutorum fiendæ, ut ſupra, præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter dabit Obſides Reverendiſſimos Archiepiſcopos Sipontinum & Piſanum, Epiſcopos Piſtorienſem & Veronenſem, D. Jacobum Salviatum, D. Laurentiam, Ridolphum & Simonem de Recca Solis, ſub hac tamen declaratione, quod præfatus Sanctiſſimus D. noſter non poſſit, nec debeat imponere onus alicujus ſolutionis ſuper Territ. quæ de præſenti conſignari debent Cæſ. Majeſt. ut infra dicetur, nec etiam ſuper Terris Latii & Campaniæ, ſuper quibus Sanctitas ſua non intendit onus aliquod imponere. Item ut dictus Exercitus ex Urbe Roma, & ex aliis Terris Eccleſiæ egredi poſſit, pro ut deſiderio tenetur ejus Sanctitas, & non detur Exercitui cauſa & neceſſitas capiendi poſſeſſionem temporalem aliquarum Terrarum, Civitatum, & Locorum poſſeſſorum per Eccleſiam. prædictus Sanctiſſimus Dominus noſter offert præfatis Dominis Capitancis eisdem & in manibus ſuis nomine prædictæ Cæſareæ Majeſtatis conſignare & ponere infra Civitates cum ſuis Fortalitiis & Territoriis, videlicet Hoſtiam, Civitatem veterem cum ejus Porta, Murinam, Parmam & Placentiam, quas de præſenti Sanctitas ſua & Sedes Apoſtolica poſſidet. Ad urbium præfatæ Cæſareæ Majeſtatis, & in eventum, in quem aliquæ ex Terris præfatis præter & contra voluntatem ſuæ Sanctitatis adverſarentur, & eſſent renitentes, & inobedientes, poſſint & valeant præfati Cæſarei Miniſtri & Capitanei eas expugnare, & tanquam hoſtiles & inimicos habere & tractare: ſperans & confidens præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, quod prælibata Cæſarea Majeſtas pro ejus benignitate & obſervantia, quam ſemper habuit & habet erga Sedem Apoſtolicam, reſpiciet, prout convenit, honorem & dignitatem, & tuebitur auctoritatem ejus Beatitudinis & ſanctæ Sedis Apoſtolicæ. Et in eventum, in quem obſerventur contenta in præſenti Capitulo, præfati Domini Capitanei Cæſarei teneantur & debeant ſe abſtinere & abſtinuerit facere præfatum Exercitum & alios quoscunque Subditos Cæſareæ Majeſtatis ab omni violentia & hoſtilitate contra alias Civitates, Terras & Status, mediate & immediate ſubjectas Eccleſiæ, ita tamen, quod Poſſeſſores dictarum Terrarum mediate & immediate aliquid non opereutur contra Cæſaream Majeſtatem. Item contemplatione præfatæ Cæſareæ Majeſtatis & dictorum Capitaneorum, & ut eis complaceat, præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter aſſentit, & vult redintegrare Illuſtres Dominos Columnenſes ad Civitates, Terras, Caſtra & Status, quæ & qui de præſenti per eos tenebantur & poſſidebantur, abſque aliqua exceptione & dilatione. Et pariformiter reſtituere ac redintegrare Reverendiſſimum Cardinalem Columnenſem ad priſtinas ejus Dignitates, Officia & Prærogativas, & etiam ad bona ſua patrimonialia & temporalia. Item præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter ad preces prædictorum Dominorum Capitaneorum & dicti Exercitus aſſentit liberare & abſolvere præfatos Dominos Columnenſes ab omnibus & quibuscunque cenſuris, excommunicationibus, pœnis, & inhabilitationibus, in quas hactenus incurſi fuiſſent, ex quibuscunque commiſſis contra ejus Sanctitatem & Sedem Apoſtolicam. Item quod Illuſtris Dominus Princeps interſit & præſens ſit, quando Gentes armorum, & aliæ Perſonæ utriusque ſexus exiſtentes in Caſtro S. Angeli, exibunt ex dicto Caſtro, & providere debeat, quod turo poſſint abire absque damno & injuria. Item debeat eas Gentes & Perſonas aſſociari facere ab illis, ſeu Cohortibus tribus Peditum Alemannorum, & quinque Hiſpanorum, per ſpacium quatuor ſeu quinque milliariorum, & etiam ultra, ſi neceſſum fuerit, & a centum Equitibus levis armaturæ per ſpacium viginti, ſeu viginti quinque milliariorum, cum fide & ſecuritate, quod poſſint pro eorum libito, tuto teverti. Item quod ei, qui remanebunt in dicto Caſtro S. Angeli, & eis, qui voluerint Romæ manere. vel alio ſe conferre, fieri debeant Literæ Patentes, & ſalvi Conductus in oportuna forma pro eorum ſecuritate. Item, quod unico & eodem & concepto & tempore, quo Gentes armorum exibunt, dictum Caſtrum S. Angeli, in eo ingredi debeant Gentes Cæſareæ Majeſtatis, prout ordinabit & ſtatuet præfatus Dominus Princeps: quæ Gentes Cæſareæ ſub earum cuſtodia & poteſtate tenere habeant Fortalitia dicti Caſtri.

ANNO 1527. Et nihilominus non intelligatur, nec ſit conceſſum alicui aſcendere partes ſuperiores dicti Caſtri, præterquam Perſonis propriis dictorum Dominorum Capitaneorum, cum quatuor ſeu ſex Sociis pro quolibet eorum, pro convenienti cuſtodia. Item quod per totam diem craſtinam præfatus Sanctiſſimus Dominus Noſter ſignificare debeat, & notum facere Caſtellanis & Gubernatoribus Hoſtiæ & Civitatis veteris, firmationem præſentis Capitulationis, ut poſſint extinde exportari facere bona ſua. Et poſtmodum ſequenti die debeat & relaxare Fortalitia, & Arces in poteſtate & manibus ipſorum, qui ad hoc deputabuntur per præfatum Illuſtriſſimum Dominum Principem cum contraſignis & brevibus expedientibus, ut curent cum effectu, ut primo quoque tempore Andreas de Auria cum ſuis Triremibus, & aliæ quinque Triremes armatæ diſcedant ex Portu Civitatis veteris, ut ſubinde poſt ejus diſceſſum conſignari poſſit Agentibus Cæſareæ Majeſtatis. Item quod præfatus Sanctiſſimus Dominus Noſter, & Reverendiſſimi Domini Cardinales, & alii, qui cum eis diſcedere voluerint, facta ſatisfactione dictorum Scutorum centum millium, & conſignatione dictarum Civitatum, Hoſtiæ, Civitatis veteris & expeditis Commiſſariis & Exactoribus pro exigenda impoſitione aliarum quantitatum & pro conſignandis dictis Civitatibus, Mutinæ, Parmæ, Placentiæ, poſſint & valeant pro libito & voluntate eorum diſcedere ex dicto Caſtro, & ſe conferre ad Regnum Neapolitanum. prout ſuperius expreſſum eſt: & interim præparari debeant omnia ad hæc neceſſaria, & Sanctitas ſua vacare debeat præmiſſis ordinationi & expeditioni. Intellectis igitur ſupra dictis oblationibus & Capitulis præfati Sanctiſſimi Domini Noſtri, Illuſtriſſimus Princeps Philiberrus de Chalon, Princeps Orangiæ, & reliqui Domini Capitanei Gentium, tam Equeſtrium, quam Pedeſtrium Hiſpanorum, Alemannorum & Italorum, & Reverendiſſimus Dominus Abbas Nazarius, Commiſſarius generalis præfati Exercitus, & cæteri Conſiliarii & Officiales ipſius Exercitus perſpectam habentes humaniſſimam & optimam voluntatem præfati Sanctiſſimi Domini Noſtri erga Majeſtatem Cæſaream, quæ utique declarata ex præmiſſis, & cognoscentes mentes & animi præfatæ Cæſareæ Majeſt. ſemper fuiſſe & eſſe, habere & tractare præfatum Sanctiſſimum Dominum, ac ſi ejus eſſet

ANNO 1527. esset Pater, & cum in bona amicitia conservare, & sub ejus protectione habere, prout condecens est ejus Majestati prompto animo & sincera fide acceptarum hujusmodi Capitulationum & oblationum. Et sic dictæ promissiones stipulatæ fuerunt, interventu dicti Magnifici Domini Johannis Bartholomæi Gattinariæ. Et quemadmodum Sanctitas sua promisit, & promittit ipsa Capitula observare & observari facere sincere, realiter & cum effectu absque aliqua sinistra interpretatione pro parte sua. Ita etiam præfati Capitanei & Domini Cæsarei promittunt ea observare & observare facere inviolabiliter pro parte sua, & in fidem præmissorum prædictæ Partes subscripserunt se præscribes Capitulis, propriis suis manibus: quæ quidem Capitula duplicabantur, ut penes utramque Partem remaneant Capitula ipsa authentica & subscripta. Datum Romæ ut supra, die 5. Junii, Anno 1527.

Ego A. Episcopus Ostiensis.
Ego Ant. Episcopus Portuensis.
Ego Paulus, Episcopus Sabinensis.
Ego Laurentius, Episcopus Prænestensis.
Ego Laurentius, Cardinalis Campegius.
Ego F. Cardinalis Camerarius.
Ego B. Cardinalis Ravennensis.
Ego F. Cardinalis Ursinus.
Ego P. Cardinalis S. Eustachii.
Ego Her. Cardinalis de Rangon.
Ego A. Cardinalis S. Adriani.
Ego F. Cardinalis S. Marci.
Ego N. Cardinalis Firmanus.
Philibertus de Chalon, Princeps.
Ferdinandus de Gonzaga.
Conradus de Bemelberg.
Colonellus de Alemannia.
Johannes de Urbina.
Comes Ludovicus de Ledron.
Joannes Bartholomæus Gattinaria.
Marinus Abbas de Naggera.
Hieronymus Moronus.
Loys Gonfaga.
Petrus Ramirus.
Hieronymus de Mendoza.
Loys de Vallos.
Alfonsus de Gajnza.
Andreas de Egnarets.
Andreas Mendes.
Michael de Arteda.
N. de Aldana.
Lodovicus de Ripalta.
Johannes de Zepe.

IV.

1530. 14. Febr. INSTRUMENTUM *primum, de solemnitatibus circa* IMPERATORUM *Coronationem Italicam cum Corona ferrea observari solitis, agens. Dat. Modetiæ die 14. Februarii Anno 1530.* [LUNIG, ibid. col. 2515.]

IN Nomine Domini. Anno a Nativitate ejusdem millesimo quingentesimo trigesimo, Indictione tertia. Die Lunæ, quartodecimo mensis Februarii. Cum expediat Serenissimam & Catholicum Dominum Carolum Divina favente clementia Romanorum Regem cupientem in præsentia Coronationem suam absolvere, & perficere servatis omnibus, & singulis solemnitatibus observari requisitis, & consuetis ex dispositione Ordinum, & Constitutionum tam a Summis Pontificibus, quam a Serenissimis Prædecessoribus suis in Imperio editorum, & in Chronicis, aliisque Monumentis continentibus solemnitates, & alia, in Coronationibus hujusmodi servatis, & servari requisitas in Oppido Modoetiæ existentibus descriptas autenticas habere, & de eis fidem publicam fieri. Cum hujusmodi Chronica, & alia Monumenta ad Civitatem Bononiæ, in qua ipsa Coronatio fieri debet, deferri non possint, hinc est, quod pro habenda fide prædictorum, instantibus Agentibus pro Communitate ipsius Oppidi Modoetiæ, Spectabilis Dominus Jacobus Capredonus Filius quondam Spectabilis Domini Prandini, nunc Castellanus, & Capitaneus Modoetiæ, ejusque Districtus pro Excell. & Illustr. D. D. Francisco II. Sforcia Mediolani Duce, convocatis de mandato præfati Domini Castellani & Capitanei Agentibus pro dicta Communitate, nec non Venerabilibus Canonicis, & Fabricensi Sacelli S. Joannis Baptistæ Modoetiæ, exponentibus eis hoc præfati Serenissimi Imperatoris desiderio, cupientesque Agentes præfatæ Communitatis, ac Canonici, & Fabricensi huic honesto voto suo satisfacere, prout tenebantur. Delatis per eos coram præfato Domino Capitaneo, & lectis pene omnibus Chronicis, & Monumentis dicti Oppidi Modoetiæ concernentibus, omnis, & singula, quæ in his Coronationibus observari debent, & consueverunt, compertum in primis fuit in Bibliotheca Venerabilis Canonicæ Sacelli D. Joannis Baptistæ ejusdem Oppidi adesse quandam Chronicam jam antiquissimo tempore in charta membrana manuscriptam, descriptaque ibi esse Capitula infrascripta, videlicet in folio X. Capitulum tenoris hujusmodi, videlicet. Et quod Capitulum est XXI. in ordine: *Cum narrare decreverimus, quare Imperatores instituerint &c.* Adest & aliud Capitulum XXII. in Chronica tenoris hujusmodi, videlicet: *Karolus Magnus hujus nominis primus, Pipini Gross Francorum &c.* In eadem etiam Chronica folio XIIo adest Capitulum, quod est XXVIII. in ordine tenoris hujusmodi, videlicet: *Otto Henrici Alamannorum Regis Filius &c.* Compertum poltremo fuit in Ecclesia S. Joannis Baptistæ Modoetiæ post locum, super quo cantantur Epistola, & Evangelium, quando Missæ solemnes celebrantur, tabula marmorea, in qua sculptum est Altare majus ipsius Ecclesiæ, & super Altari sculpto adsunt vasa tria sculpta ad repræsentationem trium vasium Thesauri dictæ Ecclesiæ, sculpta quoque est Crux ad repræsentationem Crucis D. N. J. C. & desuper Altare sculptam adest etiam sculptus baculus, in quo dependent IV. Coronæ aureæ sculptæ ad repræsentationem earum IV. Coronarum Thesauri prædicti reliquiarum per Regnum Theodelindam. Apud dictum Altare sculptum sculptæ sunt duæ Statuæ repræsentantes duos Canonicos, alterum indutum, scilicet veste Subdiaconi, & alteram indutum veste Diaconi, & qui Diaconi veste indutus est, manibus tenet Baculum Pastoralem sculptum in modum Tridentis. In eadem etiam tabula apud has duas Statuas Canonicorum sculpturum sculpta est Statua Archipresbyteri dictæ Ecclesiæ, induti vestibus Episcopalibus, habentis etiam infulam Episcopalem in capite, & simbulos manibus imponentis Coronam ferream in capite Statuæ Cæsaris repræsentantis, sedentem armatum super quadam Cathedra emittente ab utroque latere ipsius Cathedræ caput animalis, quod unum potuit discerni, habentemque vestem quandam superiorem more Imperii longam, & talis excedentem, foltam pelle varii coloris circa humeros, & collum, & ornamenta quædam auri, videlicet fimbrias quasdam. Et memoratæ Statuæ Archipresbyteri, & Canonicorum sunt a manu dextra Cæsaris sedentis. A manu autem sinistra apud Cæsarem sedentem in eadem tabula sculpta est Statua Archiepiscopi Coloniensis tenentis in manu dextra quandam Cedulam, & in manu sinistra Librum, & in utraque manu habet anulos, capite detecto, vestitque vestibus Episcopalibus, & stantis in pede. Sequitur postea Statua Ducis Saxoniæ stantis in pede, habentis manu dextra Ensem Imperialem coopertum, & seu tectum fodro rubeo, & cingulum aureum involutum circa ensem, induti veste alba habente fimbrias aureas, & tenentis manum sinistram super pugione, & vestis sulta videtur pellibus variis, habentisque caput nudum. Sequitur postea Imago Archiepiscopi Trevirensis induti vestibus Episcopalibus, pro more tamen quotidiano deferri solitis. Et cum similibus vestibus induta est Statua Archiepiscopi Coloniensis, & Statua hæc habet etiam caput detectum stans in pede. Sequitur postea Statua Landegravii, qui, prout ex Chronicis Modoetiæ deprehenditur, est Comes Palatinus, indutus veste consimili vesti Ducis Saxoniæ, habentis chirotecas in manibus, biretum in capite, & stantis. Sequitur postmodum Statua Archiepiscopi Maguntiæ induti consimilibus vestibus, quibus indutæ sunt Archiepiscopi Coloniensis, & Trevirensis, cum capite detecto, tenentis in manu dextera Cedulam sculptam, in quam scriptum est: *Imperator.* Sequitur postea Statua Marchionis Brandeburgensis induti consimilibus vestibus, quibus indutus est Landegravius, manu dextra accipientis a Statuis septem Oratorum Modoetiensium Privilegium Communis Modoetiæ cum Sigillis pendentibus. Et in eadem tabula inter primum Oratorem Modoetiensium, & dictum Marchionem scripta sunt hæc verba, quæ videntur pronunciata a præfato Marchione: *Dominus Rex bene novit, quæ dixerit: video*

ANNO 1530.

ANNO 1530. *ampliabis fortiter, & confirmabit Privilegia vestra.* Super capita autem dictorum Oratorum Modoetiensium in eadem tabula scripta sunt infrascripta verba, quæ videntur pronunciata per ipsos Oratores: *Homines Modoetiæ a majore usque ad minorem semper fuere, & sunt Imperatoriæ Majestati fidelissimi.* In eadem etiam tabula super capita dictorum Statuarum Archipresbyteri, & Canonicorum infrascripta sunt hæc verba, quæ videntur pronunciata ab ipso Archipresbytero: *Altissimi Dei, & Apostolicæ Sedis gratia concedente, prout constitutum est Modoetiæ, quæ caput Lombardiæ, & Sedet Regni illius esse dignoscitur ex S. Oraculo S. Joannis Baptistæ Ferreo Diademate de Jure Regni corona te prius electum juste, atque unctum Regem fortalis Italiæ.* Et ideo prædictus Dominus Capitaneus pro Tribunali sedens super ejus solito Tribunali consistente in Palatio Communis Modoetiæ ex authoritate sibi virtute dicti Officii sui attributa jussit, & jubet mihi Notario infrascripto, ut per hoc præsens publicum Instrumentum cunctis fidem faciam, & attester, prout etiam attestor, dicta Capitula, & prædicta superius narrata a dictis Chronica, & tabula fideliter, & ad unguem extracta fuisse, nil addito, vel diminuto, aut alterato, quod substantiam hujus rei vitiet, variet, vel immutet &c.

Actum Modoetiæ die quarto decimo Februarii MDXXX.

V.

17 Fevr. INSTRUMENTUM *secundum ejusdem cum antea inserto argumenti. Dat. Modoetiæ die 17. Februarii Anno 1530.* [LUNIG, ibid. col. 2517.]

MDXXX. Die Jovis 17. Mensis Februarii.

QUUM Illustrissimus, & Excellentissimus DD. Franciscus II. Sforcia Mediolani Dux Serenissimo, & Catholico D D. Carolo Divina favente clementia Romanorum Rege Imperatore electo requirente Literis suis scripserit Illustri D. Alexandro Bentivolo in Ducali Dominio Mediolani pro præfato Excell. Duce Gubernatori, & Locumtenenti, ut curaret ea, qua posset, diligentis habere Scripturas, Instrumenta, & Protocollos, & alia quæcumque Monimenta continentia solemnitates, & alia quæque servata in Coronationibus factis tam in Oppido Modoetiæ, quam in Civitate Mediolani de Imperatoribus Prædecessoribus præfati Serenissimi Imperatoris electi, & Scripturas ipsas, Instrumenta, Protocollos, ac Monimenta ad prætatum Excellentissimum Ducem nostrum tradenda præfato Serenissimo Carolo destinaret, & propterea facta per præfatum Illustrem D. Alexandrum diligenti inquisitione, & investigatione pro habendis dictis Scripturis, & ex omnium relatu præfatus Illustris D. Alexander pro explorato haberet hujusmodi Scripturas, & Monumenta facilius Modoetiæ, quam alibi reperiri posse, & certior esset factus propter diuturnum Bellum, quod in Dominio Mediolani nimium diu invaluit, & propter validam, & saevissimam pestem, quæ in eo Oppido anno superiore debacchata fuit, plerosque Incolas aut absentes, aut mortuos esse, ita ut ex solita multitudine hominum unus tantum Notarius in eo Oppido præsens comperiatur, qui requisita ab Illustrissimo Duce possit perquirere, & investigare, & de inventis solemne Transumptum facere, & propterea Reverendissimus, & Magnificus Senatus præfato Excellentissimo Duci obtemperare, & Cæsareæ Catholicæque Majestati satisfacere, ut ea, qua potest, solemnitate agantur, Senatusconsultum edidit tenoris hujusmodi.

MDXXX. die 16. Februarii. Quum Illustriss. & Excellentiss. Princeps Franciscus II. Mediolani Dux &c. Bononia Literas dedisset ad Illustrem virum Alexandrum Bentivolum generalem in universa ipsius Jurisdictione Locumtenentem, ut omnes ritus, omniaque Instituta, quæ ad coronandos in Oppido Modoetiæ, & Civitate Mediolani Imperatores per tempora servari consueverunt, ex veteribus Monimentis, & Archivis summa cum cura perquireret, & in publicas tabulas referri mandaret, ad eumque transmitteret, ita requirente Sacratissimo, atque Invictissimo Principe Carolo V. Romanorum electo Imperatore, qui ex Hispania profectus Coronationis suæ causa Bononiæ nunc moratur. Quumque idem Illustris Locumtenens certior esset factus omnes Modoetienses Notarios propter Belli, Pestisque gravissimæ incommoda, quæ duo harum Regionum Incolas nimium diu afflixerunt, aut absentes, aut mortuos esse, & præter unum, qui huic perquisitioni adesse possit, neminem alium in eo Oppido ad præsens reperiri; eaque de causa hoc ad amplissimum ipsius Illustrissimi Ducis Senatum retulisset, qui & voluntati Cæsaris, & mandato Principis nostri cumulatissime satisfieri curaret. ANNO 1530.

Senatus, ut hæc omnia majori cum fide, atque solemnitate peragerentur, censuit mittendos esse Modoetiam egregios Julianum Piscinam Cameræ præfati Excell. Ducis Mediolani Notarium, nec non Joannem Petrum Gazurrum Notarium publicum Mediolanensem, qui una cum Notario Modoetiensi, vocatis, atque adhibitis Capitaneo, Castellanoque, ac Canonicis, & Decurionibus ipsius Oppidi, Testibusque omni exceptione majoribus, qui per tempus inveniri potuerunt, ex Chronicis, Annalibus, Archivis, Actisque publicis, & literarum Monimentis omnes Ritus, Solemnitates, Cærimonias omniaque Instituta, quæ faciendæ Ferreæ Coronationis gratia tradita sunt a majoribus, quam diligentissime scrutentur, perquirant, & investigent, & quæcumque comperuerint, omnia summa cum fide describant, & in publicum, atque solemne Instrumentum redigant, ut ad ipsum Illustrissimum Ducem perferri possint. Signatur Suprascriptum Bartholomæus Landrianus & sigillatus Sigillo consueto præfati Senatus.

Quum etiam in executione mandati præfati Illustris D. Locumtenentis, & Senatusconsulti prædicti, Domino Capitaneo, & Castellano dictæ Terræ una cum Consiliariis, Præfectis, ac Deputatis Oppidi, & Canonicis ad id congregatis prædicta significaverimus, & inter dictos D. Capitaneum, Deputatos, & Canonicos habitum super inde longum colloquium fuerit, & Consilium, & ducti fuerimus in Archivum, & Bibliothecam prædictæ Terræ positam in Ecclesia S. Joannis Baptistæ, quæ Cathedralis est ejusdem loci, clausam, & per Deputatos ipsius Oppidi de publico diligenter custoditam, præsentibus præfato D. Capitaneo, dictis Dominis Canonicis, ac Deputatis, & infrascriptis Testibus, ingressi fuimus nos infrascripti tres Notarii Archivum prædictum, & compertis in eo diversis voluminibus Librorum jam antiquissimo tempore in Carta Membrana manuscriptorum, unum tantummodo Librum comperuimus, cui titulus est *Chronica Oppidi Modoetiæ* vetustissimum, eoque a nobis infrascriptis Notariis diligenter, & accurate lecto, etiam ad præsentiam præfati D. Capitanei, & prætatorum Dominorum Canonicorum, & Deputatorum, nec non infrascriptorum Testium, quatenus per tempus licuit, compertum fuit in eadem Chronica descripta esse Capitula infrascripta, & videlicet folio decimo Capitulum tenoris hujusmodi, videlicet: In quadam Chronica existente in Bibliotheca Canonicæ S. Joannis Baptistæ Modoetiæ manuscripta in Carta Membrana descripta sunt infrascripta Capitula, videlicet folio decimo Capitulum tenoris hujusmodi videlicet, & quod Capitulum est vigesimum primum in ordine: *Cum narrare decreverimus quare Imperatores instituerunt Terram de Modoetia Caput Lombardiæ,* & eam sic affirmant esse, & quare debeant *ibi in Ecclesia S. Joannis Baptistæ coronari, possumus dividere pluribus rationibus, & exemplis &c.* Adest & aliud Capitulum XXII. in eadem Chronica tenoris hujusmodi videlicet: *Karolus Magnus hujus nominis Primus &c.* In eadem Chronica folio XII. adest Capitulum, quod est XXVIII. in ordine tenoris hujusmodi, videlicet: *Otto Henrici Alamannorum Regis filius &c.*

Quum autem præfatus D. Capitaneus dicti D D. Canonici, Deputati, & ego Julianus Notarius ut supra, ac dicti infrascripti alii Notarii, & Testes prædictis expeditis egressi essemus dictum Archivum, nobisque omnibus existentibus in Ecclesia prædicta Canonici ipsi præfato D. Capitaneo, ac dictis Deputatis, & nobis Notariis, & Testibus infrascriptis quandam tabulam marmoream in muro posteriori loci, super quo cantantur Epistolæ, & Evangelium in eadem Ecclesia, quando Missæ solemnes celebrantur, affixam ostendissent, asseverantes in eadem sculptas esse Cærimonias solitas in hujusmodi Coronationibus servari, propterea ego Julianus Notarius, ut supra, cupiens hujus rei veritatem indagare, & elicere, appositis juxta dictam marmoream tabulam scala, per gradus ascendens ipsi tabulæ propinquus factus, attamen, & præsentibus, videntibusque prædictis D. Capitaneo, Canonicis, Deputatis & Notariis, ac Testibus infrascriptis, cum vidissem in ea Tabula sculptas esse plurimas Statuas, & infra-

ANNO 1530. infraſcriptas etiam quasdam Literas, deſcripſi Sentus, ipſas, ac, Literas, & comperii, quod in tabula ipſa ſculptum eſt Altare majus &c.

Quibus omnibus peractis, juſſu præfati D. Capitauei, & auctoritate nobis attributa per Reverendiſſimum, & Magnificum Senatum, Ego Julianus Piscina una cum infraſcriptis Notariis de prædictis omnibus, & ſingulis tam a dicta Chronica, quam a ſupraſcripta tabula marmorea fideliter extractis, hoc publicum Tranſumptum confeciinus, publicum de eo tradimus Inſtrumentum.

Acta hæc fuerunt in Palatio Communis Mediolaniæ præſentibus Venerabile D. Presbytero Joanne de Rippa Canonico prædictæ Eccleſiæ S. Joannis Baptiſtæ, nec non &c.

VI.

10. Juin. 1551. *Conventiones inter* EDUARDUM VI. *Angliæ Regem & MARIAM Reginam Scotorum ſuper deſinitione Limitum & mutuo Commercio concluſæ. Datæ apud Eccleſiam de Norhame die* 10. *Junii Anno* 1551. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XV. pag. 265.]

UNIVERSIS ET SINGULIS ad quos præſentes Literæ perveneriut Salutem & Fidem indubiam adhiberi.

Quùm in Tractatu perpetuæ Pacis, inter Illuſtriſſimos ac Potentiſſimos Principes *Henricum*, Dei gratiâ, *Franciæ Regem* Chriſtianiſſimum, ac *Edwardum*, eadem gratiâ, *Angliæ Regem* 24 die Martii, *Anno Domini milleſimo quingenteſimo quadrageſimo nono* concluſo, Illuſtriſſima Princeps *Maria*, eadem gratiâ, *Scotorum Regina* Regnumque Scotiæ, certis modis & conditionibus in dicto Tractatu plenius ſpecificatis, comprehendantur, dictaque *Regina* comprehenſionem illam poſtea acceptavit & approbavit, ſicut per Litteras ſuas Patentes Magno Scotiæ Sigillo munitas uberius eſt atteſtatum; licet Bellorum exinde tumultu ceſſante dicti Seraniſſimus *Rex Angliæ*, ac Illuſtriſſima *Scotiæ Regina*, eorum Regna, Dominia, Subditique hincinde quieto, tranquillo & amico terum ſtatu degant (quem Deus Optimus Maximus pro ſuâ erga mortales pietate incolumem ac perpetuum eſſe velit) quia tamen Quæſtiones quædam ac Controverſiæ tàm da utriusque Regni Angliæ & Scotiæ Limitibus, qaàm de Captivorum & Obſidum nonnullorum detentione & liberatione, prætetea da Piratiis, Deprædationibus aliisque Attemptatis, Injuriis & Dampnis, quæ per alterutrum Gentem alteri inferri poſſunt; ac denique de hospitali & benigna Mercatorum, Navium & Subditorum utriusque Regni tractatione hactenus indeciſæ dependeaut, quæ ſi non aliter componantur, haud contaminendum periculum immineat: Nè earum occaſiona amanitas hæc Amicitiæ inter tàm Potentes Populos nuper reſarcitæ denuò, quod abſit, turbetur, oportuuum ac item neceſſarium viſum eſt quæ dubia ſtinine oriuntur ita enodari, diffinîri & determiuari, ut, quantum fieri poſſit, hujusmodi Litium & Bellorum ſegetes de cætero amputentur.

Nos igitur *Robertus*, Permiſſione Divinâ, *Orchaden. Epiſcopus*, *Robertus Dominus Maxwell*, *Thomas Magiſter Erſkin* & *Ludovicus de Sancto Gelaſio* Dominus da Lanſſae Eques Auratus, dictæ Illuſtriſſimæ Principis *Scotorum Reginæ* Commiſſarii, Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Deputati ac Nuncii ſpeciales, ad infraſcripta ſufficientem Poteſtatem & Auctoritatem habentes, cum Reverendo & Nobilibus Viris, *Thomâ*, Permiſſione Divinâ, *Norwicenſi Epiſcopo*, *Roberto Bowes*, *Leonardo Beckwith* & *Thoma Chaloner*, Equitibus Auratis, dicti Sereniſſimi *Regis Angliæ* Commiſſariis, Procuratoribus, Legatis, Oratoribus, Deputatis & Nuncils ſpecialibus; convenimus, concordavimus & concluſimus, Auctoritateque Commiſſionum noſtrarum (quarum Tenores inferius inſeruntur) per Præſentes convenimus, conecordamus & concludimus articulatim prout ſequitur.

INPRIMIS, conventum, concluſum & concordatum eſt inter Nos Oratores & Commiſſarios præfatos, quòd Regnorum Angliæ & Scotiæ Limites, Terminî, Fines vel Bundi hincinde, reſpectivè quà contigui ſunt, tales idemque erunt & alſa cenſebuntur, qualex quique fuerant ac eſſe cenſebantur proximè ante initium Belli quod nuperimè, inter *Henricum Octavum Angliæ*, & *Jacobum Quintum Scotiæ* nuper *Reges*, eſt geſtum. ANNO 1551.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd Terra variabilis communi utriusque Gentis vocabulo dicta *The Debatable Ground*, quæ inter Occidentales Marchias Angliæ & Scotiæ ſita eſt, eodem in ſtatu reponatur, ac quantum ad uſum ejus ſpectat, ita maneat prout ante prædicti Belli initium extitit ac extare ſolebat; ita tamen quòd utriusque Regni Ligei aut Subditi, ſuper Terram dictam variabilem nunc inhabitantes aut Domos habitantes, poteſtatem & libertatem habeant asque ad Feſtum Sancti Michaelis Archangeli proximè poſt datam Præſentium ſtruti ibidem absque illius Articuli præjudicio commorandi, eademque uſu fruendi, quo commodius, pendente dicto temporis intervallo, ſeſe, Uxores, Liberos, Bona, Cavalla, & exteras Res ſuas inde amovere, ac ad ſuam quisque Partem transferre valeant; quòd ſi interea non aliter de dicta Terra variabili fuerit inter dictos Potentiſſimum *Angliæ Regem* ac Illuſtriſſimam *Scotiæ Reginam* bonis mediis compoſitum & concluſum, & ultra dictum Feſtum quispiam hincinde Inhabitantium dictarum huic Articulo in aliquo contraverierit, a Gardianis dictarum Marchiarum Occidentalium eorumve Deputatis reſpectivè [illegible], & debito modo Jure Legum Marchiarum [illegible] etiam quòd temporario hoc Privilegio & Di[illegible] non gaudeant nec gaudebunt quicunque interim [illegible] & conventis Gardianorum ambarum Marchiarum prædictarum, communi conſenſu pro ipſorum bono Regimine capiendis, ſtare recuſant aut iisdem in aliquo contraveniunt.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt quòd, durantibus Pace & Amicitiâ prædictis, Caſtrum & Villa *de Berwik* cum antiquis ſuis Limitibus & Inhabitantes & Incolæ eorundem, ſub eisdem Pace & Amicitiâ continebuntur, ſtabunt & permanebunt, ita quòd neque Illuſtriſſima *Regina Scotiæ* per ſe, aut alios Subditorum, Ligeorum aut Vaſallorum ſuorum, Guerram, Inſultum, Obſidionem aut aliud quidpiam hoſtile in illis locis aut contra Incolas eorundem movebit; neque Potentiſſimus *Rex Angliæ* per ſe, aut ſuos Inhabitantes Villam ſeu Caſtrum hujusmodi, Bellum ſeu Guerram, Inſultum, Obſidionem aut aliud quidpiam hoſtile dictæ Illuſtriſſimæ *Reginæ Scotiæ* ſeu ſuis Ligeis aut Vaſallis faciet quovis modo, pendente tempore dictæ Pacis & Amicitiæ.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt quòd, infra quatuor dies poſt datam præſentis Tractatûs, Domus & Molendinum *de Edringtoun* aliàs dictum *Caw Mylns*, cum Terris, Piscariis & reliquis ſuis Pertinentiis quæ at ejusdem Loci Parcellæ, priusquam dictum Bellum gerebatur, a Scotis poſſidebantur, dictæ Illuſtriſſimæ *Scotiæ Reginæ* reſtituentur, Præſidio Anglorum, quod nunc ibi reſidet, dimoto.

SIMILITER etiam concordatum & concluſum eſt, quòd tot & tales Piscationes Fluminis Twedæ, a Bundis & Limitibus de Berwik usque ad Reddenborne aſcendendo, quot & quales ad Regnum Scotiæ proximè ante initium prædicti Belli notoriè pertinebant, & a Scotis uſu fruebantur, iterum ab eisdem exercebuntur, habebuntur & tenebuntur ſimili modo quo antea de Jure poteraut.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd Obſides & Captivi quicunque, quacunque ex cauſa hincinde tempore dicti Belli capti & detenti, quamcelerrimè & commodiſſimè fieri poterit, liberè dimittentur.

ITEM, conventum, concordarum & concluſum eſt, quòd, Pace & Amicitiis et comprehenſione prædicta durantibus neuter Principum prædictorum quovis modo receptabit, nec a ſuis Subditis receptari permittet aliquos Homicidas, Fures, Latrones, Transfugas aut Rebelles, nec alios Malefactores quoscunque ex Subditis alterius eorum, nec hujusmodi Furibus, Latronibus, Homicidis, Transfugis, Rebellibus, aut aliis Malefactoribus quibuscunque, qui in aliquem Locum Obedientiæ alterius Principum prædictorum declinaverint quoquomodò dabit, præſtabit Conſilium, Auxilium, Favorem, Subſidium aut Aſſiſtentiam, ſed infra x. Dies proximè & immediatè ſequentes poſtquam, per Literas illius Principum cujus hujusmodi Homicida, Fur, Latro, Transfuga, Rebellis aut Malefactor Subditus extitit, aut ſui Gardiani Locumtenentis ſeu Deputati, alter ex Principibus hujusmodi requiſitus fuerit, Litterarum hujusmodi Requiſitionis Latori, aut alii in eisdem Litteris nominato ſeu Deputato, prædictos Homicidas, Fures

ANNO 1551. Fures & Transfugas, Rebelles & Malefactores tradet & deliberabit tradive & deliberari faciet; .

Proviſo tamen quod hoc Articulo non intelligantur eſſe comprehenſi aut aſtricti, ſed pro exceptis habeantur, illi utrorumvis Principum prædictorum Subditi qui, ratione aut cauſâ ſuperiorum Bellorum, alterius dictorum Principum partes ſoventes eidem ſeſe addixerint.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt per Oratores antedictos, quòd Literæ Salvi Conductûs per neutrum Principum prædictorum qualitercumque eorum alterius Rebellibus, Gentibus Guerrarum, Mercatoribus, Artificibus aliisve eorum utriusque Subditis cujuscumque ſtatûs, dignitatis, gradûs aut conditionis exiſtant, ſub utriusque aut alterius eorum Magnis, Privatis aut Signetorum Sigillis, nec vivis vocum eorum Oraculis aut aliter qualitercumque, per Terram ſive per Mare, durantibus Pace & Amicitiâ ex comprehenſione prædictâ de cætero concedentur, aut aliquo modo annuentur per eorum alterum niſi ad id alter eorum per alterum eorundem congruè in Scriptis requiratur expreſſè: Et caſu quo de cætero quandocunque alter alterum dictorum Principum pro hujusmodi Literis Salvi Conductûs euicunque Subdito ſuo quibuscunque ve Subditis ſuis indulgendis in Scriptis de Facto interpellaverit aut requiſierit, ſtabitur nichilominus arbitrio & Voluntati Principis ſic interpellati, an di Interpellationi acquieſcere, Literasve hujus vi Conductûs voluerit concedere, an non, quòd eidem Principi ſic requiſito melius expedi videbitur, ita tamen quòd hujusmodi Literæ Salvi Conductûs ultra unum Annum durature minimè concedentur;

Proviſo tamen quòd Litteræ ſupplicatoriæ utriusque dictorum Principum vim habebunt Literarum Salvi Conductûs, eruntque ſufficientis roboris ut Ligei & Subditi in eisdem nominati, cujuscunque fuerint dignitatis, ſtatûs aut præeminentiæ, liberi tutique in ſuum Regnum redire potentint, etiamſi Princeps ipſe interpellatus Litteras ſuas Salvi Conductûs tradere noluerit aut recuſaverit; Litteris nichilominus Salvi Conductûs, ante hæc tempora conceſſis, ſuo robore duraturis.

ITEM, conventum & concluſum eſt, quòd Homicidæ, Fures, Latrones, & alii Malefactores quicunque utriusque Regnorum prædictorum, durante dictâ comprehenſione, modo & formâ ſequenti puniantur; viz. ſi contingat de cætero aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dictæ *Reginæ Scotiæ* aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos *Regis Angliæ* infra Marchiam Scotiæ vel Limites Marchiarum Angliæ violenter interficere, Gardianus prædictarum Marchiarum Scotiæ vel ejus Deputatus vel Deputati, cum omni curâ & diligentiâ, omni favore poſtpoſito, ac dolo, fraude & ſiniſtrâ machinatione quibuscunque in hac parte ceſſantibus, proſequentur, & quilibet proſequetur, ut talis Interfector ſeu Interfectores capiantur & ducantur ad *Diætam* per Gardianos utriusque Marchiarum vel per eorum Deputatos appunctuandam, ubi ſi per Leges Marchiarum legitimè convincantur, vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianus Marchiarum Scotiæ talem Interfectorem vel Interfectores, ut ſupra convictum vel convictos Gardiano Marchiarum Angliæ liberabit ſeu liberari faciet; qui Gardianus Marchiarum Angliæ ipſum Homicidam vel Homicidas ſic, ut ſupra, convictum vel convictos, & ſibi conſignatum vel conſignatos, pro hujusmodi Homicidio ultimo Sapplicio coudemnabit; & ſi contingat de cætero aliquem vel aliquos Subdhum vel Subditos dicti *Regis Angliæ*, aliquem vel aliquos Subdltum vel Subditos dictæ *Reginæ Scotiæ*, intra Marchias Angliæ, vel Limiteś Marchiarum Scotiæ, violenter interficere, Gardianus Marchiarum dictarum Angliæ, vel ejus Deputatus ſeu Deputati, cum omni cura & diligentia, omni favore poſtpoſito, ac dolo, fraude & ſiuiſtrâ machinatioue in hac parte ceſſantibus, proſequentur & quilibet proſequetur, ut talis Interfector ſive Interfectores capiantur & ducantur ad *Diætam* per Gardianos utriusque Marchiarum, vel per eorum Deputatos appunctuandam, ubi ſi per Leges Marchiarum legitimè convincantur, vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianus Marchiarum Angliæ talem Interfectorem vel Interfectores, ut ſupra, convictum vel convictos, Gardiano Marchiarum Scotiæ liberabit ſeu liberari faciet; qui Gardianus Marchiarum Scotiæ ipſum Homicidam vel Homicidas ſic, ut ſupra, convictum vel convictos, & ſibi conſignatum vel conſignatos, pro hujusmodi Homicidio ultimo Supplicio demandabit.

ITEM, conventum & concluſum eſt quòd, ſi aliquis ex Subditis alterius Principum prædictorum quicquam depræda tus fuerit ſeu attemptaverit infra Marchiam aut Terram alterius Partis Partium prædictarum, & poſt depræda tionem illam ſic attemptatam fugiendo revertatur ad Marchiam vel ad Terram illius Partis cujus eſt Subditus, licebit illi contra quem ſic attemptatum fuerit in recenti, vel infra ſex dies computandos a tempore delicti ſic attemptati vel commiſſi, auctoritate præſentis Ordinationis & Tractatûs, absque aliis Litteris vel Salvo Conductu, proſequi illum Malefactorem, & ipſum ſic proſequendo intrare ſalvò & ſecurè Marchiam & Terram in quam dictus Malefactor ſe contulerit; dummodò quamcitò hujusmodi Marchiam ſive Terram hac de cauſâ introierit, adeat aliquem virum bonæ famæ & opinionis illiæſæ, inhabitantem infra Marchiam quam ſic intret & eidem declaret cauſam introitûs ſui; viz. ad proſequendum depræda tionem, deſcribatque & ſpecificet quibus Bonis vel Rebus depræda tus ſeu ſpoliatus fuerit, ac inſuper requirat eundem quòd, quamdiu hujusmodi Proſecutionem ſuam fecerit, ſecum eat, ut ſuper Factis ſuis tempore dictæ Proſecutionis poſſit cum requiſitus fuerit ſuper hoc Teſtimonium perhibere Veritati.

ITEM, cùm hucusque Inhabitatores Marchiarum prædictarum non ſolum eàm & occultè, ſed etiam palàm & publicè, eum magno Homium numero fines hiucinde Marchiarum ingreſſi, Arbores alienas cedere, & ad uſum Ædificiorum ſuorum auferre conſueverint, Dominis invitis & minimè conſentientibus, quæ magna inter confines ſimultatum, discordiarum ac jurgiorum materia fuit; proinde, ad omnem contentionis occaſionem removendam, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd deinceps nullus Subditus dictorum Principum, ſive in Marchiis prædictis aut in *le Debatable Ground* commoraus, aut alibi locorum ubicunque, talia aut ſimilia committet aut perpetrabit aut perpetrari conſentiet, nec ullas Arbores vel Ligna quæcunque ex Marchiis altetius Principis quovismodò aut quovis quæſito colore auferet, aut in illis cedet, niſi prius ſuper hoc cum vero Domino pactus fuerit & convenerit de eodem, & ſi ſecùs & contra præmiſſa aliquid actum, geſtum aut perpetratum fuerit, tanquam attemptatum contra effectum præſentis Tractatûs debitè reformabitur; Arboribus exûs aut abductis Domini. Juramento æſtimandis.

ITEM, conventum & concordatum eſt, quòd Fugitivi Scotiæ qui devenerunt Ligei *Regis Angliæ* debent ligari ex parte Anglorum ad obſervandum Articulos præſentis Tractatûs, & quòd attemptata per eos ſuper Subditos *Reginæ Scotiæ* debent eodem modo reformari, quo reformabuntur attemptata per Originarios Subditos *Regis Angliæ*: Idem per omnia obſervandum ex parte *Reginæ Scotiæ* ſi qui Augli ante hæc tempora Ligei *Reginæ Scotorum* devenerint quovis modo.

ITEM, conventum & concluſum eſt, quòd ſi aliquis Subditus alicujus Principum prædictorum, paſſus Rapinam vel Spolium a Subdito alterius eorundem, proprià Auctoritate ſuâ propter hanc Spoliationem, Priſas vel Diſtrictiones Perſonarum vel Bonorum fecerit, eo ipſo cadat a cauſa ſua, & nichilminus ſecundùm delicti exigentiam punietur.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd Pace & Amicitiâ ex comprehenſione prædicta durantibus, ſi contingat, Tempeſtatis vi aut aliâ impellente neceſſariâ cauſâ, navigantes de una parte vel alia Naufragium pati, dummodò aliqua Perſona humana ſuperſtes ex ipſis fuerit, Bona & Navis non intelligantur a Proprietariis auferenda, ſed illis reſervabuntur qui Domini & Proprietarii antea fuerunt.

ITEM, conventum & concluſum eſt, quòd ſi, Pace & Amicitiâ ex comprehenſione prædicta durantibus, contingat aliquos Subditos ſive Ligeos alterius vel utriusque Principis prædicti per Mare, ex quacunque juſta rationabili vel licita cauſa, navigantes, ſive Mercatores fuerint ſive Peregrini, Piscatores aut alii cujuscunque conditionis Homines, vi Tempeſtatis ſive aliâ rationabili urgenteque cauſâ ad hoc eos omninò cogente, eùm ipſi hoc non affectaverint, nec id tempore receſſûs eorum a Patria ſua propoſuerint, applicare in aliquo Portu ſive Loco quocunque Regni alterius Principum, Naufragium pati, dummodò aliqua Perſona humana in Navi ſic Naufragium paſſâ ſuperſtes exiſtat, non licebit alteri Principum, ſeu alicui vel aliquibus Subditorum ſeu Ligeorum ſuorum, per ſe vel per alios, ipſos ſic appulſos ſeu Naufragium paſſos, eorum Naves, Bona, Mercandiſas ſive Res alias quascunque in hujusmodi adductas, capere, rapere vel ab eisdem ſic appulſis vel Naufragium paſſis aut paſſo auferre quovis modo

ANNO 1551.

ANNO 1551. modo vel detinere, aut ratione debiti alicujus Perſonæ easdem Res, Bona vel Mercnadilas arreſtare vel arreſtari facere; ſed licebit ipſis ſic appulſis aut Naufragium paſſis eum Navibus, Bonis, Mercandiſis & Rebus ſuis, cautâ hujusmodi ceſſante prout ſic appulſi & Naufragium paſſi, eorum Nave refectâ, tenebuntur quam citiſſime commodè valeant recedere, abſque quibuscunque impetitione, impedimento, arreſto, ſive alia occaſione quacunque, ſibi per alterum Principem, aliquem vel aliquos ejusdem Subditam vel Subditos, objiciendis ſeu etiam faciendis.

ITEM, conventum & concluſum eſt, quòd ſi aliquis Subditorum vel Ligeorum alterius Principis ſic, ut præmittitur, appulſus vel appulſi, ſive in Regnum alterius ſub Salvo Conductu veniens vel venientes, ante diem expirationis Salvi Conductus ſui adverſâ valitudine adeò vexetur vel vexentur, quòd ſic appulſus vel appulſi, Naufragium paſſus vel paſſi, aut ſub Salvo Conductu veniens aut venientes, cum Nave vel Navibus, quâ vel quibus applicuit vel applicuerunt, vel ante diem expirationis ſui Salvi Conductus ſic veniens vel venientes nequeat vel nequeant commodè recedere, & in proprias partes ſe recipere; tunc beuè licebit ſic appulſo vel appulſis, Naufragium paſſo vel paſſis, ac venienti & venientibus, infirmo vel infirmis cuicunque & quibuscumque, ſalvò & ſecurè in Loco quo ſic appulſus vel appulſi, Naufragium paſſus vel paſſi, applicuerit vel applicuerint, infirmari contigerit expectare, quousque reconvaluerit vel reconvaluerint; Et exrunc cum Litteris Teſtimonialibus Majoris, Ballivi, Conſtabularii aut alicujus alterius Officiarii Principis in Locu quo ſic eum vel eos infirmari contigerit, eidem vel eisdem ſub moderatis expenſis concedendis & tradendis, cauſâ hujusmodi infirmitatis ceſſante, in partes proprias recedere licebit, idemque infirmus ſive infirmi hujusmodi ſic recedere debebit & debebunt abſque impedimento vel obſtaculo quocumque ſibi per aliquem Subditorum Principis vel Ligeorum utriuſque Principis quomodolibet faciendis; ita tamen quòd interim nihil præjudiciale contra alterum Principem, Regnum ſeu Ligeos ejusdem attemptet vel attemptent fierive procuret ſeu procurent.

Præterea concluſum & conventum eſt quòd ſi, durante Amicitiâ ex Comprehenſione prædictâ, contingat aliquem non Subditum vel aliquos non Subditos utriusque Principis Navem vel Naves, Perſonam vel Perſonas, Res, Mercandiſas aut Bona quæcumque alicujus vel aliquorum Subditi vel Subditorum alterius Principis capere, & eas vel eam in aliquem Locum vel Portum alterî Principi ſubjectum adducere, non licebit ipſi Principi vel alicui Subdito ſive Ligeo ſuo eas vel ea ſeu aliquam partem earundem emere, ſeu quovis modo ad utilitatem ſuam receptare, abſque conſenſu ejus vel eorum ad quem vel ad quos Bona ſeu Res hujusmodi ante eorum captionem pertinebant, aut eorum Factorum, & ſi Mercator vel Proprietarius Bonorum vel ejus Factor non fuerit præſens, tunc ſufficiet licentia Magiſtri Ductoris ſeu Gubernatoris Navis ante captionem, & aliarum Perſonarum in eadem Navi exiſtentium, quod ſi per aliquem eorum quicquam in contrarium hujusmodi Ordinationis factum vel attemptatum fuerit, tunc Perſonæ, Bona, Mercandiſæ & Res quæcunque ſic emptæ ſive receptæ, illi vel illis, ad quem vel ad quos Bona hujusmodi verè pertinebant, fraude malóve ingenio ceſſantibus quibuscunque, integraliter reſtituentur per ſic ementes ſive recipientes, eo modo quo reſtitui debent ſi a Subditis illius Principis capta fuiſſent in cujus Regno Res hujusmodi emptæ erant, & nichilominus ſic attemptans tanquam præſentis Tractatûs violator pro modo & qualitate criminis ponietur.

ITEM, conventum & concluſum eſt quòd ſi, durante Comprehenſione prædictâ, contingat aliquam Navem alterius Partium prædictarum Naufragium pati aut rumpi, & aliqua Perſonarum exiſtentium in Navi ſic Naufragium paſſâ vel ruptâ ſuperſtes remanſerit, ceſſantibus ſibi ea parte dolo, fraude & malo ingenio quibuscunque, Mercandiſæ, Bona & Res quæcumque quæ de dicta Navi projecta ſunt, ex eadem extracta, vel in Mari collecta, ſeu ad Terram venientia, ſeu aliàs quovis modo ſalva & ſervata, per eos ad quorum manus Res, Mercandiſæ & Bona hujusmodi devenerint nullatenus diſſipentur, diminuantur, alienentur, dividantur, nec quovis modo ſubtrahantur & concelentur, ſed integrè ſine diminutione quacunque, Gubernatori illius Dominii ſeu Loci in quod vel in quem dicta Bona devenerint, ſeu ejus Deputato fideliter & ſine fraude de-

liberentur atque tradantur, ad uſum vel utilitatem illius vel illorum ad quem vel ad quos Bona ipſa, tei veritate inſpectâ, pertinere noscuntur, conſervanda, cui vel quibus infra ſpatium unius Anni, a tempore notitiæ Naufragii vel ruptura Navis computandi, licebit pro recuperatione & reſtitutione rerum, Mercandiſarum & Bonorum hujusmodi proſequi coram Judice in ea parte competenti, eni vel quibus ſic proſequenti vel proſequentibus realiter & effectualiter tradi, liberari & teſtitui debent: ſolutis tamen expenſis & ſumptibus rationabilibus factis circa collectionem & ſalvationem Bonorum eorundem: proviſo ſemper quòd Perſona vel Perſonæ ſuperſtes vel ſuperſtites ex eadem Navi ad Terram venientes ſtatim, juxta effectum & tenorem Præſentium, liberè dimittentur.

ITEM, concluſum eſt quòd ſi, durante dicta Comprehenſione, aliqua Navis unius Partis vel alterius, Perſonis, Rebus, Mercandiſis aut Bonis onuſta ſive rupta, ſive pro Victualibus neceſſitate eis in Mari ſuperveniente emendis, applicuerit in aliquem Portum vel Locum alium alicujus Partium prædictarum, pro quâ refectione Navem ipſam, Perſonas, Res & Bona contenta in eadem oporteat ad Terram deponi; in hoc caſu Perſonæ, Res, Merces & Bona ipſa ſic depoſita, abſque impedimento, & ſine ſolutione Cuſtumæ; in eadem Navi eum refecta fuerit vel in aliâ reponantur & liberè abducantur; Proviſo tamen quòd, pro Mercibus, Rebus, Bonis & Mercandiſis, ibidem pro emendis Victualibus eis neceſſariis pro numero Perſonarum vendis, Cuſtumæ & cætera Devaria in ea parte debita fideliter perſolvantur.

ITEM, quia nonnunquam Subditi unius Partis per Mare navigantes a Navigatione ſuâ plurimùm impediuntur & alia damna patiuntur per hoc, quod per Subditos alterius Partis qui ſufficientem habent notitiam per Coketa ſive alia evidentiæ Documenta quòd ſic alterius Partis Subditi ſint, Vela ſua coguntur ſubtrahere, ſeu in toto vel parte deponere; inter Nos Commiſſarios prædictos concluſum eſt, quòd nulli Subditorum unius vel alterius Partis liceat aliquos alterius Partis Subditos navigantes, dummodò per hujusmodi Cocketa ſive Documenta evidenter conſtat eisdem quòd alterius Partis Subditi, Naves & Bona ſint, cogere Vela ſeu Velum ſuum deponere, ſeu aliquo modo a licitâ Navigatione impediri, & ſi eorum aliquis vel aliqui contrafecerit vel contrafecerint ſeverè arguantur ac puniantur.

ITEM, conventum, concordatum, concluſum & ſpecialiter proviſum eſt, quòd occaſione, prætextu vel colore quocunque cujuscunque Articuli, Clauſulæ, Sententiæ, Verbi vel alterius rei in præſenti Tractatu inſerti aut inſerendi, nullâ ex parte derogatum, obviatum, dispenſatum aut contraitum eſſe cenſeatur, primitus dicto Tractatui perpetuæ Pacis de Data *viceſimo quarto menſis Martii* Anno Domini milleſimo quingenteſimo quadrageſimo nono, inter dictos Illuſtriſſimos ac Potentiſſimos *Francorum & Angliæ Reges* concluſo, nec alicui Articulo, Clauſulæ, Sententiæ, Verbo vel alteri rei cuicunque in dicto Tractatu perpetuæ Pacis ſpecificatis (exceptis reſervatis vel proviſis) quin ea omnia & ſingula univerſim & per ſe non minus firma, rata, inconcuſſa ac obſervanda maneant a quocunque vel quacunque eadem obſervari vel perimpleri oporteat, quàm ſi in præſenti Tractatu iisdem verbis tepetita exprimerentur, vel ſi præſens Tractatus nunquam initus fuiſſet.

ITEM, conventum, concluſum & concordatum eſt, quòd dictus Sereniſſimus *Rex Angliæ*, infra ſex dies poſtquam ad id per Oratorem ſive Oratores dictæ Illuſtriſſimæ *Reginæ Scotiæ* fuerit requiſitus, eisdem Oratori ſive Oratoribus, Litteras ſuas Patentes Tractatûs iſtius confirmatorias & ratificatorias, deſuper ſufficienti formâ confectas, necnon magno ſuo Sigillo munitas, tradet & deliberabit, ſeu tradi & deliberari faciet cum effectu, & quòd viciſſim dicta Illuſtriſſima *Scotiæ Regina*, infra ſex dies poſtquam ad id per Oratorem ſive per Oratores dicti Sereniſſimi *Regis Angliæ* fuerit requiſita, eisdem Oratori ſive Oratoribus Litteras ſuas Patentes Tractatûs iſtius confirmatorias & ratificatorias deſuper ſufficienti formâ confectas, necnon magno ſuo Sigillo munitas, tradet & deliberabit, ſeu tradi & deliberari faciet cum effectu.

ANNO 1551.

Sequuntur Tenores Commiſſionum,

MARIA, &c. [RYMER, pag. 263.]

EDWARDUS SEXTUS, Dei gratiâ, *Angliæ Franciæ & Hiberniæ Rex Fidei Defenſor*, ac in Terra Eccleſiæ Anglicanæ & Hibernicæ *Supremum Caput*, omnibus ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Quùm in Tractatu ultimæ Pacis, inter *Nos* & Illuſtriſſimum ac Potentiſſimum *Henricum Francorum Regem* Chriſtianiſſimum, Fratrem, Amicum & Confœderatum noſtrum Chariſſimum, viceſimo quarto die Menſis Martii, Anno Domini milleſimo quingenteſimo quadrageſimo nono, nuper concluſo, Illuſtriſſima Princeps Soror & Conſanguinea noſtra Chariſſima, *Maria Scotorum Regina*, Regnumque Scotiæ, ſub certis modis & conditionibus in dicto Tractatu Pacis pleniùs ſpecificatis comprehenſa ſint, licet a tempore comprehenſionis prædictæ Hoſtiles Invaſiones ac Bellici tumultus, inter Nos dictique Regni Scotiæ Subditos, hactenus ceſſaverint atque inpræſentiarum etiam ceſſent;

Quia tamen quæſtiones quædam, tàm de Juribus quibusdam ac utriusque Regni terminis & limitibus, quàm de & ſuper Captivorum & Obſidum quorumdam detentione & liberatione, Depræda tionibus, Piratiis aliisque Attemptatis, Injuriis & Damnis, ac amico Mercatorum, Navium & Subditorum utriusque Regni Tractatu adhuc remanent indeciſæ.

Sciatis quòd nos, qui Chriſtianis omnibus Pacem optamus, volentes quantum in Nobis eſt Litium, Bellorum & Controverſiarum occaſiones amputare, deque fidelitatibus, peudentiis & circumſpectionibus, dilectorum & fidelium Conſiliariorum noſtrorum, *Thomæ Norwicenſis Epiſcopi*, *Roberti Bowes*, *Leonardi Beckwith* ac *Thomæ Chaloner*, Equitum, plurimùm confidentes, ipſos noſtros veros & indubitatos Commiſſarios, Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Deputatos ac Nuncios noſtros ſpeciales facimus, conſtituimus & ordinamus per Præſentes:

Dantes & concedentes eisdem ſeu tribus eorum, Poteſtatem, Auctoritatem, Mandatum generale & ſpeciale, pro nobis & nomine noſtro, cum prædicta Sorore & Conſanguinea noſtra, ejusve Commiſſariis, Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus & Deputatis, ad id ſufficientem Poteſtatem & Auctoritatem habentibus, ſuper Quæſtionibus, Contraverſiis ſupradictis, tàm de Regni, tàm Noſtri quàm dictæ chariſſimæ Sororis noſtræ, Terminis & Limitibus conſtituendi, quàm de & ſuper Captivorum & Obſidum quorumcunque detentione ac liberatione, necnon Depræda rionibus, Piratiis aliisque Attemptatis, Injuriis & Damnis, ac amico Mercatorum, Navium & Subditorum, tàm noſtrorum quàm dictæ chariſſimæ Sororis noſtræ, Tractatu, aliisque Cauſis, Negotiis & Litibus quibuscunque, inter *Nos* ac dictam *Sororem noſtram* noſtrosve & dicti Regni Scotiæ Subditos, adhuc indeciſis & Contraverſis, communicandi, tractandi & concludendi; ac generaliter ea omnia & ſingula faciendi & expediendi quæ in præmiſſis vel circa ea neceſſaria fuerint vel oportuna;

Promittentes, bonâ fide & in Verbo Regio, Nos ratum, gratum & firmum habituros & obſervaturos, quicquid per dictos noſtros Procuratores, Ambaſſiatores & Nuncios ſive eorum tres, circa præmiſſa vel eorum aliquod actum, promiſſum, geſtum & concluſum exiterit, & quòd contra ea vel aliqua ipſorum neque Verbo aut Facto quovismodo veniemus, ſed ea omnia & ſingula manutenebimus & inviolabiliter obſervabimus, ac a Subditis noſtris quibuscunque obſervari faciemus.

In cujus rei Teſtimonium his Litteris noſtris, manu noſtrâ ſignatis, Sigillum noſtrum magnum apponi fecimus.

Datum apud *Manerium noſtrum de Gremewiche* decimo die Maji, Anno Domini milleſimo quingenteſimo quinquageſimo primo, & Regni noſtri quinto.

In quorum omnium Fidem & Teſtimonium nos *Robertus Epiſcopus Orchaden. Robertus Dominus Maxwell, Thomas Magiſter Erskin & Ludovicus de Sancto Gelaſio* Dominus de Langſac ſæpefatæ Potentiſſimæ & Sereniſſimæ *Reginæ Scotiæ* Commiſſarii ſupradicti, præſentes Litteras ſubſcripſimus, & Sigilla noſtra eisdem appoſuimus.

Datum apud *Eccleſiam de Norbame*, decimo die menſis Junii, Anno Domini milleſimo quingenteſimo quinquageſimo primo. ANNO 1551.

ROBERT OBCHADEN.
ROBERT, MAXWELL.
THOMAS ERSKIN.
LOYS DE St. GELAYS.

Sigillis avulſis.

VII.

Tractatus Matrimonialis inter PHILIPPUM *Principem Hiſpaniarum*, CAROLI V. *Imperatoris Filium, &* MARIAM *Reginam Angliæ concluſus. Dat. apud Weſtmonaſterium Menſe Martio anno* 1553. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. XV. pag. 377.] 1553. 1554. Mars.

MARIA, Dei gratiâ, *Angliæ, Franciæ & Hiberniæ Regina*, Fidei Defenſor &c. univerſis & ſingulis ad quorum notitias præſentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cùm, poſt multas & varias Deliberationes & Conſultationes, inter, dilectos & fideles Conſiliarios noſtros,

Reverendiſſimum in Chriſto Patrem,

Stephanum Wintonienſem Epiſcopum, Cancellarium noſtrum Angliæ,

Henricum Comitem Arundelliæ, Magnum Seneſchallum Hoſpitii noſtri, Secretioris Concilii Præſidentem & Ordinis noſtri Garterii Militem,

Guillielmum Dominum Paget de Beaudeſert, dicti noſtri Ordinis Garterii Militem,

Robertum Rocheſtre Militem, Hoſpitii noſtri Contrarotulatorem & Ducatûs noſtri Lancaſtriæ Cancellarium,

Et *Williehmum Petre* Militem Secretarium noſtrum Primarium,

Oratores, Procuratores & Commiſſarios noſtros ſpeciales, ex una,

Et Illuſtres, Præclaros & Nobiles Viros,

Dominum Admirallum *Comitem Egmonde* & *Principem Gauriæ*,

Et Dominum *Carolum Comitem de Lalaing, Baronem Scornam. &c.* Locumtenentem, Capitaneum Generalem & Supremum Ballivum Comitatûs Hanoniæ, Equites Ordinis Aurei Velleris,

Dominum de Curriere Ballivum Comitatûs Alostenſis,

Philippum Nigri Præpoſitum Harlebecenſem ac Ordinis Aurei Velleris Cancellarium,

Et *Symonem Renard* Locumtenentem Ballivatûs d'Amont,

Illuſtriſſimi & Potentiſſimi Principis *Caroli*, Dei gratiâ, ejus nominis *Quinti*, Divinâ favente Clementiâ, *Romanorum Imperatoris* ſemper Auguſti, *Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Jheruſalem, Hungariæ, Dalmatiæ, Inſularum Balearcum, Sardiniæ, Fortunatarum, Indiarum & Terræ firmæ Maris Oceani &c. Regis, Archiducis Auſtriæ &c.* Conſiliarios, Oratores, Nuncios & Commiſſarios ſpeciales, ex altera, auctoritate & virtute Commiſſionum, *a Nobis* & dicto Illuſtriſſimo & Potentiſſimo Principe Domino *Carolo Romanorum Imperatore*, eis reſpectivè conceſſarum, quarum Tenores inferiùs deſcribuntur, Tractatus quidem Matrimonii, inter *Nos* &, Sereniſſimum Principem Hiſpaniarum, Dominum *Philippum d'Auſtria* Filium dicti Imperatoris chariſſimum, contrahendi, nuper hincinde conventus & concluſus fuerit in ea quæ ſequitur forma;

Ad Laudem & Honorem Dei Optimi Maximi, & pro conſtabiliendis veteri Amicitiâ Fœderibusque, necnon pro bona conſideratione, augmento Honorum & Statuum, Regnorum, Dominiorum, Provinciarum, Invictiſſimi & Potentiſſimi Principis & Domini, Domini *Caroli Romanorum Imperatoris, Hiſpaniarum Regis, Archiducis Auſtriæ &c.* Sereniſſimi & Excellentiſſimi Domini, Domini *Philippi Principis Hiſpaniarum* unici ejusdem Filii, Hæredis & Succeſſoris, ex una, &, Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Dominæ, Dominæ *Mariæ Reginæ Angliæ &c.* ex altera parte,

Poſt

ANNO 1553. 1554.

Poſt multas & varias Conſultationes & Tractatus, tam ſuper Matrimonium inter præfatum Sereniſſimum *Principem Hiſpaniarum* ac dictam *Dominam Mariam Reginam* contrahendo, & in iis qui de eo dependent, quàm ſuper Conſervationem & Confirmationem Fœderum veterum, *Stephanum Wyntonienſem Epiſcopum* Magnum Angliæ Cancellarium, *Henricum Comitem d'Arundelle* Magnum Seneſchallum Hoſpitii dictæ Dominæ Reginæ & Conſilii ejusdem Præſidentem, Ordinis Garterii Militem, *Wilhelmum Dominum Paget* de Beaudeſert Ordinis Garterii Militem, *Robertum Rocheſtre* Militem, Hoſpitii dictæ Dominæ Reginæ Contrarotulatorem, Ducatûs Lancaſtriæ Cancellarium, & *Wilhelmum Peter* Militem & dictæ Dominæ Reginæ Principalem Secretarium, &, Magnificos Illuſtres Viros & Dominos, Dominum Admirallum *Comitem Egmondæ* & *Principem Gauriæ*, & *Dominum Carolum Comitem de Lullaing*, Baronem Scornou &c. Locumtenentem, Capitaneum Generalem & Supremum Ballivum Comitatûs Hannoniæ, Equites Ordinis Aurei Velleris, *Johannem de Montmorency Equitem*, *Dominum Courriere* Ballivum Comitatûs Aloſtenſis, *Philippum Nigri* Præpoſitum Eccleſiæ Collegialis Harlebicenſis & Cancellarium dicti Ordinis Aurei Velleris, & *Simonem Renard* Locumtenentem Ballivatûs d'Amont, Conſiliarios, Oratores & Procuratores utriusque Partis, habitos (accedente tandem divinâ gratiâ) conventum, concordatum & concluſum fuit inter eos in hunc qui ſequitur modum;

IMPRIMIS, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd inter dictum Sereniſſimum Principem & dictam Sereniſſimam Dominam *Mariam Reginam*, in propriis Perſonis, quamprimùm id commodè fieri poſſit, Matrimonium verum, purum & licitum, per verba de præſenti, in Anglia contrahatur, celebretur & conſummetur, virtute cujus Matrimonii ita contracti, celebrati & conſummati, dictus Dominus Sereniſſimus *Princeps Philippus* Regnorum & Dominiorum dictæ *Sereniſſimæ Reginæ* pertinentium, unà cum eadem Sereniſſima *Regina* Conſorte ſuâ, Stilo, Honore & Nomine Regio, conſtante Matrimonio prædicto, cenſebitur & gaudebit, eamque Sereniſſimam Conſortem ſuam, in cœlici Regnorum & Dominiorum ſuorum Adminiſtratione, adjuvabit; ſalvis tamen Legibus, Juribus, Privilegiis & Conſuetudinibus eorundem Regnorum & Dominiorum; & etiam nominatim cauto & convento, quòd dictus Sereniſſimus *Princeps*, Dominæ Conthorali ſuæ *Reginæ Mariæ*, omnimodam diſpoſitionem omnium Beneficiorum, Officiorum, Terrarum Reddituum & Fructuum dictorum Regnorum & Dominiorum relinquet, quodque illa dabuntur Originariis & Naturalibus eorundem, quodque omnia ipſorum Negotia eis Linguis tractabuntur in quibus ab antiquo ibidem tractari conſueverint, & per naturales.

ITEM, conventum, concordatum & concluſum eſt, quòd ipſa Sereniſſima *Regina*, virtute Matrimonii prædicti, admittatur in Societatem Regnorum & Dominiorum dicti Sereniſſimi *Principis*, tàm præſentium quàm futurorum, quæ ei, cùm in tempore obvenire poterunt (conſtante itidem Matrimonio) & pro Dotalitio ſuo ſingulis Annis recipiat *ſexaginta millia Librarum*, ad valorem quadraginta Groſſarum Monetæ Flandriæ, ſuper univerſis ejusdem Invictiſſimi Domini *Imperatoris* Genitoris ſui Regnis, Terris & Dominiis Patrimonialibus, diſtribuendo ea ut ſequitur; Videlicet,

Quadraginta millia Librarum aſſignabuntur ſuper *Regnis Hiſpaniarum & Coronis Caſtellæ & Arragoniæ* eorumque dependentibus, idque in melioti forma, & juxta eorundem Regnorum Stilum & Conſuetudinem, ita quòd adveniente caſu præfati Dotalitii, & quòd ipſe Sereniſſimus *Princeps* præmoriatur, Sereniſſima *Domina Regina Maria*, dictis *quadraginta millibus Librarum*, citra aliquod impedimentum, uti, frui & gaudere liberè poſſit, reliqua autem *viginti millia* ei aſſignabuntur ſuper Ducatibus, Comitatibus & Dominiis *Brabantiæ*, *Flandriæ*, *Hannoniæ*, *Holandiæ*, & aliis Terris Patrimonialibus dicti Domini *Imperatoris* in *inferiori Germania*, prout eandem Summam olim ſuper eos habuit & percepit quondam Domina *Margarita de Auglia*, Illuſtriſſimæ & laudabilis memoriæ, Domini *Caroli Ducis Burgundiæ* Conthoralis & Relicta, ita quòd dicta *Regina* ſuperſtiti, mox a Morte Sereniſſimi Mariti ſui concedetur poſſeſſio & uſus eorundem Bonorum, quatenus ea in Patrimonio ſuo & non alienata, vel aliis obligata fuerint, in quantum verò aliqua ex his alienata aut obligata reperiantur, loco eorum alia ejusdem valoris, & cæteris Dotaliiis ſuis bonis vicina & propinqua, intra Triueſtre ſubſtituentur, & in debita forma aſſignabuntur, quibus quidem præfata *Domina* ejusdem modo & formâ utetur & fruetur, quibus prædicta Domina *Margarita de Anglia* antea uſa & fruita fuit.

ANNO 1553. 1554.

Et nè inter Liberos Controverſiæ de Succeſſione oriantur, quæ ſeparatim ex hoc Matrimonio perpetuæ Concordiæ fructum inter Regna & Dominia utriusque Partis queant perturbare, de ea, in hunc qui ſequitur modum, diſpoſitum eſt:

PRIMO quòd, quantum pertinet ad Materiam Hæreditatis Juris ex Regno Angliæ & aliis Regnis & Dominiis de eo dependentibus, Masculi & Fœminæ ex eo Matrimonio naſcituri, in eis ſuccedent ſecundùm Jura, Statuta & Conſuetudinem eorum, quantùm verò attinet ad Bona quæ ipſe Sereniſſimus *Hiſpaniarum Princeps* relicturus eſt; Imprimis, reſervabuntur Filio ſuo Primogenito Domino *Carolo d'Auſtriæ Infanti Hiſpaniarum*, Liberiſque & Hæredibus ex ipſo deſcendentibus, tàm Fœminis quàm Maſculis, omnia & ſingula Jura quæ dicto *Principi* nunc competunt vel impoſterùm competitura ſunt, & ad eum, Morte Sereniſſimæ *Reginæ Aviæ*, vel Invictiſſimi *Imperatoris Caroli Quinti* Genitoris ſui (quam Deus diu avertat) quandocunque divolventur, in *Regnis Hiſpaniarum*, ſection *utriusque Siciliæ*, omnibusque eorum dependentibus & pertinentibus, *Ducatuque Mediolani*, & aliis Terris & Dominiis *Lumbardiæ & Italiæ*, quocumque Nomine Titulove cenſeantur, cum onere tamen præfati Dotaliii *quadraginta millia Librarum*, in quibus quidem Regnis, Dominiis & Terris, ipſo Domino *Carolo Infante* aut Deſcendentibus legittimis ex eo ſtantibus, Liberi ex præſenti Matrimonio nihil prætendere poterunt, ſed ſi ipſum Dominum *Carolum*, Deſcendentesque ex eo, deficere contingat, tunc, & in eo caſu, Primogenitus ex præſenti Matrimonio in prædictum Jus ſubrogabitur, & juxta eorum Regnorum & Dominiorum naturam, Leges & Conſuetudines ſuccedere debebit, idem etiam ſuccedet in omnibus Ducatibus, Comitatibus, Dominiis & Terris Patrimonialibus ad dictum Dominum *Imperatorem* pertinentibus, tàm in *Burgundia* quàm in *Inferiori Germania*; ſcilicet, Ducatibus *Brabantiæ*, *Luxemburgiæ*, *Gueldriæ*, Comitatibus *Flandriæ*, *Arthefiæ*, *Holandiæ*, *Zelandiæ*, *Namurci*, *Zutphenæ*, *Burgundiæ*, *Friſiæ*, *Trajecti*, *Patriæ Tranſinſulanæ*, & aliis quibuscunque Patrimonialibus inde dependentibus eisdemve annexis, eum omnibus eorum Juribus & Querelis; ſed ſi dictus Dominus *Carolus* vel Deſcendentes ex eo extabunt, ſuerisque ex hoc Matrimonio aliqua Proles Maſcula, eo caſu, dictus Dominus *Carolus* live Deſcendentes, erunt, & manebunt excluſi a dictis Terris & Dominiis Patrimonialibus *Inferioris Germaniæ* & *Burgundiarum*, illaque, cum omni Jure devolventur ad Filium Primogenitum hujus Matrimonii naſciturum, cæteris autem Maſculis & Fœminis ex eodem naſcituris congrua aſſignabitur Portio & Dos in Regno Angliæ & Dominiis de eo dependentibus, dictisve Terris & Dominiis Patrimonialibus *Inferioris Germaniæ*, nec poterù quoque, ſeu Primogenitus ex hoc Matrimonio, ſeu alii Filii ex eodem geniti, quicquam Juris prætendere in *Regnis Hiſpaniarum* aut aliis Dominiis de eisdem dependentibus, & dicto Domino *Carolo Infanti* reſervatis, niſi & in quantum per Paternam aut Aviram diſpoſitionem ipſis datum aut relictum fuerit;

Porrò ſi nullus ſorte Maſculus ex hoc Matrimonio naſcatur ſed Fœmina duntaxat, eo caſu, Primogenita in prædictis Terris & Dominiis *Inferioris Germaniæ & Burgundiarum* pleno Jure ſuccedet, dummodò ſi aliquem non *Originarium Angliæ* aut *Inferioris Germaniæ* eligere velit Maritum, eum, de conſilio & conſenſu dicti Domini *Caroli Infantis* Fratris ſui Matrimonium contraxerit, alioquin verò ſi aliquem non *Originarium Angliæ* aut *Inferioris Germaniæ*, negletto conſilio & conſenſu dicti Domini *Caroli* Maritum acceperit, eo caſu, eidem Domino *Carolo Infanti* ſalvum erit & manebit Jus Succeſſionis in dictis Dominiis *Inferioris Germaniæ*, *Burgundiorum* & dependentibus, quæ, in caſu prædicto, ad eum ejusve Deſcendentes, tàm Maſculos quàm Fœminas, devolventur, verumtamen tunc ipſa, prout & aliæ Filiæ ex hoc Matrimonio prognatæ, non extantibus Maſculis, ex Paternis Bonis tàm *Hiſpaniarum* quàm *Inferioris Germaniæ* congruè & ſecundum dictorum Regnorum & Dominiorum Conſuetudines dotari debebit; Deficiente vero etiam Domino *Carolo* & Stirpe ex eo, nullisque aliis ex hoc Matrimonio extantibus Liberis quàm Fœminis, eo caſu, Primo-

ANNO 1553. 1554.

génita Filiarum ex hoc Matrimonio nascitura; in dictis Dominiis *Inferioris Germaniæ & Burgundiarum* succedet, quemadmodum & in aliis Regnis *Hispaniarum* & cæteris juxta eorundem naturam, Leges & Consuetudines;

Proviso tamen & expressè tanto & reservato, circa omnes & singulos casus Successionis supra declaratos, quòd, quicunque & quæcunque in eis succedent, debebunt singulis Regnis, Terris & Dominiis illibata & integra relinquere sua Privilegia, Jura & Consuetudines, eaque Regna & Dominia administrare & administrari facere per Originarios eorundem Regnorum, Dominiorum & Terrarum, & in omnibus eorum utilitatem & quietem fideliter procurare, ac eos secundùm Statuta & Consuetudines ipsorum in bona Justitia & Pace regere & fovere:

Finaliter, quòd inter dictum *Imperatorem*, *Principem* ejusve Successores, Regná & Dominia quæcunque, necnon Dominam *Reginam* ejusve Regna, erit deinceps integra & sincera Fraternitas, Unio & Confœderatio arctissima perpetuis temporibus felicitet, voleute Deo, duratura, itaque se mutuò adjuveut per omnia & in omnibus quæ ipsis, ipsorumque honori, & conservationi & augmento Statuum, Regnorum, Dominiorum ac Provinciarum, Hæredumque & Successorum suorum convenerint, juxta vim, formam & effectum novissimi Tractatûs arctioris Amicitiæ, & Declarationem ejusdem, de Data apud *Westmonasterium* Anno Domini 1546. quantum ad Declarationem.

Quæ omnia & singula ita, ut præfertur, conventa, concluſa & concordata per Dominum Invictissimum *Cæsarem*, tàm Nomine suo quàm Sereniſſimæ *Dominæ Reginæ*, solemniter ratificabuntur in verbis Imperialibus ac Regiis, & medio Juramento, pro ie. Hæredibus Successoribusque suis, quamprimùm poterunt Literas in forma debita vicissim tradent aut tradi facient; quibus Literis Ratificatoriis & Juramento etiam illud cavebitur expressis verbis, quòd omnia hic conventa & concluſa bonâ fide observabunt & adimpleri curabunt, omnesque & singulas Securitates præstabunt, quæ, de Jure & Consuetudine in similibus Tractatibus pro illorum subsistentia firmate, præstari debent seu consueverint, justâve aliqua ratione pro natura rei præmissa, hinc inde exigi aut requiri possint, renunciantes omnibus Juris, Legum vel Statutorum Pragmaticarumque dispositionibus aut beneficiis quibuscunque in contrarium, eisque, quantum contra prædicta faciant, ex plena scientia, proprioque motu, &, ex plenitudine Potestatis ipsis, a Deo, in dictis Regnis, & Dominiis tributum, denegantes; Statuentésque, ea omnia & singula debere in omnibus suis Punctis & Articulis firma manere, perpetuisque & immobilibus Legibus vim obtinere.

Nos Tractatum prædictum, ac omnia & singula Capitula in eisdem contenta & specificata, rata & grata habentes, ea omnia & singula, ex certa scientia nostra, quatenus Nos, Hæredes vel Successores nostros concernunt, approbamus, laudamus, confirmamus & ratificamus, & inviolabiliter, firmiter, benè & fideliter tenere, observare & perimplere, tenerique, observari & adimpleri facere cum effectu, bonâ fide & in verbo Regio, promittimus per Præsentes, omni exceptione seu contradictione cessante:

Eidemque in præsentiam Illustris & Nobilis Viri Admirali *Comitis Egmonde & Principis Gauræ & Simonis Renard* Locumtenentis Ballivatûs d'Amont, supra memoratorum Consiliariorum & Oratorum dicti Potentissimi *Imperatoris* in Curia nostra residentium, Sacris Evangeliisque per Nos tactis Jurejurando firmatum.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium his Præsentibus, manu nostrâ subscriptis, magnum Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum apud *Palatium nostrum de Westmonasterio* mensis Martii Anno Domini 1553. & nostri Regni primo.

Clausula annexa.

ANNO 1553.

Cùm in Tractatu Matrimoniali intra Sereniſſimum Dominum *Philippum Principem Hispaniarum* & Sereniſſimam Dominam *Mariam Reginam Angliæ* &c. generaliter dictum & cautum sit, quod Officia ejusdem Regni Dominiorumque inde dependentium debeant administrari per Originarios & Naturales eorundem, quodque in omnibus debeant servari intra Privilegia & Consuetudines ipsorum, cupientes, contra Pericula futura & Inconvenientia, quæ ex diversarum Nationum conjunctione & extraneorum admissione nonnunquam evenire solent, de maturo providere Remedio, dictus Dominus *Princeps Hispaniarum*, antequam Nuptiarum Solemnia celebrabuntur, solenniter & in verbo Principis promittet & Juramento etiam firmabit Capitula sequentia, 1554

PRIMO, quòd nullum extraneum & non natum sub Dominio & Subjectione Sereniſſimæ *Reginæ* & Dominiis ei annexis, dictas Sereniſſimus *Princeps* in Servitium Domûs & Curiæ suæ recipiet & admittet Nobiles & Vassallos dicti Regni Angliæ in numero competenti, eosque ut proprios suos Subditos commendatos habebit, tractabit & fovebit, nec ullos in sua Comitiva adducet aut habebit qui Subditis Regni prædicti aliquam inferant molestiam, & si intulerint condignâ Punitione eos afficiet & de sua Curia expelli curabit; quódque dictus Sereniſſimus *Princeps* nihil faciet ut aliquid innovetur in Statu & Jure publico aut privato, Legibus & Consuetudine dicti Regni Angliæ Dominiorumve de eo dependentium, sed contra confirmabit & observabit singulis Statibus & Ordinibus sua Jura & Privilegia;

Quodque dictus Dominus *Princeps* præfatam Sereniſſimam Dominam *Reginam* extra Fines Regni sui Angliæ, niſi ipsa id fieri rogaverit, non abducet, neque Liberos qui ex hoc Matrimonio nascentur ex eodem Angliæ Regno distrahet, sed ibidem eos ad spem futuræ Successionis nutriri & educari sinet, niſi aliud de consensu Magnatum Angliæ faciendum videbitur,

Et in casu quo, multis relictis Liberis, Sereniſſima Domina *Regina* præmoriatur, dictus Dominus *Princeps* nullum sibi in dicto Regno Angliæ Jus vendicabit, sed ejus Successionem ad eos quos secundùm Jura & Leges ejusdem Regni spectabit pervenire sinu aliquo impedimento permittet;

ITEM, quòd dictus Sereniſſimus *Princeps* non potetit extra dictum Regnum portare vel transferre Jocalia & Res pretiosas majoris æstimationis, nec quoque alienabit quicquam de Pertinentiis dicti Regni Angliæ, aut quicquam per suos Subditos aut alios de eis usurpari permittet; sed omnia loca Regni, & præsertim Fortalitia & Limitropha ejus fideliter ad usum & utilitatem dicti Regni & per Originarios & Naturales ejusdem custodiri & conservari curabit, nec inde Naves, Bombardas aut alia quæcunque Belli & Defensionis Instrumenta amoveri sinet, sed contra diligenter ea custodiri &, quando necesse erit, renovari faciet, & ita providebit ut ea perpetuò ad Regni Tutelam in suo vigore consistere valeant;

ITEM, quòd occasione hujus Matrimonii non debebit Regnum Angliæ, directè vel indirectè, misceri Bello existente inter Invictissimum *Imperatorem* ejus Domini *Principis* Genitorem & *Henricum Francorum Regem*; sed ipse Dominus *Philippus*, quantum in se erit, ex parte dicti Regni Angliæ curabit Pacem, inter dicta Regna Franciæ & Angliæ existentem, observari, nec alicujus Infractionis causam præbebit, ita quòd non censeatur per hoc in aliquo derogatum Tractatui novissimo arctioris Amicitiæ, verùm sic in suo vigore permanebit; salvò etiam quòd ex parte aliorum Regnorum & Dominiorum ipse *Princeps* liberas habebit manus, Patriæque suo observandissimo in defensione Terrarum suarum & vindicatione acceptarum injuriarum, ita ut ei melius videbitur, correspondere & assistere liberè possit.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.